Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances publiques nos 60, 61 et 62 p. 09-81

Questions au Gouvernement p. 82-99

2023-2028

n° 25

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-09

Séances publiques ..... p. 09-81

60e séance du mercredi 22 janvier 2025 p. 09-30

61e séance du mercredi 22 janvier 2025 p. 30-61

62e séance du jeudi 23 janvier 2025 p. 62-81

Questions au Gouvernement ..... p. 82-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
10/03/2025

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org

Trois ans de guerre en Ukraine

M. Laurent Zeimet (1re rangée, 2e à gauche) a fait le déplacement jusqu'à Kyiv dans le cadre du troisième anniversaire du début de la guerre d'agression.

M. Laurent Zeimet s'est déplacé à Kyiv pour y représenter le Parlement luxembourgeois pour le troisième anniversaire du début de l'agression russe. Le Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région a ainsi participé à l'initiative parlementaire dénommée « United for Ukraine » d'une vingtaine de pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN.

Les parlementaires ont pu rencontrer le Président, M. Volodymyr Zelensky, ainsi que différents membres du Gouvernement ukrainien et de la Verkhovna Rada. Dans ce contexte, ils ont échangé avec les présidents des principales commissions parlementaires ainsi qu'avec le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk.

« Trois ans après le début de la guerre, il est très important pour nous, en tant qu'Européens, de montrer notre solidarité avec les Ukrainiens », a souligné M. Zeimet.

« L'UE a besoin de plus de flexibilité budgétaire »

M. Piotr Serafin, Commissaire européen au Budget, à la Lutte antifraude et à l'Administration publique, a été reçu le 12 février 2025 à la Chambre des Députés dans le cadre d'une « tournée des capitales » en vue de l'établissement du cadre financier pluriannuel de l'UE pour la période 2028-2034.

« Plus de 90 % du budget de l'Union européenne sur sept ans sont prédéterminés à l'heure actuelle » dans le cadre financier pluriannuel. « Ce concept était certes une bonne idée dans les années 80, mais il ne marche plus de nos jours. Nous avons besoin de plus de flexibilité pour le budget européen », d'après l'analyse du Commissaire européen au Budget. Il a été reçu à cette occasion par des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région et de la Commission des Finances, après avoir vu le Président de la Chambre des Députés pour un entretien en tête-à-tête.

Une hausse espérée des contributions des États membres

La mission principale de M. Serafin est de négocier et de mettre en place le cadre financier pluriannuel (MFF) pour la période 2028-2034. Il faudrait donc, a expliqué le Commissaire aux députés, pouvoir adapter le budget de manière plus flexible aux situations géopolitiques caractérisées par une grande instabilité. La situation sécuritaire, les défis liés au climat et la compétitivité ont été cités parmi les axes importants dans ce contexte.

« Les ambitions de la Commission européenne pour le budget sont globalement à la hausse, mais elles continueront à dépendre de la volonté des États membres », a encore souligné M. Serafin, sans avancer de chiffres pour les hausses escomptées. Le Commissaire a cependant estimé qu'il s'agissait d'un défi important si l'Europe souhaitait avoir les moyens pour atteindre ses objectifs, et qu'il fallait également envisager de « mieux dépenser ce que nous avons ».

La défense, un enjeu urgent

Un des aspects évoqués dans ce contexte est celui du besoin accru d'investissements dans la défense pour répondre aux enjeux stratégiques auxquels est et sera confrontée l'UE, ce qui est notamment indispensable dans le cadre d'une nouvelle relation qui est en train de se mettre en place avec les États-Unis. Pour l'instant, l'UE dépenserait moins de 1 % de son budget pour la défense. M. Serafin a affirmé que des investissements supplémentaires seraient nécessaires et que la Commission allait produire au mois de mars un « livre blanc » contenant des propositions concernant la défense de l'Union. Certaines décisions pourraient ensuite être prises en juin.

Selon le Commissaire, ce développement devrait également se faire en concertation avec l'OTAN. Il a évoqué dans ce contexte la position de M. Mark Rutte, Secrétaire général de l'OTAN, qui aurait proposé un objectif « au-delà des 3 % » du produit intérieur brut pour les pays membres de l'OTAN consacrés aux investissements de défense. L'objectif actuel se situe à 2 % du PIB.

Les députés ont interrogé le Commissaire sur le rôle de la Banque européenne d'investissement (BEI) dans le financement de projets et l'accord de prêts dans le domaine de la défense. Celui-ci a estimé qu'une évolution dans ce contexte était souhaitable et a annoncé que ce point ferait partie d'échanges qu'il entendait mener avec l'institution. Il a ajouté que les « investissements de défense ne peuvent pas être mis sur le même plan restrictif que la drogue ou la pornographie » comme c'est le cas à l'heure actuelle.

Les députés ont encore interrogé M. Serafin sur l'impact budgétaire de l'élargissement de l'UE. Selon lui, la proposition pour le cadre financier pluriannuel n'était pas censée comporter des dates concrètes concernant les procédures d'élargissement ni de projections budgétaires y relatives, mais que le calendrier devrait être déterminé en conséquence dans le cadre des différentes négociations.

Au sujet de la transition verte, la position serait claire : l'objectif de la neutralité carbone pour 2050 serait maintenu, mais il faudrait revoir les instruments pour atteindre cet objectif sans mettre à mal la compétitivité de l'UE.

M. Piotr Serafin, Commissaire européen au Budget, à la Lutte anti-fraude et à l'Administration publique

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

Vers une Europe plus compétitive et innovante

Photo de famille en salle plénière du Parlement européen à Bruxelles

MM. Franz Fayot et Tom Weidig ont participé à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG), qui s'est tenue les 17 et 18 février 2025 au Parlement européen à Bruxelles et qui a rassemblé les représentants des parlements nationaux des 27 États membres, ainsi que des députés européens et des observateurs de quatre pays candidats (Serbie, Turquie, Bosnie-Herzégovine et Albanie).

Une action plus rapide pour répondre aux attentes des citoyens

Lors de la séance d'ouverture, la Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, a insisté sur l'urgence d'une action politique plus efficace pour répondre aux préoccupations des citoyens européens, notamment en matière de coût de la vie, d'emploi et de sécurité.

> « Dans toute l'Europe, les citoyens attendent de nous – des parlements – des résultats ; ils veulent des solutions et non des excuses »
>
> Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen

Elle a appelé à une simplification des réglementations, au renforcement du marché unique et à une accélération de l'intégration économique pour garantir la prospérité du continent.

Budget européen et compétitivité : des priorités essentielles

La première journée de la conférence a été consacrée aux travaux en commission. M. Fayot a participé à la réunion de la Commission du budget qui portait sur l'écart de compétitivité et les biens publics européens. Lors de cette session, M. Piotr Serafin, Commissaire européen au Budget, à la Lutte antifraude et à l'Administration publique – qui s'était rendu à la Chambre des Députés le 12 février 2025 dans le cadre de sa tournée des capitales –, a mis en avant la nécessité d'adapter le budget de l'UE aux défis géopolitiques et économiques actuels, notamment en matière de défense et de compétitivité. Selon lui, pour combler l'écart de compétitivité de l'Europe, il ne suffit pas d'augmenter les dépenses publiques, mais il est également nécessaire de simplifier les réglementations et mobiliser davantage de financements privés. M. Fayot a, pour sa part, souligné l'importance du marché unique comme bien public européen fondamental pour la compétitivité. Il a plaidé pour des règles plus harmonisées et inclusives, tout en rappelant que la protection de l'environnement et l'instauration de normes sociales minimales doivent également faire partie des biens communs européens.

Un appel à l'unité face aux défis économiques

Le deuxième jour, les débats se sont poursuivis en séance plénière. M. Mario Draghi, ancien Premier ministre italien et ancien Président de la Banque centrale européenne, a été l'orateur principal sur le thème de la compétitivité. Il a souligné l'urgence pour l'UE d'agir de manière unie face aux défis économiques, géopolitiques et technologiques.

> « Si nous sommes unis, nous relèverons le défi et réussirons »
>
> Mario Draghi, ancien Président de la Banque centrale européenne

Il a plaidé pour une gouvernance plus intégrée, des investissements massifs et une réaction rapide aux enjeux actuels, exhortant les députés à accélérer leurs actions.

Interventions luxembourgeoises

Lors de la session de questions-réponses, M. Fayot a regretté l'absence d'un agenda environnemental et social dans la vision de compétitivité portée par le rapport Draghi. Il a également souligné que le modèle préconisé, inspiré du système américain et centré sur les marchés de capitaux, était peu adapté à une petite économie comme celle du Luxembourg. Il a rappelé que le rapport Letta, qui met l'accent sur le renforcement du marché unique, correspond mieux aux besoins des petits États européens.

De son côté, M. Weidig a déploré le manque d'inspiration de l'Europe en matière d'innovation, contrairement aux États-Unis qui attirent les jeunes talents grâce à des projets ambitieux comme ceux de SpaceX. Il a critiqué une approche européenne trop bureaucratique et a appelé à un changement de mentalité pour rendre l'Europe plus attractive et innovante.

Un engagement européen sous présidence polonaise

Cette conférence s'inscrit dans le cadre du programme de la présidence polonaise du Conseil de l'UE. La Pologne aspire à renforcer la gouvernance économique et financière de l'UE, à promouvoir la compétitivité, à assurer la sécurité énergétique et à consolider la cohésion entre les États membres pour une croissance économique durable et inclusive.

16e réunion du GCPC d'Europol

Nouvelles priorités en matière de sécurité

La Chambre des Députés était représentée par MM. Dan Biancalana et Meris Sehovic.

Les 23 et 24 février 2025, des députés européens et nationaux membres du Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) se sont retrouvés à Varsovie pour la 16e réunion du groupe. Les discussions ont principalement porté sur les défis sécuritaires actuels de l'Union européenne.

Le Ministre polonais de l'Intérieur, M. Tomasz Siemoniak, a ouvert les débats en présentant les priorités que la présidence polonaise compte faire avancer dans les mois à venir : la lutte contre les réseaux criminels, le trafic d'armes à feu et la traite des êtres humains. Le Ministre a insisté sur le rôle crucial de la coopération transfrontalière et la nécessité de doter Europol de nouveaux outils opérationnels.

Le Commissaire européen chargé des Affaires intérieures et de la Migration, M. Magnus Brunner, a ensuite présenté les contours d'une nouvelle approche de la sécurité intérieure, dont le lancement est prévu en mars 2025. Face à l'évolution des menaces, notamment l'utilisation croissante de nouveaux instruments par les gangs criminels, il a réaffirmé le rôle central d'Europol comme hub névralgique et comme centre d'expertise.

Mme Catherine De Bolle, Directrice exécutive d'Europol, a ensuite exposé en détail la nouvelle stratégie de l'agence pour 2025 et au-delà. Elle a souligné le rôle central que celle-ci joue et la nécessité de renforcer davantage la coopération entre les États membres, mais également au-delà des frontières européennes. Europol coopère désormais au-delà du voisinage traditionnel de l'UE, c'est-à-dire les Balkans occidentaux dans le cadre du Partenariat oriental, pour inclure le Royaume-Uni, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et l'Amérique latine, avec notamment un accord récent signé avec le Brésil.

Les priorités opérationnelles restent focalisées sur le trafic de drogue, avec une attention particulière portée aux structures commerciales légales utilisées comme façades criminelles. Un accent spécifique sera mis sur la prévention du recrutement de mineurs par les réseaux criminels.

La dimension numérique de la criminalité a occupé une place importante dans les discussions, notamment le financement du terrorisme par les cryptomonnaies, la lutte contre les contenus terroristes en ligne et les discours de haine.

Lors des débats, M. Dan Biancalana a souligné l'ampleur des défis sécuritaires actuels, citant les 98 attaques perpétrées sur le territoire européen en 2023 dont il est question dans le rapport 2024 sur la situation et les tendances du terrorisme dans l'UE. Il a mis en exergue un cas concret de réussite : un attentat déjoué au Luxembourg grâce à la coopération entre les services nationaux et Europol. Le député a également alerté sur l'émergence de nouvelles formes de menaces, mentionnant notamment la nouvelle tendance à la radicalisation de la jeunesse européenne. Face à ces défis, il a plaidé pour un renforcement des capacités communes en matière de coopération policière et d'échange de données, tout en préservant les libertés fondamentales et l'espace Schengen.

La réunion s'est conclue sur les perspectives d'évolution d'Europol, avec la présentation d'un mandat renforcé incluant la possibilité d'une implication directe dans les opérations lorsque les États membres ne peuvent pas agir seuls. Cette extension des compétences s'accompagne d'un renforcement significatif des ressources allouées par la Commission européenne et d'un contrôle parlementaire accru.

Une convention avec la Faculté de droit pour encourager la recherche scientifique

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a signé une convention avec la Faculté de droit, d'économie et de finance (FDEF) de l'Université du Luxembourg afin de soutenir la recherche doctorale. Dans ce cadre, la Chambre s'engage à financer et accompagner l'élaboration ainsi que la soutenance d'une thèse doctorale en droit public luxembourgeois, avec un accent particulier sur le droit constitutionnel et parlementaire.

M. Wiseler a mis en avant que « faire de la politique n'est pas toujours évident, et les resonsables politiques, confrontés à des thématiques de plus en plus complexes, ont besoin de données fondées sur des faits scientifiques ». Il a ajouté qu'en ces temps où les décisions politiques ne reposent pas toujours sur la réalité et les faits, il est essentiel de s'appuyer sur la science.

De son côté, la Doyenne de la Faculté de droit, le Prof. Katalin Ligeti, a confirmé cette nécessité tout en affirmant que « la complexité est devenue la norme et qu'il est indispensable de faire appel au calme et à l'expertise du monde scientifique ».

De gauche à droite : M. Marc Schiltz, responsable de la Cellule scientifique de la Chambre, Prof. Katalin Ligeti, Doyenne de la Faculté de droit, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, Mme Léa Schumacker, doctorante, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre, et Prof. Jörg Gerkrath, professeur titulaire en droit public et européen

Un doctorat financé par la Chambre

La doctorante Léa Schumacker a débuté sa thèse au 1er janvier 2025, sous la supervision du Prof. Jörg Gerkrath. Ses recherches porteront sur le processus d'élaboration des lois par la Chambre des Députés. Ce travail permettra d'examiner le rôle de la Chambre dans l'adoption des projets et des propositions de loi ainsi que des révisions constitutionnelles.

Le sujet offre également la possibilité d'aborder divers aspects liés à la procédure législative, notamment les amendements parlementaires, le vote article par article, le second vote réglementaire, le rôle du Conseil d'État, la dispense du second vote constitutionnel et le rôle des chambres professionnelles. L'étude analysera par ailleurs le rôle essentiel des commissions parlementaires au sein de la Chambre et abordera la culture du consensus.

Traitement de données de santé en matière d'assurances

7511 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances en vue d'insérer un chapitre 2ter relatif au traitement de données concernant la santé

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances en vue d'y insérer un nouveau chapitre 2bis ayant spécifiquement trait au traitement de données concernant la santé afin de combler un vide juridique qui existe depuis l'abrogation de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel par la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données.

Il est prévu d'introduire une disposition nationale pour légitimer explicitement le traitement de données de santé en matière d'assurances en invoquant, conformément à l'article 9, paragraphe 4, du RGPD, des motifs d'intérêt public important.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 23/12/2019
Rapporteur : M. Marc Spautz

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

24/01/2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
22/11/2024	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation du projet de loi amendé
07/01/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14/01/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/01/2025
Loi du 6 février 2025
Mémorial A : 2025, n° 37, page 1

Sociétés : transformations, fusions et scissions transfrontalières

8053 – Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
2° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières

Le projet de loi a pour objectif principal de transposer en droit luxembourgeois les dispositions de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières (ci-après la « Directive Mobilité ») ayant modifié la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 relative à certains aspects du droit des sociétés (ci-après la « Directive Sociétés »).

La Directive Mobilité entend introduire de nombreuses innovations destinées avant tout à encadrer la promesse d'une mobilité accrue des sociétés au sein du marché intérieur faite par la Cour de justice au gré de ses décisions jurisprudentielles en matière de liberté d'établissement, tout en intégrant des mécanismes destinés à sauvegarder les intérêts des différents stakeholders impactés par une opération transfrontalière.

Au vu de ces objectifs, la Directive Mobilité vient en premier lieu modifier la Directive Sociétés en rectifiant certaines imperfections du régime des fusions transfrontalières issu à l'origine des dispositions de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (ci-après la « Dixième Directive »). Cependant, les innovations du législateur européen ne s'arrêtent pas là et, faisant fi notamment des échecs répétés du projet de quatorzième directive sur le transfert transfrontalier du siège statutaire d'une société, il introduit également une procédure de transformation transfrontalière aux articles 86bis à 86unvicies et une procédure de scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés aux articles 160bis à 160duovicies, toutes deux calquées sur le modèle des fusions transfrontalières et reposant sur une application subsidiaire des droits nationaux.

La Directive Mobilité vient gommer certaines imperfections du régime préexistant notamment (i) en scindant le rapport de l'organe de gestion, soit en deux parties, soit en deux documents séparés, l'un à destination des associés et l'autre à destination des travailleurs, (ii) en clarifiant certains aspects du double contrôle de légalité, (iii) en introduisant un degré d'harmonisation largement supérieur des mécanismes de protection des associés minoritaires et des créanciers et (iv) en altérant le régime de la protection des droits de participation des travailleurs.

À l'égard des transformations transfrontalières, en combinant les enseignements des arrêts Cartesio et Sevic, la Cour de justice a pu considérer dans l'arrêt Vale que les opérations de transformations transfrontalières constituaient également des « modalités particulières d'exercice de la liberté d'établissement » et relevaient du champ d'application de cette liberté fondamentale, tout en précisant dans un obiter dictum à la portée incertaine que la notion d'établissement au sens du TFUE impliquait « une implantation réelle de la société concernée dans cet État et l'exercice d'une activité économique effective » dans l'État membre de destination. Cette formulation cryptique a par la suite été clarifiée lors de l'arrêt Polbud où la Cour de justice a considéré que les articles 49 et 54 du TFUE s'appliquaient également au transfert isolé du siège statutaire d'une société constituée en vertu du droit d'un État membre vers un autre État membre, en vue de sa transformation conformément au droit de l'État d'accueil en une société relevant de ce droit, sans que cette opération ne doive nécessairement s'accompagner d'un transfert concomitant du siège réel. Cependant, l'absence de cadre juridique harmonisé applicable aux transformations transfrontalières entraîne l'existence de régimes divergents, une insécurité juridique et une protection suboptimale des travailleurs, des créanciers et des associés minoritaires. Afin de remédier à cette situation insatisfaisante, la Directive Mobilité introduit un régime harmonisé des transformations transfrontalières basé sur le modèle général habituellement prôné par le législateur européen en matière d'opération transfrontalière.

À l'égard finalement des scissions transfrontalières, il convient en premier lieu de relever que même en l'absence d'une décision de la Cour de justice en la matière, il ne fait aucun doute qu'elles tombent également dans le champ d'application de la liberté d'établissement au même titre que les fusions ou les transformations transfrontalières. En outre, comme une scission constitue le reflet économique et juridique d'une fusion, l'une étant réversible par l'autre, règlementer les fusions transfrontalières sans toucher aux scissions transfrontalières est foncièrement insatisfaisant. En conséquence, et suite à l'invitation faite à la Commission par le Parlement européen en la matière, la Directive Mobilité intègre des dispositions relatives aux scissions transfrontalières, partielles ou complètes, mais limitées aux seules scissions n'impliquant qu'une société préexistante. Cette considérable limitation du champ d'application ratione materiae s'explique, selon le 8e considérant de la Directive Mobilité, par le fait que les scissions par absorption et les scissions mixtes sont considérées comme « étant très complexes, nécessitant la participation d'autorités compétentes de plusieurs États membres et entraînant des risques supplémentaires en termes de contournement des règles nationales et des règles de l'Union ».

Cependant, suite aux promesses de mobilité de la Cour de justice dans l'arrêt Polbud, la Directive Mobilité surprend et au gré de sa lecture, on ne peut que relever une impression de frilosité à l'égard des opérations transfrontalières culminant avec l'introduction d'une disposition anti-abus obligatoire laissant une très large marge de manœuvre aux États membres. Ces derniers sont ainsi libres (i) de déterminer les procédures applicables à la lutte anti-abus, en ce compris une éventuelle évaluation en cas de soupçons sérieux, (ii) de déterminer les délais applicables, étant entendu que la durée du premier contrôle ne pourra excéder trois mois et que la durée de l'évaluation additionnelle en cas de suspicion de fraude ou d'abus ne pourra, sauf circonstances exceptionnelles, prolonger la procédure d'une durée additionnelle supérieure à trois mois, (iii) de déterminer les « faits et circonstances pertinents » dont l'autorité nationale compétente devra tenir compte dans le cadre de l'évaluation puisque la Directive Mobilité ne fait que reprendre une liste minimale d'indices et (iv) d'introduire une présomption d'absence d'abus ou de fraude lorsque l'opération transfrontalière a pour conséquence que la direction effective ou l'activité économique, sera implantée dans l'État membre de destination. Une telle marge de manœuvre risque d'inciter certains États membres à adopter des mesures anti-abus particulièrement strictes en imposant notamment une implantation réelle au moyen de l'exercice d'une activité économique dans les États membres de destination pour autoriser l'opération transfrontalière avec tous les refus abusifs qui pourraient en découler et ce, malgré les enseignements de la Cour de justice. Le caractère potentiellement limitatif de cette disposition pour la mobilité transfrontalière dans un marché unique où le nombre d'opérations transfrontalières augmente de façon exponentielle, place le Luxembourg, favorable à la mobilité transfrontalière, face à un défi de taille.

Ce défi est encore exacerbé par l'introduction d'une autre innovation par la Directive Mobilité. En effet, souhaitant harmoniser partiellement la protection des associés minoritaires au sein des États membres en cas d'opération transfrontalière, le législateur européen a jugé opportun d'introduire un droit de retrait contre juste rémunération dont bénéficieront aux moins les associés opposés à l'opération.

Face à une directive plus restrictive en matière de mobilité et plus favorable aux associés minoritaires que son droit national et confronté à un marché unique où le nombre d'opérations transfrontalières augmente de façon exponentielle, les enjeux sont réels et le droit luxembourgeois se doit de rester concurrentiel. Il est en effet indispensable d'éviter que la transposition en droit national de la Directive Mobilité ne constitue un

retour en arrière par rapport à la situation actuelle dans laquelle toutes les opérations transfrontalières sont possibles pour toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique et parfaitement réalisables en pratique.

En foi de quoi, le présent projet de loi vise à transposer les dispositions de la Directive Mobilité afin de respecter le délai de transposition fixé au 31 janvier 2023 tout en adoptant une position jugée plus conforme à la liberté d'établissement telle qu'interprétée par la Cour de justice de l'Union européenne.

Cette position législative repose sur deux piliers. Le premier consiste à restreindre le champ d'application des nouveaux régimes issus de la Directive Mobilité au stricte nécessaire et à ne l'étendre en aucun cas à d'autres opérations transfrontalières telles que les transformations transfrontalières impliquant des États tiers ou en encore les scissions transfrontalières par absorption. En d'autres termes, le principe de transposition « toute la directive, rien que la directive » cher au législateur luxembourgeois sera également d'application en l'occurrence. Le deuxième pilier consiste à faire usage de toutes les options ainsi que de toute la latitude laissée aux États membres par le texte européen pour mettre en place un régime aussi favorable à la mobilité transfrontalière que possible afin de rester fidèle à la tradition juridique luxembourgeoise en matière de droit des sociétés. Il est en effet essentiel de veiller à ce que le droit des sociétés luxembourgeois reste à la fois attractif et compétitif. Ce deuxième pilier se manifestera tout particulièrement à l'égard de deux aspects des nouvelles procédures de fusions, de scissions et de transformations transfrontalières qui sont jugés particulièrement limitatifs de l'exercice de la liberté d'établissement, à savoir le contrôle anti-abus dont les notaires seront chargés lors du premier contrôle de légalité et le droit de retrait des associés minoritaires opposés au projet de fusion, de scission ou de transformation transfrontalière.

En conséquence, les nouvelles dispositions relatives aux fusions et aux scissions transfrontalières européennes ont été méthodiquement isolées au sein d'une section séparée du chapitre II et du chapitre III du titre X de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la « Loi Sociétés ») en introduisant les nouvelles notions de « fusion transfrontalière européenne » et de « scission transfrontalière européenne » pour en délimiter le champ d'application. Ces sections séparées formeront un régime spécial et dérogatoire au droit commun des fusions et des scissions tant internes que transfrontalières et devront dès lors faire l'objet d'une interprétation stricte. Cette approche législative n'a toutefois pas été possible à l'égard des transformations transfrontalières qui, selon le texte de l'article 86ter, point 2) de la Directive Sociétés telle que modifiée par la Directive Mobilité, recouvrent les opérations par lesquelles une société, sans être dissoute ou liquidée ou mise en liquidation, transforme la forme juridique sous laquelle elle est immatriculée dans un État membre de départ en une des formes juridiques de l'État membre de destination, et transfère au moins son siège statutaire dans l'État membre de destination, tout en conservant sa personnalité juridique. En effet, cette notion qui trouve son origine dans la jurisprudence de la Cour de justice en matière de liberté d'établissement est distincte de la notion de transformation visée au chapitre Ier du titre X de la Loi de 1915 et qui régit un certain nombre de types de transformation visés à l'article 100-3 de la Loi de 1915. Ainsi, tout d'abord, la procédure de transformation interne n'a pas été calquée sur le modèle européen des restructurations comme ce fut le cas lors de la règlementation des fusions internes au moment de la transposition de la troisième directive ou lors de la règlementation des scissions internes au moment de la transposition de la sixième directive. Ensuite, alors que les transformations internes visées au chapitre Ier du titre X de la Loi de 1915 ont une nature intrinsèquement hétérogène et n'impliquent pas de déplacement concomitant du siège statutaire, les transformations transfrontalières européennes peuvent revêtir un caractère homogène (une société anonyme de droit luxembourgeois peut se transformer en société anonyme de droit belge) et impliquent systématiquement, et à tout le moins, le déplacement du siège statutaire. En conséquence, les transformations transfrontalières s'apparentent davantage à ce que la pratique luxembourgeoise connaît de longue date sous le vocable de transfert de siège volontaire. En conséquence, les nouvelles dispositions relatives aux transformations transfrontalières ont été transposées au sein d'un nouveau chapitre VI du titre X de la Loi de 1915 et la notion de « transformation transfrontalière européenne » a été introduite.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/07/2022
Rapportrice : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
21/12/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
21/11/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
16/01/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/01/2025
Loi du 17 février 2025
Mémorial A : 2025, n° 67, page 1

Lutte contre le terrorisme

8368 – Projet de loi modifiant :
1° le Code pénal ;
2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,
aux fins de transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil

Le présent projet de loi a pour objectif de parachever la transposition de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil (ci-après désignée « la directive (UE) 2017/541 ») qui a déjà fait l'objet d'une transposition par une loi du 3 mars 2020 portant modification de diverses dispositions en vue d'adapter le régime relatif à la lutte contre le terrorisme.

Par avis motivé du 19 avril 2023, la Commission européenne a estimé qu'il ressort de l'analyse des mesures de transposition notifiées que, malgré les arguments avancés par les autorités luxembourgeoises, la manière dont certaines dispositions de la directive ont été transposées en droit luxembourgeois est insuffisante pour assurer une transposition complète et correcte.

La Commission européenne estime que le Luxembourg n'a pas correctement transposé dans sa législation nationale les dispositions suivantes :

– l'article 3, paragraphe 1er, point f), de la directive (UE) 2017/541 qui impose aux États membres de prendre les mesures nécessaires pour que « soient érigés en infractions terroristes les actes intentionnels suivants, tels qu'ils sont définis comme infractions par le droit national, qui, par leur nature ou leur contexte, peuvent porter gravement atteinte à un pays ou à une organisation internationale lorsqu'ils sont commis dans l'un des buts énumérés au paragraphe 2 : [...]
f) la fabrication, la possession, l'acquisition, le transport, la fourniture ou l'utilisation d'explosifs ou d'armes, y compris d'armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires, ainsi que la recherche et le développement pour ce qui est des armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires ; »

– l'article 3, paragraphe 1er, point g), de la directive (UE) 2017/541 qui impose aux États membres de prendre les mesures nécessaires pour que « soient érigés en infractions terroristes les actes intentionnels suivants, tels qu'ils sont définis comme infractions par le droit national, qui, par leur nature ou leur contexte, peuvent porter gravement atteinte à un pays ou à une organisation internationale lorsqu'ils sont commis dans l'un des buts énumérés au paragraphe 2 : [...]
g) la libération de substances dangereuses, ou la provocation d'incendies, d'inondations ou d'explosions, ayant pour effet de mettre en danger des vies humaines ; »

– l'article 3, paragraphe 1er, point j), de la directive (UE) 2017/541 qui impose aux États-membres de prendre les mesures nécessaires pour que « soient érigés en infractions terroristes les actes intentionnels suivants, tels qu'ils sont définis comme infractions par le droit national, qui, par leur nature ou leur contexte, peuvent porter gravement atteinte à un pays ou à une organisation internationale lorsqu'ils sont commis dans l'un des buts énumérés au paragraphe 2 : [...]
j) la menace de commettre l'un des actes énumérés aux points a) à i). »

– l'article 24, paragraphe 2, de la directive (UE) 2017/541 qui impose aux États membres de veiller « à ce que des services d'aide répondant aux besoins spécifiques des victimes du terrorisme soient en place conformément à la directive 2012/29/UE et soient accessibles aux victimes immédiatement après un attentat terroriste et aussi longtemps que nécessaire. Ces services sont fournis en complément, ou comme faisant partie intégrante, des services généraux d'aide aux victimes, qui peuvent faire appel aux entités existantes fournissant une aide spécialisée. »

Par conséquent, la Commission européenne a invité le Luxembourg à prendre les mesures requises pour se conformer à l'avis motivé du 19 avril 2023.

Il convient, dès lors, de remédier ponctuellement aux lacunes constatées par la Commission européenne par le biais du présent projet de loi, ce afin de garantir la pleine conformité de la législation luxembourgeoise actuelle à la directive (UE) 2017/541.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 29/03/2024
Rapporteur : M. Laurent Zeimet

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

18/04/2024	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
21/11/2024	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
16/01/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/01/2025

Réglementation des crypto-actifs

8387 – Projet de loi portant :
1° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/606 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2023 modifiant le règlement (UE) 2015/760 en ce qui concerne les exigences relatives aux politiques d'investissement et aux conditions de fonctionnement des fonds européens d'investissement à long terme et la définition des actifs éligibles à l'investissement, les obligations en matière de composition et de diversification du portefeuille et l'emprunt de liquidités et d'autres dispositions des statuts des fonds ;
2° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937 ;
3° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;
4° transposition de l'article 38 du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;
5° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/2631 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 sur les obligations vertes européennes et la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité ;
6° modification de :
a) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers ;
b) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
c) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
d) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
e) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
f) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Le présent projet de loi a principalement pour objet de mettre en œuvre deux règlements européens ayant trait à la réglementation des crypto-actifs. Il vise également à mettre en œuvre deux règlements européens concernant la réglementation des fonds européens d'investissement à long terme et des obligations vertes européennes.

Le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937

Le règlement (UE) 2023/1114 (également connu sous l'acronyme « MiCA » [« Markets in Crypto-Assets »]) instaure un cadre juridique harmonisé dans l'Union européenne (UE) pour l'émission, l'offre au public, l'admission à la négociation et la prestation de services liés aux crypto-actifs.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) est l'autorité responsable de l'application de la réglementation relative aux crypto-actifs.

Le règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs et modifiant la directive (UE) 2015/849

Le « règlement (UE) 2023/1113 » remplace et étend les règles existantes sur les informations accompagnant les transferts de fonds, dispositif qui établit des règles relatives aux informations sur les donneurs d'ordre et les bénéficiaires de fonds accompagnant les transferts de fonds aux transferts de crypto-actifs.

Le règlement (UE) 2023/606 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2023 modifiant le règlement (UE) 2015/760 en ce qui concerne les exigences relatives aux politiques d'investissement et aux conditions de fonctionnement des fonds européens d'investissement à long terme et la définition des actifs éligibles à l'investissement, les obligations en matière de composition et de diversification du portefeuille et l'emprunt de liquidités et d'autres dispositions des statuts des fonds

Le règlement (UE) 2023/606 apporte des ajustements ciblés au règlement (UE) 2015/760 du 29 avril 2015 relatif aux fonds européens d'investissement à long terme. Le remaniement du cadre réglementaire pour les fonds européens d'investissement à long terme (communément appelé « ELTIF ») s'inscrit dans le cadre du train de mesures sur l'Union des marchés des capitaux.

Le règlement (UE) 2023/2631 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 sur les obligations vertes européennes et la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité

L'objectif du règlement (UE) 2023/2631 est de définir un ensemble uniforme d'exigences applicables aux émetteurs d'obligations qui souhaitent utiliser l'appellation « obligation verte européenne » ou « EuGB » (« European Green Bond ») pour les obligations proposées aux investisseurs dans l'Union européenne en définissant les exigences de qualité applicables aux obligations vertes européennes. La CSSF est l'autorité compétente au Luxembourg pour veiller à l'application du règlement (UE) 2023/2631 par les émetteurs et, le cas échéant, les initiateurs et les entités de titrisation.

Autres modifications concernant le secteur financier

Le projet de loi apporte encore des modifications ponctuelles à plusieurs lois concernant le secteur financier.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 21/05/2024
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :

09/07/2024	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15/11/2024	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption de huit amendements parlementaires
07/01/2025	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14/01/2025	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/01/2025
Loi du 6 février 2025
Mémorial A : 2025, n° 38, page 1

Modification de la loi électorale

8398 – Proposition de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003

La proposition de loi a pour objet de modifier l'article 126, paragraphe 9, alinéa 3, de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, qui a trait au remboursement par la Chambre des Députés aux députés non réélus lors d'élections législatives des indemnités de préavis et de départ qu'ils sont tenus de verser à leurs collaborateurs en cas de licenciement à la suite des élections.

Afin de pouvoir bénéficier d'un tel remboursement, le licenciement doit actuellement avoir lieu au plus tard le premier jour du mois qui suit les élections.

Afin de permettre aux députés non réélus d'organiser une éventuelle reprise des salariés par leurs successeurs avant de prendre une décision de licencier ou non, il est proposé de supprimer cette condition temporelle de sorte que les indemnités de préavis et de départ pourront être remboursées par la Chambre des Députés, même en cas de licenciement postérieur au premier jour du mois qui suit les élections.

Dépôt par M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding, M. Fred Keup et M. Marc Spautz, députés, le 13/06/2024
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission des Institutions
(Président : M. Laurent Zeimet) :

16/07/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation de la proposition de loi
09/12/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État et de la prise de position du Gouvernement
13/01/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 23/01/2025
Loi du 11 février 2025
Mémorial A : 2025, n° 43, page 1

Diplômes ouvrant l'accès à l'enseignement supérieur

8443 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées

Le présent projet de loi a pour objet de porter modification de l'article 1bis, paragraphe 4, de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées en y ajoutant la référence à la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur (ci-après « Convention mondiale »), adoptée par la Conférence générale de l'Unesco le 25 novembre 2019.

Au Luxembourg, ladite Convention mondiale a été approuvée par la loi du 29 mars 2024, ratifiée le 20 juin 2024, et l'entrée en vigueur a eu lieu le 20 septembre 2024. Elle vise à compléter les conventions régionales existantes en matière de reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur, en particulier la Convention européenne relative à l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires, signée à Paris en 1953, et la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, signée à Lisbonne en 1997. Son objectif est d'établir un cadre global pour la reconnaissance des qualifications, renforçant ainsi l'harmonisation internationale.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse distingue actuellement les diplômes ouvrant l'accès à l'enseignement supérieur selon l'origine des pays signataires des Conventions de Paris et de Lisbonne ainsi que des pays tiers. Bien qu'un système d'évaluation des qualifications de pays tiers soit déjà en place, l'intégration de la Convention mondiale s'avère dorénavant essentielle. Désormais, les détenteurs de diplômes de pays signataires de cette Convention mondiale bénéficieront des mêmes dispositions et de la même procédure de reconnaissance que les détenteurs de diplômes délivrés par des pays ayant signé la Convention de Paris ou la Convention de Lisbonne, avec une réduction des frais liés à la demande de reconnaissance de leur diplôme de 125 à 75 euros.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 02/10/2024
Rapportrice : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Présidente : Mme Barbara Agostino) :
10/12/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14/01/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/01/2025
Loi du 13 février 2025
Mémorial A : 2025, n° 53, page 1

Convention de non double imposition avec la République de Moldavie

8451 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg, le 25 juin 2024, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Chisinau, le 11 juillet 2007

L'objet du présent projet de loi est d'approuver le Protocole, fait à Luxembourg, le 25 juin 2024, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Chisinau, le 11 juillet 2007.

Le protocole vise à mettre la convention susmentionnée en conformité avec les exigences de l'OCDE en matière d'échange de renseignements et les standards minima prévus par les travaux BEPS pour les conventions fiscales.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 21/10/2024
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
07/01/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14/01/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22/01/2025

60e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 10**
M. Claude Wiseler, Président
2. **7511 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances en vue d'insérer un chapitre 2ter relatif au traitement de données concernant la santé** **p. 10**
Rapport de la Commission des Finances : M. Marc Spautz (dépôt de la motion 1)
Discussion générale : M. André Bauler | M. Claude Haagen (dépôt de la motion 2) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (interventions de M. Georges Engel) | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth
Motion 1 : Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Claude Haagen | M. Fred Keup | M. Marc Spautz
Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. Claude Haagen
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7511 et dispense du second vote constitutionnel

3. **Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic** p. 16
Exposé : M. Meris Sehovic

4. **8387 – Projet de loi portant :**
1° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/606 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2023 modifiant le règlement (UE) 2015/760 en ce qui concerne les exigences relatives aux politiques d'investissement et aux conditions de fonctionnement des fonds européens d'investissement à long terme et la définition des actifs éligibles à l'investissement, les obligations en matière de composition et de diversification du portefeuille et l'emprunt de liquidités et d'autres dispositions des statuts des fonds ;
2° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937 ;
3° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;
4° transposition de l'article 38 du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;
5° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/2631 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 sur les obligations vertes européennes et la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité ;
6° modification de :
a) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers ;
b) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
c) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
d) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
e) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
f) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances p. 17
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. André Bauler | M. Franz Fayot (interventions de M. Marc Goergen) | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8387 et dispense du second vote constitutionnel

5. **8451 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg, le 25 juin 2024, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Chisinau, le 11 juillet 2007** p. 21
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8451 et dispense du second vote constitutionnel

6. **Ordre du jour** p. 21
M. Claude Wiseler, Président

7. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'introduction éventuelle du service militaire obligatoire**
Motion de M. Marc Goergen relative à l'introduction du service militaire obligatoire p. 22
Exposé du sujet de l'heure d'actualité : Mme Liz Braz (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Alex Donnersbach | M. Guy Arendt (dépôt de la motion 2) | M. Tom Weidig | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum (intervention de M. André Bauler)
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense
Motion de M. Marc Goergen relative à introduction du service militaire obligatoire : M. Tom Weidig | M. Marc Baum | M. Marc Goergen
Vote sur la motion (rejetée)
Motion 1 : M. Guy Arendt | M. Alex Donnersbach | Mme Sam Tanson | M. Tom Weidig | M. Marc Baum (intervention de M. Guy Arendt) | M. Marc Goergen | Mme Liz Braz
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
Motion 2 : M. Guy Arendt | M. Marc Goergen | Mme Liz Braz
Vote sur la motion 2

8. **Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert** p. 29
Exposé : Mme Paulette Lenert

9. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'introduction éventuelle du service militaire obligatoire**
Motion de M. Marc Goergen relative à introduction du service militaire obligatoire (suite) p. 30
Vote sur la motion 2 (suite) (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, M. Gilles Roth, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 7511 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances en vue d'insérer un chapitre 2ter relatif au traitement de données concernant la santé

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet de Projet de loi 7511 iwwert de Versécherungssecteur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporter huet 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit jeeweils 5 Minutten an d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An als Éischten huet elo de Rapporter vum Projet de loi d'Wuert, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, bei deem Gesetz geet et ëm den Traitement vun de Santésdonnéeën duerch Assurancëgesellschaften. Ech wëll drun erënneren, dass dat Gesetz hei deposéiert ginn ass an déi éischt Diskussioune gefouert gi sinn den 23. Dezember 2019, dass et schonn eng gewëssen Zäit hier ass, dass dat Gesetz an d'Pipeline komm ass, dass do 2020 och schonn Avisen erakomm waren an dass et duerno vun 2020 bis de 4. Juni 2024 gedauert huet, bis erëm en neie Mouvement an de Projet de loi erakomm ass.

Duerch de virleienden Text kënnen d'Assurancë Santésdonnéeë beaarbechten, wa se den Accord vun de betraffene Persounen dozou kritt hunn. Dës Donnéeë gi gebraucht, fir dass d'Assurancëgesellschafte Kierperschied kënne remboursëieren.

D'Originne vun deem Gesetz sinn eigentlech bei der Ëmsetzung vun der europäescher Datereglementatioun, dem sougenannten RGPD, aus dem Joer 2018 ze sichen. Bis dohinner war den Traitement vu Santésdonnéeën duerch e spezifescht Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz reglementéiert. Bei der Ëmsetzung vum RGPD am Joer 2018 ass awer leider keng equivalent Dispositioun zu där Dispositioun aus dem Dateschutzgesetz vun 2002 ageschriwwe ginn, déi explizitt de Gebrauch an d'Verschaffe vu sensibele

Gesondheetsdonnéeë duerch Assurancëgesellschaften erlaabt hätt. Doduerch ass et zu enger Rechtsonsécherheet beim Traitement vu medezinneschen Donnéeën duerch d'Assurancëgesellschafte komm, eng Situatioun, déi bis haut undauert.

Mat dësem Gesetzesprojet soll dee Vide juridique, dee mir hunn, e stabille rechtleche Kader kréien, deen den Ufuerderunge vum rechtleche Kader vun 2018 Rechnung dréit. An deem Kontext kënnt d'Notioun vum Interêt public an d'Spill. D'„motifs d'intérêt public" ginn elo evoquéiert, fir den Traitement vun de Santésdonnéeën duerch Assurancëgesellschaften erëm ze legitimiséieren. Dat ass och richteg esou, well en Assurancëkontrakt effektiv Sécherheet brëngt an d'Gesellschaft a schwéiere Momenter schützt. An dësem Kontext sinn et virun allem d'Assurancëkontrakter am Beräich vun der Responsabilité civile, déi weesentlech zum gudde Fonctionéiere vun eiser Gesellschaft bäidroen.

Natierlech ënnerläit den Traitement, dat heescht d'Sammelen, d'Consultatioun, de Gebrauch wéi och de Stockage vu Santésdonnéeë strengen a strikte Bestëmmungen, déi dem Schutz an den Interesse vun der betraffener Persoun Rechnung droen.

Här President, dës Méiglechkeet, am Intérêt public vum eigentleche Verbuet vum Traitement vu Gesondheetsdonnéeën ze derogéieren, ass am RGPD 2018 virginn. De Staatsrot huet d'Approche och validéiert, genee wéi och d'CNPD, eis Dateschutzkommissioun. Si hat recommandéiert, op dëse Wee ze goen, fir den Traitement vu Santésdonnéeën duerch Assurancëgesellschaften ze legitimiéieren.

An engem éischten Avis hat de Staatsrot awer och e puer Bedenken an huet sech bei verschiddene Punkten opposéiert. Notamment hat de Staatsrot e Problem mat der Bestëmmung, déi dem Verantwortleche fir d'Dateveraarbechtung d'Méiglechkeet ginn hätt, vun de d'Moossnamen, déi dofir geduecht sinn, de Schutz vun de Grondrechter an den Interesse vun de betraffener Persoun beim Traitement vun den Donnéeën ze garantéieren, ganz oder deelweis ofzewächen. Duerch d'Amendementer vun der Regierung, déi och positiv vun der nationaler Dateschutzkommissioun aviséiert goufen, konnt dëse Bedenke vum Staatsrot awer Rechnung gedroe ginn.

D'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis de Projet, well e Rechtssécherheet schaaft.

D'Chambre des Salariés, par contre, opposéiert sech dem Projet. Si deelt d'Usiicht net, dass den Traitement vu Santésdonnéeën duerch Assurancëgesellschaften exklusiv am Intérêt public ass, mee si ass der Meenung, dass virun allem finanziell Interêten am Vierdergrond stinn.

Här President, am Resümmee: Mat dësem Gesetz gëtt eng Dispositioun erëm agefouert, déi den Assurancëgesellschaften erlaabt, Santésdonnéeën ze traitéieren. Dës Dispositioun gëtt un de méi strengen RGPD-Kader ugepasst, wat mat sech bréngt, dass déi fundamental Rechter vun der Persoun, där hir Santésdonnéeën traitéiert ginn, an Zukunft elo nach besser geschützt ginn.

Ech wëll awer drun erënneren, dass mer och an der Kommissioun laang Diskussiounen haten an e puer Sitzungen, wou et och ëm den „droit à l'oubli" vun de Gesondheetsdonnéeë gaangen ass. De Minister huet eis och gesot, dass hie sech där Problematik bewosst wier an dass et och d'Absicht vun der Regierung wier, sou wéi et och am Koalitiounsaccord steet, och do verschidden Adaptatiounen ze maachen.

Dofir hu mer och an deem Sënn eng Motioun preparéiert, woura mer drop hiweisen, dass et wichteg ass, dass mer och wëssen, wat mer mat deene Gesondheetsdonnéeë maachen, dass mer och iwwer all déi Accorde musse kucken, déi do fonnt gi sinn zwëschent dem Gesondheetsministère an den Assurancen, wou eng Konventioun besteet, an dass et elo do drëm geet, och do den néidege rechtleche Kader ze fannen, an dat konform zum Koalitiounsaccord, fir dass mer dee Problem vum Droit à l'oubli, deen och schonn 2018 an 2020 an der Diskussioun war, dann definitiv och do kënne gekläert kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Här President, hei ass d'Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– estimant que les antécédents médicaux d'un candidat preneur d'assurance ne doivent pas constituer un facteur d'exclusion absolu pour accéder à certaines polices d'assurance ;

– saluant à cet égard que le Luxembourg dispose, depuis le 1er janvier 2020, d'une convention sur le « droit à l'oubli » conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA) (ci-après la « Convention ») visant à faciliter l'accès à une assurance solde restant dû aux personnes présentant un risque de santé aggravé ;

– considérant que l'accord de coalition 2023-2028 prévoit une évaluation de l'impact de la convention « droit à l'oubli » par le Gouvernement et son extension éventuelle à d'autres maladies en ces termes ;

– considérant qu'une grille de référence arrête pour différents types de pathologies le critère du délai d'accès à l'assurance solde restant dû pour les personnes concernées ;

– considérant qu'un comité de suivi et de réévaluation (ci-après le « comité de suivi ») veille à la bonne application des dispositions de la Convention ;

– que ce comité a également pour mission d'aviser toute adaptation de la grille de référence,

invite le Gouvernement

– à accélérer l'évaluation actuellement menée par le comité de suivi de la grille de référence et à identifier, dans ce cadre, les modifications médicalement justifiables à apporter à la convention précitée ;

– à charger le comité de suivi de l'analyse de la possibilité de renforcer et d'élargir le champ d'application du « droit à l'oubli » à d'autres pathologies non couvertes par la grille de référence actuelle de la convention susmentionnée.

(s.) Marc Spautz, Diane Adehm, André Bauler, Fernand Etgen, Stéphanie Weydert.

A fir de Rescht wollt ech Iech soen, dass och d'CSV d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz gëtt. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz, och fir Äre mëndlechen a fir Äre schréftleche Rapport.

An als éischten ageschriwwene Riedner huet dann elo den Här André Bauler d'Wuert. Här Bauler.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President, léif alleguer. Natierlech ginn och ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem klengen, awer séier wichtegen Text. Et ass richteg a berechtegt, fir de juristesche Vide, deen zanter dem Ofschafe vum Gesetz vum 2. August 2002 entstanen ass, aus der Welt ze schafen, fir de Versécherungsgesellschaften eebe méi Sécherheet ze ginn, wann et ëm d'Behandlung vu perséinlechen Date geet, ouni awer dobäi den Dateschutz op d'Spill ze setzen.

Mir beweegen eis hei op engem dach ganz sensibelen Terrain, well et eeben ëm ganz perséinlech Date geet, Gesondheetsdaten en l'occurrence, Daten, déi eebe prezis Informatiounen iwwert de Gesondheetszoustand vu Persoune liwweren.

A well dat alles esou empfindlech ass, war et och net verwonnerlech – ech mengen, den Här Spautz huet et virdrunner gesot –, datt mer an der Kommissioun eng länger Diskussioun dozou haten. Schliisslech muss ee sech jo och d'Fro stellen, wéi laang een esou Gesondheetsdate conservéieren däerf oder wëll.

De Rapporteur huet et éinescht ugeschwat: Wann hei gesetzlech nogebessert gëtt, däerfe mer awer gläichzäiteg net den Droit à l'oubli, e fundamentaalt Konzept, e weesentlecht Recht, aus den Ae verléieren. Dëst wier dann och en éischte Schratt a Richtung vun enger gerechter Behandlung vun alle Patienten, souwuel vun deenen, déi an der Vergaangenheet un enger schwéierer Krankheet gelidden hunn, déi awer geheelt gouf, wéi och vun deenen aneren Assuréen.

Wéi de Rapporteur et schonn erkläert huet, gëtt et zanter 2020 eng Konventioun tëschent der ACA an dem Staat, fir verschidde Leit, déi zum Beispill vu Kriibs geheelt gi sinn, den Accès zu enger Assurance solde restant dû ze erméiglechen. Et sollt ee sech iwwerleeën, ob een effektiv dës Grille vun de Krankheeten, déi ënnert dës Konventioun falen, op aner Krankheeten, op aner Pathologien erweidere kann.

Et ass awer och essenziell, dass wärend der Zäit, wou d'Gesondheetsdate vun der Assurance conservéiert ginn, d'Confidentialitéit vun dësen Donnéeën zu all Moment garantéiert ass. Dat ass fir meng Fraktioun jiddefalls eng absolutt Noutwendegkeet.

Am Resümmee: Et geet also hei engersäits ëm d'Rechtssécherheet fir d'Verséchungsgesellschaften, gläichzäiteg awer och ëm d'Recht vun all Client op d'Vergiesse vu senge perséinlechen Daten, soubal dës net méi erfuerderlech sinn. An dofir wäerte mer, jo, musse mer an den nächste Méint nach eemol op dës Thematik zréckkommen a gegeebenefalls nobesseren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert fir den Här Claude Haagen. Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. Wéi gesot, souwuel de Rapporter wéi de Virriedner hunn op d'Wichtegkeet vun deem heite Projet de loi higewisen. Och wann et kee ganz grousse Projet de loi ass mat der Ëmännerung vum Artikel an deem besteeënde Gesetz, dat amendéiert gëtt, sou ass et awer wichteg an et huet vill Repercussiounen an och Konsequenzen op eis, op d'Bierger alleguerten, an domadder op d'Assuréë vun de Versécherungsgesellschaften an och vun de Reassurancen.

Et ass och richteg – an ech ginn net méi op d'Technicitéiten an –, datt mer an der Kommissioun vill doriwwer diskutéiert hunn, datt et och e Projet ass vun der viregter Regierung an datt mir als LSAP ëmmer drop gehalen hunn, datt et – net esou, wéi et am initiale Projet de loi war – eng Obligatioun ass vun de Versécherungsgesellschaften an de Reassurancen, déi verschidde Konditiounen och obligatoresch ze akzeptéieren.

Ech hu mer de Rapport – woufir ech och dem Rapporteur géif Merci soen – ugekuckt an ech wollt Iech awer do, ier ech op dat Theema vum Droit à l'oubli aginn, eng kuerz Passage zitéieren: „Les services proposés par les compagnies d'assurance sont vitaux pour la collectivité qui compte sur les assurances

pour se protéger dans la vie quotidienne financièrement mais aussi au-delà." Dat stëmmt an dat ënnerschreiwe mir och.

Da steet weider am Rapport, wat och ganz positiv ass: „Il parait indispensable de veiller à ce que tout individu", tout individu, „puisse avoir accès à des systèmes d'assurance pour se protéger et pour préserver ses moyens de subsistance." An ech mengen, dat ass am Fong eppes, wat jidderee vun eis géif direkt ënnerschreiwen.

An da komme mer bei dat Theema, wat mer souwuel an der Kommissioun diskutéiert hunn, wat och virdru schonn oft diskutéiert ginn ass an ugeschwat ginn ass, dat heescht den Droit à l'oubli. An den Debaten an der Kommissioun huet sech erausgestallt ... An do hu mer éierlech matenee geschwat. Ech géif emol net soen, datt mer den Droit à l'oubli hei och politesch sollen interpretéieren, mee ganz einfach am Sënn vun eiser Gesellschaft kucken.

An et steet dann och am Rapport, wat och schonn d'Virriedner gesot hunn, datt et e „sujet sensible et important" wier an datt de Ministre des Finances, wat en och gesot huet, dat alles 100%eg ënnerschreiwe géif, datt en dann och eis an deem Punkt bäipflichte géif an datt „[les membres de la Commission] encouragent le Gouvernement à examiner des pistes de renforcement de ce droit à l'oubli, y compris à travers une éventuelle extension de ce droit à d'autres maladies", wat och ugeschwat ginn ass. Ech mengen, do hu mer alleguerten e Konsens, an dofir ass et och wichteg, datt mer deen Droit à l'oubli hei och weider wäerten diskutéieren.

Ech deelen och déi Meenung, datt déi Donnéeën, déi d'Assurancë kréien, och am Interêt vun de Compagnie-d'assurancë sinn, awer och am Interêt vun den Assuréë sinn, wéi den Traitement vun deenen Donnéeën ass a wéi laang déi Donnéeë gehal ginn, firwat se gebraucht ginn a wat d'Risikoaschätzung vun de Compagnie-d'assurancen an an enger zweeter Etapp och vun de Reassurancen ass. Dofir ass dat wichteg, well ganz einfach d'Risikoprimme jo och dorobber berechent ginn. An dofir ass den Droit à l'oubli fir eis op jidde Fall extreem wichteg.

An et ass richteg, datt eng Konventioun tëschent der ACA, also der Associatioun vun de Compagnies d'assurances et de réassurances, an dem Gesondheetsministère zënter dem 1. Januar 2020 besteet an datt do divers Konditiounen och séchergestallt ginn am Interêt vun den Assurancen an och am Interêt vun den Assuréen, déi dovunner betraff sinn.

Ech maachen awer drop opmierksam, datt dat vläicht an deenen Zäiten, wou mer haut sinn, och a Post-Covid-Zäiten, net méi duergeet a mer musse legiferéieren. Dat ass op jidde Fall d'Meenung vun der LSAP-Fraktioun zu deem doten Dossier, well mer hautzudaags, wann een déi lescht 10 Joer kuckt, déi lescht 15 Joer kuckt an och déi nächst Evolutioun vum Progrès an der Santé bei der Detektioun vu Pathologien, vu Krankheeten, jo d'Chance hunn, datt déi éischter detektéiert ginn. Dat bedeit also, datt, wa mer d'Chance hunn, datt se – bon, d'Chance, wann een do vu „Chance" ka schwätzen – éischter detektéiert ginn, d'Heelungschancen och méi grouss ginn.

An dat bedeit jo – ech soen dat am Kader vun der Motioun, Här President, déi ech och wäert deposéieren –, datt dann d'Leit, déi verschidde Pathologien hunn, éischter als Risikopatiente gekuckt gi vis-à-vis vun den Assurancen an dee Moment net méi eligibel wieren, ënner verschiddene Konditiounen, fir déi Assurancë kënnen ofzeschléissen.

Et ass richteg, datt et elo d'Reschtscholdversécherung betrëfft, d'Assurance solde restant dû, mee mir hunn aner Assurancen – Assurance vie, Assurance maladie, fir déi nëmmen ze nennen –, déi och musse gekuckt ginn. Dofir ass et eis Meenung, d'Pathologien auszedeenen, fir se wierklech a Fonctioun vum Progrès vun der Medezinn an och vun der Santé ze kucken an och do e Katalog opzestellen an och ze legiferéieren, wat een natierlech kann allkéiers adaptéieren.

Et ass an deem Sënn, dass mir déi Motioun hei ..., oder als LSAP, mee déi ass gedroe vun deenen aneren Oppositiounsparteien ... Ech sinn e bëssen enttäuscht, muss ech Iech soen, datt et eis net gelongen ass – oder mir net gelongen ass an deem Sënn –, ze erreechen, datt mer alleguerten dat kënne maachen, mee dat kënne mer jo bei de Motiounen nach eng Kéier diskutéieren.

Am Numm vun der LSAP-Fraktioun hätt ech och gären, Här President, e Vote préalable, ier mer zum Vott vum Projet de loi kommen. An ech ginn Iech dann d'Motioun, zu där ech da schonn annerhallef Minutte geschwat hunn. Et bleiwe mer also nach e puer Minutten, fir och iwwert d'Motioun ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance du droit à l'oubli dans la protection des droits des citoyens, notamment pour garantir une égalité d'accès aux assurances ;

– considérant que le projet de loi 7511 vise à légitimer le traitement des données de santé par les compagnies d'assurances et qu'il est essentiel de l'encadrer par des obligations strictes ;

– notant les préoccupations exprimées par la CNPD et la Chambre des Salariés concernant les risques de discrimination ou de déséquilibres dans l'accès aux assurances ;

– considérant que des initiatives similaires ont été mises en œuvre dans d'autres pays européens, comme la France, où le droit à l'oubli a été étendu à certaines pathologies, offrant ainsi des solutions concrètes pour les personnes concernées ;

– considérant les bénéfices sociaux et économiques d'une mesure garantissant aux anciens malades un accès équitable aux produits d'assurance, sans stigmatisation liée à leur passé médical ;

– vu la convention « Droit à l'oubli » entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances et de réassurance (ACA) conclu en 2020 ;

– notant l'accord de coalition, invoquant que le Gouvernement « évaluera l'impact de cet accord et déterminera si une extension à d'autres maladies devrait être envisagée »,

invite le Gouvernement à

– s'engager à proposer, dans un délai d'une année, un projet de loi spécifique portant sur le droit à l'oubli, permettant aux anciens malades de ne pas avoir à déclarer leurs antécédents médicaux dans certains contrats d'assurance, après une période déterminée suivant leur rémission complète ;

– définir clairement les pathologies couvertes et les délais applicables, en s'inspirant des meilleures pratiques européennes.

(s.) Claude Haagen, Djuna Bernard, Sven Clement, Fred Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Ech wëll Iech just, Här Haagen, drop opmierksam maachen, datt mer hei am Kader vun engem Basismodell sinn, wou am Fong keng Motioune virgesi sinn a wou Der am Fong guer keng Zäit hutt, fir iwwert d'Motiounen ze schwätzen. Ech hunn Iech also elo mat ganz vill Pleséier nogelauschtert an eng Minutt an eng hallef ginn, fir driwwer ze schwätzen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci. Dat gëllt dann och fir den Här Spautz.

M. Claude Wiseler, Président | An ech huelen och gär Är Motioun un. Dat gëllt och fir den Här Spautz. Ech huelen och gär Är Motioun un. An ech huelen och Ären ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

... Wonsch, dat prealabel ze maachen, ganz gär un. Do komme mer dann duerno nach eng Kéier drop zréck. Dat just zu dem Ordre du jour haut. Dann ass den nächsten ageschriwene Riedner den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat Ganzt ass elo gutt erkläert ginn hei. Et geet ëm e klengen Artikel, deen awer kann eng gewësse Bedeitung hunn, engersäits well doduerch eeben dee juristesche Vide, dee bestanen huet, kann opgeléist ginn. An dann natierlech ass et awer ëmmer fir all Bierger jo awer eng kriddeleg Situatioun, wann ee säi ganze gesondheetlechen Zoustand enger drëtter Persoun, an hei dann de Versécherungen, muss ganz oppen dohinnerleeën. An dat ass eeben dat Sensibelt hei un deem ganzen Theema.

A fir drop zréckzekommen, wat och den Här Haagen gesot huet: Et ass natierlech esou, dass mer musse kucken – an do si mer och ganz op där Linn –, dass een en Droit à l'oubli huet an dass een, deen eng Krankheet hat, wat fir eng och ëmmer dat war, an awer haut no esou vill Joren oder wéi och ëmmer gesond ass, muss och da kënnen déi verschidde Versécherungen, déi méiglech sinn – Liewensversécherung, zousätzlech Krankeversécherung an esou –, kënnen ofschléissen an net dierf benodeelegt ginn.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci villmools. Bon, ech denken, zum Projet de loi en tant que tel ass scho ganz vill gesot ginn, an ech begréissen am Fong och d'Demarche vum Finanzminister, hei zesumme mat der CNPD ze kucken, dass deen Text och soll wierklech dateschutzkonform sinn.

Doriwwer eraus – et ass schonn ugeklongen – hate mer an der Finanzkommissioun eng ganz positiv a konstruktiv Diskussioun. An ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert d'Differenz tëschent deem, wéi mer an der Finanzkommissioun diskutéiert hunn an och wat d'Vertrieder vun der Majoritéit dee Moment gesot hunn, déi eigentlech d'Diskussioun selwer ugestouss haten, an deem, wat mer dann awer elo hei an deene Motioune virleien hunn, wou dann e bëssen zréckgeruddert gëtt par rapport zu deem Affirmativen, wat mer haten.

Ëm wat geet et? Et ass schonn ugeklonge beim Här Haagen: Et geet eigentlech drëm, dass een, wann een eng Kéier eng schwéier Krankheet hat, net nach duebel bestrooft gëtt an duerno Problemer kritt, eng Assurance ze hunn, oder extreem deier fir eng Assurance muss bezuelen, dee faméisen Droit à l'oubli. An do hat den Här Spautz an der Kommissioun, wann een de Rapport kuckt, gesot, dass et wierklech wichteg wär, dass dat méi wäit ausgeweit géing ginn: „Selon lui, cette façon de procéder pose problème et ne tient absolument pas compte des progrès scientifiques et médicaux réalisés au cours des dernières décennies."

De Finanzminister hat eis am Fong doropshin derzou opgeruff, eng Motioun ze deposéieren. An ech denken, dass dat, wat mer elo hei virleien hu vusäite vun der Majoritéit, wou just soll analyséiert ginn, ob een

dat net awer kéint e bëssen ausweiten, wierklech net wäit genuch geet, fir där Problematik Rechnung ze droen.

Duerfir hu mir och als Gréng déi Propositioun vun der Motioun vum Här Haagen matgedroen, well mer denken, dass mer eis hei wierklech mussen elo en Delai setzen, an deem mer bei deem heiten am Sënn vun de Leit, déi wierklech eng schwéier Krankheet haten, fir deenen d'Liewen net nach méi schwéier ze maachen, musse virukommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen et kuerz. Dëse Projet mécht eis Piraten e gewëssene Bauchwéi. An e mécht eis e gewëssene Bauchwéi virun allem elo, nodeem mer och d'Motioun vun der CSV an der DP hei gelies hunn. Ech komme spéider nach drop zeréck.

Fir d'éischt begréisse mer ganz däitlech, datt hei e gesetzleche Kader soll agefouert ginn. Wann et ëm Gesondheetsdonnéeë geet, dierfe mer kee Vide juridique akzeptéieren. An den individuelle Conditions générales vun de jeeweilegen Assurancen dat ze iwwerloossen – jo, dat ass den Dateschutz e bësse mat Féiss getrëppelt.

Och wann dësen Text als Zil huet, de Versécherungsgesellschaften eng rechtlech Sécherheet am Ëmgang mat Gesondheetsdaten ze ginn, feelt et eis Piraten u wichtege Garantië fir eent vun de fundamentaalste Rechter vun eise Bierger: den Droit à l'oubli – d'Recht op Vergiessen also. Den Droit à l'oubli muss garantéiert gi wärend der Phas, wou eng Persoun en Devis fir eng Assurance ufreet, wéi och duerno, also beim Remboursement. Well duerch de Remboursement wëssen d'Assurancë jo ganz genau iwwert d'Gesondheet an eventuell Erkrankunge Bescheed.

D'Finanzkommissioun selwer erkennt an hirem Rapport un, datt den Droit à l'oubli ëmmer erëm opgegraff gouf. Mee wat fir konkreet Dispositioune fanne mer da lo am Text? Ma keng däitlech. Et gëtt zwar eng Dispositioun zu der Notzung vun Donnéeën, mee dat geet eis net duer. Dëst ass méi wéi just e Versäumnis. Et ass eng verpasste Chance; eng verpasste Chance, eis Biergerinnen a Bierger ze schützen.

Ech ginn Iech e Beispill: Leit, déi u Kriibs erkrankt waren an entre-temps nees gesond sinn – solle si permanent vun de Versécherungsgesellschafte bestrooft ginn? Soll eng medezinnesch Konditioun vu viru Joren nach ëmmer hir Méiglechkeet beaflossen, eng Hypothéik oder eng Liewensversécherung zu faire Präisser ze kréien? Elo sot Der: „Jo, et gëtt déi Konventioun iwwert den Droit à l'oubli zwëschent der ACA an dem Staat", mee déi betrëfft nëmmen d'Solde restant dû a keng aner Versécherung.

Dat heescht: Zousazkrankeversécherung – exclu. Verschidde Liewensversécherungen – exclu. Verschidde Pensiounspläng – exclu. An esou einfach geet et. A genau do ass deen Droit à l'oubli esou wichteg! An dofir kann déi Motioun vun der CSV an der DP, déi och net mat engem aneren ofgeschwat war, anescht wéi déi aner Motioun, déi hei deposéiert gouf, wou probéiert gouf, e Konsens ze fannen, net duergoen!

Well hei gëtt sech erëm derhannert verstoppt, datt just d'Solde restant dû soll en Droit à l'oubli kennen a bei all deenen aneren Assurancen, déi et um Lëtzebuerger Marché gëtt, jo, do kënnen d'Donnéeë gehale ginn, soulaang et RGPD-konform ass.

Also, fir eis ass d'Äntwert ganz kloer: Mir mussen dat elargéieren op aner Forme vun Assurancen a mir musse virun allem derfir suergen, datt deen Droit à l'oubli elargéiert gëtt. D'Kommissioun schreift jo an hirem Rapport, datt d'Membere sech eens sinn, datt et sech ëm eng – ech zitéieren – „sensibel a wichteg Fro" handelt. An de Finanzministère huet déi Siicht gedeelt.

Mee gutt Absichten, an dat gesi mer dann elo, ginn dann awer e bësse verluer, wann den Text, deen herno gestëmmt gëtt, an dann d'Motioun, déi deposéiert gëtt, dat net verankeren. Aner Länner hu sech do scho vill méi staark Dispositioune ginn an hu se an hire Versécherungsgesetzer agefouert.

Firwat also net Lëtzebuerg? De Rapport huet jo och d'Regierung encouragéiert, d'Méiglechkeeten ze ënnersichen, den Droit à l'oubli ze elargéieren. An da komme mer erëm hei an d'Plenière an dann deposéiert d'Majoritéit awer en Text, deen esou ferm zréckruddert … D'Kolleeginnen a Kolleege vun déi gréng géife vu Pirouette schwätzen, déi hei gedréint ginn, fir eis e bëssen dronken ze maachen, fir datt mer net gesinn, datt hei u sech just eng Form vun Assurancë protegéiert gëtt.

M. Georges Engel (LSAP) | Et gëtt nach aner Dossiere mat Pirouetten!

M. Sven Clement (Piraten) | Et gëtt e puer Dossiere mat Pirouetten. Dat ass e bëssen, mengen ech, de Problem am Moment.

M. Georges Engel (LSAP) | Ganz korrekt!

M. Sven Clement (Piraten) | Och d'Regierung hat et an der Kommissioun bei vagen Aussoe belooss. A genau do si mer elo: vag Aussoen, déi vun enger nach méi schwaacher Motioun herno sollen ënnerstëtzt ginn. Mir hätte mat dësem Gesetz d'Geleeënheet gehat, kloer Zäitlimitten ze definéieren, no deenen et de Versécherungsgesellschafte verbuede wier, fréier Gesondheetsdonnéeën ze berücksichtegen.

Amplaz gi mer de Versécherungsgesellschafte breet Befugnisser, fir Gesondheetsdaten ze verschaffen, ouni déi adequat Garantien, déi ech elo grad genannt hunn. Eis Biergerinnen a Bierger verdéngen awer méi wéi e vaagt Verspriechen. Si verdénge konkreet Garantien. A wann och absolutt ze verstoen ass, datt mer dat Gesetz elo net nach méi konnten erauszögeren, fir déi Änneruge rechtssécher ze verankeren, esou hätt ech mer awer erwaart, datt mer hei wéinstens eng Motioun hätte kënne stëmmen. An ech hunn d'Hoffnung nach, datt mer kënnen eng Motioun stëmmen, déi wäit iwwer d'Solde restant dû erausgeet an déi wierklech d'Biergerinnen a Bierger an hir Gesondheetsdonnéeën hei schützt, amplaz se weiderhi vun enger ganzer Hickecht vun Assurancen auszeschléissen.

Deementspriechend kann ech nëmmen ënnerstëtzen, wat de Riedner vun der LSAP gefrot huet, nämlech datt mer hei e Vote préalable maachen zu där Motioun, well ech mengen, datt, fir eis zumindest, de Vott iwwert d'Gesetz ganz staark dovunner ofhänkt, wat bei deene Motiounen erauskënnt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Da wär d'Lëscht vun de Riedner bei mir ofgeschloss. Mee vu datt ech gesinn, datt den Här Baum opgestanen ass, kritt hien natierlech d'Wuert elo. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Déi Argumentatioun, op där dëse Projet de loi berout, ass inhaltlech a juristesch extreem dënn. Wann d'Privatversécherungsgesellschaften d'Gesondheetsdate vun hire Cliente stockéieren an traitéieren, da géing dat am allgemengen ëffentlechen Interessi geschéien. Dat ass dat, wat mer hei schlécke sollen, fir dat hei kënnen duerchzewénken. Well nëmmen dann ass et kompatibel mat europäeschem Recht.

Also, objektiv gesi kann ech mech just wonneren, datt déi extreem moer Argumentatioun am Exposé des motifs net vum Staatsrot a Fro gestallt ginn ass an datt de Staatsrot dann och nach eng Propos gemaach huet, wéi een déi Ausso kann ouni weider Grondlag an den Text iwwerhuelen.

Fir eis ass ganz kloer: De kollektiven Interessi gëtt hei zu Lëtzebuerg vun der ëffentlecher obligatorescher Sozialversécherung garantéiert, déi iwwerdeems extreem performant ass. D'Privatversécherunge verfollegen an éischter Linn hir kommerziell Interessien an niewelaanscht nach d'Interessie vun där Minoritéit, déi sech Zousazversécherunge leeschte kann.

De facto verstoussen d'Privatversécherunge souguer géint den allgemengen Interessi, well hir Finalitéit net kompatibel ass mat dem ëffentleche System, deen op Gläichheet, enger breeder Verdeelung vum Risiko an der intergenerationeller Solidaritéit opgebaut ass, engem ëffentleche System, vun deem jiddwereen zu gläichen Deeler profitéiert, onofhängeg vu sengem Akommes, senge Gesondheetsrisiken oder senger sozialer Situatioun. D'Individualiséierung vum Risiko, déi vun de private Versécherunge verfollegt gëtt, ass ganz einfach net kompatibel mat der Mutualisatioun vum Risiko, fir déi eis Sécurité sociale steet.

Mee politesch ass awer kloer, wat hei geschitt: Den Assurancësecteur ass e wichtege wirtschaftleche Secteur an et gëllt, géigeniwwer vum Ausland kompetitiv ze sinn. An duerfir gëtt dat, wat net passt, einfach passend gemaach.

Ech weess, datt ech domadder heibannen net vill Uklang fannen, mee ech soen et trotzdeem: Et ass net automatesch eppes richteg, just well et kuerzfristege finanziellen Interêten entsprécht. Zemools wann een, wéi an deem heite Fall, en androcksvollt Beispill virun Aen huet, wou dat Ganzt hiféiere kann.

Déi radikal Kommerzialiséierung vun der Sozialversécherung an de Vereenegte Staaten huet letztendlech eng kleng Minoritéit vu Gewënner ervirbruecht an eng ganz breet Majoritéit vu Verléierer. An et géif warscheinlech keen op d'Iddi kommen, ze soen, datt den aktuelle System an Amerika dem allgemengen ëffentlechen Interessi entsprieche géif.

Virun allem, an dorobber ass och dee ganz gudden Avis vun der Salariatskummer agaangen, sti mer an deem dote Beräich viru ganz groussen Erausfuerderunge mat der Digitaliséierung. Et gëtt jo mëttlerweil eng Hellewull vun Applikatiounen a Geräter, déi massiv Gesondheetsdaten iwwert d'Biergerinnen an d'Bierger sammelen: Aueren, déi de Schlof iwwerwaachen, Applikatiounen, déi d'Sportgewunnechten opzeechnen, oder Ernärungsapplikatiounen, déi d'Kalorienzoufuer an d'Iessgewunnechten erfaassen. All dës riseg Datemengen, déi do gesammelt ginn vun deenen Applikatiounen, ginn um Marché verkaf, ënner anerem u Privatassurancen, déi dann doropshin individuell Versécherungsprofiller erstellen.

An Amerika geet dat entre-temps schonn esou wäit, datt een e Bracelet kritt, deen d'Sportaktivitéit an d'Ernärung moosst. A jee nodeems, wéi gutt ee sech dorunner hält, falen oder klammen dann d'Primmen.

Här President, duerfir wier et an eisen Ae laangfristeg vill méi schlau, wann een dat géif direkt ënnerbannen, datt d'Privatassurancen op Basis vu Gesondheetsdaten individualiséiert Produite kënnen ubidden, esou wéi d'Chambre des Salariés dat d'ailleurs och virschléit. Dat wär e staarke politeschen Akt am Interêt vun der Solidaritéit a vun der sozialer Kohäsioun an eisem Land. Deen heite Projet de loi mécht awer grad dat net – e mécht de Géigendeel –, an duerfir wäerte mir en net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister, zéng Minutten.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. An och villmools merci de Membere vun der Chamber fir déi konstruktiv Approche, déi an dësem wierklech sensibelen Dossier geholl gouf, an dat net nëmmen de Moien hei an dem Plenum, mee och bei deenen Diskussiounen, déi an der Finanzkommissioun vun der Chamber waren.

Den Här Spautz huet en exzellente Resümmee gemaach, och historesch gesinn, an hien huet ënnerstrach, dass mer Rechtssécherheet brauchen. Déi Rechtssécherheet, déi gouf et effektiv 2002, well een do konnt medezinnesch Date vun de Leit fir Assurancenzwecker traitéieren. An 2018, kuerz virun de Walen, ass dunn dat neit RGPD-Gesetz gestëmmt ginn an do war deen Oubli do dran.

Mir schafen also haut Rechtssécherheet. An ech hu kee Problem dermat an ech sinn och frou doriwwer, dass déi Notioun – an do deelen ech Är Approche, Här Baum, net – vun Intérêt public konnt souwuel vum Staatsrot wéi och vun der nationaler Dateschutzkommissioun genotzt ginn, fir hei e Casse-tête kënnen ze reegelen. Well jiddwereen ass ëm seng Gesondheet beméit. Mat der Gesondheet spillt een net. Mee wann d'Gesondheet eeben net esou fonctionéiert, muss och kënnen op Gesondheetsdaten zréckgegraff gi fir eng Reschtscholdversécherung, fir och zum Beispill bei engem Accident déi néideg Evaluatiounen ze maachen.

D'Leit sinn och ofgeséchert. Den eenzelne Bierger ass ofgeséchert, wann en e gutt fonctionéierenden Assurancësystem huet. An duerfir huet d'Regierung kee Problem dermat, dass déi Derogatioun vum sougenannten Intérêt public, vum ëffentlechen Interessi, benotzt gëtt, fir kënnen hei deen Equiliber ze fannen zwëschent Santésdonnéeën an awer och fir sech an e Konzept vun enger Assurance kënnen anzeschreiwen. An et ass jo och festgesat duerch all déi Bestëmmungen, déi mer am Dateschutz hunn, nämlech wien zu wat fir engen Zwecker déi Donnéeë ka kucken, wat d'Finalitéit vun deenen Donnéeën ass. Et muss kënne retracéiert ginn, wien zu wat fir engem Zäitpunkt déi Donnéeë consultéiert huet. Alles dat spillt jo och um Niveau vun den Assurancen, fir dës Donnéeë kënnen ze traitéieren.

An dann ass dee wichtege Punkt vum Droit à l'oubli opgeworf ginn. Ech kann Iech soen, an ech wëll dat och argumentéieren: À ce stade – ech hunn nach kuerzfristeg mat der Santésministesch geschwat – kann ech Iech dozou keng ofschléissend Meenung soen. Ech stinn derzou, dass d'Regierung alles wëllt, wat och an dem Koalitiounsaccord festgesat ass. Beim Droit à l'oubli gëtt et nämlech e Verweis op deen Accord zwëschent dem Ministère de la Santé an der ACA, also der Associatioun vun den Assurancëcompagnien, dee schonn zënter 2020 och den Droit à l'oubli encadréiert, fir deen ze iwwerkucken a gegeebenefalls ze erweideren. Sou steet et och dran: „Le Gouvernement évaluera l'impact de cet accord et déterminera si une extension à d'autres maladies devrait être envisagée."

Ech hunn och no Récksprooch mat der Santésministesch elo … Déi Grille de référence – Dir waart Santésministesch, Dir Minister vun der Sécurité sociale, dat ass Iech jo net friem –, déi ass och amgaangen, iwwerschafft ze ginn, och no der Pandemie, fir deenen Aspekter Rechnung ze droen. An et ass hei den nationale Kriibsinstitut, dee chargéiert ass, fir eng medezinnesch a wëssenschaftlech Analys vun där Grille ze maachen. Dat ass dat, wat ech de Moment ka soen. Ech huelen den Engagement, well dat ass jo och d'Finalitéit. A wann ech d'Diskussioune vun haut mat suivéiert hunn, dann ass jo de Wëlle vum Legislateur do, dass d'Leit esou mann wéi méiglech penaliséiert ginn opgrond vun hire medezinneschen Daten. Ech mengen, dat huet keen a Fro gestallt.

Elo sot der: „Ma firwat soll dann net déi Motioun vun den Oppositiounsparteie gestëmmt ginn?" Ech hunn zwee Räsonementer. Mir diskutéieren hei iwwer en Droit à l'oubli. Dat heescht, et ass e Recht, kënnen ze vergiessen. Ech kann en zweet Argument ginn, dat ass dat: Mir sinn en matière de santé, an d'Santé ass eng Matière réservée à la loi. Och dat muss een, mengen ech, mat consideréieren. Dat géing jo a priori derfir schwätzen, ze soen: „Ma en fin de compte muss een dat eng Kéier, ob elo déi Grille etabléiert ass, an engem Gesetzestext verankeren."

Ech ka mech awer net, well ech och net eleng zoustänneg si fir deen Dossier, ofschléissend doriwwer ausschwätzen. Ech géing dat heite soen: Dat, wat an dem Accord de coalition steet, nämlech dass déi Grille soll iwwerkuckt ginn, dass se reevaluéiert gëtt an dass se gegeebenefalls och ausgeweit gëtt, ech mengen, dat ass absolutt verflichtend, well d'Regierung huet dat jo och an hirem Koalitiounsaccord an am Regierungsprogramm ass dat verankert.

Sollte mer da méi wäit goen, fir, wa mer déi Grille bis eng Kéier etabléiert hunn, an engem Gesetzesprojet eng Base légale ze schafen, fir déi Grille, ech soen, méi rechtlech och am Sënn vun der Matière réservée à la loi ze verankeren, da muss een dat kucken. Ech verschléisse mech deem net, mee elo einfach aus der Hëft ze schéissen an ze soen: „Mir deposéieren elo an engem Joer e Projet de loi zu deem Punkt", dat schéngt mer e bësse vireileg ze sinn. Mee nach eng Kéier, ech ënnersträichen dat: D'Regierung hëlt dat Engagement zesumme mat der Chamber. Wann déi Grille reevaluéiert ass, wa se gegeebenefalls ausgeweit ass an et sech sollt erausstellen, dass dat muss och gesetzlech verankert ginn, da verschléisse mir eis deem à ce stade net.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Den Här Clement wollt Iech eng Fro stellen, wann Der domat d'accord sidd, Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hätt just eng Fro un de Finanzminister. Ech hunn em elo opmierksam nogelauschtert, wat d'Grille ugeet an och seng Bedenken, firwat e se nach net wëllt an engem Gesetz verankeren, zumindest sech net op ee Joer wëllt festleeën. Ech hat awer virdrun a menger Interventioun och opgeworf, datt déi Grille an déi Konventioun haut just fir d'Assurance solde restant dû gëllen an net fir aner Assurancëkontrakter wéi zum Beispill d'Prévoyance-vieillessen, déi jo awer och steierlech begënschtegt gi vu sengem Haus.

An do wollt ech awer dann d'Fro opwerfen: Wann Der Iech engagéiert, déi Grille ze reviséieren, engagéiert Der Iech dann och, se ze reviséieren, wat d'Etendue vun deene Kontrakter ugeet, iwwert déi se concernéiert ass?

Merci.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci fir déi Fro. Déi ass natierlech ganz pertinent. Ech hu mech als Finanzminister un dat ze halen, wat am Regierungsprogramm steet. An do ass dat nuancéiert ausgedréckt: Et gëtt eng Evaluatioun gemaach an da gëtt gekuckt, ob een dat gegeebenefalls ausdeent oder net.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Et si weider keng Wuertmeldungen do. Da wär domat d'Diskussioun zu deem heite Projet ofgeschloss.

Den Här Haagen huet gefrot, e Vote préalable vu senger Motioun ze maachen. Da maache mer e Vote préalable vun de Motiounen. Dat schéngt mer da logesch ze sinn.

Motions

An ech géing déi dann zur Diskussioun stellen an der Reiefolleg, wéi se hei ofgi gi sinn, dat heescht fir d'éischt déi, déi den Här Spautz ofginn huet, duerno déi, déi den Här Haagen ofginn huet.

Motion 1

Mir fänken also mat der Motioun 1 un. Här Spautz, Dir hutt se erkläert. Wëllt Der nach am Ufank d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Keen.

(Interruption)

Dach, ok. D'Madamm Tanson, dann den Här Clement. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also den Esprit fanne mer jo an der Rei, mee ech fanne wierklech, dass et net wäit genuch geet, well hei effektiv just dovunner steet: „à charger le comité de suivi de l'analyse de la possibilité de renforcer et d'élargir le champ d'application du ‚droit à l'oubli'". Dat heescht, do feelt mir awer e bëssen deen Engagement, dee mer elo nach eng Kéier e bëssen eraushéieren hu bei der Ried vum Här Finanzminister, an och dat, wat eigentlech an der Finanzkommissioun diskutéiert ginn ass. Duerfir proposéieren ech mengen Deputéiertekolleegen hei niewent mer, dass mer eis hei sollten enthalen, well et net wäit genuch geet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hu virdru schonn a menger Ried probéiert, drop anzegoen, firwat déi Motioun hei definitiv net wäit genuch geet. Si ass certes e Schrëtt an déi richteg Richtung. D'Evaluatioun gëtt méi séier gemaach. Dat kléngt op den éischte Bléck ganz gutt. Wa mer eis alleguerten, déi an där Finanzkommissioun souzen, éierlech an d'Ae kucken, dann ass et awer wäit ewech vun deem Verspriechen, wat mer eis do ginn haten, an och vun deem Engagement, wat de Finanzministère an där Kommissioun geholl huet.

A wien dorunner Doutten huet, ka jo gären d'PVe vun deene Sëtzungen noliesen, wou et explizitt wierklech ëm dee Sujet hei gaangen ass. An deementspriechend ass dat heiten u sech e Broch vun engem Verspriechen, wat gi gouf. An dofir ass et onméiglech – virun allem well duerno eng Motioun kënnt, déi méi wäit geet –, déi heite matzestëmmen. A well se awer zumindest 10 % vun deem Versprieche wëllt anhalen, géife mer eis dann och heibäi enthalen. Mee se geet definitiv net wäit genuch.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Haagen d'Wuert gefrot.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech hunn déi Motioun vun der CSV och gelies. Mech verwonnert e bëssen, datt an de Considerante steet, wat zwar richteg ass, datt den Accord de coalition 2023-2028 virgesäit, eng Évaluatioun de l'impact ze maachen „par le Gouvernement et son extensioun eventuelle à d'autres maladies en ces termes". Dat

ass jo genau dat, wat an där anerer Motioun, déi vun eis deposéiert ginn ass, och steet.

Ech mag mech ieren – ech hunn dat elo net fir haut nogekuckt –, mee de Montant zum Beispill vum Solde restant dû vun der Reschtscholdversécherung misst limitéiert sinn op eng Millioun Euro. Elo kann ee soen, dat wäre vill Suen. Wann ech awer de Marché vum Logement esou kucke par rapport zu verschiddene Reschtscholdversécherungen, wéi déi da gemaach ginn, à deux têtes oder à une tête, schéngt mer dee Montant da relativ geréng ze sinn. A mir sinn och der Meenung, datt et – an dat hunn ech jo och gesot – op déi aner Pathologië kann a soll ausgedeent ginn.

Dann, „invite le Gouvernement" ... An hei, Här Finanzminister, ass ni dervu geschwat ginn, datt Dir invitéiert gitt, dee Projet de loi ze maachen, mee d'Regierung. Ech denken, datt dat dann am Konsens geschitt, well aus menger Erfarung eraus weess ech, datt da kee Projet de loi kënnt. Dofir sidd Dir jo och hei net perséinlech opgefuerdert, Äre Ministère, e Projet de loi auszeschaffen. Ech denken, datt et normal ass, datt deen der Kollaboratioun tëschent vläicht der Santé an dem Finanzministère, wou d'Assurancen dann dra sinn, mat ënnersteet.

Nach ass et awer esou, datt d'Santé vläicht déi Pathologië kann determinéieren, och déi Grillë kann determinéieren. Mee d'Risikoprimmen, wa se da fixéiert ginn, ginn iwwert d'Assurancëgesellschafte fixéiert. An et ass soss keen, mengen ech, deen do a Fro kënnt, fir déi kënnen ze determinéieren, ausser d'Assurancen an d'Reassurancen.

„À accélérer", steet do, „l'évaluation actuellement menée". Mir hunn ee Joer dragesat. Also, wa mer elo – wéi soll ech dat elo soen? – zu Marrakesch um Maart zwee Joer draus maachen ..., also fir mech war ee Joer scho relativ vill, well dann ass d'Gesetz jo nach net do. Och wann dann e Gesetz kënnt an d'Evaluatioun vun der Grille ... Menges Wëssens sinn déi Aarbechten ugelaf, ech soen elo mol, am Hierscht 2022. Mir sinn elo 2024, soen ech emol, Enn 2024, da sinn ech fein an huelen 2025 net an de Mond. Dat heescht, mir wäerte jo awer net dräi Joer brauchen, bis den Oktober 2025, fir déi Evaluatioun vun der Grille ze maachen, well soss gesinn ech awer eng ganz, ganz düüster Zukunft fir deen Droit à l'oubli. Dofir war och an eiser Motioun dat Joer gemengt.

Bon, wann een do gären zwee Joer draus mécht ... Wat mir gären hätten, ass, datt legiferéiert gëtt an datt kloer ass, wat gemengt ass, wat d'Bierger hunn, wat d'Assurancen hunn, an datt déi Leit net ausgeschloss sinn, compte tenu vun neie Pathologien oder Heelungsprozesser, wat jo och positiv ass, an allkéiers hiren Accord do musse ginn, datt jiddweree weess, wou en drun ass. An dofir wäerte mir déi Motioun vun der CSV net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Mir hunn hei zwou Motioune virun eis leien. Déi vum Här Spautz, déi ass, muss ech soen, e bësse vag. An an aller Objektivitéit muss ech awer dann hei soen, dass déi vum Här Haagen, déi mer och mat ënnerschriwwen hunn, méi kloer an däitlech an dofir och besser ass.

An ech mengen, et ass jo esou, wéi et hei fonctionéiert: Mir als Chamber stëmmen hei Motiounen a mat deene Motioune gi mer jo der Regierung en Optrag, en Uerder, dann dat ze maachen, wat mir hir soen. An ech mengen, dass een do och sollt an där Ausso, déi een da mécht an de Motiounen, méi kloer an däitlech sinn, an dat ass sécherlech hei eeben déi zweet Motioun.

An déi éischt Motioun, wéi gesot, déi hält sech do ze vag an do ass d'Regierung am Fong net direkt verflicht ..., oder et ass net konkreet genuch, wat se domadder soll maachen. Duerfir wäerte mir déi zweet natierlech ënnerstëtzen a bei der éischter eis enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Wann elo keng aner Wuertmeldunge méi do sinn, da géif ech dem Auteur vun der Motioun zum Schluss nach eng Kéier d'Wuert ginn. Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Och merci de Kolleeginnen a Kolleege fir déi eenzel Remarken, wou ech nach eng Kéier op dat wëll agoen. De Minister huet et scho gemaach: Dat Éischt ass emol, dass d'Santé réservée à la loi ass. Do musse mer emol fir d'éischt Diskussioun féieren. D'Kommissioun ass, an dat huet den Här Haagen ënnerstrach, 2020 geschafe ginn, wéi déi Konventioun ënnerschriwwe ginn ass.

An et huet zwee Joer gedauert, bis déi Kommissioun agesat ginn ass, fir drun ze schaffen. An elo hätte mir gär, dass déi Kommissioun fir d'éischt hir Aarbecht mécht an, wann déi Kommissioun hir Aarbecht gemaach huet, dass mer dann och e Gesetz maachen an deem Kader, awer – wéi de Minister et gesot huet – da muss dat iwwert d'Santé goen, da muss dat mat der Santé gemeinsam gemaach ginn. An dofir bleiwe mir derbäi, dass déi Motioun, déi mir elo duergeluecht hunn, an dësem Ableck duergeet, fir dee Wee ze maachen, dee mer wëllen aschloen.

Dir hutt hei d'verbaalt Engagement vum Finanzminister héieren, ...

(Interruption)

... dass mer och duerno wäerten dodrop zréckkommen, wann déi Saachen ofgeschloss ginn. Villmools merci. An dofir wäert d'CSV bei där Positioun bleiwen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Ech mengen, da wären all d'Explikatiounen zur Motioun 1 ginn an da géinge mer d'Motioun 1 zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 35 Jo-Stëmmen, 12 Nee-Stëmme bei 13 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ugeholl mat 35 Jo-Stëmme géint 12 Nee-Stëmme bei 13 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Da géinge mer zur Motioun 2 kommen, déi vum Här Haagen deposéiert ginn ass. Här Haagen, Dir hutt se eis erkläert. Ech denken, datt Der duerno nach eng Kéier wëllt d'Wuert huelen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Duerno. Wann et néideg ass, huelen ech et duerno.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass bal alles méiglech hei.

(Hilarité et exclamations)

Mat Accent op dem „bal".

(Hilarité)

Ok. Also, wie wëllt dozou Stellung huelen? Et ass villes scho bei der éischter Motioun gesot ginn. Här Haagen, wëllt Dir da Stellung huelen, wann dann näischt méi gesot gëtt?

M. Claude Haagen (LSAP) | Nee, ech hunn alles am Numm vun der LSAP gesot. Wa keen d'Wuert wëll huelen, da gëllt nach ëmmer dat, wat mer gesot hunn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Gutt. Domat wär dat dann eng kloer Diskussioun, déi mer heimat kënnen ofschléissen.

Vote sur la motion 2

Da géing ech och déi zweet Motioun zum Vott stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

An domat wäre mer dann nach net um Schluss, well mer missten evidenterweis och nach iwwert de Gesetzestext ofstëmmen. Mir kommen dann elo zur

Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7511. Den Text steet am Document parlementaire 7511[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7511 et dispense du second vote constitutionnel

Hei fänkt d'Ofstëmmen elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 39, Nee-Stëmmen: 2, Abstentiounen: 19. Dëse Gesetzesprojet ass also ugeholl mat 39 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei 19 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Dépôt d'une motion par M. Meris Sehovic

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

(Interruption par M. Meris Sehovic)

Ok, ech gesinn, datt nach eng Demande do ass fir den Depot vun enger Motioun. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Merci, Här President. Et erreechen eis ëmmer méi Temoignagen, gëschter an der Press, och haut de Moien an der Press, dass vulnerabel Persounen, Famillje mat Kanner ëmmer méi oft aus de Structures d'accueil erausgeheit, carrement op d'Strooss gesat ginn.

Net méi spéit wéi gëschter hu mir 60 Deputéiert hei am Haus och en E-Mail kritt, en Hëllefruff vun enger Famill, enger jonker Famill aus dem Venezuela, déi säit dräi Joer hei am Land ass; mat engem klenge Meedchen, dat just d'Lëtzebuerger Schoul kennt an hei an enger Grondschoul scolariséiert ass; mat enger Mamm, déi eng Aarbecht hat, déi actuellement suspendéiert ass, well d'Prozeduren am Ministère ze laang daueren an déi néideg Dokumentatioun net virläit; mat engem Papp, deen eng Promesse d'embauche huet. An trotzdeem soll dës Famill haut op d'Strooss gesat ginn.

Dësen Temoignage ass sinnbildlech fir e méi grousse Problem: Den zoustännege Ministère huet enorm Retarde beim Traitement vun Demandë fir de Regroupement familial, och vun Demandes de titre de séjour. An dat bedeit an der Praxis fir déi Concernéiert: Onsécherheet, Onstabilitéit an eng riseg Hürd derfir, sech hei zu Lëtzebuerg ze integréieren.

D'Regierung huet sech bis elo gebretzt domat, dass se eng éischt Maison de retour hei zu Lëtzebuerg en place gesat hätt. Wat ass eigentlech konkreet geschitt? Si hunn eng Struktur geholl, déi et scho laang gëtt, d'SHUK, eng Struktur, déi ni dofir ausgeluecht an och ni dorop ausgeriicht war, Familljen a Kanner ze accueilléieren. Si hunn en neie Logo dropgesat, en neie Sticker. Si nenne se elo „Maison de retour". An elo soll déi Struktur op eemol adaptéiert si fir Kanner a fir Familljen.

Ech waarden iwwregens säit Méint op eng Äntwert op meng Demande, déi ech un den zoustännege President vun der Interieurskommissioun geriicht hunn, fir dass d'Chamber dës Struktur ka visitéieren. Säit Méint waarden ech drop, dass ech do eng Äntwert kréien, fir dass mir als Chamber eis selwer kënnen e Bild maachen.

Dofir deposéiere mer mat der Ënnerstëtzung vun de Kolleeginnen a Kolleege vun der LSAP, vun déi Lénk a vun de Piraten haut eng Motioun mat der Opfuerderung zu engem direkte Stopp vun den Expulsioune vu vulnerabele Persounen, notamment vu Kanner, aus den ONA-Strukturen, zu enger Beschleunegung vum Bau vun neien Accueilsstrukturen an dann dozou, als Chamber all Mount detailléiert Zuelen a Statistike virgeluecht ze kréien iwwert d'Unzuel vun Demandeurs de protection internationale, déi unilateralement hiren Hebergement annuléiert kritt hunn, déi virun d'Dier gesat gi sinn, d'Zuel vun de Procédures de déguerpissement, déi lancéiert gi si vum ONA, vun der Unzuel vu Persounen, déi an der soi-disant „Maison de retour" säit September 2024 waren, säitdeem et déi Struktur da mat deem Numm gëtt, fir do Zuelen ze kréien, an dann och detailléiert Statistiken ze kréien iwwert d'Unzuel vun de Persounen, déi am Centre de rétention sinn.

An dann och mat der Opfuerderung un d'Regierung zu enger besserer Zesummenaarbecht, enger besserer Kooperatioun mat deene sëllegen Acteuren, déi mer an der Lëtzebuerger Zivillgesellschaft hunn, déi op deenen Dossiere schaffen an déi sech bekloen, dass déi Zesummenaarbecht net méi esou gutt ass, wéi et eigentlech traditionell zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Eng Gesellschaft zeechent sech doduerch aus, wéi mer mat eise vulnerabelste Mënschen ëmginn. An dowéinst bieden ech Iech alleguerten ëm Ënnerstëtzung fir déi heite Motioun, fir dass mer zréckkommen zu deem, wat zu Lëtzebuerg de normale Modell war, e Modell, wou mer openeen opgepasst hunn a grad op déi vulnerabelste Mënschen opgepasst hunn, wou dat keng Zuele waren, keng Dossiersnummeren, mee Mënschen, déi Schutz brauchen. Ech bieden ëm Är Ënnerstëtzung.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Sehovic, wann Der eng Motioun ofgitt, misst Der mer se effektiv och ginn.

(Hilarité)

Motion

« Gestion gouvernementale des politiques d'asile et des conditions d'accueil »

La Chambre des Députés,

considérant

– que des témoignages multiples font état d'expulsions de demandeur.e.s de protection internationale débouté.e.s, y compris des familles avec enfants en bas âge, des structures d'hébergement gérées par l'Office national de l'accueil (ONA), plongeant ces personnes dans une situation d'extrême précarité ;

– que l'augmentation du nombre de demandeur.e.s de protection internationale sans abri reflète des carences graves et inacceptables dans la politique d'accueil du Gouvernement ;

– que la mise en œuvre de la « Maison de retour » semble insuffisamment préparée et adaptée pour gérer la complexité des situations individuelles des demandeur.e.s de protection internationale débouté.e.s en vue de leur retour dans leur pays d'origine ;

– que le rapport annuel de l'année 2022 de l'OKaJu constate que les structures d'hébergement pour demandeur.e.s de protection internationale ne sont souvent pas adaptées aux besoins des enfants ;

– que les procédures administratives au Ministère des Affaires intérieures, notamment pour les demandes de regroupement familial et l'octroi de titres de séjour, accusent des retards importants, laissant les personnes concernées dans une incertitude prolongée ;

– que ces retards administratifs peuvent avoir des répercussions significatives sur la vie familiale, la stabilité et l'intégration sociale des personnes concernées en attente de décision,

invite le Gouvernement à

– suspendre immédiatement toute expulsion de demandeur.e.s de protection internationale vulnérables, et particulièrement d'enfants, des structures d'hébergement gérées par l'ONA ;

– accélérer la création et la construction de nouvelles structures d'hébergement pour les demandeur.e.s de protection internationale, afin de garantir des conditions d'hébergement dignes et adaptées, en tenant compte des besoins spécifiques des familles, des mineur.e.s non accompagné.e.s et des personnes vulnérables ;

– de collecter et de fournir chaque mois à la Chambre des Députés et au public des statistiques précises et détaillées sur :

• le nombre total de demandeur.e.s de protection internationale dont l'hébergement a été résilié unilatéralement par l'ONA, avec une ventilation par âge, genre et situation familiale,
• le nombre de procédures de déguerpissement entamées par l'ONA, avec une ventilation par âge, genre et situation familiale,
• le nombre de personnes qui ont été accueillies à la « Maison de retour » depuis septembre 2024, avec une ventilation par âge, genre et situation familiale,
• le nombre de personnes qui ont été retenues au Centre de rétention, avec une ventilation par âge, genre, situation familiale et statut administratif ;

– assurer des échanges réguliers avec les représentant.e.s de la société civile œuvrant dans le domaine d'asile et de migration sur les politiques d'asile, d'accueil et d'intégration.

(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Taina Bofferding, Liz Braz, Sven Clement, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

Merci. Da kucke mer, wéini mer se op den Ordre du jour setzen, wann déi zoustänneg Ministeren disponibel sinn.

(Interruption par M. Sven Clement)

Dir hutt och nach eng Fro gestallt doriwwer, Här Clement. Dat ass richteg. Mir kucken, datt mer dat warscheinlech gemeinsam wäerte behandelen.

4. 8387 – Projet de loi portant :

1° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/606 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2023 modifiant le règlement (UE) 2015/760 en ce qui concerne les exigences relatives aux politiques d'investissement et aux conditions de fonctionnement des fonds européens d'investissement à long terme et la définition des actifs éligibles à l'investissement, les obligations en matière de composition et de diversification du portefeuille et l'emprunt de liquidités et d'autres dispositions des statuts des fonds ;

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937 ;

3° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;

4° transposition de l'article 38 du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;

5° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/2631 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 sur les obligations vertes européennes et la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité ;

6° modification de :

a) la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers ;
b) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
c) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
d) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
e) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
f) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

---

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. An den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 8387 iwwert d'Ëmsetze vun zwou europäesche Reegelungen iwwert d'Reglementatioun vun de Kryptowärungen an d'Ëmsetze vun zwou europäesche Reegelungen iwwert d'Reglementatioun vun europäeschen Investitiounsfongen. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht, also deem selwechte Modell wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet ass e Projet, mat deem mir eng Rei europäesch Reglementer an nationaalt Recht ëmsetzen. Et geet ganz konkreet ëm d'Kryptoaktiva, ëm laangfristeg europäesch Investmentfongen, ëm gréng Obligatiounen, a schlussendlech ginn och e puer technesch Upassungen u Gesetzestexter vum Finanzsecteur virgeholl.

Éischtens: d'Reglement iwwer Kryptoaktiva. Dëst Reglement ass besser bekannt ënnert dem Numm MiCA a steet fir „Markets in Crypto-Assets". Duerch dëst Reglement gëtt e juristesche Kader an der Europäescher Unioun agefouert fir d'Emissioun, d'Offer, d'Zouloossen zum Handel an d'Prestatioun vu Servicer, déi mat de Kryptoaktiva ze dinn hunn.

D'Emetteure vu Kryptoaktiva ënnerleien an Zukunft strengen harmoniséierte Reegelen an der Europäescher Unioun. Si musse Gréng Luucht vun der nationaler Finanzopsiicht kréien. An zoustänneg dofir gëtt hei zu Lëtzebuerg d'CSSF. D'Prestataires vu Servicer ronderëmmer d'Kryptoaktiva, CASPs genannt, wat hei fir „Crypto-Asset Service Providers" steet, ënnerleien engem harmoniséierten Autorisatiounsregimm. D'CSSF soll de Respekt vun dëser Reglementatioun iwwerwaachen. Si kritt duerfir déi néideg Pouvoiren an e Strofekatalog zur Verfügung gestallt, fir géint Reegelverstéiss virzegoen. Déi signifikativ Kryptoaktiva gi vun der European Banking Authority iwwerwaacht.

Déi eenheetlech Reegele vun dësem EU-Reglement si wichteg fir d'Finanzentreprisen, besonnesch wa si grenziwwerschreidend Servicer ubidden. Si kréien en europäesche Pass a kënnen domadder hir Servicer an der ganzer EU ubidden. Dat schaaft Kohärenz a Rechtssécherheet, stäerkt d'Vertrauen an d'Kryptoindustrie a schützt den Investisseur. Dëst EU-Reglement wäert weider Opportunitéite schafen an et der Finanzplaz erméiglechen, sech weider ze diversifizéieren.

Zweetens: d'Reglement Transfer of Funds Regulation 2. Enk mat der MiCA-Reglementatioun verbonnen ass dat zweet Reglement, dat mir mat dësem Gesetzesprojet operationell maachen. Am Fachjargon heescht dëst „TFR2-Reglement". Dëst Reglement reegelt d'Informatioune ronderëm den Transfert u Fongen a vu Kryptoaktiva a soll d'Transparenz an d'Traçabilitéit vu Finanztransaktioune verbesseren. Dëst ass deemno e wichtege Bestanddeel an der Bekämpfung vu Geldwäsch, Terrorismusfinanzéierung an aneren illegale finanziellen Aktivitéiten. De besteeënde legale Kader gëtt mat dësem Reglement op d'elektronesch Transferte vu Kryptoaktiva ausgeweit.

Drëttens: d'Reglement iwwer laangfristeg europäesch Investmentfongen. Dëst Reglement, kuerz „ELTIF-Reglement" genannt, reegelt d'Investitiounspolitick an de Fonctionnement vun de laangfristegen europäeschen Investmentfongen. Dës Fongen hunn als Zil, Kapital an europäesch laangfristeg Investitiounen ze kanaliséieren, virun allem an Infrastrukturprojeten, fir zum Beispill déi gréng an digital Transitioun ze finanzéieren. D'Aktiva, an déi dës Fongen investéiere kënnen, ginn definéiert, gradesou wéi d'Zesummesetzung an d'Diversifikatioun vum Portefeuille, Emprunte vu Liquiditéiten a verschidde Punkten iwwert de Statut vun dëse Fongen. Hei gi punktuell Upassungen um Gesetz vum 16. Juli 2019 gemaach, well dat initiaalt europäescht Reglement vun 2015 d'lescht Joer ëmgeännert gouf.

Véiertens: d'Reglement iwwer Green Bonds. Hei gëtt en uniforme Kader an der EU agefouert fir d'Emissioun vu gréngen Obligatiounen. Dobäi gëtt en neie fräiwëllege Label agefouert, deen un eng Rei Standarde geknäppt ass, déi mussen erfëllt sinn, ier e vun den europäeschen Emetteure ka genotzt ginn. Natierlech ass och virgesinn, dass extern Préifer wäerte kontrolléieren, ob déi gréng Obligatioune konform zu dëse Standarde sinn. Dëst Reglement gëllt fir all Zorte vun Obligatiounsemetteuren, sief et ëffentlecher oder privater, innerhalb oder ausserhalb vun der EU. D'CSSF kritt déi néideg Pouvoire fir d'Surveillance an d'Enquête, fir ze assuréieren, dass alles a gereegelte Bunnen ofleeft. Dëst Reglement ass direkt applikabel.

Fënnefte Punkt: punktuell Ofännerunge vu Gesetzestexter iwwert de Finanzsecteur. Schlussendlech gëtt mat dësem Gesetzesprojet d'Loi organique vun der CSSF punktuell ugepasst, genee wéi och d'Gesetz vun 2015 iwwert d'Assurancen, wou dräi Referenzen ugepasst ginn.

Här President, d'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 30. September 2024 ofginn. Si ka sech mam Gesetzesprojet averstane weisen, mee huet awer e puer Froen opgeworf. Notamment freet si, dass d'Kryptoaktiva, déi e Prestataire de service, also e sougenanntene CASP, fir e Client conservéiert, solle separat vum Patrimoine vun dësem CASP gefouert ginn, fir si viru méigleche Creancieren ze schützen. Dëst ass schonn ausdrécklech am europäesche Reglement virgesinn, esou dass dëst net méi explizitt an der Lëtzebuerger Gesetzgeebung virgesinn ass.

Här President, an der Sitzung vum 15. November 2024 huet d'Finanzkommissioun sech mam Avis vum Staatsrot auserneegesat an eng Partie Amendementer ugeholl. A sengem Avis vum 22. Oktober huet de Staatsrot zwou Oppositions formelles gemaach. Déi éischt Opposition formelle betrëfft d'Pouvoire vun der CSSF. Am urspréngleche Text gouf de Champ d'application vun de Pouvoire vun der CSSF ageschränkt an op déi Persoune limitéiert, déi der Surveillance prudentielle vun der CSSF ënnerleien. Fir de Staatsrot gëtt domadder d'direkt Applikatioun vum Reglement ageschränkt. Duerch en Amendement gouf dëser Opposition formelle Rechnung gedroen. An Zukunft kann d'CSSF vu jidderengem verlaangen, Moossnamen ze ergräifen, fir d'Gréisst vu senger Positioun oder senger Expositioun vu Kryptoaktiva ze reduzéieren.

Eng zweet Opposition formelle vum Staatsrot betrëfft d'Akraafttriede vum Gesetzesprojet. De Staatsrot huet monéiert, dass d'Gesetz kéint retroaktiv penal an administrativ Sanktioune mat sech bréngen. Duerch en Amendement gouf och dëser Opposition formelle Rechnung gedroen. A sengem Avis complémentaire vum 20. Dezember 2024 huet de Staatsrot seng Opposition-formellen opgehuewen, esoudass dem Vott iwwert dëse Gesetzesprojet näischt méi am Wee steet.

Här President, fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Et ass e ganz technesche Gesetzesprojet, dee schwéier a kuerzer Zäit ze erklären ass. Ofschléissend soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a fuere weider als mandatéierte Spriecher vun der CSV.

Discussion générale

Här President, mat dësem Gesetzesprojet stëmme mir endlech e wichtegt Puzzlesteck am Beräich vun de Kryptoaktiva. Am Dezember hate mir mam Gesetz iwwert d'Blockchain schonn en anert wichtegt Gesetz gestëmmt. U sech ginn dës zwee Texter Hand an Hand. D'Blockchaingesetz, bei deem mäi Kolleeg Maurice Bauer Rapporter war, huet déi néideg Basis geluecht, fir d'Blockchaintechnologie verstäerkt ze notzen, zum Beispill bei der Emissioun vun digitalen Emprunten oder der Verwaltung vu Fongen.

Fir et eng Kéier vereinfacht ze erklären – well ech huelen un, dass et Iech geet wéi mir, et ass net

jidderee Spezialist an dësem Sujet –: E Kryptoaktivum ass eng digital Duerstellung vun enger Valeur, engem Wäert, deen digital iwwerdroe respektiv gespäichert ka ginn an deen duerch d'Benotze vu Kryptotechnologien erschaaft gëtt. Dorënner fale Kryptowärungen am Allgemengen an och Stablecoins, also Kryptowärungen, déi sech op konkreet Verméigenswäerter bezéien.

Dat Ganzt baséiert op der Technologie vun den dezentrale Regëster, also der DLT-Technologie, „Distributed Ledger Technology", wat eng Technologie ass, déi schonn zënter ville Jore benotzt gëtt. Esou ass zum Beispill d'Blockchain, op där eng Kryptowärung wéi de Bitcoin baséiert, eng speziell Zort vun engem dezentrale Regëster, also DLT. Wéi scho gesot, soll duerch d'Blockchaingesetz dës Technologie verstäerkt genotzt ginn.

Am Allgemenge stellen d'Kryptoaktiva virtuell Verméigen duer, déi op engem elektronesche Medium gespäichert ginn. Dëst erlaabt et enger Gemeinschaft vu Benotzer, déi dës Kryptoaktiva als Bezuelungsmëttel akzeptéieren, Transaktiounen auszeféieren ouni d'Benotze vun enger sougenanntener legaler Wärung. Dat kléngt komplizéiert an dat ass et och fir een, deen net all Dag domadder ze dinn huet. An duerfir ass et esou wichteg, dass d'Kryptoaktiva mat engem eenheetleche gesetzleche Kader reglementéiert ginn. An dëst ass mat dem MiCA-Reglement vun der EU gemaach.

Dëst Reglement schaaft en eenheetleche Kader mat klore Reegele fir Kryptoaktiva a ganz Europa. Fir Lëtzebuerg, fir eis als Land, ass dëst Reglement extreem wichteg. D'CSSF huet scho fréi ugefaangen, déi verschidden Acteuren ze sensibiliséieren an huet mat hinnen am Virfeld geschwat. Duerch säi stabillen an transparente Gesetzeskader, gradewéi och duerch seng politesch Stabilitéit, wäert Lëtzebuerg international Acteuren an dësem Beräich unzéien.

De CEO vun engem Depositär vun digitalen Aktiva, dee sech kierzlech zu Lëtzebuerg néiergelooss huet, sot an engem rezenten Interview, dass Lëtzebuerg eng avant-gardistesch Approche hätt, wat d'Reglementatioun vun digitalen Aktivaen ugoe géif. Zesumme mat den Talenter, déi mir an dësem Beräich schonns hei zu Lëtzebuerg hunn, wier Lëtzebuerg gutt opgestallt fir grad dëse Beräich. Deemno si mir als CSV frou, dass dëse Gesetzesprojet haut gestëmmt gëtt an ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm, och fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci nach emol, Här President. Léif alleguer, jo, et gëtt geschat, dass et den Ament méi wéi 24.000 Kryptowärungen op dëser Welt gëtt. Mir geet et e bësse wéi der Madamm Adehm. Mir sinn net grad déi gréisste Spezialisten an der Matière. Déi sëtze vläicht do uewen oder hei vir. Op jidde Fall ass et esou, datt et sech bei de Kryptowärungen ëm, wéi d'Madamm Adehm et sot, digital dezentraliséiert Wärungen handelt, déi op der sougenannter Blockchaintechnologie baséieren.

D'Maartkapitaliséierung géif, gleeft een engem Bäitrag aus der Lëtzebuerger Press vun der leschter Woch – ech mengen, et war op RTL –, bei iwwer enger Billioun Dollar leien. Wa mir vu Kryptowärunge schwätzen, da si mer och séier bei anere Forme vu sougenannte Kryptoaktiven.

Effektiv, duerch d'Entwécklung vun den neien Technologië steigt zanter Joren den Interessi bei den Investisseure fir Kryptoaktiven. Dës stellen en enormt Potenzial fir eise weltwäit verzweigten an international aktive Finanzzentrum duer. An deem Sënn muss een och de Risiko vu Geldwäsch séier am Bléck hunn an dëse Risiko muss och séier ënnerbonne ginn. Dofir brauche mer eng staark, kloer, reguléiert an zukunftsorientéiert Finanzplaz, mat där mir als Land international interessant an eeben och konkurrenzfäeg bleiwen.

Déi rapid Ëmsetzung vun europäesche Reglementer ass fir de Lëtzebuerger Finanzsecteur a virun allem fir eis weltwäit aktiv Fongenindustrie vun – dat muss ee wierklech soen – strateegescher Bedeitung.

Am Dezember hu mer – an d'Rapportrice huet et virdrunner gesot – hei am héijen Haus schonn d'Blockchaingesetz gestëmmt, fir dass de Finanzsecteur dës Technologië responsabel notze kann. Wéi d'Rapportrice et schonn erkläert huet, gi mat dem Gesetzestext, dee mer haut hei solle stëmmen, verschidde Reglementer, déi och de Finanzsecteur betreffen, a Musek ëmgesat.

Dës Texter bezéie sech op Kryptoaktiven, déi europäesch Fonds d'investissement à long terme, wou mer schonn an der viregter Legislaturperiod hei am Parlament driwwer geschwat hunn, wéi awer och déi europäesch gréng Obligatiounen.

Eise wirtschaftleche Modell, deen op Innovatioun a virun allem op enger klorer Regulatioun fousst, gëtt heiduerch weider gestäerkt. Andeems Lëtzebuerg Schlësselberäicher wéi Kryptoaktiven an nohalteg Finanze weiderentwéckelt a sech als Virreider positionéiert, wat mer schonn des Éftere glécklecherweis waren, diversifizéiert eis Regierung d'Aktivitéite vum fir eis als klengt Land dach immens wichtege Finanzsecteur, fir och esou dann eeben nei Investisseuren unzezéien.

Nei Finanztechnologië sinn eng Chance fir Lëtzebuerg a si sinn zanter Jore feste Bestanddeel am Finanzwiesen an eeben hei op der Finanzplaz. D'Reglement vun de Kryptoaktiven, de MiCA also, gesäit uniform Reegele fir d'Emissioun, fir d'Offer an d'Negociatioun vu Kryptoaktive vir. Heiduerch soll déi technologesch Entwécklung am Finanzsecteur gefërdert a gläichzäiteg déi finanziell Stabilitéit an och – dat däerf een net vergiessen – de Schutz vun de Konsumente garantéiert ginn.

An dëst dréit och dozou bäi, en nach méi attraktiivt Ëmfeld fir de sougenannte FinTech, déi sougenannt FinTech-Industrie ze schafen. An dësem Kader begréisse mir als Demokratesch Partei och ausdrécklech d'Transfer of Funds Regulation 2, déi d'Verflichtung vun engem gewëssenen Transfert vun Informatioune fir d'Kryptoaktiven afeiert, fir dass d'Traçabilitéit – dat ass e wichtegt Stéchwuert – méi einfach ass.

Dëst ass néideg, fir den Norme vum GAFI bezüglech den neien Technologië Rechnung ze droen, dat mam Zil, de Blanchiment an d'Terrorismusfinanzéierung besser ze detektéieren. Hei geet et souwuel ëm Sécherheet wéi och ëm Vertrauen.

D'DP wäert och weiderhin aktiv d'Entwécklung, d'Diversifikatioun, d'Innovatioun an d'Promotioun vun der Finanzplaz Lëtzebuerg an all hiren Dimensiounen ënnerstëtzen, sief dat am Beräich vun de Versécherungen, de Banken, der Fongenindustrie oder der Entwécklung vun ëmweltfrëndlechen, also nohaltege Finanzproduiten, fir dass eis Plaz och weiderhin als internationalen Hub fir nohalteg Finanzen ugesi gëtt.

An als DP sti mer zu 100 % hanner enger responsabeler Reglementatioun fir eis Plaz a méi genau d'Fongenindustrie, déi als ee vun de wichtegen ekonomesche Pilieren hei am Land hire Bäitrag fir eis Wirtschaft leescht.

Här President, ech kommen direkt zum Schluss. D'Gesetzgeebung muss also konstant un déi neisten Entwécklungen ugepasst ginn. Dës séier Adoptioun vun den europäeschen Norme schaaft e legale Kader an dréit dozou bäi, dass d'Stabilitéit vum Finanzsecteur garantéiert ass a Lëtzebuerg e vertrauenswürdege Standuert bleift.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Opmierksamkeet a fir Är Gedold, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann ass d'Wuert fir den Här Franz Fayot. Här Fayot, et ass un Iech.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir stëmmen dëst Gesetz mat. Et ass op enger ganzer Rei Punkten e gutt Gesetz an onproblematesch, notamment wat all déi Fongen ugeet. Déi gréng Fongen, déi jo och e wichtege Vecteur sinn zu Lëtzebuerg, ginn heiduerch verbessert. De Kader gëtt verbessert, e gëtt harmoniséiert, homogeniséiert, dat fanne mer gutt. Och bei de Fonds à long terme, alles dat fanne mer gutt. An och de MiCA ass am Fong e positive Kader, well et ass besser, eng Reglementatioun ze hunn hei am Beräich vun de Kryptoavoiren, wéi guer keng ze hunn.

Mee, an ech géif dat och gäre ganz kloer soen, mir stëmmen dat mat, wat de Volet vun de Kryptoavoiren ugeet, mat awer e bëssen engem komesche Gefill am Bauch. An dat huet näischt mat der Lëtzebuerger Ëmsetzung ze dinn, déi gutt erkläert gouf vun der Rapportrice. Mee et muss een awer gesinn, dass mer mat deem MiCA hei am Fong e Marché legitiméieren op europäeschem Niveau, deen héich volatill ass, deen intransparent ass an deen och extreem riskant ass. Et ass och e Marché, dee vun de Kryptoavoiren an dee vun de Kryptowärungen, deen all d'Mierkmaler huet vun enger spekulativer Bulle. Mir hunn hei zum Beispill d'Sich no ganz schnellen an héije Rendementen, déi dee Maart charakteriséiert, déi an der Haaptsaach Jonker concernéiert.

Laut dem Crypto Survey 2024 si 60 % vun den Investisseuren an dësem Marché zwëschent 25 a 44 Joer al a 35 % sinn an deem Segment vu 25 bis 34 Joer. Dat heescht, mir schwätzen hei an der grousser Majoritéit vu ganz jonke Leit.

En anert Mierkmal vun enger finanzieller Euphorie ass d'Angscht, eppes ze verpassen. Och dat charakteriséiert dëse Marché. An nach eppes aneres, wat och charakteristesch ass, dat ass, dass et keng Relatioun gëtt tëschent dem Maartwäert an der Grondlag, dem Sous-jacent vun deenen Avoiren.

Dir hutt alleguerte matkritt, dass de President Trump, an deene puer Deeg ier e President ginn ass, e Memecoin lancéiert huet à son effigie, deen an Zäit vu puer Deeg 11 Milliarden Dollar Kapitaliséierung hat – e Memecoin, deen emol net echangéiert ka ginn, deen absolutt keng Utilitéit huet an deen awer en enormen Attrait hat bei de Leit dobaussen!

D'Bitcoine sinn en anert Beispill. Do kënnt Der an Zäit vun e puer Deeg, e puer Stonnen eng extreem Augmentation de valeur kréien. Mee Dir kënnt awer och gradesou gutt eng extreem Baisse kréien a ganz kuerzer Zäit. Et ass also eng richteg Achterbunn. Et ass en extreem volatille Marché.

An, Här President, bei all Episod vu finanzieller Euphorie gëtt et och ëmmer Verléierer. Well et ass, wéi bal alles an der Finanz, en Nullsummespill. An hei, fäerten ech, sinn et an der Haaptsaach Jonker, wéi gesot, déi oft duerch Feelaschätzungen anerer nach méi räich maachen, déi méi fréi am Marché dra waren. An

ech mengen, dass et och wichteg ass, hei ze soen am Kader vun dësem Projet de loi, dass d'finanziell Educatioun hei eng extreem grouss Roll spillt.

Mir wäerten hei deemnächst eng Interpellatioun kréie vu menger Kolleegin Liz Braz justement zu der finanzieller Educatioun. An ech mengen, et ass wichteg, dass d'Leit, déi Jonk, awer och all déi aner, verstinn, wa se investéieren, wat dat ass, wat se do kafen. Do spillt d'CSSF natierlech eng wichteg Roll an deem Beräich. An ech weess, Här Finanzminister, dass d'Financial Literacy, d'finanziell Educatioun, och eppes ass, wat Dir mat Ärem Ministère probéiert weiderzebréngen. Abee, ech menge wierklech, insbesonnesch bei esou engem volatille spekulativen Avoir wéi bei de Kryptoavoiren ass dat heiten eppes, wat kapital wichteg ass.

An dann ass nach e leschte Punkt, deen dann oft als Géigenargument genannt gëtt, dat ass deen, dass déi Kryptomarchéen u sech elo scho laang existéieren. Mee och dat ass kee Géigenargument géint e Schnéiballsystem. Erënnert Iech un de Bernie Madoff: Och deen huet joerzéngtelaang säi Schnéiballsystem, deen och op enger Form vu finanzieller Euphorie opgebaut huet, bedriwwen. An d'Leit sinn ëmmer weiderhin dohinner gezunn an hu probéiert, doranner ze investéieren.

Dobäi kënnt, an dat ass och scho gesot ginn, dass d'Kryptowärungen och eng ganz däischter Säit hunn. Et ass d'Valeur refuge, et ass och d'Monnaie, d'Wärung, vu Kriminellen. A wann ee wëll eppes um Darknet kafen, da mécht een dat, da bezilt een dat an der Reegel och mat Bitcoinen oder mat enger anerer Kyptowärung. Also ass hei och, mengen ech, eng relativ grouss Virsiicht gebueden.

Här President, mir sinn als LSAP bei aller Léift zur Innovatioun – a vläicht anescht wéi meng Virriedner – net iwwerzeegt, dass d'Kryptoavoiren déi nächst grouss Nisch, déi nächst grouss Saach fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz solle ginn.

Mir sinn der Meenung, dass Blockchain eng interessant Technologie ass a ville Beräicher, notamment an der Fongenindustrie, mee bei de Kryptoavoire si mer dann awer méi skeptesch. A wann een da gesäit, mat wat fir enger Ferveur d'Kryptowelt den neien US-President begréisst, incitéiert dat eis dann awer zu nach méi Virsiicht.

Mir stëmmen dëst Gesetz mat, mee, wéi gesot, mat e bëssen engem mulmege Gefill am Bauch. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. An dann huet den Här Fred Keup d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, ech wéilt dem Här Fayot eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Goergen, Här Fayot, wëllt Iech eng Fro stellen, wann Der se unhuelt. Dir kënnt se vum Riednerpult oder vun Ärer Plaz beäntweren. Dir kommt zréck, dat heescht, Dir huelt se un. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn elo dem Här Fayot senger Antikryptopositioun vun der LSAP laang nogelauschtert. Ech mengen, faktuell war se net ganz richteg.

M. Franz Fayot (LSAP) | Fënnef Minutten hutt Der se gelauschtert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, ech hunn awer kloer eraushéieren, dass Der géint Krypto sidd an dass Der éischter déi jonk Leit do virdru warnt. Mee wann Der Kryptowärungen, wou Der gesot hutt, dass déi ganz volatill sinn, wat zum Deel stëmmt … Et muss een och kucken, vu wéi enge Coins ee schwätzt. Ech mengen, Dir hutt elo einfach d'Shitcoins geholl an net déi etabléiert, fir Är Beispiller unzeféieren. Dat kënnt Der gäre maachen. Dat ass zwar net éierlech, mee kënnt Der gäre maachen.

Mee rot Der dann deene Jonken och dovunner of, Aktien ze kafen, op enger Finanzplaz ze investéieren? Well wann ee ganz kloer kuckt, da gëtt et verschidden Aktien, déi vill méi volatill si wéi zum Beispill Coins. Réit d'LSAP deene Jonken dann och dovunner of, op enger Finanzplaz aktiv ze ginn?

Merci.

M. Franz Fayot (LSAP) | Mee, Här Goergen, ech hunn net just déi sougenannte „Shitcoins" hei evoquéiert, ech hunn och, wéi gesot, déi etabléiert Wärungen erwäänt, dat si Bitcoin, Ethereum an all déi aner, déi sinn och extreem volatill. Ech mengen, Dir wësst dat. Dir braucht just d'Fluktuatiounen ze kucken. Dat kënnt Der maache mat engem Revolut-Kont, deen een och ganz einfach kann opmaachen. Den Trading vun deenen Avoiren ass ganz einfach an déi sinn extreem volatill.

An d'Comparaisoun mat den Aktien: Do ass den Ënnerscheed eeben deen, dass mer bei den Aktien e ganze Kader hunn. Mir hunn Direktiven, Reglementer, déi Prospekter imposéieren, déi Kuerzform-Prospekter imposéieren, wou d'Investisseuren informéiert ginn, wat eeben de Sous-jacent ass vun den Aktien, wat och de Businessmodell ass vun deenen Entreprisen, op deenen déi Aktien do baséieren. An dat ass eeben de groussen Ënnerscheed.

(Interruption par M. Marc Goergen)

Erkläert mer emol, wannechgelift, wat de Sous-jacent ass, wat d'Fondamentalle si vun de Kryptowärungen! Erkläert mer dat, wannechgelift. Erkläert eng Kéier der ganzer Chamber dat hei, fir dass mer dat gutt verstinn! Ech weess, Dir sidd jo bei de Piraten ganz tech-savvy an Dir sot dat och ëmmer erëm gären hei an der Chamber. Mee ech wier wierklech frou, wann Der eis dat géift eng Kéier och a klorer Sprooch hei an der Chamber erklären.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

(Interruptions)

Dann ass elo d'Wuert fir den Här Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll mech och am Fong menge Virriedner uschléissen, der Madamm Adehm an dem Här Bauler an och dem Här Fayot, fir dat, wat se gesot hunn. Ech mengen, dass ee villes dovunner an och d'Motivatioun vum ganzen Text net méi muss hei widderhuelen.

Fir eis ass et einfach wichteg, wéi eebe schonn ugeklongen ass, dass mer hei eppes maachen, wat eisem Land eppes déngt, wat eis Finanzplaz ënnerstëtzt. A wa mir als ADR kënnen eis Finanzplaz ënnerstëtzen, da maache mer dat natierlech, well d'Finanzplaz ass de Motor hei am Land vun eisem Wuelstand. Dat ass emol ganz kloer gesot.

Ech begréissen awer och – ech hunn dat elo ganz gutt nogelauschtert – wat den Här Fayot gesot huet. Ech géif och net soen, dass dat elo eng Antikryptoried hei war, mee ech hunn dat awer eng ganz, ganz nuancéiert a gescheit Analys, eng Kritick un deem System, fonnt. Woubäi – dat muss ee jo soen –, mat deem Gesetz hei ännere mir jo guer näischt dorunner, ob et dat gëtt oder net gëtt. Dat ass natierlech och e Punkt. Mee ganz kloer ass, dass dat Gefore mat sech bréngt. An dat einfach esou pauschal dann dohinnerzestellen als „anti" an iergendwéi dann negativ, dat, fannen ech, gëtt der Saach hei net gerecht, well d'Gefore sinn awer reell, zemools bei Jonken, déi sech do nawell kënnen da finanziell staark schiedegen.

Dat gesot, stëmme mer d'Gesetz natierlech mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. „Une fois n'est pas coutume": Ech muss awer och e bëssen an déi selwecht Kerb hei schloe wéi den Här Keup. D'Saach ass effektiv déi, dass mer déi Instrumenter hunn. An et geet jo eigentlech grad dorëms, sech och Reegelen ze ginn, fir se besser ze encadréieren. Duerfir ass deen Text hei gutt, dass mer dat och elo hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen. Natierlech gëtt et Risike wéi bei all deenen Instrumenter an hei sinn eebe méi rezenter, wou et extreem wichteg ass, dass ee sech do och änlech Mechanisme gëtt wéi bei deenen Instrumenter, déi mer scho kennen.

Ech hätt elo nach eng Fro. Wéi ech mer nach eng Kéier d'Rapporten duerchgelies hunn aus der Finanzkommissioun, do war awer och ugeklongen, dass et och fir d'CSSF kéint en Defi duerstellen, déi Missiounen ze erfëllen, déi elo awer och nei op se duerkommen. An do wier e bësse meng Fro un de Finanzminister: Wéi gëtt dat elo konkreet ëmgesat? Wéi gëtt d'CSSF hei gestäerkt, fir och kënnen deenen neie Missiounen, déi och hire Champ de manoeuvre erweideren, gerecht ze ginn, fir dass mer eeben och all deene Risiken, déi den Här Fayot opgezeechent huet, kënnen entgéintwierken?

Merci. A mir ginn natierlech och den Accord zu dësem Text.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech evitéieren dann och e bëssen, nach eng Kéier op déi technesch Detailer anzegoen, virun allem well dat heite jo och e Gesetz ass, wou net nëmmen een europäeschen Text dra verschafft gouf. Eppes, wat ech hei op der Tribün schonn e puermol gesot hunn: Wa mer scho komplizéiert Texter hei an d'Chamber bréngen, da sollte mer wéinstens drop oppassen, datt se lieserlech sinn. An d'Lieserlechkeet, an dat huet souguer dës Kéier och de Staatsrot a sengem Avis gesot, gëtt net doduerjer verstäerkt, datt een nach aner Texter, déi nëmmen tangentiel domadder zesummenhängen, mat an deen nämmlechten Text géisst. Dat einfach emol virewech gesot. Et kéint ee sech do vläicht wierklech iwwerleeën, dat e bësse méi kloer ze trennen. Da wär et och heiansdo méi einfach ze liesen an och méi einfach, doriwwer ze diskutéieren.

Ech wollt awer vläicht op e puer Saachen agoen, déi haut an der Diskussioun gesot goufen, an och op verschidden Avisen, well ech mengen, dat heiten ass en Text, deen immens wichteg fir d'Zukunft ass. En ass insofern immens wichteg, well en eis endlech kloer Reegele gëtt. E gëtt eis kloer Reegelen, wéi déi sougenannte CASPs, wéi se da scho genannt goufen, „Crypto-Asset Service Providers", reglementéiert ginn, a virun allem och wéi d'Haftung verdeelt gëtt.

A genau do ass jo awer d'Krux vun all deene kritesche Stëmmen, déi bis elo hei ugeklonge sinn: „Jo, mee et ass keen haftbar. Et ass jo awer en ontransparente Marché. Et ass net kloer, wien hei wat mécht." Ma genau dowéinst maache mer dat Gesetz hei, fir datt mer kloer Reegele kréien, fir datt mer déi Reegelen afféieren, déi et eeben op anere Plaze scho gëtt.

Ënner anerem ass Krypto – dat ass einfach mathematesch an technesch nozeweisen – den transparentste

Marché. Firwat soen ech dat? Ma ganz einfach well all eenzel Transaktioun op der Chain vun all Participant op där Chain kann novollzu ginn, net wéi d'Orderbooks vun de Boursen, déi d'Propriété intellectuelle vun de Boursë sinn. Dat heescht, mir hunn hei u sech vill, vill méi Maarttransparenz wéi bei all anerem Marché, deen et bis elo gëtt.

Ob dat gutt ass, ob dat schlecht ass, ob d'Anonymat oder d'Pseudonymat dann elo wierklech gutt ass, dat ass eng aner Diskussioun. An dofir schafe mer jo hei och elo Reegelen, déi mer begréissen, fir zum Beispill verschidde Leit perséinlech haftbar ze maachen.

A mir hunn och an der Vergaangenheet gesinn, wéi wichteg dat ass. Ech zitéiere just dräi Buschtawen, déi jiddwerengem, deen e bëssen eppes mat Krypto ze dinn huet, e Begréff sinn: „FTX". Wéi vill Milliarde sinn do verluer gaangen? Net well d'Technologie schlecht war, net well ze vill spekuléiert gouf, mee ganz einfach well Abus bedriwwe gouf, well Fraude gemaach gouf. An dofir ass et och wichteg, datt mer hei ganz kloer d'perséinlech Haftung an d'Gesetz schreiwen.

Et ass och ganz wichteg, datt mer eis hei endlech e legale Kader ginn, fir déi sougenannte „Pump and Dump Schemes", déi um Aktiemaart scho ganz laang verbuede sinn, an de Gréff ze kréien an och sougenannte „Rug Pulls" ze verbidde respektiv méi staark ze encadréieren.

A fir einfach ze illustréieren, wat e Rug Pull ass oder e Pump and Dump: Ech mengen, et muss een dann, an dat gouf scho genannt, dem Donald Trump säin – kommt, mir nennen et elo net Shitcoin, mee e Memecoin – nennen, dee lancéiert gëtt, dee ganz séier, immens séier, wiisst, a wou dann deen, deen en emettéiert huet, seng Assets ganz séier verkeeft. Doduerjer kollabéiert natierlech d'Valeur vun deem Coin direkt. Dat ass e Pump and Dump oder e Rug Pull, wéi och ëmmer een et wëll nennen. An dat gëtt an Zukunft heimadder méi streng encadréiert. Dat heescht, esou eppes soll an Europa net méi méiglech sinn.

Et ass alt gutt, datt keen dat dem Auteur vum sougenanntenen „Heng-Memecoin" gesot huet, deen an deene leschten zwee Deeg lancéiert gouf a mëttlerweil schonn eng Valorisatioun vu 70.000 Euro huet an u sech d'Zil huet, nach virun dem Donald Trump säi Coin ze kommen, mat der Effigie vun eisem Grand-Duc. Dat ass dann nach esou laang gutt, wéi dat heiten net gestëmmt ass respektiv net publizéiert ass, well ab deem Moment wär och den „Hengcoin" da verbueden.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Dat gesot … Nee, mir hunn en net lancéiert, Här Weidig. Ech hat Iech u sech am Verdacht.

Mee Spaass beisäit, ee wichtege Punkt awer nach, well dat och eng Remark war, déi d'Chambre de Commerce gemaach huet – a mer hunn och bei FTX gesinn, wéi wichteg dat ass –, an ech hoffen, datt mer do an Zukunft nach eng Kéier drop schaffen: Dat ass, datt mer am Fall vu Faillitte vun de CASPs bei der Ofgrenzung vun de Kryptoassets, déi d'Clienten hunn, an den eegenen Assets vun de CASPen eng méi streng Trennung géifen hikréien. Dat ass net fir haut am muer. Ech mengen, datt een do och muss kucken, wéi de Marché elo evoluéiert, wéi eng CASPen da wierklech op Lëtzebuerg kommen a wéi een déi muss encadréieren.

Mee dat gesot, ass dat heiten e wichtege Fortschrëtt am Beräich vun de Kryptoassets an dofir stëmmen d'Piraten dat och mat. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner domat ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert. Ech hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass eng breet Zoustëmmung ass zu dësem fir d'Finanzplaz dach ganz wichtege Gesetzesprojet. Ech sinn och frou, dass eigentlech unanime d'Meenung war, dass mir dat hei huelen, fir e legale Kader opzestellen. An dat, well mer eigentlech als ee vun deenen éischten – an dat steet eis och gutt zu Gesiicht – europäesch Reglementer zu Lëtzebuerg operationaliséieren. Et ass keng Direktiv, et sinn europäesch Reglementer, an duerfir kucke mer, dass mer déi Ausféierungsbestëmmungen zu Lëtzebuerg implementéieren.

De Kryptomarché, dat si mëttlerweil 3.000 Milliarden; 3.000 Milliarden oder 3 Billiounen. An et ass vun der Rapportrice an och vun anere richteg ënnerstrach ginn: Wat maache mer? Mir kucken, e gesetzleche Kader ze schafen, Flexibilitéit, mee virun allem Kontroll, Responsabilitéit a Schutz vun dem Investor. Dat ass dat, wat bei dem Krypto steet.

Den Här Fayot huet eng gutt Fro gestallt, dat war déi eng vun der Éducation financière. Jo, dat ass Partie intégrante vum Regierungsprogramm. An ech weess, an ech appreciéieren dat extreem, dass de Claude Marx, de President vun der CSSF, sech iwwert d'Jore schonns perséinlech ganz staark do dran engagéiert huet. Ech hat och d'Chance, mat him selwer eng Kéier op den Zens an eng Primärschoul ze goen, wou en dat op eng extreem pedagogesch Aart a Weis och duergeluecht huet.

Et war eng Fro dozou gestallt ginn – et war d'Madamm Tanson –, wat fir eng Moyenen d'CSSF sech géif ginn, fir dat do ze encadréieren. D'CSSF huet 2014, wéi et nach keng MiCA-Reglementatioun gouf, schonn éischt Autorisatiounen, also Lizenzen, ausgestallt um Niveau vun der Kryptowärung: dat ware bitFlyer a Bitstamp. Dat heescht, d'CSSF huet eng laang Expertis. Et ass mengen Informatiounen no eng vun deenen Autorités de surveillance an Europa, déi am beschten opgestallt sinn, fir déi Marchéen do ze kontrolléieren, a se huet och eng pragmatesch Approche dozou.

An et ass och mat Recht ënnerstrach ginn: dee Lien, deen een hei muss maache mat der Kryptowärung, mat der Blockchain, wou d'Chamber am Dezember d'Blockchain-4.0-Gesetz scho gestëmmt huet mat der „Tokenisatioun" – op Lëtzebuergesch –, an dass mer zu Lëtzebuerg eeben an deem Beräich, well mer Virreider sinn an där ganzer FinTech, elo schonn iwwer 260 FinTech-Firmen hunn.

Gëtt dat hei kontrolléiert? Jo, dat ass den zweete Punkt vum Gesetz – an d'Madamm Adehm huet et ënnerstrach –: dat ass dee sougenannten Transfer of Funds, well domadder séchergestallt gëtt, dass kee Blanchiment gemaach gëtt an dass virun allem och keng Terrorismusfinanzéierung gemaach gëtt, well eeben déi Elementer vun der Geldwäsch alleguerte mussen hei an dem Kryptoberäich respektéiert ginn. A mir hu jo den Avantage hei, dass déi Reegelen hei fir déi gesamt Europäesch Unioun zielen an dass se duerfir och mat de sougenannte GAFI-Reegelen a Konformitéit sinn.

E Marché, deen extreem boomt zu Lëtzebuerg, dat sinn déi sougenannten ELTIF-Fongen. Besonnesch genotzt ginn déi vun amerikaneschen Investisseuren. Vereinfacht gesot sinn dat eigentlech grouss Infrastrukturprojeten, déi iwwert dee Wee hei kënne finanzéiert ginn. An duerfir ass et och wichteg, dass mer zu Lëtzebuerg e Reegelwierk hunn, fir dass d'Leit, déi där ELTIF-Fongen opleeën, genau wëssen, mat wat fir engen Obligatioune se konfrontéiert sinn an dass se och – an hei spillt dat erëm als Element vun der Kompetitivitéit – mat der CSSF e pragmatesche Regulateur hunn, deen eng Expertis an der Matière huet an deen dat och proaktiv begleet.

Ech ginn Iech just ee Beispill: Déi éischt 20 Deeg am Januar 2025 si 60 nei ELTIF-Fongen an der Europäescher Unioun opgeluecht ginn. Wësst Der, wivill dovun zu Lëtzebuerg? 40. Dat heescht, zwee Drëttel vun de gesamten ELTIF-Fongen, déi an deenen éischten dräi Wochen am Januar opgeluecht goufen, sinn zu Lëtzebuerg opgeluecht ginn.

E véierte Punkt ass dee vun de sougenannte Green Bonds. Do ass net esou vill driwwer geschwat ginn, dat ass awer en extreem grousse Marché. Och do ass eis Bourse zu Lëtzebuerg zënter 2016 virun allem extreem aktiv. An dat gëtt an der ganzer Welt eigentlech appreciéiert, soudass d'Bourse vu Lëtzebuerg ee vun de Maartféierer an deene sougenannte Green Bonds ass, an hirem Marché, dee se huet.

An dat gesäit een zum Beispill besonnesch mat Asien, Hongkong an aneren. Dat ass e sougenannten duebele Listing vu gréngen Obligatiounen. Dat heescht, déi grouss Acteuren an Asie leeën hir sougenannte Green Bonds an Asien op. Si ginn op deene Boursse cotéiert a parallell, fir och den europäesche Marché kënnen ze ëmfaassen, geschitt dat zu Lëtzebuerg. Firwat? Well mer do eng grouss Expertis hunn. An zweetens ass iwwert déi sougenannte Fräizügegkeet vun de Finanzdéngschtleeschtungen natierlech dann de Marché vun der Europäescher Unioun op, wann een zu Lëtzebuerg seng Autorisatioun dofir kritt.

Duerfir wéilt ech Iech Merci soe fir déi breet Zoustëmmung. Dat si sécherlech net déi lescht Gesetzer, déi mer um Niveau vun de sougenannte Services financiers wäerten hunn. Ech soen och – an „une fois n'est pas coutume" –: Dat ass esou héich komplex an ech sinn eigentlech ëmmer erstaunt – do sëtzt eng Finanzministesch –, mat wéi vill Expertis déi Leit op eiser Lëtzebuerger Finanzplaz, och um Niveau vun eisem Ministère, vun eise Verwaltungen an an Zesummenaarbecht mat der CSSF, dat eigentlech fäerdegbréngen, virun all deenen aneren, déi Dausende Fonctionnairen hunn, déi europäesch Reglementéierungen ëmzesetzen, an dass mer dat der Chamber kënne virleeën. An duerfir sinn ech ëmsou méi houfreg drop an ech soen Iech Merci fir Ären Accord.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8387. Den Text steet am Document parlementaire 8387[5]. Ech wëll just kuerz drop hiweisen, datt am Intitulé eng Opzielung iertemlecherweis als b) bezeechent gëtt, déi awer misst als a) do stoen. Mir stëmmen also iwwert den Text mat dëser klenger Ofännerung am Intitulé of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8387 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ok, da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler),

Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8451 – Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg, le 25 juin 2024, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Chisinau, le 11 juillet 2007

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8451, d'Ëmsetze vun engem Protokoll tëschent Lëtzebuerg a Moldawien iwwert d'Duebelbesteierung an iwwert d'Preventioun vu Steierhannerzéiung. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" an deemno follgendermoossen opgedeelt ass: D'Rapportrice huet 5 Minutten an d'Regierung huet och 5 Minutten, wa se wëllt. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet geet et ëm d'Unhuele vun engem Protokoll, deen d'Duebelbesteierungsofkommes tëschent Lëtzebuerg an der Republick vu Moldawien ofännert. Ganz konkreet soll dëst Ofkommes konform gemaach ginn zu den Ufuerderunge vun der OCDE um Niveau vum Austausch vun Informatiounen an zu de minimale Standarden, déi vun den Aarbechten iwwer BEPS fir d'Duebelbesteierungsofkommes virgesi sinn.

Den Artikel 1 vum Gesetzesprojet ersetzt de Preambule aus der Konventioun a setzt e konform zur Aktioun 6 vun de BEPS-Aarbechten. Hei gëtt nach eng Kéier ganz kloer gesot, dass et bei dësem Duebelbesteierungsofkommes net drëm geet, iwwert de Wee vu Steiervermeidung oder Steierfraude iwwerhaapt keng Steieren oder manner Steieren ze bezuelen.

Den Artikel 2 ersetzt de Paragraf 5 vum Artikel 23 a seet, dass d'Ofkommes sech net nëmmen op d'Steiere bezitt, déi am Artikel 2 vun der Konventioun opgelëscht sinn, mee op sämtlech Steieren.

Den drëtten Artikel passt déi sougenannte Procédure amiable un d'OCDE-Standarden un. De Steierzueler kann elo wärend engem Delai vun dräi Joer eng Procédure amiable ufroen, wann hien net konform zum Duebelbesteierungsofkommes besteiert gouf.

De véierten Artikel behandelt den Informatiounsaustausch a passt dësen un déi aktuell Modeller vun Duebelbesteierungsofkommes vun der OCDE un.

De fënneften Artikel féiert en neien Artikel 26a an d'bestoend Duebelbesteierungsofkommes an. Mat dësem Artikel soll d'Steiervermeidung bekämpft ginn. Esou soll d'Duebelbesteierungsofkommes net applizéiert ginn, wann e Montage oder eng Transaktioun just gemaach gëtt, fir vu Virdeeler ze profitéieren, déi contraire zum Duebelbesteierungsofkommes sinn. Et solle keng Méiglechkeete geschaf ginn, fir entweeder guer keng Steieren ze bezuelen oder manner Steieren duerch Steierflucht oder Steierfraude.

A schlussendlech reegelt den Artikel 6 d'Akraafttriede vum Protokoll.

Här President, a sengem Avis vum 10. Dezember 2024 huet de Staatsrot näischt ze beanstanden un dësem Gesetzesprojet, esoudass mir d'Unhuele vun dësem Protokoll haut stëmme kënnen.

No mengem schrëftleche Rapport ass den Avis vun der Chambre de Commerce erakomm. Duerfir wëll ech kuerz a mengem mëndleche Rapport e Saz dozou soen: D'Chambre de Commerce begréisst et, dass d'Regierung weiderhin doru schafft, eise Reseau vun Duebelbesteierungsofkommessen ze erweideren.

Zur Prozedur vun dësem Gesetzesprojet wier nach Follgendes ze soen: En ass den 21. Oktober deposéiert ginn an der Chamber. Den Avis vum Staatsrot ass den 10. Dezember publizéiert ginn. An der Sitzung vun der Finanzkommissioun vum 7. Januar gouf ech zum Rapporter ernannt. An der nämmlechter Sitzung gouf de Projet virgestallt an den Avis vum Staatsrot analyséiert. An de Rapport vun dësem Gesetzesprojet gouf an der Kommissiounssitzung vum 14. Januar ugeholl.

Voilà, domadder wier ech fäerdeg mat mengem Exposé als Rapporter an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech kann dat ganz kuerz maachen, Här President. D'Fro vun der Chambre de Commerce ass opkomm, dass mer eise Reseau vun Duebelbesteierungsofkommes solle weider verbreederen. Also, am Moment leie mer bei iwwer 90 Konventiounen. Elo fro Der mech: „Wat fir eng kommen dann elo nach no?"

Eng, déi bal fäerdeg ass, dat ass de Gesetzesprojet iwwer Kolumbien.

Da kënnt den Oman. Do ass de Gesetzesprojet am Ministère fäerdeg. Dee géif dann an deenen nächste 14 Deeg op den Instanzewee goen.

An do, wou mer e Problem hunn – wat awer net gutt ass –, dat ass dee mat Australien. Dee läit scho praktesch zënter 2010 do. An do ass de Wëlle vun dem Ministère an och vun der Verwaltung, dass mer do weiderkommen, well dat awer e grousst Land ass, an och fir d'Ausbreede vun de Wirtschaftsdéngschtleeschtungen an Australien. Doriwwer eraus ass dat e wichtegt Zeechen. An ech ginn dervun aus, dass mer déi Diskussiounen dann och iwwert déi nächste Méint wäerte verdéiwen.

An ofschléissend bleift nach Kenia. Do ass am November 2024 eng éischt Verhandlungsronn gewiescht. Et wiere keng gréisser Problemer, schreiwe se mer, soudass ech dervun ausginn, dass mer dat dann och nach iwwert dëst Joer kënnen an der Chamber ratifizéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss a mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8451 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8451[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8451 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Charles Weiler), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Ordre du jour

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Aktualitéitsstonn iwwer eng méiglech Aféierung vum obligatoresche Militärdéngscht, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. Ech wollt do op Wonsch vum Auteur a mam Accord vum Auteur froen, ob et méiglech wär, deen nächste Punkt vum Ordre du jour – déi Motioun, déi den Här Goergen zu genau deem selwechte Sujet gestallt huet – mat anzebauen an déi heiten Diskussioun. Dann ass dat méi einfach an der Prozedur.

Ass d'Chamber dermat d'accord, datt mer dat esou maachen?

(Assentiment)

Très bien.

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'introduction éventuelle du service militaire obligatoire

Motion de M. Marc Goergen relative à l'introduction du service militaire obligatoire

(Motion déposée en séance publique n° 48 du 3 décembre 2024 – à consulter au compte rendu n° 21/2023-2028 en page 11)

Da géing ech der honorabeler Madamm Liz Braz als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun d'Wuert ginn. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé du sujet de l'heure d'actualité

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, scho fréi an hirem neie Mandat hat d'Verdeedegungsministesch annoncéiert, dass mer eventuell net laanscht eng Diskussioun iwwert den obligatoresche Militärdéngscht zu Lëtzebuerg wäerte kommen, esou wéi dat och an aneren europäesche Länner de Fall ass. Sou wäit och sou gutt – „le débat cultive les idées".

D'Diskussioun huet dunn déi lescht Méint e bësse gemautscht, an de Radiointerview vum Generol, dem Här Thull, am November huet den Debat dunn awer richteg un d'Rulle bruecht. Den obligatoresche Militärdéngscht géing eis Arméi méi resilient maachen, esou seng Ausso.

Säitdeem ass awer wuel en neien Uerder komm an et gëtt e bëssen zréckgeruddert – wat net onbedéngt aussergewéinlech ass fir dës Regierung. D'Ministesch schwätzt nämlech elo vun enger fräiwëlleger ziviller oder militärescher Reserv an de Generol huet virun zwou Woche kloergestallt, dass eis Arméi iwwerhaapt net derfir opgestallt wier, esou en Déngscht kënnen anzeféieren.

Erlaabt mer vläicht kuerz en historesche Réckbléck: Ënner däitscher Besatzung ass 1942 eng allgemeng Wehrpflicht fir all Lëtzebuerger tëscht 15 a 17 Joer agefouert ginn. Schonn deemools war dës Moossnam awer wéineg populär an d'Lëtzebuerger Resistenzler hu mat engem Generalstreik géint déi däitsch Besatzungspolitick gedrot. D'Reaktioun vum Naziregimm war hefteg an ofschreckend: An engem Schnellverfare sinn eng 20 Hiriichtungen ordonéiert an och kuerz drop exekutéiert ginn.

No der Befreiung vum Land huet dunn d'Exilregierung 1944 den obligatoresche Militärdéngscht bäibehal, deen awer och deemools a Realitéit wéineg Succès hat, mat knapp 300 Fräiwëllegen, well einfach keen Ekipement bäikomm ass. D'Dauer vum Militärdéngscht ass du graduell erofgesat ginn: vun 12 Méint op 9 Méint, an du waren et dann nëmmen nach 6. A parallell sinn och d'Kriticken um Militärdéngscht ëmmer méi haart ginn: D'Plus-value ass bezweifelt ginn, d'Käschte waren ze héich an um Aarbechtsmarché hu Leit gefeelt, déi gebraucht gi sinn, fir d'Wirtschaft virunzebréngen.

Op Initiativ vum Sozialist Romain Fandel a mat Ënnerstëtzung vun engem gewëssene Jean Spautz an opgrond vun enger doduerch provozéierter Regierungskris gouf dunn 1967 den obligatoresche Militärdéngscht zu Lëtzebuerg nees ofgeschaaft an eng Fräiwëllegenarméi agefouert. Nieft dem Ideologesche waren d'Argumenter deemools haaptsächlech demografescher a finanzieller Natur. Eis finanziell Investissementer hätten deemools einfach net eis militäresch Objektiver erreecht.

Mee zréck an den Haut an den Hei: Jo, déi geopolitesch Lag ass immens ugespaant. Mir hunn e Krich an Europa. Mir hunn e Krich am Noen Osten, ëmgi vun Tensiounen. Mir hunn ugespaant international Relatiounen tëscht de groussen Natiounen an onberechenbar politesch Leaderen op allen Ecker. D'Course ëm d'Oprëschten ass déck amgaang an och Lëtzebuerg muss seng finanziell Ausgaben upassen, an dat, wärend Europa et déi lescht Joren total verpasst huet, eng kohärent Verdeedegungspolitick opzebauen an eng eegen europäesch Industrie ze entwéckelen.

Fir d'alleréischt: Mir als LSAP waren a sinn och weiderhi géint eng Aféierung vum obligatoresche Militärdéngscht. En obligatoresche Militärdéngscht, dat ass eng massiv Aschränkung vun de Grondrechter. D'Selbstbestëmmung huet bei eis och duerch d'Verfassung den ieweschte Stellewäert an dierf doduerch nëmmen dann ageschränkt ginn, wann en aussergewéinlechen ëffentlechen Interessi besteet, dee Stand haut fir eis ganz sécher net ginn ass.

Derbäi kënnt deen enorme Käschtepunkt duerch zousätzlech Infrastrukturen a logistesch Erausfuerderungen, déi kuerz- bis mëttelfristeg net ëmsetzbar sinn, an och doriwwer eraus iwwerhaapt net zilféierend.

Och de wirtschaftlechen Aspekt ass net ze negligéieren. Well wärend e Land wéi Amerika, d'USA, duerch seng breet opgestallte Rüstungsindustrie vun engem Krich wirtschaftlech leider profitéiert, musse mir eis bewosst sinn, wéi eng systeemesch Effekter dat iwwerhaapt fir eist Land hätt, eng jonk Generatioun wärend esou enger laanger Zäit fir de Militärdéngscht ze mobiliséieren.

Wëssenschaftlech Analyse vun OCDE-Länner weisen nämlech, dass en obligatoresche Militärdéngscht negativ Auswierkungen huet souwuel op den Niveau vum PIB wéi och op de Bildungsniveau vu Jonken, déi opgrond vun engem Militärdéngscht hir Studien ënnerbrach oder ganz ofgebrach hunn.

Et muss ee sech och froen, wéi zilféierend esou eng Ausbildung vun e puer Méint par rapport zu eiser globaler Defensepolitick iwwerhaapt wär. D'Ministesch sot: „‚Boots on the ground', dat ass ass wierklech d'Expressioun vu Solidaritéit, net nëmmen Dronen a Suen." Mir mengen awer, dass d'Devise vun der Lëtzebuerger Arméi soll sinn: „Qualitéit iwwer Quantitéit", besonnesch am Zäitalter vun hybrider Krichsféierung a Cyberdefense. Alles aneres wär par rapport zu eiser Gréisst an och eiser Demografie onrealistesch an net sënnvoll, a wär sécherlech och net d'Expressioun vu méi Solidaritéit.

De Secteur vun der Defense ass e Secteur, deen ëmmer méi komplex gëtt. Déi lescht Jore si bedeitend Efforten ënnerholl ginn, fir d'Arméi an hir Ekipementer ze moderniséieren an ze professionaliséieren. Dat trëfft och zou op d'Efforte bei de Waffesystemer, bei de Gefierer a bei den Technologien, déi och eis Lëtzebuerger Arméi tätegt.

Dat fuerdert, dass een ëmmer méi spezialiséiert Ausbildunge brauch, fir d'Ekipementer iwwerhaapt kënnen ze notzen. Do schéngt et da méi sënnvoll, op nei Karriären ze setze mat spezialiséierte Beruffszaldote wéi zum Beispill an de Beräicher Cybersecurity, Satellittentechniken, Ingenieuren, Dronenoperateuren, Logistikexperten, Sproochenexperten. Ech mengen, mir wären heibannen alleguer iwwerrascht, ze héieren, wat fir Beruffer een do alles rëmfanne kéint.

Do schéngt dann en obligatoresche Militärdéngscht vu sechs oder zwielef Méint wéineg zilféierend, wa mir déi ausgebilte Leit herno och wierklech um Terrain wëllen asetzen. Mir wäerten nämlech kaum eng Arméi kréien, déi duerch eng aussergewéinlech Quantitéit vun Zaldote wäert erausstiechen, mee dofir duerch eng aussergewéinlech Qualitéit vun extreem spezialiséierte Beruffer.

Fir dës Beruffer auszebilden, mengen ech awer och, dass mir net wäerten derlaanscht kommen, eng zolidd Revaloriséierung vum Beruffszaldot ze maachen, mat méi familljefrëndlechen Aarbechtszäiten, beruffleche Zukunftsperspektiven an attraktive Bezuelungen.

D'Fro ass also net, ob mer en obligatoresche Militärdéngscht zu Lëtzebuerg sollen aféieren. D'Fro ass villméi: Wéi kënne mer alleguer zesummen, aus fräie Stécker, eist Land méi resilient gestalten an enger ëmmer méi instabiller Welt?

Resilienz geet wäit iwwert déi militäresch Verdeedegung eraus. Si bezitt sech op d'Fäegkeet vun enger Gesellschaft, sech u Krisen, Schocken an exzeptionell Circonstancen unzepassen, séier ze reagéieren, de Schued a Grenzen ze halen a beschtefalls och nach gestäerkt erauszekommen. Resilienz, dat ass e kollektiven Effort. Dee betrëfft net nëmmen eis militäresch Strukturen, mee d'Gesellschaft als Ganzt, eis Natur, eis Wirtschaft, eis Infrastrukturen, eis politesch Institutiounen, déi flexibel, upassungsfäeg a widderstandsfäeg musse sinn. D'Covid-Pandemie ass dofir e gutt Beispill.

Dozou kann all Eenzelnen op seng Aart a Weis bäidroen. Mir proposéieren doweinst, en Debat iwwer e fräiwëllegen ziville Gemeinschaftsdéngscht ze féieren. Esou en Déngscht kéint Jonken a manner Jonken, Pensionnairen inclus, d'Méiglechkeet bidden, aktiv zu eiser Gesellschaft bäizedroen an dobäi Kompetenzen ze entwéckelen, déi och an hirer perséinlecher Entwécklung oder an hirer berufflecher Zukunft wäertvoll fir si kënne bleiwen.

Dee Gemeinschaftsdéngscht kann ee sech esou virstellen, dass een eng fräiwëlleg Ausbildung ubitt mat Spezialisatiounsberäicher, déi fir eis Gesellschaft am Katastrophefall wichteg sinn a gläichzäiteg de Bedeelegten e perséinlechen Notze bidden. Eventuell kéint een esou en Déngscht iwwert de CGDIS organiséieren a koordinéieren, fir eis Ressourcen, déi mer schonn hunn, och optimal ze notzen.

Iwwert dëse Wee kéinte Bierger am Katastropheschutz ausgebilt ginn, wou se léieren, bei Naturkatastrophen oder humanitäre Situatiounen ze intervenéieren; am Gesondheets- an am Sozialberäich, wou se kënnen an Altersheemer, a Spideeler oder bei Mënsche mat prekäre Liewenssituatioune konkreet Projeten ënnerstëtzen; doriwwer eraus mat engem staarke Fokus op Klima- an Ëmweltschutz, wou ee Projete wéi d'Bekämpfung vu Plastikverschmotzung, de Schutz vun Drénkwaasserquellen an Energieeffizienz kéint matabannen; an och d'Bildung kéint profitéieren, ob bei der Kannerbetreiung, als Hëllef am Schoulwiesen oder duerch d'Organisatioun vu sportlechen a kulturellen Aktivitéiten – d'Méiglechkeeten, sech am Sënn vun der Gesellschaft anzebréngen, si quasi onendlech.

Esou e Programm kéint duerch en innovative staatleche Skillmapping ënnerstëtzt ginn, deen d'Fäegkeeten an d'Erfarunge vu senge Bierger erfaasst. Am Eeschtfall hätten d'Autoritéiten dann en Iwwerbléck iwwert déi konkreet Kompetenzen an der Bevëlkerung, fir méi séier a méi geziilt op hir Hëllef kënnen zréckzegräifen. Däitschland mécht dat haut scho fir d'Absolvente vum „Bundesfreiwilligendienst", genausou wéi och Finnland, an och Estland huet interessant digital Plattformen, fir zivill Kompetenze festzehalen,

déi am Fall vu Krisemanagement kënnen nëtzlech sinn a gefrot kënne ginn.

E fräiwëllege Gemeinschaftsdéngscht kéint e Konzept sinn, bei deem Solidaritéit, Zesummenhalt a Respekt gestäerkt ginn. Et géif eng Plattform entstoen, déi Mënsche vu verschiddenen Altersgruppen a sozialen Hannergrënn zesummebréngt, fir kollektiv eppes op d'Been ze stellen, wat eis Gesellschaft méi staark a méi nohalteg mécht.

Dëse Projet huet net nëmmen d'Potenzial, eis Resilienz ze stäerken, mee och d'Verbindung tëschent de Generatiounen a gesellschaftleche Schichten ze encouragéieren, fir d'Gesellschaft erëm méi no zesummen ze bréngen an domat d'Benevolat och geziilt erëm ze stäerken.

D'Flexibilitéit vum Modell géif sécherstellen, dass jiddereen eng Méiglechkeet fënnt. Kee gëtt gezwongen, mee jidderengem, deen en Déngscht leeschte wëll, gëtt dës Chance gebueden an e gëtt och dobäi ënnerstëtzt. Mir sinn entschloss, dësen Debat um Fong ze féieren. Et kéint eis hëllefen, erëm eng Gesellschaft opzebauen, déi duerch Solidaritéit, Engagement a Bereetschaft erausstécht.

An deem Kader deposéieren ech dann och haut eng Motioun, déi e bëssen op déi Punkten ageet, notamment d'Stäerkung vum Benevolat a Pisten, déi ee parallell zu engem Militärdéngscht kéint ausbauen.

Merci.

Motion 1

D'Chamber stellt fest,

– datt déi aktuell geopolitesch Situatioun an déi international Oprëschtung méi Investitiounen an de militäresche Service mat sech bréngen, wat vun engem méi strukturéierten an diversifizéierten nationale Resilienzkonzept sollt begleet ginn;

– datt eng Kombinatioun aus militärescher an ziviller Virbereedung Lëtzebuerg méi resilient an der Verdeedegung a Krisereaktioun soll maachen;

– datt de Benevolat eng zentral Roll fir d'Gesellschaft an de sozialen Zesummenhalt spillt;

– datt eng strukturéiert Förderung vun ënner anerem sozialen, medezinneschen, technologeschen an ökologesche Kompetenzen duerch e Gesellschaftsdéngscht zu der individueller Entwécklung an der kollektiver Virbereedung op Krisenzäite ka bäidroen;

– datt d'Mobiliséierung vu Ressourcen a Kompetenzen aus der Bevëlkerung am Fall vu Katastrophen essenziell fir eis national Resilienz ass;

– datt e gutt koordinéierten a staatlech ënnerstëtzten Zivilldéngscht eng Plus-value fir Gesellschaft a Bedeelegter ass.

D'Chamber fuerdert d'Regierung op,

– bei engem fräiwëllege Militärdéngscht ze bleiwen;

– d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Arméi duerch Upassungen um Niveau vun den Aarbechtskonditiounen an de Karriärsméiglechkeete verstäerkt ze promouvéieren;

– bannent engem Joer der Chamber e Konzept fir en neie Gesellschaftsdéngscht virzeleeën, deen op fräiwëlleger Basis funktionéiert a méi Bierger motivéiert, mat hire Kompetenzen zur nationaler Resilienz bäizedroen;

– d'Schafung vun engem „Skill-Mapping" ze préiwen, fir d'Kompetenzen an der Bevëlkerung ze dokumentéieren.

(s.) Liz Braz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech der LSAP derfir Merci soen, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn. An ech wëll och domat ufänken: Den obligatoresche Militärdéngscht – dat ass och scho vu menger Virriednerin gesot ginn – gouf 1967 op Initiativ vun engem deemools jonken CSV-Deputéierten an dësem Parlament hei ofgeschaaft. A mir sinn och haut net derfir, dësen Déngscht erëm anzeféieren.

Ma firwat féiere mir déi Debatt iwwerhaapt an der Ëffentlechkeet an och haut hei am Parlament? Dat huet och säi Grond: D'Sécherheetslag hei an Europa huet sech an de leschten dräi Joer einfach dramatesch verschlechtert. Virun dem 21. Februar 2022 konnt kee sech esou richteg virstellen, datt mer dräi Joer Landkrich an Europa wäerten hu mat iwwer 500.000 Doudeger, Verletzter. Wärend de leschte Joren hu mer a Westeuropa eis Arméien dorobber opgebaut, geziilt géint Terrorismus virzegoen, besonnesch no den Attacke vum 11. September 2001. Dëst huet en Trend verstäerkt, dee schonn an den 90er-Joren no dem Fall vun der Berliner Mauer an der Sowjetunioun ugefaangen huet: Verklengere vun eisen Arméien, Ofbaue vu groussen Inventairen u Material a Reserven.

Haut stelle mer fest, datt mir op en Aggressiounskrich, wéi Russland en an der Ukrain féiert, schlecht preparéiert sinn, vum Manktum un adequatem Krichsmaterial a Produktiounscapacitéite bis hin zu engem Personalmangel an eisen Arméien. De Constat ass kloer: Europa ass aktuell net verteidegungsfäeg an eis Gesellschaft och net genuch resilient, fir eng potenziell Invasioun selwer onofhängeg ofzewieren.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dowéinst musse mer an der Zukunft eng ganz Rei vu Mesüren huelen, fir erëm weerfäeg ze ginn: d'Uschafung vu modernen Ekipementer an d'Opbaue vun zousätzleche Militärinfrastrukturen, d'Eropsetze vun industrielle Produktiounskapazitéiten, d'Stäerkung vun der Forschung an natierlech och d'Rekrutéiere vu genuch Personal.

„Boots on the ground", ass virdru gesot ginn. Jo, mir brauche Qualitéit, net nëmme Quantitéit, mee trotzdeem brauche mer eng Masse critique u Leit, déi eng Arméi ausmaachen. Eng Arméi mat nëmme Roboteren a Leit hanner Ecrane gëtt et och net. Dat heescht, mir brauche genuch Leit, déi och bereet sinn, fir eist Land, fir Europa an d'Arméi ze goen. Dee Wee zu méi Personal geet – an dat hunn ech scho gesot – fir eis awer och net iwwert den obligatoresche Militärdéngscht, wou all Jonken hei am Land an der Arméi misst säin Déngscht leeschten. Engersäits verfüügt eis Arméi net iwwert déi néideg Infrastrukturen, fir esou vill Leit gläichzäiteg ze trainéieren, anerersäits wëlle mer als Gesellschaft och eis Bierger net forcéieren, géint hire Wëlle Militärdéngscht ze leeschten.

Ma fir eist Land awer am Eeschtfall besser drop ze preparéieren an als Gesellschaft e gréissert Bewosstsinn iwwert d'Geforelag hei an Europa ze schafen, musse mir eis der Noutwendegkeet bewosst sinn, datt och e klengt Land wéi mir, och wa mer net ganz grouss sinn, säin Deel am Kader vun der NATO, am Kader vun der Europäescher Unioun dozou bäidroe muss, fir déi kollektiv Sécherheet vun eis all ze garantéieren.

D'Sécherheet vu sengem Territoire ze garantéieren, dat ass eng essentiel Missioun vun all Staat. Mir mussen dowéinst déi richteg Weeër fannen, fir engersäits méi Personal fir eis Arméi ze rekrutéieren a gläichzäiteg eis Gesellschaft als Ganzt méi resilient ze maachen, fir Diktatore wéi dem Putin entschlossen entgéintzetrieden. Iwwert déi nächst Jore muss d'Arméi iwwer 200 zousätzlech Leit rekrutéieren, fir de binationale Bataillon mat der Belsch opzebauen. Dofir ass et essentiel, d'Effektivitéit vun eiser Arméi ze erhéijen, besonnesch fir déi Jonk, déi bereet sinn, en Déngscht ze leeschten.

Ma an der Zukunft musse mer och do nei Weeër aschloen. D'Arméi muss do nei Weeër aschloen, änlech wéi och schonn d'Police. Den aktuellen Zoustand weist, datt d'Rekrutementer just knapps genuch sinn, fir d'Zuele vun Zaldoten ze ersetzen, déi eis Arméi verloossen. Mir musse kucken, méi Beréierungsmomenter ze schafen zwëschent eiser Arméi an der Gesellschaft.

Da gëllt et, wéi schonn ugeschwat, d'Resilienz vun eiser Gesellschaft am Ganzen ze stäerken. Eis geopolitesch Géigner, wéi Russland, setze geziilt op d'Manipulatioun duerch Fake News an Desinformatioun, fir eis Gesellschaft ze polariséieren an auserneenzedreiwen. Duerfir ass et entscheedend, eis Gedanken ze maachen, wéi mir d'Solidaritéit an d'Gemeinschaftsgefill hei zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus an Europa stäerke kënnen.

Dowéinst begréissen ech och all Iddi, déi an deem Kontext opgeworf gëtt, och d'Propos vun der LSAP. An ech denken, datt een iwwer all déi Iddien an Instrumenter sollt nodenken, wéi mer déi Solidaritéit, dat Gemeinschaftsgefill hei zu Lëtzebuerg kënne stäerken iwwert déi verschidde Weeër.

Ofschléissend wëll ech, wéi gesot, ënnersträichen, datt mer géint d'Aféierung vun engem obligatoresche Militärdéngscht sinn. Mir mussen nei Weeër fannen, eis Arméi auszebauen, méi Leit fir eis Arméi ze interesséieren. Zousätzlech ass et essentiel, den Zesummenhalt an d'Solidaritéit an eiser Gesellschaft ze stäerken, fir eis als Ganzt méi resilient ze maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Donnersbach. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wäerten natierlech Reditte sinn an deenen nächste Rieden, well ech mengen, fir de Gros si mer eis zimmlech alleguerten eens. Well wann een dëser Deeg iwwert d'Aféierung vun engem obligatoresche Militärdéngscht debattéiert, da geet dat net, ouni och op déi international Sécherheetslag ze kucken.

Déi inevitabel Konklusioun heibäi ass, datt d'Sécherheetssituatioun souwuel an Europa wéi am euroatlantesche Raum weiderhin extreem ugespaant, volatill an onberechenbar ass. De russeschen Ugréffskrich an der Ukrain leeft onënnerbrach weider a bleift weiderhin eng weesentlech Gefor fir Europa. Et ass schwéier, virauszegesinn, wéi sech d'Situatioun an deenen nächste Wochen a Méint wäert weiderentwéckelen.

Vill Froe bleiwen op, wat déi amerikanesch Ënnerstëtzung fir Kiew ugeet. Déi russesch hybrid Krichsféierung, déi och schonn ugeschwat ginn ass, schéngt allerdéngs scho laang um NATO-Territoire ukomm ze sinn, wéi et rezent Virfäll an der Ostsee, wou Kabele sabotéiert gi sinn, undeiten. Als engagéierte Member vun der EU an der NATO muss och Lëtzebuerg sech un den Efforte vun der EU an der NATO, fir déi gemeinsam Ofschreckung a Verteidegung weider ze verstäerken, bedeelegen. Mir mussen eisen Deel dozou

bäidroen. Dëst begréisse mir als Demokratesch Partei ganz kloer.

Gläichzäiteg si mir awer och der Meenung, datt eng Aféierung vun engem obligatoresche Militärdéngscht zu Lëtzebuerg fir de Moment net néideg ass. D'DP schwätzt sech ganz kloer géint eng Introduktioun vun engem obligatoresche Militärdéngscht aus.

D'Grënn heifir si verschidden: Zum enge muss ee sech d'Fro stellen, ob eis Arméi am Moment iwwerhaapt derfir opgestallt ass, e Projet vun där Dimensioun kënnen ëmzesetzen, an déi néideg Infrastrukturen heifir huet. Zum aneren ass esou en obligatoresche Militärdéngscht net ëmmer zilféierend.

Wat awer och muss gesot ginn, ass, datt d'Arméi aktuell mat der Ëmsetzung vum binationale Bataillon mat der Belsch mat engem vun deene gréisste Projeten an der Geschicht vun eiser Arméi beschäftegt ass a sech heiduerch ganz nei opstellt. Dës substanziell Ännerungen an der Organisatioun, den Infrastrukturen, dem Personal an dem Material kaschten elo scho vill Ustrengung. A mir hunn hei Texter unhängeg, wou et ëm de Kaf vu Militärmaschinne gaangen ass, Militärween – also, mir wësse schonn, vu wat mer do schwätzen.

Dozou kommen dëst Joer nei Targets am Kader vun dem NATO Defence Planning Process eraus, bei deenen ee sech net manner ambitiéis Targets kann erwaarden. D'Arméi steet aktuell scho viru risegen Erausfuerderungen, fir déi genannte Projeten ëmzesetzen a fir sech un déi aktuell geopolitesch Situatioun adequat unzepassen.

De Fokus soll weiderhin op der Ëmsetzung vun dëse Projete fir eis Arméi leien an eis national Resilienz weider stäerken. Fir den Defi vum Rekrutement ze léisen, sti mir als DP fir eng aner Approche: déi vun der Fräiwëllegkeet.

Zaldot ze sinn an eisem Land ze déngen, ass eng ganz nobel Aufgab. Esou schwätze mir eis derfir aus, datt d'Karriär souwuel vum Beruffszaldot wéi och vum Fräiwëllegenzaldot opgewäert a méi attraktiv gemaach soll ginn. Och sollt een e groussen Effort maachen, fir de Beruffsstand Zaldot der Gesellschaft méi no ze brëngen. D'Gesellschaft muss d'Méiglechkeet hunn, sech mam Beruff Zaldot, mee och mat der Arméi am Gesamten ze familiariséieren. D'Wichtegkeet vun dëser nobeler Karriär muss weiderhin a besonnesch an aktuellen Zäite betount ginn.

Mir als Demokratesch Partei sinn och der Meenung, datt een Iwwerleeungen a Richtung vun enger Reserv féiere sollt. Lëtzebuerg ass ee vun deenen eenzegen NATO- an EU-Memberstaaten, déi keng Reserv hunn. D'Opstellung vun enger Reserv wier eng Beräicherung fir eis Arméi an d'Sécherheet vun eisem Land a géif sech positiv op eis Resilienz auswierken. Natierlech muss een déi Detailer vun där Reserv do beschwätzen a festleeën, ier een dann definitiv an déi Richtung geet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a wëll awer och nach eng Motioun deposéieren, déi ausser vun de Kolleege vun déi Lénk vun all de Fraktiounen a Parteien a Sensibilitéite mat ënnerschriwwe ginn ass. An ech wär frou, wa mer déi kéinten unhuelen.

Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant l'environnement sécuritaire international volatil, incertain, complexe et ambigu ;

– considérant la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, les attaques hybrides continues de la Russie et de ses partenaires contre les pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN, ainsi que la menace symétrique que représente la Russie pour l'ensemble de la zone euro-atlantique ;

– considérant les efforts de l'UE et de l'OTAN, pour redynamiser les capacités de dissuasion et de défense collectives ;

– considérant que la crédibilité militaire du Luxembourg dépendra largement de sa capacité à remplir les objectifs capacitaires actuels et futurs lui attribués dans le cadre du processus de planification de défense de l'OTAN ;

– considérant le principe de la répartition équitable des charges parmi les alliés de l'OTAN ;

– considérant les besoins croissants en personnel pour que l'Armée luxembourgeoise et la Défense dans son ensemble puissent continuer à remplir pleinement leurs missions nationales et leurs obligations internationales ;

– considérant le défi de recrutement au sein de l'Armée ;

– considérant que le service militaire obligatoire fut aboli au Luxembourg en 1967 ;

– considérant que les défis en matière de sécurité de la nation ne relèvent pas uniquement de la Défense, mais exigent une réponse de l'ensemble du Gouvernement et de la société,

invite le Gouvernement à

– continuer ses efforts pour rendre le service militaire plus attractif et de mieux faire connaître cette voie de carrière, que ce soit pour les militaires de carrière ou pour les soldats volontaires, et d'offrir à une plus grande partie de la population la possibilité de se familiariser avec le monde militaire ;

– poursuivre les travaux visant à renforcer l'Armée et la résilience nationale, sans recours au service militaire obligatoire.

(s.) Guy Arendt, Taina Bofferding, Alex Donnersbach, Marc Goergen, Fred Keup, Sam Tanson.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Arendt. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Ech soen dem Här Goergen vun de Piraten derfir Merci, datt hien dëst Theema als Motioun proposéiert huet, wouduerch d'LSAP eng Heure d'actualité ugefrot huet.

Den obligatoresche Militärdéngscht ass eng Fro, déi an de leschte Jore méi relevant ginn ass, spéitstens nodeem Russland international Grenze verletzt huet an der Ukrain an och China ëmmer méi aggressiv Téin späizt, mee och well d'USA ënnert dem Trump elo vun Europa méi Eegeninitiativ froen.

Mir als ADR fuerderen definitiv keen obligatoresche Militärdéngscht an e kënnt och net an eisem Walprogramm vir. Mee mir sinn awer der Meenung, datt de Fräiwëllegendéngscht souwuel an der Arméi, mee och an enger sozialer Institutioun sënnvoll ass fir eis Jonker an ënnerstëtzt an encouragéiert soll ginn.

Ier ech dovunner schwätzen, wëll ech nach d'Vir- an d'Nodeeler vum obligatoresche Militärdéngscht diskutéieren:

Eng Aféierung vun engem obligatoresche Militärdéngscht ass logistesch schwéier duerchféierbar. An engem Joergang gëtt et 6.000 Jonker, wann een d'Jongen an d'Meedercher zesummenhëlt. Déi missten all logéiert a forméiert ginn. An dat ass schwéier duerchféierbar am Moment.

Eis Gesellschaft ass och méi demilitariséiert ginn. D'Arméi, mee och de Wëllen, seng Heemecht ze verdeedegen, si säit Laangem net méi Deel vun de Wäerter vun eiser Gesellschaft. Säit Joerzéngte gëtt et keen obligatoresche Militärdéngscht a mir hunn hei zu Lëtzebuerg och keng konkreet Bedrounge vun Nopeschlänner. Duerfir ass eng Aféierung onrealistesch an och net gesellschaftsfäeg am Moment.

Mee mir sollen awer net vergiessen, datt en obligatoresche Militärdéngscht och positiv fir eng Gesellschaft ka sinn. Mir hunn an de leschte Joerzéngten ëmmer manner Gemeinsamkeeten an eiser Gesellschaft, an dat virun allem bei de Jonken. Mir hu keng gemeinsam Sprooch méi, kee gemeinsame Schoulsystem, kee gemeinsaamt Veräins-, Duerf- a Quartiersliewen. Mir hu Parallellgesellschaften, e Vivre à part. En Déngscht géif déi Jonk nees méi zesummebréngen, well verschidde Schichten aus eiser Gesellschaft nees kéinten zesummefannen.

D'Arméi gëtt de Jonken och nei Erfarungen, déi si an eiser Schoul an och an hirer Famill, déi dacks iwwerprotegéiert an den Individuum héichhält, net kréien. Déi kierperlech, mee och mental Erausfuerderunge kéinte sech positiv op d'Weiderentwécklung vun de Jonken auswierken. An et ass och wichteg, dass se mol eng Kéier an enger Struktur zesumme sinn, wou ee sech dem Grupp ënneruerdne muss, fir zesummen eppes ze erreechen.

Duerfir si mir och der Meenung, datt mir als Gesellschaft all Jonker encouragéieren an och ënnerstëtze sollen, wa si de fräiwëllege Militärdéngscht leeschte wëllen. Mir sollen d'Ureizer méi grouss maachen, sech fir d'Arméi ze verflichten, als e sënnvolle Wee fir Jonker, déi nach net genau wëssen, wat fir eng berufflech Lafbunn se aschloe wëllen.

Et kann een och driwwer nodenken, nëmmen d'Grondausbildung unzebidde fir Jonker, déi dës nei Erfarung maache wëllen, mee duerno studéieren oder eng Ausbildung maache wëllen. Mir sollten och als Gesellschaft de Militärdéngscht méi héich halen, esou wéi dat an anere Länner de Fall ass. Leit, déi dës Ausbildung duerchlafen, maachen eppes fir sech an eis Gesellschaft. Duerfir solle mir hinne méi ëffentlech Merci soen.

An deem Kontext kéint een och driwwer nodenken, e Fräiwëllegebataillon ze grënnen, fir all déi, déi d'Grondausbildung duerchlaf hu respektiv sech bei der Arméi verflicht hunn, weider un d'Arméi ze bannen. Dës Leit kéinten am Noutfall rekrutéiert ginn. Doduerch géif d'Necessitéit vun engem obligatoresche Militärdéngscht däitlech erofgoen.

Ech wollt zum Schluss awer och nach ernimmen, datt mir als ADR am Walprogramm e fräiwëllegt soziaalt Joer proposéieren, wou sech Jonker fir zwielef Méint verflichte kënnen, ob dat elo am Altersheim ass oder beim CGDIS. Och dëst géif eise Jonke vill wichteg nei Erfarungen op hirem Liewenswee matginn.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. An da wier et un der honorabeler Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Bon, et ass schonn ugeklongen: Et ass u sech net just eng Debatt iwwert d'Arméi, déi mer hei féieren, mee eng iwwer ons Sécherheet an och iwwer ons Gesellschaft. A se gëtt och net just hei am Land gefouert, se gëtt queesch duerch Europa gefouert.

Och wa mir eigentlech e Land sinn, d'Madamm Braz huet et ganz am Ufank gesot, wat net ganz laang den

obligatoresche Militärdéngscht hat – et waren eng 20 Joer –, wann ee sech d'Documents parlementaires aus där Zäit ukuckt, dann ass en och iwwert déi 20 Joer laang konstant hefteg hei an dësem Haus diskutéiert ginn. An et läit wuel an der Famill, et ass dunn effektiv virun allem dem Jean Spautz ze verdanke gewiescht, dass en aus der Majoritéit eraus dat du gekippt huet, ...

(Interruptions diverses)

Une voix | Très bien!

Une autre voix | „Une fois n'est pas coutume!"

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... wou een dann och gesäit, wat ee kann erreechen, wann een an der Majoritéit eng aner Meenung vertrëtt, wéi d'Regierungsmemberen dat vläicht gären hätten.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | D'Argumenter hunn allerdéngs net terribel variéiert. Wann ee kuckt, de Staatsrot huet 1967 beim Gesetzesprojet d'Saachlag esou resüméiert: „Le système du service militaire obligatoire, malgré son allure démocratique, n'a jamais été populaire dans le pays. Puis, les résultats manifestement insuffisants, les tiraillements pénibles dans l'organisation du commandement, la perte de temps imposée à des jeunes soustraits à une activité plus utile, sans que le but visé fût atteint, les dépenses jugées excessives en comparaison du rendement peu apparent, tout cela a contribué à déconsidérer les diverses tentatives engagées pour satisfaire à notre devoir national et international. Ainsi s'est établi la conviction que, malgré notre bonne volonté, nous n'étions pas dans la bonne voie."

Hei am Land ass d'Diskussioun elo nees ausgeléist ginn duerch eng Rëtsch Aussoen. Den Ufank hat Dir gemaach, Madamm Minister. Ob dat elo en „Testballon" war, wéi d'„Lëtzebuerger Land" et genannt huet, sief dohigestallt. Mee et ass schonn esou, datt Dir am Mäerz zejoert sot, et wier keen Theema zu Lëtzebuerg, an dunn am Juni awer gemengt hutt, déi Diskussioun géing kommen an domat eigentlech déi Diskussioun, gewollt oder ongewollt, selwer un d'Rulle bruecht hutt.

Eent virewech: Och mir sinn net der Meenung, datt mer sollen zu Lëtzebuerg déi Errungenschaft vun 1967 réckgängeg maachen. Net nëmme wier et alt nees eng Laascht fir ons Jonk, déi all d'Lëtzebuerger Familljen – oder wéi e Krittär Der da gäre géingt uwenden – zu Lëtzebuerg géing concernéieren, déi nees missten duerhale fir d'Erausfuerderungen, déi ons ganz Gesellschaft betreffen, an déi sech sécherlech méi Zukunftssuerge maachen, wéi mir dat alleguerten an hirem Alter gemaach hunn.

An haut, wéi och an de 60er-Joren, geet et och ëm de Verloscht vu wichteger Liewenszäit a jonkem Alter. En obligatoresche Militärdéngscht géif vill Jonker drun hënneren, hiert zukünftegt Liewen no hire Wënsch opzebauen. Amplaz direkt an d'Beruffsliewe kënnen eranzegoen, direkt d'Studien ze starten, no Joren an der Schoul oder an der Ausbildung, géifen hir Pläng duerch dës Obligatioun ënnerbrach ginn. Esou eng Interruptioun kéint d'Karriär an d'Entwécklung vun engem Liewensprojet empfindlech bremsen an och wichteg Méiglechkeete verspéiden.

An ech deelen och net déi Aschätzung, déi och elo nach eng Kéier ugeklongen ass, an och – ech kommen herno bei der Motioun vun der Madamm Braz nach eng Kéier drop zréck – déi Vermëschung, déi e bësse gemaach gëtt tëschent engem Engagement, dee soll gemaach ginn, oder, wéi den Här Weidig et elo gesot huet, dass elo déi Jonk mol alleguerte sollten op een Nenner bruecht ginn, soudass hei am Fong dat alles mat dem Besoin vun engem Militärdéngscht oder vun der Arméi iwwer ee Kamm geschuer gëtt. Well ech denken net, dass d'Arméi d'Rettung ka sinn, wéi dat vläicht elo esou ugeklongen ass, fir verluere Jonker oder Jonker, déi mol alleguerte missten zesummebruecht ginn. Dat ass net d'Roll vun der Arméi, dat ass d'Roll vun der Gesellschaft!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An ech denken och net, dass et dat ass, wat eis Arméi brauch: Leit unzeéien, déi net onbedéngt wëllen dohinnerkommen an déi net spezialiséiert wëlle ginn oder sinn, mee déi dann do vläicht sollten zréck an d'Gesellschaft gefouert ginn. Dat ass en Argument, wat eis net gefält.

Wou mer awer der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dat ass, dass weiderhin extreem an eis Arméi investéiert gëtt. An do gëtt et natierlech eng ganz Rëtsch Contrainten: Et gëtt déi vun der Infrastruktur, vum Material, vun der Formatioun, vun de rechtleche Kaderen an och dem permanente Personal fir den Encadrement. An dofir ass et fir eis wierklech wichteg, dass weider Verbesserunge bei der Arméi gemaach ginn, zousätzlech zu deenen, déi scho virgesi waren.

Esou denke mir och, datt en Iwwerschaffe vum Statutt vum Zaldot néideg wier, och iwwer hir Remuneratioun, déi jo och kann als Effort de défense gerechent ginn, eppes, wouriwwer mer jo ganz vill diskutéieren, an déi a Konkurrenz ass mat der Police, mam CGDIS, mat den Agent-pénitentièren. A se hunn och dacks duerch déi Limitatiounen, déi se hunn an hirem Statutt an an der Remuneratioun, Problemer, zum Beispill eng Wunneng ze fannen. Hei gouf et och schonn Diskussiounen ënnert dem François Bausch, fir de Statutt zum Beispill ze verlängeren an zéng Joer virzegesinn. Mir denken, datt dat eng Méiglechkeet ënner ville ka sinn.

Ech hu mer och soe gelooss, d'Rekrutéierungszuele wieren éischter réckleefeg, wiere méi schwiereg. Kënnt Der eis hei vläicht Zuelen dozou liwweren? Wivill Leit goufe gesicht? Wivill goufen der agestallt? An dowéinst och d'Fro: Wéi geet d'Rekrutéierung an deenen nächste Jore weider?

Et ass scho vun dem binationale Bataillon geschwat ginn. Do sollen eng 350 Leit ganz zäitno kommen. Wann ee weess, dass eng komplett Ausbildung bis zu fënnef Joer kann an Usproch huelen, da missten déi Leit jo am Fong haut schonn agestallt ginn. Wat sinn do d'Zuelen um Niveau vun der CER (ndlr: Commission d'économies et de rationalisation), déi fir déi nächst Jore virgesi sinn?

An en anere wichtege Punkt ass och dee vun der Renovatioun vun de Gebaier. Och hei gouf vill iwwert déi lescht Joren op de Wee bruecht: d'Kasär Dikrech, de Schéissstand Bleesdall, de Munitiounsdepot Waldhaff. Kënnt Der eis do och vläicht nach eng Kéier kuerz soen, wou déi Aarbechten dru sinn?

An en allerleschte Punkt ass nach dee vun der Promotiounscampagne fir de Rekrutement: Do gëtt et och Avisen driwwer, ob een déi net misst nach eng Kéier analyséieren a kucken, wéi een dat kéint verbesseren, fir nach méi jonk Leit unzezéie fir de fräiwëllege Militärdéngscht.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An elo huet den Här Marc Goergen d'Wuert. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Also, ech kann de Moie ganz zefridde sinn. Ech sinn erliichtert. Ech hunn de Virriedner gutt nogelauschtert. Wéi ech den 3. Dezember d'Motioun eraginn hunn, war d'Meenung, zumindest déi, déi an der Press gedeelt ginn ass, virun allem vun der DP, jo wuel nach eng aner. A wann elo do déi Diskussioun domadder zougemaach gëtt, dass et keen obligatoresche Militärdéngscht wäert ginn, kann een da ganz zefridden hei am Haus sinn.

Ech gesinn elo den Här Baum sech opreegen an d'Madamm Ministesch de Kapp rëselen. Also, ech hunn Är Interviewen nogelies an et huet schonn esou geklongen, wéi wann Der do awer getest hätt, wéi wäit Der kéint goen, a wéi wann d'DP déi Iddi net direkt esou ewechgeluecht hätt.

(Interruption)

Am Contraire, well soss hätt Der se jo net geäussert an herno en plus nach eng Kéier de Generol nogeschéckt. Wat iwwregens och schonn eng komesch Saach ass, dass de Generol Interviewen an der Press gëtt. Ech mengen, dat gëtt et esou am Ausland net. Mee dat ass eng aner Klammer.

Mee well Der dat awer als Testballon deemools benotzt hutt, kann ech de Moie ganz zefridde sinn, dass och d'DP sech endlech derzou bekannt huet, dass eis Kanner – oder fir Verschiddener hei hir Enkelen – net wäerte gezwonge ginn, an d'Arméi ze goen, wa se dat net wëlle fräiwëlleg maachen.

Ech hunn och de Riede gutt nogelauschtert. Ech hunn och déi eenzel Motiounen, och déi vun der DP, matgedroen. Et ass awer eng aner Tournure dran. Déi ass e bësse méi soft wéi déi, déi ech den 3. Dezember eraginn hunn. Ech hunn den 3. Dezember eng eraginn, wouran ech einfach soen, dass ee kategoresch géint eng Wehrpflicht oder en obligatoresche Militärdéngscht ass, egal wat d'Konditioune sinn, egal wien eise Géigner dobaussen ass, egal wat d'Konditiounen an der Arméi sinn. Dat ass e bëssen eppes aneres, wéi wann ee seet, et mécht een d'Bedéngunge méi attraktiv, an dat ouni eng Wehrpflicht. Dat ass eeben den Ënnerscheed. Mee ech sinn awer scho ganz zefridden, dass Der Iech derfir ausgeschwat hutt, dass ënnert dëser Regierung eis Kanner an Enkelen net wäerte mussen onfräiwëlleg an d'Arméi goen.

An et ass och esou: Eis Arméi huet méi Chancen, wa se méi attraktiv gemaach gëtt. An d'Virriedner hunn elo oft gesot, se misst méi attraktiv gemaach ginn. Dann hunn ech awer elo héieren, datt awer do an de leschte Joren – an ech hunn déi lescht fënnef Joer an der Defensekommissioun matgemaach – Saachen decidéiert gi si vun der viregter Regierung, déi d'Arméi net onbedéngt méi attraktiv gemaach hunn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mir haten hei eng länger Diskussioun driwwer, wat ee kritt, wann een an d'Arméi geet, dass dat ënnert dem Mindestloun läit. Wat hu mer hei Tier gedréint, wéi deemools déi Regierung dergéint war, dass déi Leit, déi frësch an d'Arméi ginn, endlech mol géinge korrekt bezuelt ginn! Dat heescht, mir hätten dat schonn. Wann deemools d'Regierung mat der deemoleger Oppositioun gestëmmt hätt, hätte mer elo schonn Zaldoten, déi géinge mol Respekt kréien, andeems se géifen dat Geld kréien, wat een och dobaussen um Marché kritt.

Deemools ass sech geweigert ginn, dat ze maachen. Dat muss een och dozou soen. D'Arméi kéint scho méi attraktiv sinn!

An ech kommen elo net op de Bewäertungssystem zréck. Dir hat eng ganz CGFP, déi géint Iech demonstréiert hutt, well der mordikus einfach dee Bewäertungssystem do erëm agefouert hutt. Och dat ass eppes. Dir schwätzt déi ganzen Zäit vun der Attraktivitéit

vun der Arméi. Mee Dir vergiesst awer alleguerten déi Punkten, déi Der falsch gemaach hutt!

An duerfir mengen ech, et war e bewossten Testballon, deen dës Regierung gemaach huet, fir en obligatoresche Militärdéngscht. An ech si frou, dass dat dobausse ganz negativ ukomm ass an dass Der ganz schnell Är Meenung geännert hutt an dass mer haut iwwert déi eenzel Motiounen och endlech wäerte festschreiwen, dass ënnert dëser Regierung keen obligatoresche Weerdéngscht wäert kommen.

Well eis Arméi huet och ganz aner Aufgaben. Et bréngt eis näischt, wa mer herno eng héich Unzuel un Zaldoten hunn. Am Contraire: Eis Arméi huet Erausfuerderungen, wou mer se musse professionaliséieren, wou mer se musse ganz geziilt do asetzen, wou se gebraucht gëtt. Lëtzebuerg wäert ni e Land sinn, wou et op d'Quantitéit ukënnt. Nee, mir sinn och a ganz anere Beräicher ënnerwee.

Déi openeefollgend Regierunge vun de leschten 10, 15 Joer hunn der Arméi jo net d'Bataillounen zur Verfügung gestallt oder d'Strategie erausginn, dass et op d'Stäerkt vun der Unzuel u Fraen a Männer géif ukommen. Nee, et kënnt virun allem zum Beispill op Dronen, Satellitten, Opklärung un. An dat ass eng gutt Pist, déi Der verfollegt hutt. Da kommt, mir ginn net zréck a mir ginn elo op d'Quantitéit, anstatt op d'Qualitéit.

„Zesummen am Déngscht vun eisem Land" – ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. An ech si frou, dass mer eis hei och eens sinn, dass dat ouni obligatoresche Militärdéngscht wäert stattfannen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir féieren haut eng Diskussioun, well d'Verdeedegungsministesch, d'Madamm Backes, an engem Zeitungsinterview gemengt huet, eng Diskussioun iwwert d'Wehrpflicht misst zu Lëtzebuerg gefouert ginn. Duerfir diskutéiere mer elo hei.

Eh ben, mir mengen, datt dat eng Netdiskussioun ass, en „non-topic", wéi een op Englesch géif soen. An ech stellen och duerchaus zefridde fest, datt sech net ganz vill vu menge Virriedner decidéiert fir eng Aféierung vum obligatoresche Militärdéngscht ausgeschwat hunn. Ausser ech hätt eppes falsch verstanen, huet jiddweree sech dovunner distanzéiert. An dann ass et jo gutt, da si mer eis séier eens. Mee dann ass et gutt, datt mer driwwer geschwat hunn.

D'Fro stellt sech, firwat mer dann awer doriwwer geschwat hunn a wat d'Hannergrënn dovunner waren. An ech sinn och frou, datt eng ganz Rëtsch vu menge Virriedner vill Argumenter virbruecht hunn, firwat dat politesch, gesellschaftlech, ökonomesch a militäresch iwwerhaapt kee Sënn géif maachen, esou en obligatoresche Weerdéngscht zu Lëtzebuerg ze maachen. Ech ka mech all deenen Argumenter just uschléissen.

Ech sinn dann awer verwonnert, datt verschidde Perspektiven, éischter aus konservative Kreesser, hei ageholl an Aussoen iwwer Jonker gemaach ginn, déi mech dann awer verwonneren. Wann een nämlech d'Perspektiv vu Jonken haut géif anhuelen, da misst ee soen, datt d'Erausfuerderungen an d'Ängschte vu Jonken haut ganz anerer sinn.

Si sinn an enger ökonomescher Situatioun, wou hir Perspektive fir d'éischte Kéier manner gutt si wéi d'Perspektive vun hiren Elteren. Si musse sech entweeder mat bescheidene Léin zefridde ginn oder sech héich verscholden, fir Studien ze maachen – woubäi haut souguer en Unisdiplom kee Garant fir eng anstänneg Pai respektiv en anstännegen Job nach ass. Déi Jonk hu Problemer, wat de Logement ugeet. Dat heescht, dës Regierung ass quasi amgaang, d'Zukunftsperspektiven ze ruinéieren an deem dote Beräich. A lo wëll se och nach un déi zukünfteg Pensioune vun deene Jonke fréckele goen.

A gleeft mer et: Ech mengen, dat Lescht, wat d'Jonker haut brauchen, ass, ganz Joergäng ze zwéngen, och nach en halleft oder ganzt Joer ze verléieren, fir am Éislek duerch de Bulli ze robben!

Une voix | Très bien!

Une autre voix | O!

(Interruption)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Et däerf een och net vergiessen, datt mam obligatoresche Militärdéngscht e bestëmmtent Gesellschaftsbild verbonnen ass, ...

M. André Bauler (DP) | Firwat am Éislek?

M. Marc Baum (déi Lénk) | ... e Gesellschaftsbild, wat 20 Joer laang – an d'Madamm Tanson ass drop agaang – och an der Chamber ëmmer erëm contestéiert ginn ass: dat vun enger militaristescher Gesellschaft, déi sech kollektiv vun der Waff ausbilt a sech domadder kollektiv op militäresch Konflikter virbereet, déi Gewalt als legitimmt Mëttel ugesäit a riskéiert, friddlech Konfliktléisunge aus den Aen ze verléieren. An dat entsprécht mat Sécherheet net deem Selbstbild, dat d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger vu sech selwer hunn. Dat sinn net mir, dat ass net Lëtzebuerg!

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, d'Klima- an d'Biodiversitéitskris stellt d'Existenzgrondlag vun allen zukünftege Generatiounen a Fro. Amplaz Milliarden auszeginn, fir géint dee reaalsten a geféierlechsten Enemy virzegoen an eis Gesellschaft méi resilient ze maachen, verpolvere mer – am Wuertsënn – gigantesch Zomme fir eng geckeg Oprëschtungsspiral, wou et am Moment esou ausgesäit, wéi wann de Sky de Limit ass: Et sinn net méi 2 %, et sinn 3 % – anerer soen elo 5 % – Militärausgaben. Wie ka méi?!

Eis Gesellschaft kann dat net stemmen. An et ass och net entspriechend der realer Geforelag, där eist Land an och déi zukünfteg Generatiounen ausgesat sinn.

D'Madamm Ministesch seet souguer selwer an deem selwechte „Wort"-Interview, si géif déi Suen och léiwer an Zivillprojeten investéiere wéi a Waffen, mee, sou geet et weider, d'Realitéit wär eeben esou, wéi se wär. An do muss ech awer awer soen, Madamm Backes, datt ech dee Fatalismus aus dem Mond vun enger geléierter Diplomatin awer enttäuschend fannen. Well et heescht jo näischt anescht, wéi datt et dozou keng Alternative méi gëtt an datt och keng Alternative méi gesicht ginn. An dat ass dee Punkt, dee mir och bei dëser ganzer Diskussioun opstéisst!

Et gëtt net vill Länner op dësem Planéit – an ech hoffen, datt mer eis doranner wéinstens alleguer eens sinn –, déi manner Interesse un engem militäresche Konflikt hu wéi Lëtzebuerg. An déi Tatsaach misst eis eigentlech dozou beweegen, alles ze maachen, fir aus där aktueller Oprëschtungsspiral nees erauszekommen an op Deeskalatioun hinzeschaffen, fir zumindest emol ze probéieren, zesumme mat aneren europäesche Länner e Géigenentworf ze entwéckelen zur aktueller Kollisiounsrhetorik, fir Weeër opzezeechnen, wéi mer nees kënnen zréckfannen an eng Welt, wou d'Vëlkerrecht vu jiddwerengem respektéiert a verdeedegt gëtt.

Wa jiddwereen op der Welt just nach vu Krich schwätzt an oprüst, wa jiddweree sech scho vu vireran ergëtt a kee méi probéiert, Brécken ze bauen, mee da riskéiere mer, datt dat Ganzt eng Self-fulfilling Prophecy gëtt, an da wäert et iergendwann effektiv knuppen – an dann: Gutt Nuecht!

Ech sinn net domat d'accord, datt mer all Joer Honnerte Milliounen a Krichsmaterial investéieren, fir eisen Obolus un d'NATO ze entriichten. Wat ech awer nach manner novollzéien an nach manner akzeptéiere kann, ass déi diplomatesch Passivitéit, mat där och Lëtzebuerg dat alles iwwer sech ergoe léisst!

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

D'Regierung hätt elo d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gudde Moien. Ech mengen, an enger Demokratie muss a soll een iwwer alles kënne schwätzen, haaptsächlech och iwwer sou wichteg Theemen an och kriddeleg Theemen, wéi se de Moien hei um Ordre du jour stinn. Ech begréisse wierklech all Debat, dee mer iwwert d'Zukunft vun eiser Arméi an iwwert d'Zukunft vun eiser Verdeedegung féieren.

Allerdéngs: D'Positioun vun der Regierung, wat den obligatoresche Militärdéngscht ugeet, hunn ech, mengen ech, vun Ufank u ganz, ganz kloer genannt. Do huet och kee seng Meenung geännert. Dat ass definitiv net de Fall.

Dës Diskussiounen – a Verschiddener vun Iech hunn dat och scho gesot –, déi féiere mer a ganz Europa. Ech mengen, et ass ganz normal, dass säit e puer Joer elo – bon, ech mengen, et ass elo zéng Joer hier, dass d'Krim annexéiert ginn ass, dräi Joer, wou mer de volle Krich vu Russland géint d'Ukrain gesinn –, effektiv esou Diskussiounen a verschiddene Länner stattfannen. Verschiddener hunn d'Wehrpflicht, anerer net. Aner Länner hu se entre-temps agefouert. Mee dass dat Diskussioune sinn an all EU- an NATO-Länner, mengen ech, ass zimmlech normal. An dat héieren ech natierlech och vu mengen Homologinnen an Homologen.

An de Kontext ass wierklech ganz kloer: Mir sinn hei enger Gefor ausgesat, säit de Krich ugefaangen huet. D'Menace vu Russland ass effektiv ganz reell. An dodrop musse mir eis preparéieren, an dofir musse mir eis Defense och besser opstellen. Dat si mer och voll amgaangen ze maachen. An dat ass elo näischt Neies. Mäi Virgänger huet dat scho gemaach an ech féieren déi Aarbecht weider.

Well och deemools schonn huet sech de Fränz Bausch am Kontext vun de leschten NATO-Targets zesumme mat der Regierung fir de binationale Batailloun ausgeschwat. Dat bedeit eng komplett Transformatioun vun eiser Arméi. Et ass a bleift eng militäresch an eng politesch Prioritéit. D'NATO verlaangt dat vun eis – vun eis, an dësem Kontext, zesumme mat der Belsch. A fir dëse Bataillon binational dann och ëmzesetzen, brauche mer am Fong haaptsächlech Karriärsmilitär. An do hëlleft eis dann en eventuellen obligatoresche Militärdéngscht och net weider.

Mir musse weider eisen Deel zur kollektiver Defense bäidroen. Do musse mir eis besser opstellen, dat zesumme mat eisen 31 NATO-Alliéierten. Bis spéitstens 2030 solle mer bei 2 % vun eisem RNB sinn, déi mer an d'Verdeedegung investéieren. Bon, ech mengen, Dir hutt alleguerten och d'Diskussioune ronderëm

dem neien amerikanesche President seng Diskussioun ronderëm 5 % suivéiert. Ech mengen, dat ass wierklech net zilfürend. Mee egal wéi wäerte mer musse méi investéieren.

Mee et geet net duer, just méi ze investéieren. Mir brauchen och méi Personal. Mir brauche méi Personal an der Arméi, fir d'Waffen ze droen, fir d'Kampfgefierer ze fueren, fir mam A400M ze fléien, fir d'Dronen ze pilotéieren a warscheinlech dann och eng Kéier, wa mer mussen a Loftofwier investéieren, fir déi Maschinnen ze bedéngen. Dat heescht, jo, mir brauche Qualitéit, mee mir brauchen déi zwee, mir brauche Quantitéit a mir brauche Qualitéit, an dat, fir eis NATO-Obligatiounen ze erfëllen.

Dëst Joer wäerte mer dann nei NATO-Targets, NATO-Ziler, kréien. Déi Ziler stinn elo nach net fest. Mir wëssen awer, dass se ganz ambitionéiert wäerte sinn. Ech mengen, d'Zäiten, ze spueren, wat de Militär respektiv wat d'Personal respektiv wat d'Investissementer an eis Arméi, an eis Defense ugeet, sinn definitiv eriwwer. A jo, ech hu gesot: „Leider ass dat esou", an ech hu gesot – an ech stinn och dozou –, ech géif se gären anescht investéieren. Mee, Här Baum, dat ass awer net d'Realitéit. An do kann ech nëmme soen: Leider, leider, leider ass dat net d'Realitéit, an där mir liewen!

A wann ech vun den zukünftegen NATO-Targets schwätzen, hunn ech Iech scho gesot, dass ech natierlech, soubal ech kann, och an déi zoustänneg Chamberskommissioun wäert kommen, fir dat mat Iech ze beschwätzen a fir d'Chamber do och enk ze associéieren.

Dës Geforen dann eescht ze huelen, bedeit och, iwwer Méiglechkeeten nozedenken, fir dat néidegt Personal dann och an d'Arméi unzezéien. D'Wehrpflicht – dat ass jo de Sujet vum Debat vun haut – ass fir mech hei keng Léisung fir Lëtzebuerg. An dat hunn ech schonn e puermol gesot, ech hunn et ganz kloer gesot an ech kann dat elo hei och nach eng Kéier ënnersträichen. D'Lëtzebuerger Arméi ass eng Arméi vu Fräiwëllegen. D'Wehrpflicht gouf 1967 ofgeschaaft. Am Koalitiounsaccord – dat hunn ech och schonn à multiples reprises gesot – ass e Militärdéngscht net virgesinn, e gëtt net agefouert an dobäi bleiwe mer!

Mir missten awer kucken – an ech mengen, dat ass jo och hei de Mëtteg ugeschwat ginn, an dofir begréissen ech dësen Debat, wéi och anerer –, fir d'Beruffsbild vum Militär dobaussen opzewäerten. Et ass eng nobel Tâche, déi wierklech Ausdauer, Courage, Motivatioun an Engagement erfuerdert. An et geet hei ëm d'Verdeedegung vun eiser Fräiheet, vun eiser Demokratie, dem Fundament vun eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen. Et geet ëm d'Defense vun eise Wäerter, vun eise Prinzippien, vun der Rechtsstaatlechkeet, vun de Mënscherechter an och vum Multilateralismus, dee jo de Moment trotzdeem och vu verschiddene Säiten a Fro gestallt gëtt. An de Stellewäert vun der Arméi an eiser Gesellschaft muss eis all méi bewosst ginn.

Mir sinn also aktiv dobäi, d'Aarbechtskonditioune bei der Arméi ze verbesseren. Mir investéieren an nei a modern Infrastrukturen. Ech mengen, alleguerten déi, déi mol um Härebierg laanschtfueren oder dohinner ginn – Verschiddener vun Iech ware jo och rezent zu verschiddenen Occasiounen do –, déi gesi wierklech, wéi et do weidergeet. Rezent hutt Dir d'Gesetzesprojete gestëmmt, wat de Bleesdall an de Waldhaff ugeet. Ech mengen, alles dat si wichteg Investissementer, déi dann och fir d'Zukunft d'Arméi méi attraktiv maachen. Mee, wéi gesot, verschidde Chantiere si wierklech voll amgaangen, wäerten ofgeschloss ginn. Anerer fänken eréischt un. Dat ass esou. Dat heescht, dat ass wierklech eppes, wat mer och méi à moyen terme musse kucken.

Mir hunn eis Kommunikatioun verbessert. Dovu sinn ech iwwerzeegt. Mir weisen an der Kommunikatioun elo och méi drop hin, dass de Beruff vum Militär wierklech ganz villfälteg ass. Mir brauchen Zaldotinnen, mir brauchen Zaldoten um Terrain. Mir brauche Pilotinnen, mir brauche Piloten. Mir brauche Loadmaster. Mir brauche Cyberexpertinnen an - experten. Mir brauchen Experten an der Satellittekommunikatioun an esou weider. Ech mengen, et ass wierklech ganz vill méi wéi – ech weess net méi, wien et gesot huet – de Militär, deen duerch de Bulli trëppelt. Och d'psychologesch Betreiung wëlle mer weider ausbauen a verbesseren. Do gëtt dru geschafft. An doriwwer eraus hunn ech der Arméi den Optrag ginn, nei, konkreet Pisten auszeschaffen, wéi mir méi Leit dann och fir den Déngscht an der Arméi motivéiere kënnen.

Eng gutt opgestallten Arméi, dat ass definitiv kee Luxus. Dat ass eng Necessitéit. Mir schwätzen hei ..., oder et ass och d'Fro gestallt ginn iwwert d'Rekrutementszuelen. Ech mengen, et ass an allen NATO-Länner en Theema, wat ëmmer och nees opkënnt, och an den Diskussioune mat mengen Homologinnen an Homologen. Rekrutéieren ass net einfach, haaptsächlech wa mer gesinn, wéi d'international global Situatioun ass. Da muss ee wierklech ganz, ganz motivéiert sinn, fir an d'Arméi ze goen. Dat heescht, de Kontext ass keen einfache fir ze rekrutéieren. An dach musse mer eis ustrengen, fir dat ze maachen. Déi genau Zuele kann ech och gären noreechen.

Iwwert d'Defense an d'Arméi eraus musse mer awer och kucken, dass mir als Land-insgesamt méi resilient sinn. An do gëtt oft geschwat vun Whole-of-Government/Whole-of-Society Approach. Ech mengen, net nëmmen am Krichsfall, wann eis Arméi eventuell misst un d'Front, ausserhalb vun eiser Front, kämpfe goen, mussen d'Leit och weider fonctionéiere kënnen. Dat heescht, dat si wierklech Saachen, do muss d'ganz Regierung matschaffen. Ech kann do vläicht op e Rapport verweise vum fréiere President vu Finnland Sauli Niinistö.

Ass meng Zäit schonn ofgelaf?

Plusieurs voix | Jo.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Da maachen ech elo méi séier.

M. Claude Wiseler, Président | D'Luucht ass rout, jo.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | De fréiere President vu Finnland huet e Rapport am Optrag vun der Madamm von der Leyen erausgi viru e puer Méint, „Strengthening Europe's Civilian and Military Preparedness and Readiness". An do wëll ech vläicht just een Zitat virliesen, well dat mer gefält: „Preparedness cannot be built on the hope that worst-case scenarios will not materialise." Voilà, an an deem Kontext musse mer eis opstellen. Hie seet dat och. Mir däerfen net a Siloen denken, weeder an eiser Regierung nach am europäesche Kontext.

Russland féiert e militäresche Krich, mee och en hybride Krich. An dee Krich gëtt gefouert, dee militäresche géint d'Ukrain, deen hybride géint eis Demokratie, géint d'EU, géint d'NATO, géint Lëtzebuerg, mee och géint eis Wäerter a géint eis Fräiheet. Mir gesi Sabotageattacken. Och am Cyberespace, mengen ech, misste mir eis besser opstellen.

Ech schléissen of, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, fir Iech ze soen, dass d'Regierung decidéiert huet, en interministeriellen Aarbechtsgrupp ënnert der Leedung vum HCPN op d'Been ze stellen. Dat hunn ech proposéiert, well dat schéngt mer wierklech wichteg. An dëse soll dann am Optrag vum Premier an op deem seng Demande all concernéiert Acteuren zesummebréngen, an dorënner natierlech och d'Arméi an d'Defense. Hei geet et drëms, eng kohärent Strategie fir d'national Resilienz auszeschaffen an eis dat ze proposéieren.

An ech mengen, an deem Kontext sollen déi Iddien, déi haut hei och op den Dësch geluecht gi si vu verschiddene Säiten, och do mat afléissen. Ech mengen, et ass hei vu Reserv geschwat ginn. Et ass vum CGDIS geschwat ginn. Ech mengen, all déi Saachen, déi missten zesummekommen an engem nationale Resilienzplang. An dat ënnersteet effektiv der Kompetenz vum HCPN.

Als Land an als Alliéiert, wéi gesot, dann zesumme mat eise Partner, musse mir eis wierklech fir eng Zukunft opstellen, wou Fridden a Fräiheet keng Selbstverständlechkeet sinn. An dofir brauche mer Investitiounen an eis Defense. Dofir brauche mer Personal. Mir brauche ganz kloer méi Fraen a Männer an eiser Arméi, mee op fräiwëlleger Basis. An dorop fokusséiere mir eis, an net op eng Wehrpflicht.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss an och d'Diskussioun wär domat ofgeschloss.

Da géinge mer awer nach zum Vott vun de Motioune kommen. Ech hunn dräi Motiounen hei leien an ech géing proposéieren, datt mer déi der Reiefolleg no huelen, wéi se erakomm sinn. Dat wär fir éischt d'Motioun vum Här Goergen, déi virun e puer Wochen deposéiert ginn ass, dann d'Motioun, déi d'Madamm Braz deposéiert huet, an dann d'Motioun, déi den Här Arendt deposéiert huet.

Motion de M. Marc Goergen relative à introduction du service militaire obligatoire

Da géinge mer ufänke mam Vott vun där éischter Motioun, an zwar der Motioun vun dem Här Goergen. Här Goergen, wollt Dir nach eppes dozou soen?

(Négation)

Vläicht duerno.

Wie wëll zum Här Goergen senger Motioun nach Stellung huelen? Den Här Weidig, soss gesinn ech einstweile keen. Här Weidig, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech wollt just kuerz soen, datt mir dat als ADR-Fraktioun matstëmmen, well mir wëllen den obligatoresche Militärdéngscht net afëieren. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Gëtt et nach en aneren, deen dozou wëllt d'Wuert huelen? Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci. Merci, Här President. Och mir als Lénk ënnerstëtzen déi Motioun vun de Piraten. Si huet de Virdeel, datt se einfach, kloer a konzis ass, wat ee vun der zweeter an der drëtter Motioun leider net behaapte kann.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Hunn ech nach eng aner Wuertmeldung? Dat ass net de Fall. Da géing ech d'Motioun vum Här Goergen zum Vott ...

(Interruption par M. Marc Goergen)

A, Här Goergen. Dir wollt nach eppes soen.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Also, den Här Baum huet et richteg gesot. Et ass ganz einfach: Hei an dëser Motioun geet et drëm, dass ee keen obligatoresche Militärdéngscht afëiert,

egal wat d'Bedéngunge sinn, egal wat d'Konditioune sinn. Et ass e bësse méi eng haart Motioun, mee dat ass awer och, fir dass een zu senge Wäerter steet, déi mer eigentlech alleguerten um Riednerpult hei genannt hunn.

Déi drëtt Motioun – ech wäert se och matstëmmen – ass méi soft: dass een d'Konditioune verbessert, ouni dass een op eng obligatoresch Wehrpflicht zréckgräift. Et ass awer net esou, dass ee se kategoresch ausschléisst.

Dat heescht, et ass eigentlech esou: Wien déi heite Motioun matstëmmt, seet ganz kloer, dass seng Partei kategoresch den obligatoresche Militärdéngscht ausschléisst. Bei der drëtter Motioun ass et net méi esou kategoresch.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, dat gesot, géif ech dann dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmme bei 35 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel.

Motions

Motion 1

Da komme mer bei déi zweet Motioun, dat ass d'Motioun vun der Madamm Liz Braz. Wie wëllt dozou nach Stellung huelen? Den Här Donnersbach, den Här Goergen, den Här Weidig, den Här Baum, d'Madamm Tanson an den Här Arendt. Mir fänke mam Här Arendt un.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Merci och fir déi Motioun. Mir sinn zwar der Meenung, datt mer déi Motioun sollten an d'Kommissioun eriwwerhuelen, well et betrëfft net nëmmen d'Defense, soudass mer vun der Defense aus kéinten nach aner Kommissioune matabezéien. Dat wär also déi Propos, déi mir als DP hei géinge maachen an der Hoffnung, dass d'Madamm Braz déi unhëlt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Dann ass d'Wuert fir den Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech géif mech där Propos gären uschléissen, déi den Här Arendt grad gemaach huet. Ech mengen, do sinn e puer Proposen, Iddien an dëser Motioun dran an et wär interessant, déi an der Kommissioun ze diskutéieren. An doméinst géif ech, wéi gesot, déi Propos vum Här Arendt ënnerstëtzen, wann d'LSAP dat och esou gesäit.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Dann d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ma ech fannen dat eng ganz gutt Propositioun. Mir hunn eis nämlech d'Fro gestallt, wéi mer dat dote gelies hunn …, zemools par rapport zu deem Gesellschaftsdéngscht, dee proposéiert gëtt, eppes, wat mer natierlech ganz sympathesch fannen. Mir hu jo am Moment e Service volontaire national. Do kéint ee jo kucken, dass deen emol géif evaluéiert ginn, fir ze gesinn, wéi eng Konsequenzen een aus esou enger Evaluatioun kéint zéien.

Oder ass et éischter d'Fro gewiescht vun enger Reserv – wou mir ganz favorabel sinn –, déi dann awer elo net aus der ganz breeder Populatioun géif bestoen, mee aus deene Leit, déi schonn eng Kéier de Militärdéngscht gemaach hunn, wourop een natierlech och kéint esou eppes opbauen?

Duerfir wier just meng Fro awer un d'Majoritéit, a wéi enger Kommissioun Der dat da wéilt diskutéieren. Well dat eent concernéiert jo wierklech net d'Verdeedegung. An dat war och dat, wat ech virdrun a menger Ried gemengt hunn. Ech fannen déi Vermëschung e bësse schwiereg. Dat eent ass wierklech eng gesellschaftlech Fro: Wéi engagéiere mer eis? Wéi fërdere mer de Benevolat? Wéi ënnerstëtze mer dat? An dat anert ass: Wéi verteidege mer eis als Land? A wéi kënne mer kontribuéieren zu eisen Obligatiounen, déi mer hunn?

Dat si fir eis zwou verschidden Diskussiounen an zwou verschidde Froen, déi mer eigentlech och misste separat traitéieren, déi awer alle béid wichteg sinn an och déi Diskussioun meritéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, also, mir hunn eis déi Saachen ugekuckt. Also, mir kënnen am Fong domat averstane sinn. De fräiwëllege Militärdéngscht soll bleiwen, dat fanne mer ok. D'Attraktivitéit méi héich, och. Mir hu lo net de Gesellschaftsdéngscht, mee mir hunn an eisem Walprogramm dat soziaalt Joer fir zwielef Méint. Dat heescht, et ass och relativ änlech zu deem, wat mir hunn. A Skillmapping, dat fanne mer am Fong am Prinzipp och keng schlecht Iddi.

Duerfir: Mir hätte kee Problem, dat matzestëmmen, mee mir kënnen awer och dermat liewen, wann et an d'Kommissioun geet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, jo, wat hunn d'Kolleege vun der LSAP do gemaach?

(Hilarité et interruptions)

Also, mat deenen zwee éischten Tirete kann ee ganz averstane sinn.

Dann hunn ech mer déi Fro gestallt, wat dee Gesellschaftsdéngscht dann ass. Ob dat esou eppes soll si wéi a Frankräich de Service national universel, wou, mengen ech, esou zimmlech jiddwereen de Geck domadder mécht – op jidde Fall mécht de PS e relativ staark –, deen och net wierklech gëeegent ass, fir, mengen ech, gesellschaftlech Froen hei zu Lëtzeuerg unzegoen.

An dann d'Fro vum Skillmapping, wou ech mer soen: Mee ech wëll dach net, datt iergendwou meng Kompetenzen … A wat soll dat da sinn, meng Kompetenzen?

(Hilarité et interruptions)

Also, ech … Dat sinn alles Saachen, wësst Der, wou ech denken, …

M. Guy Arendt (DP) | Wann Dir et net wësst …

M. Marc Baum (déi Lénk) | … do misst ee wierklech drop oppassen.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech hunn awer kee Problem domadder, wann dat an enger Kommissioun soll diskutéiert ginn. Mir diskutéiere jo iwwer vill Saachen. Dat kann dann och do diskutéiert ginn.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, wéi mer d'Motioun kritt hu vun der Madamm Braz, du gouf et och e puer Fragezeichen. Also, d'Iddi derhannert ass ganz gutt, och déi eenzel Proposen. Et war eeben d'Fro, wat dat herno genau ass, deen neie Gesellschaftsdéngscht. Et kann eemol alles an et kann awer och näischt sinn.

An dofir ass déi Propos vum Här Arendt, dass dat an d'Kommissioun geet, ganz nobel a ganz gutt, well da kann een dat eng Kéier duerchdiskutéieren, fir eng Kéier ze kucken, wat da genau gemengt ass, well dat aus dem Text elo net direkt ervirgeet – wat normal ass an enger Motioun –, mee dass een awer e bëssen e Gefill kritt, wéi d'Richtung ass. A vläicht fënnt ee jo och eng Majoritéit, fir esou eng Iddi ëmzesetzen, déi dann och ouni Zwang ass. Mee Dir schreift jo gutt: „fräiwëlleg", dann ass dat fir eis och ok.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An ech ginn dovunner aus, datt d'Madamm Braz iwwert déi nobel Propositioun vum Här Arendt wëllt eppes soen.

(Hilarité)

Mme Liz Braz (LSAP) | Jo, et ass effektiv eng Propositioun, déi mir begréissen. Mir hunn dat doten elo esou an de Raum gestallt. Do ass ganz sécher nach Klärungsbedarf. Dat hu mer jo och elo eraushéieren aus de Reaktiounen. Do gëtt et ganz vill verschidde Konzepter. Ech mengen, dass Lëtzebuerg do eppes ganz Spezifesches fir sech selwer misst ausschaffen, wat op eis Taille an op eis Ressourcë géif passen.

Wéi gesot, mir bleiwen dobäi, dass d'Verdeedegung eppes ass, wat mir méi breet gesi wéi just de reng militäresche Volet. Mir bleiwen och dobäi, dass dat aktuell e ganz wichtege Sujet ass, wou et e bëssen naiv ass, dat nëmmen als „sech am Norden am Bulli ze wenzelen" ze gesinn.

(Interruption)

Dofir begréisse mer och der Ministesch hir Initiativ mat deem interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee warscheinlech dann och verschidde vun deene Pisten, déi mer haut ugeschwat hunn, wäert ausschaffen. Mir freeën eis op alle Fall, dass dat dote soll zum Sujet ginn, an hoffen, dass mer do dann och schonn an noer Zukunft wäerte weider progresséieren.

Villmools merci. A mir huelen natierlech d'Propos un, dat doten an d'Kommissioun ze huelen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, merci. Da bleift der Madamm Tanson hir Fro: Wellech Kommissioun? Mee ech mengen, et ass och un der Conférence des Présidents, déi Diskussioun ze féieren: Wouhin? An eng oder méi? A wat fir eng? Ech freeë mech och op déi Diskussioun, Madamm Tanson.

(Hilarité)

Mee loosst eis déi dann do féieren.

Ech gesinn also, datt jiddwereen averstanen ass. Kënne mer also mat Main levée decidéieren, datt dës Motioun an d'Kommissioun geet?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Dann: Wien domat d'accord ass, deen hieft d'Hand.

Ass een dergéint?

D'Géigeprouf: Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun ass also à l'unanimité an d'Kommissioun – oder an eng Kommissioun – verwisen.

(La motion 1 de Mme Liz Braz est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

Motion 2

Da komme mer zur leschter Motioun, der drëtter Motioun, déi deposéiert ginn ass vum Här Baum. Här Baum, wëllt Dir déi nach eng Kéier exposéieren oder duerno Stellung dozou huelen?

(Interruptions)

Une voix | Den Här Arendt ...

M. Claude Wiseler, Président | Pardon. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Kee Problem, Här President. Ech hu mol de Moment näischt bäizeflécken. Et ass alles aus mengen Erklärungen ervirgaangen. Mee vläicht kann ech herno nach, wann aner Kolleegen nach d'Wuert ergräifen, eppes bäiflécken, wann néideg.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Wie wëllt heizou Stellung huelen? Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Wéi virdrun ugekënnegt, wäerte mer déi matstëmmen. Si ass e bësse méi soft, mee mir wäerte se matstëmmen. Mee virun allem bei dem éischten Invite wär et ganz interessant, wann d'Ministesch eis zäitno kéint eng Kéier an der Kommissioun soen, wéi se et da méi attraktiv wëll maachen – mir haten deemools déi Diskussioun vun de Mindestgehälter; mir haten alleguerten déi Diskussiounen –, dass mer, wa mer d'Motioun elo stëmmen, awer och zäitno vun der Ministesch eng Propos kriten, wat da méi attraktiv kéint gemaach ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Jo, och fir eis: Also, déi Motioun ass elo keng Revolutioun, et ass awer och näischt dobäi, wat eis iergendwéi wéideet. Dat si Punkten, déi mer esou kënnen ënnerstëtzen. An dofir wäerte mer och déi heite Motioun dann nach eng Kéier matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géing ech och dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. Vote par procuration.

(Interruptions diverses signalant un problème technique et concertation interne y relative)

Mir musse warscheinlech de Vott nach eng Kéier widderhuelen, well hei e Blocage dran ass.

8. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

Ech géing awer an der Zwëschenzäit, éier mer de Vott widderhuelen, proposéieren – ech hunn nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Paulette Lenert, déi wëllt en Depot vun engem Gesetz maachen –, datt mer hir d'Wuert ginn an da kucken, ob mer duerno dee ganze System erëm un d'Fonctionéiere kréien.

(Interruption)

Eng Motioun. Pardon, Madamm Lenert. Eng Motioun.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Net ze vill iwwereileg, nee.

Jo, par les temps qui courent, mir hunn et gemierkt haut de Moien an den Diskussiounen, stelle mer eis ganz vill Froen, déi mer eis vläicht virun 20, 30 Joer net esou gestallt hunn. Krisen aller Aart, siefen et Pandemien, siefen et Konflikter, siefen et Naturkatastrophen, sinn eng Realitéit ginn. An als Gesellschaft stellt ee sech natierlech d'Fro: Wéi preparéiere mer eis dorobber?

Ech géif gären haut nach eng Kéier en Appell maachen, eis drun erënneren, wéi mer viru fënnef Joer dostoungen, wéi mer iwwerrascht gi si mat enger Pandemie. Mir hunn dat hei am Haus missen erliewen, wat dat bedeit, wann een net richteg preparéiert ass, wann een net dee richtege Cadre légal huet. Mir hunn eis hei quasi am Wochentakt missen zesummesetzen, ganz vill Zäit investéieren, déi een anescht besser hätt kënnen investéieren, fir eis eng gesetzlech Basis ze ginn, déi et eis erlaabt huet, schnell ze handelen.

Mir hunn ons zesummen debrouilléiert, tant bien que mal. Iergendwou läit dat hannert eis, et géif een et gäre vergiessen. An trotzdeem ass et wichteg, dass een net déi selwecht Feeler nach eng Kéier mécht oder, besser gesot, d'Leçonen aus deem zitt, wat ee geléiert huet, an dat, wat engem vill Zäit gefriess huet, déi ee besser hätt kënne verwenden, evitéiert fir d'Zukunft.

An deem Sënn géif ech hei nach gären eng Kéier en drénglechen Appell maachen, dass mer eis als Land sollen e gesetzleche Kader ginn, fir eng Pandemie ze geréieren. Dat ass eppes, wat wichteg ass. Dat, wat viru fënnef Joer geschitt ass, ka muer nees de Fall sinn. Mir kënnen och muer nees eng Kéier blann erwëscht ginn. An et wär scho gutt, wa mer eis hei géifen déi néideg Zäit huelen, fir un deem weiderzeschaffen, wou mer hei eng Kéier – an dat ass guer net esou normal, dat si rar Momenter – e ganz grousse Konsens queesch duerch d'Haus haten. An deen hate mer am Mäerz 2023.

Här President, ënner Ärer Initiativ ware mer eis hei alleguerten eens, dass dat Land hei sollt en definitiivt Pandemiegesetz kréien. An deem Sënn sinn och Viraarbechte gemaach ginn, ech géif dat gäre betounen. Vun deene kann een halen, wat ee wëll, mee si hunn existéiert. Mir hunn no deem Opruff vum Mäerz hei an der Chamber intensiv am Ministère geschafft iwwert de Summer. An ech krut deemools vu menge Leit – an ech weess dat nach ganz gutt, dat war den 12. September – e kompletten Avant-projet de loi virgeluecht, dee knapp war, deen op dat Weesentlecht beschränkt war, mee deen awer eng 20 Säiten ausgemaach huet an a mengen Aen dat Weesentlecht beinhalt huet.

An ech géif gären en Appell maachen iwwert de Wee vun dëser Motioun, dass d'Regierung dach déi Aarbechten erëm soll opgräifen, fir dass mer an der Kommissioun kënnen d'Käpp zesummestrecken. Dat ass sécherlech net perfekt. Vläicht sinn nach aner Iddien do, déi do kënnen afléissen, wéi déi, déi deemools am Gespréich waren. Jiddefalls wär et den Appell, e Projet de loi auszeschaffe vusäite vun der Regierung, deen eis e Pandemiegesetz gëtt, wat gréffeg ass, wou mer net mussen erëm eng Kéier Zäit domadder verbréngen, eis esou e Kader an der Urgence ze ginn, wéi mer dat deemools gemaach hunn.

Ech hoffen hei och op e grousse Konsens a ginn an deem Sënn déi Motioun of. Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant que la pandémie de Covid-19 a montré que les crises auxquelles un pays peut être confronté deviennent de plus en plus complexes et que le risque de propagation de pathogènes sera accru dans les années à venir du fait notamment du réchauffement climatique ;

– considérant qu'un des enseignements tirés de la pandémie de Covid-19 est la nécessité d'une action coordonnée et rapide pour réagir aux crises sanitaires en temps utile et de manière efficace ;

– considérant que sur le plan international et européen toute une série de mesures ont été mises en place pour permettre une surveillance accrue et une meilleure préparation aux futures situations d'urgence sanitaire ;

– considérant que même si les agents pathogènes susceptibles de provoquer une épidémie constituant une menace pour la santé publique peuvent varier, il existe des mesures génériques d'intervention susceptibles d'éviter une surcharge des systèmes de santé et de prévenir l'escalade vers des situations épidémiques ingérables ;

– considérant la motion déposée par M. Claude Wiseler pour le groupe politique CSV en date du 23 mars 2023 considérant que le Gouvernement doit tout mettre en œuvre, afin de tirer toutes les conséquences de la pandémie de Covid-19 et d'être préparé le mieux possible dans le cas d'une éventuelle nouvelle épidémie ;

– considérant qu'à travers cette motion adoptée à l'unanimité par la Chambre des Députés, le Gouvernement fut invité « à élaborer, dans les meilleurs délais, une "Loi pandémie" permettant, en cas d'une nouvelle épidémie ou pandémie, aux Institutions de l'État de réagir de façon rapide, efficace et proportionnelle dans un cadre précisément prédéfini »,

invite le Gouvernement

– à reprendre les travaux entamés au sein du ministère de la Santé ayant conduit à l'élaboration en interne d'un avant-projet de loi sur les situations épidémiques constituant une menace pour la santé publique ;

– à proposer dans les meilleurs délais un cadre légal

• clarifiant la notion d'épidémie constituant une menace pour la santé publique,
• garantissant l'implication de la Chambre des Députés tant au niveau du constat que du suivi d'une situation épidémique à portée nationale, ceci par exemple à l'image de la législation allemande sur les épidémies,
• définissant plusieurs degrés d'urgence allant d'une situation où le système est simplement sous tension vers des situations ayant un impact modéré, voire sévère et correspondant à une situation de crise majeure,
• établissant un catalogue de mesures pouvant être mises en place en fonction du degré de gravité et garantissant

que les mesures les plus restrictives de liberté ne peuvent être prévues que pour le niveau de gravité le plus élevé,
• prévoyant la création d'un comité consultatif suivant les recommandations de l'OCDE concernant la gouvernance en période de crise et mettant en avant qu'il serait souhaitable d'inclure, aux côtés d'experts scientifiques, également des acteurs de la société civile,
• incluant des dispositions exhaustives relatives au traitement des données afin de conjuguer tant les impératifs de protection des données personnelles que les besoins de suivi épidémiologique et d'évaluation ex-post de l'efficacité des mesures de prévention.

(s.) Paulette Lenert.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

9. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'introduction éventuelle du service militaire obligatoire

Motion de M. Marc Goergen relative à introduction du service militaire obligatoire (suite)

An da komme mer zréck zum Punkt vu virdrun.

Vote sur la motion 2 (suite)

An der Zwëschenzäit hunn ech d'Resultat vum Vott a Pabeierversioun kritt. D'Resultat vun deem Vott ass, datt déi Motioun mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl ginn ass.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Fernand Etgen), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

An domat wäre mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.56 heures.)

61e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 31
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 31
   M. Claude Wiseler, Président | M. Gilles Baum | M. David Wagner
3. **Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring** p. 31
   Exposé : Mme Joëlle Welfring
4. **Dépôt d'une résolution par M. Paul Galles** p. 32
   Exposé : M. Paul Galles
5. **Ordre du jour (suite)** p. 32
   M. Claude Wiseler, Président
6. **8443 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées** p. 32
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino
   Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8443 et dispense du second vote constitutionnel
7. **Interpellation de Mme Francine Closener sur les écoles européennes publiques** p. 33
   Exposé : Mme Francine Closener (dépôt de la motion 1)
   Débat : M. Ricardo Marques | Mme Barbara Agostino | M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. David Wagner
8. **Dépôt d'une motion par Mme Barbara Agostino** p. 41
   Mme Barbara Agostino (intervention de M. David Wagner)
9. **Interpellation de Mme Francine Closener sur les écoles européennes publiques (suite)** p. 41
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Francine Closener (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Francine Closener (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Claude Meisch) | M. le Ministre Claude Meisch | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
   Motion 1 : Mme Francine Closener | M. Gilles Baum | M. Fred Keup (interventions de M. Gilles Baum) | M. David Wagner
   Vote sur la motion 1 modifiée (rejetée)
   Motion 2 : M. David Wagner | M. Gilles Baum | Mme Francine Closener | M. Fred Keup
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
10. **Dépôt d'une motion par Mme Barbara Agostino (suite)** p. 47
    Exposé : Mme Barbara Agostino
11. **Ordre du jour (suite)** p. 47
    M. Claude Wiseler, Président
12. **Motion de M. Marc Baum relative à l'introduction de la thématique des violences domestiques et des violences fondées sur le genre dans les cursus scolaires** p. 47
    Discussion générale : M. Gilles Baum | Mme Nathalie Morgenthaler | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Marc Baum
13. **Ordre du jour (suite)** p. 48
    M. Sven Clement
14. **Motion de M. Marc Baum relative à l'introduction de la thématique des violences domestiques et des violences fondées sur le genre dans les cursus scolaires (suite)** p. 48
    Vote sur la motion (rejetée)
15. **Motion de Mme Barbara Agostino relative à la poursuite et le renforcement du développement de programmes de sensibilisation en matière de lutte contre la violence fondée sur le genre et en matiére de santé affective et sexuelle** p. 49
    Discussion générale : Mme Joëlle Welfring | Mme Claire Delcourt
    Vote sur la motion (adoptée)
16. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 16e conférence de l'ONU sur la biodiversité, de la 29e conférence de l'ONU sur les changements climatiques et de la 16e conférence de la convention de l'ONU sur la lutte contre la désertification** p. 49
    Exposé : M. Paul Galles
    Débat : M. Luc Emering | M. Franz Fayot | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1) | M. Marc Goergen (intervention de M.

André Bauler) (dépôt de la motion 2) | M. David Wagner (intervention de M. Marc Baum)
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre)
Motion 1 : M. Paul Galles | M. Franz Fayot | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
Motion 2 : M. Jeff Boonen | Mme Carole Hartmann | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring | M. Georges Engel | M. Marc Goergen (interventions de M. Jeff Boonen)
Vote sur la motion 2 (rejetée)
17. 8478 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux pouvoirs de signature **p. 58**
Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson
Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre 8478
18. Motion de M. Meris Sehovic relative à la gestion gouvernementale des politiques d'asile et des conditions d'accueil **p. 58**
Exposé : M. Meris Sehovic
Discussion générale : Mme Mandy Minella | Mme Stéphanie Weydert | M. Tom Weidig | Mme Liz Braz | M. Sven Clement (intervention de Mme Mandy Minella) | M. Marc Baum | Mme Carole Hartmann | Mme Liz Braz | M. Sven Clement | Mme Carole Hartmann (intervention de Mme Liz Braz) | M. Meris Sehovic
Vote sur la motion (rejetée)
19. Ordre du jour (suite) **p. 61**
M. Sven Clement | M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Wéi gëschter scho virgesi gëtt proposéiert, d'Motioun vum Här Marc Baum iwwert d'Aféierung vum Theema vun der haislecher a geschlechtlecher Gewalt an de Schoulen nom Projet de loi 8443 op den Ordre du jour ze setzen.

Et gëtt och proposéiert, d'Motioun vum Här Meris Sehovic iwwert d'staatlech Verwaltung vun der Asylpolitick a vun den Opnamebedéngungen, déi de Moien deponéiert gouf, als leschte Punkt op den Ordre du jour vun haut de Mëtten ze setzen.

Des Weidere gëtt proposéiert, d'Motioun vun der Madamm Paulette Lenert iwwert d'Reprise vun den Aarbechten um Avant-projet de loi iwwert d'epideemesch Situatiounen, déi de Moien deponéiert gouf, op den Ordre du jour vun en Donneschden de Mëtten no der Interpellatioun iwwert de Stellewäert an d'Opwäertung vun de Gesondheetsberuffer ze setzen.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerunge vum Ordre du jour vun haut de Mëtten a vum Ordre du jour vun en Donneschden averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Elo hunn ech nach dräi Wuertmeldungen. Ech gi fir d'éischt dem Här Baum d'Wuert, an da fuere mer weider.

M. Gilles Baum (DP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt Iech froen, ob et méiglech wär, dass mer déi Motioun vum Kolleeg Marc Baum, déi mer virgesinn hate fir haut, hannert den zweete Punkt vum Ordre du jour leeën, dat heescht, wann den Debat iwwert d'Europaschoule fäerdeg wär, dass mer se dann zu deem Moment géifen zur Ofstëmmung bréngen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat kënne mer och maachen. Mir hunn zwar elo just decidéiert nom éischte Punkt, mee ech hunn awer och kee Problem, wann den Här Baum d'accord ass, se nom zweete Punkt ze huelen. Dat kënnt a priori op dat selwecht eraus. Ass den Här Wagner am Numm vum Här Baum domat d'accord?

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, meng telepathesch Méiglechkeeten hu mir gesot: „Jo."

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Da soen ech Iech Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

3. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

Dann hunn ech eng Wuertmeldung vun der Madamm Joëlle Welfring fir unzefänken, an duerno vum Här Paul Galles.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Gudde Mëtteg, alleguer. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet an deene leschte Méint zwee Projet-de-loien iwwert déi nei an erweidert Ëffnungszäiten am Commerce virgeluecht, an dës suerge säitdeem fir vill Diskussiounen. Dës Diskussioune sinn och wichteg a weisen, dass et e Bedarf dofir gëtt, dass mer eis och hei mat dësem Theema befaassen.

A wann een dës Diskussioune suivéiert a sech souwuel mat de Suerge vun den Employéë wéi mat deene vun de Betriber auserneesetzt, weess een, dass d'Andréck an d'Besoinen zum Deel staark auserneendriften. Jiddweree fënnt gutt Beispiller, déi solle beweisen, dass entweeder méi oder manner soll flexibiliséiert gi bei den Ëffnungszäiten. An esou Fäll hëlleft et, wann een objektiv Zuelen oder evaluéiert Zenarien huet, déi d'Effekter vun neie Reegelen op eis Gesellschaft duerleeën, iert een eng Decisioun hëlt.

A genee dat ass den Objet vun eiser Motioun, déi och vun de Kolleege vun der LSAP, vun déi Lénk a vun de Piraten ënnerschriwwe gouf. Et ass en Opruff un d'Regierung, eng evidenzbaséiert Politick ze maachen a sech d'Moyenen ze ginn, fir d'Etüd vum LISER, déi 2018 veröffentlecht gouf, ze aktualiséieren. Dir wësst: 2018, dat war virun der Pandemie a virum Iwwerfall vun der Ukrain an d'Welt war nach eng aner. Et wier eiser Meenung no och wichteg, de Scope ze erweideren an eebe grad de Suerge vu béide Säiten, Salariat a Patronat, Rechnung ze droen an och net just Meenungen ze analyséieren, mee och d'Effekter vu verschiddenen Ëffnungszäiten op eis Gesellschaft ze bewäerten.

Mir fannen et wichteg, dass mer eng gutt Wëssensbasis hunn, iert mer legiferéieren. An dofir war et eis och wichteg, dës Motioun am Virfeld vun de legislativen Aarbechte vun dëse Gesetzesprojeten ze deposéieren. A mir hoffen op eng breet Zoustëmmung.

Merci.

Motion

« relative à l'extension du travail dominical et des heures d'ouverture dans le commerce de détail »

La Chambre des Députés,

considérant

– que le Gouvernement propose l'élargissement du travail dominical, ainsi que l'extension des horaires d'ouverture du commerce de détail, notamment en soirée ;

– que des avis divergents existent sur l'opportunité et les effets potentiels d'un élargissement du travail dominical et d'une extension des horaires d'ouverture du commerce de détail ;

– qu'en 2018, une étude au sujet de l'organisation du travail et des heures d'ouverture dans le commerce de détail, commanditée par le Ministère de l'Économie, avait été menée par le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) ;

– que les résultats de l'étude du LISER datent de 2018 et qu'une actualisation s'impose afin de refléter adéquatement les réalités et les préoccupations postpandémiques des salarié.e.s ;

– que le champ d'étude de l'étude en question ne comprend pas l'analyse des effets potentiels des réformes actuellement discutées ;

– que par conséquent, la validité des conclusions de l'étude est remise en question notamment par les représentants patronaux ;

– l'importance de mener une politique fondée sur des faits et des preuves,

invite le Gouvernement

– à commanditer une actualisation de l'étude précitée afin de disposer d'une analyse objective de la situation et des préoccupations des salarié.e.s et des entreprises ainsi que d'une évaluation des effets potentiels d'un élargissement des heures d'ouverture et/ou du travail dominical dans le commerce de détail.

(s.) Joëlle Welfring, Marc Baum, Djuna Bernard, Sven Clement, Georges Engel, Sam Tanson.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

4. Dépôt d'une résolution par M. Paul Galles

Dann ass elo d'Wuert fir den Här Paul Galles fir den Depot vun enger Resolutioun.

Exposé

M. Paul Galles (CSV), auteur | Jo, merci villmools, Här President. Ech deposéieren eng Resolutioun am Bezuch op déi sougenannte „geplangte Presidentschaftswalen" am Belarus elo de 26. Januar, dat heescht an e puer Deeg, a véier Deeg. Dir wësst, dass mer eis als Chamber ëmmer erëm och ausdrécken zu international relevanten Thematiken, besonnesch wann et ëm Ongerechtegkeete geet. An Dir wësst och, dass ech déi Éier hat, am Conseil de l'Europe an der Assemblée parlementaire e Rapport ze schreiwen – besonnesch d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der APCE wëssen dat – iwwert d'Situatioun vun deenen exiléierte Belarussen an de Länner vum Conseil de l'Europe. Et gouf nach en anere Rapport iwwregens vun engem Kolleeg vun de Sozialdemokraten iwwert déi innepolitesch Situatioun am Belarus an och doriwwer, wéi dann déi Gesellschaft am Belarus ka preparéiert gi fir eng demokratesch Zukunft.

Dat si Rapporten, déi derzou gefouert hunn, dass eng grouss Sensibilitéit an de Länner vum Conseil de l'Europe dofir entstanen ass, eebe grad déi belarussesch Cause ze verteidegen. An esou ass och eng ganz Dynamik entstanen, déi derzou gefouert huet, dass sech Frëndschaftsgruppen an den eenzele Parlamenter gegrënnt hunn, déi dann erëm eng Kéier matenee schaffen, fir zum Beispill dann eeben och zäitgläich – oder an der selwechter Woch oder zur selwechter Zäit – Initiativen an de Parlamenter ze ergräifen, wéi zum Beispill och eng Resolutioun, déi änlech wéi déi heiten och an anere Parlamenter an dëser Woch an deenen nächsten Deeg agereecht wäert ginn.

Et geet drëms, déi Presidentschaftswalen net unzeerkennen, aus zwee Grënn: well deen Diktator, deen do ass, de Lukaschenko, oder Lukaschenka op Belarussesch, bis elo eigentlech op eng illegitimm Aart a Weis un der Muecht ass – dat hunn déi Observateure vun deemools, vun 2020, esou confirméiert – a well säitdeem – an dat ass den zweete Grond – och immens Represaillen am Land passéiert sinn, ganz vill politesch Prisonéier am Land an Haft si beziehungsweis dann och ganz vill Familljen a Leit hu missen de Belarus no 2020 verloossen. Et rechent ee mat bis zu enger hallwer Millioun vu Leit, déi an d'Länner vum Conseil de l'Europe hu misse flüchten.

Déi heite Resolutioun soll eis derzou opruffen als Chamber, déi Walen, déi Presidentschaftswalen, déi gefaket sinn – et ass eng Show hannen um Enn, et gëtt keng Kandidate vun der Oppositioun, et ass alles preparéiert, si ass en halleft Joer no vir gezu ginn, eigentlech géint d'Verfassung vum Land, fir eeben alles aneres ze veronméiglechen, also och en Opstoe vun der Oppositioun ze veronméiglechen –, vu vireran net unzeerkennen, dann awer och d'Fräiloossung vun alle politesche Prisonéier ze fuerderen an dann och ze kucken an ze fuerderen, dass dat Land an eng demokratesch Zukunft ka goen, an dofir och déi demokratesch Forcë vum Belarus, déi exiléiert sinn, ze ënnerstëtzen.

Ech soen de Kolleeginnen an de Kolleege vun deenen eenzelne Fraktiounen a Sensibilitéiten, déi hei mat ënnerschriwwen hunn, Merci. Mir hunn et bal gepackt bis eng Unanimitéit. Ech hu bei der ADR laang probéiert, meng Iwwerzeegungskraaft wierken ze loossen. Et huet net grad ganz geklappt. Den Här Keup, dee ka jo dann erklären, firwat d'ADR et elo net ënnerschriwwen huet. Merci heifir. An ech soen Iech och nach eng Kéier Merci fir d'Ënnerstëtzung fir dat Land, wat eng demokratesch Zukunft méi wéi verdéngt huet.

Résolution

« concernant les élections présidentielles en Bélarus prévues pour le 26 janvier 2025 »

La Chambre des Députés,

– considérant les évaluations internationales des précédentes campagnes électorales sous le régime de Loukachenko, jugées non libres, non équitables, et non conformes aux critères de l'OSCE ;

– rappelant le caractère illégitime du régime de Loukachenko suite à la manipulation des élections de 2020 et à la répression des manifestations pacifiques qui ont suivi ;

– observant que l'élection présidentielle prévue pour le 26 janvier 2025 a été avancée de six mois par rapport au délai légal et se déroule dans un climat de peur marqué par des arrestations massives d'opposants politiques, avec 1.265 prisonniers politiques identifiés au 30 décembre 2024, dont des figures majeures comme le lauréat du prix Nobel de la paix Ales Bialiatski ;

– notant que les conditions et le cadre institutionnel nécessaires à la tenue d'élections libres et équitables n'existent pas en Bélarus, les partis d'opposition, syndicats indépendants, organisations de la société civile et médias indépendants ayant été systématiquement démantelés ;

– soulignant que la campagne actuelle est encore moins libre que les précédentes, les candidats enregistrés étant affiliés au régime en place et près d'un demi-million de citoyens bélarussiens vivant en exil étant privés de leur droit de vote ;

– considérant que plusieurs États membres du Conseil de l'Europe ont d'ores et déjà annoncé qu'ils ne reconnaîtront pas les élections de 2025 en Bélarus et leurs résultats,

s'engage à

– condamner les élections prévues le 26 janvier 2025 en Bélarus, les qualifiant de fraude visant à légitimer une dictature ;

– appeler les États membres de l'Union européenne et la communauté internationale démocratique à rejeter fermement ces élections et à continuer à ne pas reconnaître la légitimité d'Alexandre Loukachenko en tant que Président après cette date ;

– exiger la tenue d'élections libres et équitables en Bélarus, sous supervision d'organes spécialisés internationaux, avec des garanties d'observation indépendante, un processus de vote sécurisé, des opportunités égales pour tous les candidats, et des médias libres ;

– demander la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, la fin des répressions politiques, et l'instauration d'une justice pour les violations des droits humains commises par le régime ;

– encourager l'Union européenne à renforcer les sanctions contre le régime Loukachenko, en les synchronisant et en comblant les failles existantes, tout en adoptant de nouvelles mesures ciblant les secteurs qui financent le régime ;

– réaffirmer son soutien aux aspirations démocratiques et européennes du peuple bélarussien, tout en distinguant clairement le peuple du régime illégitime ;

– insister sur l'importance de l'indépendance du Bélarus pour la stabilité régionale et européenne, et souligner la nécessité de contrer la propagande russe qui sape la souveraineté et l'identité bélarussiennes ;

– soutenir le développement de la société civile bélarussienne démocratique par des initiatives telles que l'octroi de visas, de bourses, de subventions et d'un soutien institutionnel aux médias indépendants et aux forces démocratiques en exil ;

– reconnaître la légitimité des forces démocratiques bélarussiennes, y compris la présidente élue Sviatlana Tsikhanouskaya, comme représentants du peuple bélarussien ;

– affirmer que le régime Loukachenko doit répondre de ses crimes, notamment du soutien de l'agression russe contre l'Ukraine, et que la communauté internationale doit garantir qu'aucune impunité ne soit accordée.

(s.) Paul Galles, Sven Clement, Yves Cruchten, Gusty Graas, Sam Tanson, David Wagner, Laurent Zeimet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles.

5. Ordre du jour (suite)

Wat dës Resolutioun an d'Motioun vun der Madamm Welfring ugeet: Mam Accord vun den Auteure kommen déi elo net haut op den Ordre du jour a mir kucken am Laf vum Mëtten, wéini mer se da kënnen op den Ordre du jour huelen.

6. 8443 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées

Da komme mer zum nächste Punkt an dem éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, an zwar dem Projet de loi 8443, enger Ofännerung vum ofgeännerte Gesetz iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht a follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir d'Rapportrice, all Fraktioun an all Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jean-Paul Schaaf, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup an d'Madamm Djuna Bernard. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, d'Wuert ass fir Iech.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mir eng Freed, Iech dëse Gesetzesprojet virzestellen, mat deem mir e wichtege Schrëtt am Beräich vun der Unerkennung vun internationalen Diplomer am Secondaire completéieren. Mat Hëllef vun dësem Projet de loi gëtt de Studenten hiren Zougang zum Enseignement supérieur weesentlech erliichtert an déi international Mobilitéit an domat och de Choix vun de Studenten an hirer akadeemescher Karriär gefërdert.

E Wuert zum Kontext: Bis elo huet den Educatiounsministère bei der Unerkennung vun internationalen Diplomer en Ënnerscheed gemaach, jee nodeem ob den Ofschloss aus engem Land mat regionalem Ofkommes staamt oder an engem Drëttstaat absolvéiert gouf. Wann ech vu „regionalem Ofkommes" schwätzen, sinn dat d'Konventioun vu Paräis aus dem Joer 1953 iwwert d'Equivalenz vun den Diplomer an d'Konventioun vu Lissabon aus dem Joer 1997 iwwert d'Unerkennung vun de Qualifikatiounen. Fir Studenten aus Drëttstaate gouf eng differenzéiert Approche bei der Bewäertung vun hire Qualifikatiounen applizéiert.

Mat der Convention mondiale vun der UNESCO, déi den 20. September 2024 hei am Grand-Duché a Kraaft getrueden ass, ass en eenheetlechen an transparente Kader geschaf ginn. Dës Konventioun setzt kloer Reegele fir d'Unerkennung vu schouleschen Ofschléss an huet als Haaptzil d'Förderung vun der Mobilitéit a gläichzäiteg d'Gerechtegkeet an d'Transparenz bei de Prozeduren.

D'Convention mondiale bréngt weesentlech Virdeeler mat sech. Éischtens: Si setzt international Standarde fir d'Bewäertung vun Diplomer. Zweetens: Si garantéiert eng gerecht, transparent a standardiséiert Evaluatioun vu schoulesche Qualifikatiounen. An drëttens: Si erméiglecht eng Unerkennung vu schouleschen Ofschléss aus alle Länner, déi dës Konventioun ratifizéiert hunn, op déi selwecht Manéier wéi d'Ofschléss aus Länner mat regionalen Ofkommessen.

Fir d'Studenten huet dës Konventioun konkreet Virdeeler: Studenten, déi international mobill wëlle sinn, profitéiere vun enger méi gerechter a standardiséierter Bewäertung vun hire schouleschen Diplomer. Dobäi kënnt, dass d'Tax, déi fir eng Unerkennung vun Diplomer bezuelt muss ginn, vun 125 Euro op 75 Euro reduzéiert gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Convention mondiale gouf bis elo vun 30 Länner ratifizéiert, dorënner och Lëtzebuerg, a si ass den 20. September 2024 zu Lëtzebuerg a Kraaft getrueden. Fir d'Konformitéit mat dësem neien internationalen Engagement sécherzestellen, ass et elo néideg, den Artikel 1bis Paragraf 4 vum Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën unzepassen, fir dass och do eng kloer Referenz op d'Convention mondiale gemaach gëtt.

Zu dësem Gesetzesprojet gouf et dräi Avisen: De Staatsrot huet keng Observatioun formuléiert an och d'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce begréissen dëse Schrëtt. Si gesinn doranner e klore Message, datt Lëtzebuerg d'Mobilitéit vun de Studenten an d'Unerkennung vu gläichwäertege schoulesche Leeschtungen aktiv ënnerstëtzt.

Mat dësem Text weist Lëtzebuerg nach eemol, dass et sech net nëmmen un internationale Standarden orientéiert, mee och aktiv un hirer Entwécklung deelhëlt.

Dëst gesot, verweisen ech fir all weider Detailer op de schréftleche Rapport a ginn heimat den Accord vun eiser Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der CSV-Fraktioun eisen Accord zu dësem Projet ginn. Et ass jo effektiv e Projet, deen eigentlech nëmmen exklusiv Positives beinhalt. Do ass näischt do, wou ee kéint soen: „Hei ass iergendwou nach en Hoken oder eng Remark oder esou ze maachen." Et ass eng Unerkennung vun enger internationaler Konventioun, déi dann derzou féiert, dass mer keng Differenciatioun méi hunn tëschent deene Studenten, déi aus Drëttlänner kommen, an deenen, déi ënnert déi, wéi d'Rapportrice et genannt huet, Konventioune vu Paräis oder Lissabon bis elo gefall sinn. Dat ass also am Interêt vun de Studenten.

Et muss een och hei nach positiv bemierken, dass hei ganz séier geschafft ginn ass: Den 2. Oktober ass de Projet deposéiert ginn, den 12. November hat de Staatsrot scho säin Avis ginn an haut kënne mer dat dann iwwert d'Gesetz da guttheeschen. Et ass och schonn – d'Rapportrice huet dat och gesot – vum 20. September d'lescht Joer un a Kraaft, also vum Schouljoer, fir dass do och keen Nodeel ass.

Déi eenzeg Remark, déi ee kéint maachen, ass, dass jo awer 2019 déi UNESCO-Konventioun op der Generalkonferenz vun der UNESCO guttgeheescht ginn ass an et awer bis 2024 gedauert huet, bis mer se als Lëtzebuerg ratifizéiert hunn, mee dat ass awer just vläicht eng kleng Remark à part.

Et ass e positiven Text. Et kann een alle Bedeelegte villmools Merci soen an alle Studente vill Gléck an eisem Land wënschen. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schaaf. Dann ass et un der Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Och mir begréissen dëse Projet de loi. Et ass natierlech wichteg, dass Studenten aus Partnerlänner net diskriminéiert ginn, och net wann et ëm d'Unerkennung vun hirem Diplom an ëm de Präis geet. Duerfir, ech mengen, et ass alles gesot. An ech ginn domadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech ginn dann och fir d'ADR den Accord. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Mir bleift wierklech och näischt Weideres ze soen. Ech ginn heimat den Accord fir déi gréng Grupp, Sensibilité politique, ...

(Hilarité)

... Fraktioun.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Déi lénk Grupp ass och fir dëse Projet de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir bleift just, der Chamber ze felicitéieren, datt se schnell geschafft huet – e bësse méi schnell wéi d'Regierung, dat ass effektiv wouer –, an och Merci ze soe fir déi breet Zoustëmmung haut de Mëtteg.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung vum Projet de loi kommen, dem Projet de loi 8443. Den Text steet am Document parlementaire 8443[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8443 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort.

(Interruption)

Une voix | De Computer hänkt.

Une autre voix | Den Ordinateur.

M. Claude Wiseler, Président | „Den Ordinateur hänkt", ...

(Hilarité)

... wéi se géinge soen.

Ok, bon, also d'Resultat vum Vott ass hei op mengem Schierm: 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Ech ginn dervunner aus, Madamm Tanson, datt mer Äre Vott als Jo derbäizielen. Da wären et 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Polidori), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. Interpellation de Mme Francine Closener sur les écoles européennes publiques

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar der Interpellatioun vun der Madamm Francine Closener iwwert d'ëffentlech europäesch Schoulen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen: D'Interpellatrice huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk jeeweils 10, d'Regierung 30. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Barbara Agostino, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Francine Closener als Auteure vun der Interpellatioun. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, besser Bildungschancë fir benodeelegt Kanner, méi Gerechtegkeet a méi Kanner, déi gär an d'Schoul ginn, well et fir si endlech eng Schoul gëtt, déi bei se passt: Dat waren d'Ziler, déi ee bei den europäesche Schoule virun Aen hat.

Haut, bal néng Joer nodeems déi éischt ëffentlech Europaschoul zu Lëtzebuerg opgaang ass ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, e bësse Rou!

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Also, néng Joer ass et hier, säitdeem déi éischt ëffentlech Europaschoul zu Lëtzebuerg opgaang ass, a fënnef weider Europaschoulouverturë méi spéit muss ee sech froen, ob ee wierklech um richtege Wee ass, fir dës Ziler ze erreechen. Maachen d'Europaschoulen eis Bildungslandschaft wierklech méi gerecht? Oder widderhuele sech hei just nees déi al Muster?

Wann ee sech déi rezent Etüden aus dem nationale Bildungsbericht an d'Publikatioune vum Observatoire fir d'Schoulqualitéit ukuckt, da gesäit ee ganz séier, datt zu Lëtzebuerg leider net esou vill geännert huet, wéi ee sech dat mat der Kreatioun vun den Europaschoulen am Ufank vläicht erhofft hat. Dir, Här Minister, hat Iech dat erhofft a mir och. D'Reformen treffen net genuch Kanner a virun allem net déi richteg Kanner. Esou steet et och am Bildungsrapport.

Obwuel d'Europaschoulen opgemaach goufe mam Zil, benodeelegte Kanner e Kader ze bidden, dee besser un hir Besoinen ugepasst ass, gesäit een haut, datt an dëse Schoulen an der Moyenne iwwerproportionell vill Kanner aus sozioekonomesch staarke Familien ageschriwwe sinn. Am Süde gëtt et Ausnamen, mee d'Moyenne weist eng däitlech Dominanz vu Kanner aus bessergestallte Familien an dëse Schoulen. Den Undeel vun deene Kanner, déi vun dëser Schoulform besonnesch profitéiere kéinten, ass also net méi héich, mee trageschenweis méi niddereg wéi an den traditionelle Schoulen. Dat soll, dat muss eis wierklech ze denke ginn.

Natierlech sollen och Kanner aus sozial staarke Familie vun der internationaler Offer profitéiere kënnen, wann dat da passt. Dat steet ganz ausser Fro. Mee mir hunn dat initiaalt Verspriche vun enger Verbesserung vun de Bildungschancë fir all d'Kanner net vergiess. Zu Lëtzebuerg ass de Gruef tëscht benodeelegte Schüler a Schüler aus favoriséierte Milieuen esou grouss wéi a kengem aneren EU-Land. Dat seet och d'EU-Kommissioun. An dat huet fir déi Betraffen nach ëmmer dramatesch Konsequenzen.

Eng Schoul sollt eng Plaz sinn, wou Kanner aus verschiddene soziale Milieuen a vu verschiddene Kulturen zesumme léieren. Sou divers wéi eis Gesellschaft ass, sou divers soll och d'Schoulpopulatioun sinn. Wann ee gesäit, datt eng Gesellschaftsgrupp zum Nodeel vun enger anerer dominéiert, dann ass et um Staat, seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen a Moossnamen ze ergräifen, fir deene benodeelegte Gruppen e gerechten Undeel u Plazen ze garantéieren.

Dat aleng geet natierlech awer net duer. Wa mir all Kand am Land eng éierlech Chance op Bildung wëlle bidden, da brauche mer e Gesamtkonzept. Leider léisst esou e Konzept awer scho ganz laang op sech waarden. Do freet ee sech natierlech: Firwat? Néng Joer ass jo awer eng laang Zäit. Kann de Minister keen esou e Konzept op den Dësch leeën oder wëll en dat net? Gesäit en d'Noutwendegkeet net an?

Et ass eis kloer, dass d'Offer vun den Europaschoulen net duergeet, fir all Kand opzehuelen, dat sech an där traditioneller Schoul net erëmfënnt. An et wier jo och guer net wënschenswäert, wann op eemol all d'Kanner aus Expatfamillen an aus méi sozial schwaache Familien an eng Europaschoul géife goen, wärend de Rescht vun den ëffentleche Schoule just nach vu sozial staarke Lëtzebuerger besicht géif ginn. Esou géife mer eis Gesellschaft jo splécken, an dat wëlle mer net.

Mir brauchen eng Schoul, ee Gesamtkonzept – ee Gesamtkonzept, elo! Dat Konzept muss divers sinn a verschidde Weeër fir verschidde Schüler bidden, mee et muss een eenzegt Laangzäitkonzept si fir dat ganzt Land. Mir wëllen net éiweg mat zwee parallell lafende Systemer weiderfueren.

An dat war jo eigentlech och net de Plang – oder, Här Minister? Et ass dach ëmmer gesot ginn, dass d'Europaschoule fir Kanner mat engem anere Sproochenhannergrond wéi dem Lëtzebuergeschen esou laang eng besser Alternativ zu den traditionelle Schoule wieren, bis d'Reforme fir déi traditionell Schoulen ëmgesat wieren. Oder net? Datt dës Reforme komme sollten, dat huet eis jiddefalls ëmmer implizitt kloer geschéngt.

Wann eis Schoulen der Majoritéit vun de Kanner am Land net méi gerecht ginn, da musse mer eppes an deene Schoulen änneren. Eng Europaschoul no där anerer ze bauen, bitt zwar Alternativen, mee et léist d'Problemer am traditionelle System jo awer net.

An deenen traditionelle Schoulen am Land sinn et dëst Joer iwwer 55.000 Kanner, an den internationale Schoulen e wéineg méi wéi 2.500. Wat hu mer dann där ganz grousser Majoritéit vun deene benodeelegte Kanner ze bidden, déi weiderhin an eng traditionell Schoul ginn? Aktuell gesäit et net dono aus, wéi wann – ausser dem Projet ALPHA natierlech – gréisser Ännerungen ze erwaarde wieren. An dee Projet steet jo awer och net op ganz stabille Féiss, wéi een dës Woch jo nees gesinn huet, wéi den SNE kloer ze verstoe ginn huet, datt hie gär hätt, dat do op d'Brems getrëppelt gëtt.

Datt mer bei de Verbesserungen, de Reformen an der Reegelschoul net virukommen, fënnt d'LSAP ganz bedauerlech. Virun e puer Joer ass vum Minister heibannen nach gesot ginn, datt ee vun den europäesche Programmer léiere wéilt, mam Zil, de ganze Schoulsystem ze dynamiséieren. Wou bleift déi Dynamik? Waren dat just eidel Verspriechungen?

Ech ginn Iech en anert Beispill, wou mer och eng grouss Chance fir eng besser Schoul fir jiddereen net notzen: de Lycée Ermesinde. Dëse Lycée huet jo och als Pilotprojet ugefaang mat engem eegene Gesetz, mee trotz sengem Erfolleg goufen d'Konzepter vun deem besonnesche Lycée ni flächendeckend am Rescht vun der Educatioun ëmgesat.

Wou bleiwen, Här Minister, breet Etüden iwwert den europäesche Modell an d'Analys vun den Opportunitéiten, fir dat eent oder anert Konzept vun den Europaschoulen am traditionelle System ze iwwerhuelen? Bis elo hu mer just ganz limitéiert Etüde presentéiert kritt, aus deenen ee ganz wéineg erausliese konnt. An deem leschte Rapport d'activité vun 2023 vum Educatiounsministère hunn d'Zuelen zu den Europaschoule ganz gefeelt.

Wat mer hunn, sinn d'Zuele vum LUCET zu de Kompetenzen an der Mathé. Dem LUCET no schneiden d'Schülerinnen an d'Schüler aus den Europaschoulen an der Moyenne besser an der Mathé of wéi d'Moyenne vun hire Kolleegen aus den traditionelle Schoulen. Ass dat, well hiren Unterrecht wierklech besser ass? Oder ass dat just d'Resultat dovunner, dass an den Europaschoule jo an der Moyenne eng sozioekonomesch méi staark Populatioun dominéiert? Dee Facteur däerf ee bei esou Etüde jo awer net ausblenden.

An et sollt een och betounen, dass d'Resultater sech, wann ee sech just den Enseignement classique ukuckt, ëmdréinen: Hei schneiden d'Schüler an d'Schülerinnen aus den traditionelle Schoule besser of wéi hir Kolleegen aus den Europaschoulen. Et muss een also wierklech ganz gutt oppassen, wéi een esou Resultater interpretéiert. Mee natierlech sinn esou Etüde ganz wichteg, fir ze suivéieren, wat déi nei Schoule wierklech leeschte kënnen a wat vläicht och net.

Dofir froe mir eis och: Wou bleiwen änlech Etüde fir aner Fächer? Wou bleiwe se fir d'Sproochen? Wéi steet et mat de Lëtzebuergeschkenntnisser vun de Kanner aus den internationale Schoulen? D'Lëtzebuergescht ass bei der Presentatioun vun den Europaschoulen ëmmer als Integratiounssprooch héichgehale ginn, esou wéi iwwregens och beim Projet ALPHA, mee um Terrain an den Europaschoule schéngt et u Personal ze feelen, fir d'Coursen ze assuréieren. Stëmmt dat? Ginn d'Coursen esou ofgehal wéi urspréinglech geplangt? Ass d'Lëtzebuergescht wierklech en Deel vum schouleschen Alldag vun de Kanner an de Pausen an am Schoulhaff? Oder war dat just e fromme Wonsch?

An da stellt sech bei enger Schoul, déi engem Modell entsprécht, deen een a ganz Europa fanne kann, jo och nach d'Fro: Wéi ass et dann am internationale Verglach? Wann ee sech elo d'Resultater vun der EIDE, also der Europaschoul vun Déifferdeng a vun Esch am internationale Verglach, also mat aneren Europaschoulen, ukuckt, da sinn déi net iwwerzeegend. Hei hu mer 2023 trotz engem Taux de réussite vun 98 % déi allerleschte Plaz am europäesche Verglach beluecht, well eis Moyennen, d'Moyennë vun eise Schüler an der EIDE, vill méi déif ware wéi am Ausland.

Wat bedeit dat? Huet de Minister sech derfir interesséiert? Gëtt et Ënnerscheeder um Niveau vun de Schüler? Gëtt et Ënnerscheeder um Niveau vun der Formation? Wéi eng Konklusioune kënne mer dorauser zéie fir de Gesamtsystem vun der Schoul?

Ech mengen, dass een onbedéngt déi nei Erfarungen notze muss, déi een an den Europaschoulen an deene leschte Jore gewanne konnt, fir eeben de System vun eisen internationale Schoulen unzepassen a gläichzäiteg och déi traditionell Schoulen ze moderniséieren. Do, wou et Problemer gëtt, solle mer nobesseren an do, wou et gutt leeft, solle mer eis trauen, Konzepter aus den Europaschoulen ze integréieren an eis normal Schoul.

Wéi sot d'Madamm Martine Hansen scho bei der Interpellatioun zu den Europaschoule vun 2022 sou schéin? „Mir solle knäipe vun den Europaschoulen." Sief et de Modell vun der Ganzdagsschoul, d'Flexibilitéit bei de Sproochen, d'Fräiheete beim Léieren u sech, wou d'Kanner a verschiddenen internationale Schoule vill méi Raum kréien, fir selwer ze entdecken an ze léieren, wéi dat am traditionelle System de Fall ass – fir all dës Punkte wier et jo awer derwäert ze préiwen, wéi wäit eng méi flächendeckend Ëmsetzung méiglech ass.

An och den Tronc commun, also de Fait, datt d'Kanner net scho ganz fréi no hirer Leeschtung getrennt ginn an an ënnerschiddlech Schoulsystemer geschéckt ginn, ass ganz interessant a kéint, mengen ech, an all Schoul vill Virdeeler mat sech bréngen. Natierlech wär dat en enorme Changement, mee mat Gepiddels ass och kengem gehollef.

Ëmgedréint ass et och dréngend noutwendeg ze kucken, wou et an den Europaschoulen eeben net gutt leeft, wou et nach Problemer gëtt, déi mussen ugepaakt ginn. Leider gesi mer do éischter eng Tendenz, déi Problemer auszeblenden. De Modell vun den Europaschoule soll, sou schéngt et, ëm all Präis en Erfollegskonzept sinn. Et ass de Prestigeprojet vum Ministère an näischt dierf un deen erukommen. Dat ass jiddefalls eisen Androck. Mee eng qualitativ héichwäerteg Bildungspolitick muss och Kritick akzeptéieren a Feeler agestoe kënnen.

Obwuel scho ganz laang dovu geschwat gëtt, feelt et fir d'Schülerinnen an d'Schüler aus den Europaschoulen ëmmer nach un adequaten Alternativen, wa se wärend dem Schoulparcours mierken, datt se d'Ufuerderungen, fir e Bac ze kréien, net wäerte kënnen erfëllen. Mir hu momentan keng richteg

Passerellen, déi engem Jonken erlaben, vun enger Europaschoul eriwwer an en traditionelle Lycée ze wiesselen. An dat ka fir déi Jonk an och fir hir Elteren, déi net ëmmer iwwert dëse Risiko opgekläert goufen, jo awer dramatesch Konsequenzen hunn.

Mir mussen och bei der Orientéierung onbedéngt Wäert drop leeën, dass den Elteren an de Schüler selwer ëmmer ganz genee erkläert gëtt, wat wéi eng Diplomer wäert sinn, wou een domadder ka schaffe goen – oder eeben och net. Leider ass haut bei der Aschreiwung an enger Europaschoul nach net alle Famille kloer, datt hire Kanner, obwuel se an eng Lëtzebuerger ëffentlech Schoul ginn, duerno net déi selwecht Méiglechkeeten opsti wéi de Kanner aus anere Lëtzebuerger Schoulen, eebe wéinst der feelender Dräisproochegkeet.

An och net jiddwerengem ass bewosst, wéi schwéier et ass, aus der Europaschoul eriwwer an eng Klass aus dem General oder eeben der Formation professionnelle ze wiesselen. Wéi soll een och an enger neier Klass matkommen, wou de ganzen Unterrecht op Däitsch ass, wann ee virdrun zum Beispill nëmmen op Franséisch an Englesch enseignéiert ginn ass? Wéi soll een e Beruff léieren, wou d'Formatioun just op Franséisch ass, wann ee virun allem Englesch schwätzt? Wou soll een dann hin, wann een am europäesche System net méi weiderkënnt a gläichzäiteg an deem traditionelle System kee Fouss méi op de Buedem kritt? Hei ass de Risiko extreem héich, datt déi Jonk keng Bildungsperspektive méi gesinn, einfach just nach am System matlafen, ouni sech iergendwéi nach drunzeginn.

Ech wëll net soen, datt mir guer keng Optioune fir dës Jonker hätten. Mir hunn ëmmerhin e puer Beruffer, déi een a méi wéi enger Sprooch léiere kann, mee hir Zuel ass awer nach ganz reduzéiert. An net jidderengem läit all Beruff. Wann déi eng Kanner hire Beruff aus enger Lëscht mat iwwer 20 Optioune wiele kënnen, wärend deenen anere wéinst engem Choix, deen hir Eltere viru Jore getraff hunn, op eemol just nach dräi oder véier Optiounen opstinn, dann ass dat einfach net gerecht. An duerfir musse mer esou drëngend un engem Gesamtkonzept schaffen.

Dat ass och wichteg fir d'Ëmsetzung vum Projet ALPHA. Well mir schwätzen zwar elo ëmmer just vun der Grondschoul, mee wat ass dann, wann déi Kanner, déi op Franséisch alphabetiséiert ginn, duerno an de Secondaire général kommen, wou ganz vill Matièrë jo awer och op Däitsch sinn? Wäerte se dann nach genuch Däitsch kënnen, fir hei matzekommen? Falls net, wäerte se warscheinlech och net all eng Plaz an enger Europaschoul kréien, oder? Wat hu mer deene Kanner dann ze bidden?

Soulaang eise Schoulsystem aus zwee ganz ënnerschiddleche Systemer ouni Interkonnexioune besteet, wäert et ëmmer zu Ongläichheeten an Ongerechtegkeete kommen.

Dat gesi mer jo och um Niveau vum Personal. De Minister betount zwar, dass et keen Ënnerscheed gëtt tëscht de Kategorien un Enseignanten an den internationalen an an den traditionelle Schoulen – iwwerall gëtt et fest agestallten Enseignanten, Chargéen, Externer an esou weider –, mee den Undeel, deen dës Gruppen un der Gesamtzuel vum Personal ausmaachen, ass awer ganz, ganz ënnerschiddlech.

Dass de Prinzipp „selwecht Aarbecht – selwechte Loun" am Enseignement duerch de System vun de Chargéen nach ni gegollt huet, ass näischt Neies. Mee mat den Europaschoule krut déi Problematik jo awer erëm nach eng ganz aner Dimensioun.

Laangfristeg kann een an den Ae vun der LSAP net op dës Aart a Weis zwee Systemer komplett niewentenee lafe loossen, ouni datt sech fundamental Gerechtegkeetsfroe stellen.

An esou Froe stelle sech jo och um Niveau vun de Gemengen. Gemengen, déi eng Europaschoul op hirem Terrain hunn, déi si fein eraus. Si mussen net fir d'Käschte vun der Grondschoul vun där internationaler Schoul opkommen, keng oder op jidde Fall vill manner Maison-relaise bauen. All déi aner Gemengen, déi dës Chance net hunn, mussen hir Grondschoul jo awer selwer bezuelen, quitte natierlech mat engem Subsid vum Staat. Mee et ass jo awer och bekannt, datt do net all Gemeng finanziell gläichermoosse gutt opgestallt ass, fir dat ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi nei Europaschoule konnten an der Vergaangenheet a wäerten och an Zukunft enger ganzer Rei Kanner Chancë bidden, déi se am traditionelle System haut net hätten. Dat ass wichteg an dat ass och ganz gutt esou.

Gläichzäiteg gëtt et awer eng ganz Rei ongeléiste Problemer bei den Europaschoulen an et feelt och nach ëmmer un engem neie Konzept eebe fir déi Moderniséierung vum traditionelle System. Wéi geet et mat deene Schoulen eigentlech weider? Ginn där Schoulen nach gebaut oder leeft ab elo alles just nach iwwert de Wee vun internationale Schoulen? A fir déi traditionell Schoule stëmme mer just nach Projete fir vläicht e Standuertwiessel, wéi zum Beispill gëschter? Well de Michel Lucius ass jo elo keng nei Schoul. Et ass eng besteeënd Schoul. Se gëtt zwar vläicht vergréissert, mee en plus huet se jo awer och international Klassen, d'IEC.

Mir verstinn, dass et fir de Minister warscheinlech méi einfach ass, all seng Virstellungen an den internationale Schoulen ëmzesetzen, amplaz sech mat de ganz aktive Gewerkschaften aus dem Schoulsecteur auserneenzesetzen. Mee mir halen et awer fir de falsche Wee, d'Gewerkschaften esou konsequent ze ëmgoen an domadder wichteg an dréngend néideg Reformen an den traditionelle Schoulen erauszezögeren.

All Dag struewele Kanner hei am Land an eise Schoulen, well se probéieren, an e System eranzepassen, deen einfach net fir si gemaach ass. Et ass duerfir drëngend noutwendeg, déi international an déi traditionell Schoulen zesummenzebréngen, duerch e Gesamtkonzept, aus deem ervirgeet, wéi een de Kanner aus benodeelegte Verhältnisser, Kanner mat Besoins spécifiques, Kanner mat verschiddenste Sproochenhannergrënn wëll gerecht ginn, an dat an all Schoul – ech betounen: an all Schoul!

An deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun am Numm vun der LSAP, deene Gréngen, deene Lénken an de Piraten, déi dat alles nach eng Kéier resüméiert. Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– soulignant qu'il incombe à l'État de fournir un système éducatif public où chaque élève, peu importe son origine ou sa condition socio-économique, reçoit une opportunité de réussite ;

– considérant que la population scolaire luxembourgeoise est devenue encore plus hétérogène ces dernières années et que la diversité linguistique, culturelle et sociale du pays constitue un défi majeur pour le secteur éducatif ;

– faisant remarquer que le Bildungsbericht 2024 souligne que le système éducatif sélectif et stratifié du Luxembourg n'est pas encore pleinement en mesure de compenser les désavantages subis par certains groupes à risque, tels que les enfants issus de familles à faible statut socio-économique ou ayant des antécédents migratoires spécifiques ;

– relevant que, selon les chiffres de la rentrée 2024/2025, près de 92 % des élèves inscrits dans une école publique au Luxembourg suivent un curriculum national, tandis qu'environ 8 % fréquentent une école internationale publique ;

– considérant qu'en 2016, l'« École internationale de Differdange » a été ouverte, et que depuis lors, cinq autres écoles publiques européennes ont été créées, tandis qu'aucune nouvelle école dite « traditionnelle » n'a été construite durant cette période ;

– notant que les écoles européennes publiques connaissent une grande popularité et que la demande excède actuellement l'offre disponible ;

– soucieux d'offrir à tous les enfants les meilleures opportunités dès le départ, tout en assurant la cohésion sociale et l'intégration au sein de la société luxembourgeoise ;

– sachant qu'il est essentiel de prévoir des passerelles diversifiées afin de permettre aux enfants et aux jeunes de se réorienter tout au long de leur parcours scolaire ;

– soulignant l'importance de préserver l'unité du système scolaire sur le long terme afin de prévenir l'émergence de sociétés parallèles,

invite le Gouvernement à

– élaborer un concept visant à garantir que les écoles internationales publiques et les écoles « traditionnelles » ne fonctionnent à l'avenir pas de manière entièrement distincte, mais qu'elles s'intègrent dans un ensemble cohérent et harmonieux ;

– porter, dans le cadre de l'élaboration de ce concept, une attention particulière à la mise en place de passerelles permettant aux jeunes, à différents moments de leur parcours scolaire, de passer d'une école internationale publique à une école traditionnelle, et vice versa ;

– à veiller, dans le cadre de la conception de ce concept, à ce que le luxembourgeois, en tant que langue d'intégration, soit valorisé au sein de l'ensemble de l'enseignement public ;

– à mettre à disposition des élèves une offre diversifiée d'opportunités d'apprentissage au niveau de la formation professionnelle, accessible à l'ensemble des élèves de tous les lycées, qu'ils soient internationaux ou traditionnels ;

– à ne pas se limiter au projet « ALPHA - zesumme wuessen », mais d'analyser de manière plus approfondie les aspects des écoles européennes publiques qui ont fait leurs preuves ces dernières années dans ce modèle scolaire et qui pourraient, en raison de leur potentiel, également contribuer au bien-être des enfants au sein des écoles « traditionnelles », dans le but de les appliquer dans les plus brefs délais à l'ensemble du système scolaire ;

– à collaborer, dans le cadre de toutes ces démarches, étroitement avec les syndicats.

(s.) Francine Closener, Djuna Bernard, Sven Clement, Claire Delcourt, Ben Polidori, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Här President, wéi vill d'Eltere verdéngen, wat si selwer fir eng Ausbildung gemaach hunn, wéi eng Sprooch doheem geschwat gëtt, dat dierf net doriwwer entscheeden, wat e Kand léiere kann. All Kand soll d'Recht hunn, seng Kompetenzen no senge perséinlechen Ziler an Dreem entfalen ze kënnen. Duerfir brauche mer eng ambitiéis Bildungspolitick an natierlech och eng konsequent Aarmutsbekämpfung – woubäi dat eent net ouni dat anert geet.

Mir brauche modern Schoulen, oppen an inklusiv Schoulen, Schoulen, déi international, villfälteg a multikulturell sinn, a virun allem eng Bildungspolitick, déi och selbstkritesch ass. Mir mussen eng Schoulkultur

schafen, wou et erlaabt ass, Feeler zouzeginn, a wou duerch e systemateschen, datebaséierte Qualitéitsmanagement Problemer opgedeckt an doropshin esou séier wéi méiglech och verbessert ginn.

Déi nei international Schoule waren e gudden éischte Schratt. Mee mir dierfen op kee Fall elo hei stoe bleiwen. Mir brauchen déi Dynamik zréck, déi et um Ufank gouf. De Wonsch, eppes méi Déifgräifendes ze veränneren, wéi just eng Rei nei Schoulen ze bauen.

All Kand huet e Recht op Bildung an op eng gerecht Chance, sech entfalen ze kënnen. Et ass der Politick hir Flicht, derfir ze suergen, dass dës Rechter fir all Kand Realitéit ginn an net weiderhi fir bestëmmte Gesellschaftsgruppen onerreechbar schéngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener.

An dann ass deen éischten ageschriwwene Riedner den Här Ricardo Marques. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der Deputéierter Francine Closener Merci fir d'Geleeënheet, haut iwwert d'europäesch ëffentlech Schoulen diskutéieren ze kënnen.

D'Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg gëtt ëmmer méi heterogeen. Op der enger Säit si mer houfreg, datt et eis geléngt, all déi verschidden Nationalitéiten ouni nennenswäert sozial Verwerfungen ënner een Hutt ze bréngen. Mir hiewen och gären eis Sproochevillfalt ervir, déi mir dacks als Standuertvirdeel gesinn.

Mee déi Diversitéit stellt eis op der anerer Säit awer och viru grouss Erausfuerderungen, besonnesch an der Educatioun. Eise Bildungssystem setzt traditionell op Méisproochegkeet. Déi meescht Kanner léieren an der Schoul Däitsch, Franséisch an dann Englesch. Dat ass ganz kloer e Plus. Eisen traditionellen nationale Schoulsystem ass a bleift de wichtegsten Integratiounsfacteur.

Une voix | Très bien!

M. Ricardo Marques (CSV) | Mee et geet net méi duer, all Kand eng Chance ze ginn, säi schoulesche Parcours mat Erfolleg ofzeschléissen. Mir mussen nämlech dem Fait Rechnung droen, datt mëttlerweil nach just een Drëttel vun de Kanner an der Grondschoul doheem Lëtzebuerg schwätzt. Si hunn et méi schwéier, sech am traditionellen Educatiounssystem erëmzefannen, virun allem wa si aus engem sozial méi schwaache Milieu kommen.

Dobäi kommen all Joer ongeféier 3.000 Kanner an eise Schoulsystem, nodeem se hir Schoulausbildung an engem anere Land an an enger anerer Sprooch ugefaangen hunn. Dës Situatioun verlaangt no innovative Léisungen, déi eis gläichzäiteg de multilinguale Kär vum Land erhale loossen. Jo, dëst musse mir maachen, andeems d'Lëtzebuerger Sprooch an de Multilinguismus weiderhin en integralen Deel vun eiser nationaler Identitéit a vun eisem Bildungssystem bleiwen.

Dofir brauche mir Alternativen, fir datt och dës Kanner hir Schoul kënne mat engem gudden Diplom ofschléissen, an dat souwuel am internationale wéi och am nationale System. Dat huet d'Regierung och esou am Koalitiounsaccord festgehalen.

Eng Alternativ sinn déi ëffentlech Europaschoulen, déi et zanter 2016 gëtt. Déi éischt huet zu Déifferdeng hir Dieren opgemaach. Deemnächst sollen nach dräi ëffentlech Europaschoule bäikommen, an zwar eng zu Esch, eng zu Diddeleng an eng ronderëm d'Stad.

Dat ass och néideg, well déi ëffentlech Europaschoule kréien ëmmer méi Zoulaf. Am Joer 2022/2023 waren do am Primaire 2.100 an am Secondaire 4.600 Kanner ageschriwwen. Dat mécht en Total vu 6.700 Kanner a Jugendlecher, oder ongeféier 6,3 % vun alle Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg an d'ëffentlech Europaschoule ginn. Dës Zuele ginn aus dem rezenten nationale Bildungsbericht ervir.

An dësem interessante Bildungsbericht gesi mer och, datt d'Europaschoulen d'Ongläichheeten an der Bildung verréngere kënnen. Dat stëmmt. Mee Tatsaach ass awer och – an dat huet d'Madamm Closener och gesot –, datt d'Kanner, déi an eng ëffentlech Europaschoul ginn, dacks aus besserem Haus kommen. Doduerch sinn d'Klasse méi homogeen. Dat heescht, datt et vun Ufank u manner Ongläichheete gëtt.

D'Attraktivitéit vun den ëffentlechen Europaschoule wiisst, well et der ëmmer méi sinn, well se an all Regioun etabléiert sinn a méi Elteren hir Kanner bewosst an Europaschoulen aschreiwen, an dat amplaz vum traditionelle Schoulsystem. D'Flexibilitéit vum Sproocheprogramm an d'Aart a Weis, wéi d'Notte vergi ginn, spille wuel eng wichteg Roll, sou wéi och déi méi individuell Gestaltung vun de verschiddene Fächer. D'Notte ginn an A-, B- an C-Notten agedeelt, wat eng differenzéiert Bewäertung vun den alldeegleche Leeschtungen an den Examen erlaabt.

D'Alphabetiséierung ass hei och ganz flexibel. Et gëtt dräi Sproochen, an deenen d'Kanner kënnen alphabetiséiert ginn: Däitsch, Franséisch oder Englesch. D'Schüler kënnen och eng aner Sprooch als Friemsprooch dernieft wielen. Dat ass den Haaptënnerscheed par rapport zum nationale System, wou d'Alphabetisëierung meeschtens op Däitsch stattfënnt, duerno Franséisch an Englesch a vläicht nach aner Friemsproochen, déi duerno als Optioun bäikommen. Am Prinzipp versicht een, bis zum Ofschloss – oder der Première – dee selwechten Niveau am Däitschen, Franséischen oder Engleschen ze entwéckelen. D'Europaschoule bidden de Schüler e méi flexibele sproocheleche Parcours un.

Här President, mir hunn also haut schonn eng grouss a villfälteg Offer an den ëffentlechen Europaschoulen, déi am Fong eng Léisung fir all Kand ka bidden, andeems senge Fäegkeeten a senge Virléifte Rechnung gedroe gëtt. Un der Offer scheitert et also net.

De Problem ass villméi deen, dass dës Offer dacks net bekannt genuch ass oder net genuch verstane gëtt. Vill Elteren, awer och vill Enseignantë wëssen net genee, wat heiansdo d'Virdeeler vun alternative Schoulsystemer sinn. An dobäi sinn alt erëm d'Kanner aus sozial méi schwaache Famillen am Nodeel.

Wann e Schüler aus dem Fondamental an den Enseignement général orientéiert gëtt, dann huet en de Choix, entweeder seng Scolaritéit am nationalen oder internationale Schoulsystem weiderzefëieren. D'Madamm Closener huet d'Passerellen tëscht de verschiddene Systemer ugeschwat, déi an eisen Aen och immens wichteg sinn. Mee mir sinn awer der Meenung, dass déi Orientéierung oder dee Wiessel vum Fondamental an de Secondaire kruzial ass. Och wa mir net de perfekte Profill vum Schüler hunn, deen an den nationale Schoulsystem passt, a vun deem, deen an den internationale passt, esou ass et awer wichteg, deen Exercice ze maachen, fir eng besser Orientatioun ze garantéieren. Well all Passerell wärend dem Enseignement secondaire kann och als Broch erlieft ginn, virun allem well dëst dacks och verbonnen ass mat engem Schoulwiessel, also engem ganz neie sozialen Ëmfeld fir Jugendlecher an hirer voller Pubertéit.

Fir dass mir net Schüler hunn, déi wärend dem Parcours d'Motivatioun verléieren, ass et wichteg, sou frél a sou preventiv wéi méiglech déi richteg Entscheedung ze treffen. Hei ass et elementar, d'Eltere mat op de Wee ze huelen, fir dass si och dee Choix verstinn an iwwert de ganze Schoulparcours hir Kanner ënnerstëtzen.

Här President, mir hunn an der Interpellatioun vun der Madamm Closener héieren, wéi wichteg d'Sproochen am Bildungssystem sinn. Den Enseignement vun der Lëtzebuerger Sprooch an den ëffentlechen internationale Klassen ass eng essentiel Komponent vun der kultureller a virun allem sozialer Integratioun. An den ëffentlechen Europaschoule gehéiert den Unterrecht an der Lëtzebuerger Sprooch vum éischte Joer an der Grondschoul bis an dat drëtt Joer am Secondaire zum obligatoresche Programm. An anere Wierder ass d'Lëtzebuerger Sprooch am internationalen ëffentleche Lycée en obligatorescht Fach an de Cycles inférieurs, vun S1 bis S3.

Mee och wann dat Fach obligatoresch ass, zielt dat Fach net, fir d'Moyenne ze etabléieren. Ech wëll net all d'Schüler hei an een Dëppe geheien, mee meeschtens ass et esou, dass, wann ee bis weess, dass e Fach net fir d'Moyenne zielt, d'Motivatioun vun de Schüler heiansdo ferm erofgeet. Dofir ass eis Propos als CSV, datt den Enseignement vun der Lëtzebuerger Sprooch weiderhin en obligatorescht Fach bleift, mee dass se an de Cycles inférieurs och fir d'Moyenne ziele kéint. Mir denken, dass d'Schüler doduerch méi engagéiert a motivéiert d'Sprooch léiere kéinten. Sou géif och d'Attraktivitéit vun der Sprooch an den ëffentlechen internationale Schoule gestäerkt ginn.

Nieft der Passerell vum Enseignement fondamental an de Secondaire gëtt et an eisen Aen nach eng ganz wichteg – oder déi wichtegst –: eng pedagogesch, inhaltlech an didaktesch Passerell oder Approche tëschent all eis Schoulmodeller. Et ass entscheedend, datt den nationale System an déi alternativ Modeller complementaire koexistéieren a sech och esou weiderentwéckele mussen.

Une voix | Très bien!

M. Ricardo Marques (CSV) | Wa mir zum Beispill eis Sektiounen am nationale System wëlle reformëieren, ass et wichteg, och déi inhaltlech an didaktesch Passerelle vun den anere Schoulsystemer ze analyséieren. Mir denken hei un de Bac international, deen nach anescht ass wéi de Bac européen a wou d'Stäerkte vun de Schüler an de Vierdergrond gestallt ginn. Am Kader vum internationale Bac wielen d'Schüler keng „Sektioune" wéi an eisen nationale Schoulsystemer, mee éischter Fächer, déi a sechs Haaptgruppen agedeelt sinn. Hir Kombinatioun vu Fächer erlaabt et hinnen awer, hir Ausbildung no hiren Interessien ze spezialiséieren. Et entstinn esou sechs grouss Haaptgruppen, baséiert op der Fächerwiel an op de Stäerkte vun alle Schüler: d'Haaptgruppe Sproochen a Literatur, Sciences sociales et économiques, Wëssenschaften, Konscht an eng ganz mixte a personaliséiert Haaptgrupp.

Eis ass et wichteg, all eis Schoulsystemer parallell a kontinuéierlech ze entwéckelen, fir se esou ëmmer un eis multikulturell Gesellschaft ze adaptéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stinn haut virun enger wichteger Etapp an der Entwécklung vun eisem Bildungssystem. Zënter der Grënnung vun den éischte sechs ëffentlechen europäesche Schoulen zu Lëtzebuerg hu mir scho vill erreecht. Mir ginn awer och nei Erausfuerderungen un, well nach dräi weider international Schoulen derbäikommen.

An dësem Kontext ass et wichteg, herno e generelle Bilan vun deenen néng ëffentlechen internationale Schoulen ze maachen, fir e kloert Bild dovunner ze

kréien, wéi dës Schoulen eis Bildungslandschaft beaflosst hunn. De Bilan ass essentiel fir ze wëssen, ob déi weider Schoulen e positiven Impakt op d'Integratioun an d'Bildungsgerechtegkeet bréngen, besonnesch an engem multikulturellen a multilinguale Kontext wéi deem, dee mir an eiser Gesellschaft hunn.

Dëse Bilan, dee mir maache sollen, kann nëmmen da förderlech sinn, wa mir och d'Entwécklung vum nationale System an der gläicher Zäit berécksiichtegen. Den nationale System muss parallell evoluéieren, fir de Besoine vun eiser Gesellschaft an der Zukunft gerecht ze ginn.

Här President, d'ëffentlech Europaschoule sinn eng Alternativ. Si kënnen an däerfen den nationale Bildungsparcours awer net ersetzen. Wa mir un d'Bild vum Bam denken, dann ass den nationale System fir eis de Stamm, dee mindestens 80 bis 85 % vun de Schüler a Schülerinnen eng stabill a qualitativ héichwäerteg Ausbildung garantéiere soll. D'Alternativsystemer representéieren d'Äscht vun dësem Bam, déi nëmme staark an nohalteg kënne wuessen, wann de Stamm robust a gesond bleift.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Ech wollt awer emol domat ufänken, der Madamm Closener Merci ze soe fir dës Interpellatioun. Also, mir sinn eis jo oft politesch eens, mee op dësem Punkt leider net. Ech wollt awer och hei dem Här Meisch Merci soen, dass e sech getraut huet a sech derfir agesat huet, déi gratis international Schoulen opzebauen. Ech hätt zu menger Zäit als Kand duerch meng sozial schwaach familiär Verhältnisser ni eng Europaschoul kënnen integréieren. Dofir merci.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng immens villfälteg Schülerschaft, souwuel sproochlech wéi och kulturell a sozioekonomesch. Dat ass gewosst an ergëtt sech selbstverständlech aus de spezielle Charakteristike vun eisem Land: dräi Amtssproochen, eng multikulturell Bevëlkerung an eng zentral Roll als Sëtz vun europäeschen Institutiounen an internationalen Entreprisen.

Eise Schoulsystem muss dëser Diversitéit Rechnung droen. De breede Spektrum u Bildungsméiglechkeeten, dee mir hei zu Lëtzebuerg ubidden – also souwuel déi traditionell Schoule mam lëtzebuergesche Schoulsystem wéi och ënnerschiddlech europäesch an international Schoulen –, ass dowéinst och kee Luxus, mee eng Noutwendegkeet.

De Lëtzebuerger Schoulsystem ass gefuerdert, op déi sproochlech, kulturell a sozioekonomesch Villfalt anzegoen. Ufank 2022 ware 47 % vun de Lëtzebuerger Awunner net Lëtzebuerger Nationalitéiten an 68 % vun de Schüler hunn doheem eng aner Sprooch wéi Lëtzebuergesch geschwat. Dës Zuele sinn eng Realitéit a si fuerderen eis eraus, innovativ a gerecht Léisungen ze fannen.

D'Schafe vun den ëffentlechen europäesche Schoulen hei am Land ass eng konkreet Äntwert op dës Erausfuerderungen. Tëscht 2016 an 2022 hu sechs ëffentlech Europaschoulen hir Dieren opgemaach. Dës Schoulen, déi gratis a fir all Schüler zougänglech sinn, bidden eng Alternativ zum nationale Schoulsystem, eng Alternativ zu sechs Joer Grondschoul mat enger däitscher Alphabetisiérung a siwe Joer Secondaire op Franséisch am Classique oder weider op Däitsch am General.

An dësen ëffentlechen europäesche Schoulen, déi als Gesamtschoul opgebaut sinn, kënnen d'Schüler hiren Unterrecht op enger franséisch-, englesch- oder däitschsproocheger Sektioun suivéieren. Esou kënnen d'Schüler déi Unterrechtssprooch wielen, déi si entweeder doheem scho schwätzen oder déi hirer Mammesprooch am nooste steet. D'Fach Lëtzebuerg bleift dobäi en obligatoresche Bestanddeel vum Léierplang fir all d'Schüler.

Déi ëffentlech Europaschoulen adresséieren domat en Deel vun den Erausfuerderungen, deene Lëtzebuerg als méisproochegt Land géigeniwwersteet. Ausserdeem droe si der Noutwendegkeet Rechnung, datt all Kand déi nämmlecht Ausgangspositioun fir seng schoulesch Entwécklung soll hunn, onofhängeg dovun, ob et doheem Däitsch, Franséisch, Englesch oder soss eng Sprooch schwätzt.

Stéchwuert Schoulinklusioun: Eise Schoulsystem baséiert regulär op dräi Sproochen. Net all Kand kann dësen Ufuerderunge gerecht ginn. Fir vill Schüler – besonnesch déi, déi doheem eng Friemsprooch schwätzen – bidden déi ëffentlech Europaschoulen eng méi inklusiv Alternativ, déi et hinnen erméiglecht, hiert Potenzial an der Schoul voll auszeliewen. Dëst ass Bildungsgerechtegkeet an hirer beschtméiglecher Form.

Déi ëffentlech Europaschoule sinn dobäi net nëmmen eng Plattform fir den Austausch tëscht Kulturen, mee och en Treffpunkt, wou Toleranz an d'Versteesdemech fir d'Aneschtsi gelieft ginn. An enger Zäit vu sozialer a politescher Polariséierung gëtt dëst ëmmer méi wichteg.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn déi aktuell Zuelen nach d'lescht Woch an der Kommissiounssëtzung héieren: Am Schouljoer 2017/2018 waren et 1,4 % vun alle Schüler, déi sech fir eng ëffentlech Europaschoul decidéiert hunn. Fir d'Rentrée 2024/2025 hu sech knapps 7 % vun de Schüler hei am Land am Secondaire fir d'Programmer vun den ëffentlechen europäesche Schoulen entscheet. Dës Zuel, also den Interessi un dëser Alternativ, wiisst also definitiv weider. Mir stelle souguer fest, dass d'Demande fir dës Schoulen d'Kapazitéite schonn haut iwwerschratt huet.

Am aktuelle Regierungsprogramm 2023–2028 ass dowéinst d'Schafung vun dräi weideren ëffentlechen Europaschoulen zu Esch-Uelzecht-Schëffleng, Diddeleng an an der Géigend vun der Haaptstad virgesinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, trotz der Freed iwwert dës Entwécklunge vergiesse mir och net déi aktuell nach méi problematesch Aspekter. Trotz de Fortschrëtter si mir eis och bewosst, datt nach eng grouss Diskrepanz besteet tëschent de Schüler aus héije sozioekonomesche Milieuen, déi dës Schoulen iwwerduerchschnëttlech besichen, an deene Kanner, déi nach ëmmer mat sproochlechen a wirtschaftlechen Erausfuerderunge kämpfen.

Nieft den Analyse vum LUCET an dem SCRIPT aus dem Joer 2023 huet och den Nationale Bildungsrapport vun 2024 gewisen, datt d'Populatioun vun dësen ëffentlechen Europaschoule sech staark vun deenen ënnerscheet, déi den traditionelle Lëtzebuerger Schoulsystem suivéieren. D'Zuele weisen dorop hin, datt d'Schülerinnen an d'Schüler vun den ëffentlechen Europaschoulen duerchschnëttlech e méi héije sozioekonomesche Status hu wéi d'Schülerinnen an d'Schüler am traditionelle Schoulsystem. Anescht gesot: D'Schüler aus dem héije sozioekonomesche Milieu sinn an dëse Schoulen iwwerrepresentéiert.

Op der anerer Säit si Schüler aus dem niddrege sozioekonomesche Milieu hei ënnerrepresentéiert. Dës Schüler fanne sech gréisstendeels am traditionelle Schoulsystem erëm, wou den Unterrecht an der däitscher Sprooch si oft erausfuerdert, wat sech dann op hir schoulesch Leeschtungen auswierkt.

Dat kann net sinn. A genau do soll och weider un enger besserer Inklusioun an enger méi gerechter Verdeelung geschafft ginn. Fir d'DP däerf dat sozioekonomescht Ëmfeld net vu vireran en Ausschlosskrittär sinn, deen d'Kanner vu virera beim Choix vun der beschtméiglecher Bildung limitéiert.

Jo, et bleiwen ëmmer nach Diskrepanzen am traditionelle Schoulsystem, wou d'Basis vun der Alphabetiséierung am Fondamental op Däitsch stattfënnt. Vill Kanner aus net däitschsproochege Familljen – besonnesch déi, déi doheem Portugisesch oder eng aner Friemsprooch schwätzen – sti schonn um Ufank vun hirer Schoulzäit viru groussen Hürden, Kanner, déi an der Grondschoul net nëmme Liesen a Schreiwe léiere mussen, mee dat alles och nach an enger Sprooch, déi hinnen duerch hir Mammesprooch manner zougänglech ass.

Fir dëser Inegalitéit entgéintzewierken, huet den Educatiounsministère ënnert dem DP-Educatiounsminister Claude Meisch d'Alphabetiséierung op Franséisch als Pilotprojet lancéiert, fir am traditionelle Schoulsystem deene Kanner eng fair Ausgangsbasis ze ginn, déi bei der Alphabetiséierung schonn opgrond vun hirer Mammesprooch à la base e Réckstand vis-à-vis vu lëtzebuergeschsproochege Kanner hunn.

D'Alphabetiséierung op Franséisch soll genee dës Bildungsongerechtegkeet ofschafen. Fir déi Schülerinnen a Schüler, fir déi dat Däitscht eng Friemsprooch ass, wäert dëst eng substanziell Verännerung bréngen. Net nëmme ginn d'Léierbarriären erofgesat, mee och d'sozioekonomesch Kluft tëschent de Schüler gëtt méi kleng. Sou kréien och d'Kanner aus méi benodeelegte Milieue besser Chancen, fir hir akadeemesch Potenzialer voll auszeschëpfen.

Eise Fokus muss och an Zukunft weiderhin dorop leien, d'Diversitéit an eisem Schoulsystem opzefänken an Inegalitéiten ze vermeiden.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Nëmmen esou kritt all Kand d'Méiglechkeet, seng Zukunft no senge Stäerkten ze gestalten.

Léif all, déi ëffentlech Europaschoule sinn net nëmmen en Instrument fir eng alternativ héichwäerteg Schouloffer, mee och e Symbol fir eis kulturell Oppenheet an eist Engagement fir Bildungsgerechtegkeet.

Den Zougang zu enger héichwäerteger Bildungsoffer ass fir eis als DP eng Grondviraussetzung, fir all Kand spéider en erfollegräicht an onofhängegt Liewen ze garantéieren. Als DP setze mir eis dofir weider derfir an, all Kand dës Méiglechkeet ze bidden, si op hirem Wee beschtméiglech ze begleeden an – onofhängeg vu Sprooch a sozioekonomeschem Status – hinnen déi Zukunftschancen ze erméiglechen, déi all Kand et erméiglechen, dat Bescht aus sengem Liewen ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. An dann huet den Här Fred Keup d'Wuert. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, villmools merci, Madamm Closener, fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun a villmools merci och fir déi interessant Wierder, déi Dir hei un de Plenarsall geriicht hutt.

Mir kennen alleguerten natierlech ganz vill Leit hei zu Lëtzebuerg, déi hei op Lëtzebuerg agewandert si

respektiv déi Kanner si vun Awanderer oder Kandskanner sinn. Ech géif souguer soen, dass dat natierlech d'Majoritéit vun de Leit hei am Land ausmécht an och an der Chamber hei e ganz groussen Deel.

Vill Leit hu sech dann och, géif ech mengen, iwwert déi lescht Joerzéngte ganz, ganz, ganz gutt hei am Land integréiert, soudass een haut eigentlech bei ganz villen iwwerhaapt keen Ënnerscheed méi mierkt, och wa se an der zweeter oder drëtter Generatioun hei sinn, par rapport zu deenen, déi scho méi laang, soen ech elo mol, hei sinn. An dat ass jo en immensen Erfollegsmodell, wat mir hei als Lëtzebuerg ze bidden hunn.

Natierlech ass dat ëmmer eng Fro vun der Zäit. Déi éischt Generatioun ass ganz oft déi, déi net esou gutt integréiert ass. Mee déi zweet Generatioun, dat ass dann déi, déi total integréiert ass.

A wéi kënne sech déi Kanner integréieren? Mee dat ass gréisstendeels dank der Schoul, wou d'Kanner zesumme mat deenen anere sech vermëschen, Lëtzebuerger, Auslänner vun iwwerall, an zesumme léieren an zesummen d'Sprooche léieren.

A wat léiert eis dat? Dat léiert eis, dass am Fong d'Integratioun hei am Land iwwert déi leschten 100 Joer, wou mer vill Awanderung haten, fonctionéiert huet dank dem Motor vun der ëffentlecher Schoul. Déi gemeinsam ëffentlech Schoul, wou all d'Kanner zesumme sinn, ob räich oder aarm – op d'mannst emol an der Primärschoul ass dat de Fall –, Lëtzebuerger oder Auslänner, dat ass de Motor vun der sozialer Kohäsioun a vum dach awer gudden Zesummeliewen hei am Land.

Zesummen an der Klass sinn … A mir haten dat alleguerten, an haut kënnt Der dat kucke goen. An der ëffentlecher Schoul, do hutt Der dat jo awer: Ob Lëtzebuerger, Portugisen, Italieener, vum Balkan, vun iwwerall, si sëtzen zesummen do, si léieren zesummen, si maachen déi selwecht Erfarungen, et léiert ee vun deem aneren a si schafe Gemeinsamkeeten. An déi Gemeinsamkeete sinn immens wichteg fir eng Gesellschaft a fir esou en diverst Land wéi Lëtzebuerg.

Elo ass et awer haut esou, dass dat net méi esou evident ass, wéi dat vläicht mol war. Éischtens emol huet d'Immigratioun déi leschten zéng Joer wierklech ganz staark zougeholl, soudass een allgemeng hei am Land an den Infrastrukturen an eeben och an de Schoulen u gewësse Limitte kënnt, déi ee vläicht net méi esou einfach packt wéi fréier. An zweetens sinn ëffentlech international Schoulen opgemaach ginn, déi d'ailleurs anscheinend esou international sinn, dass een do eigentlech manner Sprooche léiert wéi an der traditioneller Lëtzebuerger Schoul. An an dësen internationale Schoulen, do ass natierlech Trennung virgesinn an net méi Integratioun. An dat ass och de Schwaachpunkt vun deene Schoulen.

An doriwwer eraus gëtt dann den typeschen dräisproochege Schoulsystem, op dee mer jo awer ëmmer ganz houfreg waren, hei ofgeschaaft, fir de Kanner et da méi einfach ze maachen. Dat ass jo d'Zil. Mee maache mer de Kanner domadder tatsächlech e Gefalen? Dat ass d'Fro.

An dat ass nämlech e ganz wichtege Punkt: Déi Kanner, déi an déi ëffentlech international oder europäesch Schoule ginn, déi hunn duerno bei der Beruffswiel net déi selwecht Méiglechkeete wéi déi Kanner, déi déi normal ëffentlech Schoul packen. An et wier ganz wichteg, dass een deenen dat schrëftlech gëtt bei der Aschreiwung, well ech kennen elo scho Fäll vu Leit, déi dat op eemol mierken – si kënnen awer elo net méi an déi aner Schoul wiesselen –, dass se net méi kënnen duerno dat erreechen, wat déi aner Kanner erreechen.

Firwat? Ma well beim Staat ganz oft – an ech hoffen, dass Der alleguerten domat averstane sidd, dass dat esou bleift – déi dräi administrativ Sproochen awer op engem, soen ech elo mol, Niveau, dee sech weise léisst, gefrot ginn, zum Beispill och fir Polizist ze ginn. Een, deen haut an eng ëffentlech europäesch Schoul geet, dee wäert probablement wierklech net d'Méiglechkeet duerno hunn, Polizist ze ginn, well en entweeder Däitsch oder Franséisch net op deem Niveau wäert kënnen, deen do gefrot gëtt. An dat, mengen ech, ass e Riseproblem. An dat muss ee ganz transparent deene Leit matdeelen.

Ech wëll och hei an deem Kontext, wou mer vun de Sprooche schwätzen, de Jules Barthel zitéieren. Dat war de Vizepresident vum SEW viru siwe Joer, deen e ganz interessante Saz eng Kéier gesot hat am Quotidien. En hat nämlech gesot – an ech iwwersetzen elo op Lëtzebuergesch –: „Et ass dach awer wierklech paradoxal, dass een op där enger Säit d'Regierung huet, déi déi ganzen Zäit d'Méisproochegkeet an d'Vitrinn setzt, an op där anerer Säit da Schoule schaaft, déi d'Méisproochegkeet ënnergruewen." Do ass kee Konzept dohannert. An dat ass dat, wat hei mat deenen ëffentlechen europäesche Schoule geschitt.

An natierlech kann ee soen: „Mir maachen et méi einfach." Mir maachen et och eise Schoule méi einfach, wa mer deenen, soen ech elo mol, Stacklëtzebuerger Kanner d'Franséischt op der Säit loossen. Ma dann ass d'Chance, dass déi d'Schoul packen, vill méi grouss. An dann hätten och, wa mer dat déi leschte 50 Joer gemaach hätten, warscheinlech vill méi Lëtzebuerger Kanner en Diplom kritt, wéi dat de Fall war.

Mee d'Zil ass jo awer och, dass mer sou vill wéi méiglech Kanner hikréien op en Diplom, deen eppes wäert ass a wou een eeben och da Franséisch kann. A wann Der dat net méi wëllt, da musst Der och d'ganz Gesellschaft esou ëmstellen, dass ee kee Franséisch méi muss kënnen. Dat heescht, da musst Der och vill méi op Däitsch maachen dobaussen.

Hei gëtt déi falsch Prioritéit gesat. A mir sinn derfir, dass d'Integratioun d'Prioritéit ass, an och net onbedéngt einfach coûte que coûte en Diplom ginn. En Diplom ginn ass natierlech en Zil, wat erstriewenswäert ass, mee ech soen Iech awer eppes: Et wäert ni dee Fall ginn, dass jiddwereen en Diplom kritt. An d'Zil vun eis alleguerten als Gesellschaft misst am Fong sinn, dass mer och deene Leit, déi keen Diplom hunn oder net déi Schoul gemaach hunn, aus welche Grënn och ëmmer, d'Méiglechkeet ginn, anstänneg, normal, gutt an dësem Land ze liewen an als Jonken och ouni Diplom sech kënnen eng Wunneng ze leeschten, eng Aarbecht ze kréien an anstänneg ze liewen, eng Famill ze grënnen. Dat muss jo d'Zil sinn, an net onbedéngt dass jiddwereen en Diplom kritt, deen duerno eventuell dann doduerch och näischt méi wäert ass.

Et gëtt ëmmer gesot, och an deene Sloganen: „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler". An deem Slogan gesäit ee jo scho genau déi Trennung, déi mat där Politick, déi den Här Meisch gefouert huet déi leschte Joren, gemaach ginn ass. Fir eis ass dat absolutt net de Wee, dee mer musse goen.

Da stelle sech nach eng ganz Partie aner Froen – déi sinn och hei gestallt ginn –: Wéi ass et mam Lëtzebuergeschen an deene Schoulen? Mir wëssen, dass déi Kanner, déi an deene Schoule sinn a kee Lëtzebuerger Background hunn, net an der Lëtzebuerger Spillschoul waren, net an deenen europäesche Schoulen do Lëtzebuergesch léieren. Dat ass dat, wat déi Leit, déi do an deene Schoule schaffen, mir soen. Dat ass esou. An déi aner hunn et jo och hei ugedeit.

Da gëtt et och an deene Schoulen zum Beispill keng Éducation civique. Mir schwätzen ëmmer hei dervun, dass d'politesch Bildung esou wichteg ass. Mee grad do, wou jo Kanner sinn, deenen hir Elteren net aus Lëtzebuerg sinn, wier et jo ganz wichteg, sou eppes ze maachen, fir dass se d'Institutiounen zu Lëtzebuerg kenne léieren. Dat Fach gëtt et awer da widderspréchlecherweis an deene Schoulen net.

Da schwätze mer vun der Evaluatioun vun deene Schoulen. Ech hat eng Kéier hei gefuerdert virun dräi Joer: Ma da kommt, mir maachen eng Evaluatioun! Dann huele mer déi Kanner aus der europäescher Schoul an déi aus der traditioneller Schoul a mir huelen den europäesche Referenzrame fir d'Sproochen a mir teste se an eisen dräi Amtssproochen alleguer, am Däitschen, Lëtzebuergeschen, Franséischen an am Engleschen, de selwechten Test fir déi Kanner aus der europäescher Schoul an aus der traditioneller Schoul, an da gesi mer jo, wou mer stinn a wie besser ofschneit. Dat wier transparent.

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Elo hu mer een Test. Dat ass deen an der Mathé, dee gemaach ginn ass. Et kann een dat natierlech net direkt vergläichen, well effektiv ass den Niveau socio-économique méi héich an den europäesche Schoulen, well warscheinlech do éischter Kanner ugeholl ginn, déi méi héich am Niveau sinn an déi dann eeben e bessere Background hunn. An trotzdeem si se eeben nach méi schwaach wéi am Classique.

Et sinn nach eng ganz Partie aner Problemer, déi do sinn. Et kann ëmmer … Ech soen och, déi Schoulen …

(Interruption par la présidence)

Ech hunn nach eng Motioun, Här President, wann Der erlaabt.

Et gëtt ëmmer nach d'Méiglechkeet, déi Schoulen ze hale fir Kanner, déi méi spéit an d'Land kommen, mat 12 Joer, mat 13 Joer. Dat huet sécherlech säi Sënn. Mee allgemeng hei fir eng Trennung ze suergen an da jo innerhalb vun den internationale Schoulen nach eng Kéier eng Trennung an de Klassen, déi eng dohinner, déi eng dohinner, dat ass net gutt, dat wëlle mer net.

An elo kommen ech am Fong nach zu deem Punkt – dofir hunn ech eng Motioun matbruecht –, deen dee wichtegsten ass. Dat ass deen: Et ass geschwat gi vu Gerechtegkeet. An eng vun de fir eis frappantsten Ongerechtegkeeten, déi hei bestinn, dat ass déi, dass déi Schüler an der ëffentlecher europäescher Schoul hir Première ee Joer éischter maachen, dat heescht no 12 Joer Schoul, an déi Kanner aus der traditioneller ëffentlecher Schoul ee Joer méi spéit, no 13 Joer Schoul. Dat heescht, déi maachen ee Schouljoer méi. Dat heescht, déi aner kënnen ee Joer éischter ufänke mat schaffen an déi kënnen ee Joer éischter ufänke mat studéieren. Dat ass fir eis inakzeptabel. An duerfir fuerdere mer hei, dass dat ugeglach gëtt an dass all eis Kanner, egal a wéi enger Schoul se sinn, hiren Diplom zur selwechter Zäit kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– et eng Ongerechtegkeet an eisem ëffentleche Schoulsystem gëtt: D'Schüler maachen hiren Ofschloss an der ëffentlecher europäescher Schoul ee Joer éischter (12 Joer Grondschoul a Lycée) wéi déi aner Schüler aus der traditioneller ëffentlecher Schoul (13 Joer Grondschoul a Lycée),

ass sech bewosst, datt

– doduerch d'Schüler aus der ëffentlecher europäescher Schoul e Virdeel hu vis-à-vis vun de Schüler aus der traditioneller ëffentlecher Schoul, well si doduerch ee Joer éischter mat hirem Studium bzw. hirer Beruffstätegkeet ufänke kënnen,

fuerdert d'Regierung op,

– sech aktiv fir d'Chancëgläichheet resp. d'Gerechtegkeet anzesetzen tëscht Schüler, déi eng traditionell ëffentlech Schoul besichen, a Schüler, déi eng ëffentlech Europaschoul besichen, andeems d'Schouldauer an den ëffentlechen Europaschoulen och op 13 Joer eropgesat gëtt.

(s.) Fred Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, merci virop der Madamm Closener dofir, dëse wichtegen Debat ugefrot ze hunn, dee mer virun e puer Joer schonn eng Kéier gefouert hunn an deen un d'Häerz vun eisem Schoulwiesen, nämlech ëm seng grondleeënd Struktur geet.

Jo, mir hunn ënnerschiddlech Kanner. Ech géing hei op dräi grouss Ënnerscheeder respektiv Inegalitéiten agoen, déi en Impakt hunn, wéi eng Bildungschancen d'Kanner eeben erfueren:

Zum enge gëtt et do de sougenannte sozioekonomeschen Hannergrond vun de Kanner, sprech d'Fro, wéi staark de Bildungsgrad an deementspriechend d'Beruffer an d'Akommes vun den Elteren d'Kanner an hire Méiglechkeeten, an hire Perspektiven impaktéieren. D'Äntwert ass: ze vill.

Zweetens geet et ëm de sproochleche Bagage vun all Kand. Am multilinguale Lëtzebuerg schwätze laut enger Etüd vum Statec nëmme ronn 34 % vun de Kanner eng Sprooch mat hiren Elteren, 38 % der zwou an 28 % der méi. Wann een déi ganz Bevëlkerung kuckt, da schwätze laut den neisten Zuele vun 2021 just nach ronn 52 % vun de Leit Lëtzebuergesch oder Däitsch als Haaptsprooch. Déi aner Sprooche ginn ëmmer méi heefeg an ëmmer méi divers. Dat kann net ouni Auswierkung op eise Schoulsystem sinn.

An drëttens geet et och ëm d'spezifesch Besoine vun eise Kanner. Och si diversifiéieren d'Kanner, an hir Besoine maachen et méi komplex, eng uniform Äntwert op déi verschidden Erausfuerderungen ze fannen.

D'Politick probéiert säit laange Joren, Äntwerten ze fannen. Nieft der Alphabetiséierung op Franséisch, déi jo am Pilotstadium ass, sinn d'international ëffentlech Schoule bis elo sécher déi wichtegst. Dës Schoule si gratis, ëffentlech a bidden deementspriechend eng méi accessibel Alternativ zu Privatschoulen. D'Politick huet des Weideren decidéiert, verschidde Kompetenzzenteren ze grënnen, fir op déi verschidde spezifesch Besoinen, vun deenen ech grad geschwat hunn, ze reagéieren an ze ënnerstëtzen – am Idealfall no beim Kand.

Wéi mer awer d'Bildungsgerechtegkeet ronderëm de sozioekonomeschen Hannergrond vum Elterenhaus wëllen an de Grëff kréien, jo, do huet de Bildungsminister – an éierlech gesot déi ganz Regierung – nach Hausaufgaben ze maachen.

Am Bildungsberäich schwätze mer do zum Beispill vu verschiddenen Nohëllefscoursen, vu méi verständlechem a manner administrativem Schoulopbau an awer och enger transparenter Orientatioun a Sensibiliséierung bei den Elteren. Mat der wuessender Komplexitéit vum Schoulsystem wäert dëse Volet ëmmer weider u Wichtegkeet gewannen, well wann d'Elteren hir Kanner net richteg kënnen orientéieren, mee da bréngen all gutt Dispositiffen näischt.

Den essentiellen Ënnerscheed vun den internationale Schoulen ass jo eigentlech, wéi Sproochen hei geléiert ginn. Et ass hei notamment esou, dass ënnerscheet gëtt tëscht enger Haaptsprooch a weideren Niewesproochen, anescht wéi am traditionelle Lëtzebuerger Schoulsystem mat méi Haaptsproochen.

Wéi mer déi leschte Kéier hei an der Chamber iwwert d'Theema ëffentlech international Schoule geschwat hunn, du sot d'Martine Hansen fir d'CSV, den traditionelle Schoulsystem misst „knäipe" vun deem, wat gutt ass an deem neie System. An effektiv, mat der franséischsproocheger Alphabetiséierungsschinn ass jo en Ufank an deem Sënn gemaach ginn.

De Projet ALPHA weist a senge Konsequenzen awer och, wéi elo Drock entsteet op den traditionelle System, Drock, well jo no der Alphabetiséierung an dann och no der Primärschoul déi betraffe Schülerinnen a Schüler mussen iwwergoe kënnen an den normale Parcours an domat an den normale Sproocheregimm – oder se ginn eeben eriwwer an déi ëffentlech international Schoulen.

D'Fro ass also déi, wéi all dës Aspekter an Initiativen duerno aneneegräifen: Wéi ass et konkreet vum MENJE ugeduecht, dass d'Alphabetiséierung op Franséisch an Däitsch duerno am Lycée weidergefouert gëtt? Kënne mer wierklech dervunner ausgoen, dass de Sproochenniveau nom Cycle 4.2 esou identesch ass, dass een am Secondaire kann um Status quo festhalen? Oder muss net och elo schonn driwwer nogeduecht ginn, wéi eng sproochlech Filièren een am Secondaire offréiert?

Oder alternativ: Gëtt de Minister sech domadder zefridden, dass déi Kanner aus de Pilotprojeten dann d'office am internationale System weiderginn? Hei wier et scho gutt, wann de Minister eis seng Reflexioune géif matginn. Mir hoffe jo ganz staark, dass dës elo schonn am ganze Curriculum zesummegeduecht ginn.

Och wat déi pedagogesch Offer an d'Vernetzung formal/nonformal ugeet, sinn d'international Schoulen duerchaus interessant. Och hei stellt sech – a stellen ech och stellvertriedend fir d'Madamm Hansen – d'Fro, wéi a wat de Minister wëll bei si „knäipe" goe fir den traditionelle System, fir dass d'Best Practices ausgetosch ginn an d'Zersplitterung vun der Schoullandschaft net méi grouss gëtt.

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et stinn nach vill Froen op, obwuel déi ëffentlech international Schoule mëttlerweil sou nei net méi sinn: Brauch et mat der Alphabetiséierung op Däitsch a Franséisch am traditionelle Fondamental iwwerhaapt nach d'Grondschoulfilière vun den ëffentlechen internationale Schoulen? Dat ass eng Fro, déi ee sech duerchaus zu engem gewëssene Moment muss stellen.

Grad am jonken Alter ass nämlech eng lokal Verankerung, e Schoulwee zu Fouss oder mam Vëlo, d'Groussginn ënner Kanner am Duerf oder am Quartier jo grad immens wichteg. Wéi kréie mer där Segregatioun entgéintgesteiert? Wéi kréie mer Informatiounen iwwert d'ëffentlech international Schoulen och bei déi Elteren, déi sozioekonomesch manner gutt dostinn? Wéi stelle mer sécher, dass e Schüler, deen am internationale System echoueiert, och am traditionelle Kontext opgefaange gëtt a weidermaache kann? Hei feelt et fir eis nach ëmmer u systeemeschen Äntwerten.

Kolleeginnen a Kolleegen, Kohärenz ass d'Stéchwuert. Zesummendenken ass Tromp. A Vereenheetlechung amplaz Trenne muss eiser Meenung no d'Mooss hei sinn. Dofir fuerdere mir Gréng en iwwergeuerdente Curriculum, nom Virbild beispillsweis vum neuseeländesche Modell, deen ëmmer erëm participativ iwwerschafft an ugepasst gëtt. E Curriculum, e Kader, eng gemeinsam Visioun dofir, wéi eng Kompetenzen, wéi eng Valeuren, wéi eng Methode fir déi ënnerschiddlech Alteren enseignéiert ginn a wéi eng Roll déi verschidde Schoulen an dësem Kader hunn. Mam Plan d'études 2025 ass e Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach ginn. De Secondaire soll nozéien. An dann? Mir brauchen hei, wéi gesot, letztendlech ee kohärente Curriculum vum Precoce op d'Première, deen aneneegräift, dee kohärent ass an deen de System ënner sech verbënnt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eise Bildungssystem steet haut, wéi esou oft, viru groussen Erausfuerderungen. Huele mer déi vill verschidden Niveauen a Sektiounen, déi ugebuede ginn: Eng breet Offer ass jo op där enger Säit eppes Positives, well et de Schülerinnen a Schüler méi Méiglechkeete bitt. A wéi Der wësst, huet sech an de leschte Joren d'Offer u Schoulen ëmmer méi diversifizéiert. D'Aféiere vun neie Sektiounen oder Bildungsweeër ass sécher e wichtege Schratt, fir d'Offer ze moderniséieren. Mee mir mussen oppassen, datt mer net an eng weider Fragmentatioun vun eisem Bildungssystem erarutschen, well genau dës Fragmentatioun ass an de leschte Joren ëmmer méi staark ginn.

Dowéinst muss all nei Offer hir Sënnhaftegkeet beweisen an zu enger Verbesserung vun der Bildungsqualitéit fir de ganze System bäidroen. Well dës Fragmentatioun ass net nëmmen eng organisatoresch Fro, mee en Theema, wat d'Zukunft vun eise Kanner an domadder och d'Zukunft vun eisem Land betrëfft.

D'Entstoe vun ëffentlechen Europaschoulen huet nei an, jo, och positiv Méiglechkeete geschaaft, mee gläichzäiteg – an dat ass jo och haut schonn erauskomm – nei Erausfuerderunge mat sech bruecht. Dës Schoulen, déi keng Trennung no Niveaue wéi Classique oder General maachen, schéngen op den éischte Bléck eng méi inklusiv Approche ze bidden. Mee wa mer genee hikucken, gesi mer, datt dës Schoulen dacks keng heterogeen Schülerpopulatioun hunn, mee éischter Kanner aus gutt ausgebilten – heefeg – Expatfamilljen unzéien.

Dat ass net onbedéngt eppes Verwerfleches. Et soll jo fir jiddwereen eng Offer ginn. Leider weist dëst awer och, datt u sech e groussen Deel vun der Populatioun, op deen d'Offer vun den ëffentlechen Europaschoulen eigentlech ausgeriicht war, dës guer net an Usproch hëlt. Och wann net alles schlecht un den ëffentlechen Europaschoulen ass, sou konnt d'Zil – an dat Zil gouf heibannen ëmmer verteidegt –, zu engem méi gerechte Schoulsystem bäizedroen, an eisen Aen domadder net erreecht ginn. D'Zil ass verfeelt.

E weidere Problem, dee mir Piraten gesinn, ass, datt dës Europaschoulen net op spezifesch, jo, bestëmmte Beruffer virbereeden. D'Handwierk an d'Santésberuffer zum Beispill, déi fir eis Ekonomie esou wichteg sinn, fannen an dësem System einfach net déi néideg Opmierksamkeet. Mir riskéieren esou, eng Generatioun vu jonke Leit ze kreéieren, déi vläicht guer net consideréiert, e Beruff an engem vun dëse Secteuren ze ergräifen.

A wat eis awer allgemeng Suerge mécht – an och dat ass haut jo schonn e puermol ugeklongen –, jo, dat ass, datt dës parallell Bildungsweeër riskéieren, net nëmmen e parallelle Bildungswee ze schafen, mee Parallellgesellschaften ze kreéieren.

Dat ass net dat, wat mer fir eist Land wëllen. Lëtzebuerg war ëmmer e Land vun der Integratioun, wou verschidde Communautéiten zesummegelieft hunn, matenee geschwat hunn, zesumme geléiert hunn a sech dann och am Private mateneen echangéiert hunn. An eis Schoule mussen do e Virbild sinn. Eis Schoulen däerfen dës sozial Kohäsioun net a Fro stellen.

Dat urspréngleche Zil also vun den Europaschoulen, nämlech eng besser Bildungsgerechtegkeet, gouf bis elo mat dëser Offer hei net erreecht. Am Géigendeel, mir kommen am Moment ëmmer méi wäit vun der Bildungsgerechtegkeet ewech. De sozioekonomesche Status vun der Famill ass nach ëmmer den entscheedenste Facteur fir de Bildungserfolleg vun engem Kand. Dat ass net akzeptabel an engem soi-disant esou moderne Land wéi Lëtzebuerg.

Amplaz also duerch ëmmer méi nei Offeren eis Schoullandschaft weider ze fragmentéieren, quasi eng Schoul fir jiddereen – oder fir jiddereen déi passend Schoul –, ouni dobäi fir méi Bildungsgerechtegkeet ze suergen, musse mer nei Weeër aschloen. Mir brauchen zum Beispill eng méi staark Koordinatioun tëscht de verschiddene Schoulformen. D'Fragmentatioun däerf net zu enger Zerspläiterung vun eise Bildungsstandarde féieren. Da muss déi sozial Duerchmëschung an all eise Schoule gefërdert ginn an d'Famillje musse méi staark iwwert déi verschidden Offeren a Méiglechkeeten, mat alle Vir- an Nodeeler, informéiert ginn. Well eng Schoul däerf net just fir eng bestëmmte sozial Schicht do sinn. Des Weidere muss d'Beruffsausbildung an all – an ech betounen: wierklech an all – eise Schoule gestäerkt ginn, och an den Europaschoulen.

Eise ganze Schoulsystem brauch nach vill méi e klore Fokus op d'Chancegläichheet. De sozialen Hannergrond vun engem Kand däerf net méi iwwer seng Bildungschancen entscheeden. E Projet an dësem Kader ass jo d'Alphabetiséierung op Franséisch an eise Grondschoulen. An dat éischt provisorescht Resultat léisst jo gewëssen Hoffnungen opkommen, mee ob se sech laangfristeg bestätegen, musse mer dann an deenen nächste Jore gesinn.

Bei den Europaschoulen hu mer awer e Constat, datt mer eng Fragmentéierung hunn, datt se eng bestëmmten Zilgrupp unzéien – eppes, wat och heibannen, wéi se agefouert goufen, gesot gouf, datt dat e Risiko wär. Mir gesinn elo, datt dee Risiko sech confirméiert huet, a mir gesinn awer net, datt aktiv dogéintgesteiert géif ginn. Mir gesinn net, datt d'Europaschoule sech aktiv beméien, fir eebe grad eng méi heterogeen Bevëlkerung an hirer Schoul ze kréien, eng méi heterogeen Schoulpopulatioun ze kréien, fir eeben déi sozial Kohäsioun ze stäerken. Nee, mir gesinn u sech hei en, jo, Cercle vicieux zu engem gewëssene Grad, deen derzou féiert, datt do, wou schonn eng gewësse sozial Grupp ass, déi ëmmer weider higeet, an all déi aner eeben enzwousch anescht higinn. Dat ass net dat, wat ee mat Bildungsgerechtegkeet, mat Chancegläichheet erreeche wëll.

Ofschléissend wëll ech awer nach dorop opmierksam maachen, datt mer haut virun enger Wiel stinn: Wëlle mer e Bildungssystem, deen eis Gesellschaft weider fragmentéiert a wou de sozioekonomesche Status vun den Elteren dacks iwwert de Succès entscheet, oder wëlle mer eng Schoul, déi eis Kanner zesummebréngt an hinnen all déi selwecht Chancë gëtt?

D'Äntwert fir d'Piraten ass jiddefalls kloer: Mir hätte gären eng Schoul fir jiddereen, déi jidderengem déi selwecht Chancë gëtt an net d'Gesellschaft spléckt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dann huet als leschten ageschriwwene Riedner den Här David Wagner elo d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, déi ëffentlech international an europäesch Schoulen hunn eng Partie Virdeeler. Et muss ee se awer och op engem gewëssenen Niveau kritiséieren. A souwuel op d'Kritick wéi op d'Virdeeler wäert ech nach zréckkommen.

Ee vun de Punkten, iwwert deen elo vill geschwat ginn ass an deen ech e bëssen à part huele wëll, dat ass natierlech dee vun de Sproochen a vun der Alphabetiséierung, wat e wichtegt Theema ass, wat awer och net dat eenzegt ass, mengen ech, zu Lëtzebuerg an der Pädagogik. An ech mengen, et wier och net ganz richteg ze behaapten, datt een et de Lëtzebuerger oder den auslännesche Kanner méi einfach mécht. Wann een elo kuckt, wéi dat bis elo nach ëmmer leeft, an der Grondschoul souguer: Jo, jidderee leit iergendwéi ënnert der Aart a Weis, wéi mir hei zu Lëtzebuerg Sprooche geléiert ginn. Kanner, déi keng Stacklëtzebuerger sinn, déi souguer éischter romanofon sinn ... Bei mir war dat jo och de Fall: Ech hu bal kee Lëtzebuergesch doheem geschwat bis mat dräi, véier Joer a keng däitsch Tëlee gekuckt. Jo, dann ass een op eemol mat enger däitscher Alphabetiséierung konfrontéiert. Et war schonn an den 80er-Joren esou, mee et huet sech jo net villes geännert. Et ass jo och gaangen. An do huet ee ganz séier d'Schlappe verluer. Also, et ass ganz séier gaangen: der, die, das an esou weider an duerno kënnt nach deen Dativ a Genitiv an da bass de verluer. Bon, ech sinn dat elo nach ëmmer zum Deel.

(Hilarité)

Par konter stellt sech natierlech d'Fro awer och fir Stacklëtzebuerger Kanner, déi op eemol ee Joer drop Franséisch musse léieren, well ech ... Quitte datt ech gréisser Facilitéiten hunn am Franséisch, well dat jo meng éischt Sprooch ass, kann ech total novollzéien, datt déi Aart a Weis, wéi zu Lëtzebuerg ëmmer Franséisch enseignéiert gouf, zemools fir Kanner, déi net aus engem Bildungsbürgertum kommen, well d'Schoul ass fir si gemaach ginn ... D'Schoul ass fir si gemaach ginn. Si haten och gréisser Schwieregkeeten. An dat mierkt ee jo och duerno am Secondaire, well dat ass jo och nach e Paradoxon sonnergläichen, datt am Secondaire an der Tëschenzäit, och an de leschte Joerzéngten, och vill auslännesch Kanner do gelant sinn, well se och den Examen ..., oder do orientéiert gi sinn, a si mussen alles op Däitsch maachen, well dat jo urspréngleche geduecht war, an och an enger Klassenapproche sou: „Maja, dat sinn och déi kleng Lëtzebuerger an deene wäerte mer kee Franséisch léieren. Do geet Däitsch duer, well et ginn Aarbechter et cetera." Duerno huet d'Situatioun sech e bësse geännert.

A wärend Joerzéngten ass näischt geschitt, an do ka kee Politiker, keng Politikerin, soen: „Mir woussten et net", well déi Kriticken, déi gi schonn zënter 50 Joer gemaach. An et ass inakzeptabel d'ailleurs, datt dat nach ëmmer de Fall ass. Ech verstinn, datt et net ëmmer einfach ass, mee ech mengen, heiansdo muss een awer och kënnen e bësse méi Courage fannen.

Mee ech mengen, duerno d'Fro ass jo och déi, datt mir vläicht och fuerderen ... Also, iergendeng Kéier muss ee sech eens ginn. Mir sinn elo zu bal 700.000. E groussen Deel vun der Bevëlkerung maîtriséiert net all déi Sproochen. An dat ass jo och onméiglech, C1 an dräi Sproochen ze hunn. Wie mécht dat? Ma mir maachen dat. An dat ass net realistesch. A mir haten nach eng Diskussioun an der Commission de l'Enseignement supérieur, zum Beispill fir déi, déi am Bachelor an der Medezinn wëlle kommen, Kanner, déi hei immens gutt sinn en plus, a sech dann net aschreiwe kënnen, well se net C1 an dräi Sprooche sinn. Dat heescht, du bass zwar vläicht ganz gutt an de Wëssenschaften, mee well s de den Dativ net kanns zum Beispill, ben, da méchs de keng Medezinm zu Lëtzebuerg. Komm, mir sinn net seriö. An do gouf och nach argumentéiert: „Dach, dat ass wichteg." Bon, voilà, mee ech mengen, mir mussen eis iergendeng Kéier am Kloren doriwwer sinn, datt mer awer och aner Ufuerderunge wëllen hunn an datt net jiddereen hei zu Lëtzebuerg de selwechten Niveau kann hunn an de Sproochen.

Bon, mee de Succès och vun den internationalen ... Déi aner Sujete sinn awer och interessant. De Succès vun deene Schoulen, dee weist jo awer och eeben op d'Schwächte vun der regulärer Schoul hin an och vläicht op de Manque vu Moyenen, deen déi regulär Schoul huet, well mir gënnen de Succès, deen déi europäesch an international Schoulen hunn ... An da seet ee sech: „Mee firwat gëtt dat och net an der regulärer, an der normaler Schoul gemaach, wéi zum Beispill awer och d'Aufgaben, déi an der Schoul gemaach ginn?" Dat spillt esou eng grouss Roll. Dat ass determinant, ob een doheem Elteren huet, déi engem kënne bei den Hausaufgaben hëllefen, oder net. Dat spillt eng immens grouss Roll. Et ass net normal. „Hausaufgaben", dat Wuert misst iwwerhaapt verschwannen. Aufgabe gi mat Enseignantë gemaach – Punkt, Schluss! Soss si mer an enger Klassegesellschaft oder mir verstäerken nach d'Ënnerscheeder.

Keen Technique, kee Classique. Elo op eemol fënnt jiddereen d'Gesamtschoul iergendwéi gutt, well dat ass jo awer e bëssen de Sujet, Gesamtschoul, wat och eng Klassegesellschaft ass. An ech kréien zënter 20, 30 Joer gesot: „Du kanns dat net aféieren. Et ass komplizéiert." Elo mierke mer: „A, et ass awer eng gutt Saach." A selbstverständlech ass et eng gutt Saach, an d'Leit fannen dat gutt. Et huet een och eng grouss Offer u Periscolaire. Et huet een och méi kleng Effektiver, hunn ech mer och soe gelooss. Et ass vläicht net iwwerall d'selwecht, mee méi kleng Effektiver si gutt. Dat hu mer och an der Covidzäit gemierkt, wou awer och bewise ginn ass, datt et zemools de Kanner aus der Aarbechterklass besser gaangen ass, well vill Enseignantë sech op eege Fauscht vill méi ëm déi Kanner bekëmmert hunn, well se woussten: „O, déi hu méi Schwieregkeeten." An déi Enseignanten hu sech vill geopfert, fir deene Schüler ze hëllefen.

Mee et ass awer eng Fro vu Mëttelen. Wann een dat wëll generaliséieren an der regulärer Schoul, kascht dat eppes. Et muss ee Leit ausbilden. Déi fënnt ee vläicht och net direkt, mee dat ass awer déi verdaamte Flicht vun engem Ministère de l'Éducation nationale, fir dofir ze suergen, zemools wann dee selwechte Minister zënter zéng Joer do sëtzt. Iergendeng Kéier muss een awer zu engem Schluss kommen, datt een an déi Richtung misst goen an datt ee grad déi Mëttelen eebe fräimécht, fir eng egalitär Schoul fir jiddereen hei ze hunn an tatsächlech ze verhënneren, datt een net an e Parallellsystem kënnt.

Well dat ass eeben ee vun de Problemer vun deenen Europaschoulen: Et erreecht guer net déi, déi et wierklech am meeschte bräichten. Et ass eeben de Bildungsbürgertum, ob Lëtzebuerger oder Expat, deen am meeschten dovunner profitéiert. Très bien fir déi Schüler, well et wëll jo och net heeschen ...

Och Schüler, déi aus besserem Milieu kommen, hu Schwieregkeeten an der Schoul an déi musse genau déi selwecht Chancë kréien. Dat ass jo ganz evident. Mee et ass sech net iwwerluecht ginn, fir un déi aner Schüler ze kommen. An do soll och net gesot ginn: „Mir woussten dat net", well ech ka mech erënneren, ech stoung schonn hei viru bal zéng Joer an ech hunn dat gesot. An ech war net deen Eenzegen. An du gouf gesot: „Ma nee." Ben, voilà, majo, et ass geschitt.

Voilà, dat heescht, ech mengen, et sinn eng ganz Partie Saachen ... An d'Beruffsausbildung, jo, déi gëtt och net esou richteg berücksichtegt an deenen Europaschoulen. Dat ass vläicht och erëm eng Kéier en Zeechen, datt ee sech vläicht fir eng Kategorie vu Schüler awer trotzdeem manner interesséiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

8. Dépôt d'une motion par Mme Barbara Agostino

D'Madamm Agostino huet eng Fro un den Här Wagner ze riichten, wann den Här Wagner esou ...

Mme Barbara Agostino (DP), auteure | Nee, nee.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee?

Mme Barbara Agostino (DP), auteure | Nee, Här Wagner. Et ass fir den Depot vun enger Motioun.

M. David Wagner (déi Lénk) | A!

M. Claude Wiseler, Président | Et ass fir den Depot vun enger Motioun. Zu deem hei Sujet?

Mme Barbara Agostino (DP), auteure | Nee, zu der Interpellatioun gëschter vum Här Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Also, am Prinzipp maache mer fir d'éischt deen hei Sujet färdeg ...

Mme Barbara Agostino (DP), auteure | A, ok.

M. Claude Wiseler, Président | ... an da kritt Dir selbstverständlech d'Wuert, fir Är Motioun eranzereechen. Mee ech mengen, mir sollen ee Punkt no deem aneren huelen, wann Der domadder d'accord sidd. Dir sidd ëmmer ganz, ganz schnell, mee ech mengen, elo hei musse mer awer d'Prozedur e wéineg respektéieren. Merci, Madamm Agostino.

9. Interpellation de Mme Francine Closener sur les écoles européennes publiques (suite)

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci och un d'Francine Closener dofir, eis mol nees eng Kéier d'Geleeënheet ze ginn, eis hei iwwert déi éffentlech international Schoulen, mee awer insgesamt, denken ech, iwwert d'Erausfuerderungen an eisem Bildungswiesen ze ënnerhalen an och de Punkt ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, mir sinn als Lëtzebuerger Land kee Land wéi en anert. Mir hunn eng Rei vu Spezifissitéiten, déi anerer net an deem Mooss auszeechnen. An dozou gehéiert sécherlech och d'Heterogenitéit vun eiser Populatioun, d'Diversitéit vun eiser Populatioun. An déi mierke mer jo ganz besonnesch an de Schoulen. An et ass dat sécherlech d'Erausfuerderung Nummer eent, mat deenen d'Enseignanten an d'Enseignanteë queesch uechtert d'Land, egal a wéi engem Modell se Schoul halen, an eisen éffentlechen an och deenen net éffentleche Schoulen, dagan, dagaus ganz staark konfrontéiert sinn.

Eist Ländchen huet laang d'Aen do zougemaach, well mer gemengt hunn oder eis selwer ëmmer ageriet hunn, mir hätten e ganz gudde Schoulsystem, e performante Schoulsystem, eis Méisproochegkeet géif eis distinguéieren, no uewen hin distinguéiere par Rapport zu all deenen aneren. A mat der Publikatioun vun der éischter PISA-Etüd sinn eis d'Aen eigentlech ganz staark opgaangen a mir hunn der Realitéit dunn och missen an déi selwecht kucken, feststellen, datt mer et nach ëmmer net fäerdegbruecht hunn, sozial Ënnerscheeder iwwer e gerechte Bildungssystem kënnen auszegläichen, eppes, wat haut nach ëmmer Theema ass an zu Recht Theema ass, an awer virun allem och feststellen, datt mer et net fäerdegbréngen, e Schoulsystem dohinnerzestellen, deen de Schülerinnen an de Schüler onofhängeg vun hirer Sprooch doheem, vun hirer Familljesprooch, vun hirer Mammesprooch doheem déi selwecht Chancë ka ginn.

An duerfir hu mer jo haut och an enger Zäit, wou mer feststellen, datt déi Tendenz do, déi mer an den Nullerjoren dunn dee Moment festgestallt hunn an déi virdru schonn eng Realitéit war, sech haut nach eng Kéier ganz staark accentuéiert huet an datt mer, wat d'Diversitéit vun der Populatioun haut ubelaangt, nach eng Kéier eng aner Situatioun hunn, wéi dat viru 25 Joer de Fall war, wéi et viru 50 Joer de Fall war, wou mer eis schonn an deem dote Mooss,an där doter Kategorie ganz staark vun eisen Nopeschlänner distinguéiert hunn.

Haut – an et ass de Mëtteg och vun deem engen oder anere Virriedner ënnerstrach ginn – hu mer eng Schoulpopulatioun, wou nach just en Drëttel – en Drëttel! – doheem Lëtzebuergesch schwätzt als éischt Familljesprooch. En aneren Drëttel, fir et einfach ze maachen, schwätzt éischter Franséisch oder Portugisesch doheem. An dann hu mer nach eng Kéier en Drëttel, deen nach vill méi heterogeen ass, well do gëtt et warscheinlech eng Honnerte vu verschiddene Sproochen, déi doheem da geschwat ginn, déi eng oder déi aner mol nach e bësse méi, mee dat geet dann awer ganz, ganz schnell zeréck, datt nach just e puer Kanner dann och nach déi eng an och nach déi aner an dann och nach eng weider Sprooch schwätzen. An dat ass eng Erausfuerderung am Klassesall. An dat ass natierlech och eng zentral Erausfuerderung fir eise Bildungssystem. Jo, an et wäert se sécherlech och nach eng Zäitche bleiwen, mee dat ass eist Land.

Ech revendiquéieren hei net d'Auteurschaft vun der éischter éffentlecher internationaler Schoul hei zu Lëtzebuerg. Et war meng Virgängerin, déi dee Prozess schonn agelaut hat mam Baccalauréat international op Franséisch an op Englesch a verschiddene Schoulen, mat den A-Grades och an enger Schoul, där, wou gëschter hei jo en neit Gebai decidéiert gouf, déi sech ganz staark op e brittesche Schoulmodell konzentréiert huet. Mee ech hunn dat awer weidergefouert a vläicht méi systematesch weidergefouert, wéi et geplangt war, well ech gemierkt hunn, datt dat dote Schoulmodeller sinn, déi eeben eiser Schoulpopulatioun ganz besonnesch gerecht kënne ginn, an datt et e fundamentalen Ënnerscheed mécht, ob ech esou Schoulmodeller der Privatinitiativ, de Privatschoulen iwwerloossen, wou et Dausenden an Dausende vun Euro d'Joer kascht, fir seng Kanner kënnen anzeschreiwen, oder ob mer dat och als en Deel, als e feste Bestanddeel, haut e feste Pilier vun eiser éffentlecher Schoul definéieren a weiderentwéckelen, wou et eeben näischt kascht, fir seng Kanner anzeschreiwen am Fondamental oder duerno am Lycée, a wou déi Enseignanteën an Enseignanten, déi do enseignéieren, déi selwecht Konditiounen erfëllen an och déi selwecht Paie kënne kréie wéi déi, déi an all eisen aneren éffentleche Schoule queesch uechtert d'Land enseignéieren. Ech denken, datt dat emol en éischte ganz wichtege Schratt a Richtung vu Gerechtegkeet war, datt onofhängeg vum Portmonni doheem en Zougang geschafe ginn ass zu deenen dote Schoulmodeller.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mir gesinn, datt d'Leit natierlech zum Deel mat de Féiss ofstëmmen. An dat gesi mer all Joer, wann d'Aschreiwungsperiod ass, virun allem an den éffentlechen europäesche Schoulen hei zu Lëtzebuerg, wou mer an der Moyenne iwwer sämtlech Schoulen dräimol méi Demanden hunn, wéi mer Plazen hunn, wou mer an eenzelne Schoule fënnefmol méi Demanden hunn, wéi mer Plazen hunn. A wann een dann nach e bësse weider erofbrécht an eenzelne Joergäng, well mer hunn am Primaire, am Fondamental, wéi mer et haut nennen, en Tick wäit méi Demanden nach, wéi mer dat am Secondaire hunn, obschonn hei gemengt ginn ass, dat wär eigentlech net méi esou indiquéiert, mee da komme mer bis op siwen-, aachtmol méi Demanden, wéi mer op eenzelne Klassen iwwerhaapt Plazen hunn. An dat huet d'Regierung derzou bruecht, an hirem Programm fir dës Legislaturperiod ze soen: „Mir bleiwen net stoe bei sechs éffentlechen Europaschoulen, mee mir wëllen der nach dräi derbäi." A wouhin déi solle kommen, dat ass jo hei de Mëtten och scho genannt ginn. An ech wäert och herno nach emol drop agoen.

D'Fro gëtt hei gestallt: „Maacht Der net nach aner Schoulen?" Jo, mir bauen déi Schoulen a baue se aus an implantéieren och nei Schoulen do, wou den entspriechende Besoin ass. Ech si Minister ginn, do war grad eng Schoul anzeweien. Dat war de Lënster Lycée. A mir haten déi éischt Joren extreem grouss Problemer, fir déi Schoul mat Schülerinnen a Schüler gefëllt ze kréien. Zanterdeem mer dunn och do déi europäesch Programmer ugebueden hunn, hu mer elo schonn eng Kéier ausgebaut an et ass schonn nees ze kleng. An duerfir, denken ech, ass et normal, datt ee sech dem Besoin no riicht an och bei deem, wat derbäikënnt, virun allem och do kuckt, wou d'Nout am gréissten ass an de Besoin am gréissten ass. A wa mer herno nach vun der absolutt berechtegter Fro vun dem sozialen Hannergrond vun de Schülerinnen a Schüler, déi dës Schoule besichen, schwätzen, da wësse mer, datt mer deem och nëmme kënne gerecht ginn, wa mer och jidderengem eng Plaz an esou enger Schoul herno kënnen offréieren, dee se aus guddem Grond och fir sech revendiquéiert. Well wa mer et do méi enk maachen, eis méi zoumaachen, d'Dier méi zoumaachen, da wësse mer, datt virun allem herno déi Schwächst wäerte riskéieren, net eranzekommen. An dat kann net eis Politick sinn, Dir Dammen an Dir Hären.

Et ass natierlech net déi eenzeg Äntwert gewiescht an et bleift net déi eenzeg Äntwert, fir eise Schoulsystem ze diversifizéieren, fir en der Schoulpopulatioun méi staark unzepassen, der Sproochesituatioun, der sozialer Situatioun am Land méi staark unzepassen. Ech erënneren drun, datt mer och kloer Orientatioune ginn hunn – fir d'alleréischt emol, mengen ech, 2017 war dat –, wat d'Sproochepolitick an de Crèchen ubelaangt, an datt mer och kloer Orientatioune ginn hunn, wat d'Méisproochegkeet och schonn am Cycle 1 vum Fondamental ubelaangt, fir ze soen: Mir baue gäre Brécke par rapport zu deene Sproochen, déi

d'Schülerinnen an d'Schüler doheem och schwätzen, awer och zu deene Sproochen, déi se duerno an der Schoul solle léieren, fir déi Zäitfënster auszenotzen, wou een eigentlech mat Liichtegkeet, mat Spillegkeet, ...

„Spillegkeet", gëtt et déi iwwerhaapt? Nee, ech mengen net.

(Hilarité)

... mat Freed vläicht dann och do kann de Kanner eng Sprooch méi no bréngen.

Jo, mir hunn déi Pilotprojete lancéiert, fir den Elteren de Choix ze ginn, ob se weiderhin dat wëlle maachen an esou liewen, wéi et ëmmer de Fall war, nämlech hir Kanner op Däitsch wëllen alphabetiséieren ze loossen, well et gëtt gutt Grënn, fir dat weider unzebidden, oder eeben de Choix ze ginn, op Franséisch kënnen alphabetiséieren ze loossen. Déi Pilotprojete baséieren op der Experienz, déi mer an den ëffentlechen Europaschoule gemaach hunn, a si vun deene mat begleet ginn. Si si wëssenschaftlech begleet. Si gi wëssenschaftlech evaluéiert. A well zu Recht hei an op villen anere Plaze gesot gëtt: „Mir kënnen eis an der Transformatioun vun eisem ganze Bildungswiesen net nëmmen op ëffentlech Europaschoule konzentréieren", ass dat natierlech e wichtege Schratt zur Transformatioun vun eisem nationale Schoulsystem an et däerf sécherlech och net deen eenzege bleiwen. A wann hei zu Recht gefuerdert gouf an der leschter Legislaturperiod an och haut gefuerdert gouf, datt mer eis un deem inspiréieren, wat mer an anere Schoulsystemer, déi mer mëttlerweil an eise Schoulsystem erageholl hunn, an eist Bildungswiesen erageholl hunn, an eis ëffentlech Schoul erageholl hunn, u Saache geléiert hunn, an, wa se gutt fonctionéieren, se dann ze kopéieren, da solle mer dat och bei anere Punkte maachen.

Dir wësst awer och, datt mer sécherlech net alles matenee kënne maachen. An Dir hutt vläicht jo och matkritt – an et ass de Mëtten hei zitéiert ginn –, datt deen een oder aneren och vum Projet ALPHA nach ze iwwerzeegen ass. A mir wäerten dat natierlech och mat den Enseignanteën an Enseignanten diskutéieren. Mir wäerten och mat de Gemengen diskutéieren. Mir wäerte mam Syvicol diskutéieren. An ech muss awer soen, datt d'Experienz, déi um Terrain gemaach gëtt, immens encourageant ass a mer sécherlech doduerjer e grousse Schrëtt kënnen a Richtung vun enger Bildungsgerechtegkeet maachen.

Et sinn e puer Joer hier, do hu mer am Enseignement secondaire général systematesch am Cycle inférieur d'Méiglechkeet ugebueden, fir an de Sproochen – och an der Mathematik, mee virun allem och an de Sproochen – en Niveau de base oder en Niveau avancé ze beleeën. An ech denken, och dat ass e grousse Schratt a Richtung vu Flexibiliséierung vun eisem Sproochenunterrecht. Den Enseignement secondaire général, deen e grousse Pilier ass vun eisem Secondaire, wou mer haut déi dote Flexibilitéit schonn hunn. Den Enseignement secondaire, deen natierlech och do net ka stoe bleiwen an och net stoe bliwwen ass, well mer ganz vill Klasse grad am Secondaire, am Lycée hunn ënnert dem Régime linguistique spécifique, vill méi Klassen, wéi mer eigentlech mengen, wou mer eisen nationale Schoulsystem mat eisem nationale Programm jo huelen, awer d'Sprooch wiesselen. Do, wou zum Beispill, wann Däitsch Unterrechtssprooch ass, dann eeben dat selwecht ubidden als franséisch Unterrechtssprooch.

Wësst Der, datt mer mëttlerweil schonn dräi Lycéeën, Lycée-classiquen, an eisem Land hunn, wou eng 7e classique francophone ugebuede gëtt? Eppes, wat de Mëtteg hei eigentlech gefrot ginn ass, fir ze soen: „Mir musse jo awer kucken, wann elo nach op Franséisch alphabetiséiert gëtt: Wat maachen déi nom Cycle 4.2, wa se dann an de Secondaire kommen?" Ben, wann d'Franséischt natierlech do en Tick wäit méi staark ass a se wëllen awer an de Classique – an dat ass absolutt legitimm, an ech mengen, et ass noutwendeg, datt mer déi Brécke weiderhin do bauen –, dann ass dat dote schonn en éischte Pilier vun där Bréck, déi mer weider ausbaue mussen, datt dräi Lycéeën haut scho queesch uechtert d'Land esou Septièmen ubidden, wou op Franséisch ënnerriicht gëtt, Enseignement secondaire classique francophone op Septième. An dat weist, datt mer a villem vun deem, wat de Mëtteg hei eigentlech zu Recht gefrot ginn ass, scho längst ënnerwee sinn an datt een eis net méi brauch dozou opzefuerderen.

Am Regierungsprogramm hu mer och festgehalen, datt mer, sou wéi mer e breeden Dialog an eng breet Analys an eng Reflexioun gefouert hunn iwwert de Léierplang am Fondamental, virun allem och iwwert de Sproochenunterrecht an och d'Unterrechtssproochen am Secondaire sollen diskutéieren. Reflexioun, Diskussioun brauch Zäit. An ech denken, datt mer eis am Laf vun dëser Legislaturperiod och déi Zäit solle ginn, fir um Enn vun der Legislaturperiod eng Rei vu kloren Orientatioune virleien ze hunn op Basis vun deem, wat mer haut schonn op ville Plazen hunn, op Basis vun deenen Experienzen, déi mer do gemaach hunn, an op Basis natierlech och vun der Fro, ob mer de Projet ALPHA verallgemengeren oder ob dat finalement awer net gemaach gëtt. Dir kennt mäi Wonsch an deem doten Domän.

Et ass zanter Laangem eng Fro, wéi mer och an der Beruffsausbildung d'Sprooche méi flexibel kënnen handhaben. An ech mengen, mir sollten awer kucken, datt mer déi Fortschrëtter, déi mer gemaach hunn ... An dat ass net de Minister, deen déi mécht, well dee schreift keng nei Programmer, dee féiert och keng nei Klassen an, dee geet och net op den Terrain an iwwerzeegt d'Enseignanten, elo an enger anerer Sprooch ze enseignéieren. Dee geet och net an d'Betriber a seet: „Mir brauchen elo vläicht bei Iech och e Maître, deen net méi Däitsch mat de Schülerinnen a Schüler schwätzt, mat den Apprentien, mee dee Franséisch mécht oder dat och vläicht op Englesch mécht." Dat sinn eis Servicer an der Beruffsausbildung, déi dat dote gemaach hunn.

A wann ech hei héieren, et géif eng Offer gi vun zwou Formatiounen an der Beruffsausbildung, wann een déi op Franséisch wëllt maachen, dann ass een allerdéngs wäit ewech vun der Realitéit, déi mer mëttlerweil hunn. Mir hunn haut 30 francophone DAP-Formatiounen, déi mer ubidden. Mir hu sechs Technikerdiplomer, déi mer ubidden, Technikerformatiounen, déi mer ubidden am Franséischen an der Beruffsausbildung. A mir hu kloer kommunikéiert an och ofgemaach mat der Chambre des Métiers, datt mer fir d'Schouljoer 2026/2027 sämtlech DAP-Formatiounen am Handwierk och wäerten op Franséisch ubidden. Do si mer amgaangen an do schaffe mer weider drun. An et muss een dee Fortschrëtt, denken ech, awer och hei haut de Mëtteg an esou enger Debatt kënnen unerkennen, aus Respekt virun deene Leit, déi dat um Terrain dagan, dagaus ze leeschten hunn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech hunn d'Impressioun, d'Madamm Closener wéilt mer eng Fro stellen.

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Ech wollt just nofroen: Awer net an den Europaschoule wuelverstanen? Déi Formation professionnelle gëtt jo net an den Europaschoulen offréiert, oder hunn ech do eppes verpasst?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nee, déi hu mer net an den Europaschoulen. Mir hunn déi a kenger Europaschoul, well d'Formation professionnelle an der Europaschoul net existéiert. An duerfir ass ëmmer hei gefrot ginn, datt mer do niewendru sollen och an anere Sproochen, virun allem Franséisch an Englesch, Programmer lancéieren, déi eise Contenuen entspriechen, déi an eiser Approche och vun der Beruffsausbildung sinn, nämlech an deem Tripartitt-Geescht, dee mer do hunn, an dem Partenariat tëschent der Regierung an de Beruffskummeren, der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre de l'Agriculture. Och déi solle mer do ubidden.

Wann ee mer heibanne seet – well dat wier eng Méiglechkeet –, mir sollten d'Beruffsausbildungsprogrammer an d'Ausland siche goen, se kopéiere goen a se dann hei ubidden an eisem ëffentleche Schoulsystem, da soll e mer dat haut hei soen, wann dat de Wonsch wär. Ech hu gemengt, dat wär net de Wonsch vun dësem Haus, well et ass och net mäi gewiescht. An duerfir hunn ech och net an déi Richtung gesicht, mee ech hunn déi Acteuren, déi d'Beruffsausbildung um Terrain haut hei maachen, derzou ugehalen, datt se méi op Franséisch maachen. A mëttlerweil hu se och eng respektabel Offer am Engleschen, déi iwwerhaapt emol weider um entstoen ass, an dat virun allem a Beräicher, wou een och duerno an enger engleschsproocheger Formatioun a mat der englescher Sprooch reell Perspektiven um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann dann hei gefrot gëtt, och an enger Motioun d'ailleurs, datt mer endlech sollte Passerellen definéieren tëschent den ëffentlechen Europaschoulen an eisem Enseignement secondaire classique, eisem Enseignement secondaire général an der Beruffsausbildung, kann ech nëmme soen: Déi gëtt et scho laang! A Joer fir Joer gi Kanner orientéiert aus den ëffentlechen Europaschoule virun allem an eng Beruffsausbildung, well déi effektiv do net ugebuede gëtt, awer och an den Enseignement secondaire général an och deen een oder aneren an den Enseignement secondaire classique. An zanter Joren ass et esou, datt mer en Dokument hunn, wou d'Direktioune vun den ëffentlechen Europaschoule mat dem Collège des directeurs vun eisen anere Lycéeë sech do op Reegele gëeenegt hunn, wéi déi Passerelle sollte geschéien.

An dat gëtt et um Terrain an dat gëtt applizéiert. An et gëtt natierlech mat Verstand esou definéiert, datt, wann ech wëll an eng däitschsproocheg Beruffsausbildung zum Beispill wiesselen, Technikerdiplom oder en DAP-Diplom, ech dann natierlech soll wa méiglech an der ëffentlecher Europaschoul och Däitsch als Unterrechtssprooch, vläicht als L1 oder als L2, gehat hunn. Wann ech awer vläicht Englesch dann als Unterrechtssprooch hat, da sollt ech op d'mannst dann Däitsch als L2 gehat hunn. Oder mir orientéieren dann een, dee Franséisch als L2 hat an Englesch als Unterrechtssprooch, éischter op eng franséischsproocheg Beruffsausbildung. Dat ass längst gängeg Praxis an et wonnert mech eigentlech, datt ech hei zu eppes opgefuerdert ginn, wat mer um Terrain scho laang applizéieren a wouvu ganz vill Schülerinnen a Schüler profitéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dee Punkt, dee mech och interpelléiert, an absolutt zu Recht, an all Riedner hei haut de Mëtteg, dat ass de sozioekonomeschen Hannergrond vun deene Schülerinnen a Schüler, déi eng ëffentlech Europaschoul besichen, mee

ech denken, ech kéint am selwechte Mooss och déi aner international Programmer an eisen ëffentleche Schoulen do zitéieren. An ech denken, mir musse weider dorunner schaffen.

Et gëtt awer och Erklärungen do derfir. Well wann eng ëffentlech Europaschoul zu Déifferdeng opmécht, dann entsprécht d'Populatioun do plus ou moins dem sozioekonomesche Profill vun der Déifferdenger Populatioun. Wann eng ëffentlech Europaschoul zu Munneref opmécht, dann entsprécht se plus ou moins dem sozioekonomeschen Hannergrond vun der Munnerefer Populatioun. Wa se zu Clierf opmécht, entsprécht se dem sozioekonomeschen Hannergrond vun der Clierfer Populatioun. A wa se erëm eng Kéier zu Jonglënster opmécht, dann entsprécht se och dem sozioekonomeschen Hannergrond vun där Populatioun. Elo hu mer déi ...

(Interruption par M. Meris Sehovic)

Här Sehovic, dat gëllt och fir Esch. Jo.

(Hilarité)

Elo hu mer déi Standuerter do zum groussen Deel jo net nom sozioekonomesche Krittär vun der Populatioun erausgesicht, mee déi ware viru laange Joren eng Kéier an engem Plan sectoriel „Lycées" festgehale ginn, wou souwisou sollte Schoulen opgoen. A mir hunn da gesot: „Da maache mer déi do op a mir maachen eng international Offer doranner." Mee och duerfir huet dës Regierung jo gesot: „Mir brauche weider Offeren", an dofir dräi Standuerter och festgeluecht, fir dem Här Sehovic e Gefalen ze maachen: een dovunner zu Esch-Schëffleng, en aneren am Raum Diddeleng an och ee ronderëm d'Stad, well mer do Ballungsgebitter hunn an och eng breet Streeung vun dem sozioekonomeschen Hannergrond vun der Populatioun hunn, fir eigentlech déi Schoule méi no och un eng sozioekonomesch vläicht defavoriséiert Populatioun ze bréngen.

Ech denken awer och, datt dat net déi eenzeg Äntwert dorobber ka sinn. An de Projet ALPHA ass och nach eng Kéier doduerjer motivéiert, datt mer mierken: Mir erreechen net jiddereen domadder, dee mer eigentlech wéilten erreechen. An dofir soll d'Schoul am Quartier, an all Gemeng, an all Stad, an all Duerf jo och dorobber eng Äntwert kënne ginn, op d'mannst dann deenen, déi éischter méi francophone orientéiert sinn oder lusophone opgewuess sinn, duerfir eng Alphabetiséierung op Franséisch kënnen erméigleche queesch uechtert d'Land, fir datt déi sech net mussen herno moies schonn an den Auto, an de Bus oder wouhinner als klengt Kand setzen, fir dann iergendzwousch aneschters an d'Schoul ze goen, well se eebe grad emol doheem eng aner Sprooch schwätzen.

Mir brauchen duerfir awer Capacitéit an deene Schoulen, well wa mer kucken, wéi vill Kanner doranner géife passen, an d'Orientatioun richteg wëlle maachen, an dat ass och nach eng Kéier e Punkt, fir de sozioekonomeschen Hannergrond vun där Schoulpopulatioun méi auszegläichen, datt mer och an all eise Schoulen, och an der Grondschoul um Duerf, eis nach eng Kéier ukucken, wie géif vläicht besser an eng ëffentlech Europaschoul passen, an och do déi Orientatioun maachen an déi Recommandatioune maachen, mee da muss hannendrun awer och Plaz do sinn, soss mécht dat jo och nämlech kee Sënn. An duerfir brauche mer och nach eng Kéier dréngend weider Standuerter, fir esou Schoulen opzemaachen.

Ee Punkt, deen ech nach kuerz wëll opgräifen, deen de Mëtteg awer och hei e puermol erwäänt ginn ass an och an enger Motioun hei gefrot gëtt, dat ass d'Evaluatioun vun deem Ganzen. Et gëtt e bëssen esou gemaach, wéi wann de Ministère, d'Regierung domadder näischt ze dinn hätt. Mir hu bewosst en Observatoire de la qualité scolaire geschafen, fir eis iwwert d'Schëller ze kucken a reegelméisseg seng Rapporten ze maachen, déi hei an op anere Plaze sollen diskutéiert ginn.

Mir hu bewosst eng Konventioun gemaach mat der Uni.lu, fir de LUCET ze schafen, fir permanent d'schoulesch Resultater an de schouleschen Output eigentlech och ze moossen an dorunner och kënnen ze erkennen, wou eis Schwächte sinn, wou mer also mussen intervenéieren, wou eis Stäerkten awer och sinn, wat mer kënne weider ausbauen.

Mir froe bewosst bei der Uni.lu all fënnef Joer eng Kéier e Bildungsbericht, fir alles dat, wat d'Uni u Bildungsfuerschung zu Lëtzebuerg mécht, och eng Kéier a compiléierter Form kënnen zesummenzesammelen, och mat engem Schwéierpunkttheema, fir eis eebe grad Orientatioun kënnen do ze ginn.

A wa mer déi Erkenntnisser, déi jo do gewonne goufen, eescht huelen, dann, denken ech, misste mer eis eigentlech eens sinn heibannen, virun allem wa mer soen: „Mir wëllen d'Wëssenschaft eranhuelen", virun allem wa mer soen: „Mir mussen Evaluatioune maache vun eise Pilotprojeten", a wa mer soen: „Mir sollen dann duerno eis Politick och dorunner ausriichten", datt mer nach méi ëffentlech Europaschoule brauchen, datt mer de Projet ALPHA solle generaliséieren an datt dat wichteg Schrëtt sinn, net déi eenzeg, mee et sinn déi, déi mer haut kënnen evaluéieren, an déi, wou mer haut prett sinn, och weider Schrëtt kënnen hannendrun ze maachen, fir méi Gerechtegkeet an eise gesamte Bildungssystem eranzekréien.

Dann hu mer eng Motioun hei virleien, Här President, wou ech kuerz wëll nach eng Kéier resüméieren, datt ech net richteg agesinn, firwat d'Regierung hei opgefuerdert gëtt, eppes ze maachen, wat mer scho maachen an, wa mer et nach net gemaach hunn, wat mer wëlle maachen.

Mir hunn déi ëffentlech Europaschoulen an déi aner ëffentlech international Schoulen alleguerten integréiert an eise Schoulsystem. Dat ass Deel vun der ëffentlecher Schoul hei zu Lëtzebuerg an et fonctionéiert d'selwecht no alle Reegele wéi d'ëffentlech Schoul hei zu Lëtzebuerg. Dat hu mer. Dat gëtt hei gefuerdert.

Hei gëtt d'Mise en place gefuerdert vu Passerellen. Déi hu mer an déi ginn net zanter gëschter applizéiert.

Hei gëtt gefuerdert, datt mer méi Wäert op d'Lëtzebuerger Sprooch musse leeën. Et ass deen eenzegen Ordre d'enseignement, wou mer dat fuerderen, datt een an deem Mooss vum éischte Joer bis zum drëtte Joer Secondaire och obligatoresch muss Lëtzebuergesch léieren. Do froen ech mech, wat mer dann nach méi mussen hei a Gesetzer schreiwen.

Et gëtt gefuerdert, datt mer méi Opportunitéiten um Niveau vun der Formation professionnelle solle schafen. Och do konnt ech hei ganz kloer unhand vu Chifferen a vu Programmer, déi mer nach wëlle realiséieren, duerleeën, wat mer wëlle maachen, fir och do d'Sproocheregimmer ze diversifizéieren a Richtung vu franséischen a vun engleschen Ausbildungen. An och hei kann ech nach eng Kéier kloer ënnersträichen, datt mer eis net wäerte limitéieren op de Projet ALPHA, fir d'Sproochen ze flexibiliséieren an eisem Schoulsystem, awer sécherlech och net, fir eis net nach méi op anere Punkten un den ëffentlechen Europaschoulen ze inspiréieren.

Mee Dir wësst awer och, datt ech der Meenung sinn, datt mer esou Reforme musse gutt preparéieren, datt mer se mussen diskutéieren. An dat steet am allerleschte Punkt. An och dat maache mer. An datt se duerfir och mussen Zäit brauchen an déi Zäit och brauchen, den Acteuren um Terrain déi Zäit musse ginn, déi se brauchen, fir dat och eebe gutt kënnen ëmzesetzen. Well et geet do ëm dat Wäertvollst, wat mer hunn, nämlech ëm eis Kanner.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Iwwerzeegend!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Minister, ech gesinn, datt nach zwou Froen hei un Iech do sinn, wann Der se unhuelt. Vun hei oder vun Ärer Plaz, dat ass, wéi Der wëllt. Fir d'éischt d'Madamm Closener an dann den Här Keup. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Jo, villmools merci dem Minister fir all déi Explikatiounen. Ech fannen dat jo ganz positiv, dass mer also bis Enn vun der Legislatur, hat Der gesot, en Orientéierungspabeier hätten, wéi de Sproochenunterricht am Secondaire géif reforméiert ginn. Hunn ech dat richteg verstanen?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dat hutt Der richteg verstanen ...

Mme Francine Closener (LSAP) | Dat fannen ech ganz positiv.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | ... an dat steet och esou am Regierungsprogramm.

Mme Francine Closener (LSAP) | Fantastesch. D'Fro ass: Maacht Dir och eng Etüd wéi déi vum LUCET iwwert d'Mathé? Maacht Der och esou eng an den Europaschoulen iwwert d'Sproochekompetenzen oder maacht Der dat net? Dat ass déi éischt Fro.

Dann: Ech si ganz frou, dass et esou vill Passerellë gëtt. Wivill Schüler profitéieren dann dovunner? Wësst Der dat? Dir sot, am Classique wier et „deen een oder deen aneren". Sinn dat der 10 oder sinn et der 1.000? Dat fannen ech awer ganz gutt, dass et déi gëtt, mee et héiert een net vill dovunner. Duerfir d'Fro.

An dann, Lëtzebuergesch: Do leet Der jo immens vill Wäert dodrop am Projet ALPHA, dass déi Schüler, déi op Däitsch an op Franséisch alphabetiséiert ginn, matenee Lëtzebuergesch schwätzen. An et héiert een – elo kënnt Der mer awer gären de Contraire soen, mee Dir hutt elo an Ärer Interventioun net dovunner geschwat – effektiv, dass an den Europaschoule ganz wéineg Lëtzebuergesch géif geschwat ginn, vläicht och wéinst dem Manktem un Enseignanten, vläicht och well dat eeben net realisabel ass. Dat weess ech net. Mee et géif mech awer schonn interesséieren.

An dann: Hunn ech och richteg verstanen? Dir loosst déi zwee Systemer also parallell lafen. Den traditionelle System an d'Europaschoule bleiwen awer zwee verschidde Systemer.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech mengen, dass ech op déi lescht Fro kloer geäntwert hunn, datt et Bestanddeel ass vun der ëffentlecher Schoul an no deene selwechte Reegele fonctionéiert, wat d'Personal ubelaangt, wat d'Schüler ubelaangt an esou weider. An duerfir verstinn ech net, wat do nach méi no soll beieneekommen.

Dir hutt d'Fro nom LUCET gestallt. Ech mengen, datt mer dat an der Kommissioun och schonn eng Kéier verdéift hu mat de Leit vum LUCET selwer. A wann ee wëll e Verglach maachen tëschent eisem nationale Schoulsystem an zum Beispill dem europäesche Schoulsystem, muss ee jo och, wann ee Schülerresultater vergläicht, fairerweis dat vergläichen, wat ze vergläichen ass. A wann een natierlech seet, datt do aner Sprooche geléiert ginn an datt se vläicht och an engem anere Rhythmus, an enger anerer Reiefolleg geléiert ginn an datt se och op engem aneren Niveau vläicht geléiert ginn, da kann ech dat natierlech net allkéiers eent zu eent matenee vergläichen. Mee duerfir huet de LUCET sech jo kloer entscheet, fir de Verglach ze maachen op engem Netsproochefach an d'Entwécklung vum Schüler doduerjer ze dokumentéieren. An duerfir ass dat an der Mathematik geschitt. Et kann een eeben net Saache matenee vergläichen, déi net fairerweis mateneen ze vergläiche sinn.

D'Zuele vun der Notzung vun der Passerelle, dat sinn esou, wann een iwwert déi lescht Jore kuckt, 2 bis 3 % vun de Schüler aus den ëffentlechen Europaschoulen, déi déi notzen. Wann ech d'Zuelen elo am Kapp hunn: Fir d'Schouljoer 2023/2024, mengen ech, waren et der 67 vu ronn 2.400 Schüler. Also, dat ass kee grousse Floss. Dat ass awer och méi wéi e puer Drëpsen. An dat sinn der da virun allem a Richtung vun der Beruffausbildung, well dat net ugebuede gëtt an hirem System, dann nach eng Kéier e gudden Deel a Richtung vum General, vum Enseignement secondaire général. An et ass awer éischter méi rar, datt et a Richtung vum Enseignement classique geet.

Mir géifen och soen, wann een elo d'Ambitioun huet, e Bac ze maachen – ob dat eng Première bei eis ass, ob et de Bac européen ass –, oder vläicht gutt Grënn huet, fir am europäesche System ze bleiwen, wann dat d'Zil ass, a wann ee wëll eng Beruffsausbildung maachen, wann ee vläicht wëll och op eenzel Formatiounen am Enseignement secondaire général hiweisen, fir Gesondheetsberuffer, fir educativ Beruffer zum Beispill, datt een dann och iwwer e Wiessel soll nodenken an datt et do sécherlech gutt Grënn géife ginn, fir deen an d'Aen ze faassen. Mee dat sinn déi Zuelen, souwäit mer se kennen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn nach eng Fro vum Här Keup an duerno vun der Madamm Bernard. Här Keup, kuerz.

M. Fred Keup (ADR) | Merci och fir d'Parole après ministre. Ech stellen hei och fest, Här Minister: Dir hutt bis elo ëmmer gesot, dass mat deem Projet ALPHA, mat der franséischer Alphabetiséierung, Äert Zil ass, dass souwuel déi Kanner aus der däitscher Alphabetiséierung wéi déi aus der franséischer Alphabetiséierung nom Cycle 4.2 um selwechten Niveau sinn. Dat hat Der ëmmer gesot. Elo hutt Der awer haut schonn dervu geschwat, dass een déi jo awer kéint eventuell orientéieren a frankofon Classiquesklassen. Dat ass jo awer elo eppes ganz aneres. Do si mer an enger ganz anerer Logik. Do si mer jo guer net méi an deem Verspriechen, fir déi Kanner alleguerten op een Niveau ze bréngen, dass se zesumme kënnen op 7e générale oder classique goen.

Déi zweet Saach ass déi: Dat geet e bëssen … Dat sinn déi Tester, déi gemaach ginn. Also, ech wëll Iech awer soen: Et kann ee wuel Sprooche vergläichen. De Staat mécht dat d'ailleurs och. Wann Der Iech mellt fir eng Plaz beim Staat, musst Der Tester maachen an den administrative Sproochen. An do gëtt guer net gekuckt, aus wéi engem System s de kënns. Du muss déi maachen. An natierlech kéint een hei mam Argument kommen: Mir hunn a Lëtzebuerg dräi administrativ Sproochen, also huele mer alleguer déi Kanner, déi 18 Joer hunn, aus dem europäeschen ëffentleche System an déi aus dem traditionellen ëffentleche System a mir maachen deenen hoergenee déi selwecht Tester an den dräi administrative Sprooche vun dësem Land an da vergläiche mer. Dat ass absolutt méiglech. An dass de LUCET just d'Mathé hëlt, dat kënnt Iech natierlech do staark entgéint.

An dann, deen drëtte Punkt ass deen: Et ass natierlech och gutt ze soen: „Jo, da schafe mer e System, wou se da manner Däitsch hunn." Et gëtt jo ëmmer dervu geschwat, dass Däitsch de Problem ass. Da gëtt heiansdo och gesot: „Och Franséisch ass e bëssen de Problem", awer manner. De Punkt ass jo awer dann: Wa mer elo dat do och generaliséiere wëllen, da kréie mer duerno jo Leit aus eiser Schoul eraus. Déi eng sinn, soen ech emol, gutt am Franséischen, méi schlecht am Däitschen an déi aner si gutt am Däitschen a schlecht am Franséischen. Da komme se awer hei an eng Welt, wou een, fir Tramchauffer ze ginn an der Stad, muss gutt Franséisch kënnen, wou ee soss, wann een iergendwou higeet, wann een eppes wëll liesen, wann ee Bréiwer vum Stad kritt, dat alles op Franséisch ass. Dat heescht, wann een an déi Logik elo geet, dass een net méi all d'Kanner wëll am Franséischen an am Däitschen op e gudden Niveau bréngen, ma da muss een hei déi ganz Sproochesituatioun am Land reevaluéieren.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Voilà, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat waren zwar elo keng Froen, Här Minister, mee wann Der wëllt …

M. Fred Keup (ADR) | Jo dach, déi vun den Tester.

M. Claude Wiseler, Président | … reagéieren, da sidd Der wëllkomm.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, op déi Netfro vum Här Keup wëll ech awer just soen, datt mer en Aarbechtsmarché hunn, wou eng breet Majoritéit aktiv ass, déi net duerch eis Schoule gaangen ass an et wuel Perspektiven haut scho gëtt fir ganz vill Leit, déi hir Schoul anzwousch aneschters a ganz anere Sprooche gemaach hunn. An de Leit hei wëllen anzerieden, datt hir Kanner, wa se se, fir en Niveau, en Diplom an en Zougang duerno zu héijere Studien ze erreechen, an eng aner Schoul geschéckt hunn, dann duerno hei zu Lëtzebuerg vläicht keng Perspektiven a keng Chancë méi um Aarbechtsmarché hätten, fannen ech net ganz fair.

Dir zitéiert mech och falsch, well ech weess ganz gutt, wat ech ëmmer op déi Fro geäntwert hunn, wat dann nom Cycle 4 géif geschéien. Dat Éischt, wat ech ëmmer gesot hunn, onofhängeg vun engem Projet ALPHA, och wa mer haut kucke ginn: Et wäert jo kee mengen, datt dat de Fall ass, wat Dir hei un de Projet ALPHA als Usproch riicht, datt een exakt déi selwecht Sproochekompetenz huet bei all de Schülerinnen an de Schüler, déi duerch eise Schoulsystem gaange sinn! Dat ass net de Fall am Cycle 4.2, dat ass och net de Fall op der 5e an et ass och net de Fall op der 1re.

Wat beim Projet ALPHA wäert de Fall sinn a wat ech ëmmer gesot hunn a wat ech och hei nach eng Kéier widderhuelen, dat ass, datt ech a béide Sproochen esou vill Input, esou vill Stonnen Enseignement kréie wéi bis elo. Dat hunn ech gesot. Mir hu jo just de Modell an de Rhythmus inverséiert: Ech fänken haut mat Däitsch un an da kënnt Franséisch derbäi. Ech fänken duerno mat Franséisch un an da kënnt Däitsch derbäi. An déi Sprooch, déi duerno derbäikënnt, déi hëlt dann natierlech och stonneméisseg dat erëm eng Kéier op, soudatt ee stonneméisseg um Enn vum Cycle 4.2 op deem selwechten Niveau erëm eng Kéier erauskënnt. Dat ass dat, wat ech gesot hunn. An dat ass dat, wat eis wichteg ass an der Ëmsetzung vum Projet ALPHA.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bernard, probéiert awer wannechgelift, Är Froe kuerz ze stellen. D'Madamm Bernard, duerno den Här Goergen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Maachen ech, Här President. Merci fir d'Erklärungen, Här Minister. Ech kommen nach eng Kéier zréck bei de Curriculum, de Plan d'études 2025, dee jo am Moment fir de Fondamental ausgeschafft gëtt. Esou wéi ech Iech ëmmer verstanen hunn, ass jo och d'Iddi, fir dat duerno fir de Secondaire ze maachen. Awéiwäit ginn d'ëffentlech international Europaschoulen do matgeduecht? Ass dee Curriculum fir dee ganze Schoulsystem, fir all Schoul, souwuel déi, vun deene mer haut geschwat hunn, wéi och d'traditionell Schoulen? Awéiwäit kann een dorunner denken, dass dat wierklech een Iwwerdaach gëtt, wou sech déi verschidde Schoulen an déi verschidde Systemer dran erëmfannen? Wéi kohärent gëtt dat do zesummegeduecht a sinn eeben do sämtlech Schoulformen dran involvéiert?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also, mir hunn eis jo en Iwwerdaach gi vun eiser ganzer ëffentlecher Schoul zu Lëtzebuerg, mol net nëmmen déi ëffentlech Schoul, mee de gesamte Schoulsystem zu Lëtzebuerg, am Gesetz vun 2023 iwwert d'Obligation scolaire. Do steet ganz kloer dran, u wat déi ënnerschiddlech Schoulsystemer sech mussen orientéieren, fir iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg kënnen als Schoul ze fonctionéieren.

De Curriculum an den ëffentlechen Europaschoulen ass den europäesche Curriculum. Un deem schaffe mir mat, wéi och déi 26 aner europäesch Länner do matschaffen. An dee gëtt reegelméisseg à jour gesat. Mee dat wäert natierlech och dee bleiwen. Mir hunn eis jo an enger Konventioun mat der Europäescher Kommissioun dozou engagéiert, datt et dee Curriculum ass, dee mer an deene Schoulen hei och ënnerriichten, datt et och deen Diplom herno ass, de Baccalauréat européen, deen herno hei verdeelt gëtt an den ëffentlechen Europaschoulen.

Fir deen aneren, eisen nationale Schoulsystem – wou ech vill Wäert drop leeën, datt erkannt gëtt, datt dee sech och transforméiert an datt mer un deem schaffen an datt dee sech och der Schoulpopulatioun upasst –, hu mer zum Beispill voll integréiert Iwwerleeungen, déi ronderëm de Projet ALPHA stattfonnt hunn. Also, do geet et dann och ëm Sproochenunterrecht an et geet virun allem och ëm eng ganz Rei vu Kompetenzen, déi mer wëlle vermëttelen, vun Thematiken, déi an der Schoul mussen opgegraff ginn, déi mir hei dacks an eisen Diskussiounen thematiséieren. Ech mengen, gëschter war nach esou eng Diskussioun a mer wäerten elo nach dozou kommen a ganz villen anere Beräicher.

Dat war d'Kärstéck vun den Iwwerleeungen, fir de Léierplang nei ze maachen an eisem nationale System. A mir wäerten do net um Enn vum Cycle 4.2 ophalen, mee, wéi ech virdru gesot hunn, virun allem wat de Sproochenunterrecht ubelaangt an d'Unterrechtssproochen och a Richtung vum Secondaire weiderdenken. A mir wëllen dat an engem selwechte Prozess maachen, wéi et och geschitt ass beim neie Léierplang fir de Fondamental: evaluéieren, wat mer hunn, Participatioun groussschreiwen, vill opsaugen, wat vu gudden Iddien doruechter schonn existéiert, a sécherlech awer och déi eng oder déi aner Bréck bauen a Richtung vun den Europaschoulen, well, wéi

hei och richteg gesot ginn ass, munches do kann eis eng Orientatioun bidden, wat och gutt Äntwerten herno fir eisen nationale System wäerte sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Allkéiers wann den Här Meisch un d'Riednerpult kënnt, da gëtt iwwer Franséisch oder Däitsch geschwat – wat net un Iech läit. Ass et dann net awer esou – zumindest ass dat meng Meenung –, dass mer eigentlech do an der Vergaangenheet e bësse festhänken? Well ech gesinn éischter, dass mer, wa mer als Land wëlle virukommen, an Zukunft d'Englescht méi mussen ausbauen, an dass déi Diskussiounen, déi mer haut féieren iwwer Franséisch an Däitsch, wann ee kuckt, wéi d'Ekonomië lafen an deene Länner, wéi herno d'ekonomesch Realitéit ass, wien och op Lëtzebuerg wäert kommen an den nächsten 20, 30 Joer, eigentlech déi falsch Diskussioun ass. Ob mer net sollten ophalen, ëmmer eng Diskussioun „Däitsch géint Franséisch" ze féieren, mee ob mer net sollten op de Wee goen, fir dem Englesche vill méi Gewiicht an eiser Educatioun ze ginn an domat och eis Ekonomie fir déi nächst 20, 30, 40 Joer méi staark ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Elo kéinte mer erëm vu vir ufänken, wa mer déi dote Fro wéilten diskutéieren, Här President.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dofir maacht et kuerz.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech wëll just soen: Mir hunn dräi offiziell Sproochen, an dat si Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch. An datt mer eis an eisem nationale Schoulsystem och mol deene widmen, schéngt mer op der Hand ze leien.

Generell mierke mir, datt mer mam Englesche wäitaus manner Problemer hunn. Mir fänke méi spéit un an d'Resultater, den Niveau, deen d'Schülerinnen an d'Schüler erreechen no e puer Joer Engleschunterrecht, ass eigentlech ganz remarkabel. An duerfir soe mer, dat ass eigentlech net dee gréisste Chantier, dee mer hunn.

Ech bleiwen awer der Meenung, datt mer och, souguer wa mer e Projet ALPHA hunn an do tëscht Däitsch a Franséisch vill méi Flexibilitéit hunn, aleng duerch déi Erausfuerderung, datt mer och eng Communautéit vu ganz ënnerschiddleche Sproochen am Land hunn, wou awer de gemeinsamen Nenner éischter d'Englescht ass, well dat d'Ëmgangssprooch do ass an d'Bréckesprooch ass tëschent deenen eenzelnen Deelcommunautéiten, duerfir och international Schoulen doriwwer eraus brauchen, och hannert enger Generaliséierung vum Projet ALPHA, well dat eng Äntwert ka sinn op d'Liewensrealitéit an op d'Sproocherealitéit vun deene Kanner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Sou, ech ginn elo.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, jo, domat wären dann och d'Froen ofgeschloss.

Motions

A mir géingen elo zu den zwou Motioune kommen, déi am Kader vun dëser Debatt deposéiert gi waren.

Motion 1

Déi éischt ass déi vun der Madamm Closener. Wëllt Dir nach eppes driwwer soen, Madamm Closener?

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Jo, ganz gären. No deem, wat den Här Minister hei gesot huet, géif ech ganz gär am zweeten Tiret, also dem Invite vun der „mise en place de passerelles", „mise en place" duerch „promotion" ersetzen, wann d'Kolleegen, déi d'Motioun ënnerschriwwen hunn, domadder d'accord wieren. Well et gëtt jo scho Passerellen, mee kee Mënsch – oder déi mannste Leit – weess Bescheed doriwwer. All déi Experten, mat deene mir geschwat hunn, hunn dat ëmmer gefuerdert, soudass ech unhuelen, dass déi Promotioun awer nach net esou gutt fonctionéiert.

(Interruption)

Also, et ass de Saz: „porter, dans le cadre de l'élaboration de ce concept, une attention particulière à la", net „mise en place", mee „promotion de passerelles" vun engem System an deen aneren, nämlech virun allem natierlech och net nëmme vun den Europaschoulen an den traditionellen, mee och ëmgedréint. Dofir géif ech dat proposéieren, wann d'Kolleegen domadder d'accord wieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Wie wëllt nach d'Wuert dozou huelen? Ech gesinn den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech sinn an der ganz glécklecher Situatioun, kënnen ze soen, dass ech souwuel Kanner hat, déi de Lëtzebuerger klassesche Lycée gemaach hunn zu Iechternach, wéi och meng Duechter, déi an der École internationale zu Jonglënster ass. An ech kann Iech soen: Meng Eelst waren immens frou zu Iechternach a si géifen och ni eppes géint dee Schoulsystem soe loossen, genausou wéi meng aner Duechter zu Jonglënster immens frou ass an och näischt dogéint géif soe loossen.

(Interruptions)

Ech mengen also, am Géigesaz zu verschiddene Leit, déi de Mëtten hei uewen um Pult stoungen, vläicht awer e bësse méi ze wëssen, wéi et an den Europaschoule fonctionéiert. Et sinn eng Rei Saache gesot ginn, do muss ech Iech éierlech soen, ech hu mech geschuddert. Ech wëll awer elo net Är Zäit hei an Usproch huelen. Ech wollt just nach hei Positioun huelen zu der Motioun Nummer 1.

Ech mengen, den Här Minister huet déi Motioun Nummer 1 hei och en détail explizéiert. Mir hunn dervu geschwat, dass et scho Passerelle gëtt – an ech mengen och, dass d'Wuert „Promotioun vun de Passerellen" net onbedéngt elo hei de ganz groussen Ënnerscheed mécht –, dass d'Lëtzebuergesch an der Schoul ass an dass et valoriséiert gëtt. Den Här Minister huet och erklärt, wéi et ëm d'Formation professionnelle steet. En huet och dat erklärt vum Projet ALPHA. Ech mengen, do sollte mer eis awer och emol Zäit ginn, dee Projet duerchgoen ze loossen an dee Projet och emol an aller Rou ze evaluéieren, éier mer elo schonn hei aner Saache fuerderen.

Ech géif doropshi menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Eigentlech kënne mer bei dëser Motioun quasi alles gutt fannen an och matdroe bis op ee Punkt. Do kommen ech nach drop.

Ganz wichteg schéngt eis och hei dee Punkt ze si vum Lëtzebuergeschen, well mer dat scho ganz oft gesot hunn hei, dass an deene Schoulen net dat erreecht gëtt, wat mer hei ëmmer no bausse gesot kréien. Dat stëmmt net. Dir braucht just d'Leit ze froen, déi an deene jeeweilege Lycéeë sinn. Ech muss soen, natierlech ass d'Situatioun zu Jonglënster mat där Schülerpopulatioun, wou der och vill aus Däitschland do sinn, eng aner wéi beispillsweis déi …

(Interruption par M. Gilles Baum)

Gelift?

M. Gilles Baum (DP) | Do ass dach keen aus Däitschland dran!

M. Fred Keup (ADR) | Dach, am Jonglënster Lycée si ganz vill Kanner vu Lëtzebuerger, déi op der däitscher Säit vun der Grenz wunnen an déi am Jonglënster Lycée sinn.

(Exclamations et brouhaha)

Dat heescht, ech wëll Iech soen, Dir hutt eng aner Schülerpopulatioun am Jonglënster Lycée wéi an engem Lycée zu Esch.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Gelift?

M. Gilles Baum (DP) | Ech mengen, déi sinn éischter am Schengen-Lycée.

M. Fred Keup (ADR) | Nee, nee. Mir haten och eng Kéier d'Question parlementaire gestallt an et ass effektiv eng relativ héich Zuel vu Lëtzebuerger, déi hannert der Grenz wunnen, zu Wincheringen oder sou, déi am Jonglënster Lycée sinn.

M. Gilles Baum (DP) | Sinn et da Lëtzebuerger?

M. Claude Wiseler, Président | Sou, fuert elo weider mat Ärem Exposé!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat si Lëtzebuerger. Jo, jo.

M. Gilles Baum (DP) | Dat si keng däitsch Kanner.

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, fuert elo weider mat Ärem Exposé!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, den Här Baum huet mech ënnerbrach.

Duerfir, also op jidde Fall si mer hei ganz derfir, dass dat gemaach gëtt. A wann den Här Minister seet, dass esou gutt Lëtzebuergesch geschwat gëtt, ma da kann en dat jo och do testen an da kann en eis dat weisen. Wann en dat zum Beispill bei deene Schüler vun 15 Joer getest huet, zu Déifferdeng beispillsweis an der internationaler Schoul, da kann en eis déi Resultater jo da weisen. A wann déi alleguer gutt Lëtzebuergesch schwätzen, dann ass jo alles gutt. Mee mir mengen, dass dat net esou ass.

De Punkt, deen eis hei net esou gefält, dat ass eeben dee vun der Alphabetiséierung op Franséisch, well Dir wësst ganz genee, dass dat fir eis net an d'Tut kënnt. Mir si prinzipiell der Meenung, dass d'Kanner hei am Land egal wéi sollen zesumme bleiwen an net getrennt solle ginn. An duerfir, dee Punkt, wou hei steet: „à ne pas se limiter au projet ALPHA", dat kënne mir net matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech gesinn elo nach eng aner Wuertmeldung. Dat ass den Här Wagner. Dir hutt d'Wuert, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech mengen, bei där Diskussioun mat der Alphabetiséierung op Franséisch gëtt et ëmmer esou duergestallt, wéi wann een op eemol géif d'Kanner trennen. Ech hunn elo och keng Loscht … Ech si kee

Linguist oder Sproochewëssenschaftler, wat d'Pedagogik ugeet, mee ech mengen, dat ass och ganz evolutiv. A mir versichen och als déi Lénk, zënter Joren d'ailleurs, e bëssen ze kucken, wat gesot gëtt. Dofir hu mir als Lénk och ni ausgeschloss, datt ee seet, datt een deemno wéi och kéint op Lëtzebuergesch alphabetiséieren, well mer d'Logik richteg fannen, fir ze soen, datt een an enger Sprooch alphabetiséiert gëtt, mat där een eens gëtt – an dat kann dann eeben och Franséisch sinn –, an datt d'Sprooch net onbedéngt muss eng Hürd sinn, fir duerno an anere Fächer kënnen eens ze ginn. An ech mengen, dat ass wichteg.

Dat heescht jo och net onbedéngt, datt d'Kanner getrennt ginn. Wann een dat géif generaliséieren, och an der regulärer Schoul, heescht dat jo och net, datt op eemol Kanner, déi vun doheem aus, wann ech dat richteg verstanen hunn, Lëtzebuergesch schwätzen, a Kanner, déi dat net hunn, komplett a ganz verschiddene Schoulen a sech géife funktionéieren an och komplett getrennt Cours géife gehale kréien. Dat heescht, ech mengen, ech géif mech bei där Saach do net dorobber fokaliséieren ze soen, datt dat eng Trennung ass.

An et ass och net, fir de Kanner et méi einfach ze maachen – jo, dach, schonn! –, mee et ass einfach, fir de Kanner Hürden ewechzehuelen, déi näischt bréngen an déi hir schoulesch Entwécklung einfach hemmen, an egal wat fir enger Sprooch. Dat gëllt fir Franséisch, dat kann awer och fir Däitsch gëllen.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Elo gesinn ech awer keng aner Wuertmeldung méi zu där heiter Motioun.

Da géing ech proposéieren, datt mer zur Ofstëmmung komme vun der Motioun Nummer 1, mat där klenger Modifikatioun, déi d'Madamm Closener virdru virgeschloen huet.

Vote sur la motion 1 modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Charles Weiler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur Motioun Nummer 2 vun dem Här Fred Keup. Här Keup, wëllt Der elo oder duerno eppes soen?

(Interruption par M. Fred Keup)

Eventuell duerno. Wie wëllt hei Stellung huelen? Den Här Wagner, den Här Baum, d'Madamm Closener. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, bon, ech weess net, ob dee Problem, dee vun der Dauer vun der Schoulzäit, wierklech e grousse Problem ass. Et kann ee sech d'Fro stellen. Also, d'Motioun vun der ADR, déi seet jo u sech, déi europäesch Schoule misste sech un de Lëtzebuerger Modell an deem Sënn adaptéieren, also dat heescht, op 13 Joer goen, 6 an der Grondschoul a 7 am Lycée.

Et ass e bëssen eng Ausnam. Et huet vläicht och Ursaachen, firwat mir et hei esou maachen, wéinst der Sproochesituatioun, ech weess net firwat. Mee ech mengen, mir hunn et warscheinlech all och erlieft, déi, déi mol eng Kéier an d'Ausland studéiere gaange sinn: Meeschtens si mir méi al wéi eis Kommilitonen a Frankräich oder an Däitschland oder an der Belsch, heiansdo souguer zwee Joer méi al, well mer eng Éiereronn dréien zu Lëtzebuerg. Dat war och mäi Fall. Dat ass en Nationalsport. Et bréngt net vill, mee dat maache mer awer. Bon, bei mir huet et näischt bruecht.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Fuert weider, Här Wagner. Gitt net an d'Detailer.

M. David Wagner (déi Lénk) | Et bréngt vläicht just eppes bei Schüler, déi keng Schwieregkeeten hunn, mee bon. Mee vläicht kéint ee sech och virstellen, datt een ee Joer erofgeet och hei zu Lëtzebuerg, keng Anung. Mee duerno hu mer awer e Problem. Da musse mer oppasse mat eiser 18-Joer-Schoulflicht, net datt mer duerno méi laang an der Schoul musse bleiwen, wéi iwwerhaapt Schouljoren do sinn. Mee bon, soit.

(Hilarité)

Ech mengen awer, mir wäerten net derfir stëmmen, well mer net mengen, datt dat elo wierklech ganz wichteg wier.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Här President, merci. Ech hunn zwee Wierder hei an der Motioun fonnt, déi mer ganz gutt gefalen. Et sinn d'Wierder „Chancëgläichheet" a „Chancëgerechtegkeet". An ech mengen, et ass dat, wat d'Essenz ausmécht vun der Politick am Allgemengen an och ganz besonnesch d'Essenz vun der Schoulpolitick.

Wat elo déi sechs Joer ugeet, déi an den Europaschoulen zweete Cycle oder Lycée si par rapport zu de siwe Jore bei eis, dat ass drop zréckzeféieren, dass dat europäesch festgeluecht ass. Dat hu mir net erfonnt. Dofir gesinn ech elo och net de Meerwäert vun dëser Motioun an ech géif menger Fraktioun proposéieren, se net ze stëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP), interpellatrice | Jo, villmools merci. Also, mir géifen et éischter ëmgedréit gesinn, dass eisen nationale System, wann en dann emol ugepasst ass oder wa mer een eenzegt Konzept hätten, da géif zréckgoe vun 13 op 12 Joer, net ëmgedréint, also am Fong just de Contraire vun deem, wat d'ADR hei fuerdert. Mee ech denken awer och, dass dat am Moment net eise gréisste Problem ass. Fir d'éischt musse mer mol nach e bëssen um Contenu schaffen, ier mer schonn un d'Jore fréckele ginn. Duerfir géif ech och menger Fraktioun proposéieren, dat net ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Soss ass elo keng Wuertmeldung do. Här Keup, wëllt Dir nach eppes soen als Auteur?

M. Fred Keup (ADR) | Jo, also, et war mer scho kloer, dass dat heiten net géif gestëmmt ginn. Et war och e Gedanken …

(Hilarité)

Et war d'Fro, déi mer eis gestalt hunn: Solle mer éischter froen, fir et unzegläichen op 13 Joer oder op 12 Joer? Bon, mir hunn elo 13 Joer geholl, well mer gesot hunn: „Wat méi Schoul, wat et jo awer net schlecht ka sinn." Iwwregens och, well mer eng Tendenz, an Däitschland zum Beispill, hunn. Do gi se elo erëm deen anere Wee. Do si se jo virun e puer Joer op 18 Joer gaang, wou een den Abitur mécht, an elo gi se erëm hin a verschiddene Bundeslänner a maachen erëm ee Joer bäi op 19 Joer. Dat huet een och an Italien. Dat hänkt vun de Länner of effektiv.

Mee ech fannen et awer trotzdeem … Fir mech a fir eis hei war et ganz wichteg, fir drop opmierksam ze maachen, dass hei awer déi Ongerechtegkeet besteet, dass an der ëffentlecher Schoul déi eng e Joer méi musse goen an déi aner e Joer manner an den Diplom duerno am Fong prinzipiell d'selwecht unerkannt gëtt – wat ok ass. Mee et kann an eisen Aen net sinn, dass dat an enger ëffentlecher Schoul op engem Territoire esou ass, dass deen ee Brudder dann 13 Joer muss maachen an d'Schwëster just 12 Joer. Dat, mengen ech, kann net sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

Da géinge mer elo zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 2 vum Här Keup kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 5, Nee: 55, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 55 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

10. Dépôt d'une motion par Mme Barbara Agostino (suite)

An da ginn ech dervunner aus, datt d'Madamm Agostino elo d'Wuert freet, fir eng Motioun ze deposéieren. Da soll se schnell eropkommen.

(Hilarité)

Voilà, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Barbara Agostino (DP), auteure | Ech deposéieren eng Motioun zur Interpellatioun vu gëschter, Violences fondées sur le genre, ...

(Brouhaha et interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Agostino, schwätzt. Fuert einfach derduerch.

(Hilarité)

Mme Barbara Agostino (DP), auteure | ... wou ech ervirsträichen, wat d'Regierung um Gebitt vum Kampf géint Gewalt, all Zort vu Gewalt, mécht, an awer op dräi Punkten insistéieren.

Éischte Punkt: weider Programmer entwéckelen, fir géint Gewalt virzegoen, an dat zesumme mat der Santé affective, altersspezifesch.

Zweetens: weider Ënnerstëtzungsmoossname férdere fir den Délégué à la protection des élèves am Lycée an awer och am Fondamental.

An drëttens: d'Mesüre stäerke fir d'Fréierkennung vu Gewalt an Diskriminatioun, zesumme mam educative Personal.

Voilà.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

– les discussions et échanges lors de l'interpellation du 21 janvier 2025 sur le sujet des violences fondées sur le genre ;

– l'importance cruciale de promouvoir la santé affective et sexuelle, ainsi que de lutter contre les stéréotypes de genre et les inégalités structurelles au sein de notre société ;

– que des mesures de prévention et d'accompagnement peuvent contribuer efficacement à protéger les enfants et adolescents et à promouvoir un environnement scolaire sain et inclusif ;

– les efforts déjà engagés dans la détection des signes avant-coureurs de violences et de discriminations, ainsi que dans la sensibilisation des communautés scolaires à ces thématiques,

félicite le Gouvernement

– pour les efforts constants réalisés dans la promotion de la santé affective et sexuelle ;

– pour l'introduction de la fonction de Délégué à la protection des élèves au sein des lycées, garantissant un suivi spécifique pour les élèves en situation de vulnérabilité ;

– pour les initiatives visant à intégrer les thématiques de la stéréotypisation des genres, des discriminations fondées sur les normes de genre et des inégalités entre les genres dans les programmes scolaires,

invite le Gouvernement

– à poursuivre et à renforcer le développement de programmes de sensibilisation en matière de la lutte contre la violence fondée sur le genre et en matière de la santé affective et sexuelle, en les adaptant spécifiquement aux besoins de l'éducation formelle et non formelle ;

– à généraliser et à développer les dispositifs de soutien, tels que le Délégué à la protection des élèves, dans l'ensemble du système éducatif, y compris au sein de l'enseignement fondamental ;

– à renforcer les mesures permettant de détecter précocement les signes de violence ou de discrimination et à informer le personnel éducatif sur les démarches appropriées.

(s.) Barbara Agostino, Gilles Baum, Nathalie Morgenthaler, Jean-Paul Schaaf.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war elo schnell gaangen, och an den Explikatiounen. Dat ass tipptopp esou.

11. Ordre du jour (suite)

Ech géing proposéieren, datt mer iwwert déi heite Motioun elo no dem Här Baum senger ofstëmmen.

(Assentiment)

12. Motion de M. Marc Baum relative à l'introduction de la thématique des violences domestiques et des violences fondées sur le genre dans les cursus scolaires

(Motion déposée en séance publique n° 59 du 21 janvier 2025 – à consulter au compte rendu n° 24/2023-2028 en page 57)

Mee fir d'éischt gi mer elo dem Här Baum nach eng Kéier d'Wuert, wann hien nach eppes zu senger Motioun wëllt soen.

(Interruption par M. Marc Baum)

Dat hat e scho gëschter gemaach. Da géing ech elo einfach froen: Wie wëllt zum Här Baum senger Motioun d'Wuert huelen? Den Här Baum, also den Här Gilles Baum.

Discussion générale

M. Gilles Baum (DP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Dir hutt gesinn, et war de Mëtten e bëssen en Hin an Hier tëschent menger Bänk hei an och de Kolleege vun déi Lénk. Mir hu probéiert, déi zwou Motioune beieneenzekréien. Dat ass eis leider net gelongen. Ech bedaueren dat. Ech sinn der Meenung, dass eis Motioun méi breet opgestallt ass par rapport zu där vun deene Lénken, déi sech op ee spezifesche Punkt fokusséieren. An dofir proposéieren ech menger Fraktioun, d'Motioun Nummer 1 net matzestëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Morgenthaler.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Ech hat jo gëschter all meng Sympathië fir dem Här Baum seng Motioun ausgedréckt. Mir bleiwen och dobäi, mee et ass, wéi den Här ..., deen heiten Här Baum elo richteg gesot huet: Déi heite geet elo nach vill méi wäit. Iwwer Gewalt an haislech Gewalt eraus schwätze mer och elo hei de Volet vun der Santé affective a sexuelle un, de Kampf géint Stereotyppen, Diskriminatiounen – dat ass och hei gesot ginn –, strukturell Ongläichheeten, an dat souwuel an der formaler wéi der nonformaler Bildung.

A wat eis och ganz um Häerz läit, dat ass dat vum Délégué à la protection des élèves, deen dann och hei an dem Fondamental géif agefouert ginn, wat ganz am Sënn ass vum Artikel 19 vun der Kannerrechtskonventioun, wou de Schutz par rapport zu der Gewalt a Vernoléissegung, dem Mëssbrauch an der Ausbeutung ganz grouss geschriwwe gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Sinn nach aner Wuertmeldungen zum Här Baum senger Motioun do? Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Et ass natierlech elo e bësse schwiereg, well déi aner Motioun, déi krut ech elo grad eréischt ausgedeelt. Dat heescht, déi muss een elo mol liesen, fir dann de Verglach ze maachen. Well dat war jo e bëssen d'Argument elo vun der DP, fir déi vum Här Baum net matzestëmmen.

(Interruption par M. Georges Engel)

Jo.

(Interruption par M. Georges Engel)

Et ass ... Voilà!

(Interruption par M. Georges Engel)

A, majo.

M. Claude Wiseler, Président | Kommt, mir maachen elo mol d'Diskussioun fäerdeg an dann ...

Une voix | D'Diskussioun iwwer wat?

M. Claude Wiseler, Président | Iwwert d'Motioun Nummer 1 vum Här Baum.

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Bon, ech maachen da weider. Et geet jo drëms, fir méi an d'Schoul eranzebréngen, déi Sensibiliséierung fir Gewalt, déi doheem erlieft gëtt. Menges Wëssens no hu meng Kanner mol an der Schoul awer esou Saache gemaach. Et ass ganz wichteg, dass, wann esou Saache gemaach ginn, se wierklech altersgerecht gemaach ginn, wat natierlech och schwiereg ass, well déi eng Kanner sinn natierlech schonn an esou Saache méi wäit wéi anerer.

Mee ech géif et zum Beispill problematesch fannen, wann Der elo bei Kanner vun – ech soen elo en Alter – aacht Joer, déi guer keng Erfarung domadder hunn, op eemol deenen do mat Schreckensgeschichte géift kommen. Ech wëll elo net den Däiwel un d'Mauer molen, mee ... Dat heescht, dat ass eppes, wou ee ganz gutt muss oppassen.

Ech géif et vläicht éischter nach gesinn am Lycée. An ech mengen awer och, mee ech ka mech awer do och ieren, dass trotzdeem d'Léierpersonal zu Lëtzebuerg eng gewësse Sensibilitéit oft vläicht huet, fir bei de Kanner och eppes erauszefannen, wann eppes vläicht net esou leeft, wéi et soll, wann et geféierlech ass.

Also, prinzipiell kann ee soen: Jo, vläicht éischter am Lycée maachen. Jo, dann oppassen, dass dat wierklech altersgerecht gemaach gëtt. Ech hoffen, ech hunn elo laang genuch geschwat, fir dass déi eng nach e bësse konnte liesen.

Merci.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech weess, datt dat hei relativ komplizéiert ass. Mir hunn déi Motioun esou schnell ausgedeelt, wéi mer se am Fong elo offiziell deposéiert kruten. Ech ginn elo mol dem Här Marc Baum d'Wuert an dann decidéiere mer duerno, wéi mer operéiere fir de Rescht.

(Interruption par M. Sven Clement)

Den Här Clement huet sech nach zousätzlech gemellt. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, et wär jo einfach gewiescht, fir dee Problem ze léisen, andeem d'DP ... Si hat jo relativ vill

Aller-retouren. Si wosst, dass se dat heite géif maachen. Si hätten eis déi Motioun jo och einfach kënne schonn emol informell weisen. Dat gëtt jo och an anere Fäll mol gemaach. Och wann een herno dann net gemeinsam ënnerschreift, da kann een awer e bëssen eng Virwarnung ginn. Et war jo gewosst, datt mer elo géifen iwwert déi Motioun diskutéieren. Dofir fannen ech et awer e bësse speziell an och net ganz – et muss een awer soen – kollegial, fir eis hei e bëssen esou viru vollendet Tatsaachen ze stellen. Bref!

Zum Contenu: Ech hunn elo kuerz mat der Bänk hannert mer kënne Récksprooch huelen. Et ass jo manifestement esou, datt d'Motioun vum Marc Baum e gutt Stéck méi wäit geet wéi dat, wat elo presentéiert gëtt. Fir eis ass et ganz kloer, datt dem Marc Baum seng Motioun an déi richteg Richtung geet. Mir wäerten déi als Éischt matstëmmen. Et gesäit jo esou aus, als géif se leider keng Majoritéit kréien. Da geet eis dat doten zwar net wäit genuch, mee besser e klenge Schrëtt wéi guer kee Schrëtt. An deementspriechend kann ech mer awer virstellen, datt mer déi och duerno matstëmmen, es sei denn, mir géifen hei nach Argumenter kréien, déi dogéint géife schwätzen.

Mee vun der Form hier fannen ech et awer ganz speziell, fir dat heiten esou ze hijacken. Do hätt een dat vill méi kollegial kënne maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech wëll, Här Clement, awer zur Entschëllegung vun der Madamm Agostino soen, datt si se wollt éischter deposéieren, mee, vu datt mer an der Mëtt vun enger Diskussioun waren, ech dat net konnt zouloossen. Dat zur Klarifikatioun vun der Saach. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur | Här President, zur Form: Ech hat gëschter scho gesot, datt ech déi Interpellatioun, déi mer gëschter haten, an déi gutt an, mengen ech, ganz konstruktiv Debatt, virun néng Méint ugefrot hunn. Normalerweis ass et esou, datt eng Interpellatioun innerhalb vu sechs Méint evakuéiert gëtt. Et war eng Interpellatioun, déi un dräi Ministere gestallt war: d'Chancëgläichheetsministesch, d'Justizministesch an den Educatiounsminister. Et ass mer wärend Méint ëmmer erëm gesot ginn, et wier schwéier, e gemeinsamen Datum ze fanne vun deenen dräi Ministeren. Dunn ass e gemeinsamen Datum fonnt ginn. Dat war da gëschter, den 21. Januar. A fënnef Deeg virdrun an der Presidentekonferenz gi mer da gewuer, datt ee Minister dann awer net do ass, den Educatiounsminister, mat der Erklärung, e misst en Check-up médical maachen.

Bon, dat kann ee jo dann nach zähneknirschend hinhuelen, well ee seet: „Et geet ëm d'Gesondheet." Bon. Wann een dann awer vu méi wéi engem Deputéiertekolleeg Fotoe geschéckt kritt, wou deen zoustännege Minister um 17.00 Auer war, nämlech um Neijooschpatt vun der Fédération des artisans, da platzt mir awer de Kolli! Dat ass eng Geréngschätzung an eng Mëssuechtung vun der Chamber! Et ass eng Geréngschätzung vum Sujet an et ass och eng Geréngschätzung vu senge Ministeschkolleeginnen! An dat mécht ee rosen! An ech hätt do och Loscht gehat, mat Tasen duerch d'Géigend ze schéissen! Ech hunn et awer net gemaach.

(Exclamations)

Zweetens, an der Presidentekonferenz ass du gesot ginn: „Bon, d'Regierung ass fräi ze schécken, wie se wëll." Bon, d'Regierung huet da geschéckt, wie se wollt.

(Interruption)

An doropshin ass da gesot ginn: „Jo, mee mir kënnen awer haut net iwwert déi dote Motioun ofstëmmen, well de Minister net do ass." Och dat ass speziell, datt eng politesch Partei net kann zu enger Motioun Stellung huelen, wann den zoustännege Minister net do ass.

Mee nee, dee Minister war souguer – an dat huet den Här Baum gesot – net ze erreechen! Majo, e war um Neijooschpatt vun der Fédération des artisans. Also, dat ass eng Geréngschätzung vun der Chamber, déi a mengen Aen inakzeptabel ass, wierklech inakzeptabel, bei esou engem wichtegen transversale Projet! Dat ass den Nullniveau vun der parlamentarescher Demokratie, dee mer hei erreecht hunn!

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur | Sou, zum Fong: Wat ech froen a wat sech ënnerscheet vun der Motioun vun der Majoritéit – oder vun der DP; ech wëll do elo mol d'Madamm Morgenthaler schützend eraushuelen, well se eigentlech schonn den Accord ginn hat am Numm vun der CSV –, …

(Hilarité)

… wat den Haaptënnerscheed ass: D'DP proposéiert an hirer Motioun, déi Mesüren, déi am Moment schonn en place sinn … An den Här Keup huet absolutt Recht: Et ass duerchaus méiglech, datt een haut schonn optional Programmer huet, wou Kanner oder Jonker mat deem Sujet konfrontéiert ginn. Dat si Programmer, déi vum CID Fraen an Gender ugebuede ginn, vum Planning familial an och nach vun aneren. Dat, wat ech froen, ass, d'Perspektiv opzemaachen, datt d'Theema haislech Gewalt an de Curriculum vun de Schoulen opgeholl gëtt. An dat wier de Paradigmewiessel.

A mir ass och duerchaus bewosst, datt dat net vun haut op muer ka geschéien, datt dat och ganz vill mat Ausbildung a mat Formatioun vun Enseignanten ze dinn huet. Duerfir hunn ech och net iergendwéi drageschriwwen „dans l'immédiat" oder direkt misst dat geschéien. Ech hu souguer der Madamm Agostino ugebueden, datt ee kéint „à moyen terme" draschreiwen, datt ee sech zumindest eng Zilrichtung gëtt. Domadder ass dat och net am Widdersproch zu deem, wat d'Madamm Agostino hei deposéiert huet. Et geet just méi wäit, et mécht eng aner Perspektiv op, eng Perspektiv, déi, mengen ech, dem Sujet vill méi géif gerecht ginn, wéi ze soen: „Ma, mer maachen dat, wat mer elo souwisou scho gemaach hunn, just e bësse méi."

An dann – entschëllegt – geet et mer awer e bësse géint de Strëch, datt, wa mer gëschter eng Debatt féieren, dann d'DP haut mat enger Motioun kënnt an da seet, se géif nach iwwer ganz vill aner Saache schwätzen, wou meng Motioun net driwwer géif schwätzen. Jo, dat ass richteg, mee et wier och hiert Recht gewiescht gëschter, déi Motioun ze deposéieren, wou mer iwwert dee Sujet geschwat hunn!

Ech hunn hei ee ganz konkreete Punkt, eng ganz konkreet Fuerderung, Opfuerderung, Invitatioun un d'Regierung, nämlech d'Perspektiv opzemaachen, datt d'Theema haislech Gewalt altersgerecht, evidenterweis, a mat den Acteure vum Terrain zesummen à moyen terme opgeholl gëtt an de Curriculum vun de Schoulprogrammer. Dat ass d'Demande. An hannert där Demande sti mir nach ëmmer.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Éischtens wëll ech soen: Dem Här Baum seng rout Luucht ass bei 2 Minutten ugaangen. Den Auteur huet awer 5 Minutte fir ze schwätzen. Dofir hunn ech dem Här Baum och déi Zäit ginn, déi en nom Reglement huet. Sou, si mer prett, fir iwwert déi zwou Motiounen ofzestëmmen? Huet jiddweree kënne se correctement liesen? Wann dat de Fall ass, géif ech proposéieren, datt mer zur Ofstëmmung …

13. Ordre du jour (suite)

Den Här Clement wollt nach eppes soen.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Här President, just fir d'Form respektiv och fir eise Reglement ze verstoen. Mäi Versteesdemech ass, datt mer eng Motioun hunn, déi am Kader vun engem Debat ofgi gouf, iwwert déi mer ofstëmmen am Kader vun deem Debat. Mir haten dat ënnerbrach gëschter, fir et haut ze huelen op Demande vun der DP, well se sech manifestement … Et kann een net den Telefon ophiewen, wann ee Cremant drénkt, ok. An op där anerer Säit hu mer elo eng fräi Motioun, bei där d'Chamber normalerweis da muss och decidéieren, wéini se se op den Ordre du jour hëlt. Also, no all deenen Diskussiounen, déi mer elo grad haten, bräicht ech perséinlech e bëssen Zäit, fir se ze liesen. Ech géif also vläicht virschloen, datt mer se muer de Mëtten op den Ordre du jour huelen. De Minister huet sécherlech Zäit.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, also mir hunn eng Motioun hei stoen, déi op dem Ordre du jour ass, dem Här Baum seng. Iwwert déi stëmme mer of. Ech hat virdru gefrot, ob mer wéilten déi aner Motioun dobäi huelen. Du war a priori den Accord do. Do huet keen eppes gesot. Dofir sinn ech dervunner ausgaangen, datt déi Motioun um Ordre du jour kéint stoe bleiwen.

(Interruption par M. Sven Clement)

Ech géing also proposéieren, datt mer elo fir d'éischt iwwert déi éischt ofstëmmen an dann nach eng Kéier den Tour opmaachen, fir iwwert déi zweet Motioun ze schwätzen, wann nach ee wëllt eppes froen oder dozou soen.

14. Motion de M. Marc Baum relative à l'introduction de la thématique des violences domestiques et des violences fondées sur le genre dans les cursus scolaires (suite)

Mee fir d'éischt stëmme mer elo mol ordnungsgemäss iwwert d'Motioun vum Här Baum of.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott iwwert déi Motioun op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 25 Jo-Stëmme bei 35 Nee-Stëmmen. D'Motioun vum Här Baum ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff

Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Alex Donnersbach), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Charles Weiler), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

15. Motion de Mme Barbara Agostino relative à la poursuite et le renforcement du développement de programmes de sensibilisation en matière de lutte contre la violence fondée sur le genre et en matière de santé affective et sexuelle

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 47 de ce compte rendu)

An da komme mer zur Diskussioun vun der Motioun vun der Madamm Agostino. Mellt do ee sech zu Wuert oder ass bei deem éischten Tour alles gesot ginn dozou? D'Madamm Welfring.

Discussion générale

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci fir d'Wuert. Ech fannen effektiv, dass déi Motioun vum Marc Baum a vun deene Lénken definitiv e bësse méi prezis war, wat d'Form ugeet.

(Interruption)

Ech probéieren, méi no bei de Mikro ... Dee Problem hu mer vum leschte Joer an dëst Joer matgeholl.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, dat geet effektiv vill besser esou.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Ok. Ech fannen, déi vun deene Lénke war definitiv vill méi prezis an dofir och, fannen ech, méi effikass wéi déi heiten, wou einfach proposéiert gëtt, dat, wat elo schonn en place ass, nach ze verstäerken. Dat ass mir net staark genuch, wa mer eis un déi Diskussioun vu gëschter erënneren, wou wierklech Problemer opgeworf gi sinn, wou mer eis alleguer eens sinn, dass et ganz wichteg ass, dass mer fréi un déi Problemer eruginn an dass d'Kanner am fréien Alter och altersgerecht dorop sensibiliséiert ginn, dass dat wichteg wär. An ech fannen, da soll een et net de Schoulen iwwerloossen, ob se déi eng oder aner Servicer an Usproch huelen oder net. Dat soll een duerch d'ganzt Land organiséieren. Wa mer dee Problem eescht huelen, da si mer där Saach och schëlleg, dass mer dat dote kohärent organiséieren. An dofir fannen ech, datt dat hei net wäit genuch geet.

Zur Form: Ech sinn elo net deen, deen op der Form ronderëmreit, mee et ass mer awer opgefall, dass hei steet: „félicite le Gouvernement". Ass dat elo nei Moud, dass mer an de Motiounen dem Gouvernement felicitéieren? Wann eppes gutt gemaach ass, soll een dat sécher soen, mee wann dat elo de Stil gëtt, da wëll ech awer hei aktéieren, dass ech dat schonn e bëssen erstaunlech fannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. D'Madamm Delcourt huet d'Wuert gefrot.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, also ech kann am Fong net méi vill dozou bäifügen. Am Fong huet d'Madamm Welfring alles gesot, wat ech och wéilt soen. D'Form ass e bësse fraglech. Et steet näischt dran, wou een elo seet, dat wär falsch, mee ech mengen, eis Debate gëschter si vill méi wäit gaangen. Déi Fuerderungen hei vun der Motioun vum Här Baum si vill méi prezis. Dowéinst géing ech menger Fraktioun dann uroden, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Sinn nach aner Wuertmeldungen zu dëser Motioun do?

(Négation)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Da géing ech also elo d'Motioun vun der Madamm Agostino zum Vott stellen.

Vote sur la motion

An ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 37 Jo-Stëmmen, 17 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ugeholl mat 37 Jo-Stëmme géint 17 Nee-Stëmme bei 6 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Charles Weiler), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat wär dee Punkt ofgeschloss.

16. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des résultats de la 16e conférence de l'ONU sur la biodiversité, de la 29e conférence de l'ONU sur les changements climatiques et de la 16e conférence de la convention de l'ONU sur la lutte contre la désertification

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Resultater vun der 16. UN-Konferenz iwwert déi biologesch Villfalt, der 29. UN-Konferenz iwwert de Klimawandel an der 16. Konferenz vum UN-Ofkommes iwwert d'Bekämpfung vun der Verwüüstung, déi d'CSV ugefrot huet.

(Brouhaha)

D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur huet 10 Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit 5, d'Regierung 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, den Här Franz Fayot, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Paul Galles als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

An ech géing bieden, erëm e wéineg Calme hierzestellen, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... fir datt den Här Galles seng Developpementer ka maachen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci villmools, Här President. Ech probéieren och, et esou interessant wéi méiglech ze maachen, fir dem Exodus entgéintzewierken.

(Hilarité)

Dofir, et ass schéin, dass mer dat heiten Theema elo kënnen awer diskutéieren, well 1992 huet zu Rio de Janeiro eng Konferenz stattfonnt, déi sougenannten UNO-Konferenz fir Ëmwelt an Entwécklung, déi e groussen Impakt hat. Si huet nämlech déi grouss Konventioune fir de Klima, fir d'Biodiversitéit an och fir d'Bekämpfung vun der Desertifikatioun lancéiert, un déi dunn ëmmer esou grouss Konferenze geschalt goufen, déi sougenannte COPen, Conferences of the Parties, wou dann eeben d'Leit aus alle Länner vun der UNO sech getraff hunn, fir iwwert déi Theemen ze diskutéieren.

Iwwregens gëtt et säit 2022 och en Treffen zur Plastiksvermeidung, wat och nach derbäikomm ass. Et ass nach keng COP, et ass en Treffen, mee do gëtt héchstwarscheinlech hoffentlech iergendwann eng Kéier eng COP mat Konventioun doraus.

Iwwregens huet déi Konferenz zu Rio de Janeiro deemools och dat Konzept vun der Nohaltegkeet definéiert, mat den dräi Sailen, dem Dräieck, wat seet, dass Soziales, Ekologie an Ekonomie ëmmer zesummegehéieren a mussen zesumme geduecht ginn. E Konzept, vun deem ech denken, dass et eis politesch Handlungen an Decisiounen ëmmer sollt leeden. Dat Konzept seet zum Beispill, dass een, egal a wat fir engem vun deenen dräi Beräicher een handelt, ëmmer déi zwee aner muss positiv mat bedenken. A grad hautdesdaags, an enger Zäit, wou mer an enger Polykris liewen, déi besonnesch vill wirtschaftlech Inzidenzen huet, ass et wichteg, dass ee grad déi ekologesch an och déi sozial Problematiken ëmmer erëm lieweg hält a se och dann ëmmer erëm thematiséiert, fir op deene Punkten och weiderzekommen an eeben net aus dem Dräieck vun der Nohaltegkeet erauszefalen.

De Constat, woufir ech haut den Nomëtteg déi Heure d'actualité hei ugefrot hunn, ass relativ einfach. Et ass esou, dass all zwee Joer déi dräi COPen, déi ech grad genannt hunn, gläichzäiteg – also net gläichzäiteg, mee am selwechte Joer – stattfannen. D'lescht Joer, 2024, war dat esou. Dat heescht, mir hunn also Resultater vun dräi COPen a vun enger Plastikskonferenz do leien.

Deen zweete Grond, woufir ech et ugefrot hunn, ass awer och, well et eng Etüd gëtt vun dem IPBES, dem Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. An déi soen, dass et en Nexus, also eng Verbindung, gëtt tëschent all deenen Theemen: dem Klima, der Biodiversitéit, dem Waasser, der Gesondheet an dem Iessen. Deen Nexus bedeit, dass et net duergeet an där ganzer Thematik vu Klima, Ëmwelt, Biodiversitéit an esou weider, eebe just de Fokus op d'Weltklimakonferenzen, also op

d'Klima, ze leeën, well d'Bekämpfung vum Klimawandel net automatesch och an all deenen anere Beräicher positiv Resultater bréngt. Mee den Nexus seet eeben, dass een all déi doten Theeme muss gläichzäiteg thematiséieren, upaken an och Léisunge sichen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dat ass interessant, well et bedeit, dass mer an engem Dräieck vun der Nohaltegkeet mussen denken, wou mer also déi Dimensiounen, déi aner, net däerfe vergiessen. An zugläich bedeit et, dass eigentlech déi zukunftsträchtegst Politick do gemaach gëtt, wou Leit kapabel sinn, déi Krise gläichzäiteg ze verstoen an och ze bedenken an net eng Kris hannert där anerer ze verstoppen, sou à la „un train peut en cacher un autre", mee dass een ëmmer alles zugläich och um Schierm huet an dass ee vläicht souguer politesch a strateegesch esou clever ass, dass déi eng Léisung, déi een an engem vun deene Beräicher bréngt, dann och op déi aner Beräicher ausstraalt.

Et ass interessant, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen an och Här Minister, alles dat, wat een an deene leschte Wochen a Méint och vun deene COPen esou héieren huet. An ech wollt dat haut den Owend – jo, voilà, et ass schonn haut den Owend eigentlech, plus ou moins – op den Ordre du jour bréngen, well ech awer trotzdeem eng ganz Rei Froen an och eng Rei Suggestiounen hunn an och eeben d'Lëtzebuerger Regierung an der Persoun vum Ëmweltminister wollt froen, wéi si sech positionéiert och an deene verschiddene Punkten, déi ech elo erwäänt hunn a wou sech dann och eng Rei Froe stellen.

Well ee Constat ass jo deen, dass mer ëmmer erëm mierken – bezéiungsweis déi, déi un de COPen deelhuelen –, dass mer vun deene Klimakonferenzen, vun deene Weltkonferenzen, erëmkommen a Joer fir Joer ëmmer méi enttäuscht sinn iwwert dat, wat do eigentlech geschitt ass. Wouhier kënnt dat? Dat ass zum Beispill, well mer awer trotzdeem och eng gewëssen Hypokrisie bei den Organisateure feststellen. Baku war e Beispill. Dubai ass och e Beispill gewiescht. Sharm El Sheikh war och net wäit ewech dovun. Dat heescht, dass eigentlech Länner Organisateure sinn, wou ee vu vireraus seet a weess: Déi stinn net hannert deem, wat do op deene COPen eigentlech soll erauskommen.

Dann hu mer och alleguerte matkrut: Et ass eng Show. Et si vill Leit do. Et si vill Vertrieder do. Et si vill Politiker do. Et si vill Stänn do. Et si vill Events. An trotzdeem, hannert all deene ville Beem gesäit een op eemol de Bësch net méi. An da besteet och politesch gesinn en enormen Drock an deene leschte Stonnen. Den Här Wilmes, awer och d'Madamm Welfring, déi wëssen et, mengen ech, am allerbeschten: Dann, wann déi Diskussiounen entstinn, fir eeben dann zu engem Accord ze kommen, ass op eemol en enormen Drock. Da gëtt verlängert ëm Stonnen a Stonnen an herno gewënnt dann deen, deen am längste wakereg bleift, fir et e bëssen op de Resümmee ze bréngen. D'Fro ass, ob dat wierklech e Modell ass, deen eis herno zu Léisungen, politesche Léisungen, bréngt, déi wierklech interessant sinn.

An da muss ee jo och derbäi soen, dass et am Moment eng immens zerrappte Weltgemeinschaft ass, déi sech do trëfft: op der enger Säit westlech Länner an enger Polykris, awer zugläich mat relativ staarke finanzielle Mëttelen, dann awer och dee Block vun de BRICS-Staaten, dee sech ëmmer méi opbaut a wou ëmmer méi Memberstaaten derbäikommen an déi grad eeben e Géigegewiicht géint de Weste wëlle bilden an natierlech dat och politesch dann notzen, an dann och déi Länner, déi éischter sozioekonomesch méi aarm sinn an déi ganz staark dervun ofhänken, dass besonnesch déi westlech Länner hinnen eppes entgéintbréngen.

Déi Froen, déi sech fir mech stellen an déi ech haut den Nomëtteg hei wollt thematiséieren, sinn zum Beispill déi heiten: Kann een, soll een, muss een d'Format vun enger COP iwwerdenken? Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung? Wat ass d'Positioun och vun der Lëtzebuerger Regierung am europäesche Verbund, well mir schwätze jo do ëmmer mat enger europäescher Stëmm? Kann een zum Beispill higoen an déi grouss COPen nëmmen all zwee Joer maachen? Dat géif an der Tëschenzäit méi Zäit gi fir déi strategesch Planung. Kann een higoen an d'Delegatioune verklengeren, och manner Leit einfach invitéieren, fir dass et awer kloer ass, wat hannen um Enn dann d'Zil ass, nämlech e konkreete politeschen Accord ze fannen? Kann ee kucken, ob et e Krittäresystem gëtt fir d'Organisateuren, fir dass Länner wéi déi, déi an de leschte Joren zumindest d'Weltklimakonferenz organiséiert hunn, hannen um Enn net méi a Fro kommen? An et kann ee sech och d'Fro stellen, wéi déi ganz Reuniounen, wéi se iwwer e System vun zwou Wochen – et ass en ausgeklügelte System – duerchgefouert ginn, herno awer kënnen an en Zil, an e Resultat, an eng lescht grouss Reunioun münden, déi dann net esou ënner Drock steet, wéi se steet.

Dat Zweet, wat ech och wollt froen an thematiséieren, sinn natierlech och d'Resultater vun deene COPen. Iwwert d'Weltklimakonferenz hu mer schonn Enn lescht Joer diskutéiert, dofir wëll ech do net weider drop zréckkommen. D'Desertifikatiouns-COP, also d'Bekämpfung vun der Verwüüstung – wat jo eigentlech och en interessant Wuert ass – oder Verwüüstlechung vun eiser Welt a vun eisem Buedem, huet kee Resultat bruecht. Si huet awer de Lien hiergestallt zum Theema vun der Ernärung a vum Iessen, wat ech ganz, ganz wichteg fannen. A si erwäänt och d'Wichtegkeet vum Buedem, en Theema, wat eis oft politesch net ganz bewosst ass, awer wat ganz vill verschidde Perspektive matenee verbënnt.

D'Biodiversitéits-COP hat eng grouss Schlagzeil, nämlech dass 45.000 Aarten, Déieren a Planzen, gefäerdet sinn. Si haten eigentlech probéiert, no der COP15 zu Montreal virun zwee Joer elo eng technesch Ëmsetzung ze packe vun all deene grousse Strategien, déi deemools geplangt gi sinn. Dat ass net richteg gelongen. Et ass awer e Link zur Gesondheet, zur mënschlecher Gesondheet higaangen, deen ech och interessant fannen, well mer am Conseil de l'Europe am Moment och doriwwer diskutéieren an och hei zu Lëtzebuerg am Februar eng Konferenz hunn iwwert den Environnement sain, also déi gesond Ëmwelt, als e Mënscherecht.

Et ass och do festgestallt gi bei där Biodiversitéits-COP, dass eigentlech doduerch, dass déi Biodiversitéit ëmmer méi ënner Drock geréit, dat och Inzidenzen huet op d'Wirtschaft, an dass, wann dat esou weidergeet, pro Joer duerchaus weltwäit kënnen 2,5 Billiounen Euro verluer goen, wat natierlech en enormen Deel ass vun der Weltwirtschaftsleeschtung, ongefäier 2 %, eleng duerch d'Degradatioun vun der Biodiversitéit.

D'Plastikstreffen a Korea am Dezember war éischter an der Logik vun enger Preventioun, also dem Wastemanagement. Do ass och kee Resultat komm. Dat ass op d'nächst Joer verluecht ginn an der Hoffnung, dass dann eppes passéiert. Dat ass natierlech och fir eng Regierung a fir eis als Parlament en Defi, festzestellen, dass mer net zu deene Resultater kommen, déi mer eigentlech bräichten. Ech wollt och do den Här Minister froen, wéi d'Lëtzebuerger Regierung domat ëmgeet, mat deene Schwieregkeeten, déi sech an deene COPen erginn hunn, mat deem Nexus vun deene verschiddenen Thematiken, déi awer alleguerten zesummegehéieren, an dann och wat fir eng Stëmm mir als Lëtzebuerg an eisem europäesche Verbond mat eise Partner do erhiewen.

Ech soen Iech villmools Merci, fir d'Opmierksamkeet an och Merci dofir, dass Der, ech denken, och déi Tatsaach ënnerstëtzt, dass et awer och eng aner Approche un d'Theema ass, déi awer, mengen ech, immens wichteg ass an eis och hëlleft, déi ganz Thematike ronderëm Klima, Ëmwelt an Natur och nach eng Kéier a méi enger geballter Form ze verstoen. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Galles. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix | Très bien!

Débat

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen also haut, wéi den Här Galles elo grad preziséiert huet, iwwert d'Resultater vun dräi verschiddene Konferenzen iwwert d'Biodiversitéit, de Kampf géint de Klimawandel an d'Lutte géint d'Desertifikatioun. Obwuel d'Meedie vill méi iwwert d'COP29 bericht hunn, sinn déi zwou aner Konferenzen dofir awer sécher net manner wichteg.

D'Desertifikatioun, déi am Fokus vun der COP16 steet, ass zwar keen direkten akute Problem fir eis Géigenden, awer e grousse Problem weltwäit. Dréchenten an d'Degradatioun vun de Biedem wäerten op länger Siicht awer och hei bei eis ze spiere sinn. Verloscht vun der Biodiversitéit, manner landwirtschaftlech Erträg, Drénkwaasserknappheet: All dat si Konsequenze vun der Wüüstebildung. D'Konsequenze vun de rezente Wiederkatastrophe weisen eis, datt mir op Dauer net wäerte vun deene Phenomeener verschount bleiwen.

Op der COP16 géint d'Desertifikatioun souzen, ofgesi vun de Länner, och Organisatiounen, Wëssenschaftler, Finanzinstituter an de private Secteur mat um Dësch. Wéi scho bei der COP29 kënne mir als Land en Deel vun der Léisung sinn, engersäits andeem mir eis Partnerlänner mat Kapitalexpertisen a virun allem mat deenen néidege finanzielle Ressourcen ënnerstëtzen. Anersäits muss dofir natierlech eis Finanzplaz ganz kloer attraktiv bleiwen. Obwuel mir an dësem Beräich eng Virreiderroll spillen, concernéieren nëmme 4 % vun de weltwäite Fongen d'Landwirtschaft an d'Begréngung.

Schlussendlech ass op der COP16 fir d'Lutte géint d'Desertifikatioun zwar keen Accord fonnt ginn, ma d'DP begréisst awer, dass 12 Milliarden Dollar un Initiativen an déi Länner ginn, déi am meeschte vun der Waasserknappheet betraff sinn. Dat gëllt och fir déi 70 Milliounen Dollar fir Liewensmëttelsécherheet a gesonde Buedem a fir déi iwwer 14 Milliounen Dollar fir déi sougenannte „Grouss Gréng Mauer", e Projet, deen d'Reforestatioun vun der Sahelzon op enger Längt vu 7.000 Kilomeeter ustrieft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei der COP16-Konferenz zum Schutz vun der Biodiversitéit, déi am Oktober zu Cali a Kolumbie war, ass och net bei allen Theemen en Accord fonnt ginn, anescht wéi dat nach bei der COP15 de Fall war. Trotzdeem si mer a verschiddene Beräicher definitiv weiderkomm. Sou soll d'Kontroll vun den indigènë Vëlker a vun de lokale Gemeinschafte gestäerkt ginn an duerch e permanente Gremium verankert ginn. Duerch hiert nohaltegt Wëssen an hiert Verständnis vun der Natur ass et nëmme logesch, datt deene Mënschen hir Praktiken hei solle berücksichtegt ginn. Och beim Schutz vun de Mierer an den Ökosystemer konnte seriö Fortschrëtter gemaach ginn. Sou solle

schützenswäert Gebidder am Mier kënne méi séier identifizéiert an och protegéiert ginn.

Ee Punkt, bei deem leider keen Accord fonnt ginn ass, ass d'Finanzéierung, änlech wéi bei deenen zwou anere COP-Konferenzen. Gradewéi bei der COP29, iwwert déi mir schonn am Dezember hei am héijen Haus geschwat hunn, ënnersträiche mir nach eemol d'Schlësselroll, déi Lëtzebuerg mat der grénger Finanzplaz an der Lutte géint de Klimawandel, d'Diversifikatioun an de Verloscht vun der Biodiversitéit spille kann.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss géif ech gär dem Paul Galles e grousse Merci soen, datt mir haut iwwert dëst Theema, wat oft, mengen ech, e bëssen ze kuerz kënnt, awer konnte schwätzen. An den anere Leit soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Emering. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësen Debat fënnt statt zwee Deeg nodeems de President Trump an Amerika als eng vu sengen éischten Amtshandlungen decidéiert huet, den Austrëtt aus dem Paräisser Klimaaccord erëm eng Kéier ze ënnerschreiwen. An et muss ee leider soen, dass e weltwäit net eleng dosteet mat senger Klima- an Ëmweltskepsis.

Ekologie an Ëmweltschutz si leider keng Prioritéit méi. Et gëtt där carrement, wéi dem Trump seng Administratioun, déi klimaskeptesch sinn an deenen hir libertär a reaktionär Alliéierte weltwäit och genee d'selwecht si wéi si. Et gëtt der awer och, déi indifferent sinn. Et ass opgefall, dass zum Beispill an der Déclaration de politique générale vum François Bayrou, dem neie franséische Premier, d'Wuert „Ekologie" bal guer net virkomm ass. An et gëtt där, déi vill manner Ambitioun hu wéi virdrun. An Europa wäert de Green Deal wuel leider och verwässert gi vun der neier Kommissioun an et gëtt geschwat vun engem Moratorium vun zwee Joer op all Form vu Reglementatioun, y compris och wat den Ëmweltschutz ugeet. Alles dat si keng gutt Entwécklungen.

Här Minister, leider mécht och Är Regierung eng Politick, déi an déi Richtung geet. De Premier huet an de leschten Deeg bei der FEDIL um Neijooschpatt an och nach gëschter hei an der Chamber an der Heure d'actualité gesot, dass e géif fannen, dass iwwerdriwwe gi wär an Europa mat der Reglementatioun, dass esou Regularie wéi den CSDDD, d'Liwwerkettegesetz, awer och déi iwwert d'Responsabilitéit vun de Betriber am Beräich vum Ëmweltschutz ze wäit gaange wären an dass e frou wär, wann déi géife reduzéiert ginn.

Déi Politick, déi Dir sollt virubréngen, nervt an dëser Regierung a schuet der Kompetitivitéit an den Ae vun Äre Kolleegen. Dobäi missten en fait d'Ravagë vum Anthropozän, deem Zäitalter, an deem mer liewen an dee säit dem Ufank vun der Industrialisatioun massiv Ravagë gemaach huet an den Ekosystemer vum Planéit an dee lues a lues eise Planéit onbewunnbar mécht, elo schonn a munche Regiounen am globale Süden, eis am Fong zu engem radikalen Ëmdenke beweegen, eis derzou invitéieren, amplaz d'Ëmwelt der Kompetitivitéit ënnerzeuerdnen, d'Kompetitivitéit am Aklang mat der Ëmwelt ze denken an och ze gesinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Dat geschitt grad net, an och esou Pläng wéi ECO2050 vun der Ekonomie oder de Luxembourg in Transition vum Aménagement du territoire an der leschter Regierung, déi wierklech vorausschauend waren an déi am Fong derzou invitéiert hunn, fir d'Nohaltegkeet och mat anzeplangen an der Landesplanung an an der Wirtschaft, déi leie grad an engem ganz déiwen Tirang.

Här President, déi dräi COPen iwwert de Klima an d'Biodiversitéit an d'Desertifikatioun – an och effektiv dem Paul Galles merci, dass en dat op den Ordre du jour gesat huet – waren allen dräi enttäuschend. An et muss een am Fong soen: Wéi kéint et anescht sinn an där politescher Großwetterlag, an där mer elo sinn an déi ech elo kuerz esquisséiert hunn?

Et muss ee sech effektiv froen, ob dee Modell vun deene segmentéierte COPen, deene sektorielle COPen, nach zäitgemäss ass. Well effektiv, Dir hutt déi rezent Etüd vun der Intergouvernementaler Plattform fir Biodiversitéit an Environnement genannt. Et gëtt Lienen – an dat ass fir d'éischte Kéier, mengen ech, ganz kloer an där Etüd gewise ginn – tëschent deene fënnef Beräicher, déi determinant sinn, fir eise Planéit ze regeneréieren, nämlech Klima, Biodiversitéit, Waasser, Ernierung a Gesondheet. Eng Politick, déi kuerzfristeg gutt ass fir ee vun dëse Systemer, ka kontraproduktiv an negativ si fir déi aner. An dofir musse mer alles holistesch zesummendenken an och an enger demokratescher Deliberatioun zesummen decidéieren, wat mer gären an Zukunft ufänken a wéi mer gären un déi Problemer eruginn.

Fir eis, insbesonnesch an héich entwéckelte Länner, heescht dat, dass mer eis am Fong nei erfanne mussen, dass mer ewech vun engem ekonomeschen a gesellschaftleche Modell aus der Nokrichszäit, aus den „Trente glorieuses", wat e Modell war mat onendlechem Wuesstem ouni planetär Limitatiounen, ouni ekologesch Contrainten an dat op engem ganz anere Gesellschaftsbild gefousst huet, am Fong eppes aneres mussen erfannen, fir déi Problemer wierklech ze léisen.

Här President, ech hätt just nach ganz schnell zwou Froen un de Minister, déi e bëssen uknëppen un dat, wat de Paul Galles gesot huet. Wat ass Är Ambitioun, Här Minister, an deene Beräicher vun deenen dräi COPen? Wat sinn d'Ännerungen an der internationaler Klimapolitick a wéi stellt dës Regierung sech dorobber an? An dann och nach: Wéi wëll d'Regierung déi 320 Milliounen ausginn, déi an der neier Enveloppe fir d'Klimaaktioun virgesi sinn? Wat ass de But? A wéi gesäit de Bilan vun der Enveloppe 2020 bis 2025 elo aus, wann do dann e Bilan gemaach ginn ass?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, et ass un Iech.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe fir unzefänke dem Här Paul Galles Merci fir dës Aktualitéitsstonn. Ech mengen, elo hu mer dräi COP-Konferenzen hannert eis iwwert déi Joren. An ech mengen, ouni ze iwwerdreiwen oder ze ënnerdreiwen, hei wieren d'Resultater dürfteg an et muss ee soen: „Außer Spesen nicht viel gewesen", wann ech dat emol esou däerf an deem Sënn soen. An ech mengen, mir mussen eis mol do Gedanke maachen, wéi mer déi ganz Konferenzen do anescht gestalten, well déi Formel, wéi mer se bis elo kennen, féiert net zum Erfolleg. Wat méi Leit do sinn, wat manner erauskënnt. Ech mengen, do musse mer iwwerdenken, wéi mer do zu engem Resultat kommen, engem Resultat, dat mer brauchen.

Ech wëll elo just hei e puer allgemeng Iwwerleeunge maachen, wou misst menger Meenung no – oder eiser Meenung no – ugesat ginn. Et sinn allgemeng Iwwerleeungen, Punkten.

Et ass am Sënn vun alle Mënschen an de kommende Generatiounen, eisen Nokommen eng gesond Natur ze hannerloossen am Respekt vun der Biodiversitéit. Datt et der Natur op ville Plazen an der Welt, an och hei zu Lëtzebuerg, net gutt geet, dat wësse mer all, a mer mussen agéieren.

Mee erlaabt mer awer och, op eppes opmierksam ze maachen, wat am Fong geholl net vill diskutéiert gëtt, wat awer menger Meenung no och en Aspekt ass vun där ganzer Thematik Klima an Natur. Et soll een et net iwwerdreiwen, mee et muss een et awer gesinn: 1975 hate mer weltwäit 4 Milliarde Leit op der Welt. Haut, 50 Joer méi spéit, hu mer iwwer 8 Milliarde Leit op der Welt. Och dat ass e Punkt, deen een net däerf vernoléissegen, well déi Leit wëlle jo all liewen. Déi wëlle jo alleguerten och erniert ginn. An och dat huet menger Meenung no en Afloss op d'Ëmwelt. Duerfir musse mer eis och do eng Kéier an déi Richtung Gedanke maachen, ob mer wëllen … Ech wëll elo kengem ze no trieden, mee wann ee bedenkt: Op 50 Joer si mer 100 % an der Weltpopulatioun geklommen. Dat ass net näischt an dat huet ganz sécher och seng Konsequenzen.

Mir fuerderen och scho méi laang, dass mer eenheetlech zesummenhängend Schutzzone solle plangen. Dës sinn Erhuelungsraum fir d'Natur, d'Déieren an och d'Biodiversitéit. Dës Usätz solle mer net nëmmen zu Lëtzebuerg verfollegen, mee och weltwäit. Problematesch sinn – an dat kënnt och duerch eng ganz Partie Gesetzgeebungen – déi Monokulturen, déi uechtert d'Welt ugeplanzt ginn an déi d'Natur an d'Aartevillfalt laangfristeg zerstéieren. Liewensmëttel ginn dorauser gewonnen a ginn zu bëllege Präisser weltwäit vermaart.

Hei gëllt et och emol, eis Handelspolitick ze hannerfroen. Et däerf net sinn, datt Länner hire Gewënn haaptsächlech aus esou engem Wirtschaftsmodell zéien, deen Natur, Mënsch an Déier zerstéiert. Och hei gëllt weiderhin eis Devise vun enger lokaler Produktioun vu Liewensmëttel. Ech verweisen hei op d'Ustrengungen, fir indigeen Vëlker ze schützen, déi duerch esou Wirtschaftsmodeller bedrot sinn. Hei goufe weltwäit Ustrengungen ënnerholl, déi mir natierlech och begréissen.

Am Bezuch op de weltwäite Raubbau un der Natur an déi grouss Monokulture mussen d'Länner méi Ustrengungen ënnerhuelen, fir méi Naturschutzzone méi grouss a méi zesummenhängend ze plangen. D'Prioritéit muss och d'Erhale vun engem gesonden an intakte Bëschbestand sinn. De Bësch an d'Beem am Allgemenge sinn déi ideal Klimaregulatoren. Si senken d'Temperatur am Summer, filteren d'Loft, verwandelen d'Sonnenenergie an Holz a filteren esou CO_2 aus der Loft, andeem se Sauerstoff ofginn.

Erlaabt mer, nach kuerz op d'Problematik vun de Wüüsten anzegoen, déi sech weltwäit ëmmer méi ausbreeden. Ongeféier 40 % vun der weltwäiter Landfläch sinn degradéiert an net méi benotzbar. D'Wüüstebildung hëlt leider zou. Dëse Problem misste mer ganz eescht huelen an haut schonn déi noutwendeg Moossnamen treffen. Grad Länner, déi mat grousser Aarmut ze kämpfen hunn, sinn heivunner betraff. Mir sollen hei mat deene Länner eng Zesummenaarbecht ustriewen. Dat soll op Aenhéicht geschéien an et solle keng eesäiteg Spende ginn. Dorop musse mer oppassen. Technologesch Investitiounen an Infrastrukturen, wéi zum Beispill Landbewässerungssystemer, och zum Deel duerch

Mierwaasser, misste schonn an d'A gefaasst ginn, fir datt mer do kënnen dergéintsteieren.

Ech mengen, dat si Punkten, déi een och soll mat op déi COP-Konferenz huelen. An an deem Sënn do géif ech Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engelen. An de Mikro ass elo fräi fir d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. An och merci dem Paul Galles fir dës Geleeënheet. „Wann d'Klimakris d'Féiwer vun eisem Planéit duerstellt, dann ass d'Aartestierwe seng Demenz." Dëse Saz vun engem bekannten däitsche Medezinner, Kabarettist an Auteur ënnersträicht d'Wichtegkeet an d'Urgence vu béide Krisen. A fir dëst Zitat komplett ze maachen, misst een d'Krankheetsbiller, déi duerch d'Pollutiounskris oder d'Veraarmung vun de Biedem verursaacht ginn, nach derbäisetzen, zum Beispill mat Otemnout oder mat Mangelernärung.

Wann een déi lescht Rapporte vum Weltbiodiversitéitsrot, dem IPBES, liest, da vergeet engem awer d'Loscht op Cabaret. An deenen zwee leschte Rapporte beschäftegt den IPBES sech mat deenen Zesummenhäng – déi sinn och scho virdrun ugeklongen –, deene Krisen, déi haut um Ordre du jour stinn, mee och nach aneren. A fir et kuerz ze maachen: Et sinn net just weider Hiobsbotschafte vun e puer Wëssenschaftler, mee et ass en dréngenden Opruff vun dësem tëschestaatleche Gremium un déi politesch Verantwortlech, also eis heibannen ënner anerem, fir verstäerkt aus dem Silodenken erauszekommen hin zu enger integréierter Approche mat laangfristegen Ziler statt kuerzfristege Gewënner fir e puer wéineg Awunner vun dësem Planéit.

Den IPBES-Rapport oder Nexus-Rapport seet, dass méi wéi d'Hallschent vum globale PIB zu mëttlerem oder souguer héijem Mooss vun der Natur ofhänkt. An deem Sënn ass dat a mengen Ae vereelzte Bild vun deenen dräi Saile vun der Nohaltegkeet och e bëssen iwwerholl, well eigentlech ass d'Biodiversitéit d'Fundament vun deem Ganzen.

Domat ass den Erhalt vun der Natur keng Floskel, mee eng wëssenschaftlech Evidenz. Et ass eeben d'Basis fir all wirtschaftlechen, sozialen an och gesellschaftleche Fortschrëtt. A wa mer versichen, grouss gesellschaftlech Defie wéi Klimaschutz, Gesondheet oder Ernierung unzegoen, ouni dobäi d'Biodiversitéit matzedenken, da wäerten eis Léisunge laangfristeg scheiteren. Dat seet dee Rapport ganz däitlech.

A wa mer par contre op eng equilibréiert Aart a Weis dorun eruginn, hu mer déi beschte Chance, fir reell laangfristeg Léisungen a Synergien erbäizeféieren. An „equilibréiert", Här President, heescht an eisen Aen net, dass Aarten an Ekosystemer op der Prioritéitelëscht fir aner méi wichteg Prioritéite musse Plaz maachen. Et gëtt Beispiller fir esou integréiert Approchen, déi och vun der viregter Regierung ugeholl gi sinn – ech mengen, virdrun ass dat schonn ugeklongen –, wéi zum Beispill de Luxembourg in Transition, awer och den Agri-PV als Initiativ. Doriwwer gëtt muer da sécher méi extensiv geschwat. Do probéiere mer, op enger selwechter Fläch mat enger selwechter Initiativ méi Ziler ze erreechen.

Mir maachen eis awer och Suergen, wann den Ëmweltminister op där enger Säit d'Wichtegkeet vun den internationale Konferenzen, iwwert déi mer haut diskutéieren, och ënnersträicht, op där anerer Säit an der Praxis awer Decisiounen ze huele schéngt, déi weeder op Wëssenschaft baséieren nach op d'Urgence vun dësen Theemen aginn. E Beispill ass de Revirement, jo, beim Schutz vum Wollef, mee och d'proposéiert Ännerunge beim Naturschutzgesetz, déi eis méi Natur am urbane Raum verspriechen, obwuel se mol als Alleréischt zur Zerstéierung vu bestoende Biotopen an eisen Zentre wäerte féieren.

Et gëtt doriwwer eraus eng Rei Froen, déi ech un d'Regierung hätt: Wéi glafwierdeg ass Lëtzebuerg op der internationaler Bün bei Verhandlunge fir méi Aarteschutz, wann d'Regierung sech an Europa entgéint dem Rot vun der Wëssenschaft fir d'Lackerung vum Schutzstatus vum Wollef asetzt?

Ass den Här Minister net der Meenung, dass d'Regierung heimat de Wee fir zukünfteg EU-wäit Lackerungen am Kader vun der Habitatdirektiv mat lassgetrëppelt respektiv opgemaach huet? Wéi wäert den Här Minister sech an Zukunft positionéieren, wann nees Memberstaate verlaangen, dass de Schutzstatus vun enger Aart, wéi dem Luchs oder dem Bier zum Beispill, op Basis vun engem sougenannte „Solidaritéitsgedanke" gelackert soll ginn, och wann nees souwuel déi wëssenschaftlech Basis kloer ass an och den aktuellen Text scho Léisunge virgesäit?

Wier et net wichteg, sech op belaaschtbar Donnéeën, souwuel heiheem wéi och an der EU, ze baséieren, ier Decisioune geholl ginn, déi zum Beispill zur Zerstéierung vu bestoende Biotoper féieren, ouni ze wëssen, wéi vill der wou stinn, a wann zudeem erwisen ass, dass d'Opgi vum Biotopeschutz am Bauperimeeter net d'Léisung vum Logementsproblem duerstellt?

Ass d'Regierung net der Meenung, dass mer eis zu dësem Zäitpunkt misste gemeinsam a verstäerkt fir integréiert Léisungen asetzen, statt Opriff fir d'Ofschafung, d'Verwässerung oder d'Zrécksetzung vun Ëmweltreegelen ze lancéieren? Ech mengen, den Här Fayot ass virdru schonn op dësen Appell agaangen.

Här President, déi multipel Krisen, an deene mer stiechen, sinn alleguerte mënschegemaach. Mir kënnen dës Krisen och just ugoen, wa mer courageiert, kohärent a verantwortungsvoll Decisiounen huelen, dat heiheem, um europäesche Plang souwéi och um internationalen, grad elo, wou déi nächst COP mat der Suite vun der COP16 virun der Dier steet.

An deem Sënn deposéieren ech eng Motioun. An da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

« au sujet de la cohérence et l'ambition dans le domaine de la protection de la biodiversité »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'importance cruciale de la biodiversité, non seulement pour l'environnement, mais aussi pour l'économie, la santé publique et le bien-être général ;

– que le nouveau rapport phare publié en décembre 2024 par la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) sur les interconnexions entre la biodiversité, l'eau, l'alimentation, la santé et le climat (les cinq éléments « nexus ») fait le constat que les décisions sociétales, économiques et politiques qui privilégient des avantages à court terme et des rendements financiers pour un petit nombre de personnes, tout en ignorant les impacts négatifs sur la biodiversité et les autres éléments du nexus, conduisent à des résultats inégaux en matière de bien-être humain et souligne l'importance des modes de gouvernance intégrés, inclusifs, équitables, responsables, coordonnés et adaptifs ;

– que selon le rapport de l'Observatoire de l'environnement pour la période 2017-2021, deux tiers de tous les habitats naturels au Luxembourg se trouvent dans un état défavorable ou mauvais et que l'état de conservation de 80 % des espèces est dans un état de conservation défavorable ou mauvais ;

– que selon une évaluation de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques datant de 2019, 1 million d'espèces sont menacées d'extinction,

invite le Gouvernement

– à agir avec cohérence et ambition dans le domaine de la protection de la biodiversité, tant sur le plan national qu'international ;

– à adopter une approche synergique des politiques et, dans ce contexte, à élaborer des politiques nationales qui prennent en compte les liens entre la biodiversité, le climat et les autres domaines politiques, et éviter une approche cloisonnée qui ne répond pas aux objectifs multiples de durabilité, et ce au-delà de l'élaboration de la nouvelle stratégie d'adaptation au dérèglement climatique ;

– à ne pas affaiblir le cadre existant de protection de la nature et de la biodiversité, ni au niveau européen ni au niveau national ;

– à s'engager fermement à ne soutenir aucune réduction du niveau de protection des espèces menacées qui ne repose pas sur des bases scientifiques solides et indépendantes ;

– à s'engager à ce que toutes les décisions en matière de protection de la nature soient guidées par les recommandations des expert.e.s en biodiversité ;

– à soutenir au niveau européen toute initiative visant à renforcer et harmoniser la collecte de données sur l'état de conservation des espèces et des habitats, car des données robustes et comparables sont essentielles pour élaborer des politiques efficaces basées sur la science, notamment dans les débats hautement polarisés ;

– à consulter l'Observatoire de l'environnement, ainsi que les organisations environnementales en amont et tout au long de l'élaboration des textes législatifs, plans et stratégies dans le domaine de la protection des espèces et des habitats ;

– à renforcer la comptabilité du capital naturel, préconisée par les expert.e.s de l'IPBES comme une option de réponse à la crise de biodiversité, afin de rendre visible la valeur associée à la protection des espèces et des habitats et l'impact environnemental des décisions publiques et économiques ;

– à veiller à la mise en œuvre soutenue du troisième plan national de la protection de la nature et les plans d'actions espèces et habitats y liés ;

– à établir et mettre en œuvre un plan de restauration de la nature dans les meilleurs délais.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Marc Goergen, Sam Tanson, David Wagner.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Welfring. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Paul Galles fir d'Ufroe vun dëser Heure d'actualité, en Theema, wat mer schonn e puermol haten, fir d'lescht am Dezember. Dofir langweilen ech Iech elo net dermat, nach eng Kéier ze widderhuelen, wat ech am Dezember schonn eng Kéier gesot hunn, well de Programm ass nach ëmmer dee selwechten.

En neie Facteur, deen awer elo schonn ugeklongen ass, ass, dass d'USA kee Partner méi wäerte sinn. An dat hate mer am Dezember eng Kéier uklénge gelooss, well mer jo awer wossten, wou d'Rees géing higoen. Dat soll awer elo net Ursaach si fir Trauregkeet.

Et soll einfach sinn als Motivatioun. Zumindest gesinn ech et esou. Wann deen een erausklëmmt, dann heescht dat, dass deen anere méi motivéiert soll si fir den Ëmweltschutz.

Et ass nämlech net, dass ee seet, als Beispill: „Wann den Noper net ophält mat fëmmen, dann halen ech och net op!“ An esou ass et och e bësse beim Klimaschutz. Heiansdo huet een déi Diskussiounen. An et ass am Moment e bëssen esou opkomm an all de Länner: „Jo, mee wann d'USA net matmaachen, wann anerer net matmaachen, da kommt, mir maachen och emol méi lues, soss mécht et jo kee Sënn.“ Dat ass guer net meng Meenung. Am Contraire, grad wann déi aner Länner net matmaachen – an ech weess, wéi schwiereg déi COPe sinn; d'Vertrieder, déi do ware fir d'Chamber, hunn eis et déi leschte Kéier hei erkläert –, muss een nach eng Schëpp dropleeë fir virunzekommen.

Well och d'USA leie falsch, wa se erausklammen aus dem Klimaofkommes, well och hir Ekonomie wäert op laang Siicht dorënner leiden a se wäerten immens vill Schued duerch Klimaschied hunn, wéi elo rezent zu Los Angeles. Ob de President dat erkennt oder net, et wäert herno e Fakt sinn.

D'Aartevillfalt ass fir eis och en Déiereschutz. An dofir sti mir och ganz kloer derzou, dass, wéi d'Madamm Welfring grad gesot huet, de Wollef weiderhi wäert geschützt ginn. An dofir hu mer jo och déi Motioun deementspriechend matgedroen.

Wou mer dann e bësse méi dervu versti wéi vun de Wüüsten, dat sinn d'Mierer, wou mer och der Meenung sinn, dass déi sollten an hiren Zone weiderhi geschützt ginn – wat awer bei Wäitem net duergeet. Ech kéint elo hei nach eng länger Ried iwwert d'Fëscherei halen. Dat géing den Här Graas sécherlech erfreeën an den Här Graas kéint mat senger Expertis sécherlech nach villes derzou bäidroen.

M. André Bauler (DP) | O jo.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech weess dat. Ech weess, dass den Här Graas e ganz groussen Expert an der Fëscherei ass, wat ech och immens ze schätze weess.

Et ass awer och ganz wichteg, dass op där COP iwwert d'Mierer geschwat ginn ass, fir dass d'Fëscherei an deementspriechend och déi Zone geschützt ginn, well vill Leit, déi gesinn zwar net, wat ënnert dem Waasser ass, mee et ass awer do, wou eise Klimaschutz entsteet. Mir hunn nämlech herno e Riseproblem, wa mer d'Mierer verknaschten, wa mer d'Mierer eidel fëschen a wa mer d'Mierer zerstéieren. Dat gesäit een op den éischte Bléck net, mee et ass awer dat, wat herno eise Planéit wäert immens vill kaschten.

Jo, de Wuesstum vun der Mënschheet wäert sécherlech eng vun den Erausfuerderunge beim Klimawandel sinn. Elo soen awer och Experten, dass 2040 do wäert de Maximum iergendeng Kéier erreecht ginn an duerno wäert d'Zuel vun de Leit zréckgoen. Elo net, well mer dann um Mars eng Kolonie hunn. Dat wäert natierlech och iergendeng Kéier kommen, ob et elo 50 oder 100 Joer dauert, iergendeng Kéier wäerte mer aner Planéite bereesen an da geet et zréck. Nee, et wäert elo mol an enger éischter Phas zréckgoen duerch d'Gebuerterat, déi eeben an den eenzelne Länner wäert zréckgoen. Et ass awer trotzdeem eng grouss Erausfuerderung. An déi Erausfuerderung hunn déi COPen net gemeeschtert, wéi ee mam aktuelle Wuesstum wäert ëmgoen a wéi een do d'Kéier wäert kréien, fir dass d'Graden net gradesou schnell eropginn, well jidderee wäert herno dorënner leiden.

Och zu Lëtzebuerg kënne mer mat klenge Schrëtt vill derzou bäidroen. Ech weess, et däerf een déi nei Regierung net ze vill mam Ëmweltschutz nerven, mee ech maachen et awer alt gären. Dofir hunn ech haut och eng Motioun matbruecht, wou mer nach eng Kéier déi Leit encouragéieren, déi schonn hiren Deel derzou bäigedroen hunn, an zwar mat enger Solaranlag, fir dass mer nach méi Solaranlagen hei zu Lëtzebuerg kréien.

A firwat? Ma ganz einfach, well am Moment en neien Netztariff agefouert ginn ass, wou een, wann een enger Lëtzebuerger Dageszeitung gleeft, 11 Cent muss dropbezuelen, wann een iwwer senger Moyenne läit, mee wann een awer selwer produzéiert, een dovunner näischt kritt. An dat ass fir mech einfach ongerecht. Wann ee selwer produzéiert, da soll een déi selwecht Konditioune kréie wéi dat Netz, wat erageet. Well et ass jo net – an dat huet d'Regierung e puer mol erkläert –, fir Käschten ze decken, et ass, fir de Leit en Ureiz ze ginn, de Stroum gutt a solidaresch ze verbrauchen.

Well ech verstinn, dass, wann e Pic do ass, dat och muss gereegelt ginn, mee da kommt, mir maachen et och den anere Wee. Kommt, mir neutraliséieren. Kommt, mir ginn de Leit en Ureiz, fir bei deem Klimaschutz matzemaachen. Wa se op der COP näischt fäerdegbréngen, da kommt, mir bréngen als Lëtzebuerg eppes fäerdeg, fir dass mer méi Leit derzou bréngen, eng Solaranlag ze maachen, an déi, déi se schonn hunn, net bestrofen.

Dofir hunn ech haut eng Motioun matbruecht, dass mer déi Fraisen neutraliséieren, andeems ee genau dat selwecht um Kilowatt kritt, wann ee säi Stroum erausgëtt, wéi wann een en eragëtt. Well dat ass geliefte Klimaschutz, dee mer zu Lëtzebuerg direkt kënnen ëmsetzen, ouni op eng Excuse vun der COP ze waarden.

Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Zënter dem 1. Januar vun dësem Joer sinn d'Stroumpräisser méi héich ginn, well d'Regierung den Energiepräisdeckel erofgesat huet an d'Stroumnetzbedreiwer gläichzäiteg eng nei Formel fir d'Berechnung vun den Netzkäschten agefouert hunn.

– Zënter dem 1. Januar mussen d'Stroumkonsumente pro verbrauchter Kilowattstonn een Zouschlag fir d'Stroumnetz bezuelen, wa si iwwer hirem Duerchschnëttskonsum vum viregte Joer leien, an dësen Zouschlag benodeelegt grad déi Leit, déi an erneierbar Technologien investéiert hunn an d'Energiewend ënnerstëtzen (11 Cent laut „Wort“-Artikel 10/01/2025).

– D'Stroumgesetz vun 2007 souwéi ee groussherzoglecht Reglement vum 7. Abrëll 2022 gesi vir, dass d'Leit hire selwer produzéierte Stroum vun hirer Fotovoltaikanlag zu engem staatlech garantéieren Aspeisetariff oder zum Maartpräis an d'Stroumnetz kënnen aspeisen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– deene Leit, déi Stroum mat hirer Fotovoltaikanlag an d'Netz aspeisen, déi selwecht Konditioune fir d'Netzkäschten zouzegestoen, wéi wa si de Stroum konsuméieren.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech kann nëmmen dem Ufroer vun dëser Heure d'actualité, dem Här Galles, zoustëmmen, wann e seet: „All déi COPen, déi provozéieren a leschter Zäit haaptsächlech Enttäuschung.“ Dat ass richteg. Jiddereen ass systematesch enttäuscht, op jidde Fall déi, déi sech eppes erwaarde virun där riseger existenzieller Kris fir d'Mënschheet. An och wéinst där Hypokrisie, well et huet een tatsächlech den Androck, datt och vill Länner guer net richteg derhannert stinn an nëmmen esou maache wéi wann.

An dat ass ëmsou méi katastrophal, well jo awer vill iwwert déi COPe bericht gëtt. Dat ass jo och richteg esou, mee doduerch ginn déi COPen och nach diskreditéiert, wat net gutt ass. Well u sech, och wann déi COPen eng permanent Enttäuschung sinn, si se trotzdeem wichteg. Et ass net dat eenzegt Instrument, mee et ass e ganz wichtegt Instrument.

An duerno ass et natierlech einfach, fir ze soen: „Gesitt Der, déi ganz Klimafro, déi gëtt jo net eescht geholl vun deenen, déi regéieren“, respektiv do wier eng Hidden Agenda derhannert, wéi och riets Kräfte ronderëm den Äerdball dat esou versichen duerzestellen.

Mee dat huet jo och domadder ze dinn, well vu Joer zu Joer hu mer COPen a schlussendlech ginn och Denkfeeler gemaach, well falsch Léisungen op falschen Denkmustere berouen. D'Natur kéint een zum Beispill moosse respektiv d'Natur wier ersetzbar a si wier substituabel, et kéint een op enger Plaz futti maachen an op enger anerer Plaz regeneréieren. Deen aneren Denkfeeler ass jo deen, datt d'Maartlogik – an do schwätze mer vu Quotenemissiounen, do schwätze mer vu Kompensatioun a sou weider – och eng Léisung doranner wier an datt och vill Staate sech u sech zréckzéien an duerno der Privatindustrie de Wee fräi maachen, fir do Mesüren ze huelen, déi selbstverständlech net kënne gräifen, well d'Privatindustrie eng ganz aner Logik huet wéi déi vun der Sécherheet vun der Mënschheet.

D'ailleurs, grouss Pëtrolsgruppe wéi Total oder Shell, déi hu schonn an de 70er-Joren Etüde gemaach iwwert de Klimawiessel, deen duerch CO_2 provozéiert gëtt. A si wësse ganz genau, wat leeft. Mee si hunn de Choix gemaach. Mir opferen d'Mënschheet fir de Profitt op kuerzer Zäit. Dat ass eng Logik, déi inakzeptabel ass. Dat ass katastrophal.

A wat och katastrophal ass, dat ass, datt déi grouss Gruppe vun der Fossillenergie dann och politesch Kräften a Politiker ënnerstëtzen, déi behaapten, propper Energië wieren dann op eemol de Problem. Do geet et jo relativ wäit. Et ass heiansdo souguer tragikomesch, wann een an Däitschland d'Fürerin vun der AfD gesäit, déi op eemol Rieden hält wéi an den 30er-Joren a fuerdert, elo misste Wandmillen ofgeschaaft ginn. Also, do si mer wierklech an enger geckeger Situatioun.

Mee do si mer jo och an där Situatioun vun engem Carbonenationalismus, fir dat emol esou ze nennen, wou riets oder rietsextreem Regierungen u sech de Fossillkapitalismus elo ouni Schimmt ënnerstëtzen. An natierlech kann een elo op déi ganz karikatural, mee leider och déi éischt Weltmuecht, d'USA, weisen, mam Beispill vu Grönland, wou u sech … Et ass dee beschte Beweis, datt den Trump u sech un dee Klimawiessel, dee mënschegemaach ass, gleeft – warscheinlech. Well ech mengen, hie schwätzt mat Leit, déi eppes dovunner kennen an déi Fric hunn an déi wëssen, datt dat geschitt. An dofir wëll e sech och déi Plaze kropen, well do nei Ressourcë wäerte fräi ginn.

Dat heescht, dat si Leit, déi wierklech bereet sinn, d'Mënschheet an d'Jugend ze opferen, fir datt just eng Minoritéit Fric ka maachen. An den Trump an déi Riets, déi huelen hir Wieler fir domm. Heiansdo si se

vläicht selwer op deem Niveau, datt se et selwer gleewen, déi Dommheeten, a gewëssene Länner. Mee op jidde Fall, et soll een net mengen, datt se iergendeppes seriö wëllen upaken.

Mee leider net nëmmen déi karikatural rietsextreem Kräften. Den Här Fayot huet vum Här François Bayrou geschwat, deen um Enn vu senger Karriär seng absolutt Inutilitéit eng leschte Kéier ënner Beweis stellt, wou een dann erëm eng Kéier gesäit, ...

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | ... datt e mol guer net doriwwer schwätzt.

Mee natierlech muss ee sech och Froe stelle bei der EU-Kommissioun, bei deene Parteien, déi eng EU-Kommissioun ënnerstëtzen am Europaparlament, déi och d'Ziler erofsetzen, oder wann den Här Frieden a Bayern geet an de Söder ënnerstëtzt, deen och egal wat mécht an deen d'Klimaziler och nach aus elektorale Grënn wëll erofsetzen.

Mir mussen dat elo awer diskutéieren. A wann zemools d'CSV mengt, si kéint Wale gewanne mat där Demagogie, da soll se kucken, wéi et bei de leschte Wale gaangen ass, well trotz deem: „O, et soll net nerven", war d'Walresultat vun der CSV par rapport zu deem fënnef Joer virdrun och net déck. Ech mengen, et gëtt ëmmer méi Leit, och hei, an dat musst Der verstoen, déi d'Urgence verstinn, net nëmmen an der Jugend – vill an der Jugend, mee net nëmmen an der Jugend –, déi dat Spillchen net méi wëlle matmaachen.

Mir gesinn elo schonn d'Konsequenzen, et ass scho gesot ginn, a Kalifornien, a Spuenien, op ganz ville Plazen, Orkaner, Iwwerschwemmungen. Mir sinn och scho betraff ginn. A mir hoffen natierlech, datt mer net wäerte betraff sinn. Mee mir wäerte mat de Konsequenzen, och op der Aarbecht d'ailleurs, konfrontéiert sinn. Dofir meng Interpellatioun muer de Moien, wou mer doriwwer wäerte schwätzen, wou natierlech den Aarbechtsminister wäert do sinn, mee, ech ginn dervunner aus, och en anere Minister, deen doublement confrontéiert ass mat där Fro, nämlech den Ëmwelt- an de Fonction-publiques-Minister, deen och concernéiert ass an dee muer de Moien natierlech och wäert beweisen, datt e concernéiert ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ganz beandrockend!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Ëmweltminister Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ma villmools merci, Här President. Ech soe Merci dem Här Galles, deen d'Initiativ geholl huet fir dës Heure d'actualité, fir iwwert déi dräi verschidde COPen ze schwätzen, déi am Ëmweltberäich um internationalen Niveau existéieren, an och alleguerten de Kolleeginnen a Kolleegen Deputéierten, déi heizou Positioun geholl hunn, quitte datt der vill wéineg zur COP geschwat hunn, mee méi iwwer Nationales geschwat hunn. Mee de Sujet ass awer gewiescht, de Bilan ze maache vun deenen dräi COPen, och wann ëmmer alles mateneen zesummenhänkt.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dofir wëll ech awer nach eng Kéier dem Här Galles seng Iwwerleeungen an de Raum stellen, well ech mengen, en huet déi richteg Froen hei gestallt. Fir d'éischt huet en de richtegen Ausgangspunkt gewielt, nämlech 1992 de Sommet vun der Äerd zu Rio, wou déi dräi Konventiounen an d'Liewe geruff gi sinn, déi déi COPen och dann herno als Folleg hunn, déi mer haut kennen, nämlech d'Konventioun iwwert de Klimawandel, d'Konventioun iwwert d'Biodiversitéit an d'Konventioun fir d'Bekämpfung vun der Verwüüstung, woubäi déi vum Klimawandel déi ass, déi alljoers ass, an all déi aner sinn all zweet Joer an engem Rhythmus. A si hu sech vun 1992 un, nodeems se no an no ratifizéiert an ëmgesat gi si vun de Länner, déi se ënnerschriwwen haten, dann och ganz ënnerschiddlech entwéckelt.

De Klimawandel ass als mat déi gréissten Erausfuerderung consideréiert ginn. Dowéinst huet déi och op eemol méi eng grouss Wichtegkeet ageholl, ass vill méi grouss och opgezu ginn an hat méi eng grouss medial Importenz wéi dann d'Biodiversitéits-COP, déi eréischt zënter der COP virun dann elo dräi Joer, 2022 zu Montreal a Kunming, eng gewësse Bedeitung krut huet, mat enger éischte Kéier och engem Kader, dee bindend sollt si fir d'Ziler 2030 an 2050, fir erëm d'Restauratioun vun der Biodiversitéit weltwäit no vir ze dreiwen.

An dann déi, déi och wierklech komplett am Schiet steet, dat ass déi vun der Verwüüstung, déi d'lescht Joer dann a Saudi-Arabie war, well se natierlech net esou weltwäit iwwerall all d'Länner concernéiert. Mee et geet och, wéi Der richteg sot, ëm d'Ressource Buedem, iwwert déi leider net genuch geschwat gëtt, wou awer um europäeschen Niveau scho wéi laang un enger Direktiv geschafft gëtt, fir och d'Ressource Buedem besser ze schützen, an déi mer och wäerten dann an national Gesetzgeebung ëmsetzen, well dat nun eemol déi Ressource ass, op déi alleguerten déi aner Ekosystemer sech grefféieren, sief dat herno alleguerten d'Planzen, d'Bëscher, d'Waasser. Alles, wat mer brauche fir ze liewen, gëtt duerch de Buedem geniert. An dowéinst ass et wichteg, déi och mat am Fokus ze hunn.

Wéi Der et richteg sot – an dat hunn och e puer aner Spriecher gesot –, ass et deemno an Zukunft nach méi wichteg ze probéieren, déi dräi COPen nees integréiert ze gesinn an einfach vläicht dee ganze Geescht vu Rio, wéi ech dat gären nennen, erëmzefannen an als Ausgangspositioun nees ze huelen, datt se gemeinsam gebuer sinn, och wa se sech verschidden entwéckelt hunn, an datt mer se nees méi mussen zréckféieren, fir d'Synergië kloer ze fannen, déi et tëschent deenen dräi gëtt, well déi si ganz kloer do.

Wann een eppes mécht géint de Klimawandel, stäerkt ee jo och domadder d'Biodiversitéit. Wann een eppes mécht, fir d'Biodiversitéit ze stäerken, mécht een eppes, fir de Klimawandel ze bekämpfen. Wa mer eis ëm de Buedem këmmeren, maache mer eppes, fir d'Ekosystemer an d'Biodiversitéit nees ze stäerken an eis domadder och nees besser géint d'Konsequenze vum Klimawandel ze schützen. Et hänkt alles zesummen. Et ass nun eemol nëmmen eng Welt, eng eenzeg gemeinsam natierlech Liewensgrondlag fir eis alleguerten, och fir ons Mënschen. An dowéinst muss ee se nees vill méi zesummen denken an och vläicht probéieren, se erëm zesummenzefëieren.

(Brouhaha)

An op deenen eenzele COPe gëtt och nees méi ... Entschëllegt, Här President, et ass schwéier, sech ze konzentréieren, wann déi ganzen Zäit esou e Kaméidi ass, fir awer trotzdeem engem Sujet, deen anscheinend ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géing bieden ...

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | ... hei all Mënsch esou wichteg ass, datt ëmmer erëm drop higewise gëtt, dann esou doriwwer ze schwätzen. Merci. Well soss ass een och net kredibel, wann een ëmmer erëm seet: „Dir sidd net ambitionéiert genuch. Mir musse méi maachen", an da bei esou engem Sujet, bei esou enger Debatt, hu mer permanent Tëschegespréicher, wou kee wëll nolauschteren. Merci. Sou. Well soss ass een net kredibel! Voilà.

An ech mengen, dat ass awer eppes Wichteges. E kann een et net als Niewentheema ofkapselen, mee et ass nun eemol awer déi global Rumm, wou alleguerten déi Politicken, déi mer maachen, och mat bestëmmt ginn. An déi COPen, dat ass virdrunn och gesot ginn, souguer och vum Här Wagner, do huet en och ganz Recht: Et ass villes net perfekt. Mee ouni se wäre mer méi schlecht drun. Dat ass genausou evident. Ouni déi COPen, ouni och de System vun der UNO, esou onperfekt en ass, mee wa mer se net hätten als eenzeg multilateral global Instrumenter, fir kënne global Problemer och global kënnen unzegoen, kéinte mer eis haut net an eng Richtung beweegen, déi eis awer, solle mer soen, virsiichteg optimistesch kann trotzdeem stëmmen. Mir hu villes nach ze maachen, mee wann haut net zum Beispill eng Klima-COP géif existéieren, och kee Paräisser Accord géif existéieren, wäre mer net um Wee, fir vläicht, wa mer et kéinten, mat vill Efforten nach ze packen, ënner zwee Grad ze bleiwen, mee da wäre mer um Wee, fir op dräi oder véier Grad ze kommen. Dat ass genausou evident. Et geet net duer, wat gemaach gëtt. Et muss nach vill méi gemaach ginn. Mee eppes ass och kloer: Ouni déi Konventiounen, ouni dee Kader géife mer haut an enger vill méi schlechter Situatioun stoen.

Elo, wéi kann een et verbesseren? Méi zesummeféieren nees an, wéi gesot, an engem Geescht vu Rio, fir dann och d'Synergien ze sichen. Zesummeschaffen tëschent deenen eenzele Gremien, déi et do gëtt. Zum Beispill hu sech do d'Wëssenschaftler ausgetosch. Op där enger Säit hu mer den IPCC. Mir hunn änlech Gremie bei deenen anere COPen, déi gewëllt sinn, sech och vill méi enk ofzestëmmen, déi eenzel Wëssenschaftler an deenen eenzelne Gremien. Déi versichen och, gemeinsam d'Donnéeën auszetauschen.

En anere wichtege Volet wär ze kucken, datt all déi Milliarden an Trilliarden, déi gebraucht ginn, fir eisen Ziler gerecht ze ginn am Klimawandel, bei der Biodiversitéit an der Verwüüstung als Beräich ..., datt mer déi probéieren och méi zesummen ze denken, datt mer dat och méi unerkennen, datt een, wann een eppes investéiert an engem bestëmmte Beräich, och domadder ka Projeten ënnerstëtzen, fir d'Biodiversitéit ze stäerken a géint d'Verwüüstung virzegoen. Well, jo, Sue sinn der vill op der Welt do, vill méi am Private wéi an der ëffentlecher Hand, mee si sinn och iergendwou eng Kéier limitéiert a mir musse se méi zilgerecht an och do méi als Synergiedenken asetzen, fir och all déi Erausfuerderungen zesumme kënnen unzegoen.

Iwwert d'Formater, wéi dat opgezu gëtt – dat ass ganz richteg –, do kann een driwwer diskutéieren. Éischtens, wéi et vergi gëtt. Dat ass e Mechanismus, dee kënnt aus de 60er-Jore souguer schonn, wou d'Welt a fënnef Bléck opgedeelt ass a wou dann déi Konventiounen, déi COPen, déi Konferenzen, ëmmer alljoers un en anere Weltdeel ginn. An déi Länner, déi doranner sinn, déi maachen ënner sech aus, wien u sech soll herno dann déi Konferenz organiséieren. Do gëtt no soss kengem Krittär gekuckt.

Eppes muss een och am A behalen: Wa mer global schwätzen, kann et och net sinn, dat herno alles erëm an Europa stattfënnt oder an Amerika. Da muss een

awer och kënne global Länner esou Konferenzen zoumudden. Mee wéi se organiséiert ginn, wéi eng Regimmer sech sollen dorëms këmmeren, ob et do Krittärméiglechkeete gëtt, dat kann een diskutéieren. Et gëtt awer net einfach, well fir dee System ze änneren, brauch een och d'Zoustëmmung vun alleguerten deene Länner, op d'mannst déi grouss Majoritéit dovunner, déi an der UNO nun eemol vertruede sinn.

An dat selwecht gëllt och fir d'Zuel vun den Delegatioune vun all deene Leit, déi do sinn. D'Klima-COP huet Ausmoossen ugeholl, déi u sech net méi normal sinn, well zu Dubai ware bal 100.000 Leit. Zu Baku ware 70.000 Leit. Wann ee selwer dohinner geet, mengt een, et wär een op engem Fluchhafen, sou vill Leit bësele ronderëm. An dofir ass berechtegterweis och d'Fro: Wie soll iwwerhaapt nach an Zukunft dohinner goen? Dat ass net evident, well et kënnen net nëmme Verhandlungsdelegatioune sinn. Et mussen och kënne Vertrieder sinn aus der Zivillgesellschaft. Et mussen och kënne Vertrieder si vu Leit ..., Experte souwisou och. Dat heescht, et ass e Volet, deen ee muss kënne behalen, deen och grand public soll sinn. An dat bréngt nun eemol awer eng Partie Leit zesummen. Mee 70.000, 100.000 ass kloer ze vill. Cali waren der 23.000. Dat waren der scho manner, mee dat huet awer och grouss Ausmoossen ugeholl. An et ass och eng berechtegt Fro, ob een dat net misst méi aschränken.

Bon, dann natierlech d'Ziler, déi ee sech do setzt. Et muss een awer och wëssen: Déi COPe ginn net einfach dem Zoufall iwwerlooss. Do gëtt et um techneschen Niveau Reuniounen, do, wou se sëtzen, wou hiren Haaptsëtz ass, zum Beispill zu Bonn fir d'Klima-COP. An do ginn och déi Delegatiounen hin an déi preparéiere minutieusement natierlech och herno déi Texter oder respektiv déi Froen, déi sollen diskutéiert ginn, fir datt, wann d'Verhandlungsdelegatioune kommen um politeschen Niveau, dat schonn alles awer steet.

Den Outcome dovunner, dat sinn nun eemol einfach zéi Diskussiounen, déi net méi einfach gemaach ginn duerch déi geopolitesch Entwécklung, déi mer hautdesdaags hunn. Mir hu Staaten, déi amgaange sinn, méi staark ze ginn, déi sech och wirtschaftlech weiderentwéckelen an deenen hire Räichtum natierlech och vill op fossillen Energie baséiert, déi net gewëllt sinn, einfach esou elo ze probéieren, do erauszekommen ënner Drock vum Westen, dee joerzéngtelaang konnt vun de fossillen Energië profitéieren, fir säi Räichtum senge Matbierger ze vergënnen, an déi natierlech och gären dann hire Räichtum hätten, deen dorobber nach ëmmer baséiert. An déi spillen nun eemol hir Stäerkt do aus, fir ze versichen, contraignant an ambitiéis Ziler ze verhënneren. Dat weist sech ëmmer méi. Déi arabesch Staate virun allem, och déi BRICS-Staaten hunn hir eegen Agendaen a sinn net méi esou gewëllt, den entwéckelte Westen, deen natierlech och an der Situatioun ass, datt e muss déi Milliarden och op den Dësch leeën, fir dat ze bezuelen, einfach esou gewäerden ze loossen. Dat ass evident.

D'nächst Joer ... Nee, pardon, dëst Joer. Ech sinn nach am Schluss vum leschte Joer iergendwéi hänke bliwwen. Et war intensiv, well et mat deenen dräi COPen alles beienee war. Dëst Joer hu mer just eng COP, d'Klima-COP. Déi ass a Brasilien. Wat awer an deem Sënn erëm gutt ass, well et geet nees zréck un den Ursprong, wou Rio war. Dat war virun 33 Joer. Elo gi mer op Belém. Dat ass wéinst dem Amazonas, wat natierlech ee vun den am meeschte gefäerdeten Ekosystemer vun der ganzer Welt ass. Dat war bewosst, fir et do ze maachen. Mee et kann och eng Geleeënheet sinn, erëm méi op deen Esprit vu Rio zréckzekommen.

Mee et muss ee vläicht nach besser och op déi brasilianesch Presidence vun där COP agoen, wat där hir Ziler sinn, hir Erwaardunge sinn, well eppes, wat net gutt war, wou och d'Europäesch Unioun vläicht strateegesch do net genuch drop opgepasst huet: Mir haten eis zu Baku ze vill ëm dee finanziellen Aspekt gekëmmert a mir hunn eis u sech net genuch dorop fokusséiert, datt mer erëm musse mat den CO_2-Emissiounen, mat den Ziler probéieren, weider erofzegoen. Dee ganze Mitigatiounsprozess ass net virukomm. Dee muss onbedéngt elo virugoen dëst Joer zu Belém. Dat ass elo dann och déi Haaptzilsetzung. An do muss ee vläicht méi am Virfeld mat der brasilianescher Presidence och als Europäesch Unioun a Kontakt trieden, fir ze kucken, dat besser ze preparéieren, wat d'Erwaardungshaltunge sinn, fir datt een och herno ..., an och op aner Länner besser agoen, déi et weltwäit gëtt, natierlech virun allem déi, déi schonn haut am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden, a méi op hir Besoinen eeben och agoen, mat hinnen och am Virfeld sech austauschen, fir ze versichen, eeben esou Diskussiounen, déi last minute ganz ugespaant ginn an op eemol net wierklech zu deem Zil féieren, dat mer gären hätten, vläicht kënnen en amont schonn ze klären. Dat ass evident, datt een do muss méi dohinner goen.

Fir d'Europäesch Unioun awer kënnt et elo dorop un, selwer och hir national Determinatioun ze maachen, dat heescht hir Klimaziler fir 2035 zu Bonn bei der UNFCCC – dat ass d'Kaderkonventioun vum Klimawandel – eranzeginn, well mer dat nach net gemaach hunn. Dat musse mer elo relativ séier an den nächste Wochen a Méint maachen, well et muss viru Belém era sinn. D'USA hunn dat ënnert dem President Biden am Dezember nach gemaach. An hiert Zil war et, bis 2035 tëschent 61 a 66 % manner Zäregasen ze emettéieren. Dat war am Dezember, wou se dat nach eraginn hunn.

Elo ass deen heite President zwar aus dem Accord vu Paräis erausgeklommen, mee en ass awer am Moment nach net aus der Konventioun erausgeklommen. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Et muss een nach ofwaarden, ob se dat och wëlle maachen. Déi éischte Kéier, wou e President war, huet en dat net gemaach. E war do just aus dem Paräisser Accord erausgeklommen. Wat heescht „just"? Dat ass natierlech awer net glécklech, well se dann net méi musse sech drun halen, fir déi Ziler eranzeginn. Si brauchen dann och keng Pläng méi do eranzeschécken. Si mussen u sech och net méi déi Finanze weiderginn, déi se ofgemaach hunn. Et huet scho Konsequenzen. Et ass nach e bësse méi nuancéiert, mee dofir hu mer déi Zäit net, fir dorobber anzegoen. Mee et ass natierlech net glécklech.

Gutt, d'USA stinn elo an enger Rei mat Jemen a mat dem Iran als dräi eenzeg Länner, déi den Accord vu Paräis dann net wäerten ënnerschreiwen. Dat ass och net onbedéngt déi beschte Gesellschaft. Mee dat ass eeben intern amerikanesch Politick par rapport zu enger Wielerschaft, fir do kënne gutt dozestoen. Et ass awer net esou, datt d'USA net wäerte kënne weiderhin och Acteur bleiwen. Et gëtt do Staaten, et gëtt do Stied, et gëtt do Entreprisen, et gëtt och nach, ech soen elo mol, en Aktionariat vun den Amerikaner bei der Weltbank, bei anere grousse Fongen, déi weider och wäerten awer Milliounen a Milliarde kënnen an Entwécklungslänner ginn, fir datt se sech kënnen dem Klima upassen an och Biodiversitéitsprojeten ëmsetzen. Et ass net alles grad awer schwaarz a wäiss, mee et ass net gutt, wann natierlech awer den historesch gréissten Emetteur vun Zäregase sech aus deem Prozess do mol fir déi nächste véier Joer ausgeklénkt huet. Dat ass och genausou evident.

Also, ënnert dem Stréch gesinn ... An dofir wäert Lëtzebuerg sech och asetzen ... A méi an den Detail kann ech elo hei net agoen, mee mir wäerten nach d'Geleeënheet hunn, an den nächste Kommissiounssëtzungen notamment op déi Fro vum Här Fayot anzegoen, wéi et weider wäert goe mat der internationaler Klimafinanzéierung – fir just dee Volet mol ze huelen – vu Lëtzebuerg, e Bilan ze maache vun deem, wat bis elo gemaach ginn ass, ze kucken, wéi mer déi nei Enveloppe, déi 320 Milliounen Euro iwwert déi fënnef Joer 2026 bis 2030, wëllen dann asetzen. Do kënne mer driwwer schwätzen, ganz gären. Dat ass komplex. Dat ass vill. A mir kënnen nach iwwer weider soss Aspekter schwätzen.

Mee ënnert dem Stréch, nach eng Kéier, wäert och Lëtzebuerg sech souwuel an der Europäescher Unioun an dann, mengen ech, awer och d'Europäesch Unioun en tant que telle derfir asetzen, datt déi dräi COPen an Zukunft probéiere méi beieneen zesummenzefëieren, well alles zesummenhänkt, well alles ënnereneen och deem aneren déngt a well mer natierlech och domadder kënne méi intelligent och déi Ressourcen, déi mer hunn, asetzen, fir dann och déi Bienfaiten, déi mer gären hätte fir eis alleguerten, do ze kréien.

An dofir soen ech Merci, datt mer haut konnten iwwert dee wichtege Sujet hei eng Kéier kuerz debattéieren. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Debatt zu dëser Aktualitéitsstonn ofgeschloss. An et sinn zwou Motiounen ofgi ginn haut de Mëtten. Déi eng Motioun, déi éischt, ass vun der Madamm Welfring. Déi zweet ass vum Här Goergen. A mir géingen da mat der Diskussioun vun där éischter ufänken.

(Interruption par M. Franz Fayot)

Här Fayot, Dir wollt ... Entschëllegt.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech wollt dem Minister nach eng Fro stellen. Ech wollt eng Kéier nohaken.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, sidd Der d'accord? Ok, den Här Minister ass d'accord. Här Fayot, fuert lass.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt awer trotzdeem nach eng Kéier nohaken op déi Froen hin, déi ech gestallt hunn. Bon, Dir hutt effektiv gesot, an dat ass richteg, dass mer deemnächst eng Kéier de Bilan maachen an der Kommissioun, wat geschitt ass mat deenen 220 Millioune Klimafinanz vun där viregter Legislatioun an och elo wat virgesinn ass fir déi nächst Enveloppe.

Ech hat Iech awer och gefrot, wat am Fong méi generell och e bëssen d'Ambitioun ass, och en vue vun deene Challengen, déi elo op eis duerkommen, mat engem ... Mir hunn iwwert den Trump geschwat, iwwert déi awer trotzdeem méi negativ Perspektiv, wat d'Ëmweltpolitick international an och, muss ee soen, um europäeschen Niveau ugeet. Wéi stellt d'Regierung sech dorobber an? A wat ass och Är Positioun au vu vun deem Positionnement vun enger Europäescher Kommissioun?

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här Fayot. Et deet mer leed, datt ech effektiv net drop agaange sinn. Ech mengen, Dir kennt den Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun, wou jo och Är Parteifamill dra vertrueden ass an déi awer trotzdeem nach ëmmer e ganz ambitionéierte Programm huet, och am Ëmweltberäich, notamment natierlech mat engem Clean Industrial Deal, wat den nächste

grousse Worf och soll sinn, fir d'europäesch Ekonomie, virun allem och d'Industrie, ons Betriber kënnen och fit ze maachen, fir déi Transition écologique ze maachen op där enger Säit, mee och fir d'Kompetitivitéit natierlech awer ze hale par rapport zu anere grousse Bléck wéi den USA op där enger Säit a wéi China op där anerer Säit.

An och d'Europäesch Unioun wäert musse sech geschwë bekennen zu engem Zil, fir d'Zäregasemissioune bis 2040 erofzesetzen. Do läit eng Propositioun vun der Europäescher Kommissioun, datt déi soll bei minus 90 % sinn, eppes, wat d'lëtzebuergesch Regierung an ech och selwer am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung an den Environnementsconseilen ëmmer ënnerstëtzt hunn. An dobäi bleiwe mer och. Do muss elo d'Europäesch Kommissioun nach eng Kéier sech dann dozou bekennen, geneesou wéi ech Iech virdru gesot hunn hunn, d'Europäesch Kommissioun muss geschwënn och soen, wéi se da virgeet bis 2035 als Tëschenzil, well dat ass da fir d'UNO wichteg, fir d'ganz Konventioun ronderëm de Klimawandel, wou mer mussen eisen NDC (ndlr: Nationally Determined Contributions) dann och eraginn. An dat sinn also weiderhin ambitionéiert Ziler. Déi versichen awer, alles matzedenken, wat den Här Galles am Ufank och gesot huet, nämlech op där enger Säit Ekonomie, Ekologie an och dat Soziaalt.

Dir wësst, datt mer och musse geschwënn e Klima-Sozialplang deposéieren. Dat ass ëmmer nach Deel vum Green Deal, och vu Fit for 55. Dee wäert och integral esou weider bestoe bleiwen. Do si mer also och amgaangen, drun ze schaffen, fir kënnen déi verschidde Komponente mateneen ze verbannen a fir domadder all eise Matmënschen, sief et ob se elo eng Aarbecht hunn oder eng Entreprise féieren, d'Méiglechkeet ze ginn, fir kënnen déi Transitioun ze maachen, fir se matzehuelen, fir se ze motivéieren an eeben net fir hinnen d'Liewen esou onméiglech ze maachen, datt se keng Loscht hunn, op dee Wee matzegoen. Dat ass d'Essenz vun der Politick, datt ee seng Matmënsche mathëlt. A wann een dat net mécht, da weess een, wat engem herno ka bléien heiansdo politesch gesinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wilmes. Dann hunn ech nach eng Fro vun der Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, ech wollt nach eng Kéier zréckkommen. Ech hat eng Rei Froe gestallt. Et ass awer elo eng, déi mer wierklech um Häerz läit. Dat ass déi: Dir schwätzt vum Geescht vu Rio. An dat ass och richteg. Zu Rio ass, hat Der och richteg gesot, 1992 déi Konventioun ënnerschriwwe ginn. 1992 ass och d'Habitatdirektiv gestëmmt ginn, mat enger laanger Lëscht vun Habitater an och Espècen, déi mer wëlle protegéieren an Europa.

An ech hunn d'Fro gestallt, wéi Der Iech an Zukunft wëllt positionéieren, wann nees e Wonsch erugedroe gëtt, fir déi eng oder déi aner Espèce eebe manner ze schützen am Sënn vun engem, wéi ech fannen, falsch verstanene Solidaritéitsgedanken, wëssend, dass dat zu enger lueser Erosioun vun deem Esprit vun där Direktiv awer sécher och wäert bäidroen.

Doriwwer eraus muss ech awer soen, dass ech Iech och felicitéiere fir Ären Asätz op deenen internationale Konferenzen. Mee et ass awer och wichteg, dass mer an Europa Fouss bei Mol halen. An dofir ass mer déi Fro hei awer wichteg.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dat ass jo elo awer eng reng theoreetesch Fro, well mir sinn net befaasst mat iergendenger aner Demande. Mir ware konkreet schonn zënter enger Zäitche befaasst mam Wollef. Fänke mer net un, hei elo déi ganz Debatt iwwert de Wollef nach eng Kéier opzewiermen. Déi hate mer och schonn.

Mee vu datt Der virdrun en Zitat gesot hutt, hunn ech awer och en Zitat fir Iech hei erausgeschriwwen. Et deet mer leed, et ass op Däitsch: „Wir haben gerade in der EU zugestimmt, den Schutzstatus des Wolfs von ‚streng geschützt' auf ‚geschützt' abzusenken. Wir denken Naturschutz konsequent auch als Menschenschutz. Wir gehen pragmatisch vor, ohne unsere Werte aufzugeben." Vun der Madamm Lemke, däitsch Ëmweltministesch vun der grénger Partei.

(Exclamations)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, domat wär dann d'Diskussioun ... Dir kënnt eng Fro stellen, mee mir fänken d'Diskussioun net erëm vu vir un.

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Parole après ministre kritt Der.

(Hilarité)

Dat kritt Der.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Also, Dir hutt hei eppes ugeschwat, an ech hu fest domat gerechent, dass Der domadder géingt kommen, well ech dat och eigentlech erwaarden. Dat ass wierklech ... Déi do Nummer hate mer schonn eng Kéier, soen ech emol, an der Kommissioun och gedréint. Dat ass Politique politicienne.

Hei sidd Der awer wannechgelift an enger Roll vun engem Minister vun engem Land, wou Der Lëtzebuerg vertriet um europäesche Platto. An do geet et awer drëm, sech fir eppes anzesetzen, an et geet ëm d'Saach. An hei geet et mir ëm d'Saach. An dofir wëll ech hei guer net Politique politicienne maachen. Mir ass et wichteg, wéi Dir Iech wëllt positionéieren an Zukunft an Europa. An ech fannen et interessant, dass Der do déi däitsch Gréng zitéiert als eent vun den Argumenter. Dat léisst déif blécken an Är Motivatioun.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Motions

An da géinge mer zu deenen zwou Motioune kommen.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass – noutgedrongenerweis – d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Welfring. Madamm Welfring, wëllt Der elo eppes soen, duerno eppes soen?

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Duerno.

M. Claude Wiseler, Président | Duerno. Wie mellt sech bei dëser Motioun zu Wuert? Ech gesinn den Här Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech soen der Madamm Welfring an och de Cosignatairë Merci fir dës Motioun. Si ass immens dicht. Et ass immens vill dran. An ech géif dofir proposéieren, och no Ofsprooch mam Här Minister, dass mer se einfach, well se esou dicht ass a well et, mengen ech, elo der Saach selwer net gerecht gëtt, wa mer se elo einfach hei séier iwwert de Leescht zéien, sou oder esou, an d'Kommissioun huelen an an der Kommissioun dann a Rou driwwer schwätzen.

Et ass wouer, et sinn och Saachen dran, wou mer elo kéinten higoen, zum Beispill nach eng Kéier deen Tiret mat den „espèces menacées", wat jo zu Recht e wichtegt Theema ass, awer wou mer an der Kommissioun jo schonn eng Kéier d'Diskussioun haten iwwert de Wollef, iwwert de Schutzstatus vum Wollef, dat heescht, wou mer et eigentlech schonn eng Kéier duerchdiskutéiert haten, hätt ee lo kënne soen: „Dowéinst huele mer se net un."

Ech mengen, dass et wéinst der Saach an och wéinst der Konnektivitéit vun eenzelnen Theemen awer wichteg ass, dass mer eis dofir Zäit huelen an der Kommissioun. Dat wär meng Propos, se dohi matzehuelen an dann do och a Rou ze diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, also mir hunn déi Motioun hei mat ënnerschriwwen, well mer der Meenung sinn, dass se an déi richteg Richtung geet, dass et effektiv gutt ass, fir déi verschidde Beräicher vun der Ëmweltpolitick zesummen ze denken, justement sur base vun där Recommandatioun vun deem IPBES an där rezenter Etüd. Et hänkt alles zesummen, an déi Motioun geet effektiv och an déi Richtung, fir d'Regierung ze invitéieren, fir dat och esou ze abordéieren. Ech mengen, dass ee se sécher, well et awer eng relativ laang Motioun ass mat enger Partie Punkten, och nach eng Kéier kann an der Kommissioun diskutéieren. Domadder hätte mir och u sech kee Problem, mat där Approche.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir kënnen dermat liewen, wa se an d'Kommissioun verwise gëtt, fir do ze diskutéieren. Ech mengen, wann ee se esou iwwerliest, sinn do ganz vill Froen, wou en Erklärungsbedarf ass, fir dat am Detail ze klären. Ech mengen, dat kann een an der Kommissioun am beschte maachen, well soss sinn hei dräi Stonne fort, fir dat ze maachen. Ech mengen, an enger Kommissioun léisst dat sech méi liicht maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Éier ech der Madamm Welfring d'Wuert ginn, sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Dann d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Ech soen Iech och Merci fir Äre Feedback. An ech sinn natierlech dermat averstan, dass mer déi mat an d'Kommissioun huelen. Voilà, merci fir de Virschlag.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Souvill ech elo verstanen hunn, ass jiddwereen d'accord, fir se mat an d'Kommissioun ze huelen.

Da géing ech déi Propositioun zum Vott stellen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien domat d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass déi Motioun hei mat engem unanimme Vott an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 1 de Mme Joëlle Welfring est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2 vum Här Goergen. Här Goergen, wëllt Dir elo nach e puer Wuert driwwer soen?

(Négation)

Duerno, ok. Wie wëllt d'Wuert huelen? Den Här Boonen. Dir hutt d'Wuert, Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Bon, Här Goergen, ech hu missen e puermol driwwer liesen, fir ze verstoen, wat Der genau wëllt soen. Op där enger Säit gitt Der erëm op de Problem – oder op dee Fakt – vun den Netzkäschten an. Dann nennt Der natierlech do déi 11 Cent, fir et elo nach eng Kéier korrekt ze soen, fir een, deen ënner sengem Referenzwäert ass. Wann dat dräi Kilowatt ass, bezilt deen natierlech net 11 Cent méi fir säi Stroum, mee e bezilt 7 Cent, dat, wat e bis elo och bezuelt huet, a seng Pauschal pro Mount geet souguer erof.

Sou, da kommt Der an da frot Der, dass déi Leit, déi Fotovoltaikstroum produzéieren an an d'Netz aspeisen, do d'Netzkäschte kréien. Ech weess net, wéi dat soll funktionéieren. De Consommateur zu Lëtzebuerg bezilt d'Netzkäschten. De Produzent huet déi grouss Chance, dass en eigentlech ka fir näischt an d'Netz aspeisen, just fir eng Pauschal pro Mount. A wann et e gréissere Produzent ass, deen eng Fotovoltaikanlag leet, da muss e souguer selwer fir säin Netz opkommen, sief et eng Wandmillen oder eng Fotovoltaikanlag. Da bezilt en e Kabel, da bezilt en en Traffo an da speist en an an d'Netz. An duerfir ass dat hei jo irrealistesch, dass mer de Leit d'Netzkäschte bezuelen, fir dass se kënne Stroum an d'Netz aspeisen. Et ass de Consommateur, deen d'Netzkäschten am Moment dréit. An dofir soe mer natierlech Nee zu dëser Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Dat ass de Fall. D'Madamm Hartmann, duerno den Här Engelen. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech géif mech deem uschléissen, wat den Här Boonen schonn exposéiert huet. Mir hunn och schonn e puermol iwwert d'Netztariffer hei geschwat. An an deem Kader hu mer och ëmmer nees drop higewisen, dass et net d'Regierung ass, déi hei d'Netztariffer virgëtt, mee dass et den ILR ass, en onofhängegt Gremium. An duerfir géif ech mech uschléissen an an deem selwechte Sënn menger Fraktioun suggeréieren, dës Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, bei dëser Motioun ass iergendwéi en Denkfeeler. Ech mengen, Netzkäschten huet ee jo eréischt, wann een eppes geliwwert kritt, net, wann een et fortschéckt. Ech mengen, dat ass genau wéi wann ech elo iergendwou eppes akafen. Da muss ech et do bezuelen, wou ech et kréien, an net herno, wann ech nach den Transport misst scho virdru bezuelen an ech muss et selwer ewechhuelen. Ech mengen, dat kann net sinn. Do ass en Denkfeeler. An duerfir wäerte mer déi Saach net stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann d'Madamm Welfring an duerno den Här Engel. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. Ech fannen, déi Motioun ass interessant, well mer eis effektiv musse Gedanke maachen driwwer, wéi mer an Zukunft déi Transitioun fir eis Matbierger nach méi interessant gestalten. Well d'Zäit leeft eis dervun an et ass wichteg, dass mer hei e staarkt Zeeche sëtzen. Ech mengen, fir dat wierklech attraktiv ze maachen, ass et ganz wichteg, dass mer d'Stroumpräisser wierklech niddreg halen. A bei Motiounen, déi mer hei schonn deposéiert haten, hate mer eis scho gemeinsam driwwer ënnerhalen, dass mer do wierklech nach eng Kéier mussen an den Detail goen, souwuel fir d'Betriber, mee awer och fir eis Matbierger, fir d'Haushalter.

Déi hei Motioun ass mer a ville Punkten net ganz kloer, dofir géing ech proposéieren, dass déi gréng sech heibäi enthalen, quitte dass mer verschidden Aspekter dovu scho sympathesch fannen.

Wat ech awer net ganz richteg fannen, dat ass, dass et heescht, dass dat den ILR independant mécht zesumme mat den Netzbedreiwer, déi Decisioun vun den Netztariffer. Dat ass trotzdeem eppes, wat den Energieminister muss approuvéieren. Dat heescht, do ass schonn en Akt an deem ganze Prozess, dee mer jo och virgestallt kruten an der Kommissioun. Dat heescht, sou ganz ouni d'Decisioun vun engem Minister leeft dat Ganzt net of, dofir kann ech dat net ganz esou stoe loossen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Effektiv ass d'Motioun net ganz kloer an et gesäit een och net richteg, wat se wierklech wëll. Well ech hunn et elo anescht interpretéiert wéi den Här Boonen. Dat weist also och schonn, datt se net ganz kloer geschriwwen ass. Ech hat gemengt, et wär esou, dass Dir wéilt an dëser Motioun soen, dass déi Leit, déi Prosumer sinn, also déi selwer hire Stroum vun der Fotovoltaiksanlag gebrauchen an dann den Iwwerschoss an d'Netz aspeisen, dofir dee selwechten Tariff kréie wéi déi, déi net Prosumer sinn an déi automatesch alles aspeisen. Wann Der dat gemengt hutt, wat awer net hei steet, da wär ech awer net ganz derfir, ...

(Hilarité)

... well dat géing nämlech heeschen ... No dem Système actuel ass et esou, dass déi Leit nämlech och manner Subsid kréie fir hir Anlagen. An doduerjer géinge mer riskéieren, dass mer manner Fotovoltaiksanlagen op d'Diecher géife kréien, wat also erëm e Schoss no hanne wär.

Duerfir, vu datt bei där heiter Motioun wierklech net kloer ass, wat se richteg wëll, well dat, wat ech gemengt hunn, ass nämlech eppes aneres wéi dat, wat den Här Boonen mengt. Ech hunn awer elo mol gemengt erauszefannen, dass ech méi richteg leie wéi den Här Boonen, mee et weess een et awer net.

(Interruptions)

Do hätte mer hei op alle Fall mol kee Gewënner bei der Saach, well d'Leit manner Subsid kréien, manner Anlage géinge bauen, d'Attraktivitéit sécherlech dofir géing erofgoen. An dofir, obwuel ech derfir sinn, dass mer esou vill wéi méiglech d'Attraktivitéit fir d'Elektroenergie – oder fir alles, wat Fotovoltaik ass – sollen ënnerstëtzen, ass dat heiten eng Motioun, déi an déi falsch Richtung geet, op alle Fall mol net kloer ass. Dofir géing ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Elo gesinn ech keng aner Wuertmeldung. Da géing ech dem Auteur nach eng Kéier d'Wuert ginn, wann en et wëllt. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Jo, ech ka vläicht e bëssen opklären. Dir hutt Recht, et ass e komplext Theema. An den Här Boonen huet eppes richteg gesot: De Consommateur bezilt am Moment. Ob dat elo 11 oder 7 Cent herno sinn, sief dohinnergestallt. Dee bezilt dat, an dat ass nieft dem normale Stroumpräis, deen e jo vum Fournisseur kritt. Wann een elo selwer eng Solaranlag huet an dee Stroum aspeist, deen een ze vill huet – ob dat elo dee flexibelen oder dee festen ass, spillt an dësem Modell jo keng Roll –, dann ass jo een anere Consommateur. Mee Dir gitt en awer eraus, ouni déi 11 Cent ze kréien, un Enovos oder wéi se heeschen. Mee wann Der en awer selwer eranzitt, bezuelt Der déi 11 Cent. Wann Der erausgitt, wat Der iwwerproduzéiert, kritt Der déi 11 Cent awer net erëm.

M. Jeff Boonen (CSV) | Dir braucht d'Netz jo och net ze bauen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee e leeft awer eng Kéier iwwert de Compteur eran an eraus. Dir gitt bestrooft, wann Der en eranhuelt.

M. Jeff Boonen (CSV) | Awer net duerch d'Loft, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma dach. Also, déi nei Netzkäschte si fir mech eng Bestrofung, wann een ze vill op enger Minutt ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, et ass un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Baum, ech mengen net, dass iergendeng Partei heibanne jeemools bei den Netzkäschte gesot huet, mir solle se gratis benotzen. Et kann een awer och net soen, dass dee System, deen Dir elo approuvéiert hutt, vum ILR, fir et korrekt ze soen, Dir wëllt jo net derhannert stoen ... Dat huet jo näischt mat gratis ze dinn. Et ass awer eng Verdeierung. Wann Dir iwwer Ärer Moyenne leit, da bezuelt Dir déi 11 Cent, wann Der eranzitt. Leit Dir awer beim Solar iwwert der Moyenne, déi Der produzéiert, an Dir gitt Enovos e raus, kritt Der déi 11 net. Dat heescht, hei geet et reng drëm ze neutraliséiere fir déi Leit, déi eng Solaranlag hunn, dass se, wa se rausginn, déi selwecht Konditioune kréien. Et gesteet een deenen déi selwecht Konditiounen zou, wéi wann ee Stroum erakritt. Méi ass et net. Et geet just reng ëm déi Netzkäschten.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

Vu datt elo keng Wuertmeldung méi do ass, géing ech dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 2 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme géint 2 Jo-Stëmme bei 6 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

17. 8478 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux pouvoirs de signature

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem zweetleschte Punkt vun haut de Mëtten, an dat ass den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement Nummer 8478 iwwert d'Ënnerschrëftspouvoiren. Ech erënneren drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass. An deemno huet d'Rapportrice 5 Minutten Zäit. A vu datt et hei ëm d'Reglement vun der Chamber geet, schwätzt d'Regierung net zu dësem Sujet. D'Wuert huet elo d'Rapportrice. Dat ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Ech denken och net, dass ech déi 5 Minutte wäert ausnotzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | A, dat mécht Iech ëmmer Freed.

(Hilarité)

Et geet ëm eng Propositioun, déi mer am Bureau guttgeheescht hunn, well mer eis jo och wëllen dem Contrôle vun der Cour des comptes ënnerleeën an natierlech dann och kloer Prozedure brauchen. Mir hunn am Moment am Artikel 34 Paragraf 2 just relativ vag preziséiert, wie wat ënnerschreiwe soll, de Pouvoir de signature hei an der Chamber.

Mir féieren elo mam Artikel 16bis eng kloer Reegel an, déi de Pouvoir de signature an der Chamber reegelt, wou et dann am Prinzipp de Chamberpresident an/oder de Generalsekretär sinn, déi dee Pouvoir de signature hunn. Dee kann awer och delegéiert ginn. A méi genau prozedural Reegele gi mer eis da mat engem Reglement vum Bureau, wou mer dann do wäerten zesumme kënnen diskutéieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice Merci fir dee mëndlechen a schréftleche Rapport an ech soen och der Madamm Tanson, dem Bureau an der Reglementskommissioun Merci fir d'Vitess, mat där se hei an dësem Dossier geschafft hunn. Dat hëlleft eis schonn, fir eisen administrativen Tâchen uerdentlech bäizekommen.

Da komme mer also zur Ofstëmmung vun dësem Ännerungsvirschlag Nummer 8478. Den Text steet am Document parlementaire 8478[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre 8478

An ech maachen d'Ofstëmmen op. Dir musst ee Moment Gedold hunn, well d'selwecht wéi de Moien – ech sinn amgaangen ze iwwerleeën, wéi ech dat elo soll soen – gesinn ech net méi op mengem Ecran, wéi de Vott ofgelaf ass. Ech waarden also ee Moment op deen ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Jo, ech ginn dovunner aus, Här Clement, mee ech waarden awer op d'Confirmatioun, déi ech elo um Pabeier hei kritt hunn. An d'Confirmatioun ass, datt u sech 60 Leit mat Jo gestëmmt hunn, ...

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | ... also mat kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dëse Projet ass also mat 60 Jo-Stëmmen unanimement ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Ben Polidori) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

18. Motion de M. Meris Sehovic relative à la gestion gouvernementale des politiques d'asile et des conditions d'accueil

(Motion déposée en séance publique n° 60 du 22 janvier 2025 – à consulter en page 16 de ce compte rendu)

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Motioun vum Här Meris Sehovic, deen déi de Moien hei erabruecht huet, iwwert d'staatlech Verwaltung vun der Asylpolitick a vun den Opnamebedingungen. Den Auteur huet 5 Minutten, déi eenzel Fraktiounen och 5, déi eenzel Sensibilitéiten 2 an d'Regierung 5 Minutten. Den Här Sehovic huet elo d'Wuert als Auteur vun der Motioun. Wann Der nach wëllt eppes soen.

Exposé

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Här President, ech hat jo haut de Moien Zäit, fir d'Motivatioun ze exposéieren. Ech géing zum Schluss dann nach eng Kéier Stellung huelen, wann noutwendeg.

M. Claude Wiseler, Président | An der Rei, Här Sehovic.

Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Minella, d'Madamm Weydert.

Discussion générale

Mme Mandy Minella (DP) | Villmools merci fir d'Motioun. Ech muss awer hei e puer Saache riichtstellen. Dir schwätzt am éischten Tiret vun „témoignages multiples". Déi Mail, déi mir gëschter kruten, war fir eis déi éischt vun där Zort. A jo, et ass en Hëllefsruff vun enger Famill.

Den zweeten Tiret schwätzt vu „carences graves et inacceptables". Et ass eis bewosst, dass mir säit Joren an eise Strukture vir bäi an hanne widder sinn, obschonn neier geschaaft goufen an eelerer renovéiert goufen. D'Situatioun ass net agetrueden, wéi déi nei Regierung 2023 ugetratt ass, mee déi gouf et och schonn, wéi d'LSAP en charge vum Accueil war an déi gréng zoustänneg fir d'Bauten.

(Brouhaha)

De véierten Tiret referéiert sech op den OKaJu, wat d'Kannerfrëndlechkeet an de Strukturen ugeet. Mir weisen dat zréck, och wa sécherlech ëmmer Saache besser gemaach kënne ginn.

Jo, et gëtt Retarden an de Prozeduren an do musse mir besser ginn. Är Invitte musse mir awer zréckweisen.

Am éischten Tiret schwätzt Dir vun den Demandeurs de protection internationale. Dat ass falsch. Keen DPI oder BPI gëtt aus de Strukturen erausgesat. Et handelt sech hei ëm Leit, déi um Enn vun der Prozedur sinn, déi debouté sinn, déi vun de Geriichter, net vun der Politick, net vun der Regierung, d'Decisioun kruten, dass se net kënne bleiwen. Dës Leit kréien d'Optioun, an d'Maison de retour ze goen, an déi ass och kannergerecht. Wéi gesot, d'Geriichter hunn d'Decisioun geholl, opgrond vun der Analys vun hirem Dossier, dass déi Leit hei am Land keen Asyl kréien.

Zum zweeten Tiret, wat de Bau vun den neie Wunnstrukture fir d'DPI ugeet: De Minister gëtt net midd, fir Gemengen anzelueden ze hëllefen. Jo, hie pilgert duerch d'Land. D'Kommunalpolitiker heibanne kënne sech jo dann och emol déif an d'Ae kucken.

(Interruption)

Am drëtten Tiret fuerdert Dir eng grouss Zuel vu reegelméissegen Analysen. Dat kann ee fuerderen, mir sinn awer der Meenung, dass déi Ressources humaines besser um Terrain kënnen a sollen agesat ginn. Wichteg ass mir awer och nach ze ënnersträichen, dass mir séier wëllen enger Demande nokomme fir eng Jointe Interieur/Famille, fir am Fong eng Kéier iwwert dëse Sujet den Tour ze maachen.

Ech ka menge Fraktiounskolleegen also nëmme virschloen, dës Motioun net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Dann hunn ech véier Wuertmeldungen: d'Madamm Weydert, den Här Weidig, d'Madamm Braz an den Här Clement an duerno den Här Baum. Da ginn ech der Madamm Weydert d'Wuert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Also, ech ka mech deene Wierder vun der Madamm Minella nëmme ralliéieren. An dobäi wëll ech awer nach soen, dass d'Direction générale de l'immigration och haut schonn all Mount Statistiken iwwert d'Protection internationale an och d'Protection temporaire publizéiert. Dat kënnt Der um Site vun der Direction générale de l'immigration kucken. An dobäi wëll ech och soen, dass den Inneminister amgaangen ass, d'Prozeduren, also d'Delaien, ze optiméieren, fir den Demandeurs de protection internationale hire Rechter esou gutt wéi méiglech an esou séier wéi méiglech kënne gerecht ze ginn.

Et ass awer wichteg, dass all Demande eenzel analyséiert gëtt an och eenzel consideréiert gëtt, dass hei net pauschal Decisioune geholl gi vis-à-vis vun deene vulnerabelste Mënschen, déi hei Asyl sichen. A wéi d'Madamm Minella scho gesot huet, mir hunn alles an d'Weeër geleet, fir do eng jointe Kommissiounssëtzung ze maachen, esou wéi dat och vun der LSAP gefrot ginn ass, eng Jointe Famille an Affaires internes, an dowéinst wäerte mir dës Motioun och net matstëmmen als CSV.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, Dir hutt vollkomme Recht, datt et deelweis katastrophal Situatioune gëtt an datt et och ganz schwéier Schicksaler gëtt. Ech mengen, all déi Zenteren, déi si jo scho säit Joren iwwerfëllt an do ass net méi vill Plaz. Si hunn och kaum d'Méiglechkeet, fir iergendwéi e räsonabele Wunnraum ze kréien zu Lëtzebuerg oder an der Groussregioun, an do mussen dann och heiansdo schwéier Decisioune geholl ginn.

Mee dat, wat Dir Iech net gefrot hutt, an dat sollt Der Iech mol eng Kéier froen, ass: Wien ass da responsabel fir déi ganz katastrophal Situatioun, déi mer elo säit e puer Joren hunn? An do muss ech soen, do ass Är Politick, Är Migratioun- an Asylpolitick, déi Dir an de leschte Jore gemaach hutt, mat responsabel fir genau déi Schicksaler, déi Dir elo kritiséiert. Éischtens d'Grenzkontrollen, déi net konsequent genuch gemaach ginn. Et sinn och ze vill Ureizer geschafe ginn an et si vill Leit an Europa komm, well se irrealistesch Virstellungen haten. An och, well der halt vill ouni Asylgrond hei sinn. An duerfir wär et vläicht gutt, anstatt déi Saachen, déi Schicksaler plakativ ze weisen an ze notzen, wann Der mol iwwer Är eege Politick géift nodenken.

Elo zum Punkt „suspendre immédiatement toute expulsion" selwer. Ech mengen, firwat maache se dat? Si maachen dat jo net aus Spaass. Si maachen dat, well déi Zenteren iwwerfëllt sinn a well do och dann nei Leit erakommen, déi vläicht Leit sinn, déi halt wierklech e Besoin hunn, fir do ze sinn. An duerfir maache se jo all déi Saachen.

An dat Zweet ass „accélérer la création et la construction de nouvelles structures". Jo, dat kann een natierlech maachen, mee de Problem ass, mir hunn hei e grousse Manktem u Wunnraum, an dat ass net nëmme fir déi Leit esou, mee och fir déi Lëtzebuerger, déi um soziale Minimum liewen, an och fir vill Auslänner, déi hei am Land 10, 20, 30 Joer laang geschafft hunn. Och déi hunn extreem Problemer, haut Wunnraum ze fannen. Duerfir muss een och oppassen, wann ee fuerdert, datt ee fir déi eng dat wëll schafen a fir déi aner net.

An duerfir wäerte mir déi Motioun net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech mengen, mir sinn déif gefall, wann d'Flüchtlingspolitick vun der Regierung muss vum Tom Weidig heibanne verteidegt ginn. Mir sinn op alle Fall der Meenung, dass een de Wäert vun enger Gesellschaft dorunner erkennt, wéi se mat hire Schwächsten ëmgeet. A mir sinn och e bësse schockéiert iwwert deen erschreckenden Ëmgang, deen dës Regierung iwwert dat lescht Joer mat dëse Leit am Fong gewisen huet, déi aus hirer Heemecht geflücht sinn an der Hoffnung, dass se hei am Fong Stabilitéit a Sécherheet kéinte fannen. Dat war eppes, fir dat mir eis déi lescht 20 Joer zu Lëtzebuerg konsequent an alle Majoritéiten agesat hunn. An dat ass eis iwwert dat lescht Joer anscheinend hei total vergaangen.

Dir schwätzt vun enger Politick mat Häerz a Verstand an ech stellen am Fong fest, dass am Moment weeder nach present ass an Ärer Flüchtlingspolitick.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Liz Braz (LSAP) | Dir genéiert Iech net méi, déi vulnerabelst Mamme mat Bëbeeën, Kanner, déi hei an d'Schoul gi säit Joren, ...

Plusieurs voix | O!

Mme Liz Braz (LSAP) | ... déi éiweg op d'Resultater vun hire Prozedure waarden, well eis Geriichter iwwerlaascht sinn ... An ech weess, dass d'Justizministesch och dofir amgaangen ass, un deem Projet ze schaffen, fir do vläicht eng separat Chamber en place ze sëtzen, dass déi Prozedure solle méi schnell duerchgoen. Mee déi Leit kënnen näischt fir eis systeemesch Problemer an eise Strukturen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Liz Braz (LSAP) | An ech wëll och just rappeléieren: A Frankräich gëtt et do eng gesetzlech Trêve hivernale. Dat ass en Text, deen et net erlaabt, tëschent November a Mäerz Locatairen ze expulséieren, eebe grad fir ze vermeiden, dass esou Leit bei kalen Temperaturen, wa se net wëssen, wa se haut erausgeheit ginn: „Wou schlofen ech muer an iwwermuer mat menge Kanner?", d'Méiglechkeet hunn, geschützt ze ginn. Dat ass mat Verstand legiferéieren!

An ech wëll dann och drop verweisen: E Verweis op eng Maison de retour, dat ass hei et sech e bëssen einfach gemaach. An ech fannen et och total paradox, wa mer op där enger Säit de Poopst an d'Land invitéieren, vun deem mer eis musse soe loossen, mir musse méi Kanner maachen. Op där anerer Säit kréie mer Angscht gemaach virun enger Rentemauer, an déi mer an deenen nächste Joerzéngte wäerte rennen, an dann hu mer Leit, Flüchtlingen, déi gewollt sinn, sech ze integréieren, déi sech Méi ginn, d'Sprooch ze léieren, där hir Kanner hei an d'Schoul ginn, déi eng Aarbecht kënne virweisen, an da si mer net amstand, hei e Wee ze fannen, fir eng legal Regulariséierung fir dës Leit ze fannen, ...

Une voix | Très bien!

Mme Liz Braz (LSAP) | ... déi eis iwwert déi nächst Jore kënnen hëllefen, Lëtzebuerg weider virunzebréngen! Ech fannen dat do regrettabel an et schockéiert mech wierklech, wéi een Ëmgang dës Regierung mat deene Leit huet. An, Här Wilmes, Dir sidd net direkt concernéiert, indirekt jo. Dir kënnt de Message ganz gäre weiderginn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Elo hunn ech den Här Clement, den Här Baum an d'Madamm Hartmann nach eng Kéier hannendrun. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Gouf eng Mamm mat hirem Beebee op d'Strooss gesat, jo oder nee, am Wanter? Dat wär eng Fro, déi een der Regierung kéint stellen, wann dann déi Ministeren, déi zoustänneg wären, de Courage gehat hätten, elo heihinner ze kommen, eis Ried an Äntwert ze stoen. Mee de Courage ass do, fir Leit mat Kanner, mat Beebeeën erauszesetzen, awer net fir hir Aktioun heibannen ze verteidegen.

Nee, do mussen dann d'Deputéierte vun der Majoritéit hierhalen. Déi mussen eis dann erkläre kommen, firwat déi politesch Responsabilitéit vun dëser Regierung net engagéiert wär, firwat dat alles ganz normal wär a firwat hei dach d'Oppositioun sech wannechgelift net soll opreegen, et wär dach alles am Botter.

Ma et ass net am Botter, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dës Regierung weist e kaalt Häerz, wat net vun haut oder vu muer ass a wat sech virun allem säit e puer Joerzéngten annoncéiert huet. Et huet jiddweree gelaacht, wéi mer eis drun erënnert hunn, wien de Premier wierklech ass. An elo gesi mer d'Gesiicht vum Premier hei!

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Well wien erënnert sech net un November 2002, wou de Premier, ...

(Brouhaha)

... den haitege Premier, als deemolege Justizminister genau dat nämmlecht gemaach huet, wéi seng Kolleegen de Léon Gloden an de Max Hahn et elo erëm maachen, nämlech Famillje mat Kanner virun d'Dier ze setzen? Nee, do war et souguer nach méi schlëmm. En huet se an de Fliger zréck an de Montenegro gesat. A wann ech mech richteg erënneren, hu Verschiddener vun deene rezent Recht kritt op de Geriichter, datt dat deemools guer net esou legal war, wat gemaach gouf vun der Regierung hei zu Lëtzebuerg.

Also, mir hunn eng Question urgente de Moie gestallt, et gouf eng Motioun an trotzdeem fënnt sech kee Minister, dee sech heihinner wierklech ... Pardon, Här Wilmes. Dir waart hei wéinst engem aneren Dossier. Dir musst Iech dat elo unhéieren an dat mat weiderginn. Mee trotzdeem fënnt sech kee vun de responsabele Ministeren, fir sech hei selwer erklären ze kommen.

An, Madamm Minella, Dir sidd selwer Mamm. Kommt, mir sinn dach éierlech, wa mer vun der Maison de retour schwätzen.

(Exclamations et brouhaha général)

Mme Mandy Minella (DP) | Dat do ass unterste Schublade!

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, nee, Dir sot heibannen, d'Maison de retour ...

(Coups de cloche de la présidence)

Dir sot heibannen, d'Maison de retour wär kannerfrëndlech, déi wär gëeegent fir Kanner. Ben, éischtens emol, et läit eng Demande vir, datt d'Chamber déi Maison de retour da kucke ka goen. Da kéinte mer eis alleguerte selwer e Bild maachen. Ech war schonn an der SHUK, wéi et nach „SHUK" geheescht huet. Also, mat Beebeeën, mat Kanner am jéngsten Alter an Zelter, an eng Luxexpo ze goen an dat als gëeegent fir Kanner ze beschreiwen, ma dat ass awer wierklech Culot! Also, ech hätt mer hei erwaart, datt wéinstens e Minister dat géif verteidege kommen. Se schénge jo esou iwwerzeegt vun hirer Missioun ze sinn.

Also op alle Fall, déi Motioun muss gestëmmt ginn. Alles anescht ass nëmmen e kaalt Häerz.

Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, ech ka mech mengen zwee Virriedner – respektiv der Virriednerin – nëmmen uschléissen. Et ass net esou, wéi wann et een eenzegen isoléierten Temoignage wier. Mir hu ganz vill Temoignagen. D'Press zitéiert ganz vill Leit. Eng enorm engagéiert Persoun, déi an deene leschten zéng Joer d'Bild, dat mënschlecht d'Bild vun der Lëtzebuerger Zivilgesellschaft war, wann et ëm d'Hëllef vu Leit gaangen ass, déi geflücht sinn, huet d'Knëppele bei d'Tromm gehäit an huet dës Regierung desavouéiert mat hiren Aktiounen!

Iwwerall mierke mer, datt Verännerunge stattfannen. An effektiv, et ass kee Minister do, fir dat ze verteidegen, kee Minister fir Erklärungen ze ginn. Muer gi mer vläicht gewuer, wéi eng Neijooschpätt haut nach esou duerch d'Land waren, ...

(Hilarité)

... da gesi mer vläicht weider. Et ass absolutt net novollzéibar, wéi déi doten Decisioune geholl gi sinn. Dat ass net novollzéibar! An ech hätte mer zumindest erwaart, datt e Minister hei Ried an Äntwert steet.

Zweetens, den Här Sehovic huet dat virdrun och scho gesot: Déi ganz Diskussioun ronderëm d'Maison de retour, dat ass am Moment, sou wéi et vun dëser Regierung gehandhaabt ginn ass, a Wierklechkeet just Etikettenschwindel. Et ass en neie Logo drop gemaach ginn. Et huet sech soss net terribel vill geännert.

An dann dat drëtt Argument, wat hei vun der Majoritéit ervirbruecht ginn ass, wann et ëm de Plazmangel geet, da gëtt gesot: „A, mee dat sinn d'Gemengen." Da soen ech mer dann: Mee nondikass, wéi eng Parteie sëtzen dann hei zu Lëtzebuerg an de Gemengen? Wien ass dann an der Stad Lëtzebuerg, an der Stad Esch, zu Déifferdeng? Wie sinn dann déi Parteien? An iwwerhaapt an allen anere Gemengen och? Mee da schwätzt emol mat Ären eegene Leit, wann et dorëms geet!

Ech fannen et ass ze einfach, fir d'Responsabilitéit einfach esou op d'Gemengen ze iwwerginn an dann ze soen: „A, wéinst de Gemenge geet näischt virun." Dat ass eng national Fro a se muss national, mat engem nationale politesche Wëllen och gekläert ginn. Duerfir ass déi Motioun vum Här Sehovic extreem wichteg a mir wäerten déi op jidde Fall ënnerstëtzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech wollt u sech eng Fro stellen un d'LSAP-Fraktioun awer. Déi Fro, déi geet u sech un alleguerten d'Virriedner, déi elo geschwat hunn. Et ass eng Diskussioun, déi immens emotional gefouert gëtt. A wa mer u Leit denken, déi wëlle gären an Europa kommen an déi awer och iwwert d'Gesetzer a priori net däerfen, dann ass dat eng traureg Decisioun fir déi Concernéiert, wa se effektiv mussen zréckgoen. Sou.

Réckféierunge sinn aus mengem Point de vue ëmmer gemaach ginn. An et ass net, wéi wann elo an dëser Regierung eppes anescht gemaach gëtt. Wann eng Decisioun geholl gëtt, dass eng Persoun deboutéiert ass, dann ass et ëmmer och zu Réckféierunge komm. Dat ass och ënner engem Ausseminister Jean Asselborn esou gewiescht.

Duerfir stellen ech Iech d'Fro: Wat proposéiert Der, wann eng Persoun deboutéiert ass? Wat soll mat der Persoun dee Moment gemaach ginn? Well wann d'Propositioun déi wier, dass eng deboutéiert Persoun net soll zréckgefouert ginn, da misst Der och an der Konsequenz soen, dass Der wëllt d'Gesetzgeebung upassen. An dat héieren ech awer elo net.

Dat heescht, mir sinn an der Emotionalitéit. An ech verstinn déi Emotionalitéit vis-à-vis vu Persounen, vis-à-vis vu Mënschen, deenen et net gutt geet. Mee mir hunn awer Gesetzer. Mir hunn en europäesche Kader, wou mer a priori och eng Linn hunn an Europa, wéi mer déi Gesetzer uwenden. Mir hunn e Gesetz iwwert d'Immigratioun, dat déi europäesch Gesetzgeebung hei zu Lëtzebuerg ëmgesat huet, dat och ënnert de viregte Regierungen esou gegollt huet.

Duerfir, wann Der sot, Dir akzeptéiert net, dass eng deboutéiert Persoun muss heemgoen, da musst Der an der Konsequenz och soen, wat Der mat deene Leit wëllt maachen oder wat Der un der Gesetzgeebung wëllt änneren, wann eng Persoun iwwert déi Prozeduren, déi mer opgestallt hunn an déi et gëtt, wou een och kann e Recours aleeden, wann een net domadder averstanen ass ..., wat der dann dorunner wëllt änneren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. D'Madamm Hartmann huet eng Fro gestallt. Ech gesinn, datt d'Madamm Braz bereet ass, drop ze äntweren. D'Madamm Braz an duerno den Här Clement.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech kann Iech soen, wat mer net géife maachen. Dat ass, där Persoun haut ze soen, dass se dräi Deeg Zäit huet, ...

(Interruption)

... fir den Territoire ze verloossen, a muer op der Strooss steet. Dat géife mer sécher net maachen.

Et gëtt awer Methoden, an dat ass fir d'lescht 2013 gemaach ginn. Do ass eng extraordinär Regulariséierung gemaach gi mat knapp 550 Leit. Do si Konditiounen zesumme mat der ITM, mam Interieursministère zesummegestallt ginn, wou et geheescht huet, zum Beispill, wann ee konnt virweisen, dass een néng Méint an deene leschten zwielef Méint eng Aarbechtsrelatioun hat, dass een e viergë Casier judiciaire souwuel zu Lëtzebuerg wéi och a sengem Heemechtsland hat – et waren nach weider Konditiounen dobäi –, da konnten dës Leit iwwer e legale Wee regulariséiert ginn.

An déi Leit, déi hëllefen eis haut. Déi maachen haut Jobben, fir déi mer vläicht soss kee géife fannen. Mir hunn déi Leit gebraucht an dofir hu mir deemools decidéiert, alleguer zesummen, fir déi Leit legal ze regulariséieren, fir dass se dierfen heibleiwen. An ech mengen, et ass fir mech keng Mesür, déi een ëmmer erëm soll maachen. Dat ass eng extraordinär Mesür. Mee ech mengen, dass dat e Wee ass. Wa mer esou voll Strukturen hunn an net nokomme mat eise Prozeduren, misst ee vläicht erëm eng Kéier iwwer esou eppes nodenken.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement an dann d'Madamm Hartmann. Et deet mer leed, ech muss d'Reiefolleg anhalen, soss gëtt dat do elo näischt. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, et ass jo dat eent ze soen, et soll e mënschlechen Ëmgang mat deene Leit gemaach ginn a mir sollen d'Gesetz ignoréieren. Ech hu keen heibannen héiere virdrun, dee gesot huet: „Ma jiddwereen, egal ob deboutéiert oder net, soll kënnen zu Lëtzebuerg bleiwen." Dat huet, mengen ech, keen heibanne gesot.

Plusieurs voix | Dach.

M. Sven Clement (Piraten) | Wat heibanne gesot gouf, ass ...

(Brouhaha)

Also, ech géif ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Den Här Clement huet d'Wuert.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Sven Clement (Piraten) | Verschidde Leit hätte vläicht da gutt, d'Oueren eng Kéier ze botzen.

(Exclamations et brouhaha)

Dat eent ass ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, den Här ... Ech mierken, dee Moment, wou e bëssen un der Surface gekraazt gëtt ...

(Interruption)

... vun där Mär vun enger sozialer Regierung, gi se direkt alleguerten nervös, well se mierken, datt se net sou sozial sinn, wéi se sech dohistellen.

(Brouhaha)

Et kann een e mënschlechen Ëmgang féieren. Et kann een hinne soen: „Ma hei, dat kann een ..." Éischtens mol, wéi laang daueren déi Prozeduren? Kommt, mir fänke mol domat un. Déi juristesch Prozeduren dauere Méint, Joren an da si se fäerdeg an da ginn d'Leit innerhalb vu fënnef Deeg virun d'Dier gesat. Dat ass net mënschlech. Gitt dach Mënsche Planungssécherheet! Gitt hinnen e Wee, fir hiert Schouljoer fäerdeg ze maachen, an da sinn och méi Retoure méiglech. Regulariséierunge sinn eng Méiglechkeet. Déi sinn enk encadréiert.

(Interruption par la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, Dir misst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Mee mir mussen hei definitiv op e Wee kommen, wou ee mënschlech mat de Leit ëmgeet an net Famillje mat Kanner matten am Wanter bei Minusgraden an Zelter an d'Luxexpo setzt. Dat ass net mënschlech an dat hu mer hei kritiséiert!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Madamm Hartmann nach eng Kéier d'Wuert gefrot. An da kënnt den Här Sehovic. Als Auteur kritt hien och nach d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech kann der vill méi nuancéierter Explikatioun, déi d'Madamm Braz elo ginn huet, suivéieren. Et muss een och iwwer alles schwätze kënnen, mee Dir hutt elo gesot: „Et si ganz exceptionnel Situatiounen, wou dann och Léisunge kënne fonnt ginn." Mee dat, wat Der virdru gesot hutt, dat war eng Generaliséierung, déi ech elo net konnt esou stoe loossen.

Et ass kloer – dat, wat och an der viregter Regierung gemaach ginn ass –, dass Solutiounen a verschiddene Situatioune fonnt gi sinn, dass et ëmmer Matière à discussion gëtt, well mer hei an deem mënschleche Beräich sinn, wou et och emol Limitte gëtt. Mee virdrun hutt Der et generaliséiert an ech wollt dat richtegstellen. An ech hunn awer verstanen, dass Der net der Meenung sidd, dass mer elo eis gesetzlech Basis ännere missten an iergendwou kucke sollten, all Déboutéierten hei zu Lëtzebuerg och kënnen dann ze behalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Sehovic, et ass un Iech.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech hunn awer net generaliséiert. Et sinn extraordinär Circonstancen, am Wanter vulnerabel Leit wëllen op d'Strooss ze setzen. Dat ass net generaliséiert.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, d'Positioune si kloer. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng), auteur | Wéi ech déi Motioun de Moien deposéiert hat an zitéiert hunn aus engem Mail, deen eis alleguerten hei geschéckt ginn ass – an effektiv dat ass ee Fall, deen ech zitéiert hunn, een, dee mech touchéiert huet, well en u meng Responsabilitéit als Deputéierten appelléiert huet, a ganz modeste Wierder vun enger vulnerabeler Persoun –, hunn ech geduecht, mir kéinte vläicht hei ausbriechen aus där Logik vun der Politique politicienne.

Wéi mer de Mëtten an d'Mëttespaus gaange sinn, sinn ech bei d'Vertrieder vun der Majoritéit gaangen an ech hu gefrot, wéi et mat der Motioun ass, ob mer eppes ännere missten, mee ob mer kéinten e Wee fannen, fir hei eeben auszebriechen aus där Politique

politicienne, déi hei opgefouert gëtt vun der Majoritéit, am Sënn vun deene Leit, vun deene vulnerabele Leit, vun deene mer hei schwätzen. Ech constatéiere leider, an dat deet mer leed fir déi Leit, dass dat net méiglech ze si schéngt.

Ech wëll op e puer Saachen agoen a se richtegstellen. Hei huet keen dovunner geschwat, d'Gesetzer ze änneren, Gesetzer net ze respektéieren. Et ass och net d'Demande an der Motioun. An der Motioun froe mer eebe just, dass vulnerabel Mënschen, notamment Kanner, net aus de Strukture geheit ginn an op d'Strooss gesat ginn. Et gëtt Härtefäll, gouf et och schonn ëmmer, an do kann de Minister och haut schonn derogéieren. An et wär eng Fro un d'Majoritéit, déi ech mol géing stellen, ob dann den aktuelle Minister nach ni derogéiert hätt an engem Härtefall, fir dat en compte ze huelen.

Et gëtt vill Temoignagë mëttlerweil. A wien haut d'Zeitung opgemaach huet oder online gekuckt huet, den ëffentlech-rechtleche Radio gelauschtert huet, deen huet gemierkt, dass schonn aleng haut an der Press divers, vill verschidde Fäll, vill verschidden Eenzelschicksaler, dramatesch Schicksaler ernimmt gi sinn, soudass dat doten net en Eenzelfall ass, mee eng Situatioun, déi esou net méi tragbar ass an déi och net ëmmer esou war. Jidderee seet eis, dass dat heiten en neie Moment ass, eng dramatesch Situatioun, déi amgaangen ass, sech ze entwéckelen, a wou mir als politesch Decideure gefuerdert sinn, fir Verantwortung ze iwwerhuelen.

Et gëtt iwwregens och Eenzelfäll, well dat geschwat ginn ass, dass een, wann een aus der ONA-Struktur erausgeheit gëtt, jo ëmmer an d'Maison de retour goe kann. Och do gëtt et Temoignagë vu Fäll, déi eeben net konnten an d'Maison de retour goen, well se aus diverse Grënn net eligibel ware fir d'Maison de retour.

Et ass ugefouert ginn, dass faktesch Feeler an der Motioun wären, dass mer hei géinge vun den Demandeurs de protection internationale schwätzen an déi géingen net virun d'Dier gesat ginn. Ech rappeléieren awer, dass de Considerant, deen alleréischten, de Kader setzt an do ganz kloer vun den deboutéierten DPIen d'Ried ass an ech mech dowéinst wierklech wëll awer distanzéieren dovunner, dass hei faktesch Feeler solle gemaach gi sinn.

Et ass esou gemaach ginn an et ass wuel richteg, dass et mat Momenter och dramatesch Situatioune waren an dass d'Situatioun an eise Strukturen, och wat d'Bettenunzuel ugeet, weiderhin dramatesch ass. Ech wëll awer just drop hiweisen, dass et de Ministère selwer ass an d'Direction de l'immigration, déi an hirem Plan de mise en oeuvre vum Paquet asile vun der Europäescher Unioun drop higewisen hunn, dass Enn 2024 109 Better an de Strukture vum ONA fräi wären.

An dowéinst appelléieren ech elo un d'Regierung: Wann den Här Inneminister an den Här Familljeminister och nëmmen e Brochdeel vun där Energie a vun där Kreativitéit, déi se genotzt hunn, fir Heescherten aus der Stad ze verdreiwen, géingen opwenden, fir hei eng Léisung ze fanne fir extreem vulnerabel Persounen, da géinge mer hei eng Léisung fannen, well mir hu se ëmmer fonnt zu Lëtzebuerg! Joerzéngtelaang hu mer se fonnt zu Lëtzebuerg, wa mer eis agesat hunn.

An dat, wat ech hei vermëssen, ass éischtens Emotioun an Empathie viru Schicksaler, déi eis zougedroe ginn, wou mer einfach driwwer ewechkucken, erafalen an déi Logik vu Majoritéit an Oppositioun, just fir Recht ze behalen am Endeffekt, mee op d'Käschte vun deene Leit, déi bei kalen Temperaturen elo musse virun der Dier waarden.

Dowéinst nach eng Kéier mäin Appell: Kommt, mir versichen dach eng Kéier, aus där Logik auszebriechen! Hei gëtt an där Motioun näischt gefuerdert, wat onméiglech wär. Et ass de strikte Minimum, fir d'Dignitéit vun alle Mënschen, déi hei an deem Land sinn, onofhängeg vun hirem Statutt, ze garantéieren. An nach eng Kéier e leschten Appell och un d'Majoritéitsdeputéiert, dass mer déi heite Motioun zesumme stëmmen, en Optrag ginn un d'Regierung, fir e bëssen Energie ze investéieren an hei eng Léisung ze fannen. Et ass méiglech. Mir hunn et joerzéngtelaang bewisen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Elo ass keng weider Wuertmeldung zu dësem Sujet do.

Da wäerte mer déi Motioun hei elo zum Vott stellen.

Une voix | Weist Äert waarmt Häerz!

Vote sur la motion

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach e wéineg kucken, fir datt mer och alleguer déi Votte kréien? Et sinn der nach eng Rei, déi feelen.

(Interruptions)

Wannechgelift en Effort maache fir d'Procuratiounen. Mir si geschwënn esou wäit. Nach e klengen Effort. Ok, da maachen ech de Vott elo zou.

Also, d'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 39 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Liz Braz) et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmit (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

19. Ordre du jour (suite)

Här Clement, Dir wollt nach eppes. Sot mer awer just ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, et geet ëm meng Question urgente, déi ech gestallt hunn, déi Dir unerkannt hutt, déi ënner anerem un den Interieursminister adresséiert ass, wou mer jo gesot kruten, et wär onméiglech, se géife keng Zäit fannen, fir heihinner ze kommen, se géife keng Zäit fannen, fir an d'Chamber ze kommen. Bon, elo kréien ech da vun hei hannen d'Informatioun, datt de Minister elo grad bei senger Partei op engem, ech huelen un, Neijooschpatt ass.

Une voix | Dat stëmmt net!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech weess et net. Dat ass op alle Fall ... Et muss een och iergendwou ofweien, wat da vläicht méi wichteg ass: ob ee bei d'Chamber kënnt, fir op eng Fro ze äntweren, déi gestallt gëtt an, ech mengen, ganz legitim gestallt gëtt, wann een deen Debat vun elo grad nolauschtert, oder ob een dann eeben net wëllt kommen. Mee dat weist dann awer och, datt hien net wollt kommen an net net konnt kommen. An ech mengen, dat ass awer wichteg, datt mer dat esou aktéieren, well an Zukunft wäert dat vläicht och der Oppositioun hir Loscht, fir heiansdo entgéintzekommen a Saachen ze réckelen, staark beaflossen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Mee Dir kritt evidenterweis op Är urgent Fro eng Äntwert vun der Regierung. Dat schéngt mer evident ze sinn. Dat ass der Chamber dû.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.23 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 62
M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 62
M. Claude Wiseler, Président
3. **8398 – Proposition de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003** p. 62
Rapport de la Commission des Institutions : M. Gilles Baum
Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8398 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8053 – Projet de loi modifiant :**
1° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;
2° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,
aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières p. 63
Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Weydert
Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert (dépôt de la motion 1) | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8053 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : Mme Stéphanie Weydert
Vote sur la motion 1 (adoptée)
5. **8368 – Projet de loi modifiant :**
1° le Code pénal ;
2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,
aux fins de transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil p. 67
Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Zeimet
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8368 et dispense du second vote constitutionnel
6. **Résolution de M. Paul Galles relative aux élections présidentielles en Bélarus prévues pour le 26 janvier 2025** p. 67
Discussion générale : M. Gusty Graas | M. Fred Keup | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup) | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) (interventions de M. Sven Clement, M. Tom Weidig et Mme Alexandra Schoos) | M. Paul Galles
Vote sur la résolution (adoptée)
7. **Interpellation de M. David Wagner sur les effets du dérèglement climatique sur le monde du travail** p. 70
Exposé : M. David Wagner (dépôt des motions 1 à 3)
Débat : Mme Françoise Kemp | M. André Bauler | M. Georges Engel (intervention de M. Ben Polidori) | M. Jeff Engelen | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. David Wagner (parole après ministre) | M. le Ministre Georges Mischo
Motion 1 : Mme Françoise Kemp | Mme Joëlle Welfring | M. Georges Engel | M. Jeff Engelen | M. David Wagner
Vote sur la motion 1 (rejetée) (intervention de M. Meris Sehovic)
Motion 2 : M. Charles Weiler | M. Georges Engel | M. Sven Clement | Mme Djuna Bernard | M. André Bauler | M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement)
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Charles Weiler | M. Georges Engel | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | M. Charles Weiler | M. David Wagner
Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)
8. **Information de M. le Président** p. 81
M. Claude Wiseler, Président

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre; M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Just e puer Informatiounen iwwert den Ordre du jour: Niewent der Motioun vun der Madamm Paulette Lenert, wou mer gëschter schonn decidéiert haten, datt mer se de Mëtten no der Interpellatioun iwwert d'Gesondheetsberuffer géingen op den Ordre du jour setzen, wollt ech Iech proposéieren d'Resolutioun vum Här Paul Galles iwwert d'Presidentschaftswalen am Belarus, déi gëschter deponéiert gouf, op den Ordre du jour vun haut de Moien als zweetleschte Punkt virun der Interpellatioun vum Här David Wagner ze setzen.

An ech wollt Iech och proposéieren, d'Motioun vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert d'Ëffnungszäiten am Commerce, déi gëschter och deponéiert gouf, op den Ordre du jour vun haut de Mëtten als leschte Punkt ze setzen.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerunge vum Ordre du jour vun haut de Moien a vun haut de Mëtten averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. 8398 – Proposition de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Da fänke mer dës Sëtzung u mat der Proposition de loi 8398, enger Ofännerung vum ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003. Ech erënneren Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass. An d'Riedezäit ass also follgendermoosse festgesat: De Rapporter huet 5 Minutten, d'Regierung 5 Minutten. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions

M. Gilles Baum (DP), auteur-rapporteur | Merci, Här President. Schéine gudde Moien. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wësst et alleguer sou gutt wéi ech: Mir hunn als Deputéiert, fir an der Terminologie vum Aarbechtsrecht ze sinn an ze bleiwen, viraussichtlech mol e CDD, dat heescht e Contrat à durée déterminée, hei an der Chamber. Spéitstens mat neien Nationalwale besteet d'Chance, awer och de Risiko, dass een an der nächster Legislaturperiod säin Amt behält oder eebe säin Amt verléiert.

Onofhängeg awer vum Impakt vun de Walen op eis als Member vun der Chamber, kënnen awer och d'Ekippen, mat deene mir zesummeschaffen, also eis Mataarbechter, eis Attachés parlementaires an de Fraktiounen, duerch d'Walen och méi oder manner positiv wéi och negativ impaktéiert ginn. Ganz onofhängeg vun hirer eegener Prestatioun, vun hirer eegener Aarbecht kann e schlecht Walresultat sech tatsächlech ongënschteg op hir Aarbecht an natierlech dann och op hir Aarbechtsplaz auswierken.

Ech hat am Virfeld emol gekuckt – rezent war de Memento pratique vum Joer 2025 an der Chamber ausgedeelt ginn –, a wann een eleng d'Mataarbechter kuckt, da sinn dat eng ronn 70 Leit, déi fir Parteien an natierlech fir hir Deputéiert am Moment schaffen. 70 Leit also, déi och onmëttelbar duerch d'Walgesetz beaflosst ginn, méi prezis duerch den Artikel 126, jee nodeem, wéi d'Walen ausginn. Fir eebe just den Impakt opzefänken, also och e potenziell negativen Impakt op d'Mataarbechter vun de Gruppen a Fraktiounen ze limitéieren, gesäit d'Proposition de loi e puer kleng Modifikatiounen um Walgesetz vir.

Aktuell ass de Regimm esou, dass all Deputéierten d'Recht huet, e Mataarbechter oder eng Mataarbechterin anzestellen. A jee nodeem, wéi d'Fraktioun organiséiert ass, kann een dat eenzel oder zesumme maachen, also et kann ee sech e Pool u Mataarbechter zur Säit huelen. Wann elo en Deputéierten

oder méi Deputéierter net méi erëmgewielt ginn a Mataarbechter mussen entloossen, gesäit den aktuellen Text, deen en vigueur ass, vir, dass de Licenciement muss den éischten Dag vum Mount no de Wale geschéien. Nëmme bis zu deem Delai kënne sech d'Deputéiert d'Indemnitéiten, déi als Deel vum Preavis mussen ausbezuelt ginn, och vun der Chamber rembourséiere loossen. No deem Delai verléiert den Deputéierte säin Usproch op dëse Remboursement.

Dëst bréngt als Konsequenz awer mat sech, dass déi Deputéiert, déi net méi erëmgewielt goufen, soi-disant am Fall vun engem schlechte Walresultat, Mataarbechter aus der Fraktioun mussen entloossen. An dat misst dann immens séier geschéien. Dobäi sief drun erënnert, dass d'Chamber net méi opgeléist gëtt, mee dass duerch d'Ännerungen an der Constitutioun elo d'Mandatairen esou laang am Amt bleiwen, bis déi nei Sessioun ugeet, dat heescht, bis déi nei Deputéiert vereedegt ginn.

Den Text vun der Proposition de loi gesäit elo vir, den Artikel 126, wou dës Modalitéite festgehale ginn, ofzeänneren. Éischtens gëtt de Prinzipp, dass e Mandataire sech d'Indemnitéit ka rembourséiere loossen, prezis am Text festgehalen. Stand haut ass dat net de Fall. An da gëtt och den Delai ugepasst, dass en eeben net just gëllt bis den Éischte vum Mount no de Walen, mee de Saz gëtt elo geännert a méi no un d'Aarbechtsrecht erugefouert, an zwar esou: „jusqu'à concurrence des montants prévus aux alinéas qui précèdent, les indemnités de préavis et de départ qu'ils sont tenus à verser conformément à la législation sur le contrat de travail".

Den Delai, an deem d'Leit dann elo missten entlooss ginn, gëtt also méi laang, an de Reboursement gëtt konform zu de Modalitéite vum Aarbechtsrecht, soudass den Exmandataire dës Decisioun net muss precipitéiert a ganz séier huelen direkt no de Walen, mee dass e sech kann à tête reposée an der Fraktioun organiséieren a kucken, ob déi Leit da fortginn oder ob se eventuell vu sengem Nofollger iwwerholl ginn. Wärend der Transitiounsphas sinn d'Paien dann à charge vun der Fraktioun respektiv vum jeeweilegen Deputéierten. Dës Proposition soll réckwierkend a Kraaft trieden, ugefaangen um éischten Dag no de Wale vun 2023.

Dëst gesot, Kolleeginnen a Kolleegen, mengen ech, dass dat hei fir eis Attaché-parlementairen, eis Mataarbechter alleguerten eng däitlech Verbesserung ass, an ech wär frou, wann Der kéint d'Zoustëmmung zu dëser Proposition de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Baum villmools Merci fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

Ech wollt d'Regierung froen, ob se wëllt d'Wuert huelen.

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géinge mer direkt zum Vott vun dësem Gesetz kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8398/[3].

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 8398 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech gesinn, datt e puer Leit warscheinlech net ageschalt ware virdrun.

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Ok, gutt. Mir sinn elo op 59. Da kucke mer, wat duerno feelt, an da maache mer dee richtege Kont.

Also: Jo: 59, Neen: 0, an Abstentioun: 0. An ech gesinn, datt den Här Marques warscheinlech net matgestëmmt huet. An Äre Vott ass Jo, soudatt mer dann op 60 Jo-Stëmme kommen. Also ass dësen Text ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, also eestëmmeg.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer (par M. Marc Spautz), Jeff Boonen (par Mme Françoise Kemp), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Alex Donnersbach), Paul Galles (par M. Laurent Zeimet), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Liz Braz (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Claire Delcourt), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Joëlle Welfring), Mmes Sam Tanson (par Mme Djuna Bernard) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8053 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières

Als zweete Punkt op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet de Projet de loi 8053, eng Ëmsetzung vun enger EU-Richtlinn, der sougenannter „Mobilitéitsrichtlinn", an d'Lëtzebuerger Recht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir d'Rapportrice an dësem Fall, 5 Minutte fir all Fraktioun a Sensibilitéit, an d'Regierung huet 10 Minutten. Et si schonn ageschriwwen, wéi Der gesitt: d'Madamm Stéphanie Weydert, den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer eng grouss Freed, Iech haut dëse wichtege Gesetzesprojet 8053 iwwer grenziwwerschreidend Fusiounen, Scissiounen an Transformatiounen ze presentéieren, deen déi europäesch Direktiv Nummer 2019/2121, déi sougenannt „Mobilitéitsdirektiv", an eist nationaalt Recht transposéiert. D'Direktiv huet näischt mat Transport ze dinn, mee mat der Libre circulation an der Liberté d'établissement vun Handelsgesellschaften.

Mat dësem Gesetz ännere mer souwuel d'Gesetz vum 10. August 1915 iwwert d'Handelsgesellschafte wéi och d'Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert den Handelsregëster souwéi d'Kontabilitéit an d'Joresofschléss vun den Entreprisen. Ech si mer bewosst, dass et en immens techneschen Dossier ass, an deem ee sech net esou liicht erëmfënnt, wann een net an der Matière vun de grenziwwerschreidenden Transaktiounen doheem ass.

Dëse Gesetzesprojet gouf de 27. Juli 2022 vun der deemoleger Justizministesch Sam Tanson deposéiert a war begleet vun engem Exposé des motifs, engem Commentaire vun den Artikelen, enger Fiche financière an enger Impaktevaluatioun souwéi engem Text coordonné an e gouf den 29. September 2022 eng éischt Kéier un d'Justizkommissioun verwisen. Den Delai de transposition ass awer schonn zënter dem 31. Januar 2023 ofgelaf. Ech gouf an der Sitzung vun der Justizkommissioun vum 21. Dezember 2023 als Rapportrice ernannt.

Léif alleguer, d'Zil vun dëser Mobilitéitsdirektiv ass et, de Marché unique ze stäerken an nach ëmmer bestoend Restriktiounen an der Néierloossungsfräiheet vun den Entreprisen innerhalb vun der Europäescher Unioun opzehiewen.

Vill Jurisprudenzen huet eis den Europäesche Geriichtshaff hei zu Lëtzebuerg scho geliwwert zur Néierloossungsfräiheet an all de Barriären, déi déi eenzel Memberstaate geschaf hunn, fir Gesellschaften dovun ofzehalen, an en anert Land ze migréiere respektiv aus hirem Land fortzegoen: Centros, Überseering, Inspire Art, CARTESIO, Vale, an net ze vergiessen den Arrêt Polbud vun 2017. D'Juristen an d'Affekoten heibannen, déi hunn déi Nimm vun deenen Arrêten hei sécher schonn héieren.

Mat dësem Gesetzesprojet huele mir substanziell Upassungen an eisem Gesellschaftsrecht vir. Éischtens gëtt de bestoende Regimm vun de Fusioune geännert, deen 2009 duerch d'Transpositioun vun der zéngter Direktiv vun 2005 iwwer grenziwwerschreidend Fusioune vu Kapitalgesellschaften agefouert gouf. D'Gesetz vun 1915 iwwert d'Handelsgesellschafte gesäit haut scho Reegele fir national, awer och fir grenziwwerschreidend Fusioune vir.

Mat dësem Gesetzesprojet splécke mer elo d'Reegele fir d'Fusiounen an zwee Regimmer op. Et gëtt elo e Regime général vun de Fusiounen, dee sech op där enger Säit bei nationale Fusiounen, dat heescht, tëscht zwou Lëtzebuerger Gesellschaften, an op där anerer Säit bei Fusiounen tëscht lëtzebuergesche Gesellschafte mat Gesellschaften, déi hir Siège ausserhalb vun der Europäescher Unioun hunn, uwent. Dëse Regime général fält net ënnert d'Mobilitéitsdirektiv, wou et sech ausschliisslech ëm grenziwwerschreidend europäesch Transaktiounen handelt. Dat heescht, d'Reegele vum aktuelle Regimm gi grosso modo am Régime général iwwerholl.

Donieft gëtt mat dësem Gesetzestext e Regime spécial agefouert, deen da just déi europäesch grenziwwerschreidend Fusiounen ofdeckt, dee sech also

just bei enger Fusioun tëscht zwou Gesellschaften, déi hire Sëtz innerhalb vun der Europäescher Unioun hunn, uwent.

Donieft schaaft dëse Gesetzesprojet, nieft dem aktuell scho bestoende Regimm fir Cissiounen, e legale Kader fir europäesch grenziwwerschreidend Scissiounen duerch d'Grënnung vun neie Gesellschaften. Hei gëtt, soe mer, grad wéi bei der Fusioun och de Regimm an e Régime général an an e Régime spécial gespléckt.

A finalement gëtt mat dësem Gesetz hei zu Lëtzebuerg endlech e legale Kader fir grenziwwerschreidend Transformatioune vu Gesellschafte geschaf. Dëst betrëfft also Migratioune vu Gesellschafte vun engem EU-Memberland an en anert EU-Memberland duerch de fräiwëllegen Transfert vum Siège, an dat zäitgläich mam Erhale vun der Rechtsperséinlechkeet vun der Gesellschaft.

Speziell ervirhiewe wëll ech, datt de Régime général, dee fir national an net europäesch grenziwwerschreidend Fusiounen a Scissiounen applikabel ass, sech fir all Gesellschaft, déi eng Rechtspersoun huet, an d'Groupements d'intérêt économique uwent.

Am initiale Gesetzesprojet, wéi en deposéiert gouf, war och virgesinn, dass d'Sociétés en commandite spéciale, déi keng Rechtsperséinlechkeet hunn, kéinte Fusiounen a Scissiounen ënnert dem Régime général maachen. Bei der Aféierung vun der Société en commandite spéciale an d'Lëtzebuerger Recht 2013 war dës Gesellschaftsform awer volontairement ausgeschloss gi vun de Fusiounen a Scissiounen. Et wonnert dohier net, datt mer hei dem Avis vum Conseil de l'Ordre Rechnung gedroen hunn an déi sougenannten SCSP aus dem finalen Text erausgeholl hunn.

Vum Régime spéciale, dee fir all europäesch grenziwwerschreidend Fusioun, Scissioun an Transformatioun applikabel ass, kënnen donieft just d'Société anonyme, d'Société à responsabilité limitée an d'Société en commandite par action profitéieren.

D'Mobilitéitsdirektiv stäerkt och d'Rechter vun den Aarbechter, de Creancieren an de minoritären Aktionäre respektiv Associéë vun deenen an der Transaktioun involvéierte Gesellschaften. Am Kader vun den europäesche grenziwwerschreidenden Transaktioune kréien d'Aktionäre respektiv d'Associéen d'Recht, sech aus Gesellschaften, déi an der Operatioun involvéiert sinn, am Fall, wou si net mat der Transaktioun d'accord sinn, zréckzezéien, am Géigenzuch vun enger gerechter Bezuelung. Donieft kréie si och d'Méiglechkeet, de Rapport d'échange ze contestéieren an e Supplement, zum Beispill a Form vun enger Soulte oder zousätzlechen Aktie respektiv Parten ze reklaméieren.

Eppes ganz Neies, wat d'Direktiv a soumat och de Gesetzesprojet an d'Lëtzebuerger Recht aféiert, ass en obligatoresche Contrôle anti-abus fir déi europäesch grenziwwerschreidend Operatiounen, déi vun dësem Text viséiert sinn. Den Nottär, dee bis elo just de sougenannte „Contrôle de legalité" huet musse maachen, muss elo wierklech hei assuréieren, dass déi grenziwwerschreidend Operatioun net aus abusiven oder kriminellen Ursaachen oder aus Bedruchsgrënn realiséiert gëtt. Am Fall, wou den Nottär esou eng Ursaach feststellt, muss en d'Operatioun blockéieren. Am Fall, wou en awer Zweifel huet, dass vläicht en abusiven oder kriminelle Charakter do ass, kann e sech op Käschte vun der Gesellschaft en onofhängegen Expert zur Säit huelen oder déi lëtzebuergesch Autoritéiten oder d'Autoritéiten aus deem aneren EU-Memberstaat consultéieren.

D'Chambre des Notaires huet an hiren Avisen dëse Contrôle anti-abus vill kommentéiert, well e wierklech wäit iwwert déi klassesch Attributioune vum Nottär erausgeet.

Et gëtt och nach en aarbechtsrechtleche Volet passend zu dësem Text, deen awer an engem anere Gesetzesprojet mat der Nummer 8225 couvréiert gëtt an dee mir och zäitno hei an der Chamber wäerte stëmmen.

Erlaabt mir nach e puer Wierder zur Prozedur.

Siwen Avise koumen zu dësem Gesetzesprojet eran. Den 10. November 2022 huet d'Chambre de Commerce als Éischt hiren Avis zum Gesetzesprojet publizéiert. Den 10. Mee 2023 koum dunn den Avis vum Ordre des Avocats an de 6. Dezember 2023 dee vun der Chambre des Notaires.

De Staatsrot huet den 22. Oktober 2024 en éischten Avis zum Gesetzesprojet ofginn, an deem eng Rei vun Oppositions formelles a Verbesserungsvirschléi zum Text soulevéiert goufen, deene mir an der Chamberskommissioun vum 21. November 2024 mat enger Rei vu parlamentareschen Amendementer Rechnung gedroen hunn. Doropshin huet d'Chambre des Notaires den 19. November 2024 e weideren Avis zum Gesetzesprojet an den Oppositions formelles vum Staatsrot agereecht, dee virun allem rëm de Contrôle anti-abus betrëfft.

De Staatsrot huet zu eisen Amendements parlementaires den 20. Dezember 2024 en Avis complémentaire gemaach an op en Neits e puer Oppositions formelles soulevéiert. Dës hu mir an der Justizkommissioun vum 16. Januar dëst Joer analyséiert an déi néideg Ännerunge goufen um Text gemaach, soudatt mir de Rapport an der Sëtzung vum 16. Januar 2025 unanime ugeholl hunn. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Domat géif ech da mäin Exposé als Rapportrice ofschléissen, awer ech erlabe mer, nach e puer Wierder als Spriecherin vu menger Fraktioun zu dësem wichtege Sujet ze soen.

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet stäerkt d'Néierloossungsfräiheet vun de Gesellschaften a schaaft en EU-wäit harmoniséierten, kloren an eenheetleche Kader fir grenziwwerschreidend Transaktiounen. Erlaabt mir, hei mat e puer Statistike vum Depot beim Lëtzebuerger Handelsregëster op d'Bedeitung vun dësem Gesetz fir eis Finanzplaz an eist Gesellschaftsrecht hinzeweisen.

Tëschent 2022 an 2023 goufe 755 grenziwwerschreidend Fusioune par absorption, an dovu 685 mat Gesellschaften aus engem aneren EU-Memberland hei zu Lëtzebuerg realiséiert. Bei de Scissioune gesäit et e bësse méi moer aus, mat just 2, dovun eng Scission par absorption mat enger Gesellschaft aus engem Drëttland par rapport zur EU an eng Scissioun mat Constitutioun vun enger neier Gesellschaft.

Donieft gëtt et keng Statistiken zu de grenziwwerschreidenden Transformatiounen, also de Migratioune vun enger Gesellschaft, déi vum Ausland hei op Lëtzebuerg plënnert, well dës aktuell nach ganz einfach um Handelsregëster als nei Gesellschaft immatrikuléiert ginn. Mee bei de Radiatioune vu Lëtzebuerger Gesellschafte vum RCS mat der Ursaach „Transfert de siège à l'étranger" gouf et tëschent 2022 an 2023 1.534 Migratioune vu Lëtzebuerg an d'Ausland.

Et ass soumat begréissenswäert, datt mer hei endlech en harmoniséierte Regimm schafen, fir déi europäesch grenziwwerschreidend Transformatiounen. An eisen Nopeschlänner gouf et do an der Vergaangenheet schonn e legale Kader fir Migratiounen an elo kënnt deen och endlech op Lëtzebuerg. Mat der neier Prozedur wäerte mir soumat och iwwert den Handelsregëster kënnen erfaassen, wéi vill Gesellschafte vum Ausland hei op Lëtzebuerg migréieren.

Ech hat a mengem Rapport scho gesot, dass den Text immens technesch ass, mee dass een et awer fäerdegbruecht huet, hei eng pragmatesch Approche fir d'Transpositioun vun dëser Direktiv ze huelen. De Prinzipp vun „toute la directive, rien que la directive" gouf hei am Text respektéiert mat alle fir Lëtzebuerg interessanten Optiounen, wat mir als CSV ganz kloer begréissen. Et ass wichteg, datt eis Finanzplaz an och eisen Droit des sociétés attraktiv a kompetitiv bleiwen, an dat, obwuel mer grad wéi all déi aner europäesch Memberlänner déi selwecht Reegele musse respektéieren an den EU-Dossieren.

Lëtzebuerg ass bei der Transpositioun vun dëser Direktiv leider d'Schlussliicht an et steet eis net gutt ze Gesiicht, wa mir bei esou essenzielle Sujete wéi der internationaler Mobilitéit vun de Gesellschaften hannendrun humpelen.

Ech hu viru mengem Mandat als Deputéiert genee an dëser Matière geschafft, a meng Confrèren an ech hunn deemools schonn all ganz seensüchteg drop gewaart, datt mir déi nei Reegelen endlech kéinten applizéieren an esou déi néideg Rechtssécherheet an de grenziwwerschreidenden Operatiounen hätten.

Vill gutt a wichteg Suggestiounen, fir den Text ze verbesseren, goufe vun de verschiddene Chamberen an all deenen Avisen, déi se agereecht hunn, gemaach. Bedéngt doduerch, datt mer awer zäitlech ënner Drock stoungen, fir de Projet ze stëmmen, konnte mir deene villen Iddien a Suggestiounen à ce stade leider net Rechnung droen.

Ech sinn awer dervun iwwerzeegt, datt mer d'generellt Gesetz vum 10. August 1915 musse konstant op de Leescht huelen an iwwerpréiwen, ob verschidden Dispositiounen nach ëmmer aktuell sinn. Esou hate mer och an der zoustänneger Chamberskommissioun festgehal, datt mer d'Regierung invitéiere géifen, dat heite Gesetz, ee Joer nodeems et a Kraaft getrueden ass, op de Leescht ze huelen an eng qualitativ Evaluatioun dovun ze maachen.

Dofir wéilt ech hei am Numm vun alle Fraktiounen, mat Ausnam vun déi Lénk, eng Motioun an deem Sënn deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu le projet de loi n° 8053 modifiant : 1° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 2° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, aux fins de transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières ;

– considérant l'adoption du rapport concernant le projet de loi n° 8053 en commission du 16 janvier 2025, dans lequel il est prévu que les membres de la commission de la justice déposent une motion qui invite le Gouvernement à procéder à une évaluation qualitative de la loi après que celle-ci soit en vigueur depuis plus d'une année, et ce, afin d'adapter, le cas échéant, le cadre légal applicable,

invite le Gouvernement

– à procéder à une évaluation qualitative de la loi en général, et plus particulièrement du contrôle anti-abus qui incombe au notaire, après plus d'un an d'application de cette loi, et ce, afin d'adapter, le cas échéant, le cadre légal applicable.

(s.) Stéphanie Weydert, Guy Arendt, Dan Biancalana, Sven Clement, Dan Hardy, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Des Weidere fuerdere mir d'Regierung an der Motioun och op, de Contrôle anti-abus no engem Joer ze evaluéieren.

Am Resümmee begréisse mir dësen Text, well e méi Rechtssécherheet schaaft a well en erlaabt, méi geziilt géint Abuse virzegoen. An deem Sënn ginn ech heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem wichtegen Text.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert, och fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport. An dann huet elo als éischten ageschriwwene Riedner den Här Guy Arendt d'Wuert. Här Arendt.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif alleguerten, d'Rapportrice ass enorm an den Detail gaange vun dësem ganz techneschen Text, wat mir dann erlaabt, wierklech nëmmen e puer Observatiounen ze maachen. Well mir hunn et matkritt: Et ass wierklech e ganz komplizéierten Text, wann een net dran ass, da verléiert ee sech ganz gären. Dofir géif ech am Fong just soen, dass mer mat dësem Gesetzesprojet – an ech widderhuelen dat, wat d'Rapportrice och scho gesot huet – eng wichteg Direktiv transposéieren, d'Directiv „Mobilité", déi zu enger juristescher Harmoniséierung um Niveau vun den internationalen Transformatiounen, Fusiounen a Scissioune vu Gesellschafte féiert. Stand haut gëtt et do nach verschidde Lacunnen an eisem Text.

Gläichzäiteg solle mat dëser Direktiv d'Interête vun de betraffene sougenannte „Stakeholders" berücksichtegt a verdeedegt ginn, an dat sinn den Employé, de Creancier, de minoritären Aktionär oder den Associé. Wéi d'Rapportrice et och schonn ugeschwat huet, schaaft dës Direktiv och de Regimm vun der Transformation transfrontalière a vun der Scission transfrontalière. D'Scissioun ass awer nëmmen op verschidden Operatioune limitéiert, fir ze verhënneren, dass verschidde Reegele kéinten ëmgaange ginn.

Duerch dës Direktiv kréien d'Memberstaaten och eng gewësse Marge de manoeuvre, fir Kontrollen en place ze setzen. Wat dëse Punkt ugeet, géif ech kuerz de Rappel maachen an drop hiweisen, dass mir bei alle Kontrolle gläichzäiteg mussen oppassen, dass déi déi grenziwwerschreidend Operatiounen net ze vill bremsen oder dass et am Generellen net zu gréisseren Divergenzen um Marché unique kënnt.

An deem Sënn begréisse mir déi Direktiv „Mobilité", well ee modernen, kompetitiven an harmoniséierten Droit des sociétés um europäesche Bannemaart fir déi néideg juristesch Sécherheet suergt an och zu der wirtschaftlecher Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäidréit, grad wou hei dach déi grenziwwerschreidend Mobilitéit an Aktivitéiten e wichtege Rôle spillen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Deen nächste Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et jo héieren: De Projet, dee mer haut hei stëmmen, bezitt sech op eng Direktiv, déi dem europäesche Bannemarché a virun allem den Handelsgesellschaften, déi sech an der Europäescher Unioun niddergelooss hunn, méi Flexibilitéit soll ginn. De legale Kader fir Fusiounen, Scissiounen an Transformations transfrontalières gëtt hei innovéiert a setzt awer och op e verstäerkte Schutz vun de Creancieren, vun den Associés minoritaires a vun de Salariéë bannent den Entreprisen. An nieft dem verstäerkte Schutz ass et virun allem am Sënn vun der Direktiv, d'Liberté d'établissement méi grouss opzemaachen an esou de Gesellschafte méi Méiglechkeeten a Fräiheeten ze ginn.

Ech wéilt awer och vun dëser Plaz aus op eng Rei Kontroll- a Schutzmechanismen agoen, déi eis als LSAP wichteg sinn. Engersäits kënnen d'Nottären een Anti-abus-Contrôle den éischte Moment, wou d'Legalitéit vun enger Gesellschaft kontrolléiert gëtt, duerchféieren. Dat heescht, si kontrolléieren d'Anhale vun de legale Konditiounen, zum Beispill bei enger Fusioun. Duerno stelle si jo och en Zertifikat aus, dee beleet, datt d'Gesellschaft déi legal Konditiounen a Formalitéiten och erfëllt. Ech mengen, dat ass wichteg, an dofir ënnerstëtze mer och déi Motioun, déi hei vun der Rapportrice deposéiert gouf.

Wichteg ass awer och, zweetens, de Schutz vu minoritären Associéen, also hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, sech kënnen zréckzezéien, de sougenannten Droit de retrait. Dee kann ausgeübt gi bei enger grenziwwerschreidender Transformatioun, wou ee sech da kann zréckzéien.

An drëttens, fir d'Creancierë soll och e Schutzmechanismus agefouert ginn, deen et hinnen erlaabt, zousätzlech Garantië bei enger grenziwwerschreidender Operatioun ze froen.

Als LSAP begréisse mer dës Mechanismen. Ech mengen, si si wichteg. Zousätzlech begréisse mer och d'Abanne vun de Personaldelegatioune vun de Mataarbechter an den Associéë bei der Ofwécklung vum Projet commun, deen och ausgefouert muss ginn am Kader vun enger grenziwwerschreidender europäescher Fusioun. A wat och hei wichteg ass, dat ass, dass dëse gemeinsame Projet zousätzlech vun engem onofhängegen Expert iwwerpréift muss ginn. Dat ass wichteg, well esou gëtt garantéiert, dass de Projet och alleguerten de Betraffenen erkläert gëtt an déi néideg Justifikatiounen effektiv och presentéiert ginn. Et gesäit ee souwuel bei der Fusioun wéi bei der Scissioun wéi och bei der Transformation transfrontalière, dass do och e sougenannte „Parallélisme des formes" deementspriechend stattfënnt.

Wa mir awer – an dat ass ze bemängelen hei, och säitens der LSAP – bei de Rechter vun de Mataarbechter sinn, da muss ech awer vun dëser Plaz aus op de Projet de loi Nummer 8225 hiweisen, deen u sech parallell zu dësem Projet de loi misst ofgeschloss ginn, fir kënnen déi ganz, awer och wierklech déi ganz Direktiv komplett ze transposéieren.

Am Mee 2023 ass de Projet de loi 8225 deposéiert ginn an der Commission du Travail, an ech werfen hei d'Fro an de Raum, wou effektiv d'Aarbechte ronderëm dëse Projet de loi dru sinn. Och wa mir mam 8053, dee mer haut de Mueren hei stëmmen, wichteg Dispositiounen transposéieren, soll awer deen doten Text net als manner wichteg ugesi ginn, well hei ginn effektiv Reegelen agefouert, wat d'Informatioun, d'Consultatioun an d'Participatioun vun de Salariéen am Fall vu grenziwwerschreidende Betribsfusiounen ugeet. A mir wieren als LSAP frou, wann de Gesetzesprojet 8225 och geschwë géif an dréchenen Dicher sinn, fir effektiv der Gefor ze entgoen, eng nach méi spéit Transpositioun vun der Direktiv „Mobilité" ze kréien.

Dofir hei e ganz, ganz waarmen Appell – ech gesinn, en ass elo kuerz erausgaangen – un de President vun der Aarbechtskommissioun, dës Aarbechten esou schnell wéi méiglech, wierklech esou schnell wéi méiglech, mat der zoustänneger Kommissioun an och mam Aarbechtsminister ofzeschléissen.

Et leien och schonn, wat deen dote Projet elo ugeet, eng ganz Rei Avise vir, dee vum Staatsrot säit Oktober 2023. An d'Rapportrice huet et virdru richtegerweis betount: Lëtzebuerg ass an der Transpositioun vun dëser Direktiv d'Schlussliicht. Also e Grond méi, déi doten Aarbechten duerchzeféiere ronderëm den 8225, an effektiv e weidere Grond méi, et ze maachen an der Logik vun der Motioun, déi mer hei deposéiert hunn. Wa mer gäre wëllen en état de cause eng anstänneg Evaluatioun maache vun der Evolutioun vun dësem Gesetz, wéi et gräift, dann, mengen ech, ass et wichteg, dass déi Aarbechte virukommen.

Dëst gesot, ënnerstëtze mer dëse Projet de loi. Mir begréissen effektiv déi Modifikatiounen, déi stattfonnt hunn. An ech ginn heimat den Accord vun der LSAP. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass kee Geheimnis, datt den Droit des sociétés keng einfach Matière ass an dat besonnesch, wann et ëm Transformatiounen, Fusiounen a sougenannt Scissioune geet. Beim virleiende Gesetzesprojet handelt et sech ëm eng ganz besonnesch Reglementatioun, déi am Gesetz vum 10. August 1915 iwwert d'Handelsgesellschafte festgehalen ass. D'Transpositioun vun der Direktiv 2019/2121 vum EU-Parlament a vum Conseil vum 27. November 2019 bréngt eng Rei Neierunge mat sech, dorënner eenzel Problemer, op déi een oppasse muss. Konkreet geet et ëm d'Fusiounen an d'Scissions transfrontalières.

Déi Direktiv huet verschidde komplizéiert Froen opgeworf betreffend d'Loi applicable. Déi verschidde Beruffskummeren an och de Staatsrot hunn hir Bedenke matgedeelt betreffend d'Transpositioun vun der Direktiv an hunn op verschidde Lacunnen opmierksam gemaach, déi bliwwe sinn, wéi zum Beispill bei den AGen, wou eng Klarifikatioun, besser gesot, eng Prezisioun néideg war. D'Auteure vum Gesetzprojet sinn op déi meescht Oppositioune vum Staatsrot agaangen an hu versicht, esou gutt wéi méiglech déi bestoend Lacunnen ze behiewen.

Dofir war et fir eis als ADR wichteg, datt dat Gesetz esou kloer a prezis formuléiert gëtt wéi méiglech, dat, fir datt et duerno net zu Feelinterpretatioune vum Gesetz komme kann.

Dat gesot, gi mir den Accord vun eiser Fraktioun fir dëse Projet de loi. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech denken, et ass wierklech scho ganz villes virun allem vun der Rapportrice hei am Detail iwwert dëse Projet de loi gesot ginn. Eng Matière, déi si jo och ganz gutt kennt.

Ech wollt mer just eng Remark erlaben, well et wierklech bedauerlech ass. Ech hu jo d'Elaboratioun vun deem Gesetzesprojet materlieft an ech weess, wéi intensiv do um Niveau vun den Ekippen am Ministère dru geschafft ginn ass, fir en och matzäit ze

deposéieren, fir dass e matzäit fäerdeg wier, fir den Délai de transposition ze respektéieren. Den Depot war, huet d'Rapportrice virdru gesot, de 27. Juli 2022. Ech wollt awer drop opmierksam maachen, dass den Avis vum Conseil d'État den 22. Oktober 2024 koum.

Ech hunn elo virun e puer Deeg nach de President vum Staatsrot héiere soen, et géif un der Qualitéit vun de Gesetzestexter scheiteren. Ech denke wierklech net, dass dat hei de Fall war. Mee ech froe mech, a wéi engem Tirang dee Projet vun enger Transpositioun vun enger Direktiv am Staatsrot gelant war. An ech bedaueren dat extreem, well et ass hei reng nëmmen dowéinster, wou mer net an deem Delai hei waren, wat wierklech net gutt ass.

An ech ginn den Accord vun deene Grénge fir dësen Text. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass d'Wuert um Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Vu déi extensiv Rapporten an Erklärunge kann ech et ganz kuerz maachen. Mir ginn eisen Accord zu dësem Projet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wëll déi allgemeng Euphorie net briechen, mee mir wäerten dëse Projet an där doter Form net matstëmmen, mee eis enthalen. An ech probéieren, Iech ganz kuerz ze erklären, firwat.

Déi Direktiv – an dat ass gesot ginn – ass vun 2019 a Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land, wat se bis elo nach net ëmgesat huet. An och wann dësen Text haut ugeholl gëtt, ass d'Direktiv nach awer net ganz ëmgesat, well den zweete Volet dovunner nach unhänglech ass.

Wourëms geet et? Et geet am Fong drëm, datt op Basis vun enger Propositioun vum Europäesche Parlament sollt verhënnert ginn, datt a Fäll vu grenziwwerschreidenden Transformatiounen, Fusiounen oder Scissiounen, Aarbechtsrecht, Sozialrecht a Steierrecht kéinten ëmgaange ginn. Dat ass d'Basis vun deem heiten Text. Doropshin huet den Rot deen urspréngleche Text vum Parlament scho weesentlech ofgeschwächt. Et sollt virun allem drëm goen, de Phenomeen vu Bréifkëschtefirmen, also Montagen, déi innerhalb vu Gruppen entstinn, virzebeugen. Ech weess elo net, wat d'Positioun vu Lëtzebuerg am Europäesche Rot ass, mee mäi klenge Fanger seet mer ongeféier, a wéi eng Richtung dat hätt kënne goen.

Bon. Dat heescht, deen urspréngleche Text ass scho verwässert ginn. Déi Direktiv, déi mer elo hunn, huet awer nach ëmmer eng ganz Rëtsch Garde-fouen. A wann ee sech dann awer ukuckt, mat wéi enger Euphorie effektiv d'Geschäftsaffekoten an d'Chambre de Commerce begréissen, wéi d'Regierung an der Transpositioun vun där Direktiv un zimmlech all Ficelle gezunn huet, fir et esou attraktiv ... oder – wéi huet d'Madamm Weydert gesot? – fir dat mat allen interessanten Optioune fir Lëtzebuerg a virun allem fir d'Geschäftswelt, dat heescht, fir de Fric zu Lëtzebuerg, ëmzesetzen, da soen ech mer: Ech menge schonn, datt dat hei besser ass wéi näischt, datt et e klenge Fortschrëtt ass.

Duerfir, zur Direktiv sti mer am Fong, obwuel dat och kéint méi sinn. Mee fir d'Transpositioun a lëtzebuergescht Recht hu mer awer deen een oder aneren Zweifel. An duerfir wäerte mer eis hei enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Justizministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech géif ufänken an der Rapportrice e ganz grousse Merci soe fir hiren detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport, dee mir, wéi och de Virgänger, erlaabt, relativ kuerz op dësem Projet ze sinn.

Et ass awer e wichtegen Text, well en den europäesche Bannemaart nach eng Kéier verstäerkt a mir am Fong geholl de Regimm vun de Fusions transfrontalières aktualiséieren an e Regimm schafe fir europäesch Scissiounen an Transformatiounen an eis esou eng gemeinsam Basis gi fir Reegelen, déi sech op grenziwwerschreidend Mobilitéitsoperatiounen applizéieren, mat e puer Prinzippie wéi eng gestäerkten Informatioun, e Schutz vun de Creancieren, e Recht op e Retrait vun den Associé-minoritairen an eng Anti-Mëssbrauch-Dispositioun. Dëse Regimm beschränkt sech allerdéngs op europäesch grenziwwerschreidend Operatiounen an applizéiert sech net bei Operatioune mat Gesellschaften aus Drëttstaaten.

Ech wollt och kuerz drop insistéieren, datt mer de Prinzipp „la directive et rien que la directive" hei applizéieren a just déi Optioune genotzt hunn, déi de Regimm méi flexibel maachen.

Ech géif Iech Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung. De Volet Aarbecht feelt effektiv. Mee am Géigesaz zu dësem Volet ass deen nom Délai de transposition deposéiert ginn an der Chamber, soudatt doduerjer schonn dès le départ e Retard do war. An ech hoffen dann, datt ...

Une voix | Vun engem LSAP-Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Vun engem LSAP-Minister. An ech hoffen dann, datt mer awer esou schnell wéi méiglech dëse Volet och nach wäerte kréien.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Text ofgeschloss.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8053 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8053[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8053 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentiounen. Dësen Text ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Diane Adehm), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da komme mer zum nächste Punkt. Dat ass de Projet de loi 8368, eng Ëmsetzung vun der EU-Richtlinn iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus.

Ech erënneren drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat" ass, also deemno follgendermoossen opgedeelt ass: fënnef Minutte fir de Rapporteur, fënnef Minutte fir d'Regierung.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Här President, Dir hutt d'Motioun vergiess, déi mer deposéiert hunn.

Motion 1

M. Claude Wiseler, Président | A jo, ech hunn d'Motioun vergiess – pardon, dat deet mer leed –, an der Euphorie, datt mer schnell géife virukommen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Mee dat geet och schnell, dat geet och schnell, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dat geet och schnell, well Dir se alleguer ënnerschriwwen hutt. Dofir froen ech d'Madamm Weydert: Madamm Weydert, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Et ass alles dozou gesot. Et ass just, dass déi Lénk se net mat ënnerschriwwen hunn, awer soss alleguer.

M. Claude Wiseler, Président | Dat hat Der och gesot, wann ech richteg verstanen hunn.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Jo, richteg.

M. Claude Wiseler, Président | An dann ass d'Fro, ob nach eng Wuertmeldung do ass.

Une voix | Ech stëmme se elo net mat.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, datt keng Wuertmeldung do ass. Bon.

Vote sur la motion 1

Da komme mer zum Ofstëmme vun der Motioun vun der Madamm Weydert. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Motioun ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Also ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

5. 8368 – Projet de loi modifiant : 1° le Code pénal ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, aux fins de transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil

An da komme mer, wann Der erlaabt, zu deem nächste Punkt, deen ech schonn annoncéiert hat a wou de Rapporter 5 Minutten huet, d'Regierung 5 Minutten huet a wou de Rapporter den Här Laurent Zeimet ass, deen dann elo d'Wuert huet. Här Zeimet.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Zeimet (CSV), rapporteur | Merci, Här President. De Projet 8368 proposéiert d'Modifikatiouun vum Code pénal, fir d'Transpositioun vun der Direktiv 2017/541 nozebesseren. Dës Direktiv betrëfft de Kampf géint den Terrorismus a baséiert op de legislativen Upassungen, déi no den terroristeschen Attacke vum 11. September 2001 an der Europäescher Unioun virgeholl goufen.

An engem Avis vum 19. Abrëll 2023 huet d'Europäesch Kommissioun eis Ëmsetzung vun dëser Direktiv an e puer Punkte kritiséiert. Den Haaptkritickpunkt war, datt d'Strofmooss fir terroristesch Akten zum Deel net héich genuch festgeluecht gouf, well d'Direktiv virschreift, datt Infraktioune mat terroristeschem Hannergrond méi haart misste bestrooft gi wéi Infraktiounen ouni terroristeschen Hannergrond.

D'Madamm Minister huet mam Projet de loi 8368 op dës Kritick reagéiert. D'Juridictiounen hunn dëse Projet aviséiert: de Parquet vum Bezierksgeriicht Lëtzebuerg den 29. Mäerz 2024, d'Bezierksgeriicht Dikrech de 16. Abrëll 2024, de Parquet général den 19. Abrëll dat selwecht Joer mat enger Rei Proposen, fir de Projet ze verbesseren. D'Cour supérieure huet den 29. Abrëll 2024 aviséiert, an dunn de Conseil d'État an engem éischten Avis de 25. Juni 2024 mat zwou Oppositions formelles, déi awer duerch parlamentaresch Amendementer vum 21. November 2024 an engem Avis complémentaire vum 20. Dezember dat selwecht Joer konnten opgehuewe ginn.

D'Justizkommissioun konnt doropshin de 16. Januar dëst Joer den Text festhalen, dee mer Iech haut proposéieren an dee virgesäit, am Kapitel iwwert den Terrorismus am Code pénal dräi Artikele bäizesetzen.

En Artikel 135-2bis, deen d'Menace vun engem terroristeschen Akt nom Artikel 135-1 mat Prisong vun engem bis aacht Joer bestrooft an/oder eng Amende vun 2.500 bis 12.500 Euro – den Artikel 135-1, deen den Terrorismus an terroristesch Akten definéiert als Attacken op d'Populatioun, de Staat oder Organisatiounen.

En Artikel 135-10bis: dëse gesäit eng Prisongsstrof vun 20 bis 30 Joer vir, wa geféierlech Substanze fräigesat ginn, Feier oder Iwwerschwemmunge mat terroristeschem Hannergrond provozéiert goufen, fir Mënscheliewen a Gefor ze bréngen. Wa Mënschen ëm d'Liewe koumen, klëmmt dës Strof op liewenslänglech.

Dann nach en Artikel 135-14bis, dee verschidde preparativ Akte fir eng terroristesch Attack mat de Strofe vum Artikel 135-17 beleet, sprëch Prisong vun engem bis aacht Joer oder enger Amende vun 2.500 bis 12.500 Euro.

Well d'Europäesch Kommissioun och bemängelt hat, datt kee Service designéiert gouf, dee sech ëm d'Affer vum Terrorismus géif bekëmmeren, gëtt iwwert dësen Text am Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Organisatioun vun der Justiz am Artikel 77 e fënnefte Paragraf bäigesat, dee preziséiert – wat souwisou virgesi war –, datt de Service d'aide aux victimes, de SCAS, dës Missioun wouerhëlt.

Fir weider Detailer verweisen ech op eise schréftleche Rapport, deen, wéi gesot, de 16. Januar unanime ugeholl gouf. An d'Kommissioun recommandéiert Iech, dëse Projet unzehuelen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet, fir Äre schréftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. Wëllt d'Regierung eppes dozou soen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géife mer och zur Ofstëmmung vun dësem Text kommen, an zwar de Projet de loi 8368. Den Text steet am Document parlementaire 8368[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8368 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Alex Donnersbach), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Résolution de M. Paul Galles relative aux élections présidentielles en Bélarus prévues pour le 26 janvier 2025

(Résolution déposée en séance publique n° 61 du 22 janvier 2025 – à consulter au compte rendu n° 25/2023-2028 en page 32)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar eng Resolutioun vum Här Paul Galles iwwert d'geplangte Presidentschaftswalen am Belarus fir de 26 Januar 2025. Här Galles, Dir hat gëschter schonn exposéiert, ëm wat et géif goen. Wëllt Der nach eng Kéier d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Gusty Graas, den Här Keup, den Här Clement. Här Graas, fänkt Dir un.

Discussion générale

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt e grousse Merci un den Här Galles, dee sech hei jo ëmmer méi als e grousse Spezialist vu Belarus erausstellt. Ech wëll him och felicitéiere fir seng Initiativen, déi en um Niveau vun der Assemblée parlementaire vum Conseil d'Europe an deene leschte Wochen a Méint geholl huet.

Ech géif soen, dat hei ass eng ganz wichteg Resolutioun. Effektiv ass Belarus e Land, wat u sech nach, kann ee soen, deen treisten Unhänger vum Regimm Putin ass a wat eeben och derzou bäidréit, wéi gesot, datt de Putin seng Aggressioun weider vis-à-vis vun der Ukrain kann ausspille loossen. Mir wëssen, datt de Lukaschenko schonn zënter iwwer zwee Joerzéngten eng diktatoresch Manéier huet, fir säi Land ze regéieren. Dat geet einfach net. E Land, wat u sech glécklecherweis net am Conseil d'Europe ass, mee nach ee Land, dat trotzdeem awer op der europäescher Kaart ass a wou mir eis als Lëtzebuerg och sollen do dergéint ausspriechen.

An där Resolutioun hei condamnéiere mer dat. Mir fannen dat ganz richteg. Déi Wale si jo elo nach virgezu ginn ëm sechs Méint. Mir wëssen, datt hei virun allem d'Oppositioun wéineg Méiglechkeete bis guer keng Méiglechkeeten huet, sech ze profiléieren. D'Société civile, d'Journalisten an esou weider, ginn och hei ënnerdréckt vun deem Regimm. An et ass och dowéinst wichteg, datt mer als Parlament dozou Stellung huelen.

Ech wëll dann awer och nach kuerz op d'Madamm Swjatlana Zichanouskaja – keen einfachen Numm – hiweisen, wou een elo d'Chance hat, sech och scho reegelméisseg ze begéinen. Si war och hei zu Lëtzebuerg, wéi d'NATO-Sessioun hei war. Den Här Galles an d'Kolleegen aus der Delegatioun vum Conseil d'Europe hu se och schonn zu Stroossbuerg begéint. Mir hate selwer scho mat hir Entretienen. Si huet selwer Lëtzebuerg och gelueft fir eisen Asaz, dee mer fir dat Land hei weisen. An an deem Sënn ass et fir eis jiddefalls als Demokratesch Partei evident, datt mer déi Resolutioun hei matdroen.

An ech soen nach eng Kéier, wéi gesot, Merci fir déi Initiativ.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och merci dem Här Galles fir dës Resolutioun, déi mer eigentlech och ganz ubruecht fannen. Dat ass ganz richteg: Mir hunn a Wäissrussland, a Belarus, eng Diktatur mat engem Diktator; dat ass den Här Lukaschenko. Deen ass do zënter 31 Joer, wat beweist, dass dëse Mann säin Handwierk als Diktator warscheinlech gutt kennt a gutt versteet. An dat ass eng dramatesch Situatioun.

Wat em warscheinlech entgéintkënnt, dat ass, dass Wäissrussland nach ni an der Geschicht eng Demokratie war. An et ass natierlech dann och fir e Vollek, wat dat am Fong ni richteg kenne geléiert huet a wat déi Strukturen net huet, schwéier, do auszebriechen. An dat kënnt him warscheinlech entgéint. Dat ass ze kritiséieren. Dat ass natierlech och, wéi dat typesch ass: An den Diktature gi Wale verfälscht, politesch Géigner agespaart et cetera, et cetera, et cetera.

Dee Punkt, deen eis e bësse stéiert heibäi, dat ass am Fong, zimmlech an der Mëtt, dee Punkt mat de Sanktiounen. Do steet: „Encourager l'Union européenne à renforcer les sanctions contre le régime Loukachenko."

De Punkt ass jo deen heiten: Déi Sanktioune si jo net onbedéngt géint de Regimm Lukaschenko, sécher och, mee si sinn natierlech och géint d'Vollek, wat do drënner leit, wa Sanktioune geholl ginn. A fir eng Kéier e bësse méi wäit ze kucken, kann ee sech jo froen: Wann een eng Diktatur huet, da kann ee soen, „Mir maache Sanktioune géint dat Land" – firwat mécht een dat dann net iwwerall? Mir hunn op der Welt aktuell ongeféier 100 Diktaturen an eng ganz Partie esou Hybridlänner, déi iergendwéi esou hallef demokratesch, hallef diktatoresch sinn. Dann hu mer nach eng 50, wou ee ka soen, dat sinn Demokratien. Mee déi meeschte Länner op der Welt si méi no un der Diktatur.

Wéi handele mer dat? Ech ginn Iech e puer Beispiller. Mir fléien awer ... A Verschiddener ware bestëmmt schonn a Kuba an der Vakanz: Kuba, eng knallhaart Diktatur. Verschiddener ware warscheinlech schonn zu Dubai, Vereenegt Arabesch Emiraten: knallhaart Diktatur. Verschiddener vun Iech ware warscheinlech schonn an Ägypten – d'Luxair flitt andauernd dohin –: knallhaart Diktatur. Fréier sinn d'Leit mat der Luxair bei de Franco a Spuenie geflunn: knallhaart Diktatur. Mee dat war jo deemools eng gutt Diktatur, well déi ware jo awer e bëssen op eiser Säit deemools géint d'Sowjetunioun.

An da si mer beim Punkt: Et gëtt eebe gutt Diktaturen, et gëtt schlecht Diktaturen. Den Iran war ënnert dem Schah eng gutt Diktatur, duerno ënnert dem Khomeini eng schlecht Diktatur. De Saddam Hussein war eng gutt Diktatur, wéi e géint den Iran gekämpft huet. Wéi de Saddam Hussein d'Diktatur Kuwait iwwerfall huet, war et och eng schlecht Diktatur. Dunn hu mer den Irak ugegraff. Dunn hu mer Sanktioune gemaach géint den Irak. Ënnert deene Sanktiounen ass dee Regimm net zesummegebrach. De Saddam Hussein huet sech gehalen. Et sinn awer 500.000 Kanner am Irak gestuerwen un der Folleg vun deene Sanktiounen.

Do gesäit een och, awéiwäit Sanktiounen eppes kënne bréngen oder net. Mir handele mat ganz villen Diktaturen. Do hu mer guer kee Problem. Mir empfänken déi och hei an der Chamber. Mir hu guer kee Problem. Mir gi bei déi. Dat ass dann alles an der Rei. Laos ass eng vun deene krassesten Diktaturen op der Welt. Do maache mer Entwécklungshëllef. Mir hu guer kee Problem. Wou ass also iergendwou de moralesche Standpunkt, fir ze soen: „Mir maachen elo Sanktioune géint eng Diktatur"?

An et ass am Fong jo dann eeben net kloer. Et ass e Paradox. An dat ass e Problem. An am Endeffekt sinn d'Sanktiounen och ëmmer e Punkt vu Machtpolitick op der Welt, wou ee probéiert, eeben déi, déi op engem senger Säit sinn, ze ënnerstëtzen an eeben déi, déi net op engem senger Säit sinn, dann ze sanktionéieren. Ech kann natierlech d'Argument verstoen: Wäissrussland, Belarus, läit an Europa an ass doduerch méi no. Duerfir muss et eis méi wichteg si wéi vläicht aner Länner. Mee bon, haut an enger globaliséierter Welt weess ech net, ob dat nach esou stëmmt.

Wat fir mech dann nach e wichtege Punkt ass, dat ass: Déi Sanktioune si jo scho gemaach ginn, ier Russland d'Ukrain ugegraff huet. A wat een awer muss soen, beim Lukaschenko – sauf erreur de ma part, wann ech mech elo iere géif –: Si hunn awer ni – an dat hätte se awer och kënnen, a si sinn et bestëmmt gefrot ginn – aggressiv an deem Krich agegraff a si hunn och keen aggressiv ugegraff.

(Brouhaha)

Dat, mengen ech, ass awer esou.

(Interruption)

Dat kann een an engem gewëssene Sënn ... quitte dass se natierlech Russland zum Deel do iwwert hiren Territoire goe loossen, mee dat muss een hinnen awer an engem gewëssene Sënn zegutthalen, well si sti bestëmmt och ganz staark ënner Drock.

(Interruption)

Dat ass esou. Voilà.

Duerfir, wéinst all deene Punkten, di mer eis wierklech schwéier, déi Resolutioun hei matzestëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen: den Här Clement an d'Madamm Tanson. An dann den Här Galles selbstverständlech zum Schluss. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, mir kënnen natierlech elo en Tour du monde maachen. Hei geet et awer elo ëm de Belarus an et geet virun allem ëm déi Walen, wann ee se dann esou nenne wéilt. Also ausser dem Regimm, mengen ech, nennt keen dat eng Wal, well fir eng Wal brauch een als Éischt emol e Choix, an deen ass a Belarus guer net ginn. D'Oppositioun krut knallhaart verbueden unzetrieden. Déi lescht Iwwerreschter vun enger Oppositioun, déi et nach um Territoire vum Belarus ginn, sinn an de Prisong komm, ginn do, no allem wat duerchdréngt, awer relativ sec behandelt, fir net vu Folter ze schwätzen. Ech mengen, datt dat och nach eppes ass, wat am Moment enquêtéiert gëtt. An dann elo hinzekommen an ze soen: „O, mir dinn eis awer schwéier domadder" ... Mir als Parlament géifen eis schwéier domadder doen, deen Abus vun demokratesche Rechter ze kritiséieren, well iergendwou anescht ... Jo nee, dat ass Whataboutism, sorry.

Mir hunn hei e ganz konkreete Fall, dee mer virleien hunn. Ech hu gëschter nach eng ganz obskur Pressekonferenz vum Ausseminister vu Belarus gesinn, wou e gesot huet, si hätten déi fräiste Walen op der ganzer Welt, well ëmmerhi wären 329 Reporter – aus hire Partnerlänner – invitéiert. An och do, wann een awer eng Kéier kuckt, wéi eng Lëscht dat ass, da gesäit ee ganz séier, datt do keen dobäi ass, deen hei iergendwéi och nëmme kéint als kredibel ugesi ginn.

An ech mengen, et gëtt ee Grond, firwat den Här Galles an de ganze Conseil de l'Europe sech esou mat Belarus beschäftegen, well et an eiser Noperschaft läit. Et ass en Noper, et ass e Land hei an Europa. Et ass warscheinlech déi lescht richteg Diktatur an Europa. An ech mengen, genau dowéinst ass et esou wichteg, datt mer eis mat deem Theema befaassen an datt mer allkéiers erëm drop hiweisen, datt mer déi Walen net kënnen unerkennen. A wa mer déi lescht Walen net unerkannt hunn, da kënne mer och deen heiten Theater, deen opgefouert gëtt, net unerkennen. An ech mengen, dat ass de Kär vun dëser Resolutioun. An deementspriechend ka se nëmmen eisen Accord fannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech wollt u sech näischt soen, well ech absolutt d'accord si mat där Resolutioun, wéi se hei virläit. Ech soen och dem Auteur Merci dofir an och fir säin Asaz am Conseil de l'Europe fir déi Cause, déi wichteg ass.

Mee déi Interventioun vum Här Keup, ech weess ..., ech hunn elo net verstanen, wat en eis domat am Fong wollt soen. Fir mech huet et sou geklongen, no fënnef Minutten Erklärung a Rudderen, fir eppes net matzestëmme vu Leit, déi engem vläicht e bësse méi no stinn. Oder géint d'Leit, déi engem vläit e bësse méi no stinn.

(Interruptions)

Well, Här Keup, ech weess net, wat Vakanzendestinatioune mat Politick ze dinn hunn. Ech weess net, wat d'Geschicht, wat viru 40 Joer war a wie wouhinner an d'Vakanz gefuer ass, domat ze dinn huet, wat haut op europäeschem Territoire passéiert.

Natierlech kënnt Dir soen: „Et ass mir egal an ech hu kee Problem mat autoritäre Regimmer. Ech begréissen dat souguer", vläit, „autoritär Regimmer." Mee et kann een och eng aner Perspektiv hunn. Et kann een och soen: „Mir hunn och eng Responsabilitéit." Mir maache jo och hei Aussepolitick. Mir hunn eng aussepolitesch Kommissioun. Et si vill Leit, déi sech hei am Conseil de l'Europe engagéieren. Ech mengen, et sinn och Membere bei Iech an der Partei, déi am Conseil de l'Europe vertruede sinn. Et geet jo grad dorëm, och ze kucken: Wéi ass d'Demokratie? Wéi sinn d'Mënscherechter, net just bei eis, mee an anere Länner? A wéi ass et mat deene Länner, mat deene mer a Relatioun sinn, respektiv deenen, déi ganz no bei eis sinn? Duerfir, et deet mer Leed, ech hunn net verstanen, wat Der eis elo wollt erklären, ausser dass Der elo hei probéiert hutt, Iech iergendwéi aus der Affär erauszerieden.

An ech bedaueren dat extreem, well dat, wat do am Moment geschitt, dat ass net ok, dat sinn keng Saachen, wou een einfach kann nokucken, weeder do nach, zum Beispill, wat a Russland passéiert. A Sanktiounen, jo, natierlech kann een driwwer diskutéieren, wéi effikass Sanktioune sinn. Mee dat ass awer bei allem esou. Et kann een och ... Dir sidd jo och e grousse Verfechter vu Strofen, déi ee soll verhängen. Et kann een ëmmer soen: „Eng Strof ass nëmmen effikass, soulaang wéi se wierkt", zum Beispill. Dat heescht awer net, dass ee se net verhängt. Dat heescht awer net, dass een d'Aen zoumécht, dass een net reagéiert, dass een einfach nokuckt, dass een einfach akzeptéiert, dass e puer honnert, e puer dausend Kilomeeter vun hei ewech ganz schlëmm Saache geschéien.

Et kann een net einfach alles akzeptéieren. Mir op alle Fall net. Wann Dir dat aneschters gesitt ...dat iwwerrascht mech elo net esou.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn nach eng Wuertmeldung elo vum Här Cruchten, da kritt den Här Keup kuerz d'Wuert ...

M. Fred Keup (ADR) | Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | ... an dann den Här Galles.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Et geet mer d'selwecht wéi der Madamm Tanson. Ech hunn absolutt net verstanen, wat d'ADR eis haut wollt matdeelen. Ech kennen och keng ... Hei gëtt dann esou gemaach, wéi wann et gutt, schlecht, mëttelschlecht Diktature géife ginn. Ech kenne keng gutt Diktaturen. An dee ganzen Exkurs war fir mech immens konfus.

Ech mengen, ech wollt eigentlech net intervenéieren, well den Här Galles eigentlech alles gesot huet an an deem Text och alles steet, zu deem mir eis kënne bekennen als Partei. Ech mengen, wann den Här Keup seng Interventioun hei mécht, ass et vläicht wichteg, dass mer em nach eng Kéier soen, ëm wat et hei geet.

Et geet hei drëms, dass mir als Parlament och kloer Positioun bezéien. A virun allem geet et drëms, der demokratescher Oppositioun an esou Länner wéi Wäissrussland ze soen: „Dir sidd net eleng. Mir énnerstëtzen Iech. A mir sti politesch un Ärer Säit." Dat ass alles net näischt. Dat ännert net direkt eppes a Wäissrussland, mee dat gëtt awer op d'mannst emol deenen demokratesche Kräften a Wäissrussland deen néidege Réckhalt, fir weiderzemaachen, fir derfir ze kämpfen, dass dat Land sech op en demokratesche Wee begëtt. An dofir fannen ech dat gutt, dass mer dat maachen.

D'Fro kann ee stellen – dat ass richteg –: Musse mer dat fir 193 Länner op der Welt maachen, jo oder nee? Ech mengen, dass et sech hei ..., hei ass et opportun. E Sonndeg si Walen do. Et ass e gudde Moment, fir dat ze maachen. Dofir huet den Här Galles dat gemaach. An dofir hu mir als Partei och seng Initiativ matënnerstëtzt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Keup, kuerz wannechgelift.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Et soll een d'Saachen awer och net verdréinen, Madamm Tanson. Ech mengen, et ass awer relativ kloer gewiescht, wat ech gesot hunn.

De Punkt ass jo deen heiten ...

(Hilarité et interruptions)

Här Clement, ech verstinn, dass Dir dat net alles verstitt, wat ech gesot hunn. Do feelen Iech warscheinlech Kenntnisser. An ech muss och soen ...

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, elo si mer awer bei de Beleidegungen ukomm.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, ech ...

M. Fred Keup (ADR) | Dir sidd jo awer och e grousse fervente Reeser, och an eng ganz Partie Diktaturen, wou Dir Iech dann dohannen och weist mat deenen, déi do un der Muecht sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Also ech géif elo bieden, net perséinlech Remarken ze maachen, mee zum Sujet ze schwätzen.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, mee si hu jo och ugefaangen.

M. Claude Wiseler, Président | Fir jiddwereen.

M. Fred Keup (ADR) | Ech wëll dat heite soen: Ech bréngen de Mëtte vläicht souguer eng Resolutioun mat, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dir wollt dach bei den Här Trump goen!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift.

M. Fred Keup (ADR) | ... fir Sanktiounen ze erhiewe géint de Laos a géint d'Vereenegt Arabesch Emiraten. Stëmmt Der déi da mat? Well do schwätzt emol guer kee vu Walen. Do si guer keng virgesinn. Da misst Der déi jo an aller Logik matstëmmen.

M. Sven Clement (Piraten) | Maacht Iech emol d'Aarbecht, eng ze schreiwen.

M. Fred Keup (ADR) | Et ass iwwregens just de Punkt vun de Sanktiounen, deen eis hei gestéiert huet. Duerfir wäerte mer eis enthalen. Mam ganze Recht si mer natierlech d'accord. A mir ...

Plusieurs voix | A!

M. Fred Keup (ADR) | Wannechgelift!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Dat hate mer gesot! Dat war gesot ginn!

M. Tom Weidig (ADR) | Wat hu mer gesot? Dir musst nolauschteren!

M. Fred Keup (ADR) | Wannechgelift, Madamm Tanson, also dat doten, dat si sou Apparater, déi sinn do, fir ze lauschteren!

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Elo kritt zum Schluss den Här Galles nach als Auteur vun der Motioun d'Wuert.

M. Paul Galles (CSV), auteur | Jo, merci villmools, Här President. An ech soen Iech och Merci fir déi breet Ënnerstëtzung fir déi heite Cause.

Et ass mer wichteg, einfach elo nach eng Kéier ze soen: All Diktatur ass schlecht, an zwar „di per sé".

Plusieurs voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV), auteur | An ech sinn der Meenung, dass et grad an dësen Zäiten, wou awer elo aussepolitesch esou villes an dëser Welt lass ass, ëmsou méi wichteg ass, dass mir alles ginn, fir iergendwou nach demokratesch Systemer, demokratesch Walen, demokratesch Ofleef, demokratesch Fräiheet a wat alles derzou gehéiert ze verteidegen an derfir anzetrieden. All Diktatur, déi dat ofschaaft, déi et iergendwéi represséiert, déi iergendeppes dergéint mécht, ass „di per sé" schlecht.

Merci fir déi Ënnerstëtzung fir déi heite Resolutioun.

Ech wëll och bei deem Punkt, deen den Här Keup elo soulevéiert huet mat de Sanktiounen, nach eng Kéier soen, dass mer net däerfe Cause an Effet verwiesselen. D'Ursaach, woufir Sanktiounen ergraff ginn a woufir natierlech och d'Bevëlkerung zum Deel drënner leit – dat ass eebe leider esou –, sinn net mir, mee ass de Regimm. Net mir sinn d'Ursaach dovun, mee de Regimm. An dofir steet dat och do dran. An dofir ass dat och eeben eng aussepolitesch Mesür, déi een ëmmer erëm ënnerhélt.

Dat heiten ass eng Resolutioun, déi soll d'Ënnerstëtzung fir d'Force démocratique vum Belarus – an déi gëtt et – wierklech ënnermaueren. Dat si Leit, déi mussen an déi wëllen ënnerstëtzt ginn. An et ass ganz wichteg, dass mir et maachen.

Dofir ass et och wichteg – an ech wëll dat ganz kuerz nach eng Kéier an enger Klammer soen –, dass mer, dat ass zumindest hir Demande, net méi vu Wäissrussland schwätzen, well dat ëmmer erëm den Androck gëtt, dass et awer nëmmen iergendeen ugedockten Deel u Russland ass, mee vum Belarus, sou wéi et eigentlech och gemengt ass als Begréff vum Land. Net Wäissrussland, mee Belarus.

An et ass mer och wichteg, ech mengen, dass hei e System gräift, deen och fir eis als Chamber interessant ass. Et gëtt nämlech elo an e puer vun eise Parlamenter vum Conseil de l'Europe eeben déi Groupes d'amitié, déi sech gebilt hunn an déi hei och zesumme gekuckt hunn, fir an deenen eenzelne Länner eeben esou Resolutiounen eranzebréngen, fir gemeinsam eng Initiativ, eng Dynamik ze ergräifen, fir kloer ze maachen, op wat fir enger Säit mer stinn a wie mer ënnerstëtzen.

Dat fannen ech interessant, eeben och, well mer déi Groupes d'amitié do awer hunn a well ee sech och heiansdo déi Fro stellt: Woufir si se gutt? A well se hei op dësem Punkt elo och Dank där Dynamik aus dem Conseil de l'Europe gutt zesumme funktionéieren, ass dat, mengen ech, e ganz, ganz wichtege Punkt, deen hei och erauskënnt.

Dofir nach eng Kéier merci fir déi Ënnerstëtzung heifir, an hoffe mer, dass iergendwann an deem Land do wierklech och d'Demokratie dann d'Fräiheet kritt, däerfen ze liewen an opzeliewen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Resolutioun ofgeschloss. A mir géifen zum Vott vun der Resolutioun kommen.

Vote sur la résolution

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e ganz klengen Effort, da si mer souwäit. Bon. Ech schléissen de Vott elo of.

D'Resultat ass follgend: Jo: 54 Stëmmen, Abstentioun: 5 Stëmmen. Dës Resolutioun ass also mat 54 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la résolution est adoptée par 55 voix pour et 5 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par Mme Diane Adehm), Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Françoise Kemp), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

7. Interpellation de M. David Wagner sur les effets du dérèglement climatique sur le monde du travail

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour: Dat ass d'Interpellatioun vum Här David Wagner iwwert d'Auswierkunge vum Klimawandel op d'Aarbechtswelt. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7, d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här André Bauler, den Här Georges Engel, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement.

(Brouhaha)

An d'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Auteur vun der Interpellatioun. An ech géif, wannechgelift, jiddweree bieden, net hei am Sall ze schwätzen, mee wann Der wëllt diskutéieren, da kuerz bis erauszegoen. Ansonsten huet ganz eleng den Här David Wagner d'Wuert. Här Wagner.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk), interpellateur | Merci, Här President. Gëschter hu mer an der Heure d'actualité iwwert d'COPen, déi den Här Galles ugefrot hat, iwwert de Klimawiessel geschwat. Obwuel déi heiten Interpellatioun scho méintelaang ugefrot ass, ass den Timing trotzdeem dann eeben net esou schlecht, well mir wollten iwwert déi negativ Konsequenze vum Klimawiessel op d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Leit op der Aarbecht interpelléieren.

An obwuel de Klimawiessel a seng Effekter a Konsequenze ganz konkreet sinn, schéngen d'Léisunge weiderhi ganz abstrakt ze bleiwen. Och wann elo d'Ziler, d'Klimaziler, haut oder muer op der ganzer Welt géifen erreecht ginn a mir erëm weltwäit en normalen, erdrobaren CO_2-Ausstouss hätten, muss ee leider feststellen, datt e groussen Deel vum Schued scho geschitt ass an datt d'Mënschheet sech dorobber muss astellen.

Et gëtt natierlech Leit, déi mengen, et besser ze wësse wéi d'Wëssenschaftler, an déi wëllen eis verklickeren, datt näischt wäert geschéien. Schéi fir si, wann dat esou ass, mee si wäerten och mat deene Konsequenze musse liewen.

Dofir loosst eis e puer Minutten e bëssen erwuessen a verantwortungsvoll sinn. Mir mussen eis virbereeden op e méi komplizéiert Klima, dat heescht, méi Hëtzt, zemools am Summer, heiansdo awer och Keeltrekorder, méi Iwwerschwemmungen, déi een ëmmer manner virausgesi kann, wéi d'Waasseramt eis och an enger Kommissioun gesot huet, méi Bëschbränn, déi een net méi kontrolléiere kann, méi Tornadoen a brutal Wandstéiss, déi alles ganz séier zerstéiere kënnen, an Dréchenten, déi sech ëmmer méi breet maachen, och a Westeuropa an och hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn dat alles gesinn op verschiddene Plazen an a kuerzer Zäit: Valencia, Mayotte am Indeschen Ozean, Florida, Carolina, Kalifornien, wou net just d'Ville vun de Staren a Räiche verbrannt sinn. De Klimawiessel verursaacht Klimachaos. Bescht Beispill, datt d'Situatioun sech net wäert verbesseren, ass, datt d'Assurancen an den USA lues a lues de Schued vu Bëschbränn oder anere Klimakatastrophen net méi iwwerhuele wëllen.

Här President, et héiert een oft vusäite vun de Klimaskeptiker, datt et schonn Ännerungen am Klima gouf. Ganz dacks gëtt dann de klimateschen Optimum am Mëttelalter zitéiert, tëscht dem 10. a 14. Joerhonnert, grob gesinn. A jo, dat war een, mee e war net duerch de Mënsch verursaacht. Déi genee Ursaach kennt een zurzäit awer och nach net. E war, dat ass wichteg, net global, esou wéi haut, an en huet just de westlechen Deel vun Europa betraff. En huet derfir gesuergt, datt d'Summere liicht méi waarm an dréche waren an en hat warscheinlech, oder net warscheinlech, sécher souguer eng positiv Auswierkung op d'Landwirtschaft.

A vill méi wichteg – dat ass dee groussen Ënnerscheed –: En huet kee globale Klimachaos produzéiert, esou wéi et elo de Fall ass. An dat ass de groussen Ënnerscheed. De Klimawandel, dee mir elo erliewen, huet negativ Konsequenze fir d'Mënschen. An déi, déi am mannsten hunn oder verdéngen, oder déi, déi net déi agreabelst Aarbechtskonditiounen hunn, wäerten am meeschten drënner leiden. Awer net nëmmen!

À la limite kéint ee souguer soen, wann een d'Logik ganz wäit dréit, et wier u sech egal – och wann dat net de Fall ass, well et muss een e bekämpfen –, ob de Klimawiessel duerch d'Industrie an d'kapitalistesch Produktiounsweis verursaacht gouf oder net. En ass do! An näischt géint d'Konsequenzen ze ënnerhuelen ass farlässeg, fir net ze soe kriminell.

Och wann d'Situatioun net gutt ausgesäit, muss ee weiderhin optimistesch bleiwen, well et kann ee Saachen änneren, fir d'Leed esou vill wéi méiglech kleng ze halen, mee vläicht och, firwat net, fir d'Liewe méi agreabel ze maachen. Ugefaangen op der Aarbecht, do, wou mir all e groussen Deel vun eisem Liewe verbréngen.

Här President, mir hunn eis d'Fro gestallt: Mee wéi ass et zu Lëtzebuerg, wat ass zu Lëtzebuerg virgesinn, fir déi schaffend Leit virun de Konsequenze vum Klimawandel ze schützen? A mir hu gemierkt: Relativ wéineg. Bal näischt! An déi Diskussioun ass zu Lëtzebuerg nach net richteg gefouert ginn, op jiddwer Fall net an dëser Chamber.

Et muss ee soen, datt international och nach net wierklech vill gemaach ginn ass, mee trotzdeem schonn eendeiteg méi wéi hei, notamment a Frankräich oder a Spuenien, awer och an anere Länner, wou schonn eng Partie Mesüren ergraff gi sinn a wou och Etüde gemaach ginn, un deenen ee sech kéint inspiréieren.

Déi Mesüren, déi ergraff kënne ginn, sinn natierlech ganz verschidden, well d'Effekter vum Klimawandel jo net iwwerall déi selwecht sinn. D'Problemer, déi sech um Bau stellen, si selbstverständlech net déi selwecht wéi déi, déi sech an engem Geschäft oder an der Industrie oder am Transport stellen. Dofir hu mir jo och gemengt, datt wéinstens dräi Ministèrë betraff wieren: natierlech dee vun der Aarbecht – an ech soen och dem Minister vun der Aarbecht Merci, fir hei ze sinn –, mee och dee vun der Fonction publique a selbstverständlech dee vun der Ëmwelt, vum Klima a vun der Biodiversitéit. Ech wéilt dem Minister gäre Merci soen, mee en ass jo net do.

An en plus wier et praktesch gewiescht, well d'Fonction publique an de Klima dee selwechte Ministère sinn, dat mécht d'Saach jo nach méi einfach. D'nächst Kéier wäert ech meng Interpellatiounen net néng Méint virdru stellen, mee vläicht zwee, dräi Joer virdrun, fir datt de Minister Zäit huet, sech anzestellen. Ech bleiwen awer derbäi, ech fuere weider.

Ier ech eis verschidde Propose virleeën, wollt ech awer och soen, datt et hei ëm d'Rechter vun den Aarbechter an Aarbechterinne geet, datt et ëm hir Sécherheet an hir Gesondheet geet. Dat heescht, et geet och ëm d'Stäerkung vun hire Rechter, vun hirer Sécherheet a vun hirer Gesondheet. An dat ass och de Problem zu Lëtzebuerg, well bis elo, wann ee vu Klima a Betriber schwätzt, gëtt ganz einfach den zentrale Rôle vun de Salariéen an de Gestaltungsméiglechkeete vun de Betriber ignoréiert.

Am PNEC, also am Energie- a Klimaplang, deen aus 450 och interessante Säite besteet, kënnt awer d'Wuert „Salarié" oder „Aarbechter" nëmmen op zwou Säiten a fir zwou Mesüre vir. Am Klimapakt fir d'Betriber, do ginn d'Salariéë beléiert, am Sënn, datt se aneschters musse liewen, méi Vëlo a manner Auto fueren. Dat ass alles schéin a gutt, mee de Salarié gëtt als passiivt Element innerhalb vun engem Betrib gesinn. Dat ass natierlech net déi richteg Approche.

Déi Approche fënnt ee leider och erëm an der Etüd RISK2050, déi de Wirtschaftsministère 2022 dem Recherche-Institut LISER an Optrag ginn huet. Bon, eng interessant Etüd. Bei dëser Etüd geet et drëms ze kucken, wéi ee mat enger Rei Menacë wéi dem Klimawandel, dem Manktem u Ressourcen an dem Verloscht vun der Biodiversitéit soll ëmgoen. Mee de Problem ass weiderhin och deen – an ech mengen, dat ass och nach e Biais an der Wëssenschaft –, datt d'Etüd ronderëm d'Patronen an d'Manager dréit an eng Top-down-Approche unhëlt, mee de Rôle vun de Salariéen an der Organisatioun vun der Aarbecht net betruecht.

D'Etüd seet zwar zu Recht, datt d'Manager an d'Patrone ganz oft d'Risike vum Klimawandel ënnerschätzen. Dat stëmmt och. An dat huet jo och ganz konkreet Ursaachen. Well déi, déi uewen an der Hierarchie sinn, si meeschtens déi lescht, déi déi negativ Konsequenze vum Klimawandel ze spiere kréien. Wier dat net de Fall, dann hätte se och scho längstens gehandelt.

Här President, fir d'éischt emol musse mer eis och am Klore sinn a wëssen, vu wat mer schwätzen, vu wat fir enge Konsequenze mir schwätzen. Laut MeteoLux ass d'Hëtzt zu Lëtzebuerg zënter 1950 ëm 1,5 Grad geklomm, wat enorm ass. Wann et esou weidergeet, géif de Klima am Joer 2080 zu Lëtzebuerg esou ausgesi wéi a Süditalien, awer net mat allen agreabele Saachen, déi mer kennen, déi een a Süditalie ka fannen, nëmmen dat Negatiivt.

Loosse mer och nach e puer aner Konsequenzen opzielen, mat deene mir rechne mussen: Zéngmol méi Hëtztwelle pro Joer, also 90 amplaz vun 9; eng Loftqualitéit, déi staark ofhëlt, zemools op Plazen, wou wéineg Gréngs ass an déi staark artificialiséiert sinn, wéi Hamilius, Knuedler, Ban de Gasperich, all déi wonnerschéin, prächteg geplangte Plazen; Waasserpenurien. Dat alles huet dann och en Impakt op d'Produktivitéit an de Rendement: Manner Waasser wäert d'Landwirtschaft staark impaktéieren.

Duerch d'Hëtzt wäerten d'Leit méi Schwieregkeeten hunn, sech ze konzentréieren. Méi Leit wäerte krankgeschriwwe ginn. Déi méi frequent Iwwerschwemmunge wäerten eis Infrastrukture staark belaaschten an déi Leit, déi dofir schaffen.

Generell muss ee wëssen, datt sech ab 26 Grad déi éischt kierperlech a kognitiv Effekter spierbar maachen op der Aarbecht. Dofir recommandéiert jo och d'ITM, datt d'Temperaturen op der Aarbechtsplaz 26 Grad net sollen iwwerschreiden.

Déi éischt gesondheetlech Problemer entsti bei 28 Grad bei kierperlechen Aarbechten a bei 30 Grad bei sesshaften Aarbechten. An all Beruffssecteur sinn d'Problemer och anescht: Bürosleit erliewe méi Konzentratiounsschwieregkeete bei méi héijen Temperaturen. An der Industrie ass d'Hëtzt d'ganzt Joer laang souwisou scho staark present, mee bei Hëtztwelle gëtt et nach méi schlëmm. Dat erklärt och, firwat Industrieaarbechter méi staark un Nierekrankheete leiden. Um Bau, wou ee meeschtens baussen an engem staark

betonéierten an hostillen Ëmfeld schaffe muss, gi ganz séier 50 Grad erreecht. Leit, meeschtens Fraen, déi fir Botzfirme staark an ustrengend kierperlech schaffe mussen, baussen oder bannen, wäerten d'Hëtzt och nach méi ze spiere kréien. Aarbechter an der Landwirtschaft oder Saisonnieren, déi zemools am Summer ëmmer méi héijen Hëtzten ausgesat ginn. Dofir leiden dës Aarbechter, genausou wéi d'Bauaarbechter, och vill méi staark ënner Hautkriibs. Spidolspersonal, dat duebel impaktéiert gëtt, engersäits, well zemools a waarme Periode méi Patienten ukommen a well si selwer dann och ënner Drock an der Hëtzt schaffe mussen an derfir suergen, net selwer och eng Kéier Patient ze ginn. Dat ass och de Fall bei de Secouristen, déi ëmmer méi oft ënner Stress mussen intervenéieren an déi bei Intemperien och ëmmer méi oft a Kontakt komme mat toxesche Substanzen, déi fräigesat ginn.

Mee et mécht elo kee Sënn, alles opzezielen. D'Leit, déi selwer betraff sinn, d'Wëssenschaftler natierlech och, kënnen dat am beschten erklären a si sinn och déi, déi d'Léisunge virschloe kënnen.

Mee dofir muss een och dermadder ufänken, d'Rechter vun den Aarbechter op der Aarbecht ze stäerken. An et muss ee sech Instrumenter ginn, fir all déi Problemer och seriö ze moossen, well zurzäit ass et leider esou, datt weeder d'ITM nach d'Assurance maladie iwwert Donnéeë verfügen. Dat muss awer kënne méiglech sinn, well dat ass och am Ausland méiglech.

Dofir géife mir virschloen, datt e richtege Strategieplang ausgeschafft gëtt, fir de Risike vum Klimawiessel virzebeugen. Dofir brauch een all d'Donnéeë vun allen Acteuren, déi eppes mat der Aarbechtswelt ze dinn hunn, wéi d'Santé au travail, d'ITM, d'Assurance accident, d'Chercheuren, d'Gewerkschaften et cetera.

An da muss een och derfir suergen, datt d'Strategie och mat alle Concernéierten ausgeschafft gëtt, dat heescht nämlech, d'Sozialpartner sollen do agebonne ginn. Aarbecht a Wëssenschaft sollen do Hand an Hand matenee goen.

An dozou wollt ech dann och mol eng éischt Motioun deposéieren. Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant le 6e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU qui décrit les effets néfastes importants du dérèglement climatique sur la nature et les populations dans toutes les régions, affectant particulièrement les plus vulnérables, ainsi que les mesures d'adaptation insuffisantes déjà en place ;

– considérant les mesures déjà mises en place ou prévues dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) ;

– considérant la stratégie et le plan d'action pour l'adaptation aux effets du dérèglement climatique au Luxembourg pour la période 2018-2023 ;

– considérant la prise en compte limitée dans les deux plans mentionnés des effets du dérèglement climatique sur le monde du travail et l'évolution des risques professionnels ;

– considérant les propositions en matière d'adaptation aux effets du dérèglement climatique développées en 2022 par le Klima-Biergerrot ;

– considérant la motion du 25 octobre 2022 déposée par l'honorable député Max Hahn (DP) qui invitait le Gouvernement à poursuivre et à accélérer entre autres ses efforts dans l'adaptation au dérèglement climatique ;

– considérant l'étude RISK2050 commanditée en 2022 par le Ministère de l'Économie qui porte sur l'analyse des risques physiques dont le dérèglement climatique pour l'économie luxembourgeoise en mettant l'accent sur le niveau managérial des entreprises ;

– considérant la prise en compte tardive par l'action publique de la protection des travailleurs face aux enjeux climatiques et l'absence dans la plupart des pays de plans spécifiques d'adaptation au travail ;

– considérant l'émergence progressive de travaux scientifiques dans nos pays voisins pouvant guider l'action publique en matière de protection des travailleurs face aux enjeux climatiques ;

– considérant que les travaux en vue de l'élaboration d'une mise à jour de la stratégie et du plan d'action pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Luxembourg sont censés être en cours,

invite le Gouvernement

– à élaborer une stratégie et un plan d'adaptation aux effets du dérèglement climatique ambitieux pour les années à venir qui prend adéquatement en compte l'impact du dérèglement climatique sur le monde du travail et sur les risques professionnels ;

– à impliquer étroitement les partenaires sociaux dans l'élaboration des stratégies et plans d'adaptation aux effets du dérèglement climatique qui ont trait au monde du travail ;

– à prendre en considération dans ce contexte les données relatives aux risques professionnels collectées et traitées par les administrations et services publics dans les domaines du travail, de la sécurité sociale et de la santé ;

– à favoriser le développement de la recherche scientifique sur l'impact sur la santé au travail et sur la prévention des risques suite aux effets du dérèglement climatique et à la transformation des organisations du travail liée à la transition écologique.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. David Wagner (déi Lénk), interpellateur | Parallell dozou ass et an eisen Aen och eminent wichteg, eng méi kloer Iwwersiicht ze hu vun de Krankheeten am Aarbechtsberäich, déi als Folleg vum Klimawiessel unzegesi sinn. A mir schwätzen do ganz kloer vu professionelle Krankheeten, wéi se elo och schonn duerch e Règlement grand-ducal op Virschlag vun enger Commission supérieure des maladies professionnelles an engem Tablo festgeluecht sinn. An deen Tablo, deen ass fir d'lescht 2016 à jour gesat ginn.

Do gëtt et Beispiller. A Frankräich hu wëssenschaftlech Etüde festgehalen, datt Mënschen, déi heefeg ënnert thermeschem Stress schaffe mussen, dat heescht, wéinstens sechs Stonnen den Dag, fënnef Deeg d'Woch, an dat wärend zwee Méint am Joer, eebe méi dacks u schwéieren Niereverletzunge leiden, oder, wéi eeben och scho virdrun erwäänt, Leit, déi dobausse schaffen, erkranke méi dacks un Hautkriibs, well se logescherweis jo och méi den UV-Stralen ausgesat sinn.

Bref, et ass elo net u mir, erëm eng Kéier alles opzezielen. Mee dofir géife mer gäre mat enger anerer Motioun d'Regierung opfuerderen, sech innerhalb vun dëser Kommissioun derfir anzesetzen, datt déi wëssenschaftlech etabléiert Krankheeten, déi vum Klimawiessel verursaacht ginn, an dësen Tablo sollen opgeholl ginn. Wannechgelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant les graves conséquences du dérèglement climatique sur la sécurité et la santé de travailleurs dans toutes les régions du monde ;

– considérant que selon l'Organisation internationale du travail (OIT) les travailleurs sont fréquemment les premières personnes exposées à ces dangers et souvent plus longtemps et plus intensément que la population générale ;

– considérant la résolution du Parlement européen du 15 septembre 2022 sur les conséquences de la sécheresse, des incendies et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes qui souligne la nécessité de protéger les travailleurs des effets néfastes de la crise climatique sur le lieu de travail ;

– considérant la Convention OIT n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs qui impose aux États de « définir, mettre en application et réexaminer périodiquement une politique nationale cohérente en matière de sécurité, de santé des travailleurs et de milieu de travail » ;

– considérant la Convention OIT n° 187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail qui affirme que « tout membre qui ratifie la présente convention doit promouvoir l'amélioration continue de la sécurité et de la santé au travail pour prévenir les lésions et maladies professionnelles et les décès imputables au travail par le développement, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, d'une politique nationale, d'un système national et d'un programme national » ;

– considérant la Convention OIT n° 120 de 1964 sur l'hygiène qui rappelle qu'« une température aussi confortable et aussi stable que les circonstances le permettent doit être maintenue dans tous les locaux utilisés par les travailleurs » ;

– considérant l'engagement pris par le Luxembourg par la ratification de ces conventions OIT de faire évoluer le Code du travail pour prévenir des risques pour la santé et de la sécurité des travailleurs potentiellement occasionnés par les conséquences du dérèglement climatique ;

– considérant que selon le Code du travail l'employeur est responsable d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail et doit disposer d'une évaluation des risques pour la sécurité et la santé au travail, déterminer les mesures de protection à prendre et, si nécessaire, le matériel de protection à utiliser ;

– considérant que le Code du travail accorde aux salariés un droit de retrait qu'ils peuvent exercer en cas d'un danger grave, immédiat qui ne peut être évité ;

– considérant que la notion du « danger grave, immédiat qui ne peut être évité » n'est pas mis en lien avec les extrêmes météorologiques engendrés par le dérèglement du climat ;

– considérant l'introduction par l'Espagne en 2024 dans une logique de gestion des risques climatiques de certaines modifications du droit du travail notamment en ce qui concerne le contenu obligatoire de la négociation collective et le renforcement du droit de retrait des travailleurs par la création d'un « congé climatique » ;

– considérant que l'impact sur la santé au travail et sur la prévention des risques suite aux effets du dérèglement climatique et à la transformation des organisations du travail liée à la transition écologique ne figurent actuellement pas sur la liste des thèmes à aborder dans le cadre de négociations collectives prévue par le Code du travail luxembourgeois ;

– considérant que le défi de l'adaptation aux effets du dérèglement climatique concerne tous les secteurs économiques et tous les échelons décisionnels dans l'économie luxembourgeoise, mais souvent à des degrés différents,

invite le Gouvernement

– à entamer en coopération avec les partenaires sociaux une réflexion sur une réforme de certaines dispositions du Code du travail en matière de sécurité et de santé au travail

afin de mieux protéger la sécurité et la santé des travailleurs des conséquences du dérèglement climatique ;

– à renforcer d'ores et déjà la législation en matière de négociations collectives par l'insertion d'un point sur la santé au travail et sur la prévention des risques climatiques (avec obligation de résultat) parmi les thèmes à aborder obligatoirement dans les négociations.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk), interpellateur | Merci och, Här President. Mir géifen och gären iwwert den Droit de retrait, zum Beispill, schwätzen. Wat ass dat? Dat ass d'Recht vun engem Aarbechter, engem Salarié, säin Aarbechtsposten ze verloossen, wann en der Meenung ass, datt seng Sécherheet oder seng Gesondheet a Gefor sinn. Dat Recht ass am Aarbechtsrecht och scho virgesinn, nämlech de Paragraf 4 vum Artikel L.312 (4), dee geet esou: „Un salarié qui, en cas de danger grave, immédiat et qui ne peut être évité, s'éloigne de son poste de travail ou d'une zone dangereuse, ne peut en subir aucun préjudice."

Deen Droit de retrait forcéiert also an der Theorie de Patron, senger legaler Obligatioun nozekommen, nämlech derfir ze suergen, datt d'Gesondheet an d'Sécherheet vu sengem Personal geséchert sinn an och, datt d'Personal vum Patron forméiert an informéiert gëtt.

Allerdéngs krute mer gesot, och vun de Gewerkschaften, datt deen Droit au retrait an der Praxis guer net esou richteg funktionéiert, éischtens, well de Salarié am Betrib ëmmer deen ass, deen op där schwächster Säit vum Kräfteverhältnis ass, an zweetens, well et dacks och onméiglech ass fir e Salarié, fir eng Beweislag vun engem Risiko ze bréngen en amont, zemools wann de Patron net kooperativ ass oder vu schlechtem Wëllen, an dat gëtt et leider.

Dofir si mir der Meenung, datt d'Aarbechtsrecht esou reforméiert muss ginn, datt och d'Konsequenze vum Klimawiessel, wéi zum Beispill ze héich Temperaturen, mat a Betruecht solle geholl ginn an datt an deem Fall och gewëssen Aktivitéite musse gestoppt ginn, fir datt d'Gesondheet an d'Sécherheet vun de schaffende Leit kënne geséchert ginn.

Ech wollt och drop opmierksam maachen: Mir kréie jo a leschter Zäit vill méi LU-Alerten, an dat ass och eng gutt Saach, wéi zum Beispill elo a leschter Zäit wéinst dem Glëtz et cetera, a wou u sech de Staat d'Leit opfuerdert, oder conseilléiert, opzepassen, voire doheem ze bleiwen, wann et méiglech ass, oder wéinstens net mam Auto ze fueren, mee deemno wéi och vläicht net schaffen ze goen. Et ass just e Conseil, duerno muss et eng Realitéit ginn. An dat ass da vläicht a Kontradiktioun mat de Méiglechkeeten, déi zurzäit do sinn am Aarbechtsrecht, wou een trotzdeem dann op d'Aarbecht muss kommen, quitte datt de Wee dohinner vläicht fierchterlech geféierlech ass.

Bon, mir sinn awer och der Meenung, datt net onbedéngt alles iwwert d'Gesetz muss geännert ginn, well mir mengen, datt d'Verbesserunge besser ze erreeche sinn, wann d'Salariéë respektiv hir Vertrieder, also och d'Gewerkschaften, méi ze soe kréien. Dat ass nämlech an eisen Aen den Haapthiewel, wou ee muss usetzen.

Dofir si mer der Meenung, datt een de Schutz vun der Sécherheet an der Gesondheet am Kontext vum Klimawiessel iwwert d'Kollektivvertragsverhandlunge garantéiere soll. Dat huet och ënner anerem domadder ze dinn, datt d'Impakter jo net an alle Secteuren déi selwecht sinn.

Dat misst dann esou gereegelt ginn, datt och d'Klimakonsequenzen obligatoresch an de Kollektivvertragsverhandlunge verhandelt musse ginn, an dat och mat enger Obligation de résultat herno, fir datt een och ganz genau ka wëssen, wat soll geschéien am Fall vun negative Konsequenze vum Klimawiessel fir d'Salariéen.

Dat misst och iwwer sektoriell Verträg gereegelt ginn, well méi kleng Betriber hunn oft net déi selwecht Mëttelen zur Verfügung, fir Mesüren ze ergräifen.

Deementspriechend wollt ech dann hei och déi drëtt a lescht Motioun vun dëser Interpellatioun deposéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– considérant que les maladies professionnelles sont des altérations organiques ou fonctionnelles contractées par un travailleur lors d'une activité professionnelle causées par l'exposition à des risques professionnels spécifiques ;

– considérant que les effets du dérèglement climatique peuvent favoriser la formation de nouveaux risques professionnels voire aggraver des risques existants ;

– considérant que l'exposition à la chaleur favorise le développement de maladies chroniques ;

– considérant des études menées en France qui montrent que des personnes travaillant fréquemment dans des conditions de stress thermique (au moins six heures par jour, cinq jours par semaine, pendant deux mois de l'année) souffriraient davantage de maladies rénales ou de lésions rénales aiguës ;

– considérant que les travailleurs exerçant des activités professionnelles à l'extérieur sont de plus en plus fréquemment exposés aux rayons UV pouvant générer des pathologies graves telles que les cancers cutanés ;

– considérant que le dérèglement climatique engendre des modifications de l'environnement telles que les aires de répartition des espèces, l'émergence ou la réémergence de pathogènes et de maladies et risque de contribuer à une hausse de l'exposition des travailleurs aux risques biologiques ;

– considérant que d'après les connaissances médicales avérées, certaines maladies sont causées par des influences spécifiques liées aux effets du dérèglement climatique auxquelles certains groupes de personnes sont particulièrement exposés par rapport à la population générale du fait de leur travail ;

– considérant que les maladies professionnelles reconnues sont reprises dans un tableau déterminé par règlement grand-ducal sur proposition d'une Commission supérieure des maladies professionnelles ;

– considérant que ce tableau des maladies professionnelles reconnues n'a plus été mis à jour depuis 2016,

invite le Gouvernement

– à s'engager au sein de la Commission supérieure des maladies professionnelles pour une prise en compte adéquate des connaissances médicales avérées en matière de maladies pouvant être causées par des effets du dérèglement climatique et auxquels certains groupes de travailleurs sont particulièrement exposés en vue d'une modification du tableau des maladies professionnelles reconnues.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner, nach eng Kéier.

M. David Wagner (déi Lénk), interpellateur | Wann een esou e Kader géif schafen, wéi mir et an dëser Motioun da virschloen, hätt een och reglementaresch eng méi propper Approche an de Betriber, fir géint déi negativ Klimakonsequenze virzegoen. Zurzäit gëtt oft ad hoc gehandelt, datt zum Beispill de Patron – an et hänkt meeschtens vun him of, wann en drun denkt oder et gäre mécht, mee wann net, dann haten d'Salariéë Pech – Zelter oder Sonnecrème zur Verfügung stellt. Dat si Saachen, déi geschéien.

Mee eis Motioun stellt deem strukturell an obligatoresch Moossnamen entgéint, déi natierlech verhandelt ginn a wou d'Salariéë soen, wat misst gemaach ginn. Moossnamen, déi dann natierlech och am Kader vu Kollektivvertragsverhandlunge festgeluecht ginn.

Här President, et gëtt nach vill aner Pisten, déi ee ka begoen, zum Beispill beim Chômage pour intempéries. Zurzäit ass et leider esou, datt just de Patron beschléisst, wéini de Chômage pour intempéries spille kann. Hie leet fest, wéini et zum Beispill fir den Aarbechter ze waarm ass. Mir sinn der Meenung, datt och d'Personaldelegatioun an och den Délégué à la sécurité et à la santé do e Matsproocherecht misste hu respektiv déi representativ Gewerkschaften a klenge Betriber, déi keng Delegatioun hunn.

Dir hutt et verstanen: Eis geet et drëms, datt wëssenschaftlech a legal festgeluecht gëtt, ab wéini d'Konsequenze vum Klimawiessel eng Gefor fir d'Sécherheet a fir d'Gesondheet vun de Salariéen duerstellen, an duerno festzeleeën, wien decidéiert, wat gemaach muss ginn. An dat kann nëmme richteg geschéien, wann d'Salariat do matentscheede kann.

Wat den Délégué à la sécurité et à la santé ugeet, dee jo vun der Personaldelegatioun designéiert gëtt, deen huet leider zurzäit och wéineg ze soen. Um Pabeier huet en zwar vill ze soen: En däerf Kontrolle maachen, en huet en Droit d'accès an e kann d'ITM aschalten. Mee an der Praxis ass en ëmmer aleng, och an engem ganz grousse Betrib, an en ass och net ëmmer richteg informéiert, wat normal ass, a vläicht och net genuch forméiert - wien ass dat da schonn? –, zemools net an deem heite Kontext, zum Beispill, iwwert de Klima oder dat biocheemescht Ëmfeld, an deem e schafft.

Ech hunn elo grad vun der ITM geschwat. Mee déi ka leider nëmme Recommandatioune fir Adaptatioune maachen, awer soss huet si och keng Befugnisser. Do menge mir, datt Handlungsbedarf herrscht, a mir géifen och gäre wëssen, ob d'Regierung dat och esou gesäit.

Här President, ech hunn och virdru vun der Formatioun geschwat iwwert d'Konsequenze vum Klimawiessel an de Betriber an awer och am ëffentleche Secteur, well awer do och e ganz groussen Deel vun der Bevëlkerung schafft.

A Frankräich gëtt et obligatoresch Formatiounen zur ekologescher Transitioun innerhalb vun der Fonction publique. Dat ass zu Lëtzebuerg net de Fall, och wann de Minister matgedeelt hat, d'Basisformatioun kéint ekologesch Formatioune virgesinn oder eng Integratioun vum Développement durable an der Basisformatioun „Principes de gestion publique", déi soll virgesi sinn.

Dat ass och gutt a richteg, mee et geet net duer. Op jidde Fall gëtt et am Katalog vum INAP keng Formatioun zur Adaptatioun zu den Effekter vum Klimawiessel. Dofir géife mer och Folgendes virschloen: D'Formatiounszäit vun de Personaldelegéierte misst och eng Formatioun zu den Enjeux environnementaux beinhalten.

Selbstverständlech gëlle vill vun dëse Proposen, déi ech virdrun och opgezielt hunn, fir den ëffentleche Secteur do, wou se kënnen implantéiert ginn.

Voilà, Här President, ech mengen, ech géif et emol dobäi beloossen. Dat war scho relativ vill moies fréi. Dës Interpellatioun war en éischten Ustouss, fir

iwwert d'Klimaproblematik an der Aarbechtswelt ze schwätzen. Ech wollt och de Wëssenschaftler vum LISER an awer och de Gewerkschafte Merci soen, natierlech och eise Mataarbechter, déi eis dobäi gehollef hunn. An ech freeë mech och e bëssen, ze gesinn, datt d'Chambre des Salariés fir den 11. Februar eng Konferenz och zu dësem Sujet organiséiert huet. An ech mengen, datt eis Interpellatioun e bëssen eppes domadder ze dinn huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech freeë mech op d'Diskussioun.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass den éischten ageschriwwene Riedner um Tour. Dat ass d'Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, ech wëll als Éischt dem Här David Wagner Merci soen, dës Interpellatioun ugefrot ze hunn.

De globale Klimawandel ass och zu Lëtzebuerg eng Realitéit. Seng Auswierkunge sinn ëmmer méi kloer ze erkennen. Dës Erausfuerderunge betreffen net nëmmen d'Ëmwelt, mee och eis Gesellschaft an eisen Aarbechtsmarché. Dofir begréissen ech, datt mir haut iwwert dëst wichtegt Theema diskutéieren.

Här President, Extreemwiederen och hei am Land ginn ëmmer méi heefeg, och Iwwerschwemmungen an extreem Wiederevenementer. Mir erënneren eis all un de Juli 2021, wéi wéinst de laang unhalenden an intensive Reefäll d'Waasserstänn vun de lëtzebuergesche Gewässer séier geklomme sinn an uechtert d'Land zu wäiträichenden Iwwerschwemmunge gefouert hunn. Vill vun eise Bierger waren onerwaart uerg betraff. An nëmmen e puer Stonnen hunn d'Waassermassen Haiser, Stroossen a Geschäfter iwwerschwemmt, Existenzen a Gefor bruecht an d'Liewe vu villen op d'Kopp gestallt. D'Iwwerschwemmungen hu gewisen, wéi wichteg et ass, eis Infrastrukturen an eis Aarbechtswelt un déi ëmmer méi heefeg Extreemwiederkonditiounen unzepassen.

D'Gesetz verflicht d'Employeuren, d'Gesondheet vun hire Salariéen ze garantéieren. Besonnesch gefäerdet Gruppe sinn natierlech Leit, déi dobausse schaffen, wéi zum Beispill Aarbechter an der Landwirtschaft, um Bau an am Transport, déi jo méi ufälleg fir Hëtzt an aner klimatesch Risike sinn, awer och eeler Mënschen, Mënsche mat Virerkrankungen a Mënschen a prekäre Beschäftegungsverhältnisser.

D'gesetzlech Basis fir de Schutz vun den Aarbechter ass am Code du travail festgehalen. Si verflicht den Employeur, déi néideg Mesüren ze huelen. Dës sollen d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Salariéë garantéieren. Och Preventiounsaktivitéiten an déi richteg Formatioune gehéieren dozou.

Nieft deenen technesche Moossname spillt nämlech d'Preventioun eng wichteg Roll. Et muss séchergestallt ginn, dass dës Moossnamen un déi verännert Ëmstänn ugepasst sinn. An nëmmen esou ka laangfristeg de Gesondheetsschutz garantéiert ginn.

Laut de Recommandatioune vun der Inspection du travail et des mines muss den Employeur fir Aarbechten am Fräie Schietplazen ariichten oder virgesinn, wa méiglech gutt belëft, a mat genuch temperéiertem Drénkwaasser.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Ofhängeg vun den Aarbechte kann den Aarbechter bis zu dräi bis véier Liter Waasser den Dag verléieren. Dës Verloschter mussen duerch reegelméissegt Drénke vu gewëssene Quantitéiten ausgeglach ginn. D'Hëtztbelaaschtung ass associéiert mat Deshydratatioun, allgemenger Middegkeet a Konzentratiounsstéierunge bis zum Hëtzschlag. Dofir gëtt och recommandéiert, d'Aarbechten ze limitéieren, wou laang unhalend kierperlech Aktivitéit an der direkter Sonn néideg ass. Dat gëllt besonnesch fir d'Aarbechten a Kontakt mat Metaller, Bëton oder Teerflächen.

Den Employeur soll och mechanesch Hëllefsmëttel bereetstellen. Dës hëllefen, schwéier Aarbechten ze erliichteren an d'Belaaschtung vun de Salariéen ze reduzéieren.

All Employeur soll sécherstellen, datt d'Aarbechter passend Kleedung droen: Kappbedeckung, déi den Hals schützt, locker, liicht, loftduerchlässeg an hellfaarweg Kleedung souwéi, wann néideg, Sonnebrëll a Sonnecrème fir net duerch Kleedung geschützte Kierperdeeler.

Och bannen, obwuel d'Belaaschtung duerch d'Sonn manner ass, solle Moossname geholl ginn. D'Temperatur an de Raim soll iwwerwaacht ginn, besonnesch a geschlossene Raim.

Den Employeur soll d'thermesch Isolatioun vun de Gebaier oder Raim virhuelen, zum Beispill duerch Jalousien, Rolllueden an esou weider.

Hie muss och Mëttelen zur Verfügung stellen, fir géint d'Hëtzt ze kämpfen, wéi zousätzlech Ventilatoren oder klimatiséiert Beräicher. Genuch temperéiert Drénkwaasser muss och disponibel sinn.

Wat d'Aarbechtsausrüstung ugeet, sollen all d'Apparater, déi Hëtzt ofginn, an engem separaten a gelëftene Raum installéiert ginn. Den Employeur muss och sécherstellen, datt waarm Flächen a Leitungen isoléiert sinn an datt Hëtzt- an Dampemissiounen ofgefaange ginn.

Nieft der extreemer Hëtzt, déi duerch de Klimawandel ëmmer méi zur Erausfuerderung op der Aarbechtsplaz gëtt, stellen och d'UV-Stralen e wichtege Risiko duer, besonnesch fir déi, déi dobaussen oder ënner direktem Sonneliicht schaffen.

Eng héich UV-Belaaschtung ka Schied un der Haut an un den Ae verursaachen. Si kann esouguer Hautkriibs ausléisen. Dofir ass eng systematesch Formatioun zum Impakt vum Klimawandel mat all senge Facetten op d'Gesondheet an d'Sécherheet vun den Aarbechter, wou d'Wichtegkeet ënner anerem vun adequater Bekleedung, Kappbedeckung a Sonneschutz ervirgestrach gëtt, immens wichteg. Esou wéi d'Weiderféiere vu Preventiounscampagnë vun der Gesondheetsdirektioun, datt d'Leit sech géint d'UV-Strale schütze sollen, immens wichteg ass.

De Klimawandel an d'Loftqualitéit si staark matenee verbonnen. Déi eenzel Effekter beaflosse sech géigesäiteg a setzen d'Gesondheet vu Mënsch a Planéit a Gefor.

Méi héich Temperaturen, verursaacht duerch de Klimawandel, férderen d'Bildung vu verschiddene Loftschuedstoffer wéi Ozon op der Buedemfläch. Dës Schuedstoffer belaaschten d'Loftqualitéit a féieren zu enger héijer Gesondheetsgefor. D'Loftverschmotzung selwer dréit awer och zum Klimawandel bäi. Substanze wéi schwaarze Kuelestoff a Methan wiermen d'Atmosphär op a verschlechtere gläichzäiteg d'Loftqualitéit.

Héich Ozonkonzentratioune sinn eng Gefor fir d'Otemweeër. Si kënnen och kardiovaskulär Krankheeten ausléisen. D'Konzentratioun vum Ozon variéiert jee no Plaz an Zäit. Op Grénglächen an um Stadrand ass se méi héich wéi an der Stad. Och owes ass d'Konzentratioun méi héich wéi moies. Dofir ass et wichteg, datt d'Loftqualitéit weider gemonitort gëtt souwéi d'Bierger iwwert d'Theema Loftverschmotzung informéiert ginn.

De Klimawandel ass net just eng Erausfuerderung, et ass och eng Méiglechkeet, eis Gesellschaft nohalteg an zukunftsorientéiert ze transforméieren. D'Dekarboniséierung, also d'Reduktioun vun CO_2-Emissiounen, ass hei e wichtege Pilier.

Eng nohalteg Aarbechtswelt heescht net nëmmen, sech un d'Klimaextreemer unzepassen, mee och aktiv dozou bäizedroen, de Problem un der Wuerzel unzepaken: eng Reduktioun vun eisen Emissiounen.

Dofir mussen d'Betriber an d'Aarbechter an dësen Iwwergang matagebonne ginn. Firmen, déi hir Energieversuergung op erneierbar Energien ëmstellen, reduzéieren net nëmmen hir Emissiounen, mee suergen och fir e gesond Aarbechtsëmfeld.

Nei Technologien erfuerderen nei Kompetenzen. Dofir ass et essentiel, datt mir d'Aarbechter ënnerstëtzen, fir sech un dës nei Beruffer unzepassen.

D'Entreprisen, déi an Nohaltegkeet investéieren, sollen net benodeelegt ginn, mee belount ginn. An dëser Kris leien och enorm vill Chancen: Nei Technologien, nei Beruffer an eng méi nohalteg Zukunft fir eis alleguer.

D'Regierung setzt dofir Prioritéiten. Déi zoustänneg Instanze musse méi eng aktiv Roll an der Preventioun vun de Risiken duerch de Klimawandel spillen. D'Formatioun vun Employeuren an Employéen ass e Schlëssel fir e bessert Ëmgoe mat de gesondheetleche Risike vun der Aarbecht an, fir eis op d'Erausfuerderunge besser virzebereeden.

D'Weiderféiere vun de Sensibiliséierungscampagnen, ënner anerem zum Theema Hautkriibs souwéi Loftverschmotzung, sinn essenziell. D'Mesüre musse besonnesch un d'Besoine vun de verschiddene Secteuren ugepasst ginn. D'Sécherheet an d'Gesondheet vun eise Bierger stinn dobäi ëmmer am Mëttelpunkt.

D'lëtzebuergescht Aarbechtsrecht erlaabt et den Entreprisen, ënner gewëssene Konditiounen op de Chômage wéinst Intemperie zréckzegräifen. Dëst betrëfft haaptsächlech d'Betriber aus dem Bau- a Genie-civil-Secteur. Och verwandten handwierklech Branchen, déi op Chantiere schaffen, sinn heivunner betraff.

De Chômage wéinst Intemperie kënnt zum Asaz, wann d'Aarbechten onméiglech oder gefäierlech sinn. Grënn dofir kënne Reen, Keelt, Schnéi oder Frascht sinn. Och Déiffrascht an aussergewéinlech Hëtzt kënnen dozou féieren.

Zousätzlech Instanze sollen eng aktiv Roll an der Preventioun vun de Risiken duerch de Klimawandel spillen. Si kéinten d'Betriber méi sensibiliséieren iwwert d'Risike fir Gesondheet duerch de Klimawiessel, awer och den Aarbechter besser informéieren an Accidenter vermeiden. Well den Employeur kann natierlech vill maachen, mee de Salarié muss sech och drun halen, fir seng eege Gesondheet ze schützen. Si kéinten och speziell Richtlinnen am Kontext vum Klimawiessel fir d'Sécherheet an d'Gesondheet opstellen, déi un déi spezifesch Beruffer ugepasst sinn.

Och d'Gewerkschafte spillen eng wichteg Roll bei der Gestaltung vun der Aarbechtswelt am Klimawandel. Si kënnen derzou bäidroen, d'Interesse vun de Beschäftegten ze vertrieden a sécherzestellen, dass d'Upassungsmoossname sozial gerecht an effektiv sinn. D'Gewerkschaften an d'Patrone solle gemeinsam Aktiounspläng ausschaffen. Si sollen un engem Strang zéien, mat enger staarker Visioun an enger klorer Strategie.

Et dierf een och net vergiessen, wéi wichteg de Rôle vum Sécherheets- a Gesondheetsdelegéierten an der Entreprise ass. Seng Roll ass et, ze iwwerwaachen an un der Instauratioun vu sengem Aarbechtsëmfeld deelzehuelen, fir datt all d'Mataarbechter encouragéiert ginn, d'Ziler Gesondheet, Sécherheet, Hygiène a Wuelbefannen an hiren alldeeglechen Aufgaben ze integréieren.

Eng vu sengen Aufgaben ass, d'Ëmsetzung vun de Moossname fir den Ëmweltschutz ze förderen. D'Sécherheets- an d'Gesondheetsdelegéierten och am Beräich gesondheetlech Risike vum Klimawandel ze schoulen ass essenziell.

Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, mir brauche weiderhi kloer Klimaziler fir d'Betriber, mee och fir eis alleguer. Firmen, déi vill fir Klimaschutz maachen, musse méi gehollef kréien. D'Formatioune fir d'Aarbechter musse gestäerkt ginn. Jidderee muss iwwert d'Follge fir d'Klima informéiert ginn, besonnesch d'Leit an de vulnerabele Beräicher. D'Formatioune sollen obligatoresch ginn, fir datt all d'Employéen, besonnesch déi an exposéierte Secteuren, déi néideg Kenntnisser hunn. Dëst erlaabt et hinnen, sech besser un d'Klimaerausfuerderungen unzepassen.

Dofir musse mir net nëmmen eis Aarbechtsplazen, mee och eis Gesondheetsstrategie laangfristeg un dës Verännerungen upassen. Ech si fest dervun iwwerzeegt, datt mir dës Erausfuerderungen nëmmen zesumme meeschtere kënnen, duerch Verantwortung, Innovatioun a konkreet Aktiounen.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Kemp. An da wier et um honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, et ass elo scho ganz vill an deem Beräich hei gesot ginn. Jo, de Klimawandel a seng Konsequenze fir eist Liewe sinn net ze leegnen.

An dat hunn och fir d'Lescht, elo ganz rezent, déi schlëmm Bëschfeieren a Kalifornie jo méi wéi eemol gewisen, déi eng Fläch vun der Gréisst vu San Francisco zerstéiert hunn. De Schued beleeft sech warscheinlech op ronn 40 Milliarden Dollar, eng gigantesch Zomm!

Iwwerschwemmungen, grouss Dréchenten, Bränn, laang Hëtztperioden – all dës Phenomeener hunn onweigerlech en Afloss op eis Aarbecht, déi wierklech e signifikanten Deel vun eisem Liewen ausmécht. Denke mer virun allem un d'Aarbecht am Bauwiesen, mee net nëmmen am Bauwiesen.

Ech denken do och zum Beispill un d'Forainen, wann ech elo d'Kolleegin Agostino gesinn, déi op der Schueberfouer heiansdo ënner ganz schwéieren Ëmstänn musse schaffen, zumools wann déck Hëtzt ugesot ass.

Denke mer awer och un d'Aarbecht op eise Felder, also an der Landwirtschaft. Eis Baueren, Wënzer a Gäertner leide besonnesch ënnert de Konsequenze vum Klimawandel.

Jo, d'Verännerung vum Klima verännert d'Aarbecht, d'Klimaverännerungen hu Konsequenze fir d'Gesondheet vun de schaffende Leit a si wierke sech natierlech negativ op d'Betriber aus. Mir mussen dofir e Kader schafen, deen d'Salariéë schützt. A wann ee si schützt, da schützt een och eis Betriber.

Vill Leit leiden am Summer ënnert der Hëtzt. Dat ass jo och eppes, wat jiddereen novollzéie kann, dee scho mol bei 35 Grad am Büro souz, wann d'Klimaanlag net gaangen ass. Fir Leit, déi bei esou Temperaturen dobausse schwéier kierperlech schaffe mussen, zum Beispill um Bau, ass dat evidenterweis eng ëmsou méi grouss Belaaschtung.

Natierlech gëtt et haut scho Reegelen a Recommandatiounen, wéi d'Employeuren op der Aarbecht, ob dobannen oder dobaussen, fir déi néideg Sécherheet bei héijen Temperature suerge kënnen: Sief et, datt genuch Waasser oder Ventilateuren zur Verfügung gestallt musse ginn, oder datt och Pausen am Schiet musse gemaach ginn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg zwar kee Congé canicule, mee Entreprisen, deenen hir Chantieren am Fräie sinn, kënnen op de Chômage involontaire dû aux intempéries zréckgräifen.

Oder et passt een d'Aarbechtszäiten un. Esou gouf zum Beispill am Juli 2022 am Bausecteur scho moies fréi um 6.00 Auer ugefaange mat schaffen amplaz um 7.00 Auer, fir éischter mat der Aarbecht ophalen ze kënnen an esou Dageszäite mat gréisserer Hëtzt ze vermeiden.

Wann ee sech verschidden europäesch Länner ukuckt, da gesäit een, datt all Land ënnerschiddlech mam Problem vun der Hëtzt op der Aarbecht ëmgeet. A Spuenie gëtt et d'Méiglechkeet, d'Paus ze sträichen an dofir d'Aarbechtszäit ze kierzen. An Italie gëtt op de Chômage partiel zréckgegraff an a Griicheland ass iwwer Kollektivverträg festgeluecht, vu wat fir enger Temperatur un ee mat der Aarbecht ophale muss, dat och ouni finanzielle Verloscht fir de Salarié.

Déi meescht Reegelunge limitéiere sech dobäi op Secteuren, déi am Ausseberäich täteg sinn, wéi d'Bauwiesen oder d'Agrikultur. Lettland huet zum Beispill eng Reglementatioun, déi sech explizitt op d'Temperatur bannent de Gebaier bezitt.

Léif alleguer, den Impakt vum Klimawandel op d'Aarbechtswelt beschränkt sech awer net nëmmen op Hëtztwellen. D'international Aarbechtsorganisatioun definéiert zum Beispill sechs verschidde Kategorien: Nieft der Hëtzt sinn dat d'ultraviolett Stralung, extreem Wiederphenomeener, Loftverschmotzung, Krankheeten duerch Viren, Bakteerien a Parasitten, an och nach Agrochemikalien.

De Sujet fënnt esou lues a lues säi Wee an de politeschen Diskurs. An de leschte Joren hunn ënner anerem Frankräich an Däitschland éischt Recommandatiounen ausgeschafft, wéi d'Aarbechtswelt sech op déi verännert Bedingungen duerch de Klimawandel virbereede soll.

Dat däitscht Bundesministerium für Arbeit und Soziales huet an engem Gutachten, an engem Avis, souguer nach weider Konsequenze vum Klimawandel definéiert, déi bei der internationaler Aarbechtsorganisatioun net opgelëscht sinn, wéi zum Beispill Allergien an den Afloss op déi psychesch Gesondheet.

Op Basis vun de franséischen an den däitsche Recommandatioune géif ech gären op dräi Achsen agoen, op deenen agéiert sollt ginn, fir eis Aarbechtswelt beschtméiglech op de Klimawandel virzebereeden: Éischtens d'Sensibiliséierung vun den Employeuren, de Salariéen an der ganzer Populatioun; zweetens d'Preventioun; an drëttens – dat ass jo vu menger Virriednerin gesot ginn – d'Formatioun, virop eeben déi vun den Délégués à la sécurité et à la santé.

Här President, d'Employeuren an d'Salariéë sollten iwwert den Impakt vum Klimawandel an der Aarbechtswelt sensibiliséiert ginn. Einfach Gesten oder Moossname kënnen an dësem Kontext wäertvoll sinn a Mënscheliewe retten – denke mer nëmmen un de steigenden Häerzinfarktrisiko.

Well den Afloss vum Klimawandel fir all Secteur, Aarbechtsplaz a Risikogrupp ënnerschiddlech ausfale kann, soll de Patron och geziilt drun denken, geziilt Sensibiliséierungscampagnë fir dëse Sujet auszeschaffen.

Esou sinn zum Beispill Leit, déi vill dobausse schaffen, natierlech méi vun Hëtzt an UV-Stralung betraff, de Gesondheetssecteur warscheinlech méi duerch déi nei Krankheetserreeger, wärend déi ëmmer méi heefeg extreem Wiederphenomeener, wéi mer se och dann zënter 2019 spéitstens hei am Land kennen – wéi mer den Tornado zu Péiteng haten, oder am Summer 2021 mat den extreemen Iwwerschwemmungen, besonnesch am Osten an och am südlechen Norde vum Land –, och eng ganz grouss Belaaschtung fir eis verschidde Rettungsdéngschter duergestallt hunn.

An da gehéieren natierlech Fraen, déi enceinte sinn, Mënsche mat Virerkrankungen oder Behënnerungen an eeler Leit zu de besonnesch verletzleche Risikogruppen, fir déi op der Aarbecht spezifesch Moossname kéinte virgesi ginn, fir hir Gesondheet ze schützen.

Fir d'Promotioun vun der Sécherheet a vun der Gesondheet op der Aarbecht gëtt et zanter 2016 déi national Strategie „VISION ZERO", déi vun der Association d'assurance accident, der Union des entreprises an dem nationalen Institut fir d'nohalteg Entwécklung a fir d'sozial Responsabilitéit an de Betriber zesummen initiéiert gouf.

Haaptzsil vun dëser Strategie ass et, duerch Sensibiliséierung Aarbechtsaccidenter a berufflech Krankheeten ze verhënneren. Well de Klimawandel awer d'Gesondheet vun de Mataarbechter negativ beaflossen an och zu enger héijer mentaler Belaaschtung a Konzentratiounsverloscht féiere kann, klëmmt natierlech och de Risiko vun Aarbechtsaccidenter a Krankheetsfäll, an domadder och de d'Produktivitéitsverloscht.

Et ass dofir menger Meenung no ganz wichteg, datt d'„VISION ZERO" den Impakt vum Klimawandel och verstäerkt consideréiert. An enger rezenter Strategie fir den Zäitraum 2023-2030 ass de Sujet menges Wëssens nach net wierklech thematiséiert ginn.

Elo kommen ech och direkt no der Sensibiliséierung zum zweete Punkt, an dat ass de Sujet vun der Preventioun. Hei spillen engersäits d'Aarbechtsdokteren eng wichteg Roll, mee mir wëssen awer och alleguer, datt d'Aarbechtsmedezinn mat enger grousser, fir net ze soen extreemer Penurie un Dokteren ze dinn huet, konfrontéiert ass. An do ass et net evident, déi néideg Ressourcen ze fannen, eng effikass Preventiounsaarbecht ze leeschten.

Am Koalitiounsaccord, ech wëll drunner erënneren, ass virgesinn, d'Aarbechtsmedezinn ze moderniséieren an d'Aarbechtsbelaaschtung vun den Dokteren ze reduzéieren, fir datt eebe méi Zäit bleift fir de preventive Volet. Eng gréisser Abannung vun, zum Beispill, Generalisten oder Infirmieren/Infirmièrë kéint zur Entlaaschtung vun den Aarbechtsdoktere bäidroen.

An dann dierf een och d'ITM net vergiessen, fir déi d'Preventioun zu enger vun den Haaptmissiounen zielt. De Koalitiounsaccord gesäit och hei eng Stäerkung vun hire Missiounen am Beräich vun der Preventioun vir.

Als leschte Punkt, als drëtte Punkt, wéilt ech dann op d'Formatioun agoen. Dës muss net op den Délégué à la sécurité et à la santé begrenzt sinn, mee hei wier et besonnesch wichteg, den Aspekt vum Klimawandel a sengem Afloss op d'Aarbechtswelt ze behandelen. Dëst, well dës Deleguéen direkt an den Entreprisen, also vor Ort, present sinn, fir Preventiounsmesüren

ëmzesetzen, awer och fir ze sensibiliséieren. De Betrib kenne si jo a senge Spezifissitéiten a si sinn en direkten Uspriechpartner.

Engersäits muss den Employeur den Delegué froen, e muss e consultéieren, wann d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Mataarbechter betraff sinn. Anerersäits kënnen d'Salariéë sech bei him oder bei hir iwwer Sécherheets- a Gesondheetsfroen op der Aarbecht informéieren.

Haut schonn existéiere Guiden, déi dem Délégué à la sécurité hëllefen, seng spezifesch Aarbecht ze erfëllen. Dësen huet Urecht op 40 Stonne Formatioun pro Mandat, plus 10 weider Stonnen, wann et dat éischt Mandat am Betrib ass.

An an dëser Formatioun gi selbstverständlech Risikofacteuren a Preventiounsmoossname beschwat. Si ginn thematiséiert, mee et kéint net schueden, den Inhalt vun dësen Ausbildungen a Weiderbildungen ze aktualiséieren a méi spezifesch dann eeben hei och op den Aspekt vum Klimawandel anzegoen.

Här President, mir hunn hei am Land e grousst Bewosstsi fir d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbecht. Dat weisen déi sëlleg Sensibiliséierungscampagnen, Preventiounsmesüren, Formatiounen, Weiderbildungen, déi vun a fir eng ganz Rei vun Acteure schonn haut ugebuede ginn. Si bidden e breet Fundament, dat awer ëmmer optimiséiert ka ginn.

Et wier vläicht gutt, wa mer an der Aarbechtskommissioun emol en Austausch mat der Santé kéinten hunn, fir zesummen nach eemol ze préiwen, wat fir eng Ustrengungen an Erfarungen et mëttlerweil schonn an eise Betriber gëtt a fir esou besser mat de Konsequenze vum Klimawandel an der Aarbechtswelt oder op der Aarbecht selwer eens ze ginn.

Jo, de Klimawandel a seng Aflëss sinn op ville verschiddene Pläng, ville verschiddenen Niveauen, bemierkbar. D'Aarbechtswelt ass do keng Ausnam. An dofir ass et wichteg, sech dëser Thematik weider unzehuelen a Recommandatiounen auszeschaffen, wéi d'Salariéen an d'Betriber mat eventuellen neien a verstäerkten Ëmweltaflëss op der Aarbecht ëmgoe kënnen.

Ech kommen zum Schluss. Zum Schutz vun de Salariéë setze mir als Demokratesch Fraktioun op reegelméisseg Sensibiliséierung, op Preventioun an op punktuell Formatiounen. Et sinn dat fir eis déi dräi Pilieren, déi d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Salariéen am Allgemengen an am Besonneschen am Fall vum Klimawandel garantéiere sollen.

Dës dräi Piliere musse mer och an Zukunft weider renforcéieren. Dat ass gutt fir d'Wuelbefanne vun de Salariéen a kënnt dem effiziente Schaffen an eise Betriber zegutt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. An da steet den honorabelen Här Georges Engel scho prett, fir de Relais ze iwwerhuelen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Här Wagner fir dës Interpellatioun, déi ganz interessant ass. An et ass wichteg, datt mer dës Realitéit hei uginn, déi leider ëmmer méi staark gëtt: déi vum Klimawandel.

An ech fannen et och schlëmm, dass et nach ëmmer Leit gëtt, déi dat niéieren, déi einfach soen: „Dat gëtt et net! Mir komme schonn do derduerch, wa mer einfach esou weiderfuere wéi bis elo!"

Dat ass net de Fall. A mir mussen eis duerfir hei déi néideg Mesüren a Reegele ginn, fir dass mer och gutt mat där Situatioun hei kënnen ëmgoen. Well dee Phenomeen hei, dee gëtt ganz dacks aus dem Ëmweltwénkel diskutéiert, mee deen huet awer ganz grouss Auswierkungen op d'Aarbechtswelt, op d'Liewe vun de Salariéen an op d'Zukunft vun eiser ganzer Wirtschaft.

An ech si frou, datt nieft dem Aarbechtsminister och de Fonction-publiques- an den Ëmweltminister hei ass bei dëser Diskussioun. U sech sinn nach anerer, déi hätte kënnen hei sinn: de Wirtschaftsminister, de Santésminister an esou weider. Mee ech mengen, mir kënne jo och elo net d'ganz Regierung heihinner bréngen. Dofir sinn ech scho frou, datt si zwee hei sinn.

(Brouhaha)

Mol eng Kéier, wou Der hei sinn, déi zum Theema kënne schwätzen.

De Klimawandel ass net wäit ewech, en ass eng direkt Realitéit, a mir gesinn en ëmmer méi: Naturkatastrophen, Hëtztwellen, Iwwerschwemmungen, Bëschbrënn, Stierm. A Lëtzebuerg gëtt vun dësem Ëmbroch och net verschount an eis Sécherheetsdéngschter wäerte vill ze di kréien. An d'Plaze goufe schonn alleguer opgezielt an et kann een duerfir och net soen, et géif kee Klimawandel. Den Intergovernmental Panel on Climate Change, kuerz IPCC, huet 2022 d'Hëtzt als dee gréisste Risiko fir Europa bezeechent, dee vum Klimawandel ausgeet.

Dem Centre for Planetary Health Policy aus Däitschland no kann de Klimawandel zu enger ganzer Partie gesondheetleche Problemer féieren, vum Hëtzschlag, vun der Reduktioun vun der Leeschtungsfäegkeet, iwwer Häerz- an Otemerkrankunge bis hin zu Infektiounserkrankungen, Pandemien a Vergëftungen.

Naturkatastrophe stellen Defie fir eis ganz Gesellschaft duer. An dës Phenomeener wäerte sech an deenen nächste Jore weider verstäerken.

Ouni weider ze agéieren, wäert de Klimawandel eng enorm Belaaschtung fir d'Gesondheets- a Sozialsystemer a fir eis ganz Ekonomie ginn. A fir dës Erausfuerderungen unzegoen, ass et ëmsou méi essentiel, eng präventiv an inklusiv Approche unzehuelen. Dat ass u sech dat, wat d'Leit och dobausse vun der Politick verlaangen.

M. Ben Polidori (LSAP) | Ganz richteg.

M. Georges Engel (LSAP) | Am Kader vun eisem Engagement fir eng nohalteg Energietransitioun, dëst och mam PNEC, si schonns Moossname geholl an ausgeschafft ginn, mee zousätzlech Piste musse weiderentwéckelt ginn, fir d'Aarbechtsbedéngungen unzepassen, d'Salariéen ze schützen an d'Wirtschaft nohalteg ze gestalten.

De Klimawandel verännert d'wirtschaftlech Secteuren, an e puer sinn der direkt menacéiert, anerer, déi erliewen exponentielle Wuesstum. E besonnesch concernéierte Secteur, dat ass de Bau. Deen hëlleft géint de Klimawandel, mee en ass awer och sécherlech een, dee ganz staark dovunner wäert betraff sinn. Et muss ee sech froen, awéifern datt et gesondheetlech a moralesch och zoumuttbar bleift, fir Leit a grousser Hëtzt schaffen ze loossen. Am Bausecteur ginn d'Aarbechtskonditioune méi geféierlech duerch länger Hëtztwellen, erhéicht Iwwerschwemmungsrisikoen an extreem Wiederkonditiounen.

Duerch de Klimawandel geréit d'Gesondheet vun de Salariéen a Gefor. Zum Beispill, bei extreemer Hëtzt klëmmt de Risiko – et ass scho gesot ginn – vu Konzentratiounsschwieregkeeten, wat alt nees zu méi Aarbechtsaccidenter féiere kann. Fäll vun Aarbechtsverloscht, Accidenter a Kuerzaarbecht wäerten zouhuelen.

An et geet hei ëm performanten Aarbechtsschutz. An an Däitschland hunn déi staatlech Autoritéiten déi lescht Joren Aktiounspläng géint d'Hëtz ausgeschafft. An hei meng éischt Fro: Wéi gesäit et mat esou Aktiounspläng hei zu Lëtzebuerg aus? D'Aarbechter aus dëse vulnerabele Secteure musse méi geschützt ginn. An dat kann – hei e puer Beispiller just – duerch d'Stäerkung vu Sécherheetsreglementer oder Sécherheetsprotokoller op der Aarbechtsplaz sinn, duerch d'Opstelle vu Klimanormen an de Betriber, an et gëtt nach vill aner Méiglechkeeten.

An do huet d'ITM eng ganz wichteg Roll ze spillen. D'ITM ass nämlech zoustänneg fir d'Verbesserung vun der Sécherheet a vun der Gesondheet vun de Salariéen op der Aarbechtsplaz. An Zukunft wäert hir Roll nach méi wichteg gi mat all dësen Erausfuerderunge vum Klimawandel: Aarbechtsplazen adequat upassen, Preventiouns- a Formatiounsaarbecht leeschten. An ech wëll hei och eng Kéier eng Lanz brieche fir d'ITM. D'ITM ass fir d'Sécherheet vun eis alleguerten do, ass kee Burden, ass net eppes, wat een operluecht kritt, wou ee sech dergéint muss wieren. Nee, d'ITM ass do fir d'Sécherheet vun eis alleguerten, fir d'Sécherheet vun de Leit, déi schaffen, mee awer och fir d'Sécherheet vun de Betriber a vun de Konsumenten. An dofir ass d'ITM eng Administratioun, déi mer sollten héichhalen.

Plusieurs voix | Très bien.

M. Georges Engel (LSAP) | En anere betraffene Secteur ass eis Landwirtschaft. De Klimawandel stellt och vill Erausfuerderunge fir d'Landwirtschaft duer. D'Produktivitéit vun de Bauerenhäff, d'Biodiversitéit, d'Waasserressourcen an d'Aarbechtsbedéngungen och vun de Bauere wäerten dorënner méi schwiereg ginn. Dréchenten, Iwwerschwemmungen an och Saisonsännerunge stéieren d'Produktioun, verursaache bedeitend wirtschaftlech Verloschter a kënnen och eng prekär Situatioun fir landwirtschaftlech Aarbechter sinn. Wéi gi mer hei – eng weider Fro – mat deenen negative Konsequenze vum Klimawandel op eis Agrarfsurfacen ëm? An zur selwechter Zäit muss d'Landwirtschaft awer och selwer sech transforméieren, fir sech un déi nei Konditiounen unzepassen, mat dem Bedürfnis, nei Kompetenzen ze entwéckelen, fir dës Erausfuerderungen unzegoen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Klima, de Klimawandel stellt och eis Betriber viru grouss Erausfuerderungen. Betriber gi gefuerdert, weiderhin d'Protektioun vun hire Salariéen ze garantéieren. An deenen enge Branchë wäert dat méi einfach sinn an anere méi schwiereg. D'Iwwerwaachung nämlech vun de Klimabedéngungen op der Aarbechtsplaz muss verstäerkt ginn. Virop mussen d'Gesondheetsrisike kloer identifizéiert ginn, an duerno mussen dann dës Informatiounen an entspriechend Recommandatiounen no bausse kommunizéiert ginn. An hei soll ee sech un de Best Practices, déi et an Däitschland gëtt – oder, pardon, am Ausland gëtt, am Allgemengen – upassen. Et soll een dat huelen, wat gutt ass, mee et soll een awer och seng eegen Donnéeën a seng eege Strategien entwéckelen. An ech ginn do dem Här Wagner vollkomme Recht, och mat senger Motioun, wou en dat och freet. Do gëtt et och Konventiounen, déi mer glécklecherweis jo och vun der OTI ënnerschriwwen hunn. An och do kéint ee sech inspiréieren.

D'Gesondheet vum Salarié, déi muss héchst Prioritéit hunn, souwuel fir eis Gesellschaft, mee natierlech och fir eis Betriber. An de Klimawandel, deen impaktéiert all Mënsch, mee awer net all Mënsch d'selwecht staark. Well de Klimawandel erhéicht de Risiko fir sozial Benodeelegung a verstäerkt oft scho bestoend sozial Ongläichheeten. Et muss ee Gesondheetsmanagement an de Betriber ginn. Esou kann ee

strukturéiert Gesondheetsgeforen ugoen, déi vum Klimawandel ausginn. A besonnesch kleng Betriber wäerten hei et schwéier hunn, fir deen Opwand kënnen ze stemmen. An duerfir muss een deene Betriber dann och organisatoresch a finanziell hëllefen.

E weidere Punkt ass d'Gesondheetsförderung am Betrib. Doduerch datt de Salarié e signifikanten Deel vu senger Liewenszäit op der Aarbecht verbréngе muss, muss hei natierlech och Preventiounsaarbecht geleescht ginn. An hei kënnen d'Betriber aktiv ginn, andeems se d'Salariéen drop hiweisen – an do gëtt et jo och schonn eng ganz Rei vu Recommandatiounen –, datt se sech genuch hydratéieren, datt nei Mobilitéitskonzepter am Betrib selwer och entwéckelt ginn. An do gëllt et och, permanent Weiderentwécklung, Weiderbildung ze förderen. An hei wär et och vläicht sënnvoll, zesummen esou eng Bildung, Weiderbildung ze maachen, fir d'Aarbechter an och fir d'Patronen, fir esou Formatiounen auszeschaffen, fir datt d'Risike vum Klimawandel och vun deenen zwee richteg gutt verstane ginn.

D'Erwuesseneformatioun muss sech permanent weiderentwéckelen an och op d'Zukunft ausgeriicht sinn. An hei muss ee souwuel op d'Wësse vun Experte wéi och op d'Wësse vun deene Leit, déi um Terrain schaffen, sief dat d'Salariéen ... mee och d'Gewerkschafte gehéieren hei dozou. An ech stëmmen do dem David Wagner voll zou. Iwwert d'Weeër, wéi een dat herno wäert maachen, kann een dann ëmmer diskutéieren, mee sécherlech ass et esou, datt d'Gewerkschaften an Zukunft éischter mussen an dee Prozess hei mat integréiert ginn. An ech si sécher, dass d'Ministeren, déi hei sinn, deem och zoustëmme wäerten. Dowéinst hei meng Fro un den Här Minister: Wat fir Upassunge si virgesinn, fir d'Relevanz vun de Gewerkschaften an den Impakt vum Klimawandel op d'Salariéen a Betriber, fir deem Rechnung ze droen? Iwwregens, d'Kollektivvertrëg kéinten do e gutt Instrument sinn. Des Weidere brauche mir nach méi konkreet Donnéeën. Den Här Wagner huet och dat gesot iwwert den Impakt vum Klimawandel op den Aarbechtsmarché zu Lëtzebuerg. An och do eng Fro: Wat fir Schrëtt gedenkt den Aarbechtsminister, a vläicht och de Wirtschaftsminister, an dës Richtung ze ënnerhuelen?

Een Theema, dat awer nach net ugeschwat ginn ass, wat ech hei wéilt ernimmen, dat ass: Mir dierfen net vergiessen, datt de Klimawandel och d'Migratioun vu Mënschen aus Regiounen, déi besonnesch betraff sinn, a Regiounen, déi manner betraff sinn, wäert verstäerken. Wat absolutt verständlech ass, wann ee muss fortlafen, wann een do ëmkënnt, dann ass et och normal, dass ee sech dohinner begëtt, wou ee vläicht e bësse méi a Sécherheet ass. An dat bréngt nei Defie fir eisen Aarbechtsmaart souwéi och fir eise Schoulsystem an eise Wunnengsmaart mat. An dëse Phenomeen, dee muss ee sécherlech international upaken an och do kucken, ob een net de Statut vun engem Klimaflüchtling misst aféieren. An d'ADEM wäert do och sécherlech hir Strategië mussen iwwerdenken.

Kloer ass, dass d'Lutte géint de Klimawandel d'CO_2-Emissiounen an de Betriber muss reduzéieren. Do, wou et méiglech ass, sollten och d'erneierbar Energien natierlech méi gestäerkt ginn. Allerdéngs mussen d'Repercussiounen op d'Salariéë mat berücksichtegt ginn. An ech soen nach eng Kéier: Och hei ass et gutt, wann d'Gewerkschaften éischter mat agebonne sinn. An déi lescht Regierung, déi huet sech do schonn där ekologescher an energeetescher Transitioun verschriwwe gehat mat och méi „green jobs", an déi méi investéiert sollt ginn, a méi eng nohalteg an eng méi resilient Wirtschaft.

Ech kommen zum Schluss. Här President, de Klimawandel, dee wäert eis nach viru ganz vill Erausfuerderunge stellen. Eise Planéit, deen huet seng Grenzen, an déi Grenzen, déi sinn onverhandelbar. D'Wirtschaft vu muer muss mat deene Grenzen eens ginn, soss kann et kee richtege Wuelstand ginn. An och d'Aarbechtskonditioune musse sech dofir upassen. A Resilienz ass hei enorm wichteg.

De Klimawandel ass e globale Problem, deen eng inklusiv, eng vereenegt an eng besonnesch virausdenkend Approche erfuerdert. Et ass awer och entscheedend, dës Kris als eng Chance ze ergräifen, fir eise Wirtschaftsmodell ze iwwerdenken an eis Aarbechtswelt ze transforméieren.

Et ass un eis, Strategien opzesetzen, déi e fairen an e gerechten Iwwergang zu enger méi grénger a méi nohalteger Wirtschaft erméiglechen. An dat war och der viregter Regierung e grousst Uleies an déi huet sech do d'Moyene ginn – Stéchwuert „PNEC", et ass scho gefall, oder Vision ECO2050, eng Strategie, déi d'Wirtschaft ëmgekrempelt huet, fir se prett ze maache fir d'Zukunft, déi leider awer iergendzwousch an engem Tirang verschwonnen ass.

A wat sinn dann elo déi konkreet Propose vun dëser Regierung? Wéi gesäit dann dës Regierung vir, mat dësen Erausfuerderungen ëmzegoen? Op alle Fall, wa mir dësen Challenge proaktiv an engagéiert uginn, dann ass en ze léisen. Allerdéngs dierfen d'Transitiounen net eleng de Betriber iwwerlooss ginn, mee et mussen all relevant Acteure mat an d'Boot geholl ginn. An dozou gehéiere sécher och d'Salariéen an d'Gewerkschaften.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engel. An nom Här Engel kënnt elo den honorabelen Här Jeff Engelen.

(Hilarité)

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe fir unzefänken dem Här Wagner en häerzleche Merci fir dës Interpellatioun. Déi ass net onweesentlech. Ech mengen, Klimaverännerungen hunn och hir Auswierkungen op den Aarbechtsmaart. Dat muss een einfach esou feststellen.

Ech mengen, wann een als fënnefte Riedner hei erop kënnt, dann ass villes ewell gesot. Grondsätzlech muss d'Politick awer d'Jalonen esou setzen, datt d'Wuelbefannen op der Aarbecht eng Realitéit fir all d'Salariéen am Land ass. Dozou gehéiert och d'Wuelbefannen am Hibléck op déi klimatesch Bedingungen. Hei gëllt et, d'Wuelbefannen an d'Gesondheet vun all Aarbechter oder Salarié ze schützen.

Et muss een och, denken ech, en Ënnerscheed maachen tëschent enger Iwwerschwemmung, engem Brand – dat ass, ech mengen, dacks e Phenomeen vun engem Dag oder zwee; wann een eng Hëtzewell huet, dat si Wochen. Ech mengen do muss een och tëschent deene Phenomeener vu Klima oder vu Verännerungen e klengen Ënnerscheed maachen.

Och wann am Gesetz – dat gëllt fir d'Salariéë praktesch all – net bis am Detail definéiert ass, wéini d'Aarbechter d'Recht hunn, net an der grousser Hëtzt ze schaffen, esou reegelt dat awer, denken ech, dacks de gesonde Mënscheverstand. Hei ass et dann um Viraarbechter, dem Chef oder dem Patron ze decidéieren, wat fir Aarbechten een den Ugestallten am Hibléck op d'Wiederbedéngungen zoumudde kann. Privat Entreprisen, dozou gehéieren och déi vill mëttelstänneg Handwierksbetriber, solle sensibiliséiert ginn, sech net nëmmen un d'Aarbechtsrecht ze halen, mee och iwwert de reng legale Kader erauszegoen, fir hir Aarbechter, hir Salariéë viru klimatesche Bedingungen ze schützen. Domadder mengen ech klimatesch Bedingungen, déi en Afloss hunn op d'Gesondheet an op d'Wuelbefanne vun de Mënschen. An do vertraue mer awer dann och nach op de gesonde Mënscheverstand vum Patron. De Patron, denken ech, vun engem Daachdeckerbetrib huet jo sécherlech keen Interêt drun, seng Aarbechter bei grousser Hëtzt um Daach schaffen ze loossen, wat mat massive Sécherheetsrisikoe verbonnen ass. Och wéi déi Hëtzewellen elo ware viru Joren, hunn ech eng ganz Rei Patrone kannt, déi awer do flexibel waren an anstatt datt d'Salariéen am Dag vun 8.00 Auer bis 17.00 Auer geschafft hunn, hu se vu 6.00 Auer bis 14.00 Auer oder vu 5.00 Auer bis 13.00 Auer geschafft. Dat huet dann ëmmer all Betrib fir sech decidéiert.

Erlaabt mer och, e Wuert zur Landwirtschaft ze soen. Ech mengen och, d'Klimaverännerungen hunn Auswierkungen op eis Landwirtschaft oder och op hir Aarbechtswelt. Ech mengen, do misst een dat eng Kéier am Detail analyséieren an driwwer schwätzen. Dat ass en anere Beräich, well d'Patronen – déi meescht Baueren an der Landwirtschaft si jo selwer Patronen – hunn hir Aarbechtszäit dann ëmmer e bësse méi kënnen upasse wéi an anere Beruffer, wou et méi streng gereegelt ofgeet.

Mer mussen och d'Leit sensibiliséieren, fir an deem Beräich aktiv ze ginn. An ob mer do mussen elo e Gesetz änneren oder ergänzen – ech géif éischter mengen, et wier un eis oder un der Politick oder um Ministère, fir e Leitfaden auszeschaffen, fir dat méi flexibel ze halen, well et kann een net alles starr iwwer e Gesetz reegelen. Ech mengen, do wier e Leitfaden an duerno de gesonde Mënscheverstand dee richtege Wee, wéi een an enger éischter Etapp hei kéint virgoen. Mer mussen an deem Sënn kontinuéierlech reagéieren an néideg Upassunge fir eis Salariéen virhuelen, wéi och fir de Rescht vun der Bevëlkerung, fir se vis-à-vis vu klimatesche Bedéngungen ze schützen. Ech denken do un de gesonde Mënscheverstand. Do brauche mer da just minimal Ännerungen, wann iwwerhaapt, am Aarbechtsrecht virzehuelen. Et muss een och kucken, wéi wäit dat geet, well et muss een och wëssen: Jee nodeem, wat fir eng Regioun datt et ass oder jee nodeem, wat fir e Beruff oder Handwierk, egal wat, do gëtt et och Ënnerscheeder. An ob dat alles kann iwwer e gesetzleche Leescht gereegelt ginn, ass eng Fro, déi ee sech muss stellen.

Mee, wéi gesot, et soll een dat ugoen, lues a lues, well mir mussen do deem Rechnung droen, wat d'Klima eis an de leschte Jore virgëtt. Ech ka mech erënneren: Viru 40 Joer si mer mat der Jeunesse an Italien an d'Vakanz gefuer. Do hu mer eis da gefrot: Firwat schaffen déi Leit vun 12.00 Auer bis 16.00 Auer praktesch net? Ech mengen, ech brauch kengem ze soen, firwat datt déi vun 12.00 Auer bis 16.00 Auer praktesch net geschafft hunn. Dat brauch ech kengem ze soen. An ech mengen, déi hunn hir Aarbechtszäit dem Klima ugepasst. An ech denken, datt een och soll an déi Richtung vläicht Iwwerleeunge maachen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Engelen. An dann ass et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. D'Klimakris huet en Effekt op all eis Liewensberäicher. Dozou gehéiert natierlech och d'Aarbecht. Dat ass schonn ugeklongen an de viregten

Interventiounen. Wann et méi waarm gëtt, dann huet dat natierlech en Effekt op d'Aarbecht, grad, zum Beispill, wann een eng kierperlech Aarbecht am Fräie muss maachen. A wann et zu extreeme Wiederevenementer kënnt, da kann et natierlech sinn, dass een doduerch net kann op d'Aarbecht goen oder eeben och méi flexibel Méiglechkeete brauch. A genau sou affektéieren déi ekonomesch Konsequenze vun der Klimakris jo um Enn och d'Salariéen, wa si doduerch eventuell hir Aarbecht verléieren, well d'Entreprisen ënnert deene Konditiounen net méi schaffe kënnen.

Op där anerer Säit huet d'energeetesch Transitioun, déi mer maache wëllen a mussen, wa mer dës negativ Effekter vum sech verännerende Klima wëllen agrenzen, natierlech och en Effekt op d'Aarbechtswelt, wéi den Här Wagner dat a senger Interventioun richteg ënnerstrach huet. Nei Profiller gi gebraucht: vum Sustainability-Compliance-Mataarbechter an der Finanzwelt bis zum Expert an der Économie circulaire bei der Baufirma. An och déi, déi haut schonn am Beruffsliewen dra sinn, déi kommen net dolaanscht, sech nei Kompetenzen unzëeegnen.

Ech wëll direkt op d'Haaptfro kommen, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Et soll an dëser Debatt u sech fir eis ëm zwee Aspekter goen. Éischtens, wat kann d'Politick maachen, fir déi negativ Effekter ofzefiederen, bezéiungsweis fir d'Salariéë virdrun ze schützen? An zweetens, wéi kënne mer d'nohalteg Transitioun um Niveau vun der Aarbechtswelt förderen?

Zum éischten Aspekt: Am Hibléck op d'Klimakris an hir Konsequenzen ass et wichteg, dass d'Salariéë geschützt sinn. Heibäi gëtt et evidenterweis eng Rei Risikoberuffer, wéi notamment Bauaarbechter, Baueren, Gäertner, Bréifdréier a sou weider. Mee et gëtt awer och Risikogruppen: Ech denken un eeler Leit, schwanger Leit, Leit mat Virerkrankungen, Leit, déi Schichte schaffen an eeben och iwwert den Dag schlofen.

Et wier sënnvoll, eng detailléiert Analys vum Code du Travail ze maachen an ze kucken, awéifern dësen deen néidege Schutz fir Salariéë virun de Konsequenze vun der Klimakris bitt, wuel wëssend, dass de Code du travail zum groussen Deel haut aus enger Zäit staamt, wou d'Klima nach net esou en Theema war wéi haut. Bei enger Chaleur exceptionnelle, zum Beispill, gesäit de Code du Travail vir, dass déi betraffe Salariéë vum Chômage involontaire dû aux intempéries profitéiere kéinten. Hei stellt sech natierlech d'Fro: Wéi ass eng Chaleur exceptionnelle definéiert? Bräichte mer hei net méi e klore gesetzleche Kader? Hei ass an dësem Aspekt wichteg, dass um Volet sécurité au travail muss gekuckt ginn, wat ka verbessert ginn. A gëtt de multiplen Aspekter an dësem Sënn och an de Formatioune fir d'Délégués Rechnung gedroen? Ech denken do ganz besonnesch un Theeme wéi UV-Stralung, Hëtzt, Sonnenastralung, duerch invasiv Aarten iwwerdrobar Krankheeten, awer och d'Hausse vun Allergien.

Hei si mir Gréng der Meenung, dass et wichteg ass, d'Employeuren zesumme mat hirer Personaldelegatioun firmenintern Strategië bezüglech der Upassung vun de Konsequenze vun der Klimakris entwéckelen ze loossen. Mee natierlech och op nationalem Niveau d'Commission supérieure des maladies professionnelles ze saiséieren, wéi dat och an der drëtter Motioun vum Här Wagner gefuerdert ass. Leider consideréieren nämlech enger Etüd no nach ëmmer 37 % vun den Entreprisen d'Risques professionnels, déi duerch d'Klimakris verursaacht ginn, net. An dat ass, mengen ech, e Sujet, dee mer mussen änneren.

De Projet vun der Klimaupassungsstrategie, déi virun enger kuerzer Zäit an der Ëmweltkommissioun presentéiert gouf, geet och an engem Punkt op d'Interaktioun tëscht der Aarbechtswelt an dem Klimawandel an. Wéi kann een d'Resilienz stäerken? Wéi kann een d'Aarbechtskonditiounen un de Klimawandel adaptéieren? An et ass gewëss gutt, dass dëst schonn ugeduecht gouf, et gräift awer eiser Meenung no ze kuerz.

An Däitschland huet d'Bundesministerium für Arbeit und Soziales 2023 e participative Prozess mat Stakeholder am Beräich Aarbechtsschutz gestart, fir genau iwwert d'Froe vum Klimawandel, Hëtzt, Extreemwieder, Allergien et cetera ze diskutéieren an de Schutz vun den Employéë weiderhin ze garantéieren. Wier en änleche Prozess net och zu Lëtzebuerg ubruecht, fir hei déi richteg preventiv Mesüren ze huelen? Fro un Iech, Dir Häre Ministeren.

Kolleeginnen a Kolleegen, zum aneren Aspekt, wéi nohalteg Transitioun d'Aarbechtswelt verännert a wéi dëst ka proaktiv begleet a gefërdert ginn. Ech wëll hei e Liblingswuert vum Premier notzen: Talentattraction. Musse mer net do méi an d'Richtung goen, fir och Talenter am Beräich vun der Transition énergétique unzezéien? Wann d'Regierung iwwer Talenter schwätzt, geet et oft ëm héichqualifizéiert Posten am Finanzwiesen oder an der Techbranche. Mee mir brauchen och spezialiséiert Leit am Beräich vun der Transitioun: vun Ingenieuren am Beräich vum Hydrogeen, vu Wärme- a Stroumnetzer, iwwer Elektriker, Heiztechniker an Expert/innen an der energeetescher Sanéierung, an der Kreeslafwirtschaft, just fir déi puer Beispiller ze nennen.

D'Regierung huet haut en Haut comité pour l'attraction, la rétention et le développement de talents en place gesat, fir hei och eng Strategie auszeschaffen. An do froe mir eis: Wéi ass dann hire Rôle och an dësem Sënn, fir dës Talenter unzezéien?

Wa mer schonn iwwer Talenter schwätzen, da geet et och ëm d'Formatioun vun dësen. Dat eent ass nämlech, kompetent Leit aus dem Ausland unzezéien, dat anert ass, selwer hei zu Lëtzebuerg Talenter auszebilden, déi eis Ekonomie an Zukunft brauch, mat enger nationaler Offer u Weiderbildungen, Ausbildungen an Ëmschoulungen. De Klimaplang gesäit hei eng spezifesch Mesür Nummer 113 vir, wou de MENJE an der Verantwortung ass. Dës Beruffer brauche mer haut. Dat heescht, mir kënnen et eis net leeschten, hei ze schlofen. Gëtt et hei eng konkreet Strategie an och eng Timeline? Donieft bleift eis Propos aus dem Walprogramm, eng Luxembourg Energy Transition School opzebauen, weiderhin aktuell.

Des Weidere brauche mer ganz sécher awer och Léisunge fir Secteuren, déi verschwanne bezéiungsweis sech ëmorientéiere wäerten: Reskilling-Initiativen, Lifelong Learning an eng proaktiv Begleedung vun eisem Strukturwandel. Leider wäert ech aus Zäitgrënn net op dëse ganz wichtegen Aspekt vun der Debatt agoe kënnen.

Kolleeginnen a Kolleegen, souwuel wann et drëms geet, d'Salariéë virun de Konsequenze vun der Klimakris ze schützen, wéi och, d'Aarbechtswelt prett ze maache fir d'ekologesch Transitioun: Jo, do brauche mer e staarke Sozialdialog. E Sozialdialog, deen de Moment leider ëmmer erëm hannerfrot gëtt a wou probéiert gëtt, en ze destabiliséieren. Bei esou wichtege Froen, déi souwuel d'Nohaltegkeet vun eiser Wirtschaft an Aarbechtswelt wéi de Schutz vun den Employéen uginn, musse sech nämlech sämtlech Sozialpartner hei zesummen un den Dësch sëtzen. Ech wëll dem Här Wagner e grousse Merci soen, fir dës wichteg Debatt op eisen Ordre du jour gesat ze hunn.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bernard. An als leschten ageschriwwene Riedner steet den Här Sven Clement prett. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als éischt emol e grousse Merci un den David Wagner fir déi Interpellatioun. Ech mengen, datt et e wichtege Sujet ass, deen och aktualitéitsgebonnen ass. Et muss een net wäit an den Nouvellë kucken, fir d'Effekter vum Klimawandel ze gesinn. An de Klimawandel ass eng vun de gréissten Erausfuerderungen, déi mer als Gesellschaft hunn. Ech géif soen, et wär déi gréissten, mee leider seet d'Aktualitéit och, datt et ëmmer weider ganz grouss Erausfuerderunge gëtt, deene mer eis och musse gläichzäiteg widmen. Mir sinn also an där Zäit vun de Polikrisen, an dat ass net onbedéngt eppes, wat eis Debatte méi einfach mécht.

An, well et eng vun deene gréissten Erausfuerderungen ass, echappéiert natierlech och eng vun den Haaptbetätegunge vun de Leit hei am Land, nämlech hir Aarbecht, also d'Aarbechtswelt, deenen Erausfuerderungen net an ass vun den Auswierkunge betraff.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Loosst mech e puer Beispiller nennen. Si sinn zwar quasi alleguerten haut schonn eng Kéier genannt ginn, mee et ass awer vläicht wichteg, an heiansdo läit et och drun, wann ee se widderhëlt, datt se besser hänkebleiwen. Wann een um Bau schafft, zum Beispill, ass d'Extreemhëtzt ëmmer méi en Challenge. Jo, de Patron soll déi néideg Kleeder zur Verfügung stellen, soll derfir suergen, datt d'Leit richteg ekipéiert sinn. Et ass ganz vill „soll". Heiansdo wär et gutt, wann do e „muss" géif stoen. Da wär et nämlech och ganz kloer, wien d'Responsabilitéit huet. An et ass net nëmmen de „soll" an „hoffen", datt de Patron sech drun hält, well wann e „muss" do steet, dann ass et och vill méi kloer sanctionabel, wa sech net dru gehale gëtt, wärend bei engem „soll" ëmmer Interpretatiounsspillraim sinn.

Am Summer 2023 hu mer gesinn, wéi d'Temperaturen iwwer 35 Grad geklomme sinn, wat net nëmmen onbequeem ass, mee direkt geféierlech ka ginn. De Risiko vu Sonnestéch, Deshydratatioun, bref, dat klëmmt. Permanent, mat all Grad gëtt et méi schlëmm. An och aner Extreemer wéi Stierm oder Iwwerschwemmunge maache verschidden Aarbechte geféierlech oder direkt onméiglech. An dat ass dobaussen.

Mee de Klimawandel huet och en Impakt op bannen, op d'Büroen. Vill al Gebaier si guer net oder schlecht op déi nei klimatesch Bedingunge preparéiert. Klimaanlagen, wann et der iwwerhaapt gëtt, kommen un d'Grenzen, wat d'Produktivitéit a virun allem awer d'Gesondheet vun de Mataarbechterinnen a Mataarbechter beaflosst. A vun der Verschlëmmbesserung fir de Klima duerch Klimaanlage schwätze mer elo mol guer net. Dat ass en aneren Debat.

Eis Landwirtschaft – souwuel d'Landwirtschaft als Secteur wéi och d'Leit, déi an der Landwirtschaft um Land schaffen – ass och besonnesch betraff. D'Bauere kämpfe mat Wierderextreemer: Staark Reefäll a laang Dréchente maachen d'Aarbecht méi onberechenbar an och zum Deel méi schwéier. Heiansdo ass de Ree gutt; wann et es awer ze vill ass, dann ass en och net gutt.

Wat kann een also dergéint maachen? Mir mussen eventuell eng Rei Aarbechtsplazen upassen. Dat bedeit, fir verschidde Secteuren oder a bestëmmten Aarbechten eventuell méi flexibel Aarbechtszäiten anzeféieren, wou d'Leit bei extreemer Hëtzt méi fréi oder méi spéit schaffe kënnen oder hir Aarbechtsperioden och decaléiere kënnen. Et ginn awer och Waasserschutzmoossnamen um Chantier gebraucht – et gouf schonn dovunner geschwat, vun all deene Soll-Reegelen, ech kommen erëm drop zeréck: soll, soll, soll. Nee, u sech musse mer hei am Code du travail ganz kloer reegelen: muss, muss, muss. Méi adequat Iwwerdaachungen, genuch Waasser zur Verfügung stellen,

vläicht och iwwert d'Waasser eraus déi néideg ... Well do gëtt et och wëssenschaftlech Studien, déi ganz kloer beleeën, datt zum Beispill ab engem gewëssene Flëssegkeetsverloscht Waasser eleng guer net méi kann dee Flëssegkeetsverloscht kompenséieren. Do muss een dann natierlech och nach ganz aner Moossnamen ergräifen, fir datt d'Leit kënne sécher schaffen.

Zweetens mussen eis Gebaier fit fir d'Zukunft gemaach ginn. Dat heescht: intelligent Lëftungssystemer a besser Isolatiounen. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie schonn am Summer eng Kéier hei an der Chamber souz, dee weess, wat ech domadder mengen. An dann ass dat heiten nach harmlos. Et gëtt do ganz aner Büroen, wou dat vill méi schlëmm ass. D'Energieeffizienz muss erhéicht ginn, wat da positiv wär, well dat gläichzäiteg den CO_2-Ausstouss géif verréngeren. Jo, dat wär dann e Win-win, souzesoen. Dowéinst brauche mer awer och – an da schwätze mer och vun urbanistesche Moossnamen, déi mer mussen huelen, fir datt och d'Chantieren, déi dobausse stattfannen, vläicht och manner vun der Hëtzt betraff sinn – an den Uertschafte méi Gréngflächen a Beem, déi fir e bessert Klima suergen. Déi derfir suergen, datt et iwwerhaapt Plaze mat Schiet gëtt, datt mer ewechkomme vu Bëtongswüüsten, an datt deen, deen d'Strooss oprappt, vläicht eeben och eng Chance huet, sech iergendwou an de Schiet ze stellen, ouni datt en direkt muss an enger Bëtongswüüst schaffen.

Drëttens brauche mer eng besser Ausbildung an nei Kompetenzen. D'Transitioun zu enger méi nohalteger Ekonomie bedeit nei Beruffer an nei Qualifikatiounen. Mir brauchen Experten am Beräich vun den erneierbaren Energien, Energieberoder an Experte fir nohaltegt Bauen. Haut bilde mer där net genuch aus an et gëtt en Challenge, fir déi an Zukunft ze fannen, wann eis Ekonomie sech dem Klimawandel upasst, wat se forcement maache muss. Da musse mer natierlech och déi nei Beruffsbiller adequat ausbilden. A fir déi ganz Transitioun do ze begleeden, mussen déi Leit, déi direkt dovunner betraff sinn, mat um Dësch sëtzen. D'Gewerkschaften an d'Personaldelegatioune mussen an dësem Prozess net nëmmen eng, mee déi zentral Roll spillen. Si mussen net nëmmen um Dësch sëtzen. Si musse participéieren, wann et drëm geet, Léisungen ze fannen an ëmzesetzen. D'Aarbechterinnen an d'Aarbechter mussen e Matsproocherecht hunn, well si et sinn, déi um Terrain d'Realitéit erliewen an duerch net adequat Moossnamen herno d'Leiden ewechdroen.

Doriwwer eraus mussen och d'Betriber hiren Deel bäidroen: Se mussen investéieren an nohalteg Technologien an hir Mataarbechterinnen a Mataarbechter forméieren. Dat ass net nëmmen eng Flicht vis-à-vis vun eiser Gesellschaft, well de Klimawandel betrëfft eis all, mee et ass och eng Chance, fir méi kompetitiv ze ginn.

Jo, mir kënnen et och als Chance gesinn, datt mer eis nei erfannen, datt mer dohinner investéieren, wou mer eeben dat heite mitigéiert kréien, wou mer d'Konsequenzen, souwäit et geet, mitigéieren, datt mer d'Impakter klenghalen an datt mer innovéieren, fir fir d'Zukunft prett ze sinn. An dat muss de Staat ënnerstëtzen, duerch adequat Gesetzer an Hëllefen. Dat ass ganz kloer.

An da ganz zum Schluss awer eppes, well et wichteg ass, dat nach eng Kéier ze betounen: De Klimawandel ass eng Realitéit, déi mer net kënnen ignoréieren! Mee wa mer elo handelen, da kënne mer net nëmmen d'Risike reduzéieren, mee och d'Chancen notzen, fir eis Aarbechtswelt méi resilient an nohalteg ze gestalten.

Mir mussen alleguer zesummeschaffen, Staat, Patronat a Gewerkschaften, fir eng Zukunft ze schafen, an där eis Kanner a Kandskanner nach gutt a sécher schaffe kënnen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Aarbechtsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci dem Deputéierten David Wagner fir dës ganz, ganz wichteg Interpellatioun.

Den nationalen Energie- a Klimaplang fir d'Period 2021 bis 2030 ass jo d'Basis vun der Klima- an Energiepolitick hei zu Lëtzebuerg bis 2030. Dëse Plang ass d'Haaptinstrument fir d'Planung an och d'Ëmsetzung vu follgende Beräicher: Dekarboniséierung, dorënner de Beräich vun den erneierbaren Energien, d'energeetesch Effizienz, d'Sécherheet vun der Energieversuergung, den nationale Marché vun der Energie, d'Fuerschung, d'Innovatioun an d'Kompetitivitéit. E beschreift d'Politick an d'Moossnamen, déi et erlaben, dës Ziler ze erreechen eeben duerch d'Optioun vu Gesetzer, Programmer, Projeten an anere Moossnamen.

Dës Transitioun soll weeder de Wuelstand vun de Bierger an de Salariéen nach d'Kompetitivitéit vun de Betriber reduzéieren. Dëse Plang huet als Zil, de Bierger, de Salariéen an de Betriber ze hëllefen, dës Transitioun erfollegräich ëmzesetzen.

De Koalitiounsaccord gesäit vir, dass d'Regierung dëse Plang natierlech och ëmsetzt. Eng Rei Moossname vun dësem Plang betreffen och d'Aarbechtswelt. E gesäit ënner anerem vir, Formatiounen ze organiséiere fir d'Salariéen, déi vun dëser Transitioun betraff sinn.

Dës Transitioun beaflosst den Aarbechtsmaart an d'Beschäftegung. Et ginn nei Plaze geschafen, anerer wäerte verluer goe respektiv och verännert ginn. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, d'Kompetenze vun de Salariéen duerch déi noutwendeg Ausbildung ze entwéckelen an och auszebauen. Berufflech Profiller mussen deementspriechend ugepasst ginn.

De Klimawiessel stellt natierlech e wuessende Risiko fir d'Salariéen duer, virun allem fir déi, déi an der Landwirtschaft, um Bau an an der Industrie beschäftegt sinn. Wéi schonn dacks elo gesot: Hëtzewellen a virun allem och hei zu Lëtzebuerg Iwwerschwemmungen an aner extreem Wiederphenomeener erfuerderen eng besser Ënnerstëtzung vun de Salariéen. Donieft bréngen nei Industrien, déi mat ekologescher Transitioun ze dinn hunn, souwuel Chancë wéi och spezifesch Risike mat sech.

Den Impakt vum Klimawiessel op d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht ass eng vun de gréissten Erausfuerderungen, déi et ze léise gëllt. Verschidde Beruffer wäerte méi staark Wiederextreemer an Hëtzewellen ausgesat sinn, wat d'Risike vu Krankheeten, Hëtzekollaps an Dehydratatioun mat sech bréngt.

D'Salariéen, déi dobausse schaffen – et ass och schonn dacks gesot ginn elo – si besonnesch ufälleg bei Wierderextreemer an Hëtzewellen, déi zu Aarbechtsaccidenter an awer och Krankheete kënne féieren. D'Verschlechterung vun der Loftqualitéit stellt eng zousätzlech Gefor fir d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen duer.

D'Entreprisë musse sech an hirer Organisatioun par rapport zu all dëse Facteuren upassen, wat jo och op déi eng oder aner Weis hei scho gefuerdert ginn ass. Dës Changementer innerhalb vun de Betriber hunn och en Impakt op d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Mataarbechter.

D'Autoritéiten, déi fir d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht zoustänneg sinn, musse proaktiv handelen, virun allem duerch Preventioun. An dat mécht d'ITM, et ass och schonn déi eng oder aner Kéier elo erwäänt ginn. Dës Ännerunge sollen natierlech och vun der ITM a vun deenen zoustännege Kommissiounen, Autoritéite begleet ginn.

Haaptsächlech sinn et d'Aarbechtsbedéngungen, d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbecht, déi duerch de Klimawandel betraff sinn. An der Landwirtschaft sinn et d'Pestiziden, déi e Risiko duerstellen.

D'Transitioun am Beräich Energie huet zu enger méi héijer Notzung vu bestëmmte Substanze wéi Bläi oder Kobalt a verschiddene Branche vun der Industrie gefouert. Zum Beispill gëtt Bläi a verschiddenen Applikatioune wéi Batterien, elektronesch Komponenten a Faarwe benotzt.

Duerch d'elektresch Autoen an den erhéichte Besoin un Energiespäichere gëtt d'Notzung vum Bläi natierlech och erhéicht. Bläi ass e schiedlecht Metall fir d'Gesondheet an en erhéicht de Kriibsrisiko. D'Expositioun geschitt duerch d'Inhalatioun oder d'Ofschlécke vu Bläistëbs. Dëst gëllt och fir Kobalt, dat Haaptbestanddeel vu Lithium-Ione-Batterien ass, déi haaptsächlech an Handyen, Laptoppen an an elektreschen Autoe benotzt ginn.

Fir dës Risikoen ze begrenzen, ass et ganz wichteg, de gesetzleche Kader ze garantéieren, sécher Aarbechtspraktiken en place ze setzen an d'Gesondheet vun den Aarbechterinnen an Aarbechter ze iwwerwaachen.

Nieft de Sensibilisatiounsmoossname gëllt et, am Kader vun der Preventioun d'Expositioun vu kriibsereegende Substanzen ze reduzéiere wéi och adequat Ventilatiounssystemer ze benotzen an Alternativen zu geféierleche Substanzen ze fannen.

Wann de Kontakt mat kriibserreegende Substanzen net kann evitéiert ginn, ass d'Bereetstellung vun adequatem Ekipement souwéi déi korrekt Benotzung dann obligatoresch. Betraffe Persoune musse medezinnesch natierlech och iwwerwaacht ginn.

D'Diversifikatioun vun der Beruffsausbildung erlaabt et och, sech op d'Erausfuerderunge vun dëser Transitioun virzebereeden. Zesumme mam Aarbechtsministère huet d'ADEM verschidden Initiativen agefouert, fir d'Auswierkunge vun dëser Transitioun op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart virauszegesinn a geziilt ze geréieren.

De Gesetzesprojet Skills-Plang ass an d'Weeër geleet, mat deem déi néideg Changementer um Aarbechtsmaart virgesi ginn. Dëse Gesetzesprojet erlaabt et Entreprisen éischtens emol, ënnerstëtzt ze gi bei der Analys vun hire Besoinen am Beräich Kompetenzen, fir spezifesch Formatiounspläng fir hir Mataarbechter ëmzesetzen a schlussendlech staatlech Hëllefen ze kréien, fir dës Efforten ze ënnerstëtzen.

D'Formatiounsmoosname goufen duerch d'ADEM a mam Support vum Aarbechtsministère agefouert, fir op déi spezifesch Besoine vun de Chômeuren anzegoen. Ee vun de Schlësselprojeten an deem Kontext ass de Programm Skills4Job, ënnerstëtzt vum FSE+ a kofinanzéiert vum Aarbechtsministère, dee virgesäit, Chômeuren ze hëllefen, déi duerch d'Entwécklung um Aarbechtsmaart, duerch déi ekologesch Transitioun verursaacht, betraff sinn.

De Programm besteet aus zwee Haaptpunkten.

Upskilling: Hei geet et drëm, d'Kompetenze vun den Aarbechter, deenen hir Beruffer sech duerch déi technologesch, ekologesch oder wirtschaftlech Entwécklunge veränneren, op den neiste Stand ze bréngen. Dëst hëlleft hinnen, sech un déi nei Erufuerderunge vum Aarbechtsmarché unzepassen an hir Chancen op deem selwechten ze halen.

Reskilling ass deen zweeten Haaptpunkt: Bei Beruffer, déi verschwannen oder staark reduzéiert ginn, geet et drëm, d'Aarbechter op déi nei Beruffer ëmzeschoulen. Duerch de Programm Skills4Job ginn hinnen ugepasst Formatioune proposéiert, fir se op déi nei Secteuren, déi d'Transitioun mat sech bréngt, virzebereeden.

Dëse Projet ass Deel vun der Formation continue an der Beruffsorientéierung. D'Partnerschafte mat ëffentleche Formatiounsinstituter, Beruffskummeren, Entreprisen, privaten Ausbildungszentren an aktiven Acteure vum soziale Secteur garantéieren eng optimal Transitioun fir betraffe Chômeuren.

Am Kader vun der Transitioun an der Aarbechtswelt huet den Teletravail sech als gutt Praxis bewäert. D'Resilienz vun der Ekonomie gouf gestäerkt a Mobilitéitsbedierfnisser an déi domat verbonnen Ëmweltbelaaschtungen och däitlech reduzéiert.

D'Aarbecht vun doheem souwéi Videokonferenzen erméiglechen et och, de Pendelverkéier, d'Beruffsdeplacementer bannent a baussent Lëtzebuerg ze minimiséieren. Fir den Teletravail fir all d'Salariéen um Lëtzebuerger Territoire ze erliichteren, gouf jo och e gesetzleche Kader, deen d'Konditiounen a Modalitéite vum Teletravail definéiert, geschafen. Gläichermoosse si Coworkingbüroen no bei de Grenzregiounen ageriicht ginn, fir d'Deplacementer vun de Grenzgänger esou ze reduzéieren.

D'Aarbechtsgesondheetsdéngschter spillen eng entscheedend Roll beim Schutz vun den Aarbechter géint d'Beruffsrisiken, déi mam Klimawandel zesummenhänken. Hir Haaptmissioun ass et, d'Gesondheet an d'Sécherheet vun den Aarbechterinnen an Aarbechter sécherzestellen, andeems se Aflëss vu klimatesche Bedéngungen op der Aarbechtsplaz berücksichtegen a Preventivmoossnamen ëmsetzen.

D'Sozialpartner, dorënner d'Gewerkschaften, d'Patronatsorganisatiounen a verschidde staatlech Acteuren, spille bei der Ausaarbechtung an der Ëmsetzung vun Adaptatiouns- a Klimapoliticken eng Schlësselroll. Hiren Input ass noutwendeg, fir nieft der Legitimitéit an Effizienz vun dëse Moossnamen och de Schutz vun den Aarbechter ze garantéieren. Dëst Theema wäert ganz sécher och um Ordre du jour vun enger vun de kommende Sitzunge vum Comité permanent du travail et de l'emploi stoen.

Donieft ass selbstverständlech och d'Roll vun de Personaldelegatiounen am Kader vun den Adaptatiouns- a Klimaschutzmoossnamen bannent de Betriber besonnesch am Beräich Sécherheet a Gesondheet essenziell.

D'Personaldelegatioun huet als Haaptmissioun, d'Interesse vum Personal am Beräich vun den Aarbechtsbedéngungen, der Aarbechtssécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht ze verdeedegen. Si participéiert och an der Ëmsetzung am Betrib vu preventive Moossnamen am Aarbechterschutz. Si kann den Employeur alarméieren an alternativ Léisunge virschloen, wann d'Aarbechtsbedéngungen d'Sécherheet an d'Gesondheet negativ beaflossen.

Ech wëll och nach eng Kéier hei op d'Green Jobs zréckkommen, déi och eng Kéier kuerz ugeschwat gi sinn. Déi aktuell Beruffsklassifikatioun vun der ADEM, ROME (ndlr: Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois), erlaabt et net, Green Jobs richteg ze erfaassen, mee e puer Tendenze loosse sech awer erkennen. Eng Rei Beruffer an dëser ROME-Klassifikatioun hunn en direkte Lien mat der Transition verte, wéi d'HSE- an d'QSE-Gestioun an der Industrie oder d'RSE-Gestioun an anere Secteuren. An deene Beruffer gesäit een an de leschte Joren eng relativ staark Hausse vun dëse Posten.

Wann een am Detail kuckt, fënnt een awer och Green Jobs an anere ROME-Kategorien, wéi zum Beispill Conseiller en finance durable, Analyste ESG, Chef de projet consultant en développement durable, Installateur panneau solaire photovoltaïque an esou weider. Dat sinn alles Beruffer, wou d'Demande an d'Luucht geet, mee déi genee Volumme vun de Green Jobs loosse sech awer aktuell nach net chiffréieren.

Doriwwer eraus gëtt et och aner Beruffer, déi net direkt als Green Jobs zielen, mee wou Green Skills méi wichteg sinn. Wann een zum Beispill kuckt, bei wéi ville Posten als Vecteur confondu explizitt no der Kompetenz Sustainable Finance gefrot gëtt, gëtt et och hei eng Tendenz no uewen.

Duerch déi Evolutioun ass et wichteg, den Aarbechterinnen an Aarbechter d'Méiglechkeet ze ginn, sech zu engem Green Job kënnen ze reskillen, respektiv hir Green Skills ze stäerken, fir fir d'Zukunft fit ze bleiwen. D'ADEM ënnerstëtzt esou Formatioune fir d'Demandeur-d'emploien, zum Beispill iwwert d'Aide à la formation professionnelle.

Fir dann eng Kéier kuerz op d'Froe vun deene verschiddene Riedner zréckzekommen: D'Délégués à la sécurité, wéi den Här Wagner et virdrun erwäänt huet, d'Délégués à la sécurité et à la santé sinn natierlech en extreem wichtege Partner a Gespréicher mat de Patronen, awer och a Gespréicher mat der ITM. Dat soll, mengen ech, och eng Kéier gesot sinn, dass d'ITM do eng ganz gutt Aarbecht leescht, dass och do Récksprooch ka geholl gi mat der ITM, wa Froen opbleiwen.

Ech mengen, net alleguerten d'Délégués à la sécurité et à la santé sinn op dem neiste Stand. D'ITM ass dat. An déi Recommandatiounen, déi d'ITM huet, kënnen natierlech nach ëmmer, ëmmer weiderentwéckelt ginn, op de Leescht geholl ginn an och adaptéiert ginn. Mee, wéi gesot, all Délegué à la sécurité ka sech bei der ITM mellen, fir dat dote gewuer ze ginn.

Den Här Engel huet virdru vun Aktiounspläng geschwat an och dono gefrot. Ech mengen, dat ass een Deel vun där Diskussioun, déi mer am CPTE wäerte féieren, mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschaften, mat de Patronen, fir iwwert d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz ze diskutéieren. Dass d'ITM eng exzellent Aarbecht an deem dote Beräich mécht, ass och op e Luef, e grousse Luef, zréckzeféieren, deen de SLIC – dat ass de Senior Labour Inspectors Committee, deen am Laf vum Joer 2024, ech mengen, et war Oktober, November, bei eis hei zu Lëtzebuerg war – der ITM do ausgeschwat huet, well mer europäesch wierklech do bei den Toppnatioune si fir déi doten Thematik.

Also, alleguerten déi Upassungen an Aktiounspläng kënnen a wäerten och am CPTE diskutéiert ginn an duerno, nach eng Kéier a Récksprooch mat der ITM, dann och adaptéiert ginn.

Voilà, vun der Strategie ADEM hunn ech scho geschwat gehat. Dat waren d'Green Jobs, awer natierlech och de Reskilling an Upskilling. An d'Preventioun, déi d'Madamm Bernard ugeschwat hat, ass natierlech een Deel vun der Sécurité santé, déi d'ITM, wéi gesot, an hire Programmer och permanent weiderentwéckelt a sech op dem europäesche Plang bei aner Länner och ofkucke geet. Ech mengen, et brauch een net ëmmer d'Rad nei ze erfannen, mee et kann een eebe vu Best Practices vun anere profitéieren, fir dass eis Salariéen op hirer Aarbechtsplaz maximal geschützt sinn an deementspriechend och eng gutt Aarbecht kënne leeschten.

Ech géif Iech Merci soen a vläicht dem Minister nach eng Kéier d'Wuert ginn. Nee. Da sinn ech fir mäin Deel färdeg. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech mengen, domat hätte mer dann d'Diskussioun ofgeschloss vun all deene Riedner, déi ageschriwwe waren. A selbstverständlech kritt den Auteur vun der Interpellatioun nach eng Kéier d'Wuert. Ass dat, fir dem Minister eng Fro ze stellen? Här Minister? Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk), interpellateur | Merci, Här President. Jo, zwou kleng Nofroen. Mir hu jo nach dräi Motiounen deposéiert. Doriwwer kann ee jo herno nach diskutéieren. An ech kann och novollzéien, datt mer jo awer all zesummen, all déi verschidden Deputéiert ganz vill Saache gesot hunn. An et ass net ëmmer evident fir e Regierungsmember, fir op alles anzegoen. Mee et ware just zwou Saachen elo, wat d'ITM ugeet.

Dir sot, d'Délégués à la santé et la sécurité kënne sech do mellen, fir Formatiounen ze kréien. D'Fro ass just, ob een dat net och misst ëmdréinen – well si musse jo vläicht och wëssen, datt déi Offer besteet, ech weess net, wéi dat leeft elo an der Praxis –, datt d'ITM sech och proaktiv u se adresséiert an datt déi noméiert ginn an datt och e Plang opgestallt gëtt, fir datt dat méi systematesch ka gemaach ginn.

An déi aner Fro, wat de Chômage intempérie ugeet justement, ass, awéifern d'Personaldelegatioun respektiv den Délégué à la santé et à la sécurité do Matsproocherecht kann hunn, fir datt net just de Patron kann decidéieren, wéini et da souwäit kënnt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Wagner, Här Minister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, merci fir déi zwou Froen. Déi éischt Fro: Et gi reegelméisseg och Formatiounen ugebuede vun der ITM fir d'Délégués à la sécurité et à la santé, dat heescht, déi Deleguéë kënne sech do aschreiwen, fir eeben déi neisten Entwécklungen an deem dote Beräich matzekréien.

An déi zweet Saach, ech mengen, dat ass och en Theema, dat ee kéint am CPTE, wa mer dat doten thematiséieren, diskutéieren, de Chômage intempérie, dass een do, wéi gesot, net nëmmen enger Säit d'Muecht léisst, fir ze entscheeden, ob elo 30 oder 31 Grad ze vill sinn oder ob 28 mat dompeger an héijer Loftfiichtegkeet vläicht och schonn duerginn, fir de Salarié ze schützen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Elo gesinn ech keng aner Wuertmeldung. Da soe mer, datt d'Diskussioun heimadder ofgeschloss wär.

Motions

An dann hu mer dräi Motiounen, déi den Här Wagner erabruecht huet. Mir fänke mat der Motioun 1 un, wéi dat sech gehéiert.

Motion 1

Här Wagner, wëllt Der nach elo eppes dozou soen? Neen. Wie wëllt Stellung huelen zu där Motioun? D'Madamm Kemp. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Merci villmools. Mir gesinn déi éischt Motioun als superfetatoire, well den MECB huet am Ufank vum Joer 2024 en Avant-projet de loi de stratégie et de plan d'action au changement

climatique erstallt. Dëst Dokument gouf an enger interministerieller Consultatioun erstallt. An de 15. November 2024 huet de Regierungsrot dëst ugeholl en vue vun enger Consultatioun publique am Februar. An domat ka jidderee seng Iddien elo schonn abréngen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Ech wollt just drop hiweisen, mir krute jo effektiv de 4. Dezember deen Draft vun deem Klimaupassungsplang zur Iwwerschaffung an der Kommissioun presentéiert. A mir hunn och do en éischten Echange gehat. An et ass mer just eeben opgefall, dass an där Powerpoint, déi deemools presentéiert gouf, wou eng Rei Ministèren opgelëscht gi sinn als Interlocuteurë fir d'Ausschaffe vun där ugepasster Upassungsstrategie, den Travail net opgelëscht war. Mee vläicht war dat just beispillhaft gewisen. Mee ech denken, dass Der allen zwee elo hei sidd an och dat, wat ech elo haut héieren hunn, deit jo drop hin, dass da warscheinlech awer do géif verstäerkt ginn an och den Deel Aarbechterschutz an Employésschutz dann nach e bësse verstäerkt géif ginn. Well effektiv, et ass och am Draft schonn en Deel dran, mee deen ass éischter ausgeluecht op d'Effekter op d'Ekonomie, manner op den Aarbechterschutz. An ech denken, dass dat awer vläicht an Zukunft dann nach wäert verstäerkt ginn. Ech gesinn un der Reaktioun, dass dat esou ass. An natierlech kënne mir déi heite Motioun matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech hunn elo net alles verstanen, wat d'Madamm Welfring gesot huet. Mee ech mengen, et geet an déi selwecht Richtung. Also, hei op dëser Säit, akustesch, gellt, net ...

M. Claude Wiseler, Président | Mir sinn amgaangen, un dem Mikrosystem ze schaffen, fir dat do besser ze maachen.

(Hilarité)

M. Georges Engel (LSAP) | Net, wat Der inhaltlech gesot hutt, mee akustesch hu mer net alles hei héieren. Mee ech ginn dervun aus, datt se gesot huet, dass et an deem Dokument vill ëm Ekonomie geet an net genuch oder zum Deel nëmmen iwwert d'Aarbecht – dat Dokument, wat, wann ech dat och richteg verstanen hunn, an der Ëmweltkommissioun, an där ech net sinn, presentéiert gouf.

Ech fannen déi Motioun hei absolutt ënnerstëtzenswäert, well sech hei och spezifesch op de Volet vun der Aarbecht, a wat den Impakt vum Klimawandel op d'Aarbecht ugeet, fokusséiert gëtt. An duerfir géinge mir déi heite Motioun och mat ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Den Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Mir kënnen dës Motioun hei mat ënnerstëtzen. Et ass dat, wat ech gesot hunn: Et soll ee fir d'éischt e Leitfaden oder en Dokument erschaffen, well d'Klimaauswierkunge si jo net ëmmer déi selwecht. An ech mengen, do wier e Leitfade méi flexibel. A wann een duerno da feststellt, datt ee kéint am Gesetz eppes änneren, tant mieux. Mee ech mengen, et sollt ee mat engem Leitfaden ufänken. Deen ass méi flexibel, och fir d'Gewerkschaften a fir d'Patronen. An duerfir géife mir dat hei ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Keng aner Wuertmeldung? Här Wagner, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

M. David Wagner (déi Lénk), interpellateur | Jo, merci. Jo, ganz kuerz. Ech hat och Schwieregkeeten, d'Madamm Welfring ze héieren. Mee bon, dat wäert jo geléist gi mat der Technik, iergendeng Kéier. Mee ech hunn elo verstanen, wat hir Argumentatioun ass. A si ass och richteg. Ech mengen, den Här Engelen geet och an déi Richtung.

Eis geet et jo drëms, datt ee souwuel d'Sozialpartner wéi och d'Wëssenschaft wéi och déi verschidden Administratiounen, déi eeben all déi verschidden Donnéeën, Experienzen hunn, datt een dat zesummebréngt an datt een dann e Plang ausschafft, datt een all déi Kräfte mobiliséiert, fir dee Plang auszeschaffen, ganz independamment dovunner, wat fir eng aner Projet-de-loien, déi net onbedéngt an déi selwecht Richtung wäerte goen, kommen. Dat heescht, jo, mir si weiderhin der Meenung, datt déi heite Motioun net superfetatoire ass an datt ee se muss unhuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Da géinge mer zum Vott vun der Motioun 1 vum Här Wagner kommen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech kann net ofstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Da sot Der mer duerno, wat Der gestëmmt hätt, an da rechne mer dat derbäi.

Ech schléissen dann de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 24 – ech ginn dovunner aus, datt dat Jo: 25 soll heeschen –, an Nee: 35, bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques (par M. Félix Eischen), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jeff Boonen) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun 2. Här Wagner, Dir schwätzt gär duerno. Wien wëll zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Här Weiler, Här Engel, Här Clement. Här Weiler, da fänkt un.

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Bon, mam éischte Punkt, do kënne mer liewen, domat, eng Reflexioun do ze féieren, fir gegeebenefalls Dispositioune vum Code du travail op de Leescht ze huele fir d'Protektioun vun de Salariéen. Ech mengen, datt dat net verkéiert ass. Sou wéi ech de Minister verstanen hunn, wäert dat och am CPTE gemaach ginn, wat eng gutt Saach ass.

Deen zweete Punkt allerdéngs, dee geet eis dann awer ze wäit. Ech mengen, d'Gewerkschafte si fräi, ze decidéieren, wat se op en Ordre du jour a Verhandlunge setzen. Iwwert déi Punkten, déi dann um Ordre du jour sinn, muss och diskutéiert ginn. A wa si et opportun fannen, fir dat doten op den Ordre du jour vu Verhandlungen ze setzen, kënne se dat roueg maachen. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech fannen den éischte Punkt absolutt och ze ënnerstëtzen. D'Kooperatioun mat de Partenaires sociaux solle mer am Allgemengen ënnerstëtzen an de Sozialdialog solle mer am Allgemengen ënnerstëtzen, an duerfir natierlech och an dësem Domän hei vun der Santé au travail.

Ech ka verstoen, dass d'CSV deen zweete Punkt net wëll maachen, well dat kéint eng Konsequenz aus dem éischte Punkt sinn. Wann ee seet: „Kommt, mir diskutéiere fir d'éischt zesummen an da kucke mer, wat mer maachen", dat kéint eng Konsequenz dorauser kommen. Dofir kann ech verstoen, firwat datt d'CSV et net wëll hei matstëmmen.

Menger Fraktioun kann ech awer proposéieren, et direkt matzestëmmen, well ech fannen, dass dat vum Prinzipp hier an déi richteg Richtung geet, fir alleguer déi Bestëmmungen do an engem Kollektivvertrag ... oder zesummen, fir et emol anescht ze soen, zesummen ze diskutéieren, an dass alles, wat d'Santé au travail an d'Prévention des risques climatiques op der Aarbecht dann och ugeet, zesummen diskutéiert gëtt. Dat geet an déi selwecht Richtung wéi och dat, wat ech virdrun a menger Ried gesot hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Deen éischte Punkt ass, mengen ech, ganz kloer an et ass wichteg, datt mer – an dat hunn ech virdru scho gesot – wierklech derfir suergen, datt d'Sozialpartner un engem Dësch sëtzen an deen Debat hei féieren, wat mer mussen am Code du travail änneren, fir datt mer eeben déi Risiken do an de Gréff kréien.

Wat awer, mengen ech, och wichteg ass, an dat ass deen zweeten Invite, deen awer net ganz anodin ass – an dofir verstinn ech, firwat et do Retizenze gëtt –, dat ass jo och, datt mer haut eng Situatioun hunn, wou déi meescht Leit, déi am häertste betraff sinn – wa mer elo mol de Bausecteur ausklameren –, net forcement ënner eng Convention collective de travail falen an dofir natierlech dat heite vläit dee séierste Wee och wär – mir wëlle méi Conventions collectives de travail –, fir iwwerall do, ouni mussen iwwert d'Gesetz ze fueren, de Klimarisiko ofzebilden. A genau dofir, mengen ech, ass et esou wichteg, deen heiten dranzeloossen. An dofir kann ech och nëmme recommandéieren, datt een et matstëmmt, well et wär e weideren Incentive u sech, fir CCTen ofzeschléissen, fir méi Leit ze couvréieren, ouni datt mer forcement mussen un d'Gesetz goen, an natierlech d'Sozialpartner involvéiert ze halen. An dat

alles zesummen ass fir eis e staarkt Argument, fir dat heite matzestëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci. Och ech kann deene Gréngen nëmme recommandéieren, dës Motioun matzestëmmen. Deen éischte Punkt: Et ass nëmmen ze begréissen, dass d'Majoritéit dat och gesäit, dass een do eng Kéier muss duerch de Code du travail duerchgoen, fir dat eng Kéier ze préiwen. Dat hunn ech jo och a menger Ried gesot.

Par rapport zum zweete Punkt kann ech just feststellen, dass d'Majoritéit dës wichteg Verantwortung de Gewerkschaften iwwerléisst, fir driwwer ze schwätzen. Ech mengen, dass een do och dat hätt kënnen als national Verantwortung gesinn, dëse wichtege Sujet vun der Gesondheet an der Klimapreventioun hei vu sech aus virzegesinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldungen. Dach, den Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, ech ka mech ganz kuerz faassen, Här President. Mer schléissen eis hei dem Avis vun der CSV un. Et ass esou, dass mir der Meenung sinn, datt d'Gewerkschafte maans genuch sinn, fir esou e Sujet wéi deen heiten och op den Ordre du jour vu Verhandlungen ze setzen am Kader vu Kollektivverträg. Mir jiddefalls schenken hei de Gewerkschafte Vertrauen. An domat sinn ech scho fäerdeg.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Elo ass keng aner Wuertmeldung do. Da ginn ech dem Här Wagner nach eng Kéier d'Wuert, wann en et wëllt.

M. David Wagner (déi Lénk), interpellateur | Merci, Här President. Jo, also et kann een och net ëmmer nëmme Motioune maachen, wou een iergendeen, sief et d'Regierung oder anerer ..., wou mir d'Regierung oder anerer opfuerderen, nozedenken. Am Prinzipp misst dat jo souwisou vum selwe geschéien. Mee ...

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dat tëschent den Oueren ass ...

M. David Wagner (déi Lénk), interpellateur | Nee, dat ass ... Dofir, dat sinn ëmmer Punkten, déi ëmmer Consensus maachen, wat normal ass. Duerno muss een och heiansdo kënnen e bësse Faarf bekennen.

D'Gewerkschafte wëllen dat. Also dat ass net d'Fro. An ech menge justement, wann deen zweete Punkt och géif ugeholl ginn ... Bon, ech verstinn, datt d'Majoritéit déi Motioun net wëllt unhuele wéinst dem zweete Punkt, mee den zweete Punkt géif jo justement d'Positioun och nach a sech an den Negociatioune vun de Gewerkschafte stäerken an déi Fuerderung dann och mat stäerke souwisou. D'Regierung hätt jo och kënne soen: „Mir wëllen dat souwisou maachen, dann ass et superfetatoire." Dat hunn ech awer net héieren. Mee ech kann Iech assuréieren, wann Der de Gewerkschafte vertraut: D'Gewerkschafte wëllen dat souwisou, dat wësst Der jo och. Dat heescht, Dir kënnt dat roueg matstëmmen. Ech berouegen Iech do op deem Niveau.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Diskussioun zu dëser Motioun dann ofgeschloss. An da géife mer zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 26 Jo-Stëmmen, 34 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Dës Motioun ass ofgeleent mat 34 Nee-Stëmme bei 26 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 35 voix contre 25 voix.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

Motion 3

Da komme mer zur drëtter Motioun vum Här Wagner. An den Här Wagner wëllt elo net dozou schwätzen. Dee mécht dat duerno. An ech ginn da mol dem Här Weiler d'Wuert. Här Weiler.

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn elo nach eng Kéier am Text nogekuckt, wien alles an der Commission supérieure des maladies professionnelles dran ass. Do sinn u sech zwee Dokteren, entre autres zwee Dokteren, zwee Representantë vum Patronat, zwee Representantë vun den Assuréen. Acteure vum Terrain, déi sech u sech mat de Konsequenze vum Klimawandel op d'Aarbechtswelt auskennen, Experten, déi deemno kompetent sinn, fir ze appreciéieren, wat op den Tablo vun de Maladie-professionellë soll dropkommen. Dat ass notamment och hir Missioun, sou wéi et am Text virgeschriwwen ass, soudatt ech denken, datt een déi Kompetenz bei hinne soll loossen. An dofir géif ech och hei menger Fraktioun uroden, net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Sinn elo nach aner Wuertmeldungen? Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Ech muss soen, ech sinn ... Also ech fannen et ganz wichteg, datt mer eng Diskussioun féieren, dass et och an Zukunft warscheinlech Maladies professionnelles gëtt, déi duerch de Klima u sech kéinten ervirkommen an duerch den Dereglement vum Klima.

Ech si mer nach net ganz eens, ob déi Motioun hei de richtege Wee ass oder ob mer net sollen eng Kéier an der Kommissioun driwwer diskutéieren, wéi een dat kéint am Fong geholl am beschte mat där Commission supérieure des maladies professionnelles reegelen. Wann een dat an der Santéskommissioun mat der Aarbechtskommissioun zesummen eng Kéier kéint kucken, wat et do vu Méiglechkeete gëtt, da wär mir u sech e Renvoi an d'Kommissioun léiwer, fir ze gesinn, wéi eng Implikatioun datt dat am Ganze mécht. Duerfir wär dat emol meng Propos, fir se an d'Kommissioun ze verweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech fannen dat eng tipptopp Propos vum Här Engel, déi mir och géifen esou wëllen ënnerstëtzen. Ech hoffen, dass d'Majoritéit domadder liewe kéint.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Jo, mir kënnen déi Propos mat ënnerstëtzen, fir se mat an d'Kommissioun ze huelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Den Här Weiler nach eng Kéier.

M. Charles Weiler (CSV) | Well mer jo net ëmmer zu allem direkt kategoresch Nee soen ...

(Exclamations)

... an och d'Saach eis wichteg ass, kéinte mer mat där Propositioun liewen, fir et mat an d'Kommissioun ze huelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. Dann checke mer elo nach, ob den Här Wagner och domat d'accord ass.

M. David Wagner (déi Lénk), interpellateur | Ech gesinn, datt den Här Weiler bal esou harmoniebedürfteg ass wéi de Marc Baum.

(Hilarité)

Mee, nee, ech fannen déi Propos ganz gutt, well et ass jo och esou gaang, mir hunn déi Motioun och esou ausgeschafft ..., also mir kruten och ... Mir hunn eis jo informéiert, och bei Leit, déi sech auskennen, an et ass och e Chercheur vum LISER, deen eis dorobber opmierksam gemaach huet, datt déi Lëscht souwisou muss upgedate ginn.

Duerno, wéi dat geet, ob et d'Regierung ass, déi muss intervenéieren an esou weider ... Also déi Leit, déi do an där Kommissioun sinn, déi si jo net en cause gesat, mee et gëtt e Besoin vu Spezialisten, déi soen: „Dat muss een erëm eng Kéier kucken." Wéi mer dat maachen, dat ass da warscheinlech eis iwwerlooss. An da kann ee roueg an der Kommissioun doriwwer diskutéieren. Jo.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ech gesinn, datt do jiddweree mat där Propositioun d'accord ass. Kënne mer dann à main levée stëmmen, ob mer dat an d'Kommissioun verweisen?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wien domat d'accord ass, hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dat ass net de Fall. Also dës Motioun ass à l'unanimité an d'Kommissioun verwisen.

(La motion 3 de M. David Wagner est renvoyée à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.)

8. Information de M. le Président

Éier Der elo fortlaaft an éier ech d'Sëtzung zoumaachen, wollt ech nach soen, datt mer duerno eng Foto fir d'Commemoratioun vum 80. Anniversaire vum Holocaust maachen. Déi also wëllen do matmaachen, kéinten nach e puer Minutte méi laang bleiwen.

An domat wäre mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 11.55 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Comptes de la sécurité sociale	1327	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	82
Impôt mondial sur les multinationales	1436	André Bauler, Patrick Goldschmidt	83
Arbres biotopes	1437	Stéphanie Weydert	83
Test prénatal non invasif	1438	Nathalie Morgenthaler	83
Mode de sélection de l'artiste représentant le Luxembourg à la Biennale d'art contemporain de Venise	1439	Marc Baum	84
Décrochage scolaire dans l'enseignement supérieur	1440	David Wagner	84
Accompagnement des fusions de communes par l'État	1441	Charles Weiler	85
Lutte contre la drogue	1442	Laurent Mosar	85
Soutien psychologique dans l'armée	1443	Liz Braz	86
Nouvelle plateforme numérique atschool.lu	1444	Mars Di Bartolomeo	86
Découverte d'un trésor d'or dans la commune Parc Hosingen	1445	Marc Goergen	87
Nouvelle structure tarifaire du marché électrique	1446	Liz Braz	87
Cas d'intoxication alimentaire dans des structures disposant d'un agrément avec l'État	1447	Françoise Kemp, Ricardo Marques	88
Convention « droit à l'oubli » entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances luxembourgeoises	1448	Mars Di Bartolomeo	88
Contamination de conserves de thon par le mercure	1449	Gusty Graas	88
Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg	1450	Tom Weidig, Fred Keup	89
Concentration de mercure dans le thon	1451	Claire Delcourt	90
Football féminin	1452	Barbara Agostino, Corinne Cahen	90
Impact de la nouvelle structure tarifaire du réseau électrique pour les entreprises	1453	Georges Engel	91
Subvention des appareils électroménagers	1454	Georges Engel	92
Distribution de matériel de sensibilisation LGBTQ+ dans les écoles	1455	Tom Weidig	92
Plan d'action pour promouvoir la négociation collective	1456	Sam Tanson, Djuna Bernard	93
Entretien des pistes cyclables	1458	Marc Goergen	93
Vaccins contre la Covid-19	1459	Sven Clement	93
Service droit des jeunes	1460	Dan Biancalana	94
Étude sur l'utilisation des smartphones à l'école	1461	Ben Polidori, Francine Closener	95
Relations entre la firme SpaceX et l'État	1462	Marc Goergen	95
Rôle des femmes dans la religion catholique	1463	Marc Goergen	95
Consommation électrique	1465	Jean-Paul Schaaf, Jeff Boonen	96
Nouvelle structure tarifaire du réseau d'électricité	1466	Jeff Boonen	96
Maladie de la suie de l'érable	1467	Françoise Kemp	97
Ghost jobs	1468	Sven Clement	97
Identification des chiens	1469	Claire Delcourt	98
Organisation des épreuves d'aptitude générale du secteur étatique	1470	Yves Cruchten	98
Écrevisse américaine	1482	Sven Clement	98
Position du Luxembourg face à l'action en justice contre la Hongrie	1960 urgente	Yves Cruchten, Franz Fayot	98
Élections sociales au sein de l'ASBL Hëllef um Terrain	1972 urgente	Marc Baum	99

Comptes de la sécurité sociale | Question **1327** (10/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Régulièrement le solde annuel de la Sécurité sociale s'avère être sous-estimé.

– À l'aube des discussions sur nos régimes de pensions, nous aimerions dès lors savoir de la part du Gouvernement comment se présentent pour les quinze dernières années les comptes de la Sécurité sociale dans son ensemble et pour les différentes branches par rapport aux estimations budgétaires des années correspondantes.

– Quelles sont le cas échéant les raisons des écarts entre estimations et comptes ?

Réponse (10/12/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

La trajectoire prévisionnelle du solde de la Sécurité sociale élaborée par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) repose en principe sur le dernier scénario macroéconomique établi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) ainsi que sur les projections de dépenses les plus récentes établies par les institutions de sécurité sociale (ISS) et par la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux (CPFEC), cette dernière faisant partie du périmètre de la Sécurité sociale tel que défini par le système européen des comptes (SEC2010), cadre comptable de référence au niveau de l'Union européenne.

Par ailleurs, de manière analogue à l'approche appliquée au niveau de l'administration centrale et des administrations locales, qui, avec la Sécurité sociale composent le secteur des administrations publiques, le passage du solde administratif de la Sécurité sociale (somme des soldes des institutions de sécurité sociale établis en vertu du cadre comptable défini par le règlement grand-ducal du 19 décembre 2008 relatif à la comptabilité et aux budgets des institutions de sécurité sociale) au solde d'après le SEC2010 nécessite un certain nombre d'opérations comptables. Ces dernières sont décrites en détail dans le PLPFP.

Par la suite, le terme « solde » fera référence au solde établi selon les règles du SEC2010.

Au cours des quinze dernières années, le solde de la Sécurité sociale a oscillé entre 671 et 1.219 millions d'euros (figure n° 1↑).

En moyenne, sur la période 2008-2023, les estimations budgétaires ont conduit à une sous-estimation du solde de 55 millions d'euros par an (figure n° 2↑).

Cet écart résulte d'une sous-estimation annuelle moyenne des recettes de 160 millions d'euros sur l'intervalle étudié (déviation de -1,5 % par rapport au résultat), amortie par une sous-estimation des dépenses de 104 millions d'euros par an (déviation de -1,1 % par rapport au résultat).

Étant donné que la loi de programmation financière pluriannuelle, dans laquelle figure une présentation détaillée des recettes et dépenses de la Sécurité sociale en fonction des principales catégories de la codification SEC2010, n'a été introduite qu'en 2015, l'analyse détaillée des écarts entre le solde de la Sécurité sociale estimé dans le cadre du PLPFP et le solde de la Sécurité sociale constaté, portera sur la période 2015-2023.

Par ailleurs, il convient d'indiquer que la réalisation de cette analyse détaillée a nécessité la neutralisation des flux financiers entrants et sortants du secteur hospitalier, ces derniers n'influençant toutefois que de façon marginale le solde de la Sécurité sociale (encadré n° 1↑).

Sur la période 2015-2023, les estimations budgétaires ont conduit à une sous-estimation du solde de 95 millions d'euros par an en moyenne (pour rappel, sous-estimation de 55 millions d'euros sur la période 2008-2023). Cet écart résulte d'une sous-estimation annuelle moyenne des recettes de 218 millions d'euros sur l'intervalle étudié (déviation de -1,8 % par rapport au résultat), amortie par une sous-estimation des dépenses de 124 millions d'euros par an (déviation de -1,1 % par rapport au résultat).

Une analyse réalisée au niveau des branches de la Sécurité sociale révèle par ailleurs que sur la période étudiée, les estimations budgétaires ont conduit à des écarts entre les soldes constatés et les soldes estimés dans le cadre du PLPFP allant d'une surestimation de 1 million d'euros par an en moyenne (pour la CPFEC) à une sous-estimation de 45 millions d'euros par an (pour l'assurance maladie-maternité) (figure n° 3↑).

À noter que l'écart total de 87 millions d'euros affiché sur la figure n° 3 diffère légèrement de celui qui résulterait de la moyenne, sur la période 2015-2023, des valeurs affichées sur la figure n° 2 (95 millions d'euros). L'explication tient au fait que les opérations comptables effectuées par l'IGSS au niveau des branches pour permettre le passage du solde administratif au solde SEC2010 constituent une version simplifiée de celles effectuées par le Statec au niveau agrégé lors de la notification à Eurostat des données de finances publiques dans le cadre de la procédure encadrant les déficits excessifs.

La sous-estimation du solde de l'assurance maladie-maternité (pour rappel, 45 millions d'euros par an en moyenne sur la période 2015-2023), qui explique 51 % de l'écart constaté au niveau du solde de la Sécurité sociale, résulte d'une sous-estimation annuelle moyenne des recettes de 87 millions d'euros sur l'intervalle étudié (déviation de -2,6 % par rapport au résultat), amortie par une sous-estimation des dépenses de 36 millions d'euros par an (déviation de -1,1 % par rapport au résultat).

En ce qui concerne la sous-estimation du solde de l'assurance pension (pour rappel, 10 millions d'euros par an en moyenne sur la période 2015-2023), qui explique 12 % de l'écart constaté au niveau du solde de la Sécurité sociale, elle résulte d'une sous-estimation annuelle moyenne des recettes de 75 millions d'euros sur l'intervalle étudié (déviation de -1,2 % par rapport au résultat), amortie par une sous-estimation des dépenses de 65 millions d'euros par an (déviation de -1,2 % par rapport au résultat).

Impôt mondial sur les multinationales | Question **1436** (25/10/2024) de **M. André Bauler** | **M. Patrick Goldschmidt** (DP)

An der Zäitschrëft „Fonction publique" gëtt vu gewerkschaftlecher Säit aus behaapt, datt de Staat vun 2026 un, tëscht fënnef a fofzéng Milliarden Euro zousätzlech pro Joer duerch déi nei 15 %-Mindeststeier op de globale Profitter vun internationale Grousskonzerner géif kasséieren. Dëst hätten, wann een dem Auteur vun engem Artikel aus dem Périodique „Fonction publique" Glawe schenke kann, déi „weltwäit kompetentst Fiskalexperten" ausgerechent.

An deem Kader wollte mir dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

1. Gëtt et mëttlerweil Studien, mat Hëllef vun deenen ee viraussoe kann, wat den Impakt vun der Mindeststeier op eis Staatsfinanze wäert sinn?

2. Wéi positionéiert sech den Här Finanzminister zu den Aussoen, déi an der Oktobernummer vun der Zäitschrëft „Fonction publique" formuléiert goufen?

Réponse (18/11/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

Op OECD-Niveau goufe virun e puer Jore global Studie gemaach, wou d'Conclusiounen tëschent engem negativen Impakt bis zu engem positiven Impakt staark variéieren, déi doduerch wéineg nëtzlech fir esou Schätzunge sinn. Déi vum Untragsteller genannten Etüd ass do net méi hëllefräich.

Wéint de ville Variabelen, déi och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1137 ugefouert goufen, ass et weiderhi schwiereg, eng valabel quantifizéiert Schätzung vum Impakt ze ginn.

Arbres biotopes | Question **1437** (28/10/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

De Klimawandel bréngt mat sech, datt déi drécheweaarm Perioden ëmmer méi laang ginn. Rezent Etudë weisen dorop hin, dass de Lëtzebuerger Bësch an engem ëmmer méi schlechte Gesondheetszoustand ass an d'Experte ginn dovun aus, dass dësen Trend weider zouhuele wäert. An engem Bësch, deen an engem schlechten Zoustand ass, besteet de Risiko, datt ëmmer méi Beem ëmfalen oder briechen, well d'Beem duerch d'Dréchent an/oder de Borkenkäfer geschwächt sinn. A sengem Bësch dierf de Proprietär natierlech Beem, déi krank sinn, ëmmaachen, mee wann dëse Bësch an enger Réserve naturelle läit oder de Bam als „Biotopbam" ausgewisen ass, ass de Proprietär a sengem Handelen ageschränkt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Ënnert wéi enge Konditiounen däerf e Proprietär e Bam, deen an enger Réserve naturelle steet, oder e Biotopbam, ëmmaachen?

2. Wat fir Prozedure muss de Proprietär ggf. an esou engem Fall anhalen?

3. Wéi gëtt assuréiert, datt hei zäitno ka gehandelt ginn?

Réponse (02/12/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Aféierung:

Am Artikel 1 vum modifizéierte Règlement grandducal vum 1. August 2018 iwwert déi geschützte Biotopen a Liewensraim sinn d'Krittären definéiert, déi ee Bam muss erfëllen, fir dass en als „Biotopbam" betruecht gëtt. Am Artikel 3 Punkt 14 vun deem selwechte Reglement ass definéiert, dass all Moossnam, déi an engem Bësch duerchgefouert gëtt an déi mat sech bréngt, datt dono manner wéi 2 Biotopbeem um Hektar stinn, als Reduktioun vun engem Biotop betruecht gëtt an dofir nom Artikel 17 vum Naturschutzgesetz verbueden ass. Dës Dispositioun ass sou formuléiert, datt ee Bëschbesëtzer ee Biotopbam dierf ewechmaachen, wann e geféierlech ass. Hie muss awer dofir suergen, datt nach mindestens zwee aner Biotopbeem pro Hektar am Bëschbestand stoe bleiwen.

ad 1. Ee Bam, deen an engem Bësch steet, deen als Réserve naturelle klasséiert ass, an deen eng Gefor kéint gi fir Mënschen, déi sech op de Spadséierweeër an dësem Bësch beweegen, kann zu all Moment vum Proprietär oder Gestionnaire ewechgemaach ginn. Dëst gëllt och fir Biotopbeem. Et muss just garantéiert sinn, datt no dëser Aktioun nach genuch Biotopbeem an deem Bëschbestand stinn sou wéi vu besotem Reglement vum 1. August 2018 virgeschriwwen.

ad 2. Dës Äntwert ass schonns an der Äntwert op d'Fro 1 enthalen: Et ass keng extra Prozedur dofir virgesinn.

ad 3. Am Fall vun engem Bam, deen sech an enger Réserve naturelle am Bësch befënnt, kann de Proprietär oder de Gestionnaire dëse Bam, wann en zu enger Gefor ginn ass, zu all Moment ewechmaachen. Dat selwecht gëllt fir ee Bam, deen als Biotopbam ausgewise ginn ass.

Test prénatal non invasif | Question **1438** (28/10/2024) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Le test prénatal non invasif (TPNI) est un test de dépistage des anomalies chromosomiques fœtales les plus fréquentes. L'objectif est de détecter notamment des anomalies comme la trisomie 21 (syndrome de Down), la trisomie 18 (syndrome d'Edwards), la trisomie 13 (syndrome de Patau), le diagnostic de Turner ou le diagnostic de Klinefelter. Ce test, qui s'effectue à partir de 12 semaines d'aménorrhée, se fait à partir d'une simple prise de sang chez la femme enceinte et relève de son choix personnel.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de femmes enceintes choisissent de se soumettre à ce test de dépistage ?

2) Combien d'anomalies ont été détectées grâce à ce test de dépistage depuis qu'il est proposé de manière systématique aux femmes enceintes ? Est-ce qu'il est possible d'obtenir la répartition du nombre de cas par anomalie ?

3) Combien de personnes ont choisi de mettre un terme à leur grossesse en raison de la découverte d'une anomalie ? Quelles sont les anomalies concernées ? Comment s'effectue la prise en charge des femmes qui prennent cette décision ?

Réponse (28/11/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis le 1er août 2019, le Centre national de génétique (NCG) du Laboratoire national de santé (LNS) réalise les analyses du TPNI (test prénatal non invasif) pour toutes les femmes enceintes au Luxembourg, et pour lesquelles ce test a été prescrit par leur gynécologue. Le Luxembourg a été l'un des premiers pays de l'UE à introduire le TPNI comme test de dépistage de première intention pour toutes les femmes enceintes.

Selon les données du LNS, du 1er août 2019 au 12 novembre 2024, 40.792 femmes enceintes ont été testées.

ad 2) Au total, sur la période du 1er août 2019 au 12 novembre 2024, 423 anomalies ont été détectées (soit une prévalence de 1,04 %).

Les anomalies détectées se répartissent de la façon suivante :

- 179 trisomies 21, soit 42,3 % des anomalies détectées
- 49 trisomies 18, soit 11,6 % des anomalies détectées
- 31 trisomies 13, soit 7,3 % des anomalies détectées
- 75 cas des autres aneuploïdies autosomiques rares, soit 17,7 % des anomalies détectées
- 65 cas de variabilité du nombre de copies, soit 15,4 % des anomalies détectées
- 24 syndromes de Turner, soit 5,7 % des anomalies détectées.

À noter que selon les recommandations de la Société internationale de gynécologie et de génétique, les anomalies chromosomiques touchant les chromosomes sexuels ne sont pas systématiquement rapportées. Elles ne sont évaluées qu'à la demande explicite du gynécologue, lorsque les résultats de l'échographie évoquent la possibilité d'un syndrome de Turner. Ainsi, les 24 cas identifiés de syndrome de Turner l'ont été au cours de grossesses associées à des anomalies échographiques très évocatrices d'un syndrome de Turner.

En ce qui concerne le syndrome de Klinefelter, il ne fait pas partie de la politique de dépistage, car il n'y a aucune anomalie échographique spécifique associée à ce syndrome.

ad 3) Pour rappel, le TPNI est un test de dépistage pris en charge par la CNS. Les recommandations des sociétés savantes préconisent de confirmer un TPNI positif par un examen diagnostique (ex. amniocentèse) avant toute décision médicale concernant une grossesse en cours.

Concernant le nombre de femmes ayant choisi une interruption médicale de grossesse, à l'heure actuelle, il n'est pas possible de relier les résultats positifs du test

de dépistage avec le résultat du diagnostic final, puis avec la réalisation d'une interruption médicale de grossesse.

Chaque hôpital met en place une prise en charge qui lui est propre, pour accompagner les femmes ayant choisi une interruption médicale de grossesse. Cette prise en charge est souvent réalisée par une équipe pluridisciplinaire, qui peut être composée de médecins-gynécologues, de sage-femmes spécialisées en orthogénie, de psychologues et d'assistantes sociales, afin de venir en aide à différents niveaux.

Mode de sélection de l'artiste représentant le Luxembourg à la Biennale d'art contemporain de Venise | Question **1439** (28/10/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

D'après des informations qui me sont parvenues, la procédure de sélection pour désigner les artistes représentant le Luxembourg à la Biennale d'art de Venise a changé cette année et en a surpris plus d'un. La sélection qui s'est faite sans concours cette année se fera sous le commissariat du Casino Luxembourg.

La formule de l'appel à candidatures existait depuis 2010 : le ministère ne désignant plus le commissaire de l'exposition, un appel à projets a eu lieu tous les deux ans afin de sélectionner l'artiste (de nationalité luxembourgeoise ou résidant au Luxembourg) sur base d'un projet avec le commissaire de son choix.

Cette pratique rencontrait un vif succès auprès de la profession et certains artistes et curateurs s'étaient déjà lancés dans l'élaboration de projets afin de pouvoir participer à l'appel à candidature pour 2026.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Quelle a été la motivation pour changer de mode de sélection ?

2) Pourquoi la sélection de l'artiste représentant le Luxembourg à la Biennale de Venise se fait désormais à huis clos ?

3) Pourquoi rien n'a été communiqué en amont avant le changement de procédure ?

4) Quels sont les nouveaux critères et principes de sélections pour désigner l'artiste représentant le Luxembourg à la Biennale de Venise ?

5) Qui a été consulté pour mettre en place ce nouveau dispositif ?

6) Quels sont les rôles respectifs du Mudam, du Casino, de Kultur | lx et du Ministère de la Culture dans ce nouveau dispositif ?

7) Quelle est la place du secteur des galeries privées dans la modalité de sélection ?

8) Est-ce que cette modalité de sélection ne concerne que 2026 ou sera-t-elle reprise par la suite ?

9) Est-ce qu'une évaluation de ce nouveau mode de sélection est prévue avec les acteurs concernés (en dehors du Mudam, du Casino, de Kultur | lx et du Ministère de la Culture) ?

10) Quelles sont les garanties de transparence dans le mode de sélection et dans son fonctionnement ?

Réponse (29/11/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1) Depuis le pavillon « Potemkin Lock » de Bert Theis à la Biennale de Venise (en 1995), les lieux d'exposition et les modes de sélection des artistes pouvant profiter de cette présence à la plus importante biennale d'art d'Europe a changé plusieurs fois : sélection directe de l'artiste, choix d'un duo curateur/artiste, appel public. Depuis de nombreuses éditions, le Mudam et le Casino en furent les producteurs, à un rythme de deux éditions par maison. L'édition de 2026 étant en même temps celle du trentième anniversaire du Casino Luxembourg, producteur du pavillon cette année-là, j'ai concédé à la proposition de Kultur | lx, qui assure le commissariat de nos présences à Venise, de leur laisser carte blanche pour cette édition. Ils ont choisi l'artiste Aline Bouvy.

ad 2) Comme indiqué ci-dessus, il s'agit d'une procédure exceptionnelle, Kultur | lx ayant proposé au Casino une carte blanche pour la désignation de l'artiste lauréat/e. La connaissance approfondie du Casino de la scène luxembourgeoise et son expérience de la biennale lui confèrent une légitimité pour proposer un choix pertinent, correspondant non seulement au contexte de la biennale mais aussi au moment de la carrière de l'artiste.

ad 3) Des consultations internes à Kultur | lx et au Ministère de la Culture ont lieu actuellement pour définir le meilleur mode de sélection, qui allie transparence et accès démocratique pour tous. Ce mode de sélection sera mis en place dès 2028 et communiqué de manière transparente.

ad 4) Le choix de l'artiste représentant le Luxembourg en 2026 à la Biennale de Venise repose sur une appréciation par le curateur de la carrière et du profil de l'artiste, et de leur pertinence par rapport au contexte de la biennale.

ad 5) À la suite de la reprise de l'organisation des pavillons aux Biennales de Venise, Kultur | lx a entamé dès 2022 des échanges avec les porteurs de projets historiques des présences luxembourgeoises à Venise (luca – Luxembourg Center for Architecture, Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain, Mudam Luxembourg – Musée d'art moderne Grand-Duc Jean) et a étendu une première concertation pour la biennale d'art avec la Konschthal Esch et les Rotondes.

Kultur | lx souhaite relancer cette démarche de consultation pour réfléchir à l'après 2026, ce qui est désormais envisageable d'un point de vue temporel.

ad 6) Le Gouvernement luxembourgeois ayant décidé de participer à la Biennale de Venise, il incombe au Ministère de la Culture d'y assurer la présence luxembourgeoise. C'est ainsi que le Ministère de la Culture a signé un « contrat de location » (Hospitality agreement) avec la Fondazione La Biennale di Venezia, permettant l'occupation d'un espace d'exposition au cœur de la biennale pendant vingt ans.

Kultur | lx est annuellement nommé commissaire du pavillon luxembourgeois par le Ministre de la Culture. En cette qualité ils sont responsables de la coordination du pavillon et de la gestion du budget global alloué à la présence luxembourgeoise à Venise.

En 2022 et 2024, le Mudam fut curateur de l'exposition luxembourgeoise à Venise.

En 2026, le Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain est curateur de l'exposition. En cette qualité, il assure l'accompagnement curatorial de l'artiste et est en charge de la production de l'exposition.

ad 7) Le secteur des galeries privées n'intervient pas dans le processus de sélection.

ad 8) Le mode de sélection exceptionnel retenu pour l'édition 2026 fera l'objet d'une évaluation a posteriori, visant à recueillir les informations nécessaires pour orienter les décisions sur les futurs modes de sélection. Comme mentionné précédemment, l'objectif est de conjuguer transparence et accès démocratique pour toutes et tous.

ad 9) Oui, parallèlement à l'évaluation susmentionnée, des discussions avant et pendant la biennale 2026 auront lieu, impliquant d'autres acteurs du secteur. Kultur | lx est en train de développer ce format.

ad 10) Les interlocuteurs ont à cœur de travailler de manière éthique et déontologique et de remplir au mieux les missions qui leur sont confiées.

Le changement de méthode ne découle pas d'un manque de transparence, mais de l'évolution normale des dispositifs au fil du temps. La sélection de l'artiste ou du projet pour la Biennale de Venise repose sur des choix complexes, qui nécessitent de prendre en compte le contexte national et international en constante mutation. Les institutions concernées doivent pouvoir explorer de nouvelles pistes, en tenant compte de l'évolution du contexte national et international, tout en s'appuyant sur leur analyse issue de l'expérience et de l'expertise accumulées.

Décrochage scolaire dans l'enseignement supérieur | Question **1440** (28/10/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Lors de la rentrée académique, Madame la Ministre a publié un rapport pour l'année 2023-2024 (« Chiffres clés de l'enseignement supérieur 2023-2024 ») comprenant des chiffres clés relatifs aux effectifs étudiants. Cependant, l'examen détaillé des données soulève certaines interrogations, notamment quant aux écarts observés entre les effectifs d'étudiants inscrits au semestre d'hiver et ceux du semestre d'été.

De plus, bien que le rapport quantifie précisément le nombre de diplômes de Brevet de technicien supérieur (BTS) délivrés, ainsi que ceux octroyés par l'Université du Luxembourg pour la période 2023-2025, il ne fournit aucune donnée sur les autres diplômes obtenus par les étudiants poursuivant leurs études supérieures à l'étranger.

À ce titre, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur :

1) Madame la Ministre pourrait-elle nous fournir des explications sur les différences entre les effectifs d'étudiants inscrits respectivement aux semestres d'hiver et d'été, ainsi que sur le nombre d'étudiants bénéficiant d'aides financières et de prêts au cours de chaque semestre ?

2) Madame la Ministre pourrait-elle préciser si les écarts observés au niveau des effectifs entre les semestres sont attribuables à un phénomène de décrochage au niveau supérieur ?

3) Existe-t-il un dispositif de suivi pour les étudiants interrompant leurs études supérieures, pour des motifs divers, similaire à celui mis en place par le Service national de la jeunesse pour le suivi des décrocheurs scolaires dans l'enseignement secondaire ?

4) Votre ministère dispose-t-il d'une base de données permettant de suivre le nombre d'étudiants entamant des études supérieures et obtenant effectivement un diplôme de fin d'études supérieures ?

5) Madame la Ministre pourrait-elle nous informer si un autre ministère, tel que le Ministère du Travail, dispose de données chiffrées relatives aux abandons d'études supérieures ou à la cessation des études sans obtention de diplôme ?

6) Dans la négative, Madame la Ministre envisage-t-elle la mise en place d'un système de suivi visant à mieux documenter le décrochage au niveau de l'enseignement supérieur ?

Réponse (14/11/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député David Wagner relative au décrochage scolaire dans l'enseignement supérieur, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

En ce qui concerne les différences observées, dans le cadre de la publication « Chiffres clés de l'enseignement supérieur 2023-2024 », entre le nombre d'étudiants bénéficiant de l'aide financière de l'État pour études supérieures aux semestres d'hiver et d'été, les écarts entre les effectifs desdits semestres peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs :

– certains étudiants achèvent leurs études au semestre d'hiver et ne formulent plus de demandes d'aide pour le semestre d'été ;
– des étudiants ayant vu leur demande refusée pour le semestre d'hiver ne renouvellent pas leur démarche pour le semestre d'été ;
– certains étudiants non résidents, constatant que les aides cumulées dans leur pays d'origine excèdent celles disponibles au niveau national, renoncent à une demande au semestre d'été ;
– certains étudiants omettent simplement de déposer leur demande dans les délais impartis ;
– et, enfin, des étudiants abandonnent leurs études après le semestre d'hiver ou envisagent une réorientation dans leur parcours pour l'année académique suivante, raison pour laquelle ils ne déposent pas de demande au semestre d'été.

Il résulte de ce qui précède que l'absence de demande d'aide financière de la part d'un étudiant ne peut donc pas être interprétée directement comme un signe de décrochage. Il est vrai qu'à l'heure actuelle, le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ne dispose pas de moyens de suivi qui permettraient d'identifier, via les demandes d'aides financières, un éventuel phénomène de décrochage parmi les étudiants.

Le ministère dispose d'une base de données relative aux étudiants sollicitant une aide financière de l'État, dans laquelle il est possible de suivre le passage d'un cycle d'études au suivant. Cette base permet actuellement de recenser les étudiants ayant achevé avec succès un premier cycle lorsqu'ils demandent une aide pour un deuxième cycle, et de même pour le passage au troisième cycle. Toutefois, ce système ne permet pas de suivre les étudiants qui arrêtent leurs études après un premier cycle d'études supérieures terminé avec succès. Ceci concerne en majeure partie les études de cycle court ou de premier cycle préparant directement à une profession.

Le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ne dispose pas de base de données commune avec le Ministère du Travail permettant le croisement des informations sur les abandons ou les arrêts d'études sans obtention de diplôme. À notre connaissance, aucun autre ministère ou administration ne dispose d'informations quant à l'abandon ou la cessation d'études sans obtention de diplôme.

Une révision de la législation concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures est actuellement en cours. Dans le cadre de cette révision est prévue l'introduction d'une prime de réussite pour les étudiants ayant bénéficié de l'aide financière de l'État et ayant terminé avec succès leurs études en cycle court, en premier cycle, en deuxième cycle ou en cycle unique. Cette prime est censée valoriser et récompenser les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, tout en les encourageant en même temps à déclarer au ministère l'achèvement de leurs études dans les cycles respectifs. De cette façon, le ministère disposera peu à peu de données consolidées relatives notamment à la durée effective des études dans les différents pays et domaines, ainsi qu'à la progression et aux taux de réussite des bénéficiaires de l'aide financière pour études supérieures.

Accompagnement des fusions de communes par l'État | Question **1441** (29/10/2024) de **M. Charles Weiler** (CSV)

En réponse à la question n° 0857 du 6 juin 2024 sur l'accompagnement des fusions de communes par l'État, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures a annoncé la création d'un groupe d'experts qui aura la mission de conseiller et d'accompagner les communes dans leurs démarches vers une fusion. La composition ainsi que les missions précises de ce groupe seraient définies en étroite concertation avec le Syvicol.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur l'avancement de la mise en place du groupe d'experts chargé d'accompagner les communes dans leurs efforts de fusion ?

– Quand la mise en place effective du groupe d'experts est-elle prévue ?

– Quelle sera la mission exacte de ce groupe d'experts auprès des communes ?

Réponse (07/11/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'accord de coalition prévoit que « Le Gouvernement maintiendra son soutien aux fusions de communes qui expriment le désir de s'associer. Ces regroupements se font exclusivement avec le consentement des citoyens concernés, exprimé par référendum. [...] Le Gouvernement s'engage à accroître les aides financières de l'État pour faciliter ces processus de fusion. »

Afin de mettre en œuvre l'accord de coalition le Ministère des Affaires intérieures est en train de mettre en place un groupe d'experts indépendants chargé d'accompagner et de soutenir les communes qui désirent s'engager dans le processus de fusion. Des pourparlers avec le Syvicol ont eu lieu en ce qui concerne la composition du groupe. Il sera constitué d'ici à la fin de l'année.

Le groupe d'experts aura pour mission de transmettre l'expérience de représentants de communes fusionnées tant aux élus qu'aux agents des communes qui projettent de fusionner, de les accompagner dans leur cheminement vers une eventuelle fusion et d'évoquer les différentes questions techniques, administratives et autres. En outre, la future équipe d'experts et les services du Ministère de l'Intérieur auront pour mission, conformément au principe de l'autonomie communale, de rapprocher et promouvoir le projet de fusion auprès des citoyens.

Lutte contre la drogue | Question **1442** (29/10/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

An engem Interview an der RTL-Sendung „Background" vum 19. Oktober 2024, an där d'Madamm Procureur général d'État, d'Martine Solovieff, Invitée war, ass et ënner anerem ëm d'Drogeproblematik am Garer Quartier gaangen. An deem Zesummenhang huet d'Madamm Solovieff op eng Nofro vum Journalist zur Verdeelung vun den Agente vun der Police judiciaire betount, dass de Parquet „jo léiwer op de méi wichtegen, méi groussen Dossieren [schafft]. De groussen Trafick, awer net op deenen ënneschte Membere vun der Hierarchie. Fir déi aner Affären ze maachen, do braucht der Zäit a Mëttel."

D'Madamm Solovieff huet och gesot, dass „en termes de gravité" d'Affären net méi „déi Qualitéit" hunn, déi se mol haten. An der Praxis géif dat bedeiten, dass déi presuméiert Täter no 14 Deeg lafe gelooss ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

– Ass d'Ausso vun der Madamm Procureur général d'État sou ze deiten, dass de Parquet déi manner „wichteg" Affären net méi poursuivéiert?
• Wa jo, wéi steet d'Madamm Justizministesch zu deenen Aussoen?
• Géif dat och bedeiten, dass d'Drogekonsumenten net méi vum Parquet poursuivéiert ginn?

– Ass d'Madamm Justizministesch net der Meenung, dass mat esou Aussoen e falscht Signal gesent gëtt?

– Kann d'Madamm Justizministesch mech driwwer informéieren, wéi vill sougenannte „kleng" Affäre vun 2018 bis elo klasséiert gi sinn, opgeschlësselt no Joer an Infraktioun?

Réponse (02/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

D'Regierung huet de feste Wëllen, fir e bessere Schutz vum Bierger a fir méi Sécherheet ze suergen. E wichtege Punkt, fir dëst politescht Zil ze erreechen, ass de verstäerkte Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit, dorënner natierlech d'Drogekriminalitéit.

Et sief ë. a. op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen Nummer 1283, 1296, 1336 a 1412 verwisen, fir den Detail vun de präventiven an de repressive Moossnamen, déi d'Regierung spezifesch géint den Drogenhandel an den Drogekonsum, an allgemeng géint déi organiséiert Kriminalitéit ëmsetzt. Am Kampf géint den Drogenhandel ass et wichteg, datt esouwuel um repressiven, wéi och um präventive Plang geschafft gëtt. Als Justizministesch engagéieren ech mech dofir, datt d'Justizautoritéiten déi néideg Moyene kréien, fir hir wichteg Aarbecht am Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit beschtméiglech ze maachen. Dozou gehéiert, wéi schonns a viregte parlamentareschen Ufroe geäntwert, méi Personal an och d'Schafe vun enger gesetzlecher Basis fir d'Asetze vu verschiddene polizeitechnesche Mëttel, déi momentan zu Lëtzebuerg bei der Bekämpfung vun der organiséierter Kriminalitéit net kënne benotzt ginn. Dëst ass néideg, well d'Drogendossieren duerch den transnationale Charakter vun der organiséierter Kriminalitéit ëmmer méi komplex ginn.

Wat eenzel Affären ugeet, steet et der Justizministesch, wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 1336 präziséiert, am Respekt vun der Gewaltentrennung net zou, d'Entscheedunge vun de Justizautoritéiten ze kommentéieren. Sou garantéiert d'Lëtzebuerger Verfassung d'Onofhängegkeet vum Ministère public am Kader vu senge Recherchen a Poursuitten, an d'Opportunitéit vun de Poursuitte läit laut Artikel 23 vum Code de procédure pénale beim Procureur d'État.

Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nummer 0240 duergeluecht, besteet d'Ausriichtung vun de Poursuitte vun den zwee Parqueten zënter der Mëtt vun de 70er-Joren an dem Gesetz vum 19. Februar 1973 effektiv doran, d'Drogekonsumente virun allem emol als krank Leit ze betruechten, déi prioritär a Richtung vun enger Behandlung oder engem Entzuchsprogramm sollen orientéiert ginn. Dëst ass eng Méiglechkeet, déi d'Gesetz virgesäit. Sou wenden d'Parquete reegelméisseg den Artikel 23 vum Gesetz vum 19. Februar 1973 un, deen et de Procureuren erlaabt, den Drogekonsumente virzeschloen, sech fräiwëlleg engem Entzuchsprogramm ze ënnerzéien. Des Weidere kréien all Joer op d'mannst 60 jonk

Cannabis-Konsumenten e Stage CHOICE18+ bei der Associatioun IMPULS virgeschloen. D'Parquete poursuivéieren d'Drogekonsumenten, wann zousätzlech méi schlëmm Strofdote virleien, esouwéi Déifstall mat Gewalt oder Abroch, oder de Konsum viru Mannerjäregen oder an der direkter Ëmgéigend vun de Schoulen oder anere Plazen, wou Jonker sech treffen, stattfënnt, oder wa gréisser Quantitéite vun Droge saiséiert goufen.

Haaptsächlech verfollegen d'Parqueten d'Drogendealer. D'Haaptzil vun den Enquêten ass, wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 1412 duergeluecht, méiglechst och déi ganz Struktur vun de kriminellen Organisatioune kënnen ze demanteléieren an esou déi organiséiert Kriminalitéit wierklech effikass a konsequent ze bekämpfen.

Op Basis vum Wuertlaut vun der Froestellung iwwer „sougenannte ‚kleng' Affären" ass et net méiglech, präzis Statistiken ze liwweren.

Soutien psychologique dans l'armée | Question **1443** (29/10/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Den Déngscht an der Arméi erfuerdert net nëmmen eng héichwäerteg Ausbildung an eng gutt physesch Gesondheet, mee och eng stabill psychologesch Verfaassung. Besonnesch den Ëmgang mat déidleche Waffen, Auslandsmissiounen a komplex Familljesituatiounen opgrond vum Déngscht an der Arméi kënnen hei eng Erausfuerderung stellen. Dofir spillt e psychologeschen Encadrement eng zentral Roll, fir d'Zaldote wärend an no hirem Déngscht ze begleeden.

An deem Kontext géing ech der Madamm Verdeedegungsministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Psychologe schaffen am Moment an der Lëtzebuerger Arméi?

2. Wéi vill Zaldoten hunn an de leschte fënnef Joer eng psychologesch Ënnerstëtzung kritt?

3. Awéiwäit kënne Familljemembere vun Zaldoten de psychologesche Service vun der Arméi an Usproch huelen?

4. Wat sinn d'Prozedure fir en Zaldot, fir e Psycholog ze kréien? Geschitt dat op Initiativ vum Zaldot oder op Recommandatioun vu Virgesetzten?

5. Gëtt et eng Verpflichtung, e Psycholog virun, wärend oder no engem Deploiement ze consultéieren?

6. Wéi eng präventiv Moossname goufen agesat, fir dat psychologescht Wuelbefanne vun den Zaldoten ze garantéieren?

7. Gëtt et Situatiounen an deenen e psychologescht Encadrement obligatoresch ass?

8. Op wéi enger Basis gëtt de Besoin vu psychologeschem Staff evaluéiert? Wéi huet d'Arméi an de leschten 20 Joer determinéiert, wéi eng Besoinen d'Struktur u psychologeschem Support huet a wat fir Moyenen et bräicht, fir dem Besoin gerecht ze ginn? Ass et dozou schonn eng Kéier eng Etude ginn?

9. Sinn an noer Zukunft Rekrutementer vu psychologeschem Support fir d'Arméi virgesinn? Wa jo, wéi vill a wéi eng (Neuropsychologen, Psychiater, Verhalenstherapeuten etc.)?

10. Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch, déi mental Gesondheet vun eiser Arméi an Zukunft adequat ze encadréieren?

Réponse (25/11/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

Aleedend ass ze soen, dass de Service psychologique vun der Arméi säit 2022 aus zwou Cellulë besteet:

– enger Cellule „Opérationnalité mentale", déi zoustänneg ass fir de psychologesche Soutien, d'Präparatioun op Missiounen, Formatioun, souwéi de Suivi vun der Grondausbildung vun den Zaldot·inn·en; an
– enger Cellule „Sélection et psychologie organisationnelle", déi zoustänneg ass fir de Rekrutement, d'Selektioun, d'Evaluatioun an d'Präventioun vu psychosoziale Risiken.

Hei ass ze bemierken, dass déi zwou Cellulë komplett onofhängeg vunenee schaffen.

ad 1. Am Moment schaffen 2 Psychologinnen (75 % a 50 % vun enger Vollzäit) an der Cellule „Opérationnalité mentale", souwéi 2 Psycholog·inn·en (à jeeweils 60 %) an der Cellule „Sélection et psychologie organisationnelle".

ad 2. Säit Ufank 2024 huet d'Cellule „Opérationnalité mentale" ronn 100 individuell Suivie vu Persounen, déi an der Arméi täteg sinn (Zaldot·inn·en, Karriärsmilitär, zivillt Personal), gemaach, dorënner 55 Zaldot·inn·en.

2023 goufen 62 individuell Suivie vum ganze Personal vun der Arméi gemaach, dorënner 38 Zaldot·inn·en.

Fir déi Period virdru besti keng consolidéiert Chifferen.

ad 3. Familljemembere kënnen net direkt op de psychologesche Service vun der Arméi zeréckgräifen, ausser wann hir Kanner respektiv Partner am Ausland an der Missioun sinn. An deem Fall kënne si sech bei der Cellule „Opérationnalité mentale" mellen. Si hunn och generell Accès op de Support vun de Servicer vun enger ASBL, mat där d'Direktioun fir Defense säit 2018 eng Konventioun huet. Dësen Appui ka vun de Familljememberen an Usproch geholl ginn, am Fall vun der Absence vum Militär am Kader vun engem Deploiement op nationalem oder internationalem Plang.

De Regierungsprogramm gesäit d'Opstelle vun engem onofhängege psychologesche Service vir, deen sech ënner anerem mat traumateschen Erfarungen, private Probleemer a Familljekonflikter befaasse soll.[1] An deem Kader ass envisagéiert, dass am Zesummenhang mat Probleemer, déi z. B. duerch traumatesch Erfarungen ausgeléist goufen an dat privat oder familiäert Liewen impaktéieren, och Familljememberen sech un dëse Service wende kënnen.

ad 4. All Zaldot·in (oder all anert Personal) kann op eegen Initiativ Kontakt mat engem Psycholog aus der Cellule „Opérationnalité mentale" ophuelen, mee dat kann natierlech och op Recommandatioun vu Virgesetzte gemaach ginn.

All Zaldot·in kritt am Ufank, wou hien·si der Arméi bäitrëtt, am Kader vu senger Grondausbildung, verschidde Formatioune vum psychologesche Service gehal (zum Beispill am Beräich vum Apprentissage, der Stresspreventioun an der Gestioun vum Stress), souwéi och Informatiounen iwwert d'psychosozial Servicer vun der Arméi matgedeelt. Hei léiert d'·en Zaldot·in, wat fir eng Methode vum Léieren a senger·hirer Ausbildung kënnen hëllefen, wat Stress bedeit an och wéi hie·si mam Stress kann ëmgoen (Otemtechniken, Entspanungsübungen).

Et gëtt awer och Situatiounen, wou e Member vun der Arméi vun engem Virgesetzte recommandéiert kritt, d'Hëllef vun engem·r Psycholog·in an Usproch ze huelen. Dëst kann awer ausserhalb vun deem Kader heidrënner net imposéiert ginn.

[1] « Un second service psychologique indépendant et décentralisé sera établi hors du centre militaire de Diekirch afin de garantir une plus grande discrétion pour le personnel militaire. Ce nouveau service psychologie de l'armée sera chargé notamment des expériences traumatiques personnelles, des problèmes privés et des conflits familiaux. »

ad 5. Jo, d'mental Preparatioun souwéi och den Debriefing no engem Deploiement mat engem·r Psycholog·in gëlle fir all Militär a sinn esou am Programm vun der Instruktioun virgesinn.

ad 6. D'präventiv Moossname vun de psychosoziale Servicer vun der Arméi si villfälteg:

– Formatiounen, zum Beispill am Beräich vun der Stresspreventioun an der Gestioun vum Stress
– individuell Gespréicher tëscht den Zaldot·inn·en an engem·r Psycholog·in, déi den·d'Zaldot·in ënnerstëtzt, de Stress/d'Adaptatioun un de militäresche Milieu besser kënnen ze geréieren
– Tuyauen/Methode fir ze léieren
– Mediatioun am Fall vu Konflikter

D'Personal vun de psychosoziale Servicer vun der Arméi huet ëmmer eng oppen Dier fir all Zaldot·in, an ass do, fir d'Personal ze beroden, ze begleeden an ze ënnerstëtzen, sief et op professionellem, wéi och op perséinlechem Plang, souwéi zesumme Léisungen ze fannen.

ad 7. Jo, am Kader vun der Preparatioun vun engem Deploiement: zwee Entretiene virun der Missioun an een Entretien no der Missioun, souwéi ee kollektive Briefing virun der Missioun an no der Missioun.

ad 8. De Besoin vum psychologesche Staff vun der Cellule „Sélection et psychologie organisationnelle" gëtt duerch d'Rekrutementer, déi d'Arméi muss maachen, determinéiert. Well d'Unzuel vun dëse Rekrutementer an de leschte Jore substanziell an d'Luucht gaangen ass, ass de Besoin hei och geklommen.

De Besoin vun der Cellule „Opérationnalité mentale" hänkt dovun of, wéi vill Leit d'Arméi fir den Asaz präparéiert. Och hei ass d'Aarbecht an de leschte Jore konstant an d'Luucht gaangen, sou dass och hei d'Struktur sech ugepasst huet.

Dozou ass keng Etüd gemaach ginn, mee souwéi an allen anere Beräicher an der Arméi gëtt all Joer eng intern Evaluatioun gemaach, wéi d'Servicer missten opgestallt ginn (Personal respektiv Material/Budget), fir hir Aarbecht a beschte Konditiounen ze maachen. Dowéinst sinn am Joer 2022 aus engem gemeinsame Service der zwee ginn, an déi jeeweileg Servicer si mat Personal verstäerkt ginn.

ad 9. Um Niveau vun der Cellule „Opérationnalité mentale" si fir de Moment keng Rekrutementer an noer Zukunft virgesinn.

Um Niveau vun der Cellule „Sélection et psychologie organisationnelle" ass de Prozess amgaang, fir een·eng zousätzlech·e Psycholog·in ze rekrutéieren.

ad 10. Och wann déi uewe beschriwwen Efforten nach verbessert an ausgeweit kënne ginn, sou ass den aktuellen Encadrement awer schonn adequat.

Mam Projet, en zousätzlechen onofhängege psychologesche Service opzestellen, un deen sech d'Militär wéi och d'Membere vun senger Famill adresséiere kënnen, wäert den Encadrement awer nach verbessert ginn.

Nouvelle plateforme numérique atschool.lu | Question **1444** (29/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Récemment une nouvelle plateforme numérique, nommée atSchool.lu, a été lancée par Piksel SARL-S, soi-disant pour aider les parents à trouver une crèche, une maison relais, une école fondamentale ou un lycée pour leur enfant. Ce site Internet offre non seulement des publicités aux différents établissements à travers des « partenariats », mais permet aussi au public

d'évaluer les SEA agréés et les établissements scolaires publics. De plus, les internautes peuvent exprimer leur opinion dans des commentaires. Actuellement 497 crèches et maisons relais ainsi que 216 établissements scolaires figurent sur le site Internet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– En général, quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à des initiatives commerciales ciblant l'évaluation de différents établissements de l'enseignement non formel et formel, avant tout en ce qui concerne l'enseignement public ?

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre envers la plateforme atschool.lu ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il est nécessaire d'informer davantage sur l'offre de l'éducation nationale et, le cas échéant, sous quelle forme ?

Réponse (03/12/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Dès lors qu'elles ne véhiculent pas d'informations erronées ou fausses, les initiatives privées visant à présenter l'offre de l'éducation nationale ne font pas l'objet de commentaires de la part de mon ministère. Que sur le site visé par l'honorable Député, les internautes soient invités à exprimer leur opinion, est aujourd'hui une pratique courante que je m'abstiendrai également de commenter ; je signale que de par la loi, les initiateurs du site sont responsables de tout contenu publié.

Dans le contexte de la question posée par l'honorable Député, je signale que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a mis en service dès 2018 la plateforme mengschoul.lu qui aide les élèves à trouver en quelques clics le lycée qui convient le mieux à leurs talents et à leurs aspirations. Au cœur du site www.mengschoul.lu se trouvent une carte interactive et un système de filtres qui permettent de s'orienter facilement parmi la très grande diversité de l'offre proposée dans les lycées luxembourgeois au niveau de l'enseignement secondaire, de la formation professionnelle et du brevet de technicien supérieur (BTS).

Mengschoul.lu a été conçu pour guider les élèves et leurs parents dans leur orientation. La plateforme s'adresse aux élèves qui s'apprêtent à passer de l'enseignement fondamental, organisé au niveau communal, à l'enseignement secondaire, aux élèves qui s'orientent vers une section des classes supérieures de l'enseignement secondaire aussi bien qu'aux élèves étrangers qui rejoignent le système scolaire luxembourgeois pendant leur cursus scolaire.

Quant à l'éducation non formelle, le lien https://ssl.education.lu/sea/StaarkKanner donne accès à un annuaire interactif des structures d'éducation et d'accueil, avec une carte permettant de consulter l'ensemble de ces structures.

Découverte d'un trésor d'or dans la commune Parc Hosingen | Question **1445** (29/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mengen Informatiounen no ass am Éislek, „Um Rank" an der Gemeng Parc Housen e réimesche Goldschatz fonnt ginn. De Kulturministère hat, menger Kenntnis no, och well e Finderloun ausbezuelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, datt um Schinker („Um Rank") an der Gemeng Parc Housen an de leschte fënnef Joer e Goldschatz fonnt ginn ass? Wa jo, wat genee ass fonnt ginn?

2. Sinn Ausgruewungen op dëser Plaz gemaach ginn a wéi eng Publikatiounen doriwwer si bis well gemaach ginn?

3. Wat ass den historeschen an Euro-Wäert vum Goldschatz?

4. Ass virgesinn, fir d'Theema Réimer am Éislek an Zukunft op Kulturministèreniveau méi visibel ze maachen? Wa jo, op wéi eng Manéier?

Réponse (02/12/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

No Prospektiounen zu Holztem, op der Plaz Um Rank, an der Gemeng Parc Housen koum et tëschent 2020 an 2024 zu archeologesche Fouillen ënnert der Leedung vum INRA, dem Institut national de recherches archéologiques. Fir Vandalismus ze verhënneren, gouf bis dato net heizou kommunizéiert.

D'Fouillen hunn et erlaabt, Vestigë vu spéitréimesche Strukturen ze fannen, engem sougenannte Burgus souwéi engem monetären Depot bestoend aus 141 réimesche Mënzen aus der 2. Hallschent vum 4. Joerhonnert, an engem numismatesche Wäert vun 308.600 Euro. Besonnesch aussergewéinlech sinn dräi Mënze mam Ofbild vum Usurpator Eugenius, dee grad zwee Joer regéiert huet (392–394). Fir sécherzestellen, datt all d'Mënze konnten aus dem Buedem geholl ginn, hunn dës Fouillen och besonnesch vill Zäit an Usproch geholl.

Op de Mënze sinn Ofbiller vun 9 réimesche Keeseren, déi tëschent 364 a 408 regéiert hunn. Dës Entdeckung ass aussergewéinlech fir eist Land a fir eist Verständnis vun der spéitréimescher Epoch an eiser Regioun an an Europa. De Staat huet dës aussergewéinlech Fondstécker och dowéinst ofkaf.

D'Opschaffe vun de Fouillen an de Fondstécker wäert nach eng Zäit daueren, mä wäert ganz bestëmmt onst Wëssen a Verständnis vum leschte Joerhonnert vum réimesche Räich am Weste weiderbréngen.

De Kulturministère schafft scho méi laang mam INRA un enger Strategie, fir den archeologesche Patrimoine hei am Land besser ze valoriséieren an och Fondstécker dem Public kënnen ze weisen. D'Éislek wäert natierlech do mat agebonne ginn, fir déi kulturell Offer am Norden och an den nächste Joren ze erweideren. Éischt Iddie sollen am Laf vum nächste Joer virgestallt ginn.

Nouvelle structure tarifaire du marché électrique | Question **1446** (29/10/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

La nouvelle structure tarifaire pour l'utilisation des réseaux électriques, prévue pour entrer en vigueur en janvier 2025, suscite un certain nombre de préoccupations parmi les citoyens. À deux mois de l'introduction de cette réforme, il n'y a toujours ni grille tarifaire claire ni simulations permettant aux citoyens de comprendre les impacts concrets sur leur facture d'électricité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Pourquoi, à deux mois de l'entrée en vigueur de la réforme tarifaire, aucune grille tarifaire ni simulation n'ont encore été publiées pour permettre aux citoyens d'anticiper les coûts supplémentaires liés à leur consommation d'électricité ?

2) Comment l'année de référence est-elle calculée si le logement est nouvellement occupé ? Par exemple, comment sera-t-il évité qu'une personne qui emménage seule soit comparée à l'année de référence d'une famille qui y vivait auparavant ?

3) En quoi cette nouvelle tarification est-elle compatible avec les objectifs de transition énergétique fixés dans le PNEC, alors qu'elle risque d'augmenter les coûts pour les citoyens qui souhaitent faire des investissements écologiques ?

Réponse (03/12/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) La détermination annuelle des tarifs d'utilisation des réseaux électriques est réalisée conformément à une procédure décrite dans un règlement du régulateur, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR). Pour la période de régulation de 2025 à 2028 il s'agit du règlement ILR/E24/18 du 28 juin 2024. Ce règlement, qui se base sur l'article 20 de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, abroge le règlement précédent ILR/E20/22 pour la période de régulation 2021 à 2024 et introduit une nouvelle structure tarifaire.

La procédure de fixation annuelle des tarifs d'utilisation des réseaux et des échéances appliquées peut être résumée comme suit :

Au plus tard quatre mois avant l'expiration régulière des tarifs précédemment acceptés, donc au plus tard au 31 août, les gestionnaires de réseau soumettent les tarifs calculés sur base de leurs coûts au régulateur. Les gestionnaires de réseau publient alors leur proposition de tarifs au 15 octobre de chaque année, ensemble avec une description des modifications prévues.

Dès la soumission, le régulateur analyse les tarifs proposés et s'échange, le cas échéant, avec les gestionnaires de réseau afin d'adapter encore certains éléments qui peuvent avoir un impact sur les tarifs finaux.

Le régulateur prend alors sa décision d'acceptation des tarifs, suivant la procédure prévue à l'article 57 de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

La procédure d'acceptation des tarifs est en phase finale, et l'ILR pourra bientôt publier ses décisions portant acceptation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité pour l'année 2025. À ce moment, une grille tarifaire et des informations chiffrées pourront être publiées.

Une description de la nouvelle structure tarifaire a été publiée par l'ILR sous l'adresse https://myilr.lu/un-nouveau-tarif-dutilisation-du-reseau/ et une foire aux questions a été mise à disposition par CREOS sous https://www.creos-net.lu/particuliers/infos-pratiques/tarifs-conditions-generales/nouvelle-structure-tarifaire pour montrer en toute transparence l'esprit de la nouvelle structure tarifaire et les économies qui peuvent être réalisées en adaptant des bons gestes pour limiter si possible les usages simultanés.

ad 2) Pour les clients ne disposant pas de données de consommation historiques (par exemple, suite à l'emménagement dans un nouveau bâtiment), une puissance de référence standard est déterminée en fonction de l'ampérage du raccordement du client. Pour la majorité des ménages, ayant un raccordement de 40 ampères, cette puissance de référence standard sera de 3 kW.

Cette puissance de référence standard n'est en principe utilisée que pour le calcul de la facture du premier mois pendant lequel les données ne sont pas

disponibles. La puissance de référence est ensuite calculée automatiquement dès le mois suivant.

ad 3) La nouvelle structure tarifaire a comme objectif de contribuer à l'utilisation la plus efficace possible du réseau électrique, adaptée à la digitalisation et à l'électrification croissante de la société. Elle représente donc un pas important pour préparer le système à la transition énergétique et pose les jalons qui permettent aux clients de se préparer aux besoins futurs du système électrique. Une introduction de la nouvelle structure tarifaire uniquement lorsque le réseau ne pourrait plus supporter la charge aurait conduit à une approche beaucoup plus contraignante pour les utilisateurs et n'aurait pas permis de relever ce défi de manière responsable. Une optimisation précoce permet de réaliser des économies à moyen et long terme pour tous, car elle évite un développement excessivement intensif du réseau.

Cas d'intoxication alimentaire dans des structures disposant d'un agrément avec l'État | Question **1447** (30/10/2024) de **Mme Françoise Kemp** | **M. Ricardo Marques** (CSV)

La loi dite « loi ASFT » (Activité sociale, familiale et thérapeutique) du 8 septembre 1998 et modifiée depuis régit les activités de services fournis dans des structures comme les foyers pour personnes âgées, les maisons de soins et autres établissements de soutien social. Cette législation prévoit notamment que les prestataires doivent obtenir un agrément délivré par l'État pour exercer leur activité, qui est conditionné par des critères stricts relatifs aux locaux, à la qualification du personnel et à l'honorabilité des dirigeants.

Ce cadre législatif est mis en place afin d'assurer une qualité optimale des services fournis, notamment au niveau des repas préparés. Compte tenu du grand nombre de repas servis quotidiennement dans les différentes structures, il est en effet de la plus grande importance de pouvoir s'appuyer sur un niveau de qualité irréprochable. Malheureusement, d'après nos informations, un certain nombre de cas d'intoxication alimentaire ont été signalés dans des structures disposant d'un agrément avec l'État dans le cadre de la loi ASFT. Les causes de ces cas d'intoxication alimentaire restent pour l'instant indéterminées.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Est-ce que le Gouvernement a connaissance de cette situation ?

– Combien de cas ont été détectés au sein de structures disposant d'un agrément dans le cadre de la loi ASFT ? Quelles sont les causes expliquant ces cas d'intoxication alimentaire ? Est-ce que ces cas d'intoxication alimentaire ont pu être traités sans autres suites ?

– Est-ce que le Gouvernement voit du potentiel d'amélioration dans la qualité des services rendus dans des structures disposant d'un agrément dans le cadre de la loi ASFT ?

– Est-ce que le Gouvernement voit du potentiel d'amélioration dans la qualité des repas distribués dans ces structures ?

Réponse (03/12/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil n'a pas connaissance de cas d'intoxication alimentaire auprès d'un gestionnaire de services conventionné dans le cadre de la loi ASFT. Pour les structures disposant d'un agrément dans le cadre de la loi ASFT du domaine de l'aide à l'enfance et à la famille et du domaine des services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA), le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse n'a pas connaissance d'un cas d'intoxication alimentaire.

Compte tenu de la vulnérabilité de la population des structures en question, il va sans dire que la sécurité alimentaire constitue une priorité absolue.

Ainsi, le cadre législatif prévoit des normes strictes pour garantir que les services fournis par des gestionnaires agréés répondent aux plus hauts standards de qualité, notamment en ce qui concerne l'alimentation. En particulier, l'article 15 de la loi modifiée 23 août 2023 portant sur la qualité des services pour personnes âgées dispose que toute demande d'agrément doit être accompagnée d'une attestation de conformité des infrastructures aux exigences hygiéniques et sanitaires et à la réglementation relative à la sécurité alimentaire. Il en est de même pour les SEA où des avis par rapport à la conformité des infrastructures aux exigences hygiéniques, sanitaires et à la réglementation relative à la sécurité alimentaire doivent accompagner la demande d'agrément. Conformément à la réglementation, le cuisinier d'un service d'éducation et d'accueil pour enfants doit être titulaire d'un diplôme d'aptitude professionnelle de cuisinier ou d'un diplôme équivalent si le nombre de couverts dépasse 60 unités, et il doit suivre une formation dans le domaine de la cuisine pour enfants. À noter que l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire est compétente pour l'organisation, coordination et réalisation des contrôles dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Convention « droit à l'oubli » entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances luxembourgeoises | Question **1448** (30/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Depuis le 1er janvier 2020, la Convention « droit à l'oubli » entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurances luxembourgeoises (ACA) facilite sous certaines conditions l'accès à l'assurance solde restant dû d'un emprunt immobilier aux personnes atteintes d'un risque aggravé de santé.

Sont en premier lieu concernées les personnes ayant été atteintes d'un cancer et guéries de longue date. Bien que constituant un progrès, cette réglementation reste restrictive. Le présent Gouvernement a annoncé une évaluation et le cas échéant une extension du « droit à l'oubli » à d'autres maladies.

1) J'aimerais dès lors savoir des membres du Gouvernement quelles extensions respectivement allégements sont envisagés.

2) Vu les progrès dans les nouvelles thérapies ne faudrait-il pas inclure les personnes dont l'état de santé est stabilisé ?

3) Est-ce qu'une loi ne devrait pas se substituer à cette convention et le « droit à l'oubli » ne devrait-il pas concerner aussi bien les assurances que les instituts bancaires ?

Réponse (02/12/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) L'accord de coalition 2023-2028 prévoit une évaluation de l'impact de la Convention « droit à l'oubli » par le Gouvernement et son extension éventuelle à d'autres maladies en ces termes. « Depuis janvier 2020, un accord entre le Ministère de la Santé et l'Association des compagnies d'assurance encadre le droit à l'oubli. L'assurance-vie est ainsi devenue plus accessible aux personnes qui ont survécu au cancer. Le Gouvernement évaluera l'impact de cet accord et déterminera si une extension à d'autres maladies devrait être envisagée. »

En vue d'une telle évaluation, le comité de suivi constitué en vertu de l'article 4 de la convention s'est réuni à échéances régulières. Ce comité regroupe les compagnies d'assurances et de réassurances, les associations de patients, l'Institut national du cancer (INC), la Direction de la santé et le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. De plus, le comité de suivi a associé à ses discussions un membre de la Direction de la santé en charge de la coordination du nouveau Plan national cancer.

L'évaluation se concentre actuellement sur la grille de référence de l'article 3 de la convention, tout en sachant qu'une comparaison avec d'autres États, comme la France, est difficile, car le marché dans ces États est beaucoup plus grand et la mutualisation du risque plus large.

Le comité de suivi a mandaté l'INC en vue d'une analyse médicale et scientifique de la grille de référence. L'INC participe à plusieurs initiatives au niveau européen consacrées au sujet et propose de suivre les avancements de ces groupes de travail pour les prendre en compte pour l'analyse au niveau national. Il a été relevé dans le comité de suivi que le Luxembourg est un des premiers pays en Europe à avoir mis en place un tel droit de ne pas déclarer à l'assureur solde restant dû certaines pathologies.

ad 2) La réponse à la seconde question est en lien avec la première. L'étude de la grille de référence par les experts de l'INC a pour but d'identifier les modifications médicalement justifiables au texte en vigueur. Lors de ses prochaines réunions, le comité de suivi prévoit de faire le point sur l'avancement des recherches de l'INC.

ad 3) Il convient tout d'abord de noter que la Convention « droit à l'oubli » a été signée par l'Association des compagnies d'assurance (ACA) et selon la charte de l'ACA, tous ses membres doivent l'appliquer, y compris les réassureurs.

À cela s'ajoute que d'après le comité de suivi, l'application de la convention n'a pour l'instant pas posé de difficultés particulières, ni donné lieu à des plaintes. Le recours à une loi ne s'impose dès lors pas prima facie.

En ce qui concerne l'association du secteur bancaire aux travaux du comité de suivi, un premier contact a été mis en place entre le comité de suivi et l'ABBL. Si les sujets évoqués concernaient avant tout l'assurance solde restant dû – les agents bancaires intervenant dans ce domaine comme intermédiaires d'assurance, alors que les contrats eux-mêmes sont établis par les entreprises d'assurances, d'autres sujets pourraient à l'avenir être utilement discutés avec l'ABBL.

Contamination de conserves de thon par le mercure | Question **1449** (30/10/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

Dans un communiqué de presse du 29 octobre 2024, les ONG Bloom et Foodwatch ont attiré l'attention sur le fait que la majorité des boîtes de thon en Europe

sont contaminées par le mercure et présentent un risque potentiel pour la santé des consommateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Est-ce que les affirmations de ces ONG sont du point de vue scientifique crédibles ?

2) Quelles marques des conserves de thon commercialisées au Luxembourg sont concernées par cette contamination ? Est-ce que des valeurs ont été mesurées ?

3) La division de la sécurité alimentaire va-t-elle adresser un avertissement à la population ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

4) Mesdames les Ministres, pensent-elles qu'il serait judicieux d'intervenir au niveau de l'UE pour abaisser la valeur maximale de mercure dans les conserves de thon ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (26/11/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les déclarations émises par ces organisations non gouvernementales (ONG) sont tout à fait crédibles. En effet, plusieurs études scientifiques (1-5), ainsi que des rapports de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) (6-8), ont scrupuleusement évalué les niveaux de mercure et de méthylmercure présents dans les poissons et les fruits de mer. De plus, des institutions spécialisées dans l'évaluation des risques, telles que le Bundesinstitut für Risikobewertung (BfR) (9-11) et l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) (12) ont également publié des données précises et pertinentes à ce sujet. Il convient de noter que cette liste de références n'est pas exhaustive, mais elle illustre la diversité des sources qui soutiennent les préoccupations concernant la contamination par le mercure et méthylmercure dans les produits de la mer.

En ce qui concerne les résultats analytiques des études citées par les ONG, il est important que les méthodes analytiques soient validées afin de garantir que les résultats soient fiables. Les autorités luxembourgeoises n'ont pas d'informations à leur disposition concernant les laboratoires et les méthodes analytiques utilisées pour l'analyse des échantillons des études évoquées par l'honorable Député.

ad 2) À l'heure actuelle, le Luxembourg ne fait l'objet d'aucune alerte alimentaire selon le système d'alerte rapide (RASFF) de la Commission européenne (25 novembre 2024). En cas de déclenchement d'une alerte, l'ALVA prendra les mesures nécessaires pour évaluer le risque potentiel et mettra en œuvre des actions appropriées, à savoir retirer les produits concernés du marché et les rappeler auprès du consommateur si un risque pour la santé ne peut pas être exclu.

Les informations actuelles sur les rappels de produits alimentaires et d'aliments pour animaux peuvent être consultées sur le portail de la sécurité alimentaire : www.securite-alimentaire.public.lu.

À partir du 4 novembre, les rappels de produits alimentaires et d'aliments pour animaux sont également communiqués via deux des canaux LU-Alert : le nouveau site Internet www.lu-alert.lu et l'application LU-Alert (disponible sur Google Play Store et Apple Store).

Avant la création de l'ALVA en 2022, l'Administration des services vétérinaires (ASV) avait pour mission de superviser la production nationale de produits d'origine animale au Luxembourg selon la directive 96/23/CE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôle à mettre en œuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits applicable à l'époque (13). Ainsi, le domaine de compétence de l'ASV n'incluait pas la pêche en mer, entraînant un déficit de données dans ce secteur. Il convient également de noter qu'en vertu de cette réglementation, de petits pays comme le Luxembourg sont confrontés à un nombre d'échantillons disproportionné par rapport à leur production nationale de viande, d'œufs, de lait, etc. Bien que ces exigences aient été respectées, cela a laissé peu de flexibilité pour réaliser des contrôles supplémentaires en dehors du cadre réglementaire.

Consciente de l'importance d'une surveillance exhaustive et suite à des modifications législatives réduisant le nombre d'échantillons (14, 15), l'ALVA s'engage activement à pallier cette insuffisance en matière de données. Cela inclura des efforts pour améliorer la collecte et l'analyse des informations relatives à la pêche marine, afin de garantir une réponse adéquate aux enjeux sanitaires qui pourraient surgir dans ce domaine.

Conformément à la recommandation (UE) 2022/1342 de la Commission du 28 juillet 2022 relative au contrôle du mercure dans les poissons, crustacés et mollusques, l'ALVA va continuer à faire des analyses et retirer les produits non conformes du marché. En cas de risque pour la santé, les produits concernés vont également être rappelés auprès du consommateur.

Il est à noter que les limites maximales en vigueur s'appliquent aux produits frais, pour les produits transformés, il convient également de prendre en compte d'autres sources potentielles de méthylmercure, comme le sel, lors de l'application de ces limites.

ad 3) L'ALVA a publié une fiche informative sur le méthylmercure dans le poisson accessible sur le portail Internet de la sécurité alimentaire sous le lien :

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/publications/fiches/mercure-thon.html.

ad 4) La recommandation (UE) 2022/1342 de la Commission du 28 juillet 2022 relative au contrôle du mercure dans les poissons, crustacés et mollusques (16) demande aux États membres de l'Union européenne de procéder, au cours des années 2022, 2023, 2024 et 2025, à un contrôle de la présence de méthylmercure et de mercure total dans les poissons, crustacés et mollusques. La surveillance devrait porter sur une grande variété d'espèces de poissons, de crustacés et de mollusques et refléter les habitudes de consommation, afin de permettre une estimation précise de l'exposition des consommateurs au mercure. Ces études viseront à évaluer la contamination de ces produits de la mer, en tenant compte des différentes sources d'approvisionnement et des méthodes de pêche. Les résultats de ces analyses seront centralisés et évalués par l'EFSA et permettront non seulement de mieux comprendre les risques associés à la consommation de ces poissons, mais aussi de fournir des recommandations éclairées pour la santé publique et la sécurité alimentaire. De plus, cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large de surveillance et de protection de la santé des consommateurs, contribuant ainsi à la mise en place de réglementations appropriées basées sur une analyse scientifique du risque. Les ministres attendent les résultats de la campagne de collecte de données européenne à laquelle l'ALVA participe également pour discuter ensuite au niveau des groupes de travail d'experts auprès de la Commission sur de nouvelles teneurs maximales éventuelles pour le mercure.

L'ALVA suit ces discussions dans les groupes de travail à Bruxelles et, le cas échéant, va soutenir la diminution des limites maximales du mercure afin de garantir la protection de la santé du consommateur.

Références ↑

Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg | Question **1450** (30/10/2024) de **M. Tom Weidig** | **M. Fred Keup** (ADR)

Opgrond vun enger Netäntwert vum deemolegen Héichschoulminister op d'parlamentaresch Fro Nr. 8124 vum 4. Juli 2023 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup iwwer Genderzwang op der Universitéit Lëtzebuerg ass et ubruecht, dës Fro nach eng Kéier ze stellen:

Am „Tageblatt" vum 3. Mäerz 2023 sot d'Madamm Sylvie Kerger, Dozentin fir pedagogesch Psychologie op der Universitéit Lëtzebuerg, iwwert d'Genderen: „Ich glaube schon, dass es so eine Art ‚Ansteckungseffekt' gibt. Es gibt mittlerweile viele Dozenten auf unserer Uni, die das Gendern verlangen." An iwwert d'Situatioun an Däitschland: „Auf deren Unis hat sich das Gendern schon durchgesetzt. Es werden eigentlich keine Arbeiten mehr angenommen, wenn sie nicht gegendert sind."

An deem Zesummenhang hu mir follgend prezis Froen un d'Madamm Héichschoulminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass et Dozenten op der Universitéit Lëtzebuerg gëtt, déi d'Gendere verlaangen?

2. Ass deemno déi normal klassesch Sprooch bei verschiddenen Dozente verbueden?

3. Wa jo, wéi gëtt dëst de Studente kommunizéiert?

Réponse (14/11/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Ech reagéieren op den honorabelen Deputéierten hir Froen, mat Verweis op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8124 vum Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung, Claude Meisch, vum 20. Juli 2023, a wéilt nach follgend Prezisioune ginn.

Laut den Informatiounen, déi d'Universitéit Lëtzebuerg dem Ministère fir Fuerschung an Héichschoul zoukomme gelooss huet, ass d'inklusiv Sprooch Deel vun der Universitéit hirem Engagement am Kader vun der Geschlechtergläichheetspolitick. Et géif awer keng offiziell Richtlinnen, déi dës Sprooch géifen an der Kommunikatioun tëschent Mataarbechter a Studenten imposéieren.

De Ministère fir Fuerschung an Héichschoul kann och bestätegen, dass eng Obligatioun vun inklusiver Sprooch am Kader vun den Aarbechten/Prüfungen/Exame vu Studente weeder vum modifizéierte Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwer d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg virgesinn ass, nach Deel ass vum Règlement des études oder dem Règlement d'ordre intérieur, wéi se vum Ministère fir Fuerschung an Héichschoul approuvéiert gi sinn.

Deemno ass et de Studenten och net formal verbueden, „déi normal klassesch Sprooch", wéi d'honorabel Deputéierte se nennen, ze benotzen am Kader vun hiren Aarbechten/Prüfungen/Examen.

Falls ee Student deemno erwisenermoosse wéinst dem Gebrauch vun der „klassescher" Sprooch géif Punkte verléieren oder eng Epreuve net packen, kéint hien d'Commission des litiges, déi am Artikel 46 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwer d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg virgesinn

ass, saiséieren en vue vun enger Reevaluatioun vu senger Aarbecht.

Allerdéngs si weeder dem Ministère, nach dem Rektorat, nach dem Gender-Gläichheetscomité vun der Universitéit Lëtzebuerg an deem Kontext Bedenke vu Studenten oder Enseignantë vun der Universitéit Lëtzebuerg matgedeelt ginn iwwer d'Obligatioun oder dem Verbuet vun inklusiver Sprooch.

Well et deemno keng institutionell Sproochepolitick weeder a Richtung Verbuet nach a Richtung Obligatioun vun inklusiver Sprooch vusäite vun der Universitéit Lëtzebuerg gëtt, bleift dat Ganzt een individuelle Choix, souwuel vum Student wéi vum Professer, ob hien inklusiv Sprooch benotzt oder net; deementspriechend gëtt et och keng offiziell Kommunikatioun vun der Universitéit zu deem Theema.

Concentration de mercure dans le thon | Question **1451** (30/10/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

D'ONGe Bloom a Foodwatch hu kierzlech Resultater veréffentlecht, no deenen all 148 gepréifte Béchsen Thon mat Quecksëlwer kontaminéiert gewiescht wieren. 10 % hätten déi toleréiert Norm vun 1 mg/kg fir Thon verletzt a 57 % wieren iwwert déi generell Norm fir aner Fëschzorte vun 0,3 mg/kg gaangen. Den Thon als grousse Raubfësch ass besonnesch oft duerch Bioaccumulatioun mat Quecksëlwer contaminéiert. Der Weltgesondheetsorganisatioun no gehéiert Quecksëlwer zu den zéng geféierlechste Stoffer fir d'Gesondheet. Dobäi kënnt, datt besonnesch schwanger Fraen a Kanner dëser Gefor ausgesat sinn.

An deem Zesummenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz a fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau an der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Huet d'ALVA scho Kontrollen zur Sécherheet vun Thonsbéchse respektiv Thon am Allgemenge gemaacht? Wat ass dobäi erauskomm? Wann net, firwat net?

2. Wéi wëll d'Ministesch fir Konsumenteschutz sécherstellen, datt vulnerabel Gruppe besser geschützt (z. B. duerch eng Limitatioun vum Thon an aner grousse Raubfësch an de Schoulkantinnen) an iwwert d'Risike vum Konsum informéiert ginn?

3. Wéi steet d'Regierung zur Fuerderung vun den ONGen, den toleréierte Quecksëlwergehalt fir Thon vun 1 mg/kg op 0,3 mg/kg erofzesetzen?

4. Wëll d'Regierung sech op EU-Niveau dofir asetzen, datt manner Quecksëlwer a Liewensmëttel, an notamment am Fësch ze fannen ass? Wa jo, wéi?

Réponse (26/11/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Virun der Grënnung vun der ALVA am Joer 2022 hat d'Veterinärsverwaltung (ASV) d'Aufgab, d'national Produktioun vun Déiereprodukten zu Lëtzebuerg ze iwwerwaachen, gemäß der Direktiv 96/23/EG vum Conseil vum 29. Abrëll 1996. De Kompetenzberäich vun der ASV huet déi maritim Fëscherei net mat abegraff, wat zu engem Mangel un Daten an dësem Beräich gefouert huet. Et soll och bemierkt ginn, datt kleng Länner wéi Lëtzebuerg duerch dës Reguléierung mat enger disproportionell héijer Zuel u Prouwen, am Verglach zu hirer nationaler Produktioun vu Fleesch, Eeër, Mëllech asw. konfrontéiert waren. Och wann dës Ufuerderungen erfëllt goufen, huet dat wéineg Flexibilitéit gelooss, fir zousätzlech Kontrollen ausserhalb vum regulatoresche Kader duerchzeféieren.

Am Bewosstsi vun der Noutwendegkeet vun enger ëmfaassender Iwwerwaachung an am Kader vu gesetzleche Modifikatiounen, déi d'Zuel vun den obligatoresche Prouwe reduzéieren, engagéiert sech d'ALVA aktiv, fir dëse Mangel un Daten ze behiewen. Dëst wäert och Efforte fir d'Verbesserung vun der Sammlung an der Analys vun Informatioune betreffend Fëscherei-Produiten ëmfaassen, fir eng adequat Äntwert op sanitär Erausfuerderungen an dësem Beräich ze garantéieren.

Gemäß der Recommandatioun (EU) 2022/1342 vun der Kommissioun vum 28. Juli 2022 iwwer d'Kontroll vu Quecksëlwer bei Fësch, Kriibsen a Muschelen, ginn d'Analyse weidergefouert an net konform Produkter vum Maart ewechgeholl. Wann e Risiko fir de Konsument net ausgeschloss ka ginn, ginn déi betraffe Produkter och vum Konsument zeréckgeruff.

Et ass ze bemierken, datt déi maximal Limitten, déi aktuell gëllen, op frësch Produkter ugewannt ginn – fir d'Uwendung vun de maximale Limitten a veraarbechte Produkter muss een och aner potenziell Quelle vu Methylquecksëlwer, wéi zum Beispill Salz, berücksichtegen.

Aktuell ass Lëtzebuerg net vun enger Liewensmëttelwarnung am Kader vum Schnellwarnsystem (RASFF) vun der Kommissioun betraff (Stand: 25. November 2024). Am Fall vun enger Warnung wäert d'ALVA déi néideg Moossnamen huelen, fir de potenzielle Risiko ze bewäerten an déi entspriechend Aktiounen ëmzesetzen, dat heescht, déi betraffe Produkter vum Maart ze huelen an e Réckruff bei de Konsumenten ze starten, wann e Gesondheetsrisiko net ausgeschloss ka ginn.

Aktuell Informatiounen iwwert Réckruff vu Liewensmëttel a Fuddermëttel fannt dir op eisem Portal fir Liewensmëttelsécherheet:

Vum 4. November u ginn d'Réckriff vu Liewensmëttel a Fuddermëttel och iwwer zwee LU-Alert-Kanäl kommunizéiert: déi nei Internetsäit www.lu-alert.lu an d'LU-Alert-App (verfügbar am Google Play Store an am Apple Store).

ad 2. D'ALVA huet eng Informatiounsfiche iwwer de Methylquecksëlwer am Fësch publizéiert: https://securite-alimentaire.public.lu/fr/publications/fiches/mercure-thon.html.

ad 3. D'Recommandatioun (EU) 2022/1342 vun der Kommissioun vum 28. Juli 2022 iwwert d'Kontroll vu Quecksëlwer bei Fësch, Kriibsen a Muschele verlaangt vun de Memberstaaten, an de Joren 2022, 2023, 2024 an 2025 d'Präsenz vu Methylquecksëlwer an totalem Quecksëlwer bei Fësch, Kriibsen a Muschelen ze kontrolléieren. D'Iwwerwaachung soll eng grouss Villfalt u Fësch-, Kriibsen- a Muschelzorten ofdecken an d'Konsumentegewunnechte reflektéieren, fir eng präzis Schätzung vun der Quecksëlwerbelaaschtung bei de Konsumenten ze erméiglechen. Dës Etüden, déi bei der EFSA zentraliséiert ginn, zielen drop of, d'Kontaminatioun vun dëse Mieresprodukten ze bewäerten, an dat ënner Berücksichtegung vun de verschiddene Quellen. Dëse Monitoring dréit dozou bäi, d'Expositioun vum Konsument nei ze bewäerten an déngt als Basis, fir, falls néideg, déi aktuell gëllent EU-Limitten ze senken. D'Regierung wëll d'Resultater vun dëser Datekollektioun, bei där d'ALVA och matschafft, ofwaarden, fir dann am Kader vun den europäeschen Expert-Aarbechtsgruppen iwwert Reduktioune vun Héchstmenge fir déi ganz EU ze diskutéieren.

Laut dem Avis vun der Europäescher Autoritéit fir Liewensmëttelsécherheet (EFSA) aus dem Joer 2014 ass et onwarscheinlech, datt déi aktuell Duerchschnëtts-Expositioun vu Methylquecksëlwer, déi duerch Liewensmëttel kënnt, d'wéchentlech toleréiert Dosis (Dose hebdomadaire tolérable) iwwerschreit. Allerdéngs ass dëse Risiko erhéicht bei Persounen, déi reegelméisseg a grouss Quantitéite Fësch iessen, besonnesch wann si och an aner Quelle vu Quecksëlwer exposéiert sinn.

ad 4. D'ALVA suivéiert d'Diskussiounen an den Aarbechtsgruppe bei der Kommissioun zu Bréissel a wäert, wann néideg, d'Reduzéierung vun de Limitte fir Quecksëlwer ënnerstëtzen, fir esou de Schutz vun der Gesondheet vum Konsument ze garantéieren.

Referenzen ↑

Football féminin | Question **1452** (31/10/2024) de **Mme Barbara Agostino** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

Le 25 octobre 2024, lors du playoff de la Nations League, les joueuses de l'équipe nationale de football du Luxembourg ont affronté l'équipe nationale suédoise au Stade Emile Mayrisch à Esch/Alzette. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0257, Monsieur le Ministre des Sports a évoqué qu'une stratégie, visant à promouvoir le sport féminin au Luxembourg, était en phase de conception.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

1) Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions quant à l'élaboration de cette stratégie ? Au cas où cette stratégie se trouvait encore en phase de conception, Monsieur le Ministre pourrait-il nous donner une indication quant au timing ?

2) Monsieur le Ministre des Sports envisage-t-il également d'inclure la Fédération de football dans ladite stratégie ?

3) En termes d'accessibilité générale et de places de parking, le Stade Emile Mayrisch ne semble pas équipé pour une compétition de cette envergure. Il a été porté à notre connaissance que la police a émis des douzaines d'avertissements taxés, vu le nombre réduit de places de stationnement disponibles. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le Stade de Luxembourg soit mieux équipé afin que les spectateurs puissent trouver une place pour garer leur voiture ou utiliser les transports en commun ?

4) Il nous revient aussi que lors de la rencontre contre l'équipe suédoise, les caisses étaient fermées après la première mi-temps et qu'aucun spectateur n'a pu accéder au match lors de la deuxième mi-temps. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les caisses devraient rester ouvertes, même après la première mi-temps ?

5) Quelle est la participation financière de l'État à la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) ? Est-ce que le Ministère des Sports finance des activités précises ou est-ce qu'il paie un ou plusieurs subsides ? Existe-t-il une convention entre le Ministère des Sports et la FLF ?

6) Étant donné que le Ministère des Sports soutient la Fédération luxembourgeoise de football (FLF), Monsieur le Ministre pourrait-il nous informer sur les salaires et les indemnités versés aux joueurs et aux joueuses des équipes nationales respectives, ainsi que sur les éventuelles disparités entre les indemnités et salaires versés aux joueurs hommes et joueuses dames ?

7) Comment la décision du lieu d'une rencontre à haut niveau est-elle prise et par qui ?

8) Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité n'est-elle pas d'avis que le fait que les femmes

ne puissent pas jouer les matchs internationaux au Stade de Luxembourg pourrait être considéré comme discrimination fondée sur le sexe ?

9) Dans le cadre de la stratégie, quelles actions sont envisagées par Madame et Monsieur les Ministres afin de lutter concrètement contre toutes les discriminations fondées sur le sexe dans le sport ?

Réponse (02/12/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1) À ce stade, les services du Ministère des Sports et du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) œuvrent intensivement sur ce dossier et sont actuellement en phase de conception d'une stratégie. Par conséquent, il est difficile de prévoir une date précise pour la présentation finale de cette stratégie.

ad 2) La Fédération luxembourgeoise de football (FLF), bien qu'elle soit la fédération sportive comptant le plus grand nombre de licences, est une fédération parmi d'autres et sera donc prise en considération, au même titre que les autres fédérations, dans l'élaboration de la stratégie en question.

ad 3) Le Stade Emile Mayrisch à Esch/Alzette est, aux côtés du Stade de Luxembourg et du Stade municipal de Differdange, l'un des trois stades de catégorie 2 de l'UEFA au Luxembourg, capable d'accueillir des matchs internationaux en soirée. Doté de 2.000 places assises, il répond à toutes les conditions requises pour ce type de rencontres. Cela dit, le choix du lieu de rencontre reste à la discrétion de l'organisateur, en l'occurrence la FLF. Il convient néanmoins de noter que le Stade de Luxembourg offre des avantages significatifs en termes de logistique.

ad 4) Après concertation avec la Fédération luxembourgeoise de football (FLF), je peux confirmer que, pour des raisons d'organisation, les caisses et les entrées des stades sont fermées dès le début de la seconde mi-temps lors de tous les matchs internationaux.

ad 5) Le Ministère des Sports soutient la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) par l'octroi de subsides, permettant ainsi à celle-ci d'assurer pleinement ses missions. À cet effet, une convention a été conclue entre le Ministère des Sports et la FLF. Ce soutien financier couvre la participation aux frais de fonctionnement de la fédération, aux frais de personnel pour les cadres techniques et administratifs, aux coûts des stages fédéraux, ainsi qu'aux dépenses liées au fonctionnement de son centre de formation. En outre, la FLF bénéficie d'aides financières pour les coûts engendrés par l'organisation ou la participation à des événements de portée internationale, ainsi qu'un soutien pour la promotion de l'image de marque « Let's make it happen ». Les aides financières susmentionnées s'élèvent à un total de 452.450 euros.

ad 6) Conformément à l'article 3 de la loi du 3 août 2005 relative au sport, qui stipule que « les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif [...] », il en découle que les informations sollicitées ne sont pas à ma disposition.

Le Ministère des Sports ne verse pas de subventions destinées à financer des salaires/indemnités de joueuses ou joueurs.

ad 7) Le choix du lieu de rencontre relève de la discrétion de l'organisateur.

ad 8) L'accès égal aux infrastructures sportives est un aspect important de l'égalité des genres. La décision de jouer des matchs internationaux au Stade de Luxembourg est certes guidée par de nombreux facteurs. Les ministres engageront le dialogue avec les parties concernées afin de comprendre les facteurs en jeu et d'explorer des pistes potentielles.

ad 9) En vertu de l'accord gouvernemental de 2023, l'égalité dans le sport est devenue une priorité politique pour le MEGA ainsi que pour le Ministère des Sports.

Pour mener à bien cette mission, les deux ministères ont constitué une équipe dédiée à la question de l'« Égalité dans le sport », afin de traiter ce dossier et de le développer davantage. Ensemble, ils ont posé un jalon important avec la campagne médiatique « Equality Moves », lancée par le MEGA en collaboration avec le Ministère des Sports à l'occasion des Jeux olympiques et de l'Euro 2024 de football. Cette campagne souligne que le sport peut être un moteur d'égalité, à condition d'identifier et de surmonter certains obstacles.

Dans ce cadre, une grande conférence sur les « inégalités dans le sport », organisée conjointement par le MEGA, le Ministère des Sports et l'INAPS, a eu lieu le 5 novembre 2024 à la Coque.

Dans une perspective à long terme, l'objectif est d'assurer que chaque action dans le domaine sportif contribue activement à réduire les inégalités et à promouvoir une culture d'inclusion durable.

Impact de la nouvelle structure tarifaire du réseau électrique pour les entreprises | Question **1453** (31/10/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Le nouveau tarif d'utilisation du réseau électrique est mis en application à partir du 1er janvier 2025. Cette décision de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a non seulement surpris beaucoup de consommateurs (personnes physiques et morales), mais demande aussi aux consommateurs, sous peine d'une majoration de la facture, d'adapter les habitudes de consommation en évitant des pointes de consommation. D'ailleurs, il faut considérer que certains consommateurs ne sont pas en mesure d'adopter une plus grande flexibilité dans l'utilisation du réseau, comme c'est par exemple le cas pour les restaurants, qui génèrent évidemment des pics de puissance pendant les heures de service.

Surtout les petites entreprises, qui sont toujours en train de lutter contre les conséquences économiques de la pandémie, sont maintenant confrontées à de nouveaux faits accomplis auxquels elles ne pouvaient pas se préparer adéquatement. Bien que l'indépendance de l'ILR ne puisse être remise en question et bien que l'utilisation du réseau doive être repensée dans les années à venir, on peut se demander s'il est judicieux d'introduire une nouvelle structure tarifaire tout en supprimant partiellement les mesures de stabilisation du prix de l'énergie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre, peut-il confirmer qu'il y a une urgence d'introduire une nouvelle structure tarifaire à partir du 1er janvier 2025 ?

2) Monsieur le Ministre, peut-il fournir les dernières informations sur le plan décennal de développement du réseau et sa mise en œuvre ?

3) Monsieur le Ministre partage-t-il l'affirmation que la nouvelle structure tarifaire peut pénaliser certains secteurs d'activités, comme p. ex. le secteur Horeca ?

4) Est-il prévu de prendre de nouvelles mesures afin de supporter les petites entreprises, qui ne sont pas en mesure d'adopter une utilisation flexible du réseau ?

5) Est-ce que le Gouvernement est d'avis que l'introduction d'une nouvelle structure tarifaire, tout en augmentant les prix d'énergie, apporte la prévisibilité nécessaire dont les entreprises ont besoin ?

6) Est-ce que Monsieur le Ministre a considéré de demander au régulateur de reconsidérer sa décision conformément à la procédure prévue par la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ?

Réponse (03/12/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) L'Institut luxembourgeois de régulation a notamment basé son règlement ILR/E23/49 du 15 novembre 2023 arrêtant la structure tarifaire pour l'utilisation des réseaux d'électricité basse tension et introduisant cette nouvelle structure, sur les dispositions du règlement modifié 2019/943, qui impose une réflectivité des coûts, insuffisamment assurée dans l'ancienne structure tarifaire. L'ILR avait d'ailleurs argumenté dans sa consultation publique organisée du 16 septembre au 30 octobre 2022[2] que : « Le détachement des frais de réseau facturés des coûts de réseau conduit à des incitations sous-optimales à adapter les comportements et à une mauvaise répartition des charges économiques. »

La procédure d'acceptation des tarifs est en phase finale, et l'ILR pourra bientôt publier ses décisions portant acceptation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité pour l'année 2025. À ce moment, une grille tarifaire et des informations chiffrées pourront être publiées.

La nouvelle structure tarifaire représente un pas important pour préparer le système à la transition énergétique et pose les jalons qui permettent aux clients de se préparer aux besoins futurs du système électrique. Une introduction de la nouvelle structure tarifaire uniquement lorsque le réseau ne pourrait plus supporter la charge aurait conduit à une approche beaucoup plus contraignante pour les utilisateurs et n'aurait pas permis de relever ce défi de manière responsable. Une optimisation précoce permet de réaliser des économies à moyen et long terme pour tous, car elle évite un développement excessivement intensif du réseau.

ad 2) Creos Luxembourg SA publie, tous les deux ans, une mise à jour de son plan décennal de développement du réseau de transport, conformément à l'article 27bis de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après « loi électricité »). Une nouvelle version est actuellement en cours de finalisation sur base d'une version préliminaire qui a été soumise à consultation publique par Creos du 15 avril au 15 mai 2024[3].

ad 3) Le ministre ne peut pas confirmer une telle affirmation généralisée. En effet l'impact de la nouvelle structure tarifaire dépend du comportement individuel du consommateur. En ce qui concerne le secteur Horeca, des analyses effectuées par les gestionnaires de réseau montrent que l'introduction de la nouvelle structure tarifaire peut même avoir des effets plutôt favorables.

ad 4) On ne peut pas affirmer de manière générale que les entreprises, même si elles disposent de peu

[2] https://web.ilr.lu/FR/Professionnels/Electricite/Commun/Consultations/_layouts/15/ILR.Internet/ConsultationsDetails.aspx?cid=117&wid=%7bB85F1184-06D2-4B8E-9A21-0C545B8D293C%7d&Source=https://web.ilr.lu/FR/Professionnels/Electricite/Commun/Consultations

[3] https://www.creos-net.lu/particuliers/creos-luxembourg/ndp

de flexibilité pour répartir leur consommation de manière flexible tout au long de la journée, soient désavantagées par la nouvelle structure tarifaire. En effet, avec la nouvelle structure tarifaire, la puissance utilisée prend davantage d'importance, tandis que le volume de consommation en prend moins. Les entreprises en mesure d'adopter une utilisation flexible ont, en outre, la possibilité de réduire leurs coûts d'utilisation du réseau en adoptant un comportement bénéfique pour le réseau. Cela correspond également à l'objectif de la nouvelle structure tarifaire du réseau, qui vise à assurer une répartition plus équitable des coûts. Par ailleurs, le programme « Pacte climat pour les entreprises » soutient et sensibilise les entreprises pour économiser de l'énergie et, si possible, produire leur propre électricité.

ad 5) Le Gouvernement luxembourgeois a décidé de continuer à subventionner le prix de l'électricité. La contribution de l'État réduit donc la hausse des prix pour les clients ayant une consommation annuelle inférieure à 25.000 kWh.

L'un des objectifs de l'introduction de la nouvelle structure tarifaire est de donner une prévisibilité à long terme aux clients participant à la transition énergétique, en les incitant à adopter, dès aujourd'hui, une approche qui permettra de limiter les investissements au niveau du réseau à long terme et ainsi, de réduire les coûts d'investissement futurs. Cette approche inclut une certaine adaptation de comportement, lorsqu'elle est praticable sans impact significatif sur le confort ou les processus, et surtout un investissement dans des appareils permettant une adaptation automatisée de la consommation à long terme.

ad 6) L'adaptation de la structure tarifaire n'aura pas d'impact négatif pour la majorité des clients. Le ministre soutient les objectifs de cette réforme, qui sont cohérents avec ceux de la politique énergétique du Gouvernement qui vise à garantir une utilisation efficace du réseau.

Subvention des appareils électroménagers | Question **1454** (31/10/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Le nouveau tarif d'utilisation du réseau électrique est mis en application à partir du 1er janvier 2025. Les consommateurs sont tenus, sous peine d'une majoration de la facture, d'adapter les habitudes de consommation en évitant des pointes de consommation. En outre, il convient de garder à l'esprit que certains ménages à faible revenu disposent encore des appareils électroménagers énergivores, qui sont responsables par défaut des pics de consommation. Sachant qu'il existe un programme « Assistance aux ménages en précarité énergétique », qui facilite le remplacement des appareils électroménagers énergivores et/ou l'acquisition de nouveaux appareils efficients, il faut noter que souvent seulement les personnes inscrites auprès des offices sociaux sont concernées. Bien que le Gouvernement ait annoncé en juin 2024 de nouvelles mesures pour soutenir les ménages à faible revenu, il est peu probable que ces mesures tiennent compte de la hausse des prix due à la nouvelle structure des prix sur le marché de l'électricité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer que les ménages à faible revenu sont davantage touchés par la nouvelle structure tarifaire ?

– Messieurs les Ministres jugent-ils les mesures annoncées en juin adéquates pour contrecarrer la hausse des prix liée à la nouvelle structure tarifaire ?

– Considérant la lutte contre la précarité énergétique, le Gouvernement est-il d'avis qu'il faudrait adapter les critères d'éligibilité afin que plus de ménages à faible revenu soient en mesure d'acquérir des appareils électroménagers efficients ?

Réponse (03/12/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De manière générale, les clients dont la consommation se limite aux appareils électroménagers usuels seront très peu impactés par la nouvelle structure tarifaire. La somme des puissances de ces appareils n'excède en général pas la puissance de référence standard, vu qu'ils ne fonctionnent généralement pas simultanément et qu'ils ne soutirent leur puissance maximale que pour une durée relativement courte. La procédure d'acceptation des tarifs est en phase finale, et l'ILR pourra bientôt publier ses décisions portant acceptation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité pour l'année 2025. À ce moment, une grille tarifaire et des informations chiffrées pourront être publiées.

La lutte contre la pauvreté dans toutes ses facettes, dont la précarité énergétique, constitue une priorité particulière du Gouvernement. Ainsi, toute une série de mesures a été décidée afin d'accompagner l'expiration progressive du plafonnement des prix de l'énergie par des mesures sociales ciblées en faveur des ménages vulnérables.

L'augmentation de l'allocation de vie chère de 10 %, le triplement de la prime énergie, l'introduction d'une prime énergie réduite pour un cercle de bénéficiaires élargi, la pérennisation et l'augmentation de l'équivalent crédit impôt (ECI) et la participation de l'État au financement de la hausse des frais d'énergie des structures d'hébergement pour personnes âgées, représentent des mesures sociales ciblées en faveur des ménages vulnérables.

Ainsi, l'augmentation de la prime énergie prévoit notamment une augmentation du montant de la prime énergie à raison de trois fois le montant actuel avec une application de deux paliers. Le montant total de la nouvelle prime sera payé jusqu'à une limite se situant de 25 % au-dessus de celle prévue pour l'allocation de vie chère, tandis que les personnes dont le revenu se situe au-dessus des 25 % se verront encore payer la moitié de la prime jusqu'à la limite de 30 %.

Concrètement, selon la composition du ménage, les bénéficiaires de l'allocation de vie chère et de la prime énergie pourront bénéficier en 2025 d'une augmentation cumulée de ces prestations par rapport à l'année en cours comme suit :

– Ménage monoparental avec un enfant : 2.272 euros + 750 euros = 3.022 euros, soit +707 euros,
– Ménage de deux adultes avec deux enfants : 3.182 euros + 1.050 euros = 4.232 euros, soit +991 euros.

S'y ajoutent les modifications au niveau de l'attribution de l'allocation de vie chère, dont entre autres le versement automatique aux bénéficiaires de l'allocation d'inclusion, pour lutter contre le taux de non-recours. En effet, le non-recours aux prestations sociales représente un enjeu capital dans ce contexte, la lutte contre lequel constitue une priorité de premier ordre pour le Gouvernement.

Finalement, il existe d'ores et déjà plusieurs mesures pour combattre la pauvreté énergétique, telles que l'assistance aux ménages en situation de précarité énergétique, réalisée à travers une collaboration entre la Klima-Agence et les offices sociaux.

À cet égard, il y a lieu de préciser que certains critères ont été adaptés au courant des dernières années. Ainsi, la liste des électroménagers efficients éligibles et pouvant donner droit à un subside a été revue et le montant de la subvention en tant que tel a également été revu. La subvention en question couvre dorénavant les appareils suivants : réfrigérateur, congélateur, lave-vaisselle, machine à laver et sèche-linge. Elle est plafonnée à 90 % du prix TTC de l'appareil (et non plus 75 %) et ne peut dépasser 1.000 € par appareil (au lieu de 750 €). Par ailleurs, la subvention ne vise plus exclusivement le remplacement d'un appareil énergivore existant, mais également la 1re acquisition d'un appareil au sein d'un ménage.

Distribution de matériel de sensibilisation LGBTQ+ dans les écoles | Question **1455** (31/10/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

D'Verdeele vu Material mat eesäitege Vuen zum Theema LGBTQ a Lëtzebuerger Primärschoule wier virun e puer Joer nach ondenkbar gewiescht. Viru puer Deeg si mir awer drop opmierksam gemaach ginn, datt an enger Primärschoul vum Land déi neist Ausgab vu „4 x 3 Over the Rainbow" ausgedeelt gouf, engem Magazine, dat zwar primär ekonomesch Sujeten traitéiert, mee am genannten „Numéro 27 – 2004" zwielef Säiten der Lëtzebuerger „Drag Queen" Tom Hecker („Tatta Tom") consacréiert, déi um Coverbild grouss ze gesinn ass an dohier ganz kloer am Fokus vun där Ausgab steet.

Den Artikel geet ënner anerem op d'Petitioun 3198 an, déi kierzlech vu ronn 10.000 Mënschen ënnerschriwwe gouf an déi fuerdert, d'LGBTQ-Thematik aus de Schoulen erauszehalen. Am Artikel heescht et, den Tom Hecker wier d'Zilscheif vu „certaines personnes, d'un certain bord politique, qui souhaitent stopper et interdire la présence de Tatta Tom dans les écoles". Géigevuen an -argumenter sinn net zur Sprooch komm.

Duerfir hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Ass den Här Minister driwwer informéiert ginn, datt déi mentionéiert Ausgab vu „4 x 3 Over the Rainbow" an enger Lëtzebuerger Primärschoul ausgedeelt ginn ass? War den Här Minister informéiert iwwer déi Aktioun? Wa jo, a wéi enger Form?

2. Awéiwäit ass d'Verbreedung vun LGBTQ-Material, dat d'Theema eesäiteg behandelt, an enger Lëtzebuerger Primärschoul mam staatleche Bildungsoptrag a mat der staatlecher Neutralitéitsflicht kompatibel?

3. Kann den Här Minister preziséieren, ob d'Eltere vun de Kanner grondsätzlech e Matsprooch-Recht hunn, wann et ëm d'Verdeelung vun LGBTQ-Material a Lëtzebuerger Primärschoule geet?

4. Geet den Här Minister dervun aus, datt de mentionéierten Artikel (deen an der Onlineversioun vum Magazine nozeliesen ass an an deem et explizitt och ëm Phenomeener wéi Homophobie a sexuell Identitéit geet) dem emotionalen an intellektuellen Niveau vu 6–12-järege Kanner ugepasst ass?

5. Ass den Här Minister bereet, datt aner Organisatiounen, déi aner Meenungen a Perspektiven zum Theema LGBTQ hunn, och hir Texter an de Lëtzebuerger Primärschoule verdeele kënnen?

Réponse (03/12/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Objektiver vun der ëffentlecher Grondschoul ginn iwwert déi legal Dispositioune festgehalen[4]. Zentral sinn hei ënnert anerem d'Entwécklung vun den intellektuellen, affektiven a soziale Kompetenzen, fir et de Schüler ze erméiglechen, selwer kritesch kënnen ze denken[5]. An dësem Sënn ginn d'Theemen an de Klassen aus verschiddene Perspektive behandelt, fir eng ëmfaassend Beliichtung vun all Sujet ze garantéieren. Dës Approche dréit dozou bäi, de Schüler en differenzéierte Bléck op d'Realitéit ze vermëttelen, wouduerch si besser preparéiert sinn, komplex a kontrovers Situatiounen ze meeschteren.

D'Kompetenzen, déi an der Grondschoul gefërdert solle ginn, si kloer am Plan d'études festgehalen, deen am Gesetz verankert ass an iwwert e grousshierzoglecht Reglement definéiert gëtt[6]. Dernieft gëtt dësen och déi Contenue vir, déi an der Grondschoul prioritär ze behandele sinn.

Am Kontext vun der Léiermëttelfräiheet identifizéiert déi pedagogesch Equipe déi didaktesch Materialien a Methoden, déi konform zum Plan d'études sinn an hinne mat Bléck op d'Schoulpopulatioun ugepasst erschéngen, fir de Léierprozess vun hire Schüler beschtméiglech ze ënnerstëtzen. Dës Flexibilitéit erlaabt et de Schoulen, en diverst an ugepasst Léierëmfeld ze schafen, dat de Bedierfnesser vun de Schüler entsprécht. Heibäi ass et wichteg ze ënnersträichen, datt am Kontext vu komplexe Léiersituatiounen d'Benotze vu reelle Medien ausdrécklech erwënscht ass. Dës Medien droen dozou bäi, d'Léierinhalter mat der Realitéit ze verknëppen an de Schüler e praktesche Bezuch ze vermëttelen, deen hiert Verstoen a kritescht Denke fërdert.

Kenger Regionaldirektioun war, op Réckfro vu menge Servicer, bekannt, datt dee vum honorabelen Deputéierte genannte Magazine an enger Schoul ausgedeelt gouf.

Plan d'action pour promouvoir la négociation collective | Question **1456** (04/11/2024) de **Mme Sam Tanson** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Face aux discussions et réactions suite à l'éclat entre le Ministre du Travail et les représentants syndicaux lors de la réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi du 8 octobre 2024, Monsieur le Ministre du Travail a affirmé en séance plénière le 22 octobre son attachement aux prérogatives des syndicats dans la négociation de conventions collectives de travail.

Ceci étant, l'avant-projet de plan d'action national pour promouvoir la négociation collective, dont il était notamment question lors de la réunion du CPTE précitée, ne réitère pas cet engagement et prévoit comme mesure concrète pour augmenter le taux de couverture conventionnelle l'assouplissement des mentions minimales obligatoires dans les conventions collectives.

Rappelons qu'actuellement, les conventions collectives de travail doivent entre autres obligatoirement régler le système des salaires, la durée de travail et son aménagement, les conditions d'embauchage et de congédiement des salariés, le travail supplémentaire et les repos journalier et hebdomadaire, les jours fériés et le régime des congés.

Notons aussi dans ce contexte que la directive 2022/2041 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'UE, qui est à l'origine du plan d'action précité, dispose dans son préambule que « La mise en œuvre de la présente directive ne peut ni servir à réduire les droits existants des travailleurs, ni constituer une justification valable pour diminuer le niveau général de protection offert aux travailleurs dans le domaine relevant de la présente directive [...]. »

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quelles sont les mentions actuellement obligatoires dans les conventions collectives de travail que le Gouvernement désire assouplir ou abolir ?

2) Selon Messieurs les Ministres, comment est-ce que ces assouplissements ou abolitions de mentions actuellement obligatoires dans les conventions collectives de travail mèneront concrètement à une augmentation du taux de couverture conventionnelle ?

3) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que des assouplissements ou abolitions de mentions actuellement obligatoires dans les conventions collectives de travail risquent de mener à une réduction des droits existants des travailleurs, ce qui est contraire aux objectifs de la directive 2022/2041 qu'il s'agit en fait de transposer ?

Réponse (19/11/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

L'allégement du contenu obligatoire minimal des conventions collectives n'est pour l'instant qu'une piste parmi d'autres qui sont étudiées afin d'arriver à une hausse du taux de couverture. Actuellement le Gouvernement n'a fait qu'entamer les pourparlers avec les partenaires sociaux pour recueillir leurs positions respectives. En conséquence il n'y a pas encore eu de décision à ce sujet.

Le fait d'alléger le cas échéant le contenu obligatoire des conventions collectives ne risque pas de mener à une réduction des droits existants des travailleurs puisque ces droits continueront à être garantis par le Code du travail et, le cas échéant, par un nombre plus important de conventions collectives de travail qui persisteront à permettre aux partenaires sociaux de négocier des règles adaptées à un secteur particulier ou à une entreprise spécifique et de prévoir des conditions de travail plus favorables pour les travailleurs.

Entretien des pistes cyclables | Question **1458** (04/11/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verschidde Vëlospisten hei am Land sinn nach net duerchgängeg befuerbar an et feelen op verschiddene Plaze geséchert Vëlosweeër. Des Weidere gëtt mer vu Vëlosfuerer zougedroen, dass plazeweis d'Weeër net propper sinn a Rutschgefor besteet, well d'Weeër net propper sinn.

Am Gesetz vum 28. Abrëll 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ass am Artikel 6 festgehalen, dass d'Gemenge fir den Entretien zoustänneg sinn. Falls dat net gemaach gëtt, kann de Staat et maachen an dat der Gemeng a Rechnung stellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi oft huet de Staat enger Gemeng den Entretien vun engem Vëloswee a Rechnung gestallt (opgelëscht no Joer)?

2. Wéi ginn d'Vëlospisten op hir Fuertauglechkeet a Sécherheet kontrolléiert a vu wiem?

Réponse (02/12/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert den Entretien vun de Vëlospisten.

Den Entretien vun den nationale Vëlospisten ass iwwer d'Artikele 6bis, 6ter a 6quater am modifizéierte Vëlospistegesetz vum 28. Abrëll 2015 gereegelt (Loi modifiée du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national). Allgemeng gëtt an dësen Artikelen tëscht dem lafenden an dem konstruktiven Ënnerhalt ënnerscheet, woubäi de lafenden Ënnerhalt vun de Gemengen an de konstruktiven Ënnerhalt vun der Stroossebauverwaltung assuréiert gëtt.

An den Artikele 6bis a 6quater sinn awer och Ausname virgesinn. Wann de Vëlositineraire bannent der Uertschaft op enger Gemengestrooss verleeft, da fält de konstruktiven Ënnerhalt an d'Kompetenze vun der Gemeng. Op de Vëlosexpressweeër wäert de lafenden Ënnerhalt an d'Kompetenze vun der Stroossebauverwaltung falen.

Ënnert de lafenden Ënnerhalt fält ënner anerem d'Botze vun der Pist, den Equipementer an de Kanalisatiounen, awer och d'Schneide vun de Beem an den Äscht, souwéi de Wanterdéngscht.

Zum konstruktiven Ënnerhalt zielt ënner anerem d'Flécke vu Rëss, d'Schléisse vu Fouen, den Ënnerhalt vun de Säitesträife respektiv d'Erneiere vum ganze Belag.

No deene mir virleienden Informatioune goufe vum Staat nach keng Rechnungen an dësem Sënn un eng Gemeng ausgestallt.

D'Sécherheet an déi allgemeng Fuertauglechkeet vun de Vëlospiste ginn no änleche Krittäre wéi beim Stroossereseau vun der Stroossebauverwaltung kontrolléiert.

Wann awer Vëlosfuerer*innen ee spezifesche Problem um nationale Reseau observéieren, da kënne si deen – idealerweis mat enger Foto an enger méiglechst präziser Lokaliséierung – per E-Mail u pistescyclables@pch.etat.lu signaliséieren. Jee no Kompetenzberäich, esouwéi uewe beschriwwen, gi meng Servicer d'Informatioun dann entweeder direkt un déi zoustänneg Gemeng weider, oder ënnerhuele selwer déi néideg Mesuren, fir de Schued esou séier wéi méiglech ze behiewen. 2023 sinn 42 där Meldunge vu Benotzer*innen erakomm a fir dëst Joer bis elo 25.

Vaccins contre la Covid-19 | Question **1459** (05/11/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 1262 hunn ech der Madamm Ministesch verschidde Froen zu de Covid-19-Vaccine gestallt, dorënner och zum aktuelle Stock un Impfstoffer, déi Lëtzebuerg huet. Aus den Äntwerten op dës Froen erginn sech awer nei Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro 3 ass den Impfstoff Comirnaty JN.1 30 Micrograms/Dose Dispersion For Injection – Adults opgelëscht. Heibäi handelt et sech ëm déi neiste Versioun vun deem Impfstoff.
Sinn déi neiste Versiounen automatesch duerch den initiale Kontrakt virgesinn oder ass dat noverhandelt ginn oder sinn dat separat Kontrakter?

2. An der Äntwert op d'Fro 4 steet ze liesen: „Ab 2027 gëtt den Approvisionnement u Vaccine géint Covid-19 am Aklang mat der nationaler Legislatioun iwwer ëffentlech Marchéen duerchgefouert."
Wann et ab 2027 soll per Marché public goen, heescht dat, datt et sech fir d'Joren 2024–2026 ëm

[4] Art. 1 vun der Loi du 20 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire
[5] Art. 6 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental
[6] Règlement grand-ducal modifié du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental

Montanten handelt, déi u sech e Recours op e Marché public verlaangt hätten? Wa jo, op Basis vu wéi engen Ausname gouf dovunner derogéiert?

3. Amplaz vun der Zerstéierung vu Vaccinen, déi previsibel oflafen, gouf et nach eemol Bestriewungen, Vaccinen un aner Länner ofzetrieden? Wann nee, firwat net? Wa jo, mat wéi enge Länner a wat waren d'Grënn, datt sech dëst net realiséiert huet?

Réponse (06/12/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Jo, eng Adaptatioun vun den Impfstoffer op d'Variante vum Virus Sars-CoV-2, déi aktuell circuléieren, ass am Kontrakt (Purchase Agreement) tëschent der Europäescher Kommissioun a Pfizer/BioNTech virgesinn.

ad 2. Den amendéierte Kontrakt (Purchase Agreement), geännert duerch Avenanten (Amendments), tëschent der Europäescher Kommissioun a Pfizer/BioNTech leeft säit 2021, a wäert ouni Ënnerbriechung bis 2026 weiderlafen. De Kontrakt ass op Basis vun der Decisioun „C(2020) 4192 du 18 juin 2020" geholl ginn. Dës Decisioun validéiert den Accord tëschent den États membres an der Europäescher Kommissioun, sou dass d'Kommissioun am Numm vun den États membres den Impfstoff géint Covid-19 keeft. Dësen Accord baséiert op dem Artikel 4 (5) (b) „du règlement (UE) 2016/369 du Conseil du 15 mars 2016 relatif à la fourniture d'une aide d'urgence au sein de l'Union telle qu'amendé par le règlement (UE) 2020/521 du Conseil du 14 avril 2020 portant activation de l'aide d'urgence en vertu du règlement (UE) 2016/369 et modification des dispositions dudit règlement pour tenir compte de la propagation de la Covid-19".

D'Diskussiounen iwwert de Kontrakt goufen an der parlamentarescher Ufro N° 7925 vum 25. Abrëll 2023 erwäänt.

ad 3. Mir sinn am permanenten Echange mat internationalen Organisatiounen, fir prett ze sinn, falls eng Demande opkënnt.

Service droit des jeunes | Question **1460** (05/11/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En Belgique, dans le cadre de la protection et de l'aide à la jeunesse, le Service droit des jeunes de Bruxelles assure une aide sociale et juridique de première ligne destinée aux enfants et jeunes de 0 à 22 ans ainsi qu'à leurs familles. Cette aide, gratuite, confidentielle et volontaire, vise à lutter contre l'exclusion sociale et à promouvoir l'autonomie des jeunes et des familles. Le service déploie son activité selon deux axes : un axe individuel, centré sur une information juridique claire et accessible relative aux dispositions légales, et un axe communautaire, axé sur des réflexions globales portant sur certains dysfonctionnements sociétaux.

Le Service droit des jeunes est ainsi souvent sollicité par les jeunes vivant des conflits familiaux, des difficultés à l'école et avec la justice. Le service en question joue un rôle neutre et complémentaire aux aides dispensées par les avocats notamment ceux spécialisés en matière de droits des jeunes. Le service est aussi habilité à accompagner les jeunes lors des audiences judiciaires.

Par sa gratuité, le service veut aussi renforcer la prise de conscience des enfants, des adolescents et des jeunes adultes concernant leurs droits et leurs devoirs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Le Luxembourg dispose-t-il d'un service ou d'une association offrant une aide juridique aux enfants et aux jeunes d'un certain âge ?
– Dans la négative, quelles sont les raisons de cette absence, et le Gouvernement considère-t-il que l'implantation d'un tel service représenterait une plus-value ?
– Dans l'affirmative, quel est le service ou l'association en charge de cette aide juridique ? Existe-t-il des données concernant le nombre de personnes ayant eu recours à ce service ou à cette association au cours des cinq dernières années ?

2) Quels sont, de manière générale, les moyens mis en œuvre pour informer et sensibiliser les jeunes sur leurs droits ?

Réponse (06/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le barreau de Luxembourg publie une liste des avocats pour enfants qui peuvent aider ces derniers à avoir accès à la justice et à faire valoir leurs droits devant les juridictions. Pour ce qui est des victimes ou témoins d'une infraction, les mineurs peuvent également s'adresser au Service central d'assistance sociale – service d'aide aux victimes qui les informe sur leurs droits (informations sur la loi des victimes d'infractions pénales, sur la procédure judiciaire et sur la loi d'indemnisation des victimes d'infractions violentes) et peut les accompagner durant le procès judiciaire. Les consultations sont gratuites.

Puis, il existe plusieurs services, organisations et institutions qui interviennent pour sensibiliser les jeunes sur leurs droits tel que précisé dans la réponse à la deuxième question. La priorité nous semble d'assurer une action cohérente entre tous les intervenants existants.

La loi du 7 août 2023 sur l'assistance judiciaire prévoit en son article 4 que « si le requérant est un mineur d'âge, le droit à l'assistance judiciaire totale lui est accordé indépendamment de la situation de ressources de ses parents ou des personnes qui vivent en communauté domestique avec le mineur ». Un enfant peut donc bénéficier gratuitement de l'assistance d'un avocat.

Le Gouvernement dispose de statistiques concernant le nombre de demandes d'assistance judiciaire introduites par des personnes mineures. Pendant l'année 2023, 580 demandes d'assistance judiciaire provenant de demandeurs mineurs ont été accordées, tandis qu'en 2024, 712 de telles demandes ont été accordées jusqu'à présent (8 novembre 2024).

Pour le surplus, le Gouvernement ne dispose pas de données centralisées sur le nombre de personnes ayant eu recours à ces différents services et associations.

En ce qui concerne le Département de la justice, plusieurs réformes sont en cours qui ont pour but de renforcer les mécanismes de protection et de promotion des droits des enfants et des jeunes.

Une première étape consiste en la refonte ambitieuse du système actuel de protection de la jeunesse.

Aujourd'hui, la loi sur la protection de la jeunesse de 1992 sert de cadre unique pour traiter à la fois des mesures de protection des mineurs victimes et des mesures socio-éducatives, voire pénales, pour les mineurs ayant commis des infractions pénales.

Guidée par le droit international et les recommandations d'organismes internationaux, la réforme de la protection de la jeunesse vise à encadrer les mineurs en conflit avec la loi par un cadre légal et procédural adapté à leur âge et à leur situation, avec des droits et garanties procédurales spécifiques (droit d'être accompagné par un représentant légal) et à garantir aux enfants victimes ou témoins d'infractions pénales une protection adéquate avec des procédures adaptées et des mesures de soutien spécifiques pour les accompagner tout au long du processus judiciaire.

Cela inclut par exemple l'accompagnement du mineur par un représentant légal ou par une personne de confiance de son choix tout au long de la procédure.

Enfin, sous la direction du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), un nouveau cadre légal regroupant dans un seul texte l'aide à l'enfance et à la famille et la protection de la jeunesse sera mis en place. Ce projet de loi a pour objectif de favoriser autant que possible le maintien du mineur dans son cadre familial tout en assurant son bien-être avec la mise en place de mesures de soutien à la famille. Dans le volet concernant la procédure devant le tribunal de la jeunesse les droits du mineur, notamment son droit d'être entendu, seront renforcés.

Ces réformes sont le fruit d'une réflexion approfondie et d'une consultation avec tous les acteurs du terrain concernés. Elles visent à créer un cadre juridique plus clair, plus juste et plus efficace pour la protection de la jeunesse au Luxembourg. Les efforts du Gouvernement pour protéger, informer et encadrer les jeunes sont donc continus et en constante évolution.

ad 2) L'information et la sensibilisation des jeunes sur leurs droits sont assurées au Luxembourg par l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), Unicef Luxembourg, le Service des droits de l'enfant du MENJE et les SePAS. Au besoin, ces services orientent ou accompagnent le jeune au Service de l'assistance judiciaire.

L'OKaJu a pour mission de promouvoir, de sauvegarder et de protéger les droits de l'enfant. Ces missions comprennent la sensibilisation des enfants à leurs droits, le conseil des enfants et de leurs familles ainsi que le signalement des cas de non-respect des droits de l'enfant.

Unicef Luxembourg surveille la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant, réalise un travail de plaidoyer en faveur du respect des droits de l'enfant et sensibilise les enfants et les adultes aux droits de l'enfant.

Le Service des droits de l'enfant a une mission de coordination en matière des droits de l'enfant et assure l'information des enfants et des jeunes sur leurs droits par des documents diffusés dans les écoles de l'enseignement fondamental et les lycées. En janvier 2023, il a édité une brochure dans un langage jeune à destination des jeunes, dans laquelle ces derniers sont informés de leurs droits. Les informations abordent également leurs droits en situation de conflit avec la loi ou lorsqu'ils sont victimes ou témoins d'une infraction et permettent d'identifier les points de contact et le Service de l'assistance judiciaire.

Au niveau des services psychosociaux et d'accompagnement scolaires, un délégué à la protection des élèves (DPE) a été introduit dans les lycées par la loi du 30 juin 2023 portant modification de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées. Le délégué à la protection des élèves a pour missions la promotion du respect des droits de l'élève et la prévention et la protection contre toute forme de maltraitance et de danger allant à l'encontre du bien-être de l'élève, la sensibilisation, le conseil et le soutien à la communauté scolaire, l'information sur les procédures à suivre et le développement et l'organisation de formations en lien avec la protection des élèves. Il s'agit d'une personne de contact neutre que les élèves et les enseignants pourront contacter pour obtenir de l'aide et du

soutien et pour soutenir à signaler des cas de harcèlement.

En sus de ces moyens mis en œuvre pour informer et sensibiliser les jeunes sur leurs droits, il existe des services spécialisés, notamment dans le droit à la protection contre le harcèlement en ligne ou le droit à l'aide et à la protection en situation d'exil.

Concernant les moyens mis en œuvre pour informer et sensibiliser les jeunes sur leurs droits en matière de protection informatique, du cyberharcèlement, des réseaux sociaux, des droits à la vie privée, de la sécurité technique, etc. les jeunes peuvent contacter le service BEE SECURE. La BEE SECURE helpline offre ainsi une consultation téléphonique gratuite, anonyme et confidentielle pour enfants et jeunes (ainsi que pour leur environnement social : parents, adultes, enseignants et éducateurs). Elle fournit, de façon générale, des informations, aides et conseils personnalisés en relation avec la sécurité en ligne et l'usage responsable des technologies de l'information et de la communication (TIC). Ces sujets sont par ailleurs régulièrement abordés lors des formations que BEE SECURE assure au niveau de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Pour les jeunes vulnérables en situation d'exil au Luxembourg, Passerell est une association luxembourgeoise active dans la défense et l'exercice des droits fondamentaux. L'association fournit des informations juridiques sur les droits fondamentaux, droits de l'enfant, droit d'asile, la protection des données, les discriminations ainsi qu'une aide pour accomplir des formalités administratives et/ou juridiques.

Étude sur l'utilisation des smartphones à l'école | Question **1461** (05/11/2024) de **M. Ben Polidori** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

E rezente Bäitrag op science.lu (enger Websäit, déi vum Fonds national de la recherche an Zesummenaarbecht mat Persounen aus dem Beräich vun der Wëssenschaft an der Fuerschung bedriwwe gëtt) behandelt d'Fro vum Smartphone-Verbuet an de Schoulen. Wéi aus dem Artikel ervirgeet, ass d'Datelag zum Handyverbuet nach éischter dënn. Et gëtt eng Rei Etüden, déi sech allgemeng mat den Auswierkunge vun engem ze héije Smartphone-Konsum bei Kanner a Jonke beschäftegen, mee wat konkreet d'Wierkunge vun engem Verbuet an de Schoulen ugeet, feelt et nach un Etüden, déi op Lëtzebuerg uwennbar wieren. Am Bäitrag steet heizou:

„Ein Blick in die Forschung zeigt: Während es viele Studien gibt, die einen negativen Impakt von zu hohem Smartphonegebrauch auf Jugendliche und Kinder zeigen, ist die Wirkung von Smartphone-Verboten in Schulen noch unsicher und die Regelungen in Schulen von Land zu Land anders."

Zu den Ziler, déi mat engem Smartphone-Verbuet erreecht solle ginn, gehéieren z. B. d'Verbesserung vun de perséinleche Kontakter tëscht de Schüler:innen, d'Reduktioun vun Oflenkung an domat d'Verbesserung vun der schoulescher Leeschtung an eng positiv Auswierkung op déi mental Gesondheet. Doduerch, dass d'Fuerschung ronderëm e Smartphone-Verbuet nach net wäit genuch virgedrongen ass, fir sécher Resultater presentéieren ze kënnen, bleift ofwaarden, ob dës Ziler duerch déi lëtzebuergesch Verbueter erreecht wäerte kënne ginn. Aktuell ass virgesinn, dass et fir d'Lycéeën – anescht wéi fir de Fondamental – kee generellt a verflichtend Verbuet soll ginn, mee et de Schoulen hei soll fräistoen, eege Reegele fir d'Limitatioun vun der Smartphone-Notzung opzestellen. Esou kann et gutt sinn, dass et Ënnerscheeder bei den Impakter vun de Smartphone-Verbueter wäert ginn.

Eng Rei Fuerscher:inne solle schonns Interessi gewisen hunn, fir d'Smartphone-Verbueter wëssenschaftlech ze suivéieren. Heizou heescht et am Bäitrag op science.lu:

„Britische wie deutsche Forscher sehen hier eine willkommene Chance, eine wissenschaftlich begleitete Pilotphase mit Regeln für fünf bis sechs Schulen zu starten. Deren Wirkung könne nach einigen Monaten überprüft werden, aus dem Vorher-Nachher-Vergleich könnten dann allgemeingültige Maßnahmen abgeleitet werden. Das reduziere auch den Aufwand für die einzelnen Schulleitungen erheblich. So eine wissenschaftliche Begleitung oder Testphase ist laut Bildungsministerium zwar nicht geplant. Die Sekundarschulen seien aber gehalten, Prozess und Resultat ihrer Smartphone-Regelungen zu dokumentieren und zu veröffentlichen. An Evaluierung interessierte Forscher seien herzlich gebeten, das Ministerium zu kontaktieren."

An deem Kontext géinge mir dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gäre follgend Froe stellen:

– Ass et richteg, dass keng wëssenschaftlech Begleedung vun enger Testphas virgesinn ass?

– Goufen d'Direktiounen aus dem Secondaire gefrot, ob si Interessi drun hätten, Deel vun engem wëssenschaftlech suivéierte Pilotprojet ze ginn?
Falls jo, wéi waren d'Retouren? Wieren d'Direktioune bereet, mat Fuerscher:innen zesummenzeschaffen an dozou bäizedroen, Daten ze sammelen, déi wëssenschaftlech méiglechst signifikant a vergläichbar sinn, fir op där Basis kënnen ze entscheeden, wéi eng Aschränkunge bei der Smartphone-Notzung fir déi Jonk am beschte sinn?
Falls nee, wisou gouf de Sujet (nach) net mat de Concernéierte beschwat?

– Ass et richteg, dass de Minister d'Dokumentatioun vum Prozess an de Resultater vum Smartphone-Verbuet an d'Hänn vun de Schoule wëll leeën?
Falls jo, wéi wäert de Minister garantéieren, dass d'Dokumentatioun an déi domat verbonnen Datenerhiewung wëssenschaftleche Standarden entsprécht, esou dass duerno Vergläicher tëscht de Schoulen an eventuell Schlëss vun de Stéchprouwen op d'Gesamtpopulatioun méiglech sinn?

– Gëtt et scho Pläng, wéi den Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire an d'Evaluatioun vum Smartphone-Verbuet soll abezu ginn?

Réponse (10/12/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Déi gesond Screen-Life-Balance vun eise Kanner ass eng gemeinsam Aufgab an eng gemeinsam Responsabilitéit. Dofir schwätzt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) Recommandatiounen aus fir eng Benotzung vun digitalen Outile pro Alterskategorie. Dës gëllen an der Famill, geneesou wéi fir d'Schoulen an d'Strukture vun der nonformaler Bildung.

D'Decisioun, fir d'Notzung vum Smartphone an de Schoulen anzeschränken, baséiert op enger Analys vu wëssenschaftlechen Etuden. Notamment och déi lescht PISA-Etude huet nogewisen, datt, wann de Smartphone bei de Schüler méi present ass, an der Bänk oder an der Täsch, d'Schoulresultater méi schwaach ginn. Dës Erkenntnisser, mee och de Feedback aus de reegelméissegen Echangë mat de Bildungspartner hunn eis guidéiert, fir kloer Recommandatiounen a Richtlinne fir d'Benotzung vum Smartphone ze developpéieren, dëst op Basis vu wëssenschaftlechen Indicatioune vum Dr. Serge Tisseron.

Dës Recommandatiounen, déi op Basis vun engem breede Consultatiounsprozess mat Direkteren, Enseignantsgewerkschaften, Elteren a Schülervertrieder beschwat goufen, gi per groussherzoglecht Reglement festgehalen an trieden an der Grondschoul ab Ouschteren 2025, an de Lycéeën ab Péngschten 2025 a Kraaft. An dem Consultatiounsprozess mat den Direktioune vun de Lycéeën ass ervirgaangen, datt de MENJE e klore Kader soll setzen, deen et de Lycéeë soll erméiglechen, an hirer Autonomie Upassunge virzehuelen, déi hirem Konzept an hire raimleche Bedéngungen entspriechen. Den aktuelle Modell entsprécht dëse Recommandatiounen.

Eng kloer Dokumentatioun vun de Modeller an de Suivi ginn duerch de MENJE assuréiert. Et gouf och scho Gespréicher mam ONQS, fir de Projet ze begleeden.

Bis haut huet de MENJE keng Kenntnis vun enger Demande vu Wëssenschaftler, fir d'Aféierung vum Smartphone-Verbuet wëssenschaftlech ze begleeden. Esou eng Demande ass am Moment nach net formuléiert ginn. De MENJE wäert esou eng Demande le moment venu analyséieren a gegeebenefalls ënnerstëtzen.

Relations entre la firme SpaceX et l'État | Question **1462** (05/11/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Et ass gewosst, dass d'Firma SpaceX vum Multimilliardär Elon Musk Geschäftsbezéiunge mat der US-amerikanescher Defense huet. An de leschte Wochen huet de Besëtzer vu SpaceX sech immens an den US-amerikanesche Walkampf agemëscht, woubäi hie selwer op der Plattform X (déi him och gehéiert) Fakenews verstreet huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Fro stellen:

– Existéiere Geschäftsbezéiungen tëschent lëtzebuergesche Verwaltungen an der Firma SpaceX?

Falls jo,
• wéi eng Servicer bezitt de Staat vun der Firma SpaceX a wéi eng Montanten sinn hei am Spill?
• wäert d'Regierung weider dës Bezéiunge bäibehalen, trotz dem Musk sengen Aktiounen a Positiounen?

Réponse (02/12/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

D'Direktioun fir Defense huet ee Kontrakt mat SpaceX, fir am Laf vum éischte Semester 2025 de Satellit vum LUXEOSys Äerdobservatiounssystem op Orbit ze brëngen. D'Detailer vun deem Kontrakt goufen an der Sëtzung vun der Defensekommissioun zesumme mat der Budgetskontrollkommissioun vun der Chamber vum 5. Februar 2024 presentéiert. An där Sëtzung gouf den Deputéierten och erklärt, dass dëse Wiessel doduerch entstan ass, dass wa mir beim eenzeg anere Provider aus engem NATO-Memberstaat bliwwe wären, dat mat extreem héijen Zousazkäschten a villen Onsécherheete betreffend d'Assurancen an de Launch selwer verbonne gewiescht wier. Dës Situatioun huet nach net substanziell geännert a SpaceX bleift aktuell déi bescht Optioun, fir de Satellit an de Weltall ze lancéieren.

Rôle des femmes dans la religion catholique | Question **1463** (05/11/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 30. September 2019 huet de lëtzebuergesche Weibëschof an engem RTL-Interview ausgeschloss,

dass Fraen an der kathoulescher Kierch kéinte Paschtouer ginn. Hien hat argumentéiert, dass esou ee Wiessel an der Kierch misst op theologescher Basis an net virum Hannergrond vun der Gläichberechtegung stattfannen. Dëse Mount huet de Vatikan d'Roll vun der Fra nach eng Kéier oppe gelooss. D'„Wort" schreift an engem Artikel vum 27. Oktober:

In dem Abschlussdokument heißt es nun lediglich: „Die Frage des Zugangs von Frauen zum Diakonat bleibt offen." Der einflussreiche Kardinal und Synoden-Koordinator Jean-Claude Hollerich aus Luxemburg nannte das Frauendiakonat „eine sehr delikate Frage". Es bleibe hier beim Status quo: „Es ist keine Entscheidung dafür, es ist keine Entscheidung dagegen."

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1270 hat déi deemoleg Ministesch fir Gläichberechtegung, Taina Bofferding, erkläert, dass de Staat net einfach kann an d'Reliounsfräiheet agräifen, och wann hei d'Gläichheet tëschent de Geschlechter mat Féiss getrëppelt gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit dës Froe stellen:

1. Wëssend, dass déi kathoulesch Kierch ee grousse gesellschaftlechen Afloss op eis Gesellschaft huet an d'politescht Denke mat beaflosst, wéi positionéiert sech dës Regierung zur Roll vun de Fraen an der Gesellschaft?

2. Op sengem Poopstbesuch hat de Poopst gesot, dass d'Lëtzebuerger méi Kanner solle maachen. An engem „Wort" -Artikel vum 27. September stéisst dës Meenung op vill Kritick vun der Politikbeoptraagte vun de CID Fraen an Gender: „Sie kann den Aufruf ‚in einem Land, das in einer Wohnungskrise steckt, die besonders schlimm für Familien mit Kindern ist', nicht nachvollziehen." Und nennt weitere Gründe: „Die Kinderarmut steigt ständig, Eltern haben keine Zeit, sich um ihre Kinder zu kümmern, weil sie Vollzeit arbeiten müssen. Maisons relais und Kinderkrippen sind überfüllt, die psychosozialen Probleme nehmen zu und es gibt nicht genügend psychologische Hilfe. Es wäre sinnvoller gewesen, wenn der Papst dazu etwas gesagt hätte."
– Ass och d'Regierung der Meenung, dass zu Lëtzebuerg d'Gebuertsrate missten eropgoen?
– Wéi eng Politick verfollegt d'Regierung an deem Zesummenhang?

Réponse (02/12/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Zënter Januar 2015 ass zu Lëtzebuerg d'Trennung vu Kierch a Staat gesetzlech verankert. Dëst bedeit och, dass déi eenzel Glawensgemeinschaften an d'Vertrieder:inne vun dësen onofhängeg vun eise politeschen Institutiounen iwwer hir Wäertvirstellunge kommunizéieren, mee och iwwer d'Zesummesetzung vun hire Strukture befannen.

D'Lëtzebuerger Regierung, an domat och de Ministère fir Egalitéit an Diversitéit, ass an dës Prozesser net mat agebonnen, a soumat och a kenger Weis responsabel fir Aussoen oder organisatoresch Entscheedunge vun de jeeweilege Glawensgemeinschaften.

Mäi Ministère steet kloer fir eng Gesellschaft, an där Fraen an all Beräich déi selwecht Rechter sollen zeguttkomme wéi Männer.

E friddlecht Mateneen, zu Lëtzebuerg, mee och an Europa an op internationalem Plang, berout op Wäerter wéi Toleranz, Respekt an Oppenheet – an dat an all Beräich vun der Gesellschaft a vum Liewen.

Zesumme mat menge Regierungskolleeg:inne setzen ech mech all Dag dofir an, dass all d'Mënschen hiert Liewen esou gestalte kënnen, wéi si et fir richteg befannen, onofhängeg vu Geschlecht, sexueller Orientéierung oder sexueller Identitéit.

Dëst betrëfft selbstverständlech och Entscheedunge ronderëm de Planning Familial, déi ausschliisslech privater Natur sinn.

Consommation électrique | Question **1465** (06/11/2024) de **M. Jean-Paul Schaaf** | **M. Jeff Boonen** (CSV)

An Däitschland huet d'Bundesnetzagentur säit 2024 nei Befugnisser bei der Steierung vum Stroumnetz. Sou kënnen d'Bedreiwer vun den Niddregspannungsnetzer Wärmepompelen, Wallboxen oder Batteriespäicher mat manner Stroum versuergen, fir esou d'Nofro an d'Offer u Stroum am Gläichgewiicht ze halen. Sou kéint een d'Stroumnetz am Noutfall stabiliséieren an an Zukunft kéint een domadder och d'Schwankungen am Stroumnetz minimiséieren. Lescht genannte gedenkt den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) duerch d'Upassung vun der Tariff-Struktur vun den Netzkäschten an der Niddregspannung ab dem 1. Januar 2025, an der Festleeung vum Profill vum Stroumverbrauch, innerhalb vun deem sech den Haushaltsverbraucher soll beweegen, jo och ze erreechen. Och elo gëtt et awer scho Méiglechkeete wéi de Smarty+, mat deenen den Haushaltsclient d'Méiglechkeet huet, seng Consommatioun – a gegeebenefalls seng Produktioun – live ze verfollegen an esou säi Stroumverbrauch unzepassen. Fir dëst ëmzesetzen, muss de Client awer eng Autorisatioun beim Netzbedreiwer ufroen an dëse Prozess ass onsen Informatiounen no relativ komplizéiert an och net esou einfach wéi op der Internetsäit vu Smarty+ beschriwwen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Energieminister stellen:

1. Sinn déi intelligent Wallboxen, déi nei Generatioun vu Wärmepompelen a vu Batterien (sollten se Stroum aus dem Netz zéien), déi zu Lëtzebuerg am Haushalt agebaut a gefërdert ginn, esou equipéiert, dass se vum Stroumnetzbedreiwer kënne gedrosselt respektiv ausgeschalt ginn?

2. Ass dëst zu Lëtzebuerg technesch a legal méiglech duerch déi aktuell Reegelungen, déi en place sinn?

3. Wann net, wéini wäert dat de Fall sinn a wat muss dofir nach ëmgesat ginn?

4. Den Haushaltsclient kann net selwer seng Wallbox drosselen oder zäitlech versat an-/ausschalten. Hie kann dëst just duerch physescht An-/Ausschalte maachen. Kann dës zäitlech versat Steierung duerch den Netzbedreiwer op Demande vum Haushalt, z. B. zu festgeluechten Zäitfënsteren ëmgesat ginn?

5. Ass sech de Minister der uewe beschriwwener Problematik bezüglech der Ëmsetzung vun Chargy+ bewosst?

6. Wa jo, gedenkt de Minister déi aktuell Reegelungen, déi en place sinn, unzepassen, fir dass den aktiven Haushaltsclient beschtméiglech bei der Participatioun un der Energietransitioun kann ënnerstëtzt ginn?

Réponse (03/12/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. bis 3. Déi technesch Uschlossbedéngunge vun den Netzbedreiwer[7], wéi se vum ILR approuvéiert sinn, gesi fir, datt all Verbrauchsgerät, dat eng dauerhaft Leeschtung vu méi wéi 7 kW bei 400 V bezéie kann, muss iwwert e Relais vum Stroumzieler gedrosselt oder ausgeschalt kënne ginn. Dëst betrëfft notamment Wallboxen, mee an der Reegel net d'Wärmepompelen.

Eng Drosselung respektiv Ausschaltung kann den Netzbedreiwer awer just dann tätegen, wann eng absolutt Noutsituatioun antrëtt. An dësem Fall gëtt alles gemaach, fir datt de Particulier net muss gedrosselt oder ofgeschalt ginn. Et ass de Ministèrë kee Fall bekannt, wou dës Funktionalitéit vun engem Netzbedreiwer ausserhalb vun engem Test benotzt gi wier.

ad 4. Ofhängeg vum Modell vu Wallbox a vum Autosmodell, kann de Client d'Leeschtung vu senger Luedung, respektiv d'Zäit, zu där soll geluede ginn, astellen. Dës Astellunge kann een entweeder iwwert d'Software vum Auto oder iwwert d'Wallbox selwer maachen. Bei Wallboxen, déi net iwwer Software astellbar sinn, ass et deelweis méiglech, duerch eng physesch Ännerung um Niveau vun der Born d'Leeschtung dauerhaft ze reduzéieren. Dofir kann allerdéngs d'Interventioun vun engem Elektriker néideg sinn. Informatiounen doriwwer, wéi eng Wallboxe wéi eng Funktionalitéiten hunn, kann een ab Januar um Internetsite vun der Klima-Agence ënnert https://bornes.klima-agence.lu fannen.

D'Drosselung vun der Born duerch den Netzbedreiwer iwwert de Compteur ass nëmme fir Noutsituatiounen, wéi uewe beschriwwen, geduecht. Eng Born, déi esou eng Drosselung erméiglecht, kann an der Reegel vum Client selwer och gedrosselt ginn. Eng Drosselung vun der Born à distance iwwert de Compteur, déi op Demande vum Client duerch e Prestataire kéint gemaacht ginn, ass technesch och méiglech, mee gëtt haut nach net ugewant.

ad 5. Fir de Smarty+, oder all aneren Dongle, un de Smarty Compteur unzeschléissen, deen en temps réel d'Donnéeë vum Smarty Compteur ausliest, ass keng Autorisatioun vum Netzbedreiwer néideg. Allerdéngs muss e Code ugefrot ginn, fir den Interface ze dekryptéieren. Dëse kann op simple Demande vum Client bei sengem Netzbedreiwer ugefrot ginn. De lokale Port vum Smarty ass verschlësselt fir sécherzestellen, datt keen onbefuugten Zougréff op perséinlech Donnéeë vum Client ka kréien, z. B. bei Compteuren, déi sech an de Parties communes vun enger Residence befannen.

ad 6. Wéi an de viregte Froe beschriwwen ass, sinn déi aktuell Reegelunge keng Hürden, fir datt de Client kann aktiv un der Energietransitioun deelhuelen. D'Regierung wäert weiderhin all Initiativ ënnerstëtzen, déi den Haushaltsclienten derbäi hëlleft, fir aktiv un der Energietransitioun deelzehuelen. Digital an intelligent Energiemanagement Systemer (sougenannten Home Energy Management Systemer – HEMS) kënnen dobäi an Zukunft och interessant Solutiounen an Ënnerstëtzungen zur Verfügung stellen. D'Klima-Agence informéiert d'Leit och bei sämtleche Froen zur Energietransitioun.

Nouvelle structure tarifaire du réseau d'électricité | Question **1466** (06/11/2024) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) huet kierzlech ugekënnegt, dass d'Tariffstruktur vun den Netzkäschten an der Niddregspannung ab dem 1. Januar 2025 soll ugepasst ginn, fir esou besonnesch d'Stroumspëtzten ze reduzéieren an domadder d'Belaaschtung vun onse Stroumnetzer ze optiméieren. An der Niddregspannung sinn awer net nëmme privat Clienten, mee och professionell a kommerziell

[7] Technische Anschlussbedingungen für Starkstromanlagen mit Nennspannung bis 1.000 V im Großherzogtum Luxemburg (https://www.creosnet.lu/fileadmin/dokumente/downloads/de_bt_tab_2023.pdf?t=1732282802196)

Acteuren, wéi zum Beispill den Handwierker oder de landwirtschaftleche Betrib. Beim Bäcker (Uewen) oder beim Bauer (Sträichmaschinn) kann de Stroumverbrauch zu de Spëtzte 4–5-mol sou héich si wéi am Duerchschnëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Energieminister stellen:

1. Huet de Ministère Zuelen iwwert d'Netzbelaaschtung am Dagesverlaf?

2. Ass sech de Minister der uewe beschriwwener Problematik bewosst, dass déi nei Tariffstruktur riskéiert, mëttelstänneg Betriber ze treffen, déi net vill Flexibilitéit hunn, fir de Stroum am Dag ze verdeelen?

3. Si Kompenséierunge fir dës Betriber virgesinn?

4. Wa jo, wéini soll dat geschéien? Wann nee, firwat net?

5. Ass ee Programme de soutien à l'investissement fir Energiespäicher oder aner Späicherinfrastrukture virgesinn – och onofhängeg dovun, ob een Energie selwer produzéiert?

6. Wa jo, wéini soll dat geschéien? Wann nee, firwat net?

Réponse (03/12/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. D'Netzbedreiwer, déi fir d'Versuergungssécherheet zoustänneg sinn, suivéiere konstant d'Belaaschtung vun hiren Netzer an analyséieren dës och am Hibléck op Ausbau-Besoine vum Netz. D'Resultater vun dësen Analyse stinn ënner anerem an den Netzentwécklungspläng vun den Netzbedreiwer[8], déi all zwee Joer mussen iwwerschafft a publizéiert ginn, an am Scenario Report vu Creos Luxembourg SA[9], deen en Ausbléck op zukünfteg Entwécklunge vun der Netzbelaaschtung gëtt.

Den Netzentwécklungsplang gouf bis elo um Niveau vum Transportreseau gemaach, mee ass duerch eng Ännerung vu Juni 2023 am Stroumgesetz ab nächstem Joer och fir all Distributiounsreseaue verpflichtend.

ad 2. Den Zoustëmmungsprozess vun der Netztariffstruktur ass a senger leschter Etapp, an den ILR wäert geschwënn seng Decisioun zu der Zoustëmmung vun den Tariffer fir d'Notze vun Transport- a Verdeelungsnetzwierker fir de Stroum fir d'Joer 2025 publizéieren. Dee Moment kënnen och eng Grille tarifaire a chiffréiert Informatioune publizéiert ginn.

Doduerch, datt an der neier Netztariffstruktur déi genotzte Leeschtung méi, an de Verbrauchsvolume manner Wichtegkeet kritt, kann een net pauschal soen, datt Betriber, och wa se wéineg Flexibilitéit hunn, fir hire Verbrauch flexibel iwwert den Dag ze verdeelen, duerch déi nei Tariffstruktur benodeelegt ginn.

Betriber, déi Laaschten hunn, déi se flexibel kënne verschiben, hunn zousätzlech nach eng Méiglechkeet, hir Netznotzungskäschten ze drécken, wa se sech netzdienlech verhalen. Dëst entsprécht och dem Objektiv vun der neier Netztariffstruktur, fir méi käschtereflektiv ze sinn an domat eng méi fair Verdeelung vun de Käschten ze schafen. De Programm „Klimapakt fir Betriber" ënnerstëtzt a sensibiliséiert d'Betriber, fir Energie ze spueren an, wa méiglech, selwer Stroum ze produzéieren.

ad 3. a 4. Kompenséierunge fir Betriber sinn net virgesinn, well net virauszegesinn ass, datt Betriber allgemeng méi staark belaascht ginn.

ad 5. a 6. Energiespäicher wäerten an Zukunft e wichtegt Element fir d'Stabiliséierung vum Netz sinn. D'Méiglechkeet vun enger zousätzlecher Ënnerstëtzung vu Stockage gëtt am Moment analyséiert.

[8] https://www.creosnet.lu/fileadmin/dokumente/downloads/20240315_Network_Development_Plan_2024-2034_-_Electricity_Transmission_Grid.pdf

[9] https://www.creos-net.lu/fileadmin/dokumente/downloads/20230310_Scenario_Report_2040.pdf

Maladie de la suie de l'érable | Question **1467** (06/11/2024) de **Mme Françoise Kemp** (CSV)

D'Rußrindenkrankheet ass eng Krankheet, déi bei Ahornbeem virkënnt an déi duerch eng Infektioun mat engem spezifesche Champignon ausgeléist gëtt. Dobäi kënnen d'Spore vun dësem Champignon allergesch Reaktiounen ausléisen. D'Rußrindenkrankheet ass an der Vergaangenheet virun allem no dréchenen a waarme Summeren opgetrueden; et kann een also domadder rechnen, dass dës Krankheet duerch de Klimawandel ëmmer méi Beem wäert betreffen an domadder och Leit − besonnesch mat allergesche Virerkrankungen – beanträchtegen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Wou ass d'Rußrindenkrankheet zu Lëtzebuerg verbreet?

2. Weess de Ministère, wéi vill Ahornbeem bzw. wéi vill Prozent vun der Populatioun betraff sinn?

3. Wéi eng Schutzmoossname gi geholl, fir zum Beispill Spadséiergänger oder awer Fierschter a Bëschaarbechter ze schützen?

4. Sinn aktuell Reegelungen en place, déi beim Ëmmaache vu befallene Beem mussen agehale ginn? Wa jo, wéi eng? Wann nee, firwat net?

5. Ginn d'Gemenge vum Staat bei dem logisteschen a finanzielle Méiopwand, deen duerch d'Entsuergung vu befallene Beem entsteet, ënnerstëtzt?

Réponse (03/12/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Ahorn-Rußrindenkrankheet ass zu Lëtzebuerg potentiell am ganze Land an de Bëscher, Parken a laanscht d'Strooss verbreet. Ee Schwéierpunkt ass awer am Osten an am Süde vum Land festgestallt ginn.

ad 2. Et gëtt keng Zuelen, wéi vill Prozent vun der Ahorn-Populatioun vun dëser Krankheet befall sinn. Den Ahorn ass eng Bamaart, déi éischter verspreet an de Bëscher virkënnt, an dofir ass et ganz schwéier, fir ee kompletten Inventaire vun deene mat dëser Krankheet befallene Beem ze maachen.

ad 3. Fir Spadséiergänger besteet am Prinzipp keng Gefor, well ee Gesondheetsrisiko nëmmen optrëtt, wann een iwwert eng länger Zäit mam Pilz Cryptostroma corticale a Kontakt ass. Wa Fierschter oder Bëschaarbechter sech mussen an engem Bësch mat ville befallenen Ahornbeem ophalen, dann ass ugeroden, FFP2-Masken ze droen, fir de Kontakt iwwert den Otemwee mat den allergeene Spore vum Pilz, deen d'Beem befält, ze evitéieren.

ad 4. Generell muss am Virfeld iwwerpréift ginn, ob net eng ministeriell Autorisatioun erfuerdert ass, fir de Bam ewechzemaachen.

Wa Beem musse gefält ginn, da soll dat am beschte bei fiichte Wiederkonditioune geschéien, well dann d'Spore vum Pilz, deen de Bam befall huet, sech net esou séier ausbreeden.

Déi Leit, déi de befallene Bam haen, si gebieden, hir Otemweeër duerch d'Droe vun enger FFP2-Otemmask ze schützen. Fir de gréissten Deel vun de Spore lasszeginn, solle si no der Fäll-Aktioun hir Schutzkleedung an der Wäschmaschinn wäschen, hir Schong oder Stiwwele mat Waasser ofwäschen an och hiert Aarbechtsmaterial botzen.

Wann de betraffene Bam direkt un enger vill befuerener oder besichter Infrastruktur läit, da gëtt de Bam ënnert Virsiichtsmoossname vun der Plaz ewechgeholl an entsuergt.

ad 5. D'Gemenge gi logistesch vun de Fierschter an de Bëschaarbechter vun der Naturverwaltung ënnerstëtzt.

Ghost jobs | Question **1468** (06/11/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng rezent Etüd vun der amerikanescher Firma Resume Builder weist, datt 39 % vun de befroten Entreprisen am Laf vum leschte Joer sougenannte „ghost jobs" publizéiert hunn. Dëst si Stellenausschreiwungen, déi entweeder fiktiv sinn oder wou d'Plaz scho besat ass. D'Grënn fir esou Praktike gi vun der Verbesserung vum Firmenimage bis hin zu der Sammlung vu CVe fir spéider Rekrutéierungen.

Zu Lëtzebuerg muss all fräi Aarbechtsplaz bei der ADEM gemellt ginn. Wärend jobs.lu a privat Plattformen hir eege Kontrollmechanismen agefouert hunn, stellt sech d'Fro, wéi d'ADEM mat dësem Phenomeen ëmgeet, besonnesch, well si ronn 7.500 Stellenausschreiwungen an hirem System huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Ass de Minister sech dëser Problematik bewosst a gëtt et Zuelen iwwer d'Ausmooss vun dëser Praktik zu Lëtzebuerg?

2. Wéi eng legal Moyenen huet den Aarbechtsministère, fir géint d'Publikatioun vu Ghostjobs virzegoen?

3. Wéi eng Kontrollmechanismen huet d'ADEM fir ze iwwerpréiwen, ob gemellte Plazen tatsächlech existéieren?

4. Wat sinn d'Konsequenze fir Entreprisen, déi bei der ADEM bewosst Plaze mellen, déi net existéieren oder scho besat sinn?

5. Gedenkt de Minister zousätzlech Mesuren anzeféieren, fir dës Praktik ze verhënneren an d'Transparenz um Aarbechtsmaart ze garantéieren?

Réponse (09/12/2024) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1. Bis dato ass an deem Kontext kee konkreete Fall un den Aarbechtsministère erugedroe ginn.

ad 2. Et gëtt momentan keng gesetzlech Bestëmmung, déi d'Publikatioun vu „ghost jobs" ausdrécklech verbitt oder sanktionéiert.

Am Fall, wou awer esou eng Publikatioun géint d'Reegele vun der fairer Konkurrenz oder dem Dateschutz verstéisst, oder eng Fraude duerstellt, kann den Aarbechtsministère, respektiv d'ADEM, eng Plainte beim Procureur d'État deposéieren.

ad 3. All fräie Posten, dee vun engem Patron bei der ADEM gemellt gëtt, kënnt am Service „employeurs" un, wou dann direkt iwwerpréift gëtt, ob de Patron legal zu Lëtzebuerg etabléiert ass, notamment gëtt déi néideg Autorisation d'établissement kontrolléiert.

Doriwwer eraus schaffen d'Conseillers „employeurs" vun der ADEM op deeglecher Basis mat de Patronen zesummen a berode si bei hire reelle Besoinen u Leit fir déi jeeweileg gemellte Plazen. Dëst ass d'Plusvalue vun der ADEM a schaaft och eng Vertrauensbasis tëscht der ADEM an den Employeuren.

ad 4. Sollten engem Mataarbechter Doutte kommen iwwert verschidde Posten, ob déi wierklech nach ze besetze sinn oder vläicht scho besat sinn, da gëtt den Employeur vun der ADEM kontaktéiert, fir dëst mat him ze beschwätzen. D'Méiglechkeet besteet, datt d'ADEM d'Offer vum Employeur einfach clôturéiert.

ad 5. Vu datt bis dato keng konkreet Fäll un den Aarbechtsministère erugedroe goufen, ass net ugeduecht, an deem Beräich zousätzlech Mesuren anzeféieren.

Identification des chiens | Question **1469** (06/11/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

D'Gesetz vum 9. Mee 2008 iwwert d'Hënn gesäit vir, dass all Hond, dee méi wéi véier Méint al ass, muss gechippt sinn. Hondsbesëtzer mussen hir Hënn op der Gemeng umellen an eng Hondssteier bezuelen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau stellen:

1. Wéi huet d'Zuel vun den enregistréierten Hënn an de leschte fënnef Joer evoluéiert? Ass déi Zuel wärend der Covid-19-Pandemie däitlech an d'Luucht gaang?

2. Wéi huet an deem Zäitraum d'Zuel vun de sougenannte „Lëschtenhënn" evoluéiert?

3. Gëtt et Schätzungen, wéi vill Proprietären hiren Hond net umellen a wéi héich den Undeel vun Hënn zu Lëtzebuerg ass, déi net gechippt sinn?

4. Wéi gëtt d'Anhale vun der Meldeflicht kontrolléiert?

Réponse (21/11/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Unzuel vun den enregistréierten Hënn fir déi lescht fënnef Joer:

2019: 43.342
2020: 44.694
2021: 45.070
2022: 46.814
2023: 46.674

D'Zuele weise fir d'Joren 2019–2022 eng steeteg Augmentatioun vun der Unzuel vun den enregistréierten Hënn, woubäi déi gréissten Augmentatioun fir d'Joer 2022 ze notéieren ass (+1.744 Hënn resp. +3,87 %). Am Joer 2023 goung d'Zuel vun den Hënn déi 1. Kéier liicht erof (-140 Hënn resp. -0,3 %). Am Ganzen ass et iwwer déi Joren eng Hausse vu 7,69 %.

ad 2. Unzuel vun den enregistréierte Lëschtenhënn fir déi lescht fënnef Joer:

2019: 631 (1,46 % vun den Hënn)
2020: 658 (1,47 % vun den Hënn)
2021: 675 (1,5 % vun den Hënn)
2022: 709 (1,51 % vun den Hënn)
2023: 707 (1,51 % vun den Hënn)

ad 3. Et gëtt keng Statistiken/Zuelen iwwer net ugemellten oder net gechippten Hënn zu Lëtzebuerg.

ad 4. D'Hënn mussen op der Gemeng ugemellt ginn, déi d'Leit och doriwwer informéiert. Weiderhi kënnen d'Agents municipaux Kontrolle vun Hënn op der Voie publique maachen, an och am Kader vu Plaintë gëtt kontrolléiert, ob se op der Gemeng ugemellt sinn.

Organisation des épreuves d'aptitude générale du secteur étatique | Question **1470** (06/11/2024) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le 20 juin 2024, le site officiel des offres d'emploi dans la fonction publique GovJobs a communiqué de reporter l'inscription et l'organisation de l'épreuve d'aptitude générale du secteur étatique pour les groupes de traitement A1, A2 et D2-D3. Il en résulte que cette année, pour les groupes de traitement A1 et A2, dix mois séparent les deux possibilités d'examen.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Quelles sont les raisons de ce report et quelles en sont les conséquences pour les candidats intéressés par une carrière dans la fonction publique ?

2) Compte tenu du grand intérêt que suscite la fonction publique en tant qu'employeur, est-il envisagé de proposer plus souvent des examens d'entrée à l'avenir ?

3) Combien de sessions de l'épreuve d'aptitude générale y a-t-il eu au cours des trois dernières années pour les différents groupes de traitement de la fonction publique ?

Réponse (05/12/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) Les épreuves d'aptitude générale des groupes de traitement mentionnés par les honorables Députés ont été reportées en raison d'un changement au niveau du fournisseur de certains tests psychométriques. Un tel changement nécessite des développements, d'une part, de la part du prestataire afin de garantir la fiabilité et la validité d'un test psychométrique et, d'autre part, des développements du système de gestion informatique des épreuves. À noter qu'un changement de prestataire est indispensable après un certain temps pour garantir la qualité et la fiabilité des tests psychométriques de l'épreuve d'aptitude générale.

Il est vrai qu'un tel report empêche des candidats potentiels qui ne figurent pas sur la liste de réserve de postuler pour des postes vacants publiés sous le statut du fonctionnaire tant qu'ils n'ont pas réussi l'épreuve d'aptitude générale. À souligner qu'au 3 décembre 2024, le nombre de candidats sur la liste de réserve se présente comme suit pour les différents groupes de traitement :

– Groupe de traitement A1 : 2.370 candidats
– Groupe de traitement A2 : 1.875 candidats
– Groupe de traitement B1 : 6.843 candidats
– Groupe de traitement C1 : 3.879 candidats
– Groupe de traitement D1 : 3.536 candidats
– Groupe de traitement D2 : 982 candidats
– Groupe de traitement D3 : 1.385 candidats

Il est à noter que de nombreux postes publiés sur le site GovJobs sont à occuper soit sous le statut du fonctionnaire, soit sous le régime de l'employé de l'État. Pour ces postes, des candidats ont pu postuler sous le régime de l'employé de l'État, ce qui n'empêche pas une admission au stage ultérieure dès qu'ils auront réussi à l'examen-concours.

ad 2) Un projet de règlement grand-ducal ayant pour objet d'améliorer l'organisation de l'épreuve d'aptitude générale a été introduit en août 2023. Suite à l'avis récent du Conseil d'État et, compte tenu de l'approche de ce dernier en ce qui concerne le principe de la « matière réservée à la loi », les dispositions du projet de règlement grand-ducal précité sont en train d'être revues et intégrées dans un avant-projet de loi. Un objectif sera de rendre l'organisation de l'épreuve d'aptitude générale plus souple afin que les candidats aient la possibilité de participer à une épreuve au moment de la publication d'un poste auquel ils souhaitent postuler.

ad 3) Depuis 2021, deux sessions ont été organisées chaque année pour chaque groupe de traitement, à l'exception des groupes de traitement D2 et D3 en 2024, pour lesquels la deuxième session, celle de décembre, a été reportée à janvier 2025.

Écrevisse américaine | Question **1482** (07/11/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem „Wort"-Artikel vum 7. November geet et ëm den amerikanesche Sumpfkriibs, deen sech hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi staark géif ausbreeden. Beim amerikanesche Sumpfkriibs handelt et sech, wéi den Numm et scho seet, ëm eng Kriibszort, déi virun allem an den USA virkënnt an heemesch ass. Si ass zu Lëtzebuerg also net heemesch a gëllt zudeem als invasiv Aart, déi d'Ökosystemer am Land doduerch bedreet, dass si sech extreem séier an der Natur verbreet an als „Allesfresser" a Kannibal gëllt. Dës Déiere ginn awer och an enger ganzer Rei Länner geziicht, fir duerno als Delikatess giess ze ginn. Laut dem Artikel hätt ee bei der ANF e puermol nogefrot, wéi ee géint eng weider Verbreedung vum amerikanesche Sumpfkriibs wéilt virgoen, ouni awer eng Äntwert ze kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Ass der ANF de Problem vun der ëmmer méi staarker Ausbreedung vum amerikanesche Sumpfkriibs bekannt?

2.Huet d'ANF Pläng, wéi si wëll doru schaffen, d'Verbreedung vum amerikanesche Sumpfkriibs anzedämmen an esou eis Ökosystemer besser ze schützen?
– Wa jo, kënnen heizou Detailer genannt ginn?
– Wann nee, firwat net?

Réponse (09/12/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Jo.

ad 2. Jo.

– Am Kader vum europäesche Reglement (UE N° 1143/2014) zur Präventioun an der Gestioun géint eng Verbreedung vun invasiven net heemeschen Aarten ass een Aktiounsplang (https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/biodiversite/paeee-procambarusclarkii-consultation-publique.pdf) fir d'Andämmung vun der Ausbreedung vun dëser Aart ausgeschafft ginn. Fir dee Plang ass d'Consultation publique ofgeschloss an déi final Versioun wäert deemnächst publizéiert ginn.

Am Fréijoer 2024 huet de Luxembourg Institute for Science and Technology (LIST) ee Monitoring Pilotprojet zum Noweis vun invasiven net eenheemeschen Aarten op Basis vun Ëmwelt-DNA lancéiert, an deem de Sumpfkriibs eng vun den Zilaarten ass. Am Summer 2024 goufe 5 Gewässer beprouft, fir dës Methodik ze entwéckelen an ze validéieren. Et ass virgesinn, 30 Gewässer am Fréijoer 2025 an dësem Kader ze analyséieren, fir de Wëssensstand iwwert d'Verbreedung vun invasiven net eenheemeschen Aarten, dovunner ë. a. de Sumpfkriibs, ze verbesseren.

– /

Position du Luxembourg face à l'action en justice contre la Hongrie | Question urgente **1960** (20/02/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Hier, le Parlement européen a décidé de se joindre à l'action en justice introduite par la Commission européenne contre la Hongrie l'année dernière. Il est critiqué que la nouvelle législation hongroise sur la protection de la souveraineté ne respecte pas la Charte des droits fondamentaux et est contraire à plusieurs valeurs et droits européens fondamentaux, tels que la vie privée, la liberté d'expression et d'association, ainsi que la présomption d'innocence. La loi enfreindrait également les règles de l'UE relatives au marché intérieur, au commerce électronique, aux services et à la protection des données.

Les États membres ont jusqu'au 27 février pour soumettre leurs demandes d'adhésion à la procédure. Certains États membres, dont la République tchèque et le Danemark, ont déjà rejoint l'action en justice.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Premier ministre :

– Le Luxembourg joindra-t-il l'action en justice contre la Hongrie ? Le Gouvernement peut-il expliquer le raisonnement derrière la position luxembourgeoise ?

– Quelles sont les étapes suivies pour prendre cette décision importante ?

– Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il d'entreprendre d'autres mesures en lien avec la législation hongroise en question ?

Réponse (24/02/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Vu son fort attachement aux valeurs fondamentales de l'Union européenne, le Luxembourg est très préoccupé par la loi hongroise sur la protection de la souveraineté nationale. Plus particulièrement, le Luxembourg regrette les obstacles persistants qui affectent le travail des organisations de la société civile en Hongrie et considère que l'Office national de protection de la souveraineté nationale constitue une menace supplémentaire pour l'espace civique qui fait partie intégrante de toute démocratie vivante.

Ainsi, le 18 février 2025, le Luxembourg a déposé auprès de la Cour de justice sa demande d'intervention et attend désormais la décision du président de la Cour de justice sur l'admission de son intervention.

Élections sociales au sein de l'ASBL Hëllef um Terrain | Question urgente **1972** (25/02/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

En tant que membre de la commission parlementaire spéciale au sujet de l'affaire Caritas je viens d'apprendre que l'ASBL Hëllef um Terrain a obtenu l'autorisation de l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour l'organisation le 11 mars 2025 de nouvelles élections pour la délégation du personnel.

Selon la législation en vigueur, il appartient au ministre compétent de faire procéder à l'installation respectivement au renouvellement partiel d'une délégation du personnel. Dans le cas qui nous occupe, il aurait fallu une décision ministérielle et un acte subséquent de mise en vigueur de la décision ministérielle qui est fixé dans le règlement grand-ducal du 11 septembre 2018 et qui définit les différentes étapes à respecter dans la procédure.

Partant je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail :

– Monsieur le Ministre a-t-il décidé de faire procéder à des élections sociales au sein de l'ASBL Hëllef um Terrain ? Dans l'affirmative, à quelle base légale Monsieur le Ministre s'est-il référé pour prendre cette décision ? Dans la négative à la première question, Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à l'annulation des élections prémentionnées ?

Réponse (04/03/2025) de **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

Le Ministre du Travail n'a pas pris de décision en ce sens.

La décision ministérielle à laquelle l'honorable Député se réfère est prévue à l'article L. 413-2 (3), alinéa 1, du Code du travail.

Elle est requise lorsque, dans une entreprise donnée, il est envisagé de faire procéder à une élection en dehors de la période des élections sociales ayant lieu au niveau national et qu'en outre soient remplies les conditions suivantes :

– au sein de la délégation initialement élue au sein de cette entreprise, sur une liste donnée les membres effectifs ne sont plus en nombre et qu'il n'y a plus de membres suppléants pour occuper le ou les sièges vacants ;
– et tous les syndicats qui jouissent de la représentativité nationale générale ou sectorielle en vertu des dispositions des articles L. 161-4 et L. 161-7 et qui sont représentés au sein de la délégation élue ont donné leur avis.

En l'espèce cependant, ces conditions ne sont pas remplies et les élections sont organisées sur base de l'alinéa 2 du même paragraphe 3 de l'article L. 413-2, qui prévoit l'obligation pour une entreprise de procéder à l'élection d'une délégation dès lors qu'elle atteint l'effectif minimum requis pour la mise en place d'une délégation.

Vu que la mise en œuvre de cette disposition ne requiert pas d'autorisation ministérielle spécifique, il n'existe pas de base légale permettant au Ministre du Travail d'annuler ces élections.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

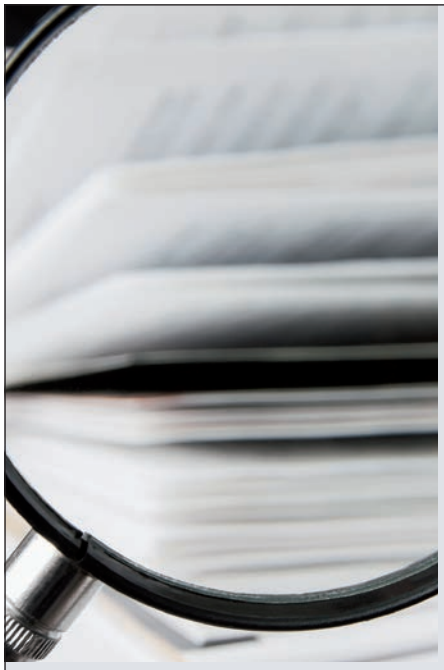
Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Invitation à la soirée-conférence

Pairing Scheme – Research meets Politics

Quand ? Le 24 mars 2025 à partir de 16h30

Où ? Abbaye Neumünster, 28 rue Münster, L-2160 Luxembourg
Salle Klecker

Inscriptions par liste d'attente à l'adresse colloque@chd.lu

Cette conférence est organisée par la Cellule scientifique de la Chambre des Députés et le Fonds national de la recherche (FNR).

Programme de la conférence

Chambre des Députés GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg National Research Fund

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799